

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 99 — 1425

[S - C - 99/12338]

30 AVRIL 1999. — Loi relative à l'occupation des travailleurs étrangers (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Définitions et champ d'application*

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par :

1° ressortissants et travailleurs étrangers : les ressortissants et les travailleurs qui n'ont pas la nationalité belge;

2° le ministre : le ministre de l'Emploi et du Travail;

3° l'autorité compétente : l'autorité compétente en vertu de l'article 6, § 1^{er}, IX, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Art. 3. La présente loi s'applique aux travailleurs étrangers et aux employeurs.

Pour l'application de la présente loi, sont assimilés :

1° aux travailleurs étrangers : les ressortissants étrangers qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, fournissent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne;

2° aux employeurs : les personnes qui occupent les personnes visées au 1°.

Pour l'application de la présente loi, les artistes de spectacle sont réputés, jusqu'à preuve du contraire, être engagés dans les liens d'un contrat de travail d'employé.

CHAPITRE III. — *Autorisation d'occupation et permis de travail*

Art. 4. § 1^{er}. L'employeur qui souhaite occuper un travailleur étranger doit, au préalable, obtenir l'autorisation d'occupation de l'autorité compétente.

L'employeur ne peut utiliser les services de ce travailleur que dans les limites fixées par cette autorisation.

Le Roi peut déroger à l'alinéa 1^{er}, dans les cas qu'il détermine.

§ 2. L'autorisation d'occupation n'est pas accordée lorsque le ressortissant étranger a pénétré en Belgique en vue d'y être occupé avant que l'employeur ait obtenu l'autorisation d'occupation.

Le Roi peut déroger à l'alinéa précédent, dans les cas qu'il détermine.

§ 3. Le Roi peut déterminer à quelles conditions une autorisation collective d'occupation peut être accordée à un employeur. Cette autorisation collective d'occupation ne peut excéder trois mois.

Il y a lieu d'entendre par « autorisation collective d'occupation » une autorisation d'occupation qui peut être accordée à un employeur pour l'occupation de plusieurs travailleurs étrangers en même temps pour des prestations de travail de courte durée.

§ 4. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer à quelles conditions une autorisation provisoire d'occupation peut être accordée à un employeur.

Art. 5. Pour fournir des prestations de travail, le travailleur étranger doit préalablement avoir obtenu un permis de travail de l'autorité compétente.

Il ne peut fournir ces prestations que dans les limites fixées par ce permis de travail.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 99 — 1425

[S - C - 99/12338]

30 APRIL 1999. — Wet betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Definities en toepassingsgebied*

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet, dient te worden verstaan onder :

1° buitenlandse onderdanen en werknemers : de onderdanen en werknemers die niet de Belgische nationaliteit bezitten;

2° de minister : de minister van Tewerkstelling en Arbeid

3° de bevoegde overheid : de overheid bevoegd krachtens artikel 6, § 1, IX, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen.

Art. 3. Deze wet is van toepassing op de buitenlandse werknemers en op de werkgevers.

Voor de toepassing van deze wet worden gelijkgesteld :

1° met buitenlandse werknemers : de buitenlandse onderdanen die anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten onder het gezag van een ander persoon;

2° met werkgevers : de personen die de onder 1° genoemde personen tewerkstellen.

Voor de toepassing van deze wet worden de schouwspelartiesten vermoed te zijn aangeworven met een arbeidsovereenkomst voor bedienden, tenzij het tegendeel wordt bewezen.

HOOFDSTUK III. — *Arbeidsvergunning en arbeidskaart*

Art. 4. § 1. De werkgever die een buitenlandse werknemer wenst tewerk te stellen moet vooraf een arbeidsvergunning hebben verkregen van de bevoegde overheid.

De werkgever mag de diensten van deze werknemer enkel gebruiken binnen de perken van deze vergunning.

De Koning kan, in de gevallen door Hem bepaald, afwijken van het eerste lid.

§ 2. De arbeidsvergunning wordt niet toegekend wanneer de buitenlandse onderdaan België is binnengekomen om er te worden tewerkgesteld vooraleer de werkgever de arbeidsvergunning heeft bekomen.

De Koning kan, in de gevallen door Hem bepaald, afwijken van het voorgaande lid.

§ 3. De Koning kan bepalen op welke voorwaarden een gemeenschappelijke arbeidsvergunning aan een werkgever kan worden toegekend. Deze gemeenschappelijke arbeidsvergunning mag de drie maanden niet overschrijden.

Onder « gemeenschappelijke arbeidsvergunning » dient te worden verstaan een arbeidsvergunning die aan een werkgever kan worden toegekend voor de tewerkstelling van meerdere buitenlandse werknemers tegelijk voor arbeidsprestaties van korte duur.

§ 4. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, bepalen op welke voorwaarden een voorlopige arbeidsvergunning kan worden toegekend aan een werkgever.

Art. 5. Om arbeid te verrichten, moet de buitenlandse werknemer vooraf een arbeidskaart hebben verkregen van de bevoegde overheid.

Hij mag deze arbeid enkel verrichten binnen de perken van deze arbeidskaart.

Art. 6. Le permis de travail visé à l'article 5 n'est pas requis lorsque l'employeur a obtenu :

- 1° une autorisation collective d'occupation prévue à l'article 4, § 3;
- 2° une autorisation provisoire d'occupation prévue à l'article 4, § 4.

Art. 7. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, dispenser les catégories de travailleurs étrangers qu'il détermine, de l'obligation d'obtenir un permis de travail.

Les employeurs des travailleurs étrangers visés à l'alinéa précédent sont dispensés de l'obligation d'obtenir une autorisation d'occupation.

CHAPITRE IV. — Conditions et modalités d'obtention des autorisations d'occupation et des permis de travail

Art. 8. § 1^{er}. Le Roi détermine, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, les catégories ainsi que les conditions d'octroi, de validité, de prorogation, de renouvellement, de refus et de retrait des autorisations d'occupation et des permis de travail.

Il peut imposer un examen médical et, le cas échéant, un examen d'aptitude professionnelle, préalables à l'octroi des autorisations d'occupation et des permis de travail.

§ 2. Le Roi fixe les modalités d'introduction des demandes d'autorisation d'occupation et de permis de travail, de prorogation ou de renouvellement de ceux-ci.

Il fixe également les modalités d'octroi, de refus et de retrait des autorisations d'occupation et des permis de travail.

§ 3. Le montant des frais relatifs au traitement des demandes de permis de travail et d'autorisations d'occupation ainsi que le montant des frais relatifs à leur délivrance peuvent faire l'objet d'indemnités forfaitaires à payer par le demandeur aux autorités respectivement chargées des opérations de traitement et de délivrance.

Les montants de ces indemnités forfaitaires sont déterminés par le Roi sans que chacun de ces montants puisse s'élever à plus de 500 francs.

CHAPITRE V. — Recours

Art. 9. Le travailleur étranger qui séjourne légalement en Belgique et à qui le permis de travail est refusé ou retiré, de même que l'employeur auquel l'autorisation d'occupation est refusée ou retirée, peuvent introduire un recours auprès de l'autorité compétente.

Art. 10. Le recours est introduit par lettre recommandée à la poste dans le mois de la notification de la lettre recommandée portant notification de la décision de refus ou de retrait.

Il doit être motivé et rédigé dans l'une des trois langues nationales.

Les prescriptions des alinéas précédents sont prévues à peine de nullité.

Le Roi peut déterminer les autres modalités de la procédure de recours.

CHAPITRE VI. — Surveillance

Art. 11. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires désignés par le Roi et ceux désignés par les autorités compétentes surveillent l'exécution de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Ces fonctionnaires exercent cette surveillance conformément aux dispositions de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail.

CHAPITRE VII. — Dispositions pénales

Art. 12. Sans préjudice des articles 269 à 274 du Code pénal sont punis :

1° d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 6 000 à 30 000 francs ou d'une de ces peines seulement :

a) l'employeur, ses préposés ou mandataires qui, en violation des dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution, ont fait ou laissé travailler un ressortissant étranger qui n'est pas admis ou autorisé à séjourner plus de trois mois en Belgique ou à s'y établir;

b) quiconque a fait entrer en Belgique un ressortissant étranger ou a favorisé l'entrée en Belgique de celui-ci en vue d'y être occupé, pour autant que le ressortissant étranger ne possède pas un permis de travail valable et ne se trouve pas dans l'un des cas prévus en vertu de l'article 4, § 2, alinéa 2, par le Roi;

Art. 6. De in artikel 5 bedoelde arbeidskaart is niet vereist wanneer de werkgever één der volgende documenten heeft bekomen :

- 1° een gemeenschappelijke arbeidsvergunning zoals bepaald in artikel 4, § 3;
- 2° een voorlopige arbeidsvergunning zoals bepaald in artikel 4, § 4.

Art. 7. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit de categorieën van buitenlandse werknemers die Hij bepaalt, vrijstellen van de verplichting een arbeidskaart te verkrijgen.

De werkgevers van de buitenlandse werknemers bedoeld in het voorgaande lid worden vrijgesteld van de verplichting een arbeidsvergunning te verkrijgen.

HOOFDSTUK IV. — Voorwaarden en nadere regelen tot verkrijging van de arbeidsvergunningen en de arbeidskaarten

Art. 8. § 1. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de categorieën alsmede de voorwaarden tot toekenning, geldigheid, verlenging, vernieuwing, weigering en intrekking van de arbeidsvergunningen en de arbeidskaarten.

Hij kan een geneeskundig onderzoek opleggen en, in voorkomend geval, een onderzoek naar de professionele bekwaamheid, voorafgaand aan de toekenning van de arbeidsvergunningen en de arbeidskaarten.

§ 2. De Koning stelt de nadere regelen vast voor de indiening van de aanvragen om de arbeidsvergunningen en de arbeidskaarten en voor de verlenging of de vernieuwing ervan.

Hij stelt eveneens de nadere regelen vast tot toekenning, weigering en intrekking van de arbeidsvergunningen en van de arbeidskaarten.

§ 3. Het bedrag van de kosten met betrekking tot de behandeling van de aanvragen van de arbeidskaarten en de arbeidsvergunningen alsmede het bedrag van de kosten met betrekking tot hun aflevering kunnen het voorwerp uitmaken van forfaitaire vergoedingen te betalen door de aanvrager aan de overheden die respectievelijk belast zijn met de verrichtingen van behandeling en aflevering.

De bedragen van deze forfaitaire vergoedingen worden bepaald door de Koning zonder dat elk van deze bedragen meer mag bedragen dan maximum 500 frank.

HOOFDSTUK V. — Beroep

Art. 9. De buitenlandse werknemer die wettig in België verblijft en wiens arbeidskaart wordt geweigerd of ingetrokken, alsmede de werkgever wiens arbeidsvergunning wordt geweigerd of ingetrokken, kunnen in beroep gaan bij de bevoegde overheid.

Art. 10. Het beroep wordt ingesteld bij ter post aangetekende brief binnen een maand na kennisgeving van de aangetekende brief waarbij de beslissing tot weigering of intrekking wordt betekend.

Het moet gemotiveerd zijn en opgesteld in één van de drie landstalen.

De voorschriften uit de voorgaande leden zijn voorzien op straffe van nietigheid.

De Koning kan de andere nadere regelen van de beroepsprocedure bepalen.

HOOFDSTUK VI. — Toezicht

Art. 11. Onverminderd de plichten van de officieren van gerechtelijke politie houden de door de Koning en door de bevoegde overheden aangewezen ambtenaren toezicht op de uitvoering van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Deze ambtenaren oefenen dit toezicht uit overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie.

HOOFDSTUK VII. — Strafbepalingen

Art. 12. Onverminderd de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek worden gestraft :

1° met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met een geldboete van 6 000 tot 30 000 frank of met één van die straffen alleen :

a) de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers die, in strijd met de bepalingen van deze wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan, arbeid doen of laten verrichten door een buitenlandse onderdaan die niet is toegelaten of gemachtigd tot een verblijf in België van meer dan drie maanden of tot vestiging;

b) al wie een buitenlandse onderdaan België heeft laten binnenkomen om er te worden tewerkgesteld of tot dit binnenkomen heeft bijgedragen, voorzover de buitenlandse onderdaan geen houder is van een geldige arbeidskaart en zich niet bevindt in een van de gevallen, krachtens artikel 4, § 2, tweede lid, bepaald door de Koning;

c) quiconque a promis à un ressortissant étranger, moyennant une rétribution sous forme quelconque, soit de lui chercher un emploi, soit de lui procurer un emploi, soit d'accomplir des formalités prescrites par la présente loi ou ses arrêtés d'exécution;

d) quiconque a réclamé ou reçu d'un ressortissant étranger, une rétribution sous une forme quelconque, soit pour lui chercher un emploi, soit pour lui procurer un emploi, soit pour accomplir des formalités prescrites par la présente loi ou ses arrêtés d'exécution;

e) quiconque a servi d'intermédiaire entre un ressortissant étranger et un employeur ou les autorités chargées de l'application des dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution ou encore entre un employeur et ces mêmes autorités, en accomplissant des actes susceptibles d'induire en erreur, soit ce ressortissant étranger, soit l'employeur, soit lesdites autorités;

2° d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 1 700 à 6 000 francs ou d'une de ces peines seulement :

a) l'employeur, ses préposés ou mandataires qui, en dehors du cas prévu au 1°, a), ont fait ou laissé travailler un ressortissant étranger en violation des dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution;

b) toute personne qui a fait obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi;

c) l'employeur, ses préposés ou mandataires qui ont, le cas échéant, refusé de remettre le permis de travail au travailleur étranger ou le lui ont remis moyennant paiement d'une somme ou d'une rétribution sous quelque forme que ce soit;

d) l'employeur qui a omis d'informer immédiatement l'autorité compétente de la fin de l'occupation d'un travailleur étranger avant le terme prévu au contrat de travail et, en tout cas, lorsque l'occupation prend fin avant l'expiration de la durée de validité du permis de travail.

Lorsque l'employeur est condamné dans le cas prévu au 1°, a), le tribunal peut ordonner la fermeture temporaire ou définitive, partielle ou totale de l'entreprise.

Art. 13. Quiconque a commis une infraction visée à l'article 12, est solidairement responsable du paiement d'une indemnité forfaitaire, pour les frais de rapatriement, ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour les frais d'hébergement, de séjour et de soins de santé des travailleurs étrangers concernés et de ceux des membres de leur famille qui séjournent illégalement en Belgique.

Le Roi fixe annuellement ces indemnités sur la base du coût moyen tel qu'il s'établissait deux ans auparavant, adapté en fonction de l'indice des prix à la consommation.

Lorsque le ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions a payé les frais, visés à l'alinéa 1^{er}, à la place de la personne à la charge de qui sont ces frais en vertu de l'alinéa 1^{er}, il lui en réclame le remboursement par lettre recommandée à la poste. Si la personne reste en défaut de payer le montant des frais qu'elle doit, le ministre visé au présent alinéa confie le recouvrement de ces frais à l'administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, qui procède conformément à l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

Les sommes récupérées sont versées au Trésor.

Le Roi peut déterminer les modalités d'exécution des dispositions du présent article.

Art. 14. En ce qui concerne les infractions prévues à l'article 12, l'amende est appliquée autant de fois qu'il y a eu de ressortissants étrangers concernés par les infractions commises.

Art. 15. En cas de récidive, dans le délai de trois ans, d'une des infractions prévues au chapitre VII de la présente loi, les peines sont portées à un emprisonnement d'un mois à deux ans et à une amende de 6 000 à 30 000 francs ou à une de ces peines seulement.

Art. 16. L'employeur est civilement responsable du paiement des amendes auxquelles ses préposés ou mandataires ont été condamnés.

Art. 17. Toutes les dispositions du livre Ier du Code pénal, le chapitre VII compris, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

c) al wie aan een buitenlandse onderdaan heeft beloofd, tegen betaling van welke vergoeding ook, hetzij een betrekking voor hem te zoeken, hetzij hem een betrekking te bezorgen, hetzij formaliteiten te vervullen die bij deze wet of de uitvoeringsbesluiten ervan zijn voorgeschreven;

d) al wie van een buitenlandse onderdaan een vergoeding in welke vorm ook heeft aangevraagd of aangenomen, hetzij om voor hem een betrekking te zoeken, hetzij hem een betrekking te bezorgen, hetzij om formaliteiten te vervullen die bij deze wet of de uitvoeringsbesluiten ervan zijn voorgeschreven;

e) al wie als tussenpersoon is opgetreden tussen een buitenlandse onderdaan en een werkgever of de autoriteiten die zijn belast met de toepassing der bepalingen van deze wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan, of ook tussen een werkgever en diezelfde autoriteiten, waarbij men daden heeft gesteld welke hetzij die buitenlandse onderdaan, hetzij de werkgever, hetzij de genoemde autoriteiten op een dwaalspoor kunnen brengen;

2° met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met een geldboete van 1 700 tot 6 000 frank of met één van die straffen alleen :

a) de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers die, buiten het onder 1°, a), bedoelde geval, in strijd met de bepalingen van deze wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan, arbeid doen of laten verrichten door een buitenlandse onderdaan;

b) al wie het krachtens deze wet georganiseerde toezicht heeft verhinderd;

c) de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers die, in voorkomend geval, geweigerd hebben de arbeidskaart aan de buitenlandse werknemer te overhandigen of hem deze hebben bezorgd tegen betaling van een bedrag of vergoeding in welke vorm ook;

d) de werkgever die heeft nagelaten om de bevoegde overheid onmiddellijk op de hoogte te brengen van het beëindigen van de tewerkstelling van een buitenlandse werknemer vóór het einde voorzien in de arbeidsovereenkomst en, in ieder geval, bij de beëindiging van de tewerkstelling vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van de arbeidskaart.

Wanneer de werkgever in het onder 1°, a), bedoelde geval wordt veroordeeld, kan de rechtbank de tijdelijke of definitieve, gedeeltelijke of volledige sluiting van de onderneming bevelen.

Art. 13. Al wie zich schuldig maakt aan een misdrijf bedoeld in artikel 12, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van een forfaitaire vergoeding voor de kosten van repatriëring, alsmede een forfaitaire vergoeding voor de kosten van huisvesting, verblijf en gezondheidszorg van de betrokken buitenlandse werknemers en van de leden van hun gezin die onwettig in België verblijven.

De Koning bepaalt jaarlijks deze vergoedingen op basis van de gemiddelde kostprijs van twee jaar voordien, aangepast aan het indexcijfer der consumptieprijzen.

Wanneer de minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen tot zijn bevoegdheid heeft, de in het eerste lid bedoelde kosten heeft betaald in de plaats van de persoon die krachtens het eerste lid instaat voor deze kosten, vordert hij van deze persoon bij een ter post aangetekend schrijven de terugbetaling daarvan. Als deze persoon verzuimt het door hem verschuldigde bedrag van de kosten te betalen, draagt de bij dit lid bedoelde minister de invordering van die kosten op aan de administratie van de Belasting over de toegevoegde waarde, der Registratie en Domeinen, die optreedt overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

De ingevorderde sommen worden in de Schatkist gestort.

De Koning kan de nadere regelen van uitvoering van de bepalingen van dit artikel vastleggen.

Art. 14. Voor de bij artikel 12 bepaalde misdrijven wordt de geldboete zoveel maal toegepast als er buitenlandse onderdanen betrokken zijn geweest bij de begane inbreuken.

Art. 15. Bij herhaling, binnen een termijn van drie jaar, van een der misdrijven bepaald in hoofdstuk VII van deze wet, worden de straffen gebracht op een gevangenisstraf van een maand tot twee jaar en op een geldboete van 6 000 tot 30 000 frank of één van deze straffen alleen.

Art. 16. De werkgever is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten waartoe zijn aangestelden of lasthebbers werden veroordeeld.

Art. 17. Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII, zijn toepasselijk op de misdrijven in deze wet omschreven.

L'article 85 du Code précité est applicable aux infractions visées par la présente loi sans que, en ce qui concerne les infractions visées à l'article 12, 1°, le montant de l'amende puisse être inférieur à 80 % du montant minimum prescrit, et, en ce qui concerne les infractions visées à l'article 12, 2°, le montant de l'amende puisse être inférieur à 40 % du montant minimum prescrit.

Par dérogation à l'article 42, 1°, du Code pénal, la confiscation spéciale peut également être appliquée aux biens meubles et aux biens immeubles par incorporation ou par destination, qui forment l'objet de l'infraction ou qui ont servi ou qui étaient destinés à commettre l'infraction, même lorsque ces biens n'appartiennent pas en propriété au contrevenant.

Art. 18. L'action publique résultant des infractions aux dispositions de la présente loi se prescrit par cinq ans à compter du fait qui a donné naissance à l'action.

Par dérogation à l'article 21, alinéa 2, du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle, le délai de prescription reste de cinq ans en cas de contraventionnalisation d'un délit.

CHAPITRE VIII. — Consultation

Art. 19. Pour exercer les attributions qui Lui sont conférées par la présente loi, le Roi, sauf le cas d'urgence, demande l'avis du Conseil consultatif pour l'occupation des travailleurs étrangers, ici dénommé « Conseil consultatif ».

Le Roi détermine les missions et la composition de ce Conseil consultatif ainsi que les règles relatives à son fonctionnement.

CHAPITRE IX. — Rapport sur l'application de la loi relative à l'occupation de travailleurs étrangers

Art. 20. Le gouvernement fédéral, en collaboration avec les autorités compétentes, fera chaque année rapport aux Chambres législatives sur l'application de la présente loi.

Ce rapport sera communiqué au Conseil consultatif.

CHAPITRE X. — Dispositions finales, transitoires et abrogatoires

Art. 21. L'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère, modifié par les lois des 10 octobre 1967 et 22 juillet 1976, par la loi-programme du 2 juillet 1981 et par la loi du 1^{er} juin 1993 et par les arrêtés royaux des 19 mai 1995 et 8 août 1997 et par les lois des 13 février 1998 et 9 février 1999, est abrogé.

Art. 22. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Il détermine également les dispositions transitoires applicables aux demandes introduites avant cette date.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Chambre des représentants.

Documents de la Chambre des représentants. — Projet de loi, 2072, n° 1. — Amendements, 2072, n° 2. — Rapport, 2072, n° 3. — Texte adopté par la commission, 2072, n° 4. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 2072, n° 5.

Annales de la Chambre. — 31 mars et 1^{er} avril 1999.

Sénat.

Document du Sénat. — Projet transmis par la Chambre des représentants, 1-1359, n° 1. — Projet non évoqué par le Sénat, 1-1359, n° 2.

Artikel 85 van voormeld Wetboek is toepasselijk op de bij deze wet bepaalde inbreuken zonder dat, wat de in artikel 12, 1°, bedoelde inbreuken betreft, het bedrag van de geldboete lager mag zijn dan 80 % van het voorgeschreven minimumbedrag en, wat de in artikel 12, 2°, bedoelde inbreuken betreft, het bedrag van de geldboete lager mag zijn dan 40 % van het voorgeschreven minimumbedrag.

In afwijking van artikel 42, 1°, van het Strafwetboek kan de bijzondere verbeurdverklaring ook toegepast worden op roerende goederen en op onroerende goederen door incorporatie of bestemming, die het voorwerp van het misdrijf uitmaken of die gediend hebben of bestemd waren tot het plegen van het misdrijf, zelfs wanneer deze niet in eigendom toebehoren aan de overtreder.

Art. 18. De strafvordering met betrekking tot de in deze wet omschreven misdrijven verjaart door verloop van vijf jaar na het feit waaruit de vordering is ontstaan.

In afwijking van artikel 21, tweede lid, van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering blijft de verjaringstermijn vijf jaar, in geval een wanbedrijf wordt omgezet in een overtreding.

HOOFDSTUK VIII. — Advies

Art. 19. Ter uitvoering van de Hem door de wet toegekende bevoegdheden, wint de Koning het advies in van de Adviesraad voor de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, hier « Adviesraad » genoemd, behalve in geval van dringende noodzakelijkheid.

De Koning bepaalt de opdrachten en de samenstelling van deze Adviesraad, alsmede de regels inzake de werking ervan.

HOOFDSTUK IX. — Verslag over de toepassing van de wet betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers

Art. 20. De federale regering, in samenwerking met de bevoegde overheden, zal elk jaar verslag uitbrengen bij de Wetgevende Kamers over de toepassing van deze wet.

Dit verslag zal worden medegedeeld aan de Adviesraad.

HOOFDSTUK X. — Slot- en overgangsbepalingen en opheffingen

Art. 21. Het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit, gewijzigd bij de wetten van 10 oktober 1967 en 22 juli 1976, bij de programmawet van 2 juli 1981, bij de wet van 1 juni 1993, bij de koninklijke besluiten van 19 mei 1995 en 8 augustus 1997 en bij de wetten van 13 februari 1998 en 9 februari 1999, wordt opgeheven.

Art. 22. De Koning bepaalt de datum waarop deze wet in werking treedt. Hij bepaalt eveneens de overgangsbepalingen die van toepassing zijn op de aanvragen ingediend vóór deze datum.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 30 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Gedr. St. van de Kamer van volksvertegenwoordigers. — Wetsontwerp, 2072, nr. 1. — Amendementen, 2072, nr. 2. — Verslag, 2072, nr. 3. — Tekst aangenomen door de commissie, 2072, nr. 4. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 2072, nr. 5.

Handelingen van de Kamer. — 31 maart en 1 april 1999.

Senaat.

Gedr. St. van de Senaat. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, 1-1359, nr. 1. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, 1-1359, nr. 2.

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 99 — 1426

[C — 99/14132]

7 MAI 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, notamment l'article 1^{er}, modifié par les lois des 21 juin 1985 et 20 juillet 1991;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, modifié par les arrêtés royaux des 27 avril 1976, 23 juin 1978, 8 juin 1979, 14 décembre 1979, 15 avril 1980, 25 novembre 1980, 11 mai 1982, 8 avril 1983, 21 décembre 1983, 1^{er} juin 1984, 18 octobre 1984, 25 mars 1987, 17 septembre 1988, 22 mai 1989, 20 juillet 1990, 28 janvier 1991, 1^{er} février 1991, 18 mars 1991, 18 septembre 1991, 14 mars 1996, 29 mai 1996, 11 mars 1997, 16 juillet 1997, 23 mars 1998 et 9 octobre 1998;

Vu l'association des gouvernements de région à l'élaboration du présent arrêté;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les mesures prévues dans le présent arrêté modificatif de l'arrêté royal doivent être prises sans délai pour compléter le lot de mesures arrêtées au courant de l'année 1998 concernant le caractère attractif et le fait de rendre plus sûre la circulation des usagers faibles, en particulier des groupes de piétons, de personnes handicapées et de personnes âgées; que ces catégories d'usagers de la route sont particulièrement vulnérables dans la circulation; que de récentes statistiques en matière d'accidents, il ressort que les personnes âgées représentent 50 % de la totalité des victimes tuées en tant que piétons; qu'en particulier, lorsque ces catégories se rendent en groupe sur la voie publique, elles doivent également pouvoir bénéficier de l'accompagnement de surveillants habilités comme c'est le cas pour les autres groupes, notamment les enfants et les écoliers, que ces personnes devraient pouvoir faire appel immédiatement à la possibilité d'accompagnement de surveillants habilités, que ceci doit se faire sans délai et entrer en vigueur avant l'été encore de telle sorte que ces groupes, qui au demeurant utilisent souvent la voie publique durant cette période, puissent bénéficier immédiatement des mesures de protection; que, sans délais l'on doit également garantir une plus grande sécurité du personnel lors de travaux sur la voie publique en donnant la possibilité aux surveillants des travaux ressortissants tant des autorités publiques que d'entreprises privées de prendre les mesures de sécurité adéquates; que ce personnel, en raison de leur tâche spécifique sur la voie publique est soumis à de très gros risques ayant déjà eus pour conséquence maints accidents graves; que ces risques sont injustifiés; que, par conséquent, ce personnel doit être sans délai mieux protégé par les surveillants de chantier; que, dès lors, il s'indique que le présent arrêté entre en vigueur d'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Secrétaire d'Etat à la Sécurité,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 40bis inséré par l'arrêté royal du 25 mars 1987 dans l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'intitulé de l'article est remplacé par l'intitulé suivant : « Article 40bis. — Comportement à l'égard des groupes d'enfants, d'écoliers, de personnes handicapées ou âgées. »;

2° Aux articles 40bis 1 et 40bis 2, les mots « ou d'écoliers » sont remplacés par les mots « , d'écoliers, de personnes handicapées ou âgées. ».

Art. 2. A l'article 41 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 25 mars 1987 et 20 juillet 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'intitulé de l'article 41 les mots « et des groupes de cavaliers » sont remplacés par les mots « , des groupes de cavaliers et du personnel des chantiers établis sur la voie publique. »;

2° L'article 41.3.1. est complété comme suit :

« d) du personnel des chantiers établis sur la voie publique, par les surveillants de chantiers. »;

MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR

N. 99 — 1426

[C — 99/14132]

7 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 21 juni 1985 en 20 juli 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, gewijzigd bij de koninklijk besluiten van 27 april 1976, 23 juni 1978, 8 juni 1979, 14 december 1979, 15 april 1980, 25 november 1980, 11 mei 1982, 8 april 1983, 21 december 1983, 1 juni 1984, 18 oktober 1984, 25 maart 1987, 17 september 1988, 22 mei 1989, 20 juli 1990, 28 januari 1991, 1 februari 1991, 18 maart 1991, 18 september 1991, 14 maart 1996, 29 mei 1996, 11 maart 1997, 16 juli 1997, 23 maart 1998 en 9 oktober 1998;

Gelet op de omstandigheid dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit betrokken zijn;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, §1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de maatregelen die in dit besluit tot wijziging van het koninklijk besluit zijn voorzien, onverwijld moeten genomen worden om, inzonderheid voor groepen voetgangers van bejaarden en gehandicapten, het pakket maatregelen dat in de loop van 1998 werd uitgevaardigd om het verkeer van zwakke weggebruikers aantrekkelijker en veiliger te maken, te vervolledigen; dat deze categorieën van weggebruikers bijzonder kwetsbaar zijn in het verkeer; dat uit de laatst gekende ongevalstatistiek blijkt dat bejaarden 50 % van alle dodelijke slachtoffers van voetgangers uitmaken; dat in het bijzonder, wanneer deze categorieën zich als groep op de openbare weg begeven, zij evenzeer moeten kunnen genieten van de begeleiding door gemachtigde opzichters zoals dit het geval is voor andere groepen met name voor kinderen en scholieren, dat deze personen onmiddellijk zouden moeten kunnen een beroep doen op de mogelijkheid van begeleiding door gemachtigde opzichters, dat dit onverwijld moet kunnen gebeuren en nog voor deze zomer van kracht moet zijn, zodat deze groepen, die precies in deze periode veel van de openbare weg gebruik maken, onmiddellijk van de beschermingsmaatregel kunnen genieten; dat tevens onmiddellijk een grotere veiligheid moet gegarandeerd worden aan het personeel bij werken op de openbare weg door aan de werfopzichters, zowel van de openbare overheid als van de privé ondernemingen, de bevoegdheid te geven om gepaste veiligheidsmaatregelen te nemen; dat dit personeel, door hun bijzondere taak op de openbare weg, onderhevig is aan zeer grote risico's, die al tot menige zware ongevallen aanleiding hebben gegeven; dat deze risico's onverantwoord zijn; dat dit personeel bijgevolg door de werfopzichters onverwijld beter beschermd moeten worden; dat het bijgevolg verantwoord is dat onderhavig besluit dringend van kracht wordt;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Staatssecretaris voor Veiligheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 40bis ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 maart 1987 in het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het opschrift van het artikel wordt vervangen als volgt : « Artikel 40bis. — Gedrag tegenover groepen kinderen, scholieren, personen met een handicap en bejaarden. »;

2° In de artikelen 40bis 1 en 40bis 2, worden de woorden « of scholieren » vervangen door de woorden « , scholieren, personen met een handicap of bejaarden. ».

Art. 2. In artikel 41 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 maart 1987 en 20 juli 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het opschrift van artikel 41 worden de woorden « en groepen ruiters » vervangen door de woorden « , groepen ruiters en werfopzichters op de openbare weg. »;

2° Het artikel 41.3.1. wordt aangevuld als volgt :

« d) van het personeel van de werken op de openbare weg door de werfopzichters. »;

3° A l'article 41.3.2. les mots « et chefs de groupes » sont remplacés par les mots « , chefs de groupes et surveillants de chantiers. ».

Art. 3. Le deuxième alinéa de l'article 59.13 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 9 octobre 1998, est remplacé par l'alinéa suivant :

« En outre, dans les mêmes cas, les conducteurs de ces véhicules ne sont pas tenus d'observer la limitation de vitesse imposée par le signal C43, le cas échéant à validité zonale conformément à l'article 65.5. ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Secrétaire d'Etat à la Sécurité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,

J. PEETERS

3° In artikel 41.3.2. worden de woorden « en groepsleiders » vervangen door de woorden « , groepsleiders en werfopzichters. ».

Art. 3. Het tweede lid van artikel 59.13 van hetzelfde besluit gewijzigd door het koninklijk besluit van 9 oktober 1998, wordt vervangen door het volgende lid :

« In die gevallen moeten de bestuurders van deze voertuigen evenmin de snelheidsbeperking opgelegd door het verkeersbord C43, in voorkomend geval met zonale geldigheid conform artikel 65.5., in acht nemen. ».

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Staatssecretaris voor Veiligheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Staatssecretaris voor Veiligheid,

J. PEETERS

F. 99 — 1427

[C - 99/14131]

7 MAI 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 avril 1976 désignant les infractions graves au règlement général sur la police de la circulation routière

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, notamment l'article 29, modifié par la loi du 9 juin 1975;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, notamment l'article 22^{quater}, inséré par l'arrêté royal du 17 septembre 1988 et l'article 65.5., inséré par l'arrêté royal du 18 septembre 1991;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1976 désignant les infractions graves au règlement général sur la police de la circulation routière, modifié par les arrêtés royaux des 25 novembre 1980 et 8 avril 1981;

Vu l'association des gouvernements de région à l'élaboration du présent arrêté;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que dans le cadre de la politique de la sécurité routière un dépassement de la vitesse maximale autorisée de plus de 10 km à l'heure constitue une infraction grave selon l'article 1^{er}, 8° de l'arrêté royal du 7 avril 1976 susvisé et que pour éviter toute possibilité d'interprétation juridique sur le fait qu'une telle infraction pourrait être selon la formulation et la lecture du texte de l'article susvisé, qualifiée ou non comme telle dans les zones où la vitesse est limitée à 30 km à l'heure, délimitée par les signaux F4a et F4b, ainsi que dans les zones où la vitesse est limitée à 50 et 70 km à l'heure au moyen de signaux C43 à validité zonale; que l'article 1^{er}, 8° de l'arrêté royal du 7 avril 1976 susvisé ne citant ni l'article 22^{quater}, ni l'article 65.5. de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 précité et que cette interprétation possible du texte actuel doit être levée sans délai pour garantir la sécurité juridique; qu'en outre, depuis le 1^{er} novembre 1998 est entré en vigueur l'arrêté royal fixant les conditions d'instauration des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km à l'heure, remplaçant les mesures précédentes en les assouplissant s'agissant des conditions d'instauration des dites zones et que, partant, il faut s'attendre à ce qu'un plus grand nombre de zones à 30 km à l'heure soient instaurées; qu'il convient dès lors d'adapter le texte actuel sans délai afin de pallier toute incertitude;

N. 99 — 1427

[C - 99/14131]

7 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 april 1976 tot aanwijzing van de zware overtredingen van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 29, gewijzigd bij de wet van 9 juni 1975;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, inzonderheid artikel 22^{quater}, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 september 1988 en artikel 65.5., ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 september 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1976, tot aanwijzing van de zware overtredingen van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 november 1980 en 8 april 1981;

Gelet op de omstandigheid dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit betrokken zijn;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat in het kader van het verkeersveiligheidsbeleid het overschrijden van de maximum toegelaten snelheid met meer dan 10 km per uur ingevolge artikel 1, 8° van het voormeld koninklijk besluit van 7 april 1976 een zware overtreding is; dat om elke mogelijkheid van juridische interpretatie te vermijden over het feit dat, luidens de formulering en de lezing van de huidige tekst van voormeld artikel, een dergelijke overtreding al dan niet als dusdanig kan beschouwd worden in zones met een snelheidsbeperking tot 30 km per uur, afgebakend door de verkeersborden F4a en F4b evenals in zones waar de snelheid beperkt is tot 50 km en 70 km per uur door middel van verkeersborden C43 met zonale geldigheid; dat, vermits het artikel 1, 8° van het hoger geciteerd koninklijk besluit van 7 april 1976 noch naar het artikel 22^{quater}, noch naar het artikel 65.5. van het eerder geciteerd koninklijk besluit van 1 december 1975 verwijst en dat deze mogelijke interpretatie van de huidige tekst, omwille van de rechtszekerheid, zonder verwijl moet worden opgeheven; dat men bovendien, na de inwerkingtreding op 1 november 1998 van het koninklijk besluit tot bepaling van de vereisten voor het instellen van zones met een snelheidsbeperking tot 30 km per uur en waarbij de vorige maatregelen inzake de voorwaarden voor de instelling van dergelijke zones werden versoepeld, moet verwachten dat een groter aantal zones 30 km per uur zullen ingesteld worden; dat het bijgevolg noodzakelijk is, omwille alle onzekerheid weg te werken, de huidige tekst zonder verwijl aan te passen;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre de la Justice et de Notre Secrétaire d'Etat à la Sécurité,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, 8° de l'arrêté royal du 7 avril 1976 désignant les infractions graves au règlement général sur la police de la circulation routière, modifié par les arrêtés royaux des 25 novembre 1980 et 8 avril 1981, l'énumération des articles est remplacée comme suit :

« 11

5 (signal C43, le cas échéant à validité zonale conformément à l'article 65.5.)

22 quater »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre de la Justice et Notre Secrétaire d'Etat à la Sécurité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,
J. PEETERS

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, van Onze Minister van Justitie en van Onze Staatssecretaris voor Veiligheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1, 8° van het koninklijk besluit van 7 april 1976 tot aanwijzing van de zware overtredingen van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 november 1980 en 8 april 1981 wordt de opsomming van de artikelen vervangen als volgt :

« 11

5 (verkeersbord C43, in voorkomend geval met zonale geldigheid conform artikel 65.5.)

22 quater »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Justitie en Onze Staatssecretaris voor Veiligheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

De Staatssecretaris voor Veiligheid,
J. PEETERS

F. 99 — 1428

[C - 99/14129]

**7 MAI 1999. — Arrêté royal
modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1998
relatif au permis de conduire**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, notamment l'article 47, modifié par la loi du 9 juillet 1976;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, notamment l'article 73;

Vu l'association des gouvernements de région à l'élaboration du présent arrêté;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'article 73 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire désigne l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle pour organiser les examens médicaux et psychologiques de réintégration dans le droit de conduire; que cet Institut n'a cependant pas repris les compétences de l'Office régional bruxellois de l'Emploi en ce qui concerne les examens médicaux et psychologiques; que ces examens ne sont plus organisés dans la Région bruxelloise depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté royal précité; qu'il y a dès lors lieu, en vue d'assurer la continuité dans l'organisation des examens de réintégration dans le droit de conduire, de désigner l'Office régional bruxellois de l'Emploi parmi les organismes chargés de faire subir les examens médicaux et psychologiques de réintégration dans le droit de conduire et d'adapter sans délai l'arrêté royal du 23 mars 1998;

N. 99 — 1428

[C - 99/14129]

**7 MEI 1999. — Koninklijk besluit
tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1998
betreffende het rijbewijs**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 47, gewijzigd bij de wet van 9 juli 1976;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, inzonderheid op artikel 73;

Gelet op de omstandigheid dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit betrokken zijn;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat artikel 73 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs het « Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle » aanduidt om de medische en psychologische onderzoeken tot herstel in het recht tot sturen te organiseren; dat dit Instituut evenwel de bevoegdheden van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling met betrekking tot de medische en psychologische onderzoeken niet heeft overgenomen; dat deze onderzoeken sinds de inwerkingtreding van voormeld koninklijk besluit in het Brusselse Gewest niet meer georganiseerd worden; dat het derhalve nodig is, teneinde de continuïteit in de organisatie van de onderzoeken tot herstel in het recht tot sturen te verzekeren, om de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling aan te duiden als een van de organismen belast met het afnemen van de medische en psychologische onderzoeken tot herstel in het recht tot sturen en zonder verwijl het koninklijk besluit van 23 maart 1998 aan te passen;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre de la Santé publique, de Notre Ministre des Affaires étrangères, de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre de la Défense nationale et Notre Secrétaire d'Etat à la Sécurité,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 73, alinéa 1^{er} de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, est remplacé par la disposition suivante :

« Les examens médicaux et psychologiques portent sur les normes et tests indiqués à l'annexe 6 et sont subis dans les centres médico-psychologiques régionaux de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, du « Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding » et de l'Office régional bruxellois de l'Emploi. Les coûts des centres et les honoraires du médecin et du psychologue sont à charge du candidat. ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} octobre 1998.

Art. 3. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Secrétaire d'Etat à la Sécurité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA

Le Ministre des Affaires étrangères,
E. DE RYCKE

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Le Ministre de la Défense nationale,
J.-P. PONCELET

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,
J. PEETERS

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Volksgezondheid, Onze Minister van Buitenlandse Zaken, Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Landsverdediging en Onze Staatssecretaris voor Veiligheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 73, eerste lid van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, wordt vervangen als volgt :

« De medische en de psychologische onderzoeken slaan respectievelijk op de normen en tests aangeduid in bijlage 6 en gebeuren in de gewestelijke medico-psychologische centra van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi », van de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding en van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling. De kosten van de centra en de erelonen van de geneesheer en de psycholoog zijn ten laste van de kandidaat. ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1998.

Art. 3. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Staatssecretaris voor Veiligheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Volksgezondheid,
M. COLLA

De Minister van Buitenlandse Zaken,
E. DE RYCKE

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

De Minister van Landsverdediging,
J.-P. PONCELET

De Staatssecretaris voor Veiligheid,
J. PEETERS

F. 99 — 1429

[C - 99/14133]

7 MAI 1999. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 1^{er} décembre 1975 déterminant les caractéristiques de certains disques, signalisations et plaques, prescrits par le règlement général sur la police de la circulation routière

Le Ministre de l'Intérieur et le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, notamment l'article 1^{er}, modifié par les lois des 21 juin 1985 et 20 juillet 1991;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, notamment l'article 41.3.2., modifié par les arrêtés royaux des 25 mars 1987 et 7 mai 1999;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} décembre 1975 déterminant les caractéristiques de certains disques, signalisations et plaques, prescrits par le règlement général sur la police de la circulation routière, modifié par les arrêtés ministériels des 15 avril 1980, 25 mars 1987, 26 novembre 1997 et 9 octobre 1998;

Vu l'association des gouvernements de région à l'élaboration du présent arrêté;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, §1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

N. 99 — 1429

[C - 99/14133]

7 MEI 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 1 december 1975 tot vaststelling van de kenmerken van bepaalde schijven, bebakeningen en platen die voorgeschreven zijn door het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer

De Minister van Binnenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Veiligheid,

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 21 juni 1985 en 20 juli 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975, houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, inzonderheid op artikel 41.3.2., gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 maart 1987 en 7 mei 1999;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 december 1975 tot vaststelling van de kenmerken van bepaalde schijven, bebakeningen en platen die voorgeschreven zijn door het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 15 april 1980, 25 maart 1987, 26 november 1997 en 9 oktober 1998;

Gelet op de omstandigheid dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit betrokken zijn;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, §1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Considérant que l'arrêté royal du 7 mai 1999 modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière habilite les surveillants de chantiers, tant des autorités publiques que d'entreprises privées, à donner des indications aux usagers, de même qu'à arrêter la circulation au moyen d'un disque; que l'on doit immédiatement fixer quelles sont les caractéristiques de ce disque afin de prendre les mesures de sécurité nécessaires,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 1^{er} décembre 1975 déterminant les caractéristiques de certains disques, signalisations et plaques, prescrits par le règlement général sur la police de la circulation routière modifié par les arrêtés ministériels des 15 avril 1980, 25 mars 1987, 26 novembre 1997 et 9 octobre 1998, les mots « et les chefs de groupes » sont remplacés par les mots « , les chefs de groupes et les surveillants de chantiers ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 7 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE
Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,
J. PEETERS

Overwegende dat het koninklijk besluit van 7 mei 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer de werfopzichters, zowel van de openbare overheid als van de privé ondernemingen, de bevoegdheid geeft om aan weggebruikers aanwijzingen te geven alsmede het verkeer stil te leggen met behulp van een schijf; dat onverwijld moet vastgelegd worden welke de karakteristieken van deze schijf zijn om de nodige veiligheidsmaatregelen te nemen,

Besluiten :

Artikel 1. In het opschrift van artikel 2 van het ministerieel besluit van 1 december 1975 tot vaststelling van de kenmerken van bepaalde schijven, bebakeningen en platen die voorgeschreven zijn door het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 15 april 1980, 25 maart 1987, 26 november 1997 en 9 oktober 1998, worden de woorden « en de groepsleiders » vervangen door de woorden « , de groepsleiders en de werfopzichters ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE
De Staatssecretaris voor Veiligheid,
J. PEETERS

F. 99 — 1430

[C - 99/14134]

7 MAI 1999. — Arrêté ministériel relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique

Le Ministre de l'Intérieur et le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, notamment l'article 1^{er}, modifié par les lois des 21 juin 1985 et 20 juillet 1991;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, notamment l'article 60.2.;

Vu l'association des gouvernements de région à l'élaboration du présent arrêté;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté est une des mesures essentielles arrêtées par le Ministre des Transports et le Secrétaire d'Etat à la Sécurité dans le cadre du programme d'urgence visant à accroître la sécurité du transport par route; que de nombreux accidents, dont certains graves et mortels, sont survenus à hauteur de chantiers sur la voie publique et qu'il convient de renforcer la signalisation minimale desdits chantiers; qu'il convient en outre de mieux prendre en compte la sécurité des usagers faibles; que ces mesures doivent être prises sans délai,

Arrêtent :

CHAPITRE Ier. — *Signalisation des chantiers*

Article 1^{er}. Dispositions générales.

1.1. La signalisation des chantiers doit être assurée avec le plus grand soin et maintenue, pendant toute la durée des travaux dans un état de propreté tel qu'elle reste identifiable par les usagers.

1.2.1. En vue de garantir la sécurité de la circulation, l'autorisation prévue à l'article 78.1.1. du règlement général sur la police de la circulation routière peut, outre les mesures imposées par le présent arrêté, prévoir une signalisation routière complémentaire.

L'autorisation doit se trouver sur le chantier, et doit être présentée à toute réquisition de l'autorité compétente.

1.2.2. Les travaux ne peuvent commencer que si la signalisation a été placée.

N. 99 — 1430

[C - 99/14134]

7 MEI 1999. — Ministerieel besluit betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg

De Minister van Binnenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Veiligheid,

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 21 juni 1985 en 20 juli 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, inzonderheid op artikel 60.2.;

Gelet op de omstandigheid dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit betrokken zijn;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, §1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit besluit één van de essentiële maatregelen is waartoe de Minister van Vervoer en de Staatssecretaris voor Veiligheid hebben besloten in het kader van het urgentieprogramma om de veiligheid van het wegvervoer te verhogen; dat heel wat ongevallen, waarvan sommige ernstig en met dodelijke afloop, gebeurd zijn ter hoogte van werken op de openbare weg en dat het bijgevolg noodzakelijk is de minimale signalisatie van deze werken te verbeteren; dat bovendien beter rekening moet gehouden worden met de veiligheid van de zwakke weggebruikers; dat deze maatregelen zonder verwijl moeten uitgevaardigd worden,

Besluiten :

HOOFDSTUK I. — *Signaleren van werken*

Artikel 1. Algemene bepalingen.

1.1. De signalisatie van de werken moet aangebracht worden met de meeste zorg en moet tijdens de volledige duur van de werken zuiver en instandgehouden worden zodanig dat zij voor de weggebruikers identificeerbaar blijft.

1.2.1. Ter verzekering van de veiligheid van het verkeer mag de toelating, voorzien in artikel 78.1.1. van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, naast de door dit besluit opgelegde maatregelen, aanvullende verkeerstekens voorzien.

De toelating moet zich op het werk bevinden en vertoond worden op elk verzoek van de bevoegde overheid.

1.2.2. Het werk mag slechts beginnen wanneer de signalisatie aangebracht is.

1.3.1. Tous les signaux routiers doivent être soit du type rétro-réfléchissant soit du type à éclairage propre.

Les bandes alternées de couleur rouge et blanche, prévues aux articles 7.1.1° et 8.1. et aux annexes au présent arrêté, sont munies de produits rétro-réfléchissants.

1.3.2. Les dispositions relatives aux dimensions et au placement des signaux routiers et des panneaux additionnels, prévues par l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière, sont applicables.

1.4. Lorsqu'un dispositif d'éclairage est prévu, il fonctionne entre la tombée et le lever du jour ainsi qu'en toute circonstance où il n'est plus possible de voir distinctement jusqu'à une distance d'environ 200 m.

Par atmosphère limpide, l'éclairage doit rendre la signalisation visible à 150 m au moins.

Lorsqu'un éclairage est prévu pour signaler le chantier ou délimiter un obstacle, les lampes de couleur blanche ou jaunâtre peuvent être remplacées par des feux jaune-orange clignotants. Les feux peuvent clignoter indépendamment, simultanément ou en cadence.

1.5.1. La signalisation routière est, conformément aux dispositions de l'article 78.1.2. du règlement général sur la police de la circulation routière, enlevée dès que les travaux sont terminés. Il en est de même du matériel de signalisation et des panneaux indiquant en jaune sur fond noir, le nom du responsable de la signalisation et son numéro de téléphone.

1.5.2. En dehors des heures de travail, notamment le soir ainsi que pendant les week-ends et chaque fois que les travaux sont interrompus pour une période déterminée, les signaux qui ne sont plus nécessaires sont masqués efficacement ou enlevés.

1.6. Si une barrière est placée au début du chantier, elle occupe une largeur au moins égale à celle qui est nécessaire pour exécuter les travaux en toute sécurité.

1.7. Si l'emplacement du chantier entraîne une déviation de la circulation, un itinéraire complet de cette déviation est signalé.

Si le début de la déviation ne coïncide pas avec celui du chantier, la signalisation doit être placée à l'endroit où cette déviation débute.

1.8. Sauf dans des cas exceptionnels, les signaux C43 ne peuvent indiquer des limitations de vitesse autres que celles prévues par le présent arrêté.

1.9. En principe, la signalisation à distance n'est placée que sur la voie publique où les travaux sont effectués.

Elle peut également être placée sur d'autres voies publiques quand la disposition des lieux le justifie.

1.10. Il peut être fait usage de dispositifs montés ou non sur véhicules et destinés à absorber les chocs.

1.11. Lorsque, sur une voie publique, différentes limitations de vitesse sont instaurées, la vitesse maximale autorisée la plus élevée est prise en compte pour fixer la catégorie du chantier.

Les chantiers sont classés en six catégories

Appartiennent :

- à la 1ère catégorie, les chantiers établis sur autoroutes et sur les voies publiques où la vitesse maximale autorisée est supérieure à 90 km/h;

- à la 2ème catégorie, les chantiers établis sur les voies publiques où la vitesse maximale autorisée est supérieure à 50 km/h, et inférieure ou égale à 90 km/h;

- à la 3ème catégorie, les chantiers établis sur les voies publiques où la vitesse maximale autorisée est inférieure ou égale à 50 km/h;

- à la 4ème catégorie, les chantiers établis en dehors de la chaussée, mais qui représentent un danger pour les piétons, les cyclistes et les conducteurs de cyclomoteurs à deux roues;

- à la 5ème catégorie, les chantiers exécutés entre le lever et la tombée du jour et lorsqu'il est possible de voir distinctement jusqu'à une distance d'environ 200 m;

- à la 6ème catégorie, les chantiers mobiles qui gênent momentanément la circulation à cause de leur vitesse de déplacement faible ou d'arrêts fréquents, dus à l'exécution de travaux.

1.3.1. Al de verkeersborden moeten van het retroflecterend type of van het type met eigen verlichting zijn.

De afwisselende witte en rode strepen bedoeld in de artikelen 7.1.1° en 8.1. en in de bijlagen bij dit besluit, moeten retroflecterend zijn.

1.3.2. De bepalingen betreffende de afmetingen en de plaatsing van de verkeerstekens en van de onderborden, voorzien in het ministerieel besluit van 11 oktober 1976, waarbij de minimumafmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald, zijn van toepassing.

1.4. Wanneer een verlichtingstoestel voorzien is, werkt het tussen het vallen van de avond en het aanbreken van de dag en in alle omstandigheden wanneer het niet meer mogelijk is duidelijk te zien tot op een afstand van ongeveer 200 m.

Bij helder weer moet de verlichting de signalisatie zichtbaar maken op ten minste 150 m.

Wanneer een verlichting is voorzien om het werk of om een hindernis te signaleren of af te bakenen, mogen de witte of geelachtige lampen vervangen worden door oranjegele knipperlichten. De lichten mogen onafhankelijk, gelijktijdig of opeenvolgend knipperen.

1.5.1. De verkeerstekens worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 78.1.2. van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, weggenomen zodra het werk beëindigd is. Dit geldt eveneens voor het signalisatiemateriaal en voor de borden waarop in het geel, op een zwarte achtergrond, de naam staat van de verantwoordelijke voor de signalisatie en diens telefoonnummer.

1.5.2. Buiten de werkuren, ondermeer 's avonds evenals gedurende de weekends en telkens als het werk voor een bepaalde tijd onderbroken wordt, worden de verkeersborden die er alsdan niet meer nodig zijn, afdoende bedekt of weggenomen.

1.6. Indien aan het begin van het werk een hek geplaatst wordt, beslaat het een breedte die minstens gelijk is aan deze welke nodig is om het werk in alle veiligheid te kunnen uitvoeren.

1.7. Wanneer de inplanting van een werk een omlegging van het verkeer meebrengt, wordt een volledige reisweg van deze omlegging gesignaleerd.

Indien het begin van de omlegging niet samenvalt met dat van het werk, moet de signalisatie geplaatst worden op de plaats waar deze omlegging aanvangt.

1.8. Behoudens in uitzonderlijke gevallen mogen de verkeersborden C43 geen andere snelheidsbeperkingen aanduiden dan die welke door dit besluit voorzien zijn.

1.9. In beginsel wordt de signalisatie op afstand slechts aangebracht op de openbare weg waar het werk uitgevoerd wordt.

Wanneer de plaatsgesteldheid het rechtvaardigt, mag zij eveneens op andere openbare wegen aangebracht worden.

1.10. Inrichtingen bestemd om botsingen te absorberen, al dan niet op een voertuig bevestigd, mogen gebruikt worden.

1.11. Wanneer op een openbare weg verschillende snelheidsbeperkingen opgelegd zijn, wordt met de maximum hoogste toegelaten snelheid rekening gehouden om de categorie van het werk vast te stellen.

De werken worden in zes categorieën gerangschikt.

Behoren :

- tot de 1e categorie, de werken ingeplant op autosnelwegen en op openbare wegen waar de maximum toegelaten snelheid hoger is dan 90 km/h;

- tot de 2e categorie, de werken ingeplant op openbare wegen waar de maximum toegelaten snelheid hoger is dan 50 km/h en lager dan of gelijk aan 90 km/h;

- tot de 3e categorie, de werken ingeplant op openbare wegen waar de maximum toegelaten snelheid lager is dan of gelijk aan 50 km/h;

- tot de 4e categorie, de werken die ingeplant zijn buiten de rijbaan maar die een gevaar betekenen voor de voetgangers, de fietsers en de bestuurders van tweewielige bromfietsen;

- tot de 5e categorie, de werken die uitgevoerd worden tussen het aanbreken van de dag en het vallen van de avond en wanneer het mogelijk is duidelijk te zien tot op een afstand van ongeveer 200 m;

- tot de 6e categorie, de mobiele werken die vanwege hun relatief lage verplaatsingssnelheid of vanwege hun veelvuldig stilstaan voor het uitvoeren van werken slechts kortstondig het verkeer hinderen.

Art. 2. Chantiers de 1ère catégorie.

2.1. Chantiers gênant fortement la circulation.

Il s'agit de chantiers, qui à un endroit quelconque, ont une largeur telle qu'au moins une bande, ou la largeur d'une bande de circulation est soustraite au trafic sur la chaussée.

2.1.1. Sur les autoroutes.

2.1.1.1° Signalisation à distance :

a) Les distances mentionnées ci-après sont approximatives et mesurées à partir du signal A31; elles peuvent être adaptées à la disposition des lieux.

b) Le signal A31 est placé à 150 m au moins du chantier. Si la disposition des lieux le permet, un guidage est aménagé à partir de ce signal.

Si le signal A31 est placé à un endroit plus éloigné, la distance approximative à laquelle le chantier est établi, doit être mentionnée sur un panneau additionnel du type I de l'annexe 1 au présent arrêté.

Dans ce cas, le guidage commence également à cet endroit.

Le guidage est réalisé par les dispositifs du type I de l'annexe 2 au présent arrêté.

Ces balises sont distantes entre elles de 5 m au maximum.

Deux signaux D1 au moins, espacés d'environ 50 m et dont la flèche est inclinée vers le sol sous un angle d'environ 45°, sont placés au-dessus des balises.

Alternativement au moins une balise sur deux est pourvue d'un éclairage réalisé au moyen de lampes de couleur blanche ou jaunâtre.

Le dispositif du type I de l'annexe 3 au présent arrêté peut être placé. Dans ce cas, les signaux A31 et D1 sont incorporés dans ce dispositif.

c) Les signaux du modèle F79 à F85 sont placés à 1.500 m et répétés à 1.000 m et 250 m.

Sur le premier signal, un feu jaune-orange clignotant est installé.

d) Un signal C43 limitant la vitesse à 90 km/h est placé à 1.100 m; il est annoncé à 300 m par un signal identique complété par un panneau additionnel du type I de l'annexe 1 au présent arrêté.

Un signal C43 limitant la vitesse à 70 km/h est placé à 500 m, et répété à 150 m.

Toutefois, si la disposition des lieux l'exige, un signal C43 limitant la vitesse à 50 km/h sera placé à 150 m.

En outre, l'autorisation dont il est question à l'article 1.2.1. du présent arrêté peut prévoir une limitation de vitesse à 30 km/h après le signal A31.

e) Un signal A51 complété par un panneau additionnel portant la mention « FILE POSSIBLE » est placé entre 3.000 et 1.500 m avant le début du chantier. Le signal A51 est complété par un feu jaune-orange clignotant. Il peut être répété avant. Ce signal peut être incorporé dans le dispositif du type I de l'annexe 3 au présent arrêté.

f) Tous les signaux sont placés tant à gauche qu'à droite de la chaussée.

2.1.1.2° Signalisation sur place au début du chantier :

Au début du chantier et sur chaque bande de circulation qui est fermée à la circulation, le dispositif du type II de l'annexe 3 au présent arrêté est placé.

Le signal A31 n'est pas apposé sur le dispositif.

2.1.1.3° Signalisation latérale :

Le balisage latéral est réalisé :

- soit par des dispositifs du type II de l'annexe 2 au présent arrêté. Ces dispositifs de balisage sont espacés au maximum de 30 m; ils sont pourvus d'un éclairage réalisé au moyen de lampes de couleur blanche ou jaunâtre et placés à une distance minimale de 0,50 m au moins de la zone des travaux pour constituer une zone de sécurité;

- soit par une séparation physique alternativement de couleur rouge et blanche ou sur laquelle des dispositifs du type III de l'annexe 2 au présent arrêté sont apposés.

Art. 2. Werken van 1e categorie.

2.1. Werken die het verkeer sterk hinderen.

Het betreft werken die op welke plaats ook, zo breed zijn dat ten minste één rijstrook of de breedte van één rijstrook onttrokken wordt aan het verkeer op de rijbaan.

2.1.1. Op de autosnelwegen.

2.1.1.1° Signalisatie op afstand :

a) De hierna vermelde afstanden zijn benaderend en worden gemeten vanaf het verkeersbord A31; zij mogen aangepast worden aan de plaatsgesteldheid.

b) Het verkeersbord A31 wordt geplaatst op ten minste 150 m van het werk. Indien de plaatsgesteldheid het toelaat, wordt een geleiding vanaf dit verkeersbord uitgezet.

Indien het verkeersbord A31 geplaatst wordt op een plaats die verder af ligt, moet de afstand waarop het werk opgesteld is, bij benadering vermeld worden op een onderbord van het type I van bijlage 1 bij dit besluit.

In dit geval begint de geleiding eveneens op deze plaats.

De geleiding wordt aangebracht door de middelen van type I van bijlage 2 bij dit besluit.

Deze bakens zijn ten hoogste 5 m van elkaar verwijderd.

Er worden ten minste twee verkeersborden D1, waarvan de pijl onder een hoek van ongeveer 45° naar beneden gericht is, geplaatst boven de bakens, op ongeveer 50 m van elkaar.

Afwisselend wordt minstens één baken op twee voorzien van een verlichting met witte of geelachtige lampen.

De inrichting van type I van bijlage 3 bij dit besluit mag worden geplaatst. In dit geval, worden de verkeersborden A31 en D1 opgenomen in de inrichting.

c) De verkeersborden van het model F79 tot F85 worden geplaatst op 1.500 m en herhaald op 1.000 m en op 250 m.

Op het eerste verkeersbord wordt een oranjegeel knipperlicht aangebracht.

d) Een verkeersbord C43 dat de snelheid beperkt tot 90 km/h wordt geplaatst op 1.100 m; het wordt op 300 m aangekondigd door een identiek verkeersbord, aangevuld met een onderbord van het type I van bijlage 1 bij dit besluit.

Een verkeersbord C43 dat de snelheid beperkt tot 70 km/h wordt geplaatst op 500 m en herhaald op 150 m.

Indien de plaatsgesteldheid het vereist, wordt op 150 m evenwel een verkeersbord C43 geplaatst, dat de snelheid beperkt tot 50 km/h.

De toelating waarvan sprake in artikel 1.2.1. van dit besluit mag bovendien voorbij het verkeersbord A31 een snelheidsbeperking tot 30 km/h voorzien.

e) Een verkeersbord A51 aangevuld met een onderbord met de vermelding « FILE MOGELIJK » wordt geplaatst tussen 3.000 en 1.500 m voor het begin van de werken. Het verkeersbord A51 wordt aangevuld met een oranjegeel knipperlicht. Het mag voordien herhaald worden. Dit bord mag opgenomen worden in de inrichting van type I van bijlage 3 bij dit besluit.

f) Alle verkeersborden worden zowel links als rechts van de rijbaan geplaatst.

2.1.1.2° Signalisatie ter plaatse aan het begin van het werk :

Aan het begin van het werk en op elke rijstrook die voor het verkeer wordt afgesloten, wordt de inrichting van type II van bijlage 3 bij dit besluit geplaatst.

Het verkeersbord A31 wordt niet op de inrichting aangebracht.

2.1.1.3° Zijdelingse signalisatie :

De zijdelingse afbakening wordt aangebracht :

- hetzij door middelen van type II van bijlage 2 bij dit besluit. Deze afbakeningsmiddelen zijn ten hoogste 30 m van elkaar verwijderd; zij zijn voorzien van een verlichting met witte of geelachtige lampen en worden geplaatst op een afstand van ten minste 0,50 m van de werkzone teneinde een veiligheidszone te creëren;

- hetzij door een fysische afscheiding van afwisselend witte en rode kleur of waarop de middelen van type III van bijlage 2 bij dit besluit zijn aangebracht.

2.1.1.4° Signalisation de fin de chantier :

a) Le signal F47 et les signaux de fin d'interdiction sont placés à 50 m environ au-delà de la fin du chantier ou après le dernier dispositif de balisage.

b) L'entrepreneur place à 150 m environ au-delà de la fin du chantier, un panneau indiquant en jaune sur fond noir le nom du responsable de la signalisation et son numéro de téléphone.

La hauteur des lettres et des chiffres apposés sur ce panneau est d'au moins 0,15 m.

2.1.1.5° Marques longitudinales provisoires indiquant les bandes de circulation :

Si la circulation doit être canalisée lors de chantiers dont la durée est supérieure à 7 jours calendrier, des marques longitudinales sont alors apposées pour indiquer les bandes de circulation.

2.1.2. Sur les autres voies publiques :

2.1.2.1° Signalisation à distance :

La signalisation prévue à l'article 2.1.1. 1° pour les autoroutes est applicable.

Toutefois :

a) Les signaux du modèle F79 à F85 sont placés à une distance de 1.000 m à 800 m et répétés à 250 m.

b) Le signal C43 limitant la vitesse à 90 km/h est placé entre 750 m et 550 m; il est annoncé à 200 m par un signal identique complété par un panneau additionnel du type I de l'annexe 1 au présent arrêté.

Le signal C43 limitant la vitesse à 70 km/h, est placé entre 550 m et 350 m.

La distance qui sépare les signaux C43 limitant la vitesse à 90 km/h et à 70 km/h ne peut être inférieure à 200 m.

Les signaux C43 sont toujours distants de 50 m au moins des signaux du modèle F79 à F85.

2.1.2.2° Signalisation sur place au début du chantier :

a) Lorsque sur les bandes de circulation ou la partie de la chaussée toute circulation est interdite, le dispositif du type II de l'annexe 3 au présent arrêté est placé.

Le signal routier A31 n'est pas apposé sur le dispositif.

Le dispositif est placé sur chaque bande de circulation qui est fermée à la circulation.

b) Lorsque sur la partie de la chaussée qui est fermée à la circulation, la circulation locale est autorisée, un dispositif de l'annexe 4 au présent arrêté est placé.

Au-dessus de la barrière, en son milieu, un signal C3 est apposé, complété par un panneau additionnel « EXCEPTÉ CIRCULATION LOCALE » du type II de l'annexe 1 au présent arrêté; le bord inférieur de ce signal se trouve au moins à 1,50 m du sol.

Un feu jaune-orange clignotant est placé au-dessus de ce signal.

2.1.2.3° Signalisation latérale :

La signalisation prévue à l'article 2.1.1. 3° pour les autoroutes est applicable.

2.1.2.4° Signalisation de fin de chantier :

La signalisation prévue à l'article 2.1.1. 4° pour les autoroutes est applicable.

2.2. Chantiers gênant peu la circulation.

Il s'agit de chantiers qui à un endroit quelconque ont une largeur telle que moins d'une bande ou moins de la largeur d'une bande de circulation est soustraite au trafic sur la chaussée, ainsi que ceux qui sont établis en dehors de la chaussée mais qui influencent la circulation sur celle-ci.

2.2.1. Sur les autoroutes.

2.2.1.1° Signalisation à distance :

A. L'aménagement du chantier entraîne un rétrécissement de la chaussée.

a) Les distances mentionnées ci-après sont approximatives et mesurées à partir du signal A31; elles peuvent être adaptées à la disposition des lieux.

b) Le signal A31 est placé à 150 m au moins du chantier. Si la disposition des lieux le permet, un guidage est aménagé à partir de ce signal.

2.1.1.4° Signalisatie van het einde van het werk :

a) Het verkeersbord F47 en de verkeersborden die het einde van een verbod aanduiden, worden geplaatst op ongeveer 50 m voorbij het einde van het werk of voorbij het laatste afbakingsmiddel.

b) Ongeveer 150 m voorbij het werk plaatst de aannemer een bord waarop in het geel, op een zwarte achtergrond, de naam staat van de verantwoordelijke voor de signalisatie en diens telefoonnummer.

De letters en cijfers op dit bord hebben een hoogte van ten minste 0,15 m.

2.1.1.5° Overlangse voorlopige markeringen die de rijstroken aanduiden :

Indien het verkeer moet gekanaliseerd worden bij werken met een duur van méér dan 7 kalenderdagen, dan worden overlangse voorlopige markeringen die de rijstroken aanduiden aangebracht.

2.1.2. Op de andere openbare wegen :

2.1.2.1° Signalisatie op afstand :

De signalisatie voorzien voor de autosnelwegen bij artikel 2.1.1. 1° is van toepassing.

Evenwel :

a) De verkeersborden van het model F79 tot F85 worden geplaatst op een afstand van 1.000 m tot 800 m en herhaald op 250 m.

b) Het verkeersbord C43 dat de snelheid beperkt tot 90 km/h, wordt geplaatst tussen 750 m en 550 m; het wordt op 200 m aangekondigd door een identiek verkeersbord, aangevuld door een onderbord van het type I van bijlage 1 bij dit besluit.

Het verkeersbord C43 dat de snelheid beperkt tot 70 km/h, wordt geplaatst tussen 550 m en 350 m.

De afstand tussen de verkeersborden C43 die de snelheid beperken tot 90 km/h en tot 70 km/h, mag niet kleiner zijn dan 200 m.

De verkeersborden C43 zijn altijd ten minste 50 m verwijderd van de verkeersborden van het model F79 tot F85.

2.1.2.2° Signalisatie ter plaatse aan het begin van het werk :

a) Indien op de rijstroken of het gedeelte van de rijbaan alle verkeer verboden is, wordt de inrichting van type II van bijlage 3 bij dit besluit geplaatst.

Het verkeersbord A31 wordt niet op de inrichting aangebracht.

Deze inrichting wordt geplaatst op elke rijstrook die voor het verkeer wordt afgesloten.

b) Indien op het gedeelte van de rijbaan dat voor het verkeer gesloten wordt het plaatselijk verkeer wordt toegelaten, wordt een inrichting van bijlage 4 bij dit besluit geplaatst.

Boven het hek wordt in het midden een verkeersbord C3 aangebracht, aangevuld met een onderbord « UITGEZONDERD PLAATSELIJK VERKEER » van het type II van bijlage 1 bij dit besluit; de onderrand van dit verkeersbord bevindt zich op ten minste 1,50 m boven de grond.

Een oranjegeel knipperlicht wordt boven dit verkeersbord geplaatst.

2.1.2.3° Zijdelingse signalisatie :

De signalisatie voorzien voor de autosnelwegen bij artikel 2.1.1. 3° is van toepassing.

2.1.2.4° Signalisatie van het einde van het werk :

De signalisatie voorzien voor de autosnelwegen bij artikel 2.1.1. 4° is van toepassing.

2.2. Werken die het verkeer weinig hinderen.

Het betreft de werken die op welke plaats ook, zo breed zijn dat minder dan een rijstrook of minder dan de breedte van een rijstrook onttrokken wordt aan het verkeer op de rijbaan, alsook deze die ingeplant zijn buiten de rijbaan maar die het verkeer op die rijbaan beïnvloeden.

2.2.1. Op de autosnelwegen.

2.2.1.1° Signalisatie op afstand :

A. De inrichting van het werk brengt een rijbaanversmalling mee.

a) De hierna vermelde afstanden zijn benaderend en worden gemeten vanaf het verkeersbord A31; zij mogen aangepast worden aan de plaatsgesteldheid.

b) Het verkeersbord A31 wordt geplaatst op ten minste 150 m van het werk. Indien de plaatsgesteldheid het toelaat, wordt te beginnen vanaf dit verkeersbord, een geleiding uitgezet.

Si le signal A31 est placé à un endroit plus éloigné, la distance approximative à laquelle le chantier est établi est mentionnée sur un panneau additionnel du type I de l'annexe 1 au présent arrêté. Dans ce cas, le guidage commence également à cet endroit.

Le guidage est réalisé au moyen des dispositifs du type I de l'annexe 2 au présent arrêté.

Ces balises sont espacées de 5 m au maximum. Alternativement, au moins une balise sur deux est pourvue d'un éclairage réalisé au moyen de lampes de couleur blanche ou jaunâtre.

c) Un signal C43 limitant la vitesse à 90 km/h est placé à 400 m; il est annoncé à 300 m par un signal identique complété par un panneau additionnel du type I de l'annexe 1 au présent arrêté.

Le signal limitant la vitesse à 90 km/h est répété à 150 m. Toutefois, si la disposition des lieux l'exige, un signal C43 limitant la vitesse à 70 km/h sera placé à 150 m.

d) Un signal A7 est placé à 150 m, au même endroit que le signal C43 précité.

Le signal A7 est annoncé à 1.000 m par un signal identique complété par un panneau additionnel du type I de l'annexe 1 au présent arrêté.

e) Le dispositif du type I de l'annexe 3 au présent arrêté peut être placé. Dans ce cas, les signaux A7 et C43 sont incorporés dans ce dispositif.

B. L'aménagement du chantier n'entraîne pas un rétrécissement de la chaussée.

Le signal A31 est placé à 300 m environ du début du chantier et complété par un panneau additionnel du type I de l'annexe 1 au présent arrêté.

2.2.1.2° Signalisation sur place au début du chantier :

a) Si la disposition des lieux ne permet pas d'aménager le guidage prévu à l'article 2.2. 1° A. b) du présent arrêté et qu'il y ait ou non un rétrécissement de la chaussée, un dispositif de l'annexe 4 au présent arrêté est placé au début du chantier.

b) Si une partie du chantier au moins est aménagée sur la chaussée, un signal D1 dont la flèche est inclinée à environ 45° vers le sol est placé au-dessus de la barrière; son bord inférieur se trouve au moins à 1,50 m du sol. Un feu jaune-orange clignotant est placé au-dessus de ce signal.

Sur toute la largeur de la barrière, des feux jaune-orange clignotants sont fixés à une distance maximale de 1,00 m l'un de l'autre. Le nombre de feux ne peut être inférieur à trois.

c) Le dispositif visé sous a) peut être remplacé ou complété par le dispositif du type I de l'annexe 3 au présent arrêté.

2.2.1.3° Signalisation latérale :

Le balisage latéral est réalisé au moyen des dispositifs du type II de l'annexe 2 au présent arrêté.

Ces dispositifs de balisage sont espacés au maximum de 30 m; ils sont pourvus d'un éclairage réalisé au moyen de lampes de couleur blanche ou jaunâtre.

2.2.1.4° Signalisation de fin de chantier :

a) Le signal F47 et les signaux de fin d'interdiction sont placés à 50 m environ au-delà de la fin du chantier ou après le dernier dispositif de balisage.

b) L'entrepreneur place à 150 m environ au-delà de la fin du chantier, un panneau indiquant en jaune sur fond noir le nom du responsable de la signalisation et son numéro de téléphone.

La hauteur des lettres et des chiffres apposés sur ce panneau est d'au moins 0,15 m.

2.2.2. Sur les autres voies publiques.

2.2.2.1° Signalisation à distance :

La signalisation prévue à l'article 2.2.1.1° pour les autoroutes est applicable.

Toutefois :

a) Le signal C43 limitant la vitesse à 90 km/h est placé à 350 m; il est annoncé à 200 m par un signal identique complété par un panneau additionnel du type I de l'annexe 1 au présent arrêté.

Indien het verkeersbord A31 geplaatst wordt op een plaats die verder af ligt, wordt de afstand waarop het werk ingeplant is, bij benadering vermeld op een onderbord van het type I van bijlage 1 bij dit besluit. In dit geval begint de geleiding eveneens op deze plaats.

De geleiding wordt aangebracht door de middelen van type I van bijlage 2 bij dit besluit.

Deze bakens zijn ten hoogste 5 m van elkaar verwijderd. Afwisselend wordt minstens één bakens op twee voorzien van een verlichting met witte of geelachtige lampen.

c) Een verkeersbord C43 dat de snelheid beperkt tot 90 km/h wordt geplaatst op 400 m; het wordt op 300 m aangekondigd door een identiek verkeersbord, aangevuld met een onderbord van het type I van bijlage 1 bij dit besluit.

Het verkeersbord dat de snelheid tot 90 km/h beperkt, wordt herhaald op 150 m. Indien de plaatsgesteldheid het vereist, wordt op 150 m evenwel een verkeersbord C43 geplaatst dat de snelheid beperkt tot 70 km/h.

d) Een verkeersbord A7 wordt geplaatst op 150 m, op dezelfde plaats als voormeld verkeersbord C43.

Het verkeersbord A7 wordt op 1.000 m aangekondigd door een identiek verkeersbord, aangevuld met een onderbord van het type I van bijlage 1 bij dit besluit.

e) De inrichting van type I van bijlage 3 bij dit besluit mag worden geplaatst. In dit geval, worden de verkeersborden A7 en C43 opgenomen in de inrichting.

B. De inrichting van het werk brengt geen rijbaanversmalling mee.

Het verkeersbord A31 wordt geplaatst op ongeveer 300m van het begin van het werk en aangevuld met een onderbord van het type I van bijlage 1 bij dit besluit.

2.2.1.2° Signalisatie ter plaatse aan het begin van het werk :

a) Indien de plaatsgesteldheid niet toelaat de geleiding voorzien bij artikel 2.2.1. 1° A. b) van dit besluit uit te zetten, ongeacht of er een rijbaanversmalling is of niet, wordt aan het begin van het werk een inrichting van bijlage 4 bij dit besluit geplaatst.

b) Indien minstens een gedeelte van het werk op de rijbaan ligt, wordt een verkeersbord D1 waarvan de pijl onder een hoek van ongeveer 45° naar beneden gericht is, geplaatst boven het hek; de onderrand van het verkeersbord bevindt zich op ten minste 1,50 m boven de grond. Een oranjegeel knipperlicht wordt boven dit verkeersbord geplaatst.

Over de ganse breedte van het hek worden oranjegele knipperlichten vastgemaakt met een tussenafstand van ten hoogste 1,00 m. Het aantal lichten mag niet kleiner zijn dan drie.

c) De inrichting bedoeld onder a) mag worden vervangen door aangevuld met de inrichting van type I van bijlage 3 bij dit besluit.

2.2.1.3° Zijdelingse signalisatie :

De zijdelingse afbakening wordt aangebracht door een van de middelen van type II van bijlage 2 bij dit besluit.

Deze afbakeningsmiddelen zijn ten hoogste 30 m van elkaar verwijderd; zij zijn voorzien van een verlichting met witte of geelachtige lampen.

2.2.1.4° Signalisatie van het einde van het werk :

a) Het verkeersbord F47 en de verkeersborden die het einde van een verbod aanduiden, worden geplaatst op ongeveer 50 m voorbij het einde van het werk of voorbij het laatste afbakeningsmiddel.

b) Ongeveer 150 m voorbij het werk plaatst de aannemer een bord waarop in het geel, op een zwarte achtergrond, de naam staat van de verantwoordelijke voor de signalisatie en diens telefoonnummer.

De letters en cijfers op dit bord hebben een hoogte van ten minste 0,15 m.

2.2.2. Op de andere openbare wegen.

2.2.2.1° Signalisatie op afstand :

De signalisatie voorzien voor de autosnelwegen bij artikel 2.2.1.1° is van toepassing.

Evenwel :

a) Het verkeersbord C43 dat de snelheid beperkt tot 90 km/h wordt geplaatst op 350 m; het wordt op 200 m aangekondigd door een identiek verkeersbord, aangevuld met een onderbord van het type I van bijlage 1 bij dit besluit.

b) Le signal A7 est annoncé à 700 m par un signal identique complété par un panneau additionnel du type I de l'annexe 1 au présent arrêté.

c) Le dispositif du type I de l'annexe 3 au présent arrêté peut être placé. Dans ce cas, les signaux C43 et A7 placés à 150 m du chantier et les signaux A31 et D1 sont incorporés dans le dispositif.

2.2.2.2° Signalisation sur place au début du chantier :

La signalisation prévue à l'article 2.2.1. 2° pour les autoroutes est applicable.

2.2.2.3° Signalisation latérale :

a) La signalisation prévue à l'article 2.2.1.3° pour les autoroutes est applicable.

b) Si l'emplacement du chantier oblige les piétons, les cyclistes et les conducteurs de cyclomoteurs à deux roues de quitter le trottoir ou la piste cyclable et de circuler sur la chaussée, un couloir d'au moins 1,00 m de largeur est aménagé le long du chantier. Dans ce cas, la zone de sécurité prévue à l'article 2.1.1.3° n'est pas obligatoire.

Dans ce cas :

— le balisage qui sépare la circulation des piétons, des cyclistes et des conducteurs de cyclomoteurs à deux roues de celle des autres usagers, est réalisé et éclairé conformément aux dispositions de l'article 2.2.1.3°;

— le balisage qui sépare la circulation des piétons, des cyclistes et des conducteurs de cyclomoteurs à deux roues du chantier est réalisé, sur toute la longueur, soit par un dispositif rigide, soit par un filet de protection, et éclairé de manière adéquate.

2.2.2.4° Signalisation de fin de chantier :

La signalisation prévue à l'article 2.2.1.4° pour les autoroutes est applicable.

Art. 3. Chantiers de 2ème catégorie.

3.1. Chantiers gênant fortement la circulation.

Il s'agit de chantiers qui, à un endroit quelconque, ont une largeur telle qu'au moins une bande ou la largeur d'une bande de circulation est soustraite au trafic sur la chaussée.

3.1.1° Signalisation à distance :

a) Les distances mentionnées ci-après sont approximatives et mesurées à partir du dispositif placé à l'endroit où commence le chantier; elles peuvent être adaptées à la disposition des lieux.

b) Le signal A31 est placé à 400 m et complété par un panneau additionnel du type I de l'annexe 1 au présent arrêté.

c) Le signal A31 ou un signal de danger plus approprié est placé à 150 m.

d) Un signal C43 limitant la vitesse à 50 km/h est placé au-dessous du signal de danger à moins que la disposition des lieux n'impose déjà avant une vitesse inférieure.

Ce signal C43 limitant la vitesse à 50 km/h est annoncé à 200 m par un signal identique complété par un panneau additionnel du type I de l'annexe 1 au présent arrêté.

e) Le dispositif du type I de l'annexe 3 au présent arrêté peut être placé. Dans ce cas, les signaux A31 ou des signaux de danger plus appropriés et C43 sont incorporés dans ce dispositif.

f) Lorsque le nombre de bandes de circulation diminue ou lorsque les bandes de circulation se déportent, un signal du type F79 à F85 est placé, sauf si une seule bande de circulation reste disponible pour la circulation dans les deux directions et que la circulation est réglée par les signaux B19 et B21 ou par des signaux lumineux de circulation.

Ce signal est placé à 500 m avant le signal A31 prévu au b).

Dans ce cas, un guidage est réalisé à 50 m à partir de l'endroit où commence le chantier.

Le balisage est réalisé par un des dispositifs du type I de l'annexe 2 au présent arrêté.

Les balises sont espacées de 10 m au maximum.

Alternativement, au moins une balise sur deux est pourvue d'un éclairage réalisé au moyen de lampes de couleur blanche ou jaunâtre.

3.1.2° Signalisation sur place au début du chantier :

a) Un dispositif de l'annexe 4 au présent arrêté est placé au début du chantier.

b) Het verkeersbord A7 wordt aangekondigd op 700 m door een identiek verkeersbord aangevuld met een onderbord van het type I van bijlage 1 bij dit besluit.

c) De inrichting van type I van bijlage 3 bij dit besluit mag worden geplaatst. In dit geval, worden de verkeersborden C43 en A7 geplaatst op 150 m voor het werk en de verkeersborden A31 en D1 opgenomen in de inrichting.

2.2.2.2° Signalisatie ter plaatse aan het begin van het werk :

De signalisatie voorzien voor de autosnelwegen bij artikel 2.2.1. 2° is van toepassing.

2.2.2.3° Zijdelingse signalisatie :

a) De signalisatie voorzien voor de autosnelwegen bij artikel 2.2.1. 3° is van toepassing.

b) Indien de inplanting van het werk de voetgangers, de fietsers en de bestuurders van tweewielige bromfietsen noodzaakt het trottoir of het fietspad te verlaten en de rijbaan te volgen, wordt langsheen het werk een gang aangebracht van ten minste 1,00 m breed. In dit geval is de veiligheidszone voorzien in artikel 2.1.1.3° niet verplicht.

In dit geval wordt :

— de afbakening die het verkeer van de voetgangers, de fietsers en de bestuurders van tweewielige bromfietsen scheidt van dat van de andere weggebruikers, aangebracht en verlicht overeenkomstig de bepalingen van artikel 2.2.1. 3°;

— de afbakening die het verkeer van de voetgangers, de fietsers en de bestuurders van tweewielige bromfietsen scheidt van het werk aangebracht, over de volledige lengte hetzij door een stevige inrichting hetzij door een beschermnet, en op een gepaste manier verlicht.

2.2.2.4° Signalisatie van het einde van het werk :

De signalisatie voorzien voor de autosnelwegen bij artikel 2.2.1. 4° is van toepassing.

Art. 3. Werken van 2e categorie.

3.1. Werken die het verkeer sterk hinderen.

Het betreft de werken die op welke plaats ook, zo breed zijn dat ten minste een rijstrook of de breedte van een rijstrook onttrokken wordt aan het verkeer op de rijbaan.

3.1.1° Signalisatie op afstand :

a) De hierna vermelde afstanden zijn benaderend en worden gemeten vanaf de inrichting geplaatst op de plaats waar het werk begint; zij mogen aangepast worden aan de plaatsgesteldheid.

b) Het verkeersbord A31 wordt geplaatst op 400 m en aangevuld met een onderbord van het type I van bijlage 1 bij dit besluit.

c) Het verkeersbord A31 of een beter aangepast gevaarsbord wordt geplaatst op 150 m.

d) Een verkeersbord C43 dat de snelheid tot 50 km/h beperkt, wordt onder het gevaarsbord aangebracht, indien ten minste de plaatsgesteldheid niet voordien reeds een lagere snelheid vereiste.

Dit verkeersbord C43 dat de snelheid tot 50 km/h beperkt, wordt op 200 m aangekondigd door een identiek verkeersbord, aangevuld met een onderbord van het type I van bijlage 1 bij dit besluit.

e) De inrichting van type I van bijlage 3 bij dit besluit mag worden geplaatst. In dit geval, worden de verkeersborden A31 of beter aangepaste gevaarsborden en C43 opgenomen in de inrichting.

f) Wanneer het aantal rijstroken vermindert of wanneer de rijstroken uitwijken, wordt een verkeersbord van het model F79 tot F85 geplaatst, behalve indien slechts één rijstrook beschikbaar blijft voor het verkeer in beide richtingen en dit verkeer geregeld wordt door de verkeersborden B19 en B21 of door verkeerslichten.

Dit verkeersbord wordt geplaatst op 500 m voor het verkeersbord A31 voorzien onder b).

In dit geval wordt een geleiding aangebracht vanop een afstand van 50 m vanaf het begin van het werk.

De geleiding wordt aangebracht door een van de middelen van type I van bijlage 2 bij dit besluit.

De bakens zijn ten hoogste 10 m van elkaar verwijderd.

Afwisselend wordt minstens één baken op twee voorzien van witte of geelachtige lampen.

3.1.2° Signalisatie ter plaatse aan het begin van het werk :

a) Een inrichting van bijlage 4 bij dit besluit wordt geplaatst aan het begin van het werk.

Un signal D1 dont la flèche est inclinée à environ 45° vers le sol est placé au-dessus de la barrière; son bord inférieur se trouve au moins à 1,50 m du sol. Un feu jaune-orange clignotant est placé au-dessus de ce signal.

Sur toute la largeur de la barrière, des feux jaune-orange clignotants sont fixés à une distance maximale d'un mètre l'un de l'autre. Le nombre de feux ne peut être inférieur à trois.

b) Si pour une raison quelconque, la barrière n'empêche pas entièrement d'avoir accès à la chaussée ou à la partie de la chaussée soustraite à la circulation, des cônes de trafic sont placés pendant le jour dans le prolongement de la barrière afin d'indiquer efficacement toute la partie de la voie publique rendue inaccessible aux usagers.

c) Si la circulation n'est autorisée que dans un seul sens sur la partie de la chaussée encore accessible à la circulation, la barrière placée à l'extrémité opposée du chantier et qui interdit la circulation sur cette même partie de la chaussée, est surmontée en son milieu par un signal C1 dont le bord inférieur se trouve au moins à 1,50 m du sol. Un feu jaune-orange clignotant est placé au-dessus de ce signal.

d) Si l'emplacement du chantier est tel que la circulation est interdite dans les deux sens sur la chaussée, la barrière placée à chacune des extrémités du chantier sera surmontée en son milieu par un signal C3 complété, éventuellement, par le panneau additionnel "EXCEPTE CIRCULATION LOCALE" du type II de l'annexe 1 au présent arrêté; le bord inférieur de ce signal se trouve au moins à 1,50 m du sol. Un feu jaune-orange clignotant est placé au-dessus du signal.

e) Le dispositif visé au a) peut être remplacé ou complété par le dispositif du type II de l'annexe 3 au présent arrêté.

3.1.3° Signalisation latérale :

Le balisage latéral est réalisé par un des dispositifs du type II de l'annexe 2 au présent arrêté.

Ces dispositifs de balisage sont espacés au maximum de 30 m; ils sont pourvus d'un éclairage réalisé au moyen de lampes de couleur blanche ou jaunâtre.

3.1.4° Signalisation de fin de chantier :

a) Le signal F47 et les signaux de fin d'interdiction sont placés à 25 m environ au-delà de la fin du chantier ou après le dernier dispositif de balisage.

b) L'entrepreneur place entre 50 m et 100 m au-delà de la fin du chantier, un panneau indiquant en jaune sur fond noir le nom du responsable de la signalisation et son numéro de téléphone.

La hauteur des lettres et des chiffres apposés sur ce panneau est d'au moins 0,12 m.

3.2. Chantiers gênant peu la circulation.

Il s'agit de chantiers qui, à un endroit quelconque, ont une largeur telle que moins d'une bande ou moins de la largeur d'une bande de circulation est soustraite au trafic sur la chaussée, ainsi que ceux qui sont établis en dehors de la chaussée mais qui influencent la circulation sur celle-ci.

3.2.1° Signalisation à distance :

a) Les distances mentionnées ci-après sont approximatives et mesurées à partir du dispositif placé à l'endroit où commence le chantier. Elles peuvent être adaptées à la disposition des lieux.

b) Le signal A31 est placé à 300 m et complété par un panneau additionnel du type I de l'annexe 1 au présent arrêté.

c) Le signal A31 ou un signal de danger plus approprié est placé à 150 m. Un signal C43 limitant la vitesse à 50 km/h peut être placé au-dessous du signal de danger, à moins que la disposition des lieux n'impose déjà avant une vitesse inférieure.

Een verkeersbord D1 waarvan de pijl onder een hoek van ongeveer 45° naar beneden gericht is, wordt geplaatst boven het hek; de onderrand van het verkeersbord bevindt zich op ten minste 1,50 m boven de grond. Een oranjegeel knipperlicht wordt boven dit verkeersbord geplaatst.

Over de ganse breedte van het hek worden oranjegele knipperlichten vastgemaakt met een tussenafstand van ten hoogste 1 m. Het aantal lichten mag niet kleiner zijn dan drie.

b) Indien om een of andere reden het hek niet helemaal de toegang verhindert tot de rijbaan of tot het gedeelte van de rijbaan dat aan het verkeer onttrokken is, worden tijdens de dag verkeerskegels geplaatst in het verlengde van het hek, ten einde gans het gedeelte van de openbare weg dat voor de weggebruikers ontoegankelijk gemaakt is, afdoende aan te duiden.

c) Indien op het gedeelte van de rijbaan dat nog toegankelijk is voor het verkeer, dat verkeer slechts toegelaten wordt in één richting, wordt boven het hek, geplaatst aan het tegenovergestelde uiteinde van het werk en dat het verkeer op dit gedeelte van de rijbaan verhindert, in het midden een verkeersbord C1 aangebracht, waarvan de onderrand zich op ten minste 1,50 m boven de grond bevindt. Een oranjegeel knipperlicht wordt boven dit verkeersbord geplaatst.

d) Indien de inplanting van het werk zo is dat het verkeer op de rijbaan in de twee richtingen verboden is, wordt boven het hek, geplaatst aan elk van de uiteinden van het werk, in het midden een verkeersbord C3 aangebracht, eventueel aangevuld met een onderbord "UITGEZONDERD PLAATSELIJK VERKEER", van het type II van bijlage 1 bij dit besluit; de onderrand van dit verkeersbord bevindt zich op ten minste 1,50 m boven de grond. Een oranjegeel knipperlicht wordt boven het verkeersbord geplaatst.

e) De inrichting bedoeld onder a) mag worden vervangen door of aangevuld met de inrichting van type II van bijlage 3 bij dit besluit.

3.1.3° Zijdelingse signalisatie :

De zijdelingse afbakening wordt aangebracht door een van de middelen van type II van bijlage 2 bij dit besluit.

Deze afbakeningsmiddelen zijn ten hoogste 30 m van elkaar verwijderd; zij zijn voorzien van een verlichting met witte of geelachtige lampen.

3.1.4° Signalisatie van het einde van het werk :

a) Het verkeersbord F47 en de verkeersborden die het einde van een verbod aanduiden worden geplaatst op ongeveer 25 m voorbij het einde van het werk of voorbij het laatste afbakeningsmiddel.

b) Tussen 50 m en 100 m voorbij het werk plaatst de aannemer een bord waarop in het geel, op een zwarte achtergrond, de naam staat van de verantwoordelijke voor de signalisatie en diens telefoonnummer.

De letters en cijfers op dit bord hebben een hoogte van ten minste 0,12 m.

3.2. Werken die het verkeer weinig hinderen.

Het betreft de werken die op welke plaats ook, zo breed zijn dat minder dan een rijstrook of minder dan de breedte van een rijstrook onttrokken wordt aan het verkeer op de rijbaan, alsook deze die ingeplant zijn buiten de rijbaan maar die het verkeer op die rijbaan beïnvloeden.

3.2.1° Signalisatie op afstand :

a) De hierna vermelde afstanden zijn benaderend en worden gemeten vanaf de inrichting geplaatst op de plaats waar het werk begint; zij mogen aangepast worden aan de plaatsgesteldheid.

b) Het verkeersbord A31 wordt geplaatst op 300 m en aangevuld met een onderbord van het type I van bijlage 1 bij dit besluit.

c) Het verkeersbord A31 of een beter aangepast gevaarsbord wordt geplaatst op 150 m. Een verkeersbord C43 dat de snelheid tot 50 km/h beperkt, mag onder het gevaarsbord aangebracht worden indien tenminste de plaatsgesteldheid niet voordien reeds een lagere snelheid vereiste.

Ce signal C43 limitant la vitesse à 50 km/h est annoncé à 200 m par un signal identique complété par un panneau additionnel du type I de l'annexe 1 au présent arrêté.

d) Le dispositif du type I de l'annexe 3 au présent arrêté peut être placé. Dans ce cas, les signaux A31 ou un signal de danger plus approprié et C43 sont incorporés dans le dispositif.

3.2.2° Signalisation sur place au début du chantier :

Un dispositif de l'annexe 4 au présent arrêté est placé au début du chantier.

Si une partie du chantier au moins est aménagée sur la chaussée, un signal D1 dont la flèche est inclinée à environ 45° vers le sol est placé au-dessus du dispositif; son bord inférieur se trouve au moins à 1,50 m du sol. Un feu jaune-orange clignotant est placé au-dessus de ce signal.

Sur toute la largeur de la barrière, des feux jaune-orange clignotants sont fixés à une distance maximale de 1,00 m l'un de l'autre. Le nombre de feux ne peut être inférieur à trois.

Ce dispositif peut être remplacé ou complété par le dispositif du type II de l'annexe 3 au présent arrêté.

3.2.3° Signalisation latérale :

a) Le balisage latéral est réalisé par un des dispositifs du type II de l'annexe 2 au présent arrêté.

Ces dispositifs de balisage sont espacés au maximum de 30 m; ils sont pourvus d'un éclairage réalisé au moyen de lampes de couleur blanche ou jaunâtre.

b) Si l'emplacement du chantier oblige les piétons, les cyclistes et les conducteurs de cyclomoteurs à deux roues de quitter le trottoir ou la piste cyclable et de circuler sur la chaussée, un couloir est aménagé le long du chantier :

- d'au moins 1,50 m lorsqu'une seule de ces catégories d'usagers doit l'emprunter;

- d'au moins 2 m lorsque tant les piétons que les cyclistes et les conducteurs de cyclomoteurs à deux roues doivent l'emprunter. Lorsque dans des circonstances exceptionnelles des lieux, cela n'est pas possible, la largeur du couloir peut être réduite à 1 m.

Dans ce cas :

- le balisage qui sépare la circulation des piétons, des cyclistes et des conducteurs de cyclomoteurs à deux roues de celle des autres usagers, est réalisé et éclairé conformément aux dispositions du a) ci-dessus;

- le balisage qui sépare la circulation des piétons, des cyclistes et des conducteurs de cyclomoteurs à deux roues du chantier lui-même est réalisé, sur toute sa longueur, soit par un dispositif suffisamment rigide, soit par un filet de protection, et éclairé de manière adéquate.

3.2.4° Signalisation de fin de chantier :

a) Le signal F47 et les signaux de fin d'interdiction sont placés à 25 m environ au-delà de la fin du chantier, ou après le dernier dispositif de balisage.

b) L'entrepreneur place entre 50 m et 100 m au-delà de la fin du chantier, un panneau indiquant en jaune sur fond noir le nom du responsable de la signalisation et son numéro de téléphone.

La hauteur des lettres et des chiffres apposés sur ce panneau est d'au moins 0,12 m.

Art. 4. Chantiers de 3ème catégorie.

4.1. Chantiers gênant fortement la circulation.

Il s'agit de chantiers qui, à un endroit quelconque, ont une largeur telle qu'au moins une bande ou la largeur d'une bande de circulation est soustraite au trafic sur la chaussée.

Dit verkeersbord C43 dat de snelheid tot 50 km/h beperkt, wordt op 200 m aangekondigd door een identiek verkeersbord, aangevuld met een onderbord van het type I van bijlage 1 bij dit besluit.

d) De inrichting van type I van bijlage 3 bij dit besluit mag worden geplaatst. In dit geval worden de verkeersborden A31, of een beter aangepast gevaarsbord, en C43 opgenomen in de inrichting.

3.2.2° Signalisatie ter plaatse aan het begin van het werk :

Een inrichting van bijlage 4 bij dit besluit wordt geplaatst aan het begin van het werk.

Indien minstens een gedeelte van het werk op de rijbaan ligt, wordt een verkeersbord D1 waarvan de pijl onder een hoek van ongeveer 45° naar beneden gericht is, geplaatst boven de inrichting; de onderrand van het verkeersbord bevindt zich op ten minste 1,50 m boven de grond. Een oranjegeel knipperlicht wordt boven dit verkeersbord geplaatst.

Over de ganse breedte van het hek worden oranjegele knipperlichten vastgemaakt met een tussenafstand van ten hoogste 1,00 m. Het aantal lichten mag niet kleiner zijn dan drie.

Deze inrichting mag worden vervangen door of aangevuld met de inrichting van type II van bijlage 3 bij dit besluit.

3.2.3° Zijdelingse signalisatie :

a) De zijdelingse afbakening wordt aangebracht door een van de middelen van type II van bijlage 2 bij dit besluit.

Deze afbakeningsmiddelen zijn ten hoogste 30 m van elkaar verwijderd; zij zijn voorzien van een verlichting met witte of geelachtige lampen.

b) Indien de inplanting van het werk de voetgangers, de fietsers en de bestuurders van tweewielige bromfietsen noodzaakt het trottoir of het fietspad te verlaten en de rijbaan te volgen, wordt langsheen het werk een gang aangebracht van :

- ten minste 1,50 m wanneer slechts één van de categorieën van weggebruikers er moet gebruik van maken;

- ten minste 2 m wanneer zowel voetgangers, fietsers als bestuurders van tweewielige bromfietsen er samen moeten gebruik van maken. Wanneer in uitzonderlijke omstandigheden de plaatsgesteldheid dit niet toelaat, mag de breedte van de gang teruggebracht worden tot 1 m.

In dit geval wordt :

- de afbakening die het verkeer van de voetgangers, de fietsers en de bestuurders van tweewielige bromfietsen scheidt van dat van de andere weggebruikers, aangebracht en verlicht overeenkomstig de bepalingen van a) hierboven;

- de afbakening die het verkeer van de voetgangers, de fietsers en de bestuurders van tweewielige bromfietsen scheidt van het werk zelf, aangebracht over de volledige lengte, hetzij door een voldoende stevige inrichting, hetzij door een beschermnet, en op gepaste manier verlicht.

3.2.4° Signalisatie van het einde van het werk :

a) Het verkeersbord F47 en de verkeersborden die het einde van een verbod aanduiden worden geplaatst op ongeveer 25 m voorbij het einde van het werk of voorbij het laatste afbakeningsmiddel.

b) Tussen 50 m en 100 m voorbij het werk plaatst de aannemer een bord waarop in het geel, op een zwarte achtergrond, de naam staat van de verantwoordelijke voor de signalisatie en diens telefoonnummer.

De letters en cijfers op dit bord hebben een hoogte van ten minste 0,12 m.

Art. 4. Werken van 3e categorie.

4.1. Werken die het verkeer sterk hinderen.

Het betreft de werken die op welke plaats ook, zo breed zijn dat ten minste een rijstrook of de breedte van een rijstrook onttrokken wordt aan het verkeer op de rijbaan.

4.1.1° Signalisation à distance :

a) Le signal A31 est placé à environ 150 m du dispositif placé à l'endroit où commence le chantier.

Cette distance peut être adaptée à la disposition des lieux; dans ce cas, ce signal est complété par un panneau additionnel du type I de l'annexe 1 au présent arrêté.

b) Il peut être fait usage des signaux du modèle F79 à F85.

c) Si la disposition des lieux l'exige, un signal C43 limitant la vitesse à 30 km/h peut être placé.

d) Le dispositif du type I de l'annexe 3 au présent arrêté peut être placé. Dans ce cas, les signaux A31 et C43 sont incorporés dans ce dispositif.

4.1.2° Signalisation sur place au début du chantier.

a) Un dispositif de l'annexe 4 au présent arrêté est placé au début du chantier.

Un signal D1 dont la flèche est inclinée à environ 45° vers le sol est placé au-dessus de la barrière; son bord inférieur se trouve au moins à 1,50 m du sol. Un feu jaune-orange clignotant est placé au-dessus de ce signal.

Sur toute la largeur de la barrière, des feux jaune-orange clignotants sont fixés à une distance maximale d'un mètre l'un de l'autre. Le nombre de feux ne peut être inférieur à trois.

b) Si pour une raison quelconque, la barrière n'empêche pas entièrement d'avoir accès à la chaussée ou à la partie de la chaussée soustraite à la circulation, des cônes de trafic sont placés pendant le jour dans le prolongement de la barrière afin d'indiquer efficacement toute la partie de la voie publique rendue inaccessible aux usagers.

c) Si la circulation n'est autorisée que dans un seul sens sur la partie de la chaussée encore accessible à la circulation, la barrière placée à l'extrémité opposée du chantier et qui interdit la circulation sur cette même partie de la chaussée, est surmontée en son milieu par un signal C1 dont le bord inférieur se trouve au moins à 1,50 m du sol. Un feu jaune-orange clignotant est placé au-dessus de ce signal.

d) Si l'emplacement du chantier est tel que la circulation est interdite dans les deux sens sur la chaussée, la barrière placée à chacune des extrémités du chantier sera surmonté en son milieu par un signal C3 complété, éventuellement, par le panneau additionnel "EXCEPTE CIRCULATION LOCALE" du type II de l'annexe 1 au présent arrêté; le bord inférieur de ce signal se trouve au moins à 1,50 m du sol. Un feu jaune-orange clignotant est placé au-dessus du signal.

e) Le dispositif visé sous a) peut être remplacé ou complété par le dispositif du type I de l'annexe 3 au présent arrêté sur lequel le signal D1 est apposé.

4.1.3° Signalisation latérale :

Le balisage latéral est réalisé par un des dispositifs du type II de l'annexe 2 au présent arrêté.

S'il est fait usage de cônes de trafic, ils ont une hauteur minimale de 0,40 m.

Ces dispositifs de balisage sont espacés au maximum de 30 m; ils sont pourvus d'un éclairage réalisé au moyen de lampes de couleur blanche ou jaunâtre.

4.1.1° Signalisatie op afstand :

a) Het verkeersbord A31 wordt geplaatst op ongeveer 150 m van de inrichting aangebracht op de plaats waar het werk begint.

Deze afstand mag aangepast worden aan de plaatsgesteldheid; in dat geval wordt dit verkeersbord aangevuld met een onderbord van het type I van bijlage 1 bij dit besluit.

b) Verkeersborden van het model F79 tot F85 mogen gebruikt worden.

c) Indien de plaatsgesteldheid het vereist, mag een verkeersbord C43 dat de snelheid beperkt tot 30 km/h, geplaatst worden.

d) De inrichting van type I van bijlage 3 bij dit besluit mag worden geplaatst. In dit geval worden de verkeersborden A31 en C43 opgenomen in de inrichting.

4.1.2° Signalisatie ter plaatse aan het begin van het werk :

a) Een inrichting van bijlage 4 bij dit besluit wordt geplaatst aan het begin van het werk.

Een verkeersbord D1 waarvan de pijl onder een hoek van ongeveer 45° naar beneden gericht is, wordt geplaatst boven het hek; de onderrand van het verkeersbord bevindt zich op ten minste 1,50 m boven de grond. Een oranjegeel knipperlicht wordt boven dit verkeersbord geplaatst.

Over de ganse breedte van het hek worden oranjegele knipperlichten vastgemaakt met een tussenafstand van ten hoogste 1 m. Het aantal lichten mag niet kleiner zijn dan drie.

b) Indien om een of andere reden het hek niet helemaal de toegang verhindert tot de rijbaan of tot het gedeelte van de rijbaan dat aan het verkeer onttrokken is, worden tijdens de dag verkeerskegels geplaatst in het verlengde van het hek, ten einde gans het gedeelte van de openbare weg dat voor de weggebruikers ontoegankelijk gemaakt is, afdoende aan te duiden.

c) Indien op het gedeelte van de rijbaan dat nog toegankelijk is voor het verkeer, dat verkeer slechts toegelaten wordt in één richting, wordt boven het hek, geplaatst aan het tegenovergestelde uiteinde van het werk en dat het verkeer op dit gedeelte van de rijbaan verhindert, in het midden een verkeersbord C1 aangebracht, waarvan de onderrand zich op ten minste 1,50 m boven de grond bevindt. Een oranjegeel knipperlicht wordt boven dit verkeersbord geplaatst.

d) Indien de opstelling van het werk zo is dat het verkeer op de rijbaan in de twee richtingen verboden is, wordt boven het hek, geplaatst aan elk van de uiteinden van het werk, in het midden een verkeersbord C3 aangebracht, eventueel aangevuld met een onderbord "UITGEZONDERD PLAATSELIJK VERKEER" van het type II van bijlage 1 bij dit besluit; de onderrand van dit verkeersbord bevindt zich op ten minste 1,50 m boven de grond. Een oranjegeel knipperlicht wordt boven het verkeersbord geplaatst.

e) De inrichting bedoeld onder a) mag vervangen worden door of aangevuld met de inrichting van type I van bijlage 3 bij dit besluit waarop het verkeersbord D1 is aangebracht.

4.1.3° Zijdelingse signalisatie :

De zijdelingse afbakening wordt aangebracht door een van de middelen van type II van bijlage 2 bij dit besluit.

Wanneer verkeerskegels worden gebruikt, hebben zij een hoogte van ten minste 0,40 m.

Deze afbakeningsmiddelen zijn ten hoogste 30 m van elkaar verwijderd; zij zijn voorzien van een verlichting met witte of geelachtige lampen.

4.1.4° Signalisation de fin de chantier :

a) Le signal F47 et les signaux de fin d'interdiction sont placés à 25 m au maximum au-delà de la fin du chantier, ou après le dernier dispositif de balisage.

b) L'entrepreneur place à 50 m au maximum au-delà de la fin du chantier, un panneau indiquant en jaune sur fond noir le nom du responsable de la signalisation et son numéro de téléphone.

La hauteur des lettres et des chiffres apposés sur ce panneau est d'au moins 0,06 m.

4.2. Chantiers gênant peu la circulation.

Il s'agit de chantiers, qui à un endroit quelconque, ont une largeur telle que moins d'une bande ou moins de la largeur d'une bande de circulation est soustraite au trafic sur la chaussée, ainsi que ceux qui sont établis en dehors de la chaussée mais qui influencent la circulation sur celle-ci.

4.2.1° Signalisation à distance :

a) Le signal A31 est placé à environ 150 m du dispositif placé à l'endroit où commence le chantier.

Cette distance peut être adaptée à la disposition des lieux; dans ce cas, ce signal est complété par un panneau additionnel du type I de l'annexe 1 au présent arrêté.

b) Il peut être fait usage de signaux du modèle F79 à F85.

c) Si la disposition des lieux l'exige, un signal C43 limitant la vitesse à 30 km/h peut être placé.

d) Le dispositif du type I de l'annexe 3 au présent arrêté peut être placé. Dans ce cas, les signaux A31 et C43 sont incorporés dans ce dispositif.

4.2.2° Signalisation sur place au début du chantier :

Un dispositif de l'annexe 4 au présent arrêté est placé au début du chantier.

Si une partie du chantier au moins est aménagée sur la chaussée, un signal D1 dont la flèche est inclinée à environ 45° vers le sol est placé au-dessus du dispositif; son bord inférieur se trouve au moins à 1,50 m du sol. Un feu jaune-orange clignotant est placé au-dessus de ce signal.

Sur toute la largeur de la barrière, des feux jaune-orange clignotants sont fixés à une distance maximale de 1,00 m l'un de l'autre. Le nombre de feux ne peut être inférieur à trois.

Le dispositif peut être remplacé ou complété par un dispositif du type I de l'annexe 3 au présent arrêté sur lequel le signal D1 est apposé.

4.2.3° Signalisation latérale :

a) Le balisage latéral est réalisé par un des dispositifs du type II de l'annexe 2 au présent arrêté.

S'il est fait usage de cônes de trafic, ils ont une hauteur minimale de 0,40 m.

Ces dispositifs de balisage sont espacés au maximum de 30 m; ils sont pourvus d'un éclairage réalisé au moyen de lampes de couleur blanche ou jaunâtre.

b) Si l'emplacement du chantier oblige les piétons et les conducteurs de bicyclettes et de cyclomoteurs à deux roues de quitter le trottoir ou la piste cyclable et de circuler sur la chaussée, un couloir est aménagé le long du chantier :

- d'au moins 1,50 m lorsqu'une seule de ces catégories d'utilisateurs doit l'emprunter;

4.1.4° Signalisatie van het einde van het werk :

a) Het verkeersbord F47 en de verkeersborden die het einde van een verbod aanduiden, worden geplaatst op ten hoogste 25 m voorbij het einde van het werk, of voorbij het laatste afbakeningsmiddel.

b) Op ten hoogste 50 m voorbij het werk plaatst de aannemer een bord waarop in het geel, op een zwarte achtergrond, de naam staat van de verantwoordelijke voor de signalisatie en diens telefoonnummer.

De letters en cijfers op dit bord hebben een hoogte van ten minste 0,06 m.

4.2. Werken die het verkeer weinig hinderen.

Het betreft de werken die op welke plaats ook, zo breed zijn dat minder dan een rijstrook of minder dan de breedte van een rijstrook onttrokken wordt aan het verkeer op de rijbaan, alsook deze die ingeplant zijn buiten de rijbaan maar die het verkeer op die rijbaan beïnvloeden.

4.2.1° Signalisatie op afstand :

a) Het verkeersbord A31 wordt geplaatst op ongeveer 150 m van de inrichting, aangebracht op de plaats waar het werk begint.

Deze afstand mag aangepast worden aan de plaatsgesteldheid; in dit geval wordt dit verkeersbord aangevuld met een onderbord van het type I van bijlage 1 bij dit besluit.

b) Verkeersborden van het model F79 tot F85 mogen gebruikt worden.

c) Indien de plaatsgesteldheid het vereist, mag een verkeersbord C43 dat de snelheid beperkt tot 30 km/h geplaatst worden.

d) De inrichting van type I van bijlage 3 bij dit besluit mag worden geplaatst. In dit geval, worden de verkeersborden A31 en C43 opgenomen in de inrichting.

4.2.2° Signalisatie ter plaatse aan het begin van het werk :

Een inrichting van bijlage 4 bij dit besluit wordt geplaatst aan het begin van het werk.

Indien minstens een gedeelte van het werk op de rijbaan ligt, wordt een verkeersbord D1 waarvan de pijl onder een hoek van ongeveer 45° naar beneden gericht is, geplaatst boven de inrichting; de onderrand van het verkeersbord bevindt zich op ten minste 1,50 m boven de grond. Een oranjegeel knipperlicht wordt boven dit verkeersbord geplaatst.

Over de ganse breedte van het hek worden oranjegele knipperlichten vastgemaakt met een tussenafstand van ten hoogste 1,00 m. Het aantal lichten mag niet kleiner zijn dan drie.

Deze inrichting mag vervangen worden door of aangevuld met een inrichting van type I van bijlage 3 bij dit besluit waarop het verkeersbord D1 is aangebracht.

4.2.3° Zijdelingse signalisatie :

a) De zijdelingse afbakening wordt aangebracht door een van de middelen van type II van bijlage 2 bij dit besluit.

Wanneer verkeerskegels worden gebruikt, hebben zij een hoogte van ten minste 0,40 m.

Deze afbakeningsmiddelen zijn ten hoogste 30 m van elkaar verwijderd; zij zijn voorzien van een verlichting met witte of geelachtige lampen.

b) Indien de inplanting van het werk de voetgangers, de fietsers en de bestuurders van tweewielige bromfietsen noodzaakt om het trottoir of het fietspad te verlaten en de rijbaan te volgen, wordt een gang aangebracht langsheen het volledige werk van :

- ten minste 1,50 m wanneer slechts één van de categorieën van weggebruikers er moet gebruik van maken;

- d'au moins 2 m lorsque tant les piétons que les cyclistes et les conducteurs de cyclomoteurs à deux roues doivent l'emprunter. Lorsque dans des circonstances exceptionnelles des lieux, cela n'est pas possible, la largeur du couloir peut être réduite à 1 m.

Dans ce cas :

- le balisage qui sépare la circulation des piétons, des cyclistes et des conducteurs de cyclomoteurs à deux roues de celle des autres usagers, est réalisé et éclairé conformément aux dispositions du a) ci-dessus;

- le balisage qui sépare la circulation des piétons, des cyclistes et des conducteurs de cyclomoteurs à deux roues du chantier lui-même, est réalisé sur toute la longueur, soit par un dispositif suffisamment rigide, soit par un filet de protection, et éclairé de manière adéquate.

4.2.4° Signalisation de fin de chantier :

a) Le signal F47 et les signaux de fin d'interdiction sont placés à 25 m au maximum au-delà de la fin du chantier ou après le dernier dispositif de balisage.

b) L'entrepreneur place à 30 m au maximum au-delà de la fin du chantier, un panneau indiquant en jaune sur fond noir le nom du responsable de la signalisation et son numéro de téléphone.

La hauteur des lettres et des chiffres apposés sur ce panneau est d'au moins 0,06 m.

Art. 5. Chantiers de 4ème catégorie.

5.1. L'emplacement du chantier oblige les piétons, les conducteurs de bicyclettes et de cyclomoteurs à deux roues de quitter le trottoir ou la piste cyclable, sans emprunter la chaussée.

5.1.1° signalisation à distance :

un signal A31 complété par un panneau additionnel du type I de l'annexe 1 au présent arrêté, est placé à 50 m du début du chantier.

5.1.2° signalisation sur place, au début du chantier :

un dispositif de l'annexe 4 au présent arrêté doit être placé au début du chantier. Au moins un feu jaune-orange clignotant doit être placé sur le dispositif.

5.1.3° signalisation latérale :

a) Le long du chantier, un couloir est aménagé :

- d'au moins 1,50 m lorsqu'une seule de ces catégories d'usagers doit l'emprunter;

- d'au moins 2 m lorsque tant les piétons que les cyclistes et les conducteurs de cyclomoteurs à deux roues doivent l'emprunter. Lorsque dans des circonstances exceptionnelles des lieux, cela n'est pas possible, la largeur du couloir peut être réduite à 1 m.

b) Le balisage latéral qui sépare la circulation des piétons, des cyclistes et des conducteurs de cyclomoteurs à deux roues de celle des autres usagers, est réalisé par un des dispositifs du type II de l'annexe 2 au présent arrêté et éclairé de manière adéquate.

S'il est fait usage de cônes de trafic, ils ont une hauteur minimale de 0,40 m.

c) Lorsque la différence de niveau entre le chantier et l'endroit où les piétons, les cyclistes et les conducteurs de cyclomoteurs à deux roues se trouvent, est de plus de 0,20 m, soit un dispositif suffisamment solide, soit un filet de protection est placé sur toute la longueur.

Si cette différence de niveau est inférieure à 0,20 m, il est fait usage de cônes de trafic du type II de l'annexe 2 au présent arrêté.

Ils sont espacés au maximum de 5 m.

Ils ont une hauteur minimale de 0,40 m.

d) La signalisation latérale est éclairée de manière adéquate au moyen de lampes de couleur blanche ou jaunâtre.

5.1.4° Signalisation de fin de chantier :

a) Le signal F47 est placé à 25 m environ au-delà de la fin du chantier ou après le dernier dispositif de balisage.

b) L'entrepreneur place à 30 m environ au-delà de la fin du chantier, un panneau indiquant en jaune sur fond noir le nom du responsable de la signalisation et son numéro de téléphone.

La hauteur des lettres et des chiffres apposés sur ce panneau est d'au moins 0,06 m.

- ten minste 2 m wanneer zowel voetgangers, fietsers als bestuurders van tweewielige bromfietsen er samen moeten gebruik van maken. Wanneer in uitzonderlijke omstandigheden de plaatsgesteldheid dit niet toelaat, mag de breedte van de gang teruggebracht worden tot 1 m.

In dit geval wordt :

- de afbakening die het verkeer van de voetgangers, de fietsers en de bestuurders van tweewielige bromfietsen scheidt van dat van de andere weggebruikers, aangebracht en verlicht, overeenkomstig de bepalingen van a) hierboven;

- de afbakening die het verkeer van de voetgangers, de fietsers en de bestuurders van tweewielige bromfietsen scheidt van het werk zelf, aangebracht over de volledige lengte, hetzij door een voldoende stevige inrichting, hetzij door een beschermnet, en op gepaste manier verlicht.

4.2.4° Signalisatie van het einde van het werk :

a) Het verkeersbord F47 en de verkeersborden die het einde van een verbod aanduiden, worden geplaatst op ten hoogste 25 m voorbij het einde van het werk of voorbij het laatste afbakeningsmiddel.

b) Op ten hoogste 30 m voorbij het werk plaatst de aannemer een bord waarop in het geel, op een zwarte achtergrond, de naam staat van de verantwoordelijke voor de signalisatie en diens telefoonnummer.

De letters en cijfers op dit bord hebben een hoogte van ten minste 0,06 m.

Art. 5. Werken van 4e categorie.

5.1. De ligging van het werk noodzaakt de voetgangers, de fietsers en de bestuurders van tweewielige bromfietsen om het trottoir of fietspad te verlaten, zonder op de rijbaan te komen.

5.1.1° signalisatie op afstand :

een verkeersbord A31 aangevuld met een onderbord van type I van bijlage 1 bij dit besluit, wordt geplaatst op 50 m vóór het begin van het werk.

5.1.2° signalisatie ter plaatse aan het begin van het werk :

een inrichting van bijlage 4 bij dit besluit moet aan het begin van het werk geplaatst worden. Er moet ten minste één oranjegeel knipperlicht op de inrichting geplaatst worden.

5.1.3° zijdelingse signalisatie :

a) Langsheen het werk wordt een gang aangebracht van :

- ten minste 1,50 m wanneer slechts één van de categorieën van weggebruikers er moet gebruik van maken;

- ten minste 2 m wanneer zowel voetgangers, fietsers als bestuurders van tweewielige bromfietsen er samen moeten gebruik van maken. Wanneer in uitzonderlijke omstandigheden de plaatsgesteldheid dit niet toelaat, mag de breedte van de gang teruggebracht worden tot 1 m.

b) De zijdelingse afbakening die het verkeer van de voetgangers, de fietsers en de bestuurders van tweewielige bromfietsen van dat van de andere weggebruikers scheidt, wordt aangebracht door een van de middelen van type II van bijlage 2 bij dit besluit en op gepaste manier verlicht.

Wanneer verkeerskegels worden gebruikt, hebben zij een minimale hoogte van 0,40 m.

c) Wanneer het niveauverschil tussen het werk en de plaats waar de voetgangers, de fietsers en de bestuurders van tweewielige bromfietsen zich bevinden meer dan 0,20 m bedraagt, wordt over de volledige lengte hetzij een voldoende stevige inrichting, hetzij een beschermnet aangebracht.

Indien dit niveauverschil minder dan 0,20 m bedraagt, worden de verkeerskegels van type II van bijlage 2 bij dit besluit gebruikt.

Zij worden ten hoogste op 5 m van elkaar geplaatst.

Zij hebben een minimale hoogte van 0,40 m.

d) De zijdelingse signalisatie wordt op gepaste manier verlicht met witte of gele lampen.

5.1.4° Signalisatie van het einde van het werk :

a) Het verkeersbord F47 wordt geplaatst op ongeveer 25 m voorbij het einde van het werk of voorbij het laatste afbakeningsmiddel.

b) Ongeveer 30 m voorbij het werk plaatst de aannemer een bord waarop in het geel, op een zwarte achtergrond, de naam staat van de verantwoordelijke voor de signalisatie en diens telefoonnummer.

De letters en cijfers op dit bord hebben een hoogte van ten minste 0,06 m.

5.2. L'emplacement du chantier n'oblige pas les piétons, les cyclistes et les conducteurs de cyclomoteurs à deux roues de quitter le trottoir ou la piste cyclable :

La signalisation mentionnée ci-après ne peut être placée pour autant que les piétons, les cyclistes et les conducteurs de cyclomoteurs à deux roues disposent d'un couloir d'au moins 1,00 m.

Si ce n'est pas le cas, le chantier est signalé conformément à l'article 5.1. du présent arrêté.

5.2.1. Chantiers qui sont établis sur une distance de plus de 20 m environ.

5.2.1.1° signalisation à distance :

le signal A31, complété par un panneau additionnel du type I de l'annexe 1 au présent arrêté, est placé à environ 50 m.

5.2.1.2° signalisation sur place au début du chantier :

un dispositif de l'annexe 4 au présent arrêté est placé sur toute la largeur du chantier. Au moins un feu jaune-orange clignotant est placé sur le dispositif.

5.2.1.3° signalisation latérale :

a) Lorsque la différence de niveau entre le chantier et l'endroit où les piétons, les cyclistes et les conducteurs de cyclomoteurs à deux roues se trouvent, est de plus de 0,20 m, soit un dispositif suffisamment solide, soit un filet de protection est placé sur toute la longueur.

Si cette différence de niveau est inférieure à 0,20 m, il est fait usage de cônes de trafic du type II de l'annexe 2 au présent arrêté.

Ils sont espacés au maximum de 5 m.

Ils ont une hauteur minimale de 0,40 m.

b) La signalisation latérale est éclairée de manière adéquate au moyen de lampes de couleur blanche ou jaunâtre.

c) Le signal F47 est placé à 25 m environ au-delà de la fin du chantier ou après le dernier dispositif de balisage.

L'entrepreneur place à 30 m environ au-delà de la fin du chantier, un panneau indiquant en jaune sur fond noir le nom du responsable de la signalisation et son numéro de téléphone.

La hauteur des lettres et des chiffres apposés sur ce panneau est d'au moins 0,06 m.

5.2.2. Chantiers qui sont établis sur une distance de moins de 20 m environ : tout le chantier est balisé soit par un dispositif suffisamment rigide, soit par un filet de protection, et éclairé de manière adéquate au moyen de lampes de couleur blanche ou jaunâtre.

5.3. Chantiers établis sur les accotements sur lesquels les piétons doivent circuler à défaut de trottoirs.

5.3.1° Le chantier est délimité soit par un dispositif de l'annexe 4 au présent arrêté, soit par un des dispositifs du type II de l'annexe 2 au présent arrêté, soit par un filet de protection.

Le chantier est éclairé de manière adéquate au moyen de lampes de couleur blanche ou jaunâtre.

5.3.2° Un couloir d'au moins 1,00 m de largeur doit rester disponible pour les piétons.

Art. 6. Chantiers de 5ème catégorie.

6.1. Sur les autoroutes et sur les autres voies publiques où la vitesse maximale autorisée est supérieure à 90 km/h.

6.1.1. Chantiers gênant fortement la circulation.

La signalisation prévue aux articles 2.1.1. et 2.1.2. du présent arrêté est applicable.

Toutefois :

1° pour la signalisation à distance :

- le guidage est réalisé par un des dispositifs du type II de l'annexe 2 au présent arrêté. Ils sont placés à une distance maximale de 10 m. Les signaux D1 et un éclairage ne sont pas nécessaires.

- sur les autoroutes, les signaux du modèle F79 à F85 sont placés à 1.500 m et répétés à 750 m. Ces signaux peuvent être incorporés dans le dispositif du type I de l'annexe 3 au présent arrêté. Ils ne doivent pas être répétés à gauche de la chaussée.

- sur les autoroutes, le signal C43 qui limite la vitesse à 70 km/h est placé à 250 m. Il ne doit pas être répété.

2° pour la signalisation latérale un éclairage n'est pas nécessaire.

5.2. De ligging van het werk noodzaakt de voetgangers, de fietsers en de bestuurders van tweewielige bromfietsen niet om het trottoir of het fietspad te verlaten :

De hierna vermelde signalisatie mag slechts geplaatst worden voorzover de voetgangers, de fietsers en de bestuurders van tweewielige bromfietsen over een gang beschikken van ten minste 1,00 m breed.

Is dit niet het geval, dan wordt het werk gesignaleerd overeenkomstig artikel 5.1. van dit besluit.

5.2.1. Werken die ingeplant zijn over een afstand van meer dan ongeveer 20 m.

5.2.1.1° signalisatie op afstand :

het verkeersbord A31 aangevuld met een onderbord van type I van bijlage 1 bij dit besluit, wordt geplaatst op ongeveer 50 m.

5.2.1.2° signalisatie ter plaatse aan het begin van het werk :

een inrichting van bijlage 4 bij dit besluit wordt geplaatst over gans de breedte van het werk. Er wordt minstens één oranjegeel knipperlicht op de inrichting geplaatst.

5.2.1.3° zijdelingse signalisatie :

a) Wanneer het niveauverschil tussen het werk en de plaats waar de voetgangers, de fietsers, en de bestuurders van tweewielige bromfietsen zich bevinden meer dan 0,20 m bedraagt, wordt over de volledige lengte hetzij een voldoende stevige inrichting, hetzij een beschermnet aangebracht.

Indien dit niveauverschil minder dan 0,20 m bedraagt, worden de verkeerskegels van type II van bijlage 2 bij dit besluit gebruikt.

Zij worden ten hoogste op 5 m van elkaar geplaatst.

Zij hebben een minimale hoogte van 0,40 m.

b) De zijdelingse signalisatie wordt op gepaste manier verlicht met witte of geelachtige lampen.

c) Het verkeersbord F47 wordt geplaatst op ongeveer 25 m voorbij het einde van het werk of voorbij het laatste afbakingsmiddel.

Ongeveer 30 m voorbij het werk plaatst de aannemer een bord waarop in het geel, op een zwarte achtergrond, de naam staat van de verantwoordelijke voor de signalisatie en diens telefoonnummer.

De letters en cijfers op dit bord hebben een hoogte van ten minste 0,06 m.

5.2.2. Werken die ingeplant zijn over een afstand van minder dan ongeveer 20 m : het volledige werk wordt afgebakend hetzij door een voldoende stevige inrichting, hetzij door een beschermnet, en op gepaste manier verlicht met witte of geelachtige lampen.

5.3. Werken die uitgevoerd worden op de berm en die de voetgangers moeten volgen tengevolge van het ontbreken van trottoirs.

5.3.1° Het werk wordt afgebakend hetzij met een inrichting van bijlage 4 bij dit besluit, hetzij met een van de middelen van type II van bijlage 2 bij dit besluit, hetzij met een beschermnet.

Het werk wordt op gepaste manier verlicht met witte of geelachtige lampen.

5.3.2° Er moet een gang van ten minste 1,00 m breed beschikbaar blijven voor de voetgangers.

Art. 6. Werken van 5e categorie.

6.1. Op de autosnelwegen en op andere openbare wegen waar de maximum toegelaten snelheid hoger is dan 90 km/h.

6.1.1. Werken die het verkeer sterk hinderen.

De signalisatie voorzien in de artikelen 2.1.1. en 2.1.2. van dit besluit zijn van toepassing.

Evenwel :

1° voor de signalisatie op afstand :

- wordt de geleiding aangebracht door een van de middelen van type II van bijlage 2 bij dit besluit. Zij worden op ten hoogste 10 m van elkaar geplaatst. De verkeersborden D1 en een verlichting zijn niet noodzakelijk.

- worden op de autosnelwegen de verkeersborden van het model F79 tot F85 geplaatst op 1.500 m en herhaald op 750 m. Deze borden mogen opgenomen worden in de inrichting van type I van bijlage 3 tot dit besluit. Zij moeten niet herhaald worden aan de linkerkant van de rijbaan.

- wordt op de autosnelwegen het verkeersbord C43 dat de snelheid beperkt tot 70 km/h geplaatst op 250 m. Het moet niet herhaald worden.

2° is voor de zijdelingse signalisatie een verlichting niet noodzakelijk.

6.1.2. Chantiers gênant peu la circulation

La signalisation prévue à l'article 2.2. du présent arrêté est applicable.

Toutefois, le guidage à distance, la signalisation latérale et la séparation de la circulation des piétons, des cyclistes et des conducteurs de cyclomoteurs à deux roues des autres usagers et du chantier lui-même ne doivent pas être éclairés.

6.2. Sur les voies publiques où la vitesse maximale autorisée est supérieure à 50 km/h et inférieure ou égale à 90 km/h, la signalisation prévue à l'article 3 du présent arrêté est applicable.

Toutefois :

- la signalisation latérale et la séparation de la circulation des piétons, des cyclistes et des conducteurs de cyclomoteurs à deux roues de la circulation des autres usagers et du chantier lui-même ne doivent pas être éclairées.

- lorsqu'au début du chantier, un dispositif du type II de l'annexe 3 au présent arrêté est placé, aucun signal du modèle F79 à F85 ni aucune signalisation latérale ne doivent pas être placés.

6.3. Sur les voies publiques où la vitesse maximale autorisée est égale ou inférieure à 50 km/h, la signalisation prévue à l'article 4 du présent arrêté est applicable.

Toutefois :

- la signalisation latérale et la séparation de la circulation des piétons, des cyclistes et des conducteurs de cyclomoteurs à deux roues de la circulation des autres usagers et du chantier lui-même ne sont pas éclairées.

- le dispositif de l'annexe 4 au présent arrêté peut être remplacé par un véhicule équipé conformément à l'article 7.1.1° du présent arrêté. Si une partie au moins du chantier se trouve sur la chaussée, un signal D1, dont la flèche est inclinée à environ 45° vers le sol, est placé pour indiquer la direction obligatoire.

6.4. Pour les chantiers qui sont implantés en dehors de la chaussée et qui constituent un danger pour les piétons, les cyclistes et les conducteurs de cyclomoteurs à deux roues, la signalisation prévue à l'article 5 du présent arrêté est applicable. Toutefois, l'éclairage n'est pas obligatoire.

6.5. Pendant le jour, lorsqu'il n'est plus possible de voir distinctement jusqu'à une distance d'environ 200 m les travaux sont arrêtés et la circulation normale est rétablie.

Si, pour des raisons fortuites, la circulation normale ne peut pas être rétablie, la signalisation du chantier est maintenue et complétée, s'agissant de la signalisation de guidage et latérale, par des feux jaune-orange clignotants.

Le signal F47 et le panneau indiquant en jaune sur fond noir le nom du responsable de la signalisation et son numéro de téléphone, sont placés conformément aux dispositions qui sont applicables pour chaque catégorie de chantier.

Art. 7. Chantiers de 6ème catégorie.

7.1. Chantiers réalisés totalement ou en partie sur la chaussée et/ou sur la piste cyclable et à moins de 0,50 m du bord de celle-ci.

7.1.1° sur les voies publiques où la vitesse maximale autorisée est inférieure ou égale à 50 km à l'heure :

Le véhicule utilisé pour les chantiers est, sur les parties avant et arrière, pourvu de bandes alternées de couleur rouge et blanche de 0,10 m de largeur au minimum et inclinées d'environ 45° par rapport à la verticale du véhicule.

Si la structure de ce véhicule ne permet pas d'avoir une surface d'au moins 1,00 m² divisée en bandes ou si la hauteur de ces bandes est inférieure à 0,50 m, un panneau d'au moins 0,50 m de hauteur et d'une largeur approximativement égale à celle du véhicule, revêtu des mêmes bandes alternées, est fixé au véhicule.

6.1.2. Werken die het verkeer weinig hinderen.

De signalisatie voorzien in artikel 2.2. van dit besluit is van toepassing.

Evenwel moeten de geleiding op afstand, de zijdelingse afbakening en de afbakening die het verkeer van de voetgangers, de fietsers en de bestuurders van tweewielige bromfietsen van dat van de andere weggebruikers scheidt en van het werk zelf, niet verlicht zijn.

6.2. Op de openbare wegen waar de maximum toegelaten snelheid hoger is dan 50 km/h en lager dan of gelijk aan 90 km/h, is de signalisatie voorzien in artikel 3 van dit besluit van toepassing.

Evenwel :

- de zijdelingse afbakening en de afbakening die het verkeer van de voetgangers, de fietsers en de bestuurders van tweewielige bromfietsen van het verkeer van de andere weggebruikers scheidt en van het werk zelf, moeten niet verlicht zijn.

- wanneer aan het begin van werk, een inrichting van type II van bijlage 3 bij dit besluit is geplaatst, moeten geen verkeersborden van het model F79 tot F85 en geen zijdelingse afbakening geplaatst zijn.

6.3. Op de openbare wegen waar de maximum toegelaten snelheid gelijk is aan of lager dan 50 km/h, is de signalisatie voorzien in artikel 4 van dit besluit van toepassing.

Evenwel :

- zijn de zijdelingse afbakening en de afbakening die het verkeer van de voetgangers, de fietsers en de bestuurders van tweewielige bromfietsen van het verkeer van de andere weggebruikers scheidt en van het werk zelf, niet verlicht.

- mag de inrichting van bijlage 4 bij dit besluit vervangen worden door een voertuig dat uitgerust is overeenkomstig artikel 7.1.1° van dit besluit. Indien minstens een gedeelte van het werk op de rijbaan ligt, wordt bovendien een verkeersbord D1 waarvan de pijl onder een hoek van ongeveer 45° naar beneden is gericht, die de verplichte rijrichting aangeeft, aangebracht.

6.4. Voor de werken die ingeplant zijn buiten de rijbaan maar die een gevaar betekenen voor de voetgangers, de fietsers en de bestuurders van tweewielige bromfietsen is de signalisatie voorzien in artikel 5 van dit besluit van toepassing. Evenwel is geen verlichting vereist.

6.5. Wanneer het tijdens de dag niet meer mogelijk is duidelijk te zien tot op een afstand van ongeveer 200 m wordt het werk gestaakt en het normale verkeer hersteld.

Indien om een of andere reden het normaal verkeer niet kan worden hersteld, blijft de signalisatie van het werk staan en worden de signalisatie van de geleiding en de zijdelingse signalisatie aangevuld met oranjegele knipperlichten.

Het verkeersbord F47 en het bord waarop in het geel, op een zwarte achtergrond, de naam staat van de verantwoordelijke voor de signalisatie en diens telefoonnummer, worden geplaatst overeenkomstig de voorschriften voor elke categorie van werken.

Art. 7. Werken van 6e categorie.

7.1. Werken uitgevoerd geheel of gedeeltelijk op de rijbaan en/of op het fietspad en op minder dan 0,50 m van de rand ervan.

7.1.1° op openbare wegen waarop de maximum toegelaten snelheid lager is dan of gelijk aan 50 km per uur :

Het voertuig gebruikt bij de werken is op de voor- en achterkant voorzien van afwisselend rode en witte strepen van ten minste 0,10 m breed, die met de verticale as van het voertuig een hoek van ongeveer 45° vormen.

Indien de structuur van dit voertuig niet toelaat een oppervlakte van ten minste 1,00 m² van strepen te voorzien, of indien deze strepen minder dan 0,50 m hoog zijn, wordt een bord voorzien van dezelfde afwisselende strepen, met een hoogte van ten minste 0,50 m en een breedte die ongeveer gelijk is aan die van het voertuig, aan dat voertuig vastgemaakt.

Ce véhicule est également équipé :

- d'au moins deux feux jaune-orange clignotants, placés au-dessus du véhicule.

Ces feux peuvent clignoter indépendamment, simultanément ou en cadence;

- d'un signal A31 dirigé vers le trafic concerné; le côté de ce signal ne peut être inférieur à 0,70 m et son bord inférieur, dans la mesure du possible, ne peut se trouver à moins de 1,50 m du sol.

7.1.2° De plus, si la vitesse maximale autorisée est supérieure à 50 km/h et inférieure ou égale à 90 km/h, un signal D1, dont la flèche est inclinée à environ 45° vers le sol indiquant la direction obligatoire est placé. Si la circulation est admise de part et d'autre du véhicule, un signal F21 est placé au milieu du véhicule. Ces signaux sont dirigés vers le trafic concerné et placés, dans la mesure du possible, à une hauteur minimale de 1,50 m. Le signal D1 a un diamètre minimal de 0,70 m. Le signal F21 a une dimension minimale de 0,60 m x 0,40 m.

7.1.3° Si la vitesse maximale autorisée est supérieure à 90 km à l'heure, le véhicule doit être équipé du dispositif du type II de l'annexe 3 au présent arrêté.

Ce véhicule est annoncé à environ 500 m par un véhicule de présignalisation, sur lequel le dispositif du type I de l'annexe 3 au présent arrêté est placé et sur lequel le signal A31 et éventuellement le signal F79 sont apposés.

7.2. Le véhicule qui est utilisé pour des chantiers en dehors de la chaussée et/ou de la piste cyclable et à au moins 0,50 m du bord de celle-ci, est équipé comme prévu à l'article 7.1.1°

7.3. S'il n'est pas possible de munir le véhicule utilisé sur le chantier de l'équipement prévu ci-dessus, il est accompagné d'un véhicule de sécurité pourvu de cet équipement.

7.4. Les véhicules utilisés pour la viabilité hivernale des routes sont équipés d'au moins deux feux jaune-orange clignotants placés au-dessus du véhicule.

7.5. Les véhicules d'entretien de la voirie dont le gabarit et la structure ne permettent pas de placer la signalisation requise dans le présent article, sont équipés d'au moins deux feux jaune-orange clignotants placés au-dessus du véhicule et du signal A31.

Dans ce cas, le signal A31 a un côté d'au moins 0,40 m.

Art. 8. Signalisation des conteneurs.

8.1. Les conteneurs placés sur la voie publique doivent être pourvus sur les parties avant et arrière de bandes alternées de couleur rouge et blanche de 0,10 m de largeur au minimum et inclinées d'environ 45° par rapport à la verticale du véhicule.

Si le conteneur n'offre pas une surface d'au moins 1,00 m² divisée en bandes ou si la hauteur de ces bandes est inférieure à 0,50 m, un panneau d'au moins 0,50 m de hauteur et d'une largeur approximativement égale à celle du conteneur, revêtu des mêmes bandes alternées, est fixé audit conteneur.

Dit voertuig is eveneens uitgerust met :

- ten minste twee oranjegele knipperlichten bovenop het voertuig aangebracht.

Deze lichten mogen onafhankelijk, gelijktijdig of opeenvolgend knipperen;

- een verkeersbord A31 gericht naar het betrokken verkeer; de zijde van dit verkeersbord mag niet minder zijn dan 0,70 m en zijn onderrand mag zich, in de mate van het mogelijke, niet op minder dan 1,50 m boven de grond bevinden.

7.1.2° Indien de maximum toegelaten snelheid hoger is dan 50 km/h en lager dan of gelijk aan 90 km/h, wordt bovendien een verkeersbord D1 waarvan de pijl onder een hoek van ongeveer 45° naar beneden gericht is, die de verplichte rijrichting aangeeft, aangebracht. Indien het verkeer aan de ene en de andere kant van het voertuig toegelaten is, wordt een verkeersbord F21 aangebracht op het midden van het voertuig. Deze verkeersborden worden gericht naar het betrokken verkeer en in de mate van het mogelijke aangebracht op een hoogte van ten minste 1,50 m. Het verkeersbord D1 heeft een diameter van ten minste 0,70 m. Het verkeersbord F21 meet ten minste 0,60 m x 0,40 m.

7.1.3° Indien de maximum toegelaten snelheid hoger is dan 90 km per uur wordt het voertuig uitgerust met de inrichting van type II van bijlage 3 bij dit besluit.

Dit voertuig wordt op ongeveer 500 m aangekondigd door een voorsignalisatievoertuig waarop de inrichting van type I van bijlage 3 bij dit besluit is aangebracht en waarop het verkeersbord A31 en eventueel het verkeersbord F79 zijn aangebracht.

7.2. Het voertuig dat gebruikt wordt voor werken uitgevoerd buiten de rijbaan en/of het fietspad op ten minste 0,50 m van de rand ervan, is uitgerust zoals voorzien in artikel 7.1.1°.

7.3. Indien het bij de werken gebruikte voertuig niet kan voorzien worden van de hierboven voorziene uitrusting, wordt het vergezeld door een veiligheidsvoertuig dat deze uitrusting voert.

7.4. De voertuigen die gebruikt worden voor het berijdbaar houden van de wegen in de winter worden minstens uitgerust met twee oranjegele knipperlichten bovenop het voertuig.

7.5. De voertuigen voor het onderhoud van de wegen, wanneer de afmetingen en de structuur ervan het onmogelijk maken om de signalisatie vereist bij dit artikel aan te brengen, worden minstens uitgerust met twee oranjegele knipperlichten bovenop het voertuig en het verkeersbord A31.

Het verkeersbord A31 heeft in dit geval een zijde van ten minste 0,40 m.

Art. 8. Signalisatie van containers.

8.1. De containers die worden geplaatst op de openbare weg moeten op de voor- en achterkanten voorzien zijn van afwisselende rode en witte strepen van ten minste 0,10 m breed die met de verticale as van de container een hoek van ongeveer 45° vormen.

Indien de container niet over een oppervlakte beschikt van ten minste 1,00 m² waarop zulke strepen kunnen worden aangebracht of indien die strepen minder dan 0,50 m hoog zijn, wordt een bord voorzien van dezelfde strepen, met een hoogte van ten minste 0,50 m en een breedte die ongeveer gelijk is aan die van de container, aan deze container vastgemaakt.

8.2. Un signal D1 d'un diamètre minimal de 0,70 m, dont la flèche est inclinée à environ 45° vers le sol, est placé du côté où la circulation est autorisée.

Un feu jaune-orange clignotant est placé au-dessus du signal D1.

8.3. Le conteneur est disposé de manière à n'autoriser la circulation que d'un côté.

8.4. L'article 4.2., 3°, b), est applicable lorsque le conteneur oblige les piétons et les conducteurs de bicyclettes et de cyclomoteurs à deux roues à circuler sur la chaussée.

8.5. Une inscription ou un panneau indiquant en jaune sur fond noir le nom du responsable de la signalisation et son numéro de téléphone est apposé sur une des parois latérales du conteneur.

8.6. Les dispositions des articles 8.1. à 8.3. ne sont pas applicables aux conteneurs placés sur des aires de stationnement qui ne sont pas situées le long de la chaussée et sur des emplacements lorsqu'ils ne gênent pas la circulation des conducteurs ni des piétons.

Art. 9. Dispositions particulières.

9.1. Nonobstant les dispositions de l'article 2.1.1.1° f), les signaux peuvent être répétés à gauche.

9.2. Sur les chantiers de grande étendue, le panneau indiquant en jaune sur fond noir le nom du responsable de la signalisation et son numéro de téléphone peut être répété le long du chantier même.

CHAPITRE II. — *Obstacles*

Art. 10. Sans préjudice des dispositions des articles 51 et 78.2. du règlement général sur la police de la circulation routière, les mesures les plus appropriées doivent être prises pour garantir la sécurité de la circulation.

De plus, entre la tombée et le lever du jour ainsi qu'en toute circonstance où il n'est plus possible de voir distinctement jusqu'à une distance d'environ 200 m, les obstacles sont signalés par des feux d'intensité lumineuse suffisante.

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 11. L'arrêté ministériel du 25 mars 1977 relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique est abrogé.

CHAPITRE IV. — *Disposition transitoire*

Art. 12. S'agissant des autorisations délivrées conformément à l'article 78.1.1. de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, avant la mise en vigueur du présent arrêté, la signalisation des chantiers à l'exception des chantiers de 1^{ère} catégorie, peut être placée comme prévu dans l'arrêté ministériel du 25 mars 1977 relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique.

CHAPITRE V. — *Mise en vigueur*

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 3 à 7 compris, qui entrent en vigueur le premier jour du cinquième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 7 mai 1999.

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE
Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,
J. PEETERS

8.2. Een verkeersbord D1 met een diameter van ten minste 0,70 m, waarvan de pijl onder een hoek van ongeveer 45° naar beneden gericht is, wordt aangebracht aan de kant waar het verkeer toegelaten is.

Een oranjegeel knipperlicht wordt boven het verkeersbord D1 aangebracht.

8.3. De container wordt zodanig geplaatst dat het verkeer slechts aan één zijde mogelijk is.

8.4. Artikel 4.2., 3°, b), is van toepassing wanneer de container zo geplaatst is dat de voetgangers, de fietsers en de bestuurders van tweewielige bromfietsen genoodzaakt zijn de rijbaan te volgen.

8.5. Een opschrift of een bord waarop in het geel, op een zwarte achtergrond, de naam staat van de verantwoordelijke voor de signalisatie en diens telefoonnummer, wordt aangebracht op één van de zijkanten van de container.

8.6. De bepalingen van de artikelen 8.1. tot 8.3. zijn niet van toepassing op de containers die op een parking geplaatst zijn die niet aan de rijbaan grenst en op de plaatsen waar ze het verkeer noch van de bestuurders noch van de voetgangers hinderen.

Art. 9. Bijzondere bepalingen.

9.1. Onverminderd de bepalingen van artikel 2.1.1.1° f), mogen de verkeersborden links herhaald worden.

9.2. Op de werken met een grote uitgestrektheid mag het bord waarop in het geel, op een zwarte achtergrond, de naam staat van de verantwoordelijke voor de signalisatie en diens telefoonnummer, langsheen het werk herhaald worden.

HOOFDSTUK II. — *Verkeersbelemmeringen*

Art. 10. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 51 en 78.2 van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, moeten ter verzekering van de verkeersveiligheid de best geschikte maatregelen genomen worden.

Tussen het vallen van de avond en het aanbreken van de dag en in alle omstandigheden wanneer het niet meer mogelijk is duidelijk te zien tot op een afstand van ongeveer 200 m, worden de verkeersbelemmeringen bovendien gesignaleerd door lichten met een voldoende lichtsterkte.

HOOFDSTUK III. — *Slopbepaling*

Art. 11. Het ministerieel besluit van 25 maart 1977 betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepaling*

Art. 12. Voor de toelatingen, overeenkomstig artikel 78.1.1. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, afgegeven v—r de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, mag de signalisatie voor de werken geplaatst worden zoals bepaald in het ministerieel besluit van 25 maart 1977 betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg, met uitzondering voor de werken van de 1^{ste} categorie.

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de tweede maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 3 tot en met 7, die in werking treden de eerste dag van de vijfde maand na die waarin zij zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 7 mei 1999.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE
De Staatssecretaris voor Veiligheid,
J. PEETERS

ANNEXE 1

à l'arrêté ministériel relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique.

Les panneaux additionnels

Inscription en blanc sur fond bleu.

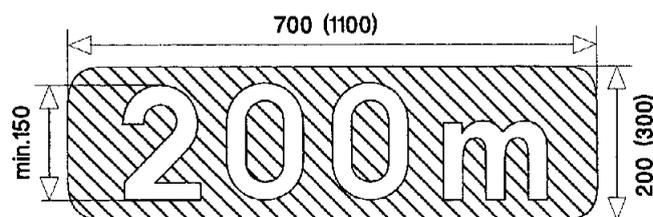
BIJLAGE 1

bij het ministerieel besluit betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg.

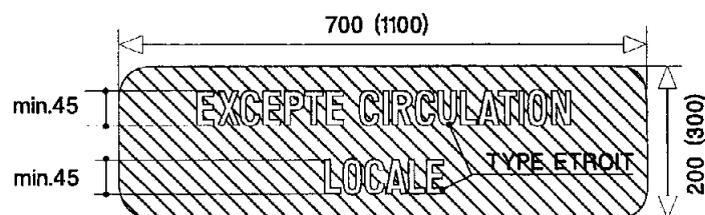
Onderborden

Wit opschrift op blauwe achtergrond (Afmetingen in millimeter)

Type I



Type II



Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique.

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,

J. PEETERS

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Staatssecretaris voor Veiligheid,

J. PEETERS

ANNEXE 2

à l'arrêté ministériel relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique.

BIJLAGE 2

bij het ministerieel besluit betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg.

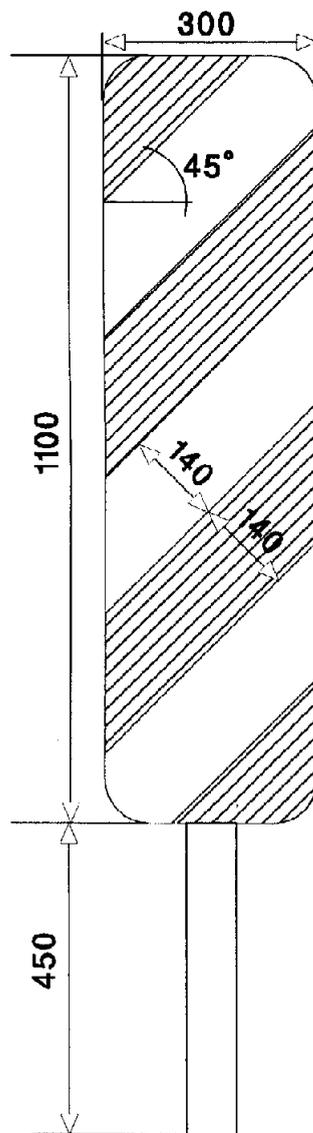
TYPE I

Balises pour la signalisation à distance

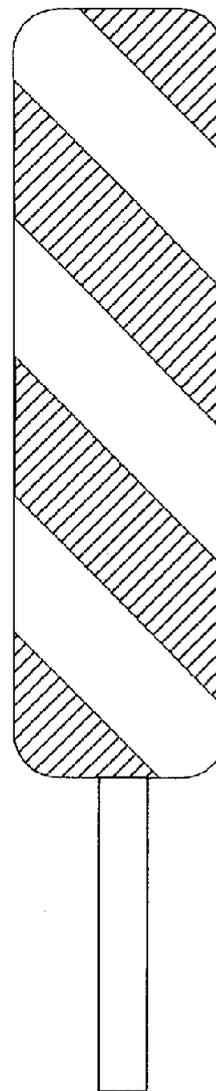
Bandes alternées rouges et blanches.

Bakens voor de signalisatie op afstand

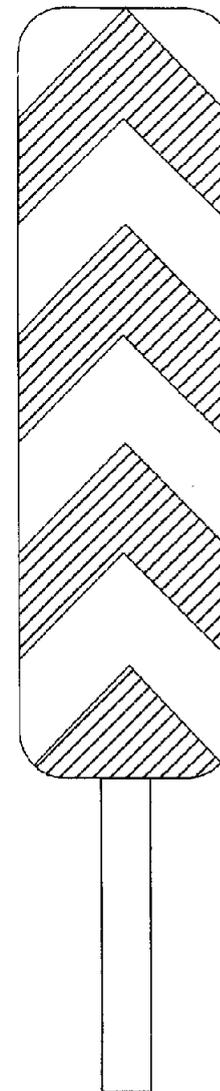
Afwisselend rode en witte strepen (Afmetingen in millimeter)



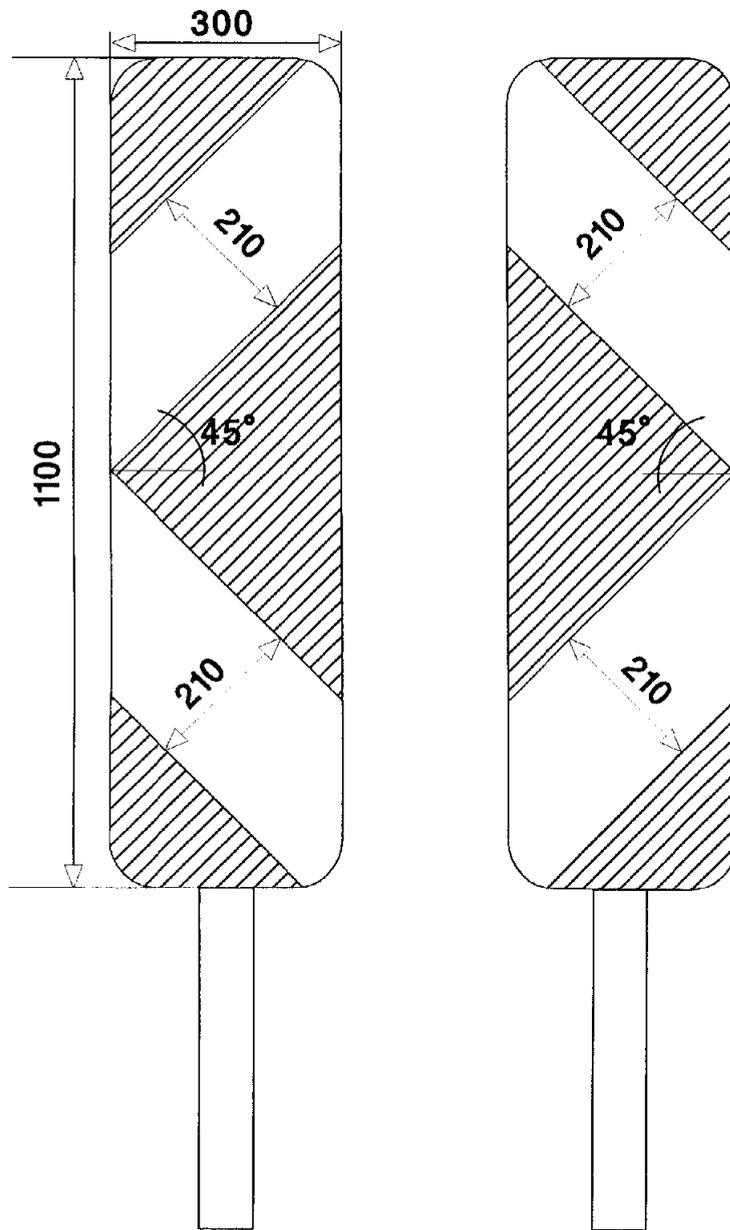
Type Ia.1



Type Ib.1



Type Ic



Type Ia.2

Type Ib.2

A droite du conducteur

A gauche du conducteur

Bifurcation

Rechts van de bestuurder

Links van de bestuurder

Splitsing

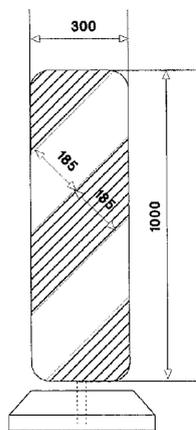
Pour la signalisation d'un même chantier, le balisage qui est placé à droite ou à gauche du conducteur, doit être du même type.

Voor de signalisatie van eenzelfde werk moeten de bakens die rechts of links van de bestuurder worden geplaatst van hetzelfde type zijn.

TYPE II

Balises pour la signalisation latérale

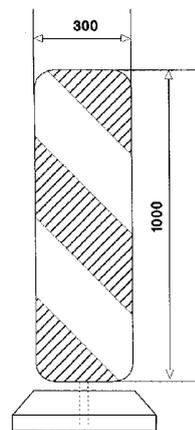
Bandes alternées rouges et blanches (Dimensions en millimètres).



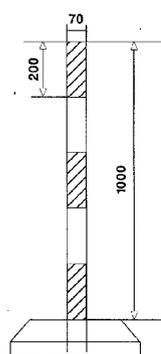
Type IIa

A droite du conducteur
Rechts van de bestuurderBakens voor de zijdelingse signalisatie

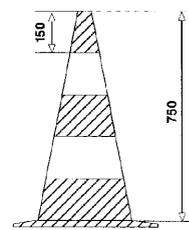
Afwisselend rode en witte strepen (Afmetingen in millimeter)



Type IIb

A gauche du conducteur
Links van de bestuurderCône de trafic - Verkeerskegel

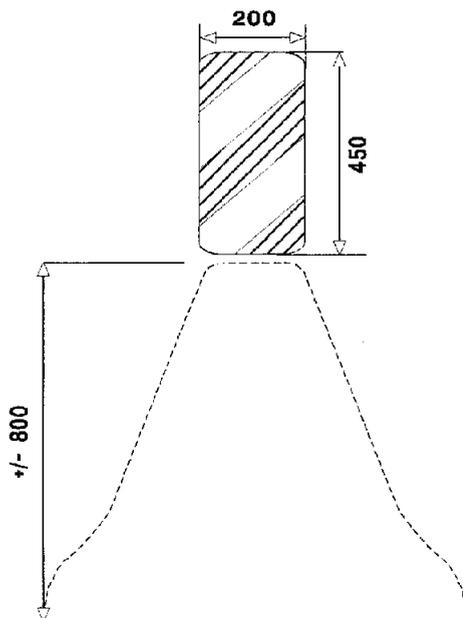
Type IIc



Type II d

TYPE III**Balises pour séparation physique**

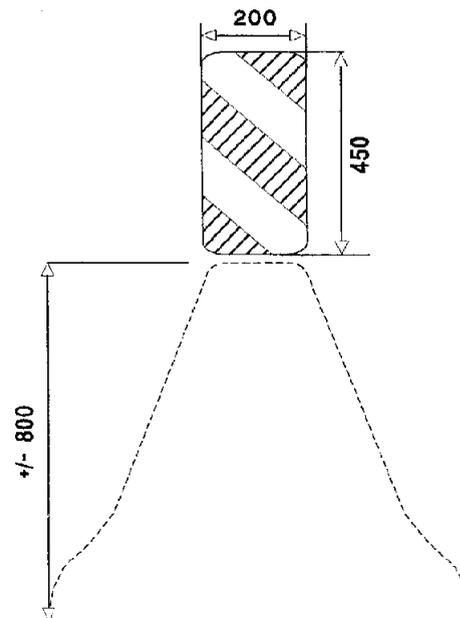
Bandes alternées rouges et blanches (Dimensions en millimètres).

Type IIIa

A droite du conducteur
Rechts van de bestuurder

Bakens op de fysische afscheiding

Afwisselend rode en witte strepen (Afmetingen in millimeter)

Type IIIb

A gauche du conducteur
Links van de bestuurder

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique.

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,

J. PEETERS

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Staatssecretaris voor Veiligheid,

J. PEETERS

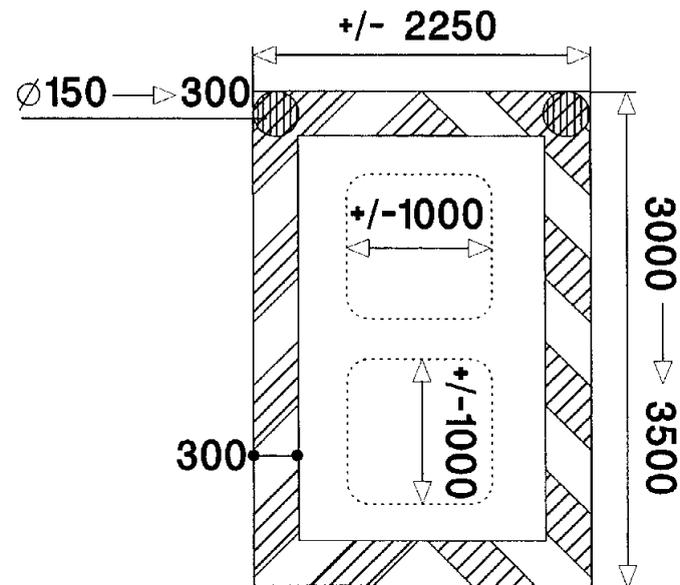
ANNEXE 3

BIJLAGE 3

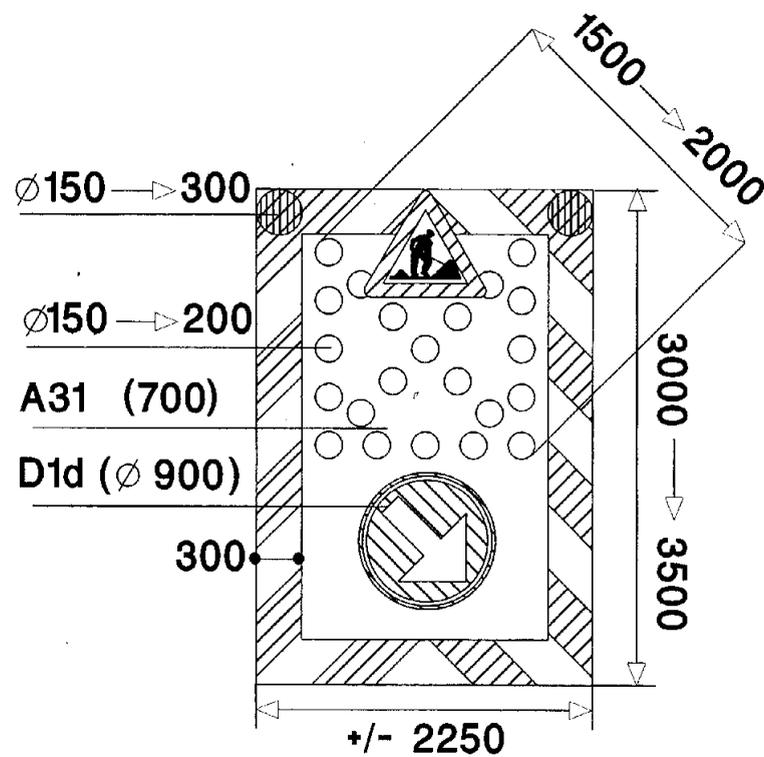
à l'arrêté ministériel relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique.

bij het ministerieel besluit betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg.

TYPE I



TYPE II



Les dimensions sont en millimètres.

Les bandes du cadre du dispositif sont alternativement rouges et blanches.

Le bord supérieur des dispositifs de la présente annexe doit se trouver à environ :

- 4,70 m du sol pour les chantiers de 1ère catégorie;
- entre 3,50 m et 4,0 m du sol pour les autres chantiers;

Les feux placés sur le cadre sont de couleur jaune-orange et clignotant alternativement.

Les feux qui forment la flèche dans le dispositif sont de couleur blanche et s'allument et s'éteignent à courts intervalles.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique.

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,

J. PEETERS

De afmetingen zijn in millimeter.

De strepen op het kader van de inrichting zijn afwisselend rood en wit.

De bovenste rand van de inrichtingen van deze bijlage moet zich ongeveer bevinden :

- op 4,70 m boven de grond voor de werken van de 1e categorie;
- tussen 3,50 m en 4,0 m boven de grond voor de andere werken;

De lichten op het kader van de inrichting zijn oranjegeel en knipperen beurtelings.

De lichten die de pijl vormen in de inrichting zijn wit en gaan aan en uit met korte intervallen.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Staatssecretaris voor Veiligheid,

J. PEETERS

ANNEXE 4

à l'arrêté ministériel relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique.

Barrière avec lisse transversale.

Bandes alternées rouges et blanches (Dimensions en millimètres).

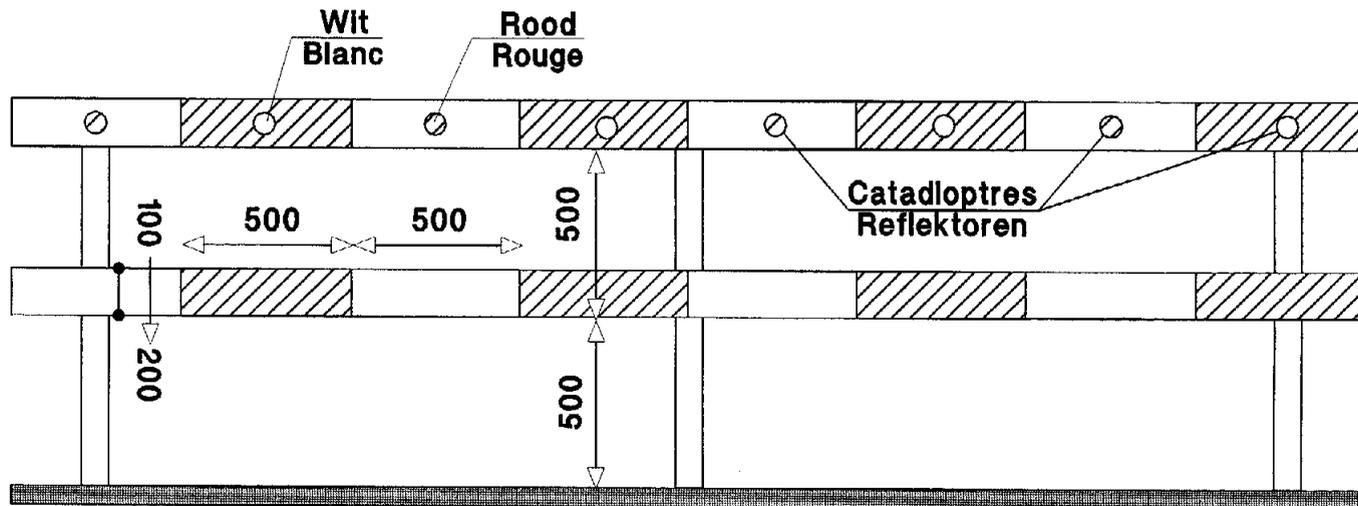
BIJLAGE 4

bij het ministerieel besluit betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg.

Hek met dwarsregel.

Afwisselend rode en witte strepen (Afmetingen in millimeter).

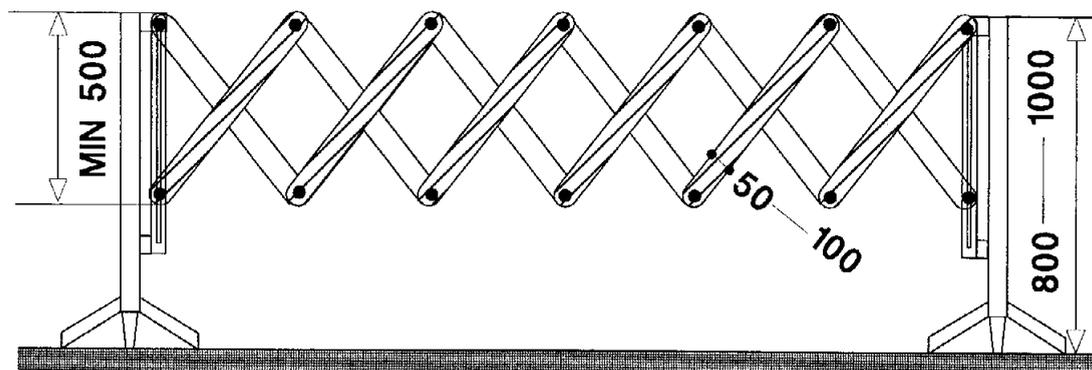
TYPE I



TYPE II

Barrière avec croisillon rouge et blanc
(Dimensions en millimètres).

Hek met rood en wit raster (Afmetingen in
millimeter).



Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique.

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE
Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,
J. PEETERS

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende het signaleren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE
De Staatssecretaris voor Veiligheid,
J. PEETERS

F. 99 — 1431

[C - 99/00374]

7 MAI 1999. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 7 février 1977 fixant le nombre, le lieu d'établissement, la compétence territoriale et les règles relatives à l'organisation des centres d'examen

Le Ministre de l'Intérieur et le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, notamment l'article 23, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 et modifié par les lois des 29 février 1984 et 18 juillet 1990 et les articles 26 et 47, modifiés par la loi du 9 juillet 1976;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, notamment l'article 25;

Vu l'arrêté ministériel du 7 février 1977 fixant le nombre, le lieu d'établissement, la compétence territoriale et les règles relatives à l'organisation des centres d'examen, modifié par les arrêtés ministériels des 5 décembre 1977, 1^{er} février 1978, 7 novembre 1978, 24 janvier 1979, 13 juin 1979, 19 janvier 1981, 23 juin 1981, 17 novembre 1982, 22 décembre 1982 et 16 décembre 1985;

Vu l'association des gouvernements de région à l'élaboration du présent arrêté;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la nouvelle réglementation relative au permis de conduire fixe des normes plus strictes à partir du 1^{er} avril 1999 notamment pour les véhicules utilitaires présentés lors de l'examen pratique en vue de l'obtention du permis de conduire; que la configuration de certains centres d'examen ne leur permet pas d'accepter des véhicules de grande dimension ou de faire subir certaines manœuvres; que les candidats doivent être informés au plus tôt des centres d'examen dans lesquels ils sont tenus de présenter les examens théoriques et pratiques; qu'il y a, en conséquence, lieu d'adapter sans délai l'arrêté ministériel fixant le nombre, le lieu d'établissement, la compétence territoriale et les règles relatives à l'organisation des centres d'examen,

Arrêtent :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 7 février 1977 fixant le nombre, le lieu d'établissement, la compétence territoriale et les règles relatives à l'organisation des centres d'examen, remplacé par l'arrêté ministériel du 22 décembre 1982 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. § 1^{er}. Les examens théoriques et pratiques visés à l'article 25 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire sont subis dans les centres d'examen énumérés à l'annexe 1.

§ 2. Les candidats subissent l'examen théorique dans le centre d'examen de leur choix.

Les candidats subissent l'examen pratique dans le centre d'examen qui est, conformément aux dispositions de l'annexe 2, compétent pour la commune dans laquelle ils ont leur résidence normale ou pour la commune dans laquelle est situé le siège de l'école de conduite agréée où ils ont suivi l'apprentissage s'ils se présentent à l'examen avec cette école.

§ 3. Par dérogation aux dispositions du § 2 :

1° les candidats mentionnés à l'article 32, § 3 de l'arrêté royal visé au § 1^{er} subissent l'examen théorique dans l'un des centres d'examen de leur choix, énumérés à l'annexe 4;

N. 99 — 1431

[C - 99/00374]

7 MEI 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 7 februari 1977 houdende bepaling van het aantal, de plaats van vestiging, de territoriale bevoegdheid en de regelen betreffende de organisatie van de examencentra

De Minister van Binnenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Veiligheid,

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 23, vervangen bij de wet van 9 juli 1976 en gewijzigd bij de wetten van 29 februari 1984 en 18 juli 1990 en op de artikelen 26 en 47, gewijzigd bij de wet van 9 juli 1976;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, inzonderheid op artikel 25;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 februari 1977 houdende bepaling van het aantal, de plaats van vestiging, de territoriale bevoegdheid en de regelen betreffende de organisatie van de examencentra, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 5 december 1977, 1 februari 1978, 7 november 1978, 24 januari 1979, 13 juni 1979, 19 januari 1981, 23 juni 1981, 17 november 1982, 22 december 1982 en 16 december 1985;

Gelet op de omstandigheid dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit betrokken zijn;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de nieuwe reglementering betreffende het rijbewijs vanaf 1 april 1999 striktere normen vastlegt, meer bepaald voor de bedrijfsvoertuigen die bij het praktische examen met het oog op het bekomen van een rijbewijs worden aangeboden; dat de plaatsgesteldheid van sommige examencentra niet toelaat om voertuigen met een grote afmeting te aanvaarden of hen sommige manoeuvres te laten afleggen; dat de kandidaten zo vroeg mogelijk moeten op de hoogte gebracht worden van in welk examen centrum ze de theoretische en praktische examens moeten afleggen; dat als gevolg daarvan, het ministerieel besluit houdende bepaling van het aantal, de plaats van vestiging, de territoriale bevoegdheid en de regelen betreffende de organisatie van de examencentra zonder uitstel moet aangepast worden,

Besluiten :

Artikel 1. Artikel 1 van het ministerieel besluit van 7 februari 1977 houdende bepaling van het aantal, de plaats en vestiging, de territoriale bevoegdheid en de regelen betreffende de organisatie van de examencentra, vervangen bij het ministerieel besluit van 22 december 1982 wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. § 1. De theoretische en praktische examens bedoeld bij artikel 25 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs worden afgelegd in de examencentra opgesomd in bijlage 1.

§ 2. De kandidaten leggen het theoretische examen af in het examen centrum van hun keuze.

De kandidaten leggen het praktische examen af in het examen centrum dat, overeenkomstig de bepalingen van bijlage 2, bevoegd is voor de gemeente waarin ze hun gewone verblijfplaats hebben of voor de gemeente waarin de zetel gevestigd is van de erkende rijsschool waar ze de scholing gevolgd hebben, wanneer ze zich aanbieden voor het examen met deze school.

§ 3. In afwijking van de bepalingen van § 2 :

1° leggen de kandidaten vermeld in artikel 32, § 3 van het in § 1 bedoelde koninklijk besluit het theoretische examen af in een examen centrum naar keuze, opgesomd in bijlage 4;

2° les candidats mentionnés à l'article 4, 6° de l'arrêté royal visé au § 1^{er} subissent l'examen pratique dans le centre d'examen qui est, conformément aux dispositions de l'annexe 2, compétent pour la commune dans laquelle ils ont leur résidence normale ou pour la commune dans laquelle est établie l'école de police où ils ont suivi la formation en vue de l'obtention d'un permis de conduire valable pour la catégorie A3 ou A;

3° les candidats au permis de conduire valable pour la catégorie B+E, C, C+E, D ou D+E ou pour la sous-catégorie C1, C1+E, D1 ou D1+E subissent l'examen pratique dans le centre d'examen de leur choix qui est, conformément à l'annexe 3, compétent pour ces catégories ou sous-catégories. Ils doivent, le cas échéant, indiquer le centre d'examen où ils ont déjà subi un examen;

4° les candidats handicapés et sourds-muets subissent l'examen pratique dans le centre d'examen de leur choix. ».

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est abrogé.

Art. 3. L'article 2bis, inséré dans le même arrêté par les arrêtés ministériels des 7 novembre 1978 et 24 janvier 1979, est abrogé.

Art. 4. L'article 3 du même arrêté, abrogé par l'arrêté ministériel du 7 novembre 1978 est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 3. Le candidat qui s'inscrit à l'examen pratique au moins six semaines avant la date d'expiration de la validité du permis de conduire provisoire ou de la licence d'apprentissage dont il est titulaire, pendant la période de validité de ce document, est convoqué au moins une fois à l'examen pratique.

Si le candidat au permis de conduire valable pour la catégorie A3, A ou B s'inscrit à l'examen pratique et ne peut y être convoqué dans un délai de six semaines, il peut demander au centre d'examen concerné à être envoyé dans un autre centre d'examen de son choix. La même procédure est applicable si le centre d'examen n'est pas en mesure de remplir sa mission.

Le candidat visé à l'alinéa 2 présente, lors de l'examen pratique, une attestation délivrée par un fonctionnaire mentionné à l'article 64 de l'arrêté royal visé à l'article 1^{er}. ».

Art. 5. L'annexe 1 au même arrêté, remplacée par l'arrêté ministériel du 5 décembre 1977 et modifiée par les arrêtés ministériels des 7 novembre 1978, 13 juin 1979, 19 janvier 1981, 23 juin 1981, 17 novembre 1982 et 22 décembre 1982 est remplacée par l'annexe 1 au présent arrêté.

L'annexe 2 au même arrêté, remplacée par l'arrêté ministériel du 13 juin 1979 et modifiée par les arrêtés ministériels des 19 janvier 1981, 23 juin 1981, 17 novembre 1982, 22 décembre 1982 et 16 décembre 1985 est remplacée par l'annexe 2 au présent arrêté.

Art. 6. Le même arrêté est complété par une annexe 3 et une annexe 4, conformes aux annexes 3 et 4 au présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1999.

Bruxelles, le 7 mai 1999.

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,

J. PEETERS

2° leggen de kandidaten vermeld in artikel 4, 6° van het in § 1 bedoelde koninklijk besluit het praktische examen af in het examen-centrum dat, overeenkomstig de bepalingen van bijlage 2, bevoegd is voor de gemeente waarin ze hun gewone verblijfplaats hebben of voor de gemeente waarin de politieschool gevestigd is waar ze de scholing voor het bekomen van een rijbewijs geldig voor de categorie A3 of A volgden;

3° leggen de kandidaten voor het rijbewijs geldig voor de categorie B+E, C, C+E, D of D+E of voor de subcategorie C1, C1+E, D1 of D1+E het praktische examen af in het examen-centrum van hun keuze dat overeenkomstig bijlage 3 bevoegd is voor deze categorieën of sub-categorieën. In voorkomend geval duiden ze het examen-centrum aan waar ze reeds examen aflegden;

4° leggen de gehandicapte en doofstomme kandidaten het praktische examen af in het examen-centrum van hun keuze. ».

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit, wordt het eerste lid opgeheven.

Art. 3. Artikel 2bis, in hetzelfde besluit ingevoegd bij de ministeriële besluiten van 7 november 1978 en 24 januari 1979, wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 3 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het ministerieel besluit van 7 november 1978 wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 3. De kandidaat die zich ten minste zes weken vóór het verstrijken van de geldigheid van het voorlopige rijbewijs of van de leervergunning waarvan hij houder is, heeft ingeschreven voor een praktisch examen, wordt ten minste één keer uitgenodigd voor het praktische examen tijdens de geldigheidstermijn van het document.

Indien de kandidaat voor een rijbewijs geldig voor de categorie A3, A of B zich inschrijft voor het praktische examen en daarvoor niet binnen de zes weken kan opgeroepen worden, kan hij aan het betrokken examen-centrum vragen om naar een ander examen-centrum van zijn keuze verwezen te worden. Dezelfde werkwijze is van toepassing indien het examen-centrum niet in staat is zijn opdracht uit te voeren.

De kandidaat bedoeld in het tweede lid, legt bij het praktische examen een attest voor afgegeven door een ambtenaar vermeld in artikel 64 van het in artikel 1 bedoelde koninklijk besluit. ».

Art. 5. Bijlage 1 bij hetzelfde besluit, vervangen bij het ministerieel besluit van 5 december 1977 en gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 7 november 1978, 13 juni 1979, 19 januari 1981, 23 juni 1981, 17 november 1982 en 22 december 1982 wordt vervangen door bijlage 1 bij het huidige besluit.

Bijlage 2 bij hetzelfde besluit, vervangen bij het ministerieel besluit van 13 juni 1979 en gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 19 januari 1981, 23 juni 1981, 17 november 1982, 22 december 1982 en 16 december 1985 wordt vervangen door bijlage 2 bij het huidige besluit.

Art. 6. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage 3 en een bijlage 4, overeenkomstig de bijlagen 3 en 4 bij dit besluit.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1999.

Brussel, 7 mei 1999.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Staatssecretaris voor Veiligheid,

J. PEETERS

Annexe 1 à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 modifiant l'arrêté ministériel du 7 février 1977 fixant le nombre, le lieu d'établissement, la compétence territoriale et les règles relatives à l'organisation des centres d'examen

Numéro du centre d'examen	Adresse du centre d'examen pour l'examen théorique et pratique
1001	Auto Contrôle Technique S.A. Rue Colonel Bourg, 118 1140 BRUXELLES
1002	Keuringsbureau Motorvoertuigen N.V. Zandvoordestraat, 442 A 8400 OSTENDE
1003	Studiebureel voor Automobieltransport N.V. Buitenring - Sint-Denijs 3 9051 SINT-DENIJS-WESTREM
1004	Bureau voor Technische Controle N.V. Santvoortbeeklaan 34-36 2100 DEURNE (Anvers)
1005	Autoveiligheid N.V. Industrieterrein « Kolmen » 1216 3570 ALKEN
1006	A.I.B.V. - S.A. rue du Moulin,7 6010 CHARLEROI (Couillet)
1007	Contrôle Technique Automobile S.A. chemin de la Plaine, 4 5001 NAMUR (Belgrade)
1009	Autosécurité S.C.A. avenue de l'Indépendance, 75 4020 WANDRE
1010	Keuringsbureau Motorvoertuigen N.V. Meulebeeksesteenweg 10 8700 TIELT
1011	Bureau d'Inspection Automobile S.P.R.L. chaussée de Bruxelles, 442 7500 TOURNAI
1012	Keuringsbureau Motorvoertuigen N.V. Blankenbergsesteenweg, 370 8000 BRUGES
1013	Keuringsbureau Motorvoertuigen N.V. Noordstraat, 3 8560 WEVELGEM (Moorsele)
1014	Studiebureel voor Automobieltransport N.V. Industrielaan, 15 9900 EEKLO
1015	Studiebureel voor Automobieltransport N.V. Industriepark 8 9660 BRAKEL
1016	Studiebureel voor Automobieltransport N.V. Industrielaan 26 9320 EREMBODEGEM
1017	Studiebureel voor Automobieltransport N.V. Oostjachtpark, 8 9100 SINT-NIKLAAS
1018	A.I.B.V. - N.V. Assesteenweg, 32 1730 ASSE (MOLLEM)
1019	A.I.B.V. - S.A. Avenue du Marouset, 103 7090 BRAINE-LE-COMTE

Numéro du centre d'examen	Adresse du centre d'examen pour l'examen théorique et pratique
1020	A.I.B.V. - S.A. Route de Philippeville 79 5660 MARIEMBOURG
1021	LA SECURITE AUTOMOBILE S.A. Rue du Labeur, 3-9 1070 BRUXELLES
1022	Bureau voor Technische Controle N.V. Neerveld 3 A 2550 KONTICH
1023	Autoveiligheid N.V. Lammerdries, 7 Industriezone « Geel West 4 » 2440 GEEL
1024	Centrum voor Technische Automobielininspectie N.V. Ambachtenlaan, 10 3001 HEVERLEE (HAASRODE)
1025	Contrôle Technique Automobile S.A. avenue Albert Einstein 1 1348 OTTIGNIES LOUVAIN-LA-NEUVE
1026	Contrôle Technique Automobile S.A. Zoning Industriel rue du Parc Industriel 6900 MARCHE-EN-FAMENNE
1027	Autosécurité S.C.A. Zoning Artisanal 4500 HUY (Tihange)
1028	Autosécurité S.C.A. Zoning industriel 6600 BASTOGNE.
1029	Autosécurité S.C.A. route de Verviers, 80 4700 EUPEN
1030	Bureau d'Inspection Automobile S.P.R.L. route de Binche 6540 LOBBES
1031	Bureau d'Inspection Automobile S.P.R.L. Zoning Artisanal rue du Grand Courant, 18 7033 CUESMES
1032	Autosécurité S.C.A. Zone Artisanale de Weyler 6706 ARLON
1033	Autoveiligheid N.V. Industrieterrein « Peerderbaan » 1305 3960 BREE

Bijlage 1 bij het ministerieel besluit van 7 mei 1999 tot wijziging van het ministerieel besluit van 7 februari 1977 houdende bepaling van het aantal, de plaats van vestiging, de territoriale bevoegdheid en de regelen betreffende de organisatie van de examencentra

Nummer van het examencentrum	Adres van het examencentrum voor het theoretische examen en het praktische examen
1001	Automobiel-Controle en Techniek N.V. Kolonel Bourgstraat 118 1140 BRUSSEL
1002	Keuringsbureau Motorvoertuigen N.V. Zandvoordestraat, 442 A 8400 OOSTENDE
1003	Studiebureel voor Automobieltransport N.V. Buitenring - Sint-Denijs 3 9051 SINT-DENIJS-WESTREM
1004	Bureau voor Technische Controle N.V. Santvoortbeeklaan 34-36 2100 DEURNE (Antwerpen)
1005	Autoveiligheid N.V. Industrieterrein « Kolmen » 1216 3570 ALKEN
1006	A.I.B.V. - S.A. rue du Moulin, 7 6010 CHARLEROI (Couillet)
1007	Contrôle Technique Automobile S.A. chemin de la Plaine, 4 5001 NAMEN (Belgrade)
1009	Autosécurité S.C.A. avenue de l'Indépendance, 75 4020 WANDRE
1010	Keuringsbureau Motorvoertuigen N.V. Meulebeeksesteenweg 10 8700 TIELT
1011	Bureau d'Inspection Automobile S.P.R.L. chaussée de Bruxelles, 442 7500 DOORNIK
1012	Keuringsbureau Motorvoertuigen N.V. Blankenbergsesteenweg, 370 8000 BRUGGE
1013	Keuringsbureau Motorvoertuigen N.V. Noordstraat, 3 8560 WEVELGEM (Moorsele)
1014	Studiebureel voor Automobieltransport N.V. Industrielaan, 15 9900 EEKLO
1015	Studiebureel voor Automobieltransport N.V. Industriepark 8 9660 BRAKEL
1016	Studiebureel voor Automobieltransport N.V. Industrielaan 26 9320 EREMBODEGEM
1017	Studiebureel voor Automobieltransport N.V. Oostjachtpark, 8 9100 SINT NIKLAAS
1018	A.I.B.V. - N.V. Assesteenweg, 32 1730 ASSE (MOLLEM)

Nummer van het examen­centrum	Adres van het examen­centrum voor het theoretische examen en het praktische examen
1019	A.I.B.V. - S.A. Avenue du Marouset, 103 7090 'S GRAVENBRAKEL
1020	A.I.B.V. - S.A. Route de Philippeville 79 5660 MARIEMBOURG
1021	Schouwings­centrum voor Auto's N.V. Werkstraat 3-9 1070 BRUSSEL
1022	Bureau voor Technische Controle N.V. Neerveld 3 A 2550 KONTICH
1023	Autoveiligheid N.V. Lammerdries, 7 Industriezone « Geel West 4 » 2440 GEEL
1024	Centrum voor Technische Automobielin­spectie N.V. Ambachtenlaan, 10 3001 HEVERLEE (HAASRODE)
1025	Contrôle Technique Automobile S.A. avenue Albert Einstein 1 1348 OTTIGNIES LOUVAIN-LA-NEUVE
1026	Contrôle Technique Automobile S.A. Zoning Industriel rue du Parc Industriel 6900 MARCHE-EN-FAMENNE
1027	Autosécurité S.C.A. Zoning Artisanal 4500 HOEI (Tihange)
1028	Autosécurité S.C.A. Zoning industriel 6600 BASTENAKEN.
1029	Autosécurité S.C.A. route de Verviers, 80 4700 EUPEN
1030	Bureau d'Inspection Automobile S.P.R.L. route de Binche 6540 LOBBES
1031	Bureau d'Inspection Automobile S.P.R.L. Zoning Artisanal rue du Grand Courant, 18 7033 CUESMES
1032	Autosécurité S.C.A. Zone Artisanale de Weyler 6706 AARLEN
1033	Autoveiligheid N.V. Industrieterrein « Peerderbaan » 1305 3960 BREE

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 modifiant l'arrêté ministériel du 7 février 1977 fixant le nombre, le lieu d'établissement, la compétence territoriale et les règles relatives à l'organisation des centres d'examen.

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VANDENBOSSCHE
Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,
J. PEETERS

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 7 mei 1999 tot wijziging van het ministerieel besluit van 7 februari 1977 houdende bepaling van het aantal, de plaats van vestiging, de territoriale bevoegdheid en de regelen betreffende de organisatie van de examen­centra.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VANDENBOSSCHE,
De Staatssecretaris voor Veiligheid,
J. PEETERS

Annexe 2 à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 modifiant l'arrêté ministériel du 7 février 1977 fixant le nombre, le lieu d'établissement, la compétence territoriale et les règles relatives à l'organisation des centres d'examen

Bijlage 2 bij het ministerieel besluit van 7 mei 1999 tot wijziging van het ministerieel besluit van 7 februari 1977 houdende bepaling van het aantal, de plaats van vestiging, de territoriale bevoegdheid en de regelen betreffende de organisatie van de examencentra

Communes — Gemeenten	Centre d'examen n° — Examen centrum nr.			Centre de substitution n° — Vervangingscentrum nr.
	Examen pratique pour la catégorie A3 — Praktisch examen voor de categorie A3	Examen pratique pour la catégorie B — Praktisch examen voor de categorie B	Examen pratique pour la catégorie A — Praktisch examen voor de categorie A	
Aalst/Alost	1016	1016	1016	1001
Aalter	1014	1014	1014	1001
Aarschot	1024	1024	1024	1001
Aartselaar	1022	1022	1022	1001
Affligem	1018	1018	1018	1001
Aiseau-Presles	1006	1006	1006	1001
Alken	1005	1005	1005	1009
Alveringem	1002	1002	1012	1011
Amay	1027	1027	1027	1005
Amblève/Amel	1029	1029	1029	1001
Andenne	1007	1007	1007	1001
Anderlecht	1021	1021	1021	-
Anderlues	1030	1030	1030	1001
Anhée	1007	1007	1007	1001
Ans	1009	1009	1009	1005
Anthisnes	1027	1027	1027	1005
Antoing	1011	1011	1011	1013
Antwerpen/Anvers	1004	1004	1004	1001
Anzegem	1010	1010	1013	1011
Ardooie	1010	1010	1013	1011
Arendonk	1023	1023	1023	1001
Arlon/Aarlen	1032	1032	1032	1001
As	1033	1033	1033	1009
Asse	1018	1018	1018	1001
Assenede	1014	1014	1014	1001
Assesse	1007	1007	1007	1001
Ath/Aat	1011	1011	1011	1015
Attert	1032	1032	1032	1001
Aubange	1032	1032	1032	1001
Aubel	1029	1029	1029	1001

Communes — Gemeenten	Centre d'examen n° — Examencentrum nr.			Centre de substitution n° — Vervangingscentrum nr.
	Examen pratique pour la catégorie A3 — Praktisch examen voor de categorie A3	Examen pratique pour la catégorie B — Praktisch examen voor de categorie B	Examen pratique pour la catégorie A — Praktisch examen voor de categorie A	
Auderghem/Oudergem	1001	1001	1001	-
Avelgem	1010	1010	1013	1011
Awans	1009	1009	1009	1005
Aywaille	1009	1009	1009	1005
Baarle-Hertog/Baerle-Duc	1023	1023	1023	1001
Baelen	1029	1029	1029	1001
Balen	1023	1023	1023	1001
Bassenge/ Bitsingen	1009	1009	1009	1005
Bastogne/ Bastenaken	1028	1028	1028	1005
Beaumont	1030	1030	1030	1001
Beauraing	1026	1026	1026	1001
Beauvechain/ Bevekom	1025	1025	1025	1024
Beernem	1012	1012	1012	1011
Beerse	1023	1023	1023	1001
Beersel	1018	1018	1018	1021
Begijnendijk	1024	1024	1024	1001
Bekkevoort	1024	1024	1024	1001
Beloil	1031	1031	1031	1013
Berchem	1004	1004	1004	1001
Berchem-Sainte-Agathe/Sint-Agatha-Berchem	1021	1021	1021	-
Beringen	1005	1005	1005	1009
Berlaar	1022	1022	1022	1001
Berlare	1016	1016	1016	1001
Berloz	1027	1027	1027	1005
Bernissart	1031	1031	1031	1013
Bertem	1024	1024	1024	1001
Bertogne	1028	1028	1028	1005
Bertrix	1026	1026	1026	1001
Bever/Bièvre	1018	1018	1018	1021
Beveren	1017	1017	1017	1001
Beyne-Heusay	1009	1009	1009	1005
Bierbeek	1024	1024	1024	1001
Bièvre	1026	1026	1026	1001
Bilzen	1005	1005	1005	1009
Binche	1030	1030	1030	1001
Blankenberge	1012	1012	1012	1011
Blégny	1009	1009	1009	1005
Bocholt	1033	1033	1033	1009
Boechout	1022	1022	1022	1001
Bonheiden	1022	1022	1022	1001
Boom	1022	1022	1022	1001
Boortmeerbeek	1024	1024	1024	1001
Borgerhout	1004	1004	1004	1001

Communes — Gemeenten	Centre d'examen n° — Examencentrum nr.			Centre de substitution n° — Vervangingscentrum nr.
	Examen pratique pour la catégorie A3 — Praktisch examen voor de categorie A3	Examen pratique pour la catégorie B — Praktisch examen voor de categorie B	Examen pratique pour la catégorie A — Praktisch examen voor de categorie A	
Borgloon/Looz	1005	1005	1005	1009
Bornem	1022	1022	1022	1001
Borsbeek	1004	1004	1004	1001
Bouillon	1026	1026	1026	1001
Boussu	1031	1031	1031	1001
Boutersem	1024	1024	1024	1001
Braine- l'Alleud/Eigenbrakel	1025	1025	1025	1001
Braine-le- Château/Kasteelbrakel	1019	1019	1019	1001
Braine-le-Comte/'s Graven- brakel	1019	1019	1019	1001
Braives	1027	1027	1027	1005
Brakel	1015	1015	1015	1011
Brasschaat	1004	1004	1004	1001
Brecht	1004	1004	1004	1001
Bredene	1002	1002	1012	1011
Bree	1033	1033	1033	1009
Brugelette	1031	1031	1031	1013
Brugge/Bruges	1012	1012	1012	1011
Brunehaut	1011	1011	1011	1013
Brussel/Bruxelles	1001	1001	1001	-
Bruxelles/Brussel	1001	1001	1001	-
Buggenhout	1016	1016	1016	1001
Büllingen/ Bullange	1029	1029	1029	1001
Burdinne	1027	1027	1027	1005
Burg-Reuland	1029	1029	1029	1001
Bütgenbach/ Butgenbach	1029	1029	1029	1001
Celles	1011	1011	1011	1013
Cerfontaine	1020	1020	1020	1001
Chapelle-lez-Herlaimont	1006	1006	1006	1001
Charleroi	1006	1006	1006	1001
Chastre	1025	1025	1025	1001
Châtelet	1006	1006	1006	1001
Chaudfontaine	1009	1009	1009	1005
Chaumont-Gistoux	1025	1025	1025	1001
Chièvres	1031	1031	1031	1015
Chimay	1020	1020	1020	1001
Chiny	1032	1032	1032	1001
Ciney	1026	1026	1026	1001
Clavier	1027	1027	1027	1005
Colfontaine	1031	1031	1031	1001
Comblain-au-Pont	1009	1009	1009	1005

Communes — Gemeenten	Centre d'examen n° — Examencentrum nr.			Centre de substitution n° — Vervangingscentrum nr.
	Examen pratique pour la catégorie A3 — Praktisch examen voor de categorie A3	Examen pratique pour la catégorie B — Praktisch examen voor de categorie B	Examen pratique pour la catégorie A — Praktisch examen voor de categorie A	
Comines-Warneton/Komen-Waasten	1011	1011	1011	1013
Comines/Komen	1011	1011	1011	1013
Courcelles	1006	1006	1006	1001
Court-Saint-Etienne	1025	1025	1025	1001
Couvin	1020	1020	1020	1001
Crisnée	1027	1027	1027	1005
Dalhem	1009	1009	1009	1005
Damme	1012	1012	1012	1011
Daverdisse	1026	1026	1026	1001
De Haan	1002	1002	1012	1011
De Panne/La Panne	1002	1002	1012	1011
De Pinte	1003	1003	1003	1001
Deerlijk	1010	1010	1013	1011
Deinze	1003	1003	1003	1001
Denderleeuw	1016	1016	1016	1001
Dendermonde/ Termonde	1016	1016	1016	1001
Dentergem	1010	1010	1013	1011
Dessel	1023	1023	1023	1001
Destelbergen	1003	1003	1003	1001
Deurne	1004	1004	1004	1001
Diepenbeek	1005	1005	1005	1009
Diest	1023	1023	1023	1001
Diksmuide/Dixmude	1002	1002	1012	1011
Dilbeek	1018	1018	1018	1021
Dilsen	1033	1033	1033	1009
Dinant	1007	1007	1007	1001
Dison	1029	1029	1029	1001
Doische	1020	1020	1020	1001
Donceel	1027	1027	1027	1005
Dour	1031	1031	1031	1001
Drogenbos	1021	1021	1021	-
Duffel	1022	1022	1022	1001
Durbuy	1026	1026	1026	1005
Ecaussinnes	1019	1019	1019	1001
Edegem	1022	1022	1022	1001
Eeklo	1014	1014	1014	1001
Eghezée	1007	1007	1007	1001
Ekeren	1004	1004	1004	1001
Ellezelles/Elzele	1011	1011	1011	1015
Elsene/Ixelles	1001	1001	1001	-
Enghien/Edingen	1019	1019	1019	1001
Engis	1027	1027	1027	1005

Communes — Gemeenten	Centre d'examen n° — Examencentrum nr.			Centre de substitution n° — Vervangingscentrum nr.
	Examen pratique pour la catégorie A3 — Praktisch examen voor de categorie A3	Examen pratique pour la catégorie B — Praktisch examen voor de categorie B	Examen pratique pour la catégorie A — Praktisch examen voor de categorie A	
Erezée	1028	1028	1028	1005
Erpe-Mere	1016	1016	1016	1001
Erquelinnes	1030	1030	1030	1001
Esneux	1009	1009	1009	1005
Essen	1004	1004	1004	1001
Estaimpuis	1011	1011	1011	1013
Estinnes	1030	1030	1030	1001
Etalle	1032	1032	1032	1001
Etterbeek	1001	1001	1001	-
Eupen	1029	1029	1029	1001
Evere	1001	1001	1001	-
Evergem	1014	1014	1014	1001
Faimes	1027	1027	1027	1005
Farciennes	1006	1006	1006	1001
Fauvillers	1028	1028	1028	1005
Fernelmont	1007	1007	1007	1001
Ferrières	1027	1027	1027	1005
Fexhe-le-Haut-Clocher	1027	1027	1027	1005
Flémalle	1027	1027	1027	1005
Fléron	1009	1009	1009	1005
Fleurus	1006	1006	1006	1001
Flobecq/Vloesberg	1011	1011	1011	1015
Floreffe	1007	1007	1007	1001
Florennes	1020	1020	1020	1001
Florenville	1032	1032	1032	1001
Fontaine-l'Evêque	1006	1006	1006	1001
Forest/Vorst	1021	1021	1021	-
Fosses-la-Ville	1007	1007	1007	1001
Frameries	1031	1031	1031	1001
Frasnes-lez-Anvaing	1011	1011	1011	1015
Froidchapelle	1030	1030	1030	1001
Galmaarden/Gammerages	1018	1018	1018	1021
Ganshoren	1021	1021	1021	-
Gavere	1003	1003	1003	1001
Gedinne	1026	1026	1026	1001
Geel	1023	1023	1023	1001
Geer	1027	1027	1027	1005
Geetbets	1005	1005	1005	1001
Gembloux-sur-Orneau	1007	1007	1007	1001
Genappe/Genepiën	1025	1025	1025	1001
Genk	1005	1005	1005	1009
Gent/Gand	1003	1003	1003	1001
Geraardsbergen/Grammont	1015	1015	1015	1011

Communes — Gemeenten	Centre d'examen n° — Examencentrum nr.			Centre de substitution n° — Vervangingscentrum nr.
	Examen pratique pour la catégorie A3 — Praktisch examen voor de categorie A3	Examen pratique pour la catégorie B — Praktisch examen voor de categorie B	Examen pratique pour la catégorie A — Praktisch examen voor de categorie A	
Gerpennes	1006	1006	1006	1001
Gesves	1007	1007	1007	1001
Gingelom	1005	1005	1005	1009
Gistel	1002	1002	1012	1011
Glabbek-Zuurbemde	1024	1024	1024	1001
Gooik	1018	1018	1018	1021
Gouvy	1028	1028	1028	1005
Grâce-Hollogne	1009	1009	1009	1005
Grez-Doiceau/ Graven	1025	1025	1025	1001
Grimbergen	1018	1018	1018	1001
Grobbendonk	1023	1023	1023	1001
Haacht	1024	1024	1024	1001
Haaltert	1016	1016	1016	1001
Habay	1032	1032	1032	1001
Halen	1005	1005	1005	1009
Halle/Hal	1018	1018	1018	1021
Ham	1023	1023	1023	1001
Ham-sur-Heure-Nalinnes	1030	1030	1030	1001
Hamme	1017	1017	1017	1001
Hamoir	1027	1027	1027	1005
Hamois	1026	1026	1026	1001
Hamont-Achel	1033	1033	1033	1009
Hannut/Hannuit	1027	1027	1027	1005
Harelbeke	1013	1013	1013	1011
Hasselt	1005	1005	1005	1009
Hastière	1007	1007	1007	1001
Havelange	1026	1026	1026	1001
Hechtel-Eksel	1033	1033	1033	1009
Heers	1005	1005	1005	1009
Heist-op-den-Berg	1022	1022	1022	1001
Hélécine	1025	1025	1025	1001
Hemiksem	1022	1022	1022	1001
Hensies	1031	1031	1031	1001
Herbeumont	1026	1026	1026	1001
Herent	1024	1024	1024	1001
Herentals	1023	1023	1023	1001
Herenthout	1023	1023	1023	1001
Herk-de-Stad/Herck-la-Ville	1005	1005	1005	1009
Herne	1018	1018	1018	1021
Héron	1027	1027	1027	1005
Herselt	1023	1023	1023	1001
Herstal	1009	1009	1009	1005

Communes — Gemeenten	Centre d'examen n° — Examencentrum nr.			Centre de substitution n° — Vervangingscentrum nr.
	Examen pratique pour la catégorie A3 — Praktisch examen voor de categorie A3	Examen pratique pour la catégorie B — Praktisch examen voor de categorie B	Examen pratique pour la catégorie A — Praktisch examen voor de categorie A	
Herstappe	1005	1005	1005	1009
Herve	1029	1029	1029	1001
Herzele	1016	1016	1016	1001
Heusden-Zolder	1005	1005	1005	1009
Heuvelland	1013	1013	1013	1011
Hoboken	1022	1022	1022	1001
Hoegaarden	1024	1024	1024	1001
Hoeilaart	1001	1001	1001	-
Hoeselt	1005	1005	1005	1009
Holsbeek	1024	1024	1024	1001
Honnelles	1031	1031	1031	1001
Hooglede	1010	1010	1013	1011
Hoogstraten	1004	1004	1004	1001
Horebeke	1015	1015	1015	1011
Hotton	1026	1026	1026	1005
Houffalize	1028	1028	1028	1005
Houthalen-Helchteren	1005	1005	1005	1009
Houthulst	1002	1002	1012	1011
Houyet	1026	1026	1026	1001
Hove	1022	1022	1022	1001
Huldenberg	1024	1024	1024	1001
Hulshout	1023	1023	1023	1001
Huy/Hoei	1027	1027	1027	1005
Ichtegem	1002	1002	1012	1011
Ieper/Ypres	1013	1013	1013	1011
Incourt	1025	1025	1025	1024
Ingelmunster	1010	1010	1013	1011
Ittre/Itter	1019	1019	1019	1001
Ixelles/Elsene	1001	1001	1001	-
Izegem	1010	1010	1013	1011
Jabbeke	1002	1002	1012	1011
Jalhay	1029	1029	1029	1001
Jemeppe-sur-Sambre	1007	1007	1007	1001
Jette	1021	1021	1021	-
Jodoigne/ Geldenaken	1025	1025	1025	1024
Juprelle	1009	1009	1009	1005
Jurbise/Jurbeke	1031	1031	1031	1001
Kalmthout	1004	1004	1004	1001
Kampenhout	1018	1018	1018	1001
Kapelle-op-den-Bos	1018	1018	1018	1001
Kapellen	1004	1004	1004	1001
Kaprijke	1014	1014	1014	1001
Kasterlee	1023	1023	1023	1001

Communes — Gemeenten	Centre d'examen n° — Examencentrum nr.			Centre de substitution n° — Vervangingscentrum nr.
	Examen pratique pour la catégorie A3 — Praktisch examen voor de categorie A3	Examen pratique pour la catégorie B — Praktisch examen voor de categorie B	Examen pratique pour la catégorie A — Praktisch examen voor de categorie A	
Keerbergen	1024	1024	1024	1001
Kelmis/ La Calamine	1029	1029	1029	1001
Kinrooi	1033	1033	1033	1009
Kluisbergen	1015	1015	1015	1011
Knesselare	1014	1014	1014	1001
Knokke-Heist	1012	1012	1012	1011
Koekelare	1002	1002	1012	1011
Koekelberg	1021	1021	1021	-
Koksijde	1002	1002	1012	1011
Kontich	1022	1022	1022	1001
Kortemark	1002	1002	1012	1011
Kortenaken	1005	1005	1005	1001
Kortenbergh	1024	1024	1024	1001
Kortesseme	1005	1005	1005	1009
Kortrijk/Courtrai	1013	1013	1013	1011
Kraainem	1001	1001	1001	-
Kruibeke	1017	1017	1017	1001
Kruishoutem	1003	1003	1003	1011
Kuurne	1013	1013	1013	1011
La Bruyère	1007	1007	1007	1001
La Hulpe/Terhulpen	1025	1025	1025	1001
La Louvière	1019	1019	1019	1001
La Roche-en-Ardenne	1028	1028	1028	1005
Laakdal	1023	1023	1023	1001
Laarne	1003	1003	1003	1001
Lanaken	1005	1005	1005	1009
Landen	1005	1005	1005	1001
Langemark-Poelkapelle	1013	1013	1013	1011
Lasne	1025	1025	1025	1001
Le Roeulx	1019	1019	1019	1001
Lebbeke	1016	1016	1016	1001
Lede	1016	1016	1016	1001
Ledegem	1013	1013	1013	1011
Léglise	1032	1032	1032	1001
Lendelede	1013	1013	1013	1011
Lennik	1018	1018	1018	1021
Lens	1031	1031	1031	1001
Leopoldsbuurg/Bourg-Léopold	1033	1033	1033	1009
Les Bons Villers	1006	1006	1006	1001
Lessines/Lessen	1011	1011	1011	1015
Leuven/Louvain	1024	1024	1024	1001
Leuze-en-Hainaut	1011	1011	1011	1015
Libin	1026	1026	1026	1001
Libramont-Chevigny	1028	1028	1028	1005

Communes — Gemeenten	Centre d'examen n° — Examencentrum nr.			Centre de substitution n° — Vervangingscentrum nr.
	Examen pratique pour la catégorie A3 — Praktisch examen voor de categorie A3	Examen pratique pour la catégorie B — Praktisch examen voor de categorie B	Examen pratique pour la catégorie A — Praktisch examen voor de categorie A	
Lichtervelde	1010	1010	1012	1011
Liedekerke	1018	1018	1018	1021
Liège/Luik	1009	1009	1009	1005
Lier/Lierre	1022	1022	1022	1001
Lierde	1015	1015	1015	1011
Lierneux	1028	1028	1028	1005
Lille	1023	1023	1023	1001
Limbourg/Limburg	1029	1029	1029	1001
Lincet/Lijsen	1027	1027	1027	1005
Linkebeek	1021	1021	1021	1021
Lint	1022	1022	1022	1001
Linter	1005	1005	1005	1001
Lo-Reninge	1002	1002	1013	1011
Lobbès	1030	1030	1030	1001
Lochristi	1003	1003	1003	1001
Lokeren	1017	1017	1017	1001
Lommel	1033	1033	1033	1009
Londerzeel	1018	1018	1018	1001
Lontzen	1029	1029	1029	1001
Lovendegem	1014	1014	1014	1001
Lubbeek	1024	1024	1024	1001
Lummen	1005	1005	1005	1009
Maarkedal	1015	1015	1015	1011
Maaseik	1033	1033	1033	1009
Maasmechelen	1033	1033	1033	1009
Machelen	1018	1018	1018	1001
Maldegem	1014	1014	1014	1001
Malle	1004	1004	1004	1001
Malmédy	1029	1029	1029	1001
Manage	1019	1019	1019	1001
Manhay	1028	1028	1028	1005
Marche-en-Famenne	1026	1026	1026	1001
Marchin	1027	1027	1027	1005
Martelange	1032	1032	1032	1001
Mechelen/Malines	1022	1022	1022	1001
Meerhout	1023	1023	1023	1001
Meeuwen-Gruitrode	1033	1033	1033	1009
Meise	1018	1018	1018	1001
Meix-devant-Virton	1032	1032	1032	1001
Melle	1003	1003	1003	1001
Menen/Menin	1013	1013	1013	1011
Merbes-le-Château	1030	1030	1030	1001
Merchtem	1018	1018	1018	1001
Merelbeke	1003	1003	1003	1001

Communes — Gemeenten	Centre d'examen n° — Examencentrum nr.			Centre de substitution n° — Vervangingscentrum nr.
	Examen pratique pour la catégorie A3 — Praktisch examen voor de categorie A3	Examen pratique pour la catégorie B — Praktisch examen voor de categorie B	Examen pratique pour la catégorie A — Praktisch examen voor de categorie A	
Merksem	1004	1004	1004	1001
Merksplas	1023	1023	1023	1001
Mesen/Messines	1013	1013	1013	1011
Messancy	1032	1032	1032	1001
Mettet	1007	1007	1007	1001
Meulebeke	1010	1010	1012	1011
Middelkerke	1002	1002	1012	1011
Modave	1027	1027	1027	1005
Moerbeke	1017	1017	1017	1001
Mol	1023	1023	1023	1001
Molenbeek-Saint-Jean/Sint-Jans-Molenbeek	1021	1021	1021	-
Momignies	1020	1020	1020	1001
Mons/Bergen	1031	1031	1031	1001
Mont-de-l'Enclus	1011	1011	1011	1015
Mont-Saint-Guibert	1025	1025	1025	1001
Montigny-le-Tilleul	1006	1006	1006	1001
Moorslede	1013	1013	1013	1011
Morlanwelz	1019	1019	1019	1001
Mortsel	1022	1022	1022	1001
Mouscron/Moeskroen	1011	1011	1011	1013
Musson	1032	1032	1032	1001
Namur/Namen	1007	1007	1007	1001
Nandrin	1027	1027	1027	1005
Nassogne	1026	1026	1026	1005
Nazareth	1003	1003	1003	1001
Neerpelt	1033	1033	1033	1009
Neufchâteau	1032	1032	1032	1001
Neupré	1027	1027	1027	1005
Nevele	1003	1003	1003	1001
Niel	1022	1022	1022	1001
Nieuwerkerken	1005	1005	1005	1009
Nieuwpoort	1002	1002	1012	1011
Nijlen	1022	1022	1022	1001
Ninove	1016	1016	1016	1001
Nivelles/Nijvel	1025	1025	1025	1001
Ohey	1007	1007	1007	1001
Olen	1023	1023	1023	1001
Olne	1009	1009	1009	1005
Onhayé	1007	1007	1007	1001
Oostende/Ostende	1002	1002	1012	1011
Oosterzele	1003	1003	1003	1001
Oostkamp	1012	1012	1012	1011
Oostrozebeke	1010	1010	1013	1011
Opglabbeek	1033	1033	1033	1009

Communes — Gemeenten	Centre d'examen n° — Examencentrum nr.			Centre de substitution n° — Vervangingscentrum nr.
	Examen pratique pour la catégorie A3 — Praktisch examen voor de categorie A3	Examen pratique pour la catégorie B — Praktisch examen voor de categorie B	Examen pratique pour la catégorie A — Praktisch examen voor de categorie A	
Opwijk	1018	1018	1018	1001
Oreye/Oerle	1027	1027	1027	1005
Orp-Jauche	1025	1025	1025	1024
Ottignies-Louvain-La-Neuve	1025	1025	1025	1001
Oud-Heverlee	1024	1024	1024	1001
Oud-Turnhout	1023	1023	1023	1001
Oudenaarde/ Audenarde	1015	1015	1015	1011
Oudenburg	1002	1002	1012	1011
Oudergem/Auderghem	1001	1001	1001	1001
Ouffet	1027	1027	1027	1005
Oupeye	1009	1009	1009	1005
Overijse	1001	1001	1001	1001
Overpelt	1033	1033	1033	1009
Paliseul	1026	1026	1026	1001
Pecq	1011	1011	1011	1013
Peer	1033	1033	1033	1009
Pepingen	1018	1018	1018	1021
Pepinster	1029	1029	1029	1001
Péruwelz	1011	1011	1011	1013
Perwez/Perwijs	1025	1025	1025	1001
Philippeville	1020	1020	1020	1001
Pittem	1010	1010	1013	1011
Ploegsteert	1011	1011	1011	1013
Plombières	1029	1029	1029	1001
Pont-à-Celles	1006	1006	1006	1001
Poperinge	1013	1013	1013	1011
Profondeville	1007	1007	1007	1001
Putte	1022	1022	1022	1001
Puurs	1022	1022	1022	1001
Quaregnon	1031	1031	1031	1001
Quévy	1031	1031	1031	1001
Quiévrain	1031	1031	1031	1001
Raeren	1029	1029	1029	1001
Ramillies	1025	1025	1025	1001
Ranst	1004	1004	1004	1001
Ravels	1023	1023	1023	1001
Rebecq	1019	1019	1019	1001
Remicourt	1027	1027	1027	1005
Rendeux	1026	1026	1026	1005
Retie	1023	1023	1023	1001
Riemst	1005	1005	1005	1009
Rijkevorsel	1023	1023	1023	1001
Rixensart	1025	1025	1025	1001
Rochefort	1026	1026	1026	1001

Communes — Gemeenten	Centre d'examen n° — Examencentrum nr.			Centre de substitution n° — Vervangingscentrum nr.
	Examen pratique pour la catégorie A3 — Praktisch examen voor de categorie A3	Examen pratique pour la catégorie B — Praktisch examen voor de categorie B	Examen pratique pour la catégorie A — Praktisch examen voor de categorie A	
Roeselare/Roulers	1010	1010	1013	1011
Ronse/Renaix	1015	1015	1015	1011
Roosdaal	1018	1018	1018	1021
Rotselaar	1024	1024	1024	1001
Rouvroy	1032	1032	1032	1001
Ruiselede	1010	1010	1012	1011
Rumes	1011	1011	1011	1013
Rumst	1022	1022	1022	1001
Saint-Georges-Sur-Meuse	1027	1027	1027	1005
Saint-Ghislain	1031	1031	1031	1001
Saint-Gilles/Sint-Gillis	1021	1021	1021	-
Saint-Hubert	1028	1028	1028	1005
Saint-Josse-ten- Noode/Sint-Joost-ten- Node	1001	1001	1001	-
Saint-Léger	1032	1032	1032	1001
Saint-Nicolas	1009	1009	1009	1005
Sainte-Ode	1028	1028	1028	1005
Sambreville	1007	1007	1007	1001
Sankt Vith/ Saint-Vith	1029	1029	1029	1001
Schaarbeek/ Schaarbeek	1001	1001	1001	-
Schaarbeek/ Schaarbeek	1001	1001	1001	-
Schelle	1022	1022	1022	1001
Scherpenheuvel- Zichem/Montaigu-Zichem	1023	1023	1023	1001
Schilde	1004	1004	1004	1001
Schoten	1004	1004	1004	1001
Seneffe	1019	1019	1019	1001
Seraing	1009	1009	1009	1005
Silly/Opzullik	1011	1011	1011	1015
Sint-Agatha- Berchem/Berchem-Sainte- Agathe	1021	1021	1021	-
Sint-Amands	1022	1022	1022	1001
Sint-Genesius- Rode/Rhode-Saint-Genèse	1021	1021	1021	-
Sint-Gillis/Saint-Gilles	1021	1021	1021	-
Sint-Gillis-Waas	1017	1017	1017	1001
Sint-Jans- Molenbeek/Molenbeek- Saint-Jean	1021	1021	1021	-
Sint-Joost-ten- Noode/Saint-Josse-ten- Noode	1001	1001	1001	-
Sint-Katelijne-Waver	1022	1022	1022	1001
Sint-Lambrechts- Woluwe/Woluwe-Saint- Lambert	1001	1001	1001	-
Sint-Laureins	1014	1014	1014	1001

Communes — Gemeenten	Centre d'examen n° — Examencentrum nr.			Centre de substitution n° — Vervangingscentrum nr.
	Examen pratique pour la catégorie A3 — Praktisch examen voor de categorie A3	Examen pratique pour la catégorie B — Praktisch examen voor de categorie B	Examen pratique pour la catégorie A — Praktisch examen voor de categorie A	
Sint-Lievens-Houtem	1016	1016	1016	1001
Sint-Martens-Latem	1003	1003	1003	1001
Sint-Niklaas/Saint-Nicolas	1017	1017	1017	1001
Sint-Pieters-Leeuw	1018	1018	1018	1021
Sint-Pieters-Woluwe/ Woluwe-Saint-Pierre	1001	1001	1001	-
Sint-Truiden/ Saint-Trond	1005	1005	1005	1009
Sivry-Rance	1030	1030	1030	1001
Soignies/Zinnik	1031	1031	1031	1001
Sombrefe	1007	1007	1007	1001
Somme-Leuze	1026	1026	1026	1001
Soumagne	1009	1009	1009	1005
Spa	1029	1029	1029	1001
SpiereHelkijn/ Espierres- Helchin	1013	1013	1013	1011
Sprimont	1009	1009	1009	1005
Stabroek	1004	1004	1004	1001
Staden	1013	1013	1013	1011
Stavelot	1029	1029	1029	1001
Steenokkerzeel	1018	1018	1018	1001
Stekene	1017	1017	1017	1001
Stoumont	1029	1029	1029	1001
Tellin	1026	1026	1026	1001
Temse/Tamise	1017	1017	1017	1001
Tenneville	1028	1028	1028	1005
Ternat	1018	1018	1018	1021
Tervuren	1001	1001	1001	-
Tessengerlo	1023	1023	1023	1001
Theux	1029	1029	1029	1001
Thimister-Clermont	1029	1029	1029	1001
Thuin	1030	1030	1030	1001
Tielt	1010	1010	1013	1011
Tielt-Winge	1024	1024	1024	1001
Tienen/Tirlemont	1024	1024	1024	1001
Tinlot	1027	1027	1027	1005
Tintigny	1032	1032	1032	1001
Tongeren/Tongres	1005	1005	1005	1009
Torhout	1010	1010	1012	1011
Tournai/Doornik	1011	1011	1011	1013
Tremelo	1024	1024	1024	1001
Trois-Ponts	1029	1029	1029	1001
Trooz	1009	1009	1009	1005
Tubize/Tubeke	1019	1019	1019	1001
Turnhout	1023	1023	1023	1001
Uccle/Ukkel	1001	1001	1001	-
Ukkel/Uccle	1001	1001	1001	-

Communes — Gemeenten	Centre d'examen n° — Examencentrum nr.			Centre de substitution n° — Vervangingscentrum nr.
	Examen pratique pour la catégorie A3 — Praktisch examen voor de categorie A3	Examen pratique pour la catégorie B — Praktisch examen voor de categorie B	Examen pratique pour la catégorie A — Praktisch examen voor de categorie A	
Vaux-sur-Sûre	1028	1028	1028	1005
Verlaine	1027	1027	1027	1005
Verviers	1029	1029	1029	1001
Veurne/Furnes	1002	1002	1012	1011
Vielsalm	1028	1028	1028	1005
Villers-la-Ville	1025	1025	1025	1001
Villers-le-Bouillet	1027	1027	1027	1005
Vilvoorde/Vilvorde	1018	1018	1018	1001
Viroinval	1020	1020	1020	1001
Virton	1032	1032	1032	1001
Visé/Wezet	1009	1009	1009	1005
Vleteren	1002	1002	1012	1011
Voeren/Fourons	1005	1005	1005	1009
Vorselaar	1023	1023	1023	1001
Vorst/Forest	1021	1021	1021	-
Vosselaar	1023	1023	1023	1001
Vresse-sur-Semois	1026	1026	1026	1001
Waarschoot	1014	1014	1014	1001
Waasmunster	1017	1017	1017	1001
Wachtebeke	1014	1014	1014	1001
Waimès/Weismes	1029	1029	1029	1001
Walcourt	1020	1020	1020	1001
Walhain	1025	1025	1025	1001
Wanze	1027	1027	1027	1005
Waregem	1010	1010	1013	1011
Waremmè/Borgworm	1027	1027	1027	1005
Wasseiges	1027	1027	1027	1005
Waterloo	1025	1025	1025	1001
Watermaal-Bosvoorde/ Watermael-Boitsfort	1001	1001	1001	-
Watermael-Boitsfort/ Watermaal-Bosvoorde	1001	1001	1001	-
Wavre/Waver	1025	1025	1025	1001
Welkenraedt	1029	1029	1029	1001
Wellen	1005	1005	1005	1009
Wellin	1026	1026	1026	1001
Wemmel	1018	1018	1018	1001
Wervik	1013	1013	1013	1011
Westerlo	1023	1023	1023	1001

Communes — Gemeenten	Centre d'examen n° — Examencentrum nr.			Centre de substitution n° — Vervangingscentrum nr.
	Examen pratique pour la catégorie A3 — Praktisch examen voor de categorie A3	Examen pratique pour la catégorie B — Praktisch examen voor de categorie B	Examen pratique pour la catégorie A — Praktisch examen voor de categorie A	
Wetteren	1003	1003	1003	1001
Wevelgem	1013	1013	1013	1011
Wezembeek-Oppem	1001	1001	1001	-
Wichelen	1016	1016	1016	1001
Wielsbeke	1010	1010	1013	1011
Wijnegem	1004	1004	1004	1001
Willebroek	1022	1022	1022	1001
Wilrijk	1022	1022	1022	1001
Wingene	1010	1010	1012	1011
Woluwe-Saint-Lambert/Sint-Lambrechts-Woluwe	1001	1001	1001	-
Woluwe-Saint-Pierre/Sint-Pieters-Woluwe	1001	1001	1001	-
Wommelgem	1004	1004	1004	1001
Wortegem-Petegem	1015	1015	1015	1011
Wuustwezel	1004	1004	1004	1001
Yvoir	1007	1007	1007	1001
Zandhoven	1004	1004	1004	1001
Zaventem	1018	1018	1018	1001
Zedelgem	1012	1012	1012	1011
Zele	1017	1017	1017	1001
Zelzate	1014	1014	1014	1001
Zemst	1018	1018	1018	1001
Zingem	1003	1003	1003	1011
Zoersel	1004	1004	1004	1001
Zomergem	1014	1014	1014	1001
Zonhoven	1005	1005	1005	1009
Zonnebeke	1013	1013	1013	1011
Zottegem	1015	1015	1015	1011
Zoutleeuw/Léau	1005	1005	1005	1001
Zuienkerke	1012	1012	1012	1011
Zulte	1003	1003	1003	1001
Zutendaal	1005	1005	1005	1009
Zwalm	1015	1015	1015	1011
Zwevegem	1013	1013	1013	1011
Zwijndrecht	1004	1004	1004	1001

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 modifiant l'arrêté ministériel du 7 février 1977 fixant le nombre, le lieu d'établissement, la compétence territoriale et les règles relatives à l'organisation des centres d'examen.

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE
Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,
J. PEETERS

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 7 mei 1999 tot wijziging van het ministerieel besluit van 7 februari 1977 houdende bepaling van het aantal, de plaats van vestiging, de territoriale bevoegdheid en de regelen betreffende de organisatie van de examencentra.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE
De Staatssecretaris voor Veiligheid,
J. PEETERS

Annexe 3 à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 modifiant l'arrêté ministériel du 7 février 1977 fixant le nombre, le lieu d'établissement, la compétence territoriale et les règles relatives à l'organisation des centres d'examen

Numéro du centre d'examen	Adresse du centre d'examen pour l'examen pratique avec un véhicule de la catégorie ou sous-catégorie C1 - C - D1 - D et/ou B+E - C1+E - C+E - D1+E - D+E	Compétence
1001	Auto Contrôle Technique S.A. Rue Colonel Bourg, 118 1140 BRUXELLES	C1-D1
1002	Keuringsbureau Motorvoertuigen N.V. Zandvoordestraat, 442 A 8400 OSTENDE	C1-D1
1003	Studiebureel voor Automobieltransport N.V. Buitenring - Sint-Denijs 3 9051 SINT-DENIJS-WESTREM	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1004	Bureau voor Technische Controle N.V. Santvoortbeeklaan, 34-36 2100 DEURNE (Anvers)	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1005	Autoveiligheid N.V. Industrieterrein « Kolmen » 1216 3570 ALKEN	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1006	A.I.B.V. - S.A. rue du Moulin 7 6010 CHARLEROI (Couillet)	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1007	Contrôle Technique Automobile S.A. chemin de la Plaine, 4 5001 NAMUR (Belgrade)	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1009	Autosécurité S.C.A. avenue de l'Indépendance, 75 4020 WANDRE	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1010	Keuringsbureau Motorvoertuigen N.V. Meulebeeksesteenweg, 10 8700 TIELT	C1-C-D1-D
1011	Bureau d'Inspection Automobile S.P.R.L. chaussée de Bruxelles, 442 7500 TOURNAI	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1012	Keuringsbureau Motorvoertuigen N.V. Blankenbergsesteenweg, 370 8000 BRUGES	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1013	Keuringsbureau Motorvoertuigen N.V. Noordstraat, 3 8560 WEVELGEM (MOORSELE)	B C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1014	Studiebureel voor Automobieltransport N.V. Industrielaan, 15 9900 EEKLO	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1015	Studiebureel voor Automobieltransport N.V. Industriepark 8 9660 BRAKEL	C1-C-D1-D-B+E
1016	Studiebureel voor Automobieltransport N.V. Industrielaan 26 9320 EREMBODEGEM	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1017	Studiebureel voor Automobieltransport N.V. Oostjachtpark, 8 9100 SINT-NIKLAAS	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1018	A.I.B.V. - N.V. Assesteenweg, 32 1730 ASSE (MOLLEM)	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1019	A.I.B.V. - S.A. Avenue du Marouset, 103 7090 BRAINE-LE-COMTE	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E

1020	A.I.B.V. - S.A. Route de Philippeville 79 5660 MARIEMBOURG	C1-D1
1021	LA SECURITE AUTOMOBILE S.A. Rue du Labeur, 3-9 1070 BRUXELLES	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1022	Bureau voor Technische Controle N.V. Neerveld 3 A 2550 KONTICH	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1023	Autoveiligheid N.V. Lammerdries, 7 Industriezone « Geel West 4 » 2440 GEEL	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1024	Centrum voor Technische Automobieliinspectie N.V. Ambachtenlaan, 10 3001 HEVERLEE (HAASRODE)	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1025	Contrôle Technique Automobile S.A. Avenue Albert Einstein, 1 1348 OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE.	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1026	Contrôle Technique Automobile S.A. Zoning Industriel rue du Parc Industriel, 6900 MARCHE-EN-FAMENNE	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1027	Autosécurité S.C.A. Zoning Artisanal, 4500 HUY (Tihange)	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1028	Autosécurité S.C.A. Zoning industriel 6600 BASTOGNE	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1029	Autosécurité S.C.A. route de Verviers, 80 4700 EUPEN	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1030	Bureau d'Inspection Automobile S.P.R.L. route de Binche, 6540 LOBBES	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1031	Bureau d'Inspection Automobile S.P.R.L. Zoning Artisanal Rue du Grand Courant, 18 7033 CUESMES	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1032	Autosécurité S.C.A. Zone Artisanale de Weyler 6706 ARLON	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1033	Autoveiligheid N.V. Industrieterrein « Peerderbaan » 1305 3960 BREE	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E

Bijlage 3 bij het ministerieel besluit van 7 mei 1999 tot wijziging van het ministerieel besluit van 7 februari 1977 houdende bepaling van het aantal, de plaats van vestiging, de territoriale bevoegdheid en de regelen betreffende de organisatie van de examencentra

Nummer van het examencentrum	Adres van het examencentrum voor het praktische examen met een voertuig van de categorie of subcategorie C1 - C - D1 - D en/of B+E - C1+E - C+E - D1+E - D+E	Bevoegdheid
1001	Automobiel-Controle en Techniek N.V. Kolonel Bourgstraat 118 1140 BRUSSEL	C1-D1
1002	Keuringsbureau Motorvoertuigen N.V. Zandvoordestraat, 442 A 8400 OOSTENDE	C1-D1
1003	Studiebureel voor Automobieltransport N.V. Buitenring - Sint-Denijs 3 9051 SINT-DENIJS-WESTREM	C1-C-D1-D-B+E-C1+E-C+E- D1+E-D+E
1004	Bureau voor Technische Controle N.V. Santvoortbeeklaan, 34-36 2100 DEURNE (Antwerpen)	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1005	Autoveiligheid N.V. Industrieterrein « Kolmen » 1216 3570 ALKEN	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1006	A.I.B.V. - S.A. rue du Moulin 7 6010 CHARLEROI (Couillet)	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1007	Contrôle Technique Automobile S.A. chemin de la Plaine, 4 5001 NAMEN (Belgrade)	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1009	Autosécurité S.C.A. avenue de l'Indépendance, 75 4020 WANDRE	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1010	Keuringsbureau Motorvoertuigen N.V. Meulebeeksesteenweg, 10 8700 TIELT	C1-C-D1-D
1011	Bureau d'Inspection Automobile S.P.R.L. chaussée de Bruxelles, 442 7500 DOORNIK	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1012	Keuringsbureau Motorvoertuigen N.V. Blankenbergsesteenweg, 370 8000 BRUGGE	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1013	Keuringsbureau Motorvoertuigen N.V. Noordstraat, 3 8560 WEVELGEM (MOORSELE)	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1014	Studiebureel voor Automobieltransport N.V. Industrielaan, 15 9900 EEKLO	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1015	Studiebureel voor Automobiel-transport N.V. Industriepark 8 9660 BRAKEL	C1-C-D1-D- B+E
1016	Studiebureel voor Automobieltransport N.V. Industrielaan 26 9320 EREMBODEGEM	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E

Nummer van het examen­centrum	Adres van het examen­centrum voor het praktische examen met een voertuig van de categorie of subcategorie C1 - C - D1 - D en/of B+E - C1+E - C+E - D1+E - D+E	Bevoegdheid
1017	Studiebureel voor Automobieltransport N.V. Oostjachtpark, 8 9100 SINT-NIKLAAS	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1018	A.I.B.V. - N.V. Assesteenweg, 32 1730 ASSE (MOLLEM)	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1019	A.I.B.V. - S.A. Avenue du Marouset, 103 7090 'S GRAVENBRAKKEKEL	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1020	A.I.B.V. - S.A. Route de Philippeville 79 5660 MARIEMBOURG	C1-D1
1021	Schouwingscentrum voor Auto's N.V. Werkstraat 3-9 1070 BRUSSEL	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E- D+E
1022	Autoveiligheid N.V. Lammerdries, 7 Industriezone « Geel West 4 » 2440 GEEL	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1024	Centrum voor Technische Automobielin­spectie N.V. Ambachtenlaan, 10 3001 HEVERLEE (HAASRODE)	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1025	Contrôle Technique Automobile S.A. Avenue Albert Einstein, 1 1348 OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE.	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1026	Contrôle Technique Automobile S.A. Zoning Industriel rue du Parc Industriel, 6900 MARCHE-EN-FAMENNE	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1027	Autosécurité S.C.A. Zoning Artisanal, 4500 HOEI (Tihange)	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1028	Autosécurité S.C.A. Zoning industriel 6600 BASTENAKEN	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1029	Autosécurité S.C.A. route de Verviers, 80 4700 EUPEN	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1030	Bureau d'Inspection Automobile S.P.R.L. route de Binche, 6540 LOBBES	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1031	Bureau d'Inspection Automobile S.P.R.L. Zoning Artisanal Rue du Grand Courant, 18 7033 CUESMES	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1032	Autosécurité S.C.A. Zone Artisanale de Weyler 6706 AARLEN	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E
1033	Autoveiligheid N.V. Industrieterrein « Peerderbaan » 1305 3960 BREE	C1-C-D1-D-B+E-C1+E- C+E- D1+E-D+E

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 modifiant l'arrêté ministériel du 7 février 1977 fixant le nombre, le lieu d'établissement et la compétence territoriale des centres d'examen.

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE
Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,
J. PEETERS

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 7 mei 1999 tot wijziging van het ministerieel besluit van 7 februari 1977 houdende bepaling van het aantal, de plaats van vestiging en de territoriale bevoegdheid van de examen­centra.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE
De Staatssecretaris voor Veiligheid,
J. PEETERS

Annexe 4 à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 modifiant l'arrêté ministériel du 7 février 1977 fixant le nombre, le lieu d'établissement, la compétence territoriale et les règles relatives à l'organisation des centres d'examen

Numéro du centre d'examen	Adresse du centre d'examen pour l'examen théorique avec interprète
1001	AUTO CONTROLE TECHNIQUE S.A. Rue Colonel Bourg, 118 1140 BRUXELLES
1003	Studiebureel voor Automobieltransport N.V. Buitenring-Sint-Denijs 3 9051 SINT-DENIJS-WESTREM
1004	Bureau voor Technische Controle N.V. Santvoortbeeklaan, 34-36 2100 DEURNE (Anvers)
1005	Autoveiligheid N.V. Industrieterrein « Kolmen » 1216 3570 ALKEN
1006	A.I.B.V. - S.A. rue du Moulin 7 6010 CHARLEROI (Couillet)
1009	AUTOSECURITE S.C.A. avenue de l'Indépendance, 75 4020 WANDRE
1021	LA SECURITE AUTOMOBILE S.A. Rue du Labeur, 3 - 9 1070 BRUXELLES
1033	Autoveiligheid N.V. Industrieterrein « Peerderbaan » 1305 3960 BREE

Bijlage 4 bij het ministerieel besluit van 7 mei 1999 tot wijziging van het ministerieel besluit van 7 februari 1977 houdende bepaling van het aantal, de plaats van vestiging, de territoriale bevoegdheid en de regelen betreffende de organisatie van de examencentra

Nummer van het examencentrum	Adres van het examencentrum voor het theoretische examen met tolk
1001	Automobiel-Controle en Techniek N.V. Kolonel Bourgstraat 118 1140 BRUSSEL
1003	Studiebureau voor Automobieltransport N.V. Buitenring-Sint-Denijs 3 9051 SINT-DENIJS-WESTREM
1004	Bureau voor Technische Controle N.V. Santvoortbeeklaan, 34-36 2100 DEURNE (Antwerpen)
1005	Autoveiligheid N.V. Industrieterrein « Kolmen » 1216 3570 ALKEN
1006	A.I.B.V. - S.A. rue du Moulin 7 6010 CHARLEROI (Couillet)
1009	AUTOSECURITE S.C.A. avenue de l'Indépendance, 75 4020 WANDRE
1021	Schouwingscentrum voor Auto's N.V. Werkstraat 3-9 1070 BRUSSEL
1033	Autoveiligheid N.V. Industrieterrein « Peerderbaan » 1305 3960 BREE

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 modifiant l'arrêté ministériel du 7 février 1977 fixant le nombre, le lieu d'établissement, la compétence territoriale et les règles relatives à l'organisation des centres d'examen.

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,
J. PEETERS

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 7 mei 1999 tot wijziging van het ministerieel besluit van 7 februari 1977 houdende bepaling van het aantal, de plaats van vestiging, territoriale bevoegdheid en de regelen betreffende de organisatie van de examencentra.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Staatssecretaris voor Veiligheid,
J. PEETERS

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE ET MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 1432

[C - 99/22429]

7 MAI 1999. — Arrêté ministériel relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées

Le Ministre de l'Intérieur,

Le Ministre de la Santé publique,

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité et à l'Intégration sociale,

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, notamment l'article 27.4.3, modifié par l'arrêté royal du 23 juin 1978;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 25 février 1999;

Vu l'association des gouvernements des régions à l'élaboration du présent arrêté;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la recommandation du Conseil de l'Union européenne du 4 juin 1998 sur une carte de stationnement pour personnes handicapées prévoit que les États membres prendront les mesures nécessaires pour que la mise à disposition des cartes de stationnement pour personnes handicapées selon le modèle communautaire uniforme intervienne au plus tard le 1^{er} janvier 2000, et que certains problèmes techniques, tels que l'épuisement des stocks des modèles actuels, requièrent l'entrée en vigueur à bref délai du présent arrêté ministériel,

Arrêtent :

Article 1^{er}. 1° La carte visée à l'article 27.4.3 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, peut être délivrée :

a) aux personnes atteintes d'une invalidité permanente de 80 % au moins;

b) aux personnes dont l'état de santé provoque une réduction permanente du degré d'autonomie d'au moins 12 points mesurés conformément au guide et à l'échelle applicables dans le cadre de la législation relative aux allocations aux handicapés;

c) aux personnes atteintes d'une invalidité permanente découlant directement des membres inférieurs et occasionnant un taux d'invalidité de 50 % au moins;

d) aux personnes atteintes de paralysie entière des membres supérieurs ou ayant subi l'amputation de ces membres;

e) aux invalides civils et militaires de guerre, ayant au moins 50 % d'invalidité de guerre.

2° La carte est conforme au modèle de l'annexe I.

Art. 2. La carte est demandée :

1° par les invalides de guerre (militaires et assimilés) et par les invalides militaires du temps de paix au Ministère des Finances, Administration des Pensions, Tour des Finances, boîte 31, boulevard du Jardin Botanique 50, à 1010 Bruxelles;

2° par les invalides civils de guerre au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Administration des victimes de la guerre, square de l'Aviation 31, à 1070 Bruxelles;

3° par les autres intéressés au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Administration de l'Intégration sociale, rue de la Vierge Noire 3C à 1000 Bruxelles.

La formule de demande est fixée par l'Administration de l'Intégration sociale du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement. Elle comporte au minimum le nom, le prénom, la date de naissance, le numéro de registre national et la signature de l'intéressé et doit être accompagnée d'une photo récente de l'intéressé.

La délivrance de la carte à l'intéressé est assurée par l'Administration de l'Intégration sociale.

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR EN MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 99 — 1432

[C - 99/22429]

7 MEI 1999. — Ministerieel besluit betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap

De Minister van Binnenlandse Zaken,

De Minister van Volksgezondheid,

De Staatssecretaris voor Veiligheid en Maatschappelijke Integratie,

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, inzonderheid op artikel 27.4.3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 juni 1978;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 25 februari 1999;

Gelet op de omstandigheid dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit betrokken zijn;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de aanbeveling van de Raad van de Europese Unie van 4 juni 1998 inzake een parkeerkaart voor mensen met een handicap voorziet dat de Lidstaten de nodige maatregelen zullen nemen om ervoor te zorgen dat de parkeerkaarten van uniform communautair model voor mensen met een handicap uiterlijk op 1 januari 2000 ter beschikking worden gesteld, en dat technische problemen, zoals de uitputting van de stocks van de huidige kaarten eisen dat het huidige ministerieel besluit op korte termijn in werking treedt,

Besluiten :

Artikel 1. 1° De kaart bedoeld in artikel 27.4.3 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, kan uitgereikt worden aan:

a) de personen die door een blijvende invaliditeit van tenminste 80 % getroffen zijn;

b) de personen wier gezondheidstoestand tot een blijvende vermindering van de graad van zelfredzaamheid met tenminste 12 punten leidt, bepaald overeenkomstig de handleiding en de schaal die van toepassing zijn in het kader van de wetgeving betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

c) de personen die getroffen zijn door een blijvende invaliditeit die rechtstreeks toe te schrijven is aan de onderste ledematen en tenminste 50 % bedraagt;

d) de personen die volledig verlamd zijn aan de bovenste ledematen of bij wie deze geamputeerd zijn;

e) de burgerlijke en militaire oorlogsinvaliden met minstens 50 % oorlogsinvaliditeit.

2° De kaart stemt overeen met het model van bijlage I.

Art. 2. De kaart wordt aangevraagd:

1° door de oorlogsinvaliden (militaire en gelijkgestelden) en door de militaire invaliden in vreedstijd bij het Ministerie van Financiën, Administratie der Pensioenen, Financietoren, bus 31, Kruidtuinlaan 50, te 1010 Brussel;

2° door de burgerlijke oorlogsinvaliden bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Bestuur der Oorlogsgetroffenen, Luchtscheepvaartsquare 31, te 1070 Brussel;

3° door de andere belanghebbenden bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Bestuur van de Maatschappelijke Integratie, Zwarte Lievrouwstraat 3c, te 1000 Brussel.

Het aanvraagformulier wordt bepaald door het Bestuur van de Maatschappelijke Integratie van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu. Het omvat minstens de naam, de voornaam, de geboortedatum, het rijksregisternummer en de handtekening van belanghebbende en moet vergezeld zijn van een recente foto van belanghebbende.

De aflevering van de kaart aan de belanghebbende wordt verzekerd door het Bestuur van de Maatschappelijke Integratie.

Art. 3. 1° A la demande adressée à l'Administration de l'Intégration sociale, doit être jointe une attestation émanant d'une autorité judiciaire ou administrative indiquant que l'intéressé est atteint d'un des handicaps mentionnés à l'article 1^{er}, a) à d). Aucune attestation ne doit être jointe si l'intéressé, à la suite d'un examen effectué par l'Administration de l'Intégration sociale, appartient à l'une des catégories visées à l'article 1^{er}, a) à d).

2° A défaut, l'intéressé doit produire un certificat conforme à l'annexe 2 et complété par un médecin au choix du demandeur. L'intéressé dont le médecin atteste, soit qu'il se déplace avec des difficultés importantes, avec des efforts supplémentaires importants ou avec un recours important à des équipements particuliers, soit qu'il est dans l'impossibilité de se déplacer sans l'aide d'une tierce personne, sans accueil dans un établissement approprié ou sans environnement complètement adapté, est considéré comme appartenant à l'une des catégories visées à l'article 1^{er}, a) à d).

Dans ce cas, l'Administration de l'Intégration sociale peut procéder à un contrôle médical pour vérifier si l'intéressé appartient à l'une des catégories visées à l'article 1^{er}, a) à d).

Art. 4. Le requérant est tenu de fournir, à la demande de l'Administration habilitée à octroyer la carte, tous les renseignements qui sont nécessaires pour l'octroi de la carte.

Art. 5. La carte est strictement personnelle; elle ne peut être utilisée que lorsque le titulaire est transporté dans le véhicule qui est mis en stationnement ou lorsqu'il conduit lui-même le véhicule.

En cas d'usage abusif, la carte peut être retirée par un agent qualifié, qui renvoie la carte à l'Administration de l'Intégration sociale. Dans ce cas, cette Administration peut décider de ne pas délivrer de nouvelle carte à l'intéressé dans les 6 mois qui suivent la date à laquelle la carte a été retirée.

En cas de disparition du motif justifiant son utilisation, la carte doit être retournée par le titulaire ou ses ayants-droits, à l'Administration de l'Intégration sociale, avec indication du motif de renvoi.

Art. 6. Le titulaire de la carte peut en obtenir un duplicata lorsque celle-ci est perdue, volée, détruite, détériorée ou illisible.

Ce duplicata doit être demandé à l'Administration de l'Intégration sociale. La carte détériorée ou illisible doit être renvoyée au plus tard au moment de la délivrance de la nouvelle carte. En cas de vol, une déclaration de vol rédigée par une autorité compétente doit être jointe à la demande de renouvellement.

Art. 7. La carte est octroyée pour une durée maximale de 10 ans. Le renouvellement de la carte se fait selon les mêmes modalités que pour la première demande.

Art. 8. § 1^{er}. L'arrêté ministériel du 29 juillet 1991 désignant les personnes qui peuvent obtenir la carte spéciale de stationnement pour handicapés ainsi que les ministères habilités à délivrer cette carte, et en déterminant le modèle, ainsi que les modalités de délivrance, de retrait et d'utilisation, modifié par l'arrêté ministériel du 5 avril 1996, est abrogé.

§ 2. Toutefois, les cartes spéciales délivrées conformément à l'arrêté ministériel du 29 juillet 1991 restent valables jusqu'à leur date d'expiration.

§ 3. Les cartes spéciales délivrées conformément à l'arrêté ministériel du 12 juillet 1973 désignant les personnes qui peuvent obtenir la carte spéciale autorisant à stationner sans limitation de durée ainsi que les ministères habilités à délivrer cette carte, et en déterminant le modèle, ainsi que les modalités de délivrance, de retrait et d'utilisation, modifié par l'arrêté ministériel du 1^{er} décembre 1975, restent valables jusqu'au 31 juillet 2001. Elles ne peuvent pas entrer en ligne de compte pour la délivrance d'un duplicata.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2000.
Bruxelles, le 7 mai 1999.

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité et à l'Intégration sociale,
J. PEETERS

Art. 3. 1° Bij de aan het Bestuur van de Maatschappelijke Integratie gerichte aanvraag moet een attest bijgevoegd worden uitgaande van een gerechtelijke of administratieve overheid en waarop vermeld staat dat belanghebbende door een van de in artikel 1, a) tot d) vermelde handicaps getroffen is. Indien belanghebbende ten gevolge van een door het Bestuur van de Maatschappelijke Integratie verricht onderzoek tot een van de in artikel 1 a) tot d) bedoelde categorieën behoort, moet er geen attest bijgevoegd worden.

2° Bij gebrek hieraan moet belanghebbende een certificaat voorleggen dat conform is met bijlage 2 en dat ingevuld wordt door een geneesheer naar keuze van de aanvrager. De belanghebbende wiens geneesheer verklaart, hetzij dat hij zich met grote moeilijkheden verplaatst of met grote bijkomende inspanning of uitgebreid beroep op bijzondere hulpmiddelen; hetzij dat het hem onmogelijk valt zich te verplaatsen zonder de hulp van een derde, zonder opvang in een aangepaste voorziening of zonder volledig aangepaste omgeving, wordt beschouwd als deel uitmakend van één der categorieën bedoeld in artikel 1, a) tot d).

In dat geval kan het Bestuur van de Maatschappelijke Integratie overgaan tot een medische controle teneinde na te gaan of belanghebbende deel uitmaakt van één der categorieën bedoeld bij artikel 1, a) tot d).

Art. 4. De aanvrager moet, op verzoek van het Bestuur dat bevoegd is om de kaart toe te kennen, alle inlichtingen verschaffen die nodig zijn voor de toekenning van de kaart.

Art. 5. De kaart is strikt persoonlijk; zij mag enkel gebruikt worden wanneer de titularis vervoerd wordt in het voertuig dat geparkeerd wordt of wanneer hij zelf dat voertuig bestuurt.

In geval van misbruik kan de kaart door een bevoegde agent ingehouden worden, die de kaart terugstuurt naar het Bestuur van de Maatschappelijke Integratie. In dat geval kan dit Bestuur beslissen om geen nieuwe kaart aan de betrokkene af te leveren tijdens de 6 maanden die volgen op de datum waarop de kaart werd ingetrokken.

Indien het motief dat het gebruik ervan rechtvaardigt wegvalt, moet de kaart teruggezonden worden door de titularis of zijn rechthebbenden aan het Bestuur van de Maatschappelijke Integratie, met vermelding van de reden van terugzending.

Art. 6. De titularis van de kaart kan een duplicaat ervan bekomen wanneer zij verloren, gestolen, vernietigd, beschadigd of onleesbaar is.

Dit duplicaat moet aangevraagd worden bij het Bestuur van de Maatschappelijke Integratie. De beschadigde of onleesbare kaart moet ten laatste bij de aflevering van de nieuwe kaart teruggestuurd worden. Indien de kaart gestolen is, moet een verklaring opgesteld door een bevoegde overheid hierover bij de aanvraag om hernieuwing gevoegd worden.

Art. 7. De kaart wordt toegekend voor een periode van maximaal 10 jaar. De hernieuwing van de kaart gebeurt volgens dezelfde modaliteiten als voor de eerste aanvraag.

Art. 8. § 1. Het ministerieel besluit van 29 juli 1991 waarbij de personen worden aangewezen die de speciale parkeerkaart voor gehandicapten kunnen bekomen alsook de ministeries die bevoegd zijn om deze kaart uit te reiken en waarbij het model ervan alsmede de modaliteiten van afgifte, intrekking en gebruik worden bepaald, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 5 april 1996, wordt opgeheven.

§ 2. Nochtans blijven de speciale parkeerkaarten die overeenkomstig het ministerieel besluit van 29 juli 1991 uitgereikt werden, geldig tot hun vervaldatum.

§ 3. De speciale parkeerkaarten die uitgereikt werden overeenkomstig het ministerieel besluit van 12 juli 1973 waarbij de personen die de speciale kaart kunnen bekomen die toelaat voor onbepaalde duur te parkeren, en de ministeries en het organisme die bevoegd zijn om deze kaart af te leveren worden aangeduid en waarbij het model ervan alsmede de modaliteiten van afgifte, van intrekking en van gebruik worden bepaald, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 1 december 1975, blijven geldig tot 31 juli 2001. Zij kunnen weliswaar niet in aanmerking komen voor de afgifte van een duplicaat.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2000.
Brussel, 7 mei 1999.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Volksgezondheid,
M. COLLA

De Staatssecretaris voor Veiligheid en Maatschappelijke Integratie,
J. PEETERS

Annexe 1 à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées.



(verso)

La couleur de la carte est bleu clair, sauf le symbole du fauteuil roulant, qui se trouve sur un large fond de couleur bleu foncé.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999.

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité et à l'Intégration sociale,
J. PEETERS

Bijlage I bij het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap
(voorzijde)



(keerzijde)

Naam :
.....

Voornaam :
.....

FOTO

HANDTEKENING

Deze parkeerkaart geeft de houder recht op het gebruik van de parkeerfaciliteiten die worden geboden door de lidstaat waar hij zich bevindt.

Zij moet bij gebruik aan de voorzijde van het voertuig op zodanige wijze worden aangebracht dat haar voorzijde duidelijk zichtbaar is voor controle.

De kleur van de kaart is lichtblauw, met uitzondering van het symbool van de rolstoel dat op een brede donkerblauwe achtergrond is aangebracht.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 7 mei 1999.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Volksgezondheid,
M. COLLA

De Staatssecretaris voor Veiligheid en Maatschappelijke Integratie,
J. PEETERS

Anlage I zum Ministeriellen Erlaß vom 7. Mai 1999 in Bezug auf die Sonderparkkarte für Personen mit Behinderung
(Vorderseite)



(Rückseite)

Name :
.....

Vorname :
.....

FOTO

UNTERSCHRIFT

Dieser Ausweis berechtigt zur Inanspruchnahme der geltenden Parkerleichterungen in dem Mitgliedstaat, in dem sich der Berechtigte aufhält.

Der Ausweis ist im Fall seiner Benutzung im vorderen Teil des Fahrzeugs so anzubringen, dass die Vorderseite des Ausweises zu Kontrollzwecken gut sichtbar ist.

Die Farbe der Karte ist hellblau, mit Ausnahme des Rollstuhlsymbols, das sich auf einem breiten dunkelblauen Hintergrund befindet.

Gesehen um beigefügt zu werden zum Ministeriellen Erlaß vom 7. Mai 1999.

Der Innenminister,
L. VAN DEN BOSSCHE

Der Minister der Volksgesundheit,
M. COLLA

Der Staatssekretär für Sicherheit und Soziale Eingliederung,
J. PEETERS

Annexe 2 à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées

CERTIFICAT MEDICAL

Je soussigné, docteur en médecine,

Nom : Prénom :

Adresse :

certifie avoir examiné

Nom : Prénom :

Domicile :

et avoir constaté que cette personne se déplace :

	(*)
sans difficultés	
sans efforts particuliers	
sans équipements particuliers	
avec des difficultés minimales	
ou avec des efforts supplémentaires minimales	
ou avec un recours minimal à des équipements particuliers	
avec des difficultés importantes	
ou avec des efforts supplémentaires importants	
ou avec recours important à des équipements particuliers	
impossible sans l'aide d'une tierce personne	
ou impossible sans accueil dans un établissement approprié	
ou impossible sans environnement complètement adapté	

(**) pour une durée indéterminée jusqu'au :

La capacité de se déplacer est évaluée par rapport à une personne du même âge, sans handicap.

Le présent certificat peut donner lieu à un contrôle médical par le Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement.

Un faux certificat est punissable (art. 193 et suivants du Code pénal).

Date

Cachet du médecin

Signature du médecin

(*) indiquer une croix dans la(les) case(s) qui convien(nen)t

(**) indiquer une croix ou compléter la date

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999.

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHELe Ministre de la Santé publique,
M. COLLALe Secrétaire d'Etat à la Sécurité et à l'Intégration sociale,
J. PEETERS

Bijlage 2 bij het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap

MEDISCH GETUIGSCHRIFT

Ik, ondergetekende, dokter in de geneeskunde,

Naam : Voornaam :

Adres :

verzekert hierbij

Naam : Voornaam :

Woonplaats :

te hebben onderzocht en te hebben vastgesteld dat deze persoon zich verplaatst

	(*)
zonder moeilijkheden	
zonder bijzondere inspanning	
zonder bijzondere hulpmiddelen	
met beperkte moeilijkheden of	
met beperkte bijkomende inspanning of	
met beperkt beroep op bijzondere hulpmiddelen	
met grote moeilijkheden of	
met grote bijkomende inspanning of	
met uitgebreid beroep op bijzondere hulpmiddelen	
onmogelijk zonder hulp van een derde of	
onmogelijk zonder opvang in een aangepaste voorziening of	
onmogelijk zonder volledig aangepaste omgeving	

(**) voor een onbepaalde duur

tot :

De geschiktheid om zich te verplaatsen wordt gemeten in vergelijking met een persoon van dezelfde leeftijd die geen handicap vertoont.

Dit getuigschrift kan aanleiding geven tot een medische controle door het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.

Een vals getuigschrift is strafbaar (art. 193 en volgende van het Strafwetboek).

Datum

Stempel van de geneesheer

Handtekening van de geneesheer

(*) een kruisje in het passend vakje (de passende vakjes) aanbrengen

(**) een kruisje aanbrengen of de datum invullen

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 7 mei 1999.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Volksgezondheid,

M. COLLA

De Staatssecretaris voor Veiligheid en Maatschappelijke Integratie,

J. PEETERS

Anlage 2 zum Ministeriellen Erlaß vom 7. Mai 1999 in Bezug auf die Sonderparkkarte für Personen mit Behinderung

AERZTLICHES ATTEST

Ich, Unterzeichneter, Doktor der Medizin,

Name : Vorname :

Anschrift :

bestätige hiermit, untersucht zu haben

Name : Vorname :

Wohnsitz :

und festgestellt zu haben, daß diese Person sich fortbewegt

	(*)
ohne Schwierigkeiten	
ohne besondere Anstrengung	
ohne besondere Ausrüstung	
mit geringen Schwierigkeiten	
oder mit geringer zusätzlicher Anstrengung	
oder mit geringer Benutzung von besonderer Ausrüstung	
mit erheblichen Schwierigkeiten	
oder mit erheblicher zusätzlicher Anstrengung	
oder mit erheblicher Benutzung von besonderer Ausrüstung	
unmöglich ohne Hilfe einer Drittperson	
oder unmöglich ohne Aufnahme in eine geeignete Einrichtung	
oder unmöglich ohne vollständig angepaßte Umgebung	

(**) für eine unbestimmte Dauer:

bis zum :

Die Fähigkeit sich fortzubewegen wird ermessen im Vergleich zu einer gleichaltrigen nicht behinderten Person.

Das vorliegende Attest kann einer ärztlichen Kontrolle durch das Ministerium der sozialen Angelegenheiten, der Volksgesundheit und der Umwelt unterzogen werden.

Ein falsches Attest ist strafbar (Art. 193 und folgende des Strafgesetzbuches).

Datum

Stempel des Arztes

Unterschrift des Arztes

(*) Das (die) zutreffende(n) Fach (Fächer) mit einem Kreuz kennzeichnen

(**) Mit einem Kreuz kennzeichnen oder das Datum ausfüllen

Gesehen um beigelegt zu werden zum Ministeriellen Erlaß vom 7. Mai 1999.

Der Innenminister,

L. VAN DEN BOSSCHE

Der Minister der Volksgesundheit,

M. COLLA

Der Staatssekretär für Sicherheit und soziale Eingliederung,

J. PEETERS

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 1433

[C - 99/22494]

19 MAI 1999. — Arrêté ministériel modifiant la liste jointe à l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés

La Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 35, § 3, modifié par les lois des 20 décembre 1995, 22 février 1998 et 25 janvier 1999 et par les arrêtés royaux des 23 décembre 1996 et 25 avril 1997;

Vu l'Arrêté Royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés, tel qu'il a été modifié jusqu'à ce jour;

Vu les propositions émises par le Conseil technique des Spécialités pharmaceutiques, les 27 novembre 1997, 4 décembre 1997 et 8 octobre 1998;

Vu les avis émis par le Service du Contrôle médical, les 18 juin 1998, 28 septembre 1998 et 12 novembre 1998;

Vu les avis émis par la Commission de Conventions pharmaciens - organismes assureurs, les 25 juin 1998, 15 octobre 1998 et 21 janvier 1999;

Vu l'avis émis par la Commission de Contrôle budgétaire, le 25 mars 1999;

Vu les avis émis par le Comité de l'Assurance des Soins de Santé, les 13 juillet 1998, 30 novembre 1998 et 29 mars 1999;

Vu l'urgence, motivée par la circonstance que :

- cet arrêté comporte plusieurs spécialités générique dont l'admission doit permettre la réalisation d'une économie; que celle-ci, avec les autres mesures qui ont été décidées, est indispensable pour atteindre l'équilibre du budget du secteur des soins de santé; qu'elle est d'autant plus essentielle que les estimations techniques ont révélé que, à politique inchangée, l'objectif budgétaire légal serait largement dépassé;

- que l'arrêté doit respecter les délais prévus à l'arrêté royal du 2 septembre 1980. Ces délais ont été fixés en application de la Directive 89/105/CEE du 21 décembre 1988 du Conseil des Communautés européennes concernant la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes nationaux d'assurance maladie;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 11 mai 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'annexe I de l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au chapitre I :

a) insérer les spécialités suivantes :

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 99 — 1433

[C - 99/22494]

19 MEI 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van de lijst gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 35, § 3, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995, 22 februari 1998 en 25 januari 1999 en bij de koninklijke besluiten van 23 december 1996 en 25 april 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de voorstellen, uitgebracht op 27 november 1997, 4 december 1997 en 8 oktober 1998 door de Technische Raad voor Farmaceutische Specialiteiten;

Gelet op de adviezen, uitgebracht op 18 juni 1998, 28 september 1998 en 12 november 1998 door de Dienst voor Geneeskundige Controle;

Gelet op de adviezen, uitgebracht op 25 juni 1998, 15 oktober 1998 en 21 januari 1999 door de Overeenkomstencommissie Apothekers - Verzekeringsinstellingen;

Gelet op het advies, uitgebracht op 25 maart 1999 door het Commissie voor Begrotingscontrole;

Gelet op de adviezen, uitgebracht op 13 juli 1998, 30 november 1998 en 29 maart 1999 door het Comité van de Verzekering voor Geneeskundige Verzorging;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat :

- het besluit verschillende generische specialiteiten bevat waarvan de aanneming moet toelaten een besparing te verwezenlijken; dat deze, met de andere maatregelen die werden getroffen, onontbeerlijk is om een evenwichtige begroting te bereiken voor de sector van de gezondheidszorg; dat het des te meer essentieel is daar de technische ramingen hebben doen blijken dat, bij onveranderd beleid, de wettelijke budgettaire doelstelling ruim overschreden zou worden;

- dat het besluit de termijnen bepaald in het koninklijk besluit van 2 september 1980 moet naleven. Deze termijnen werden bepaald in toepassing van de Richtlijn 89/105/EEG van 21 december 1988 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de doorzichtigheid van de maatregelen ter regeling van de prijsstelling van geneesmiddelen voor menselijk gebruik en de opneming daarvan in de nationale stelsels van gezondheidszorg;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 11 mei 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. In bijlage I van het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in hoofdstuk I :

a) de volgende specialiteiten invoegen :

criterium	Code	Benaming en verpakkingen	Opmer- kingen	Basis van tegemoeftkoming	I	II
---	---	-----	---	----	I	II
Critère	Code	Dénomination et conditionnements	Obser- vations	Base de remboursement		
B-15	1457-514 0749-697 0749-697	ATENOLOL-RATIOPHARM 50 Distributa compr. 28 x 50 mg * pr. compr. 1 x 50 mg ** pr. compr. 1 x 50 mg	G G G	348,- 9,07 7,46	52	87
B-15	1457-522 0749-705 0749-705	ATENOLOL-RATIOPHARM 100 Distributa compr. 28 x 100 mg * pr. compr. 1 x 100 mg ** pr. compr. 1 x 100 mg	G G G	626,- 16,32 13,39	94	156
B-56	1426-121 0743-963 0743-963	CONTRAMAL Continental Pharma gtt. 50 ml 100 mg/ml * pr. gtt. 1 x 1 ml 100 mg/ml ** pr. gtt. 1 x 1 ml 100 mg/ml		1.121,- 17,28 14,20	168	280
B-131	1457-530 1457-548 0749-713 0749-713	COTRIM FORTE-RATIOPHARM 800/160 Distributa compr. 10 x 800 mg/160 mg compr. 30 x 800 mg/160 mg * pr. compr. 1 x 800 mg/160 mg ** pr. compr. 1 x 800 mg/160 mg	G G G G	148,- 319,- 7,77 6,37	22 48	37 80
B-60	1400-589 0749-721 0749-721	DICLOFEMED 100 Ethimed compr. ret. 30 x 100 mg * pr. compr. ret. 1 x 100 mg ** pr. compr. ret. 1 x 100 mg	G G G	599,- 14,57 11,97	90	150
B-6	1457-555 1457-563 0749-739 0749-739	DILTIAZEM-RATIOPHARM 60 Distributa compr. 50 x 60 mg compr. 100 x 60 mg * pr. compr. 1 x 60 mg ** pr. compr. 1 x 60 mg	G G G G	356,- 570,- 4,16 3,42	53 85	89 142
A-25	1405-224 1405-232 0749-747 0749-754 0749-747 0749-754	FARMORUBICINE CytoVial Pharmacia & Upjohn vial 1 x 10 mg/5 ml vial 1 x 50 mg/25 ml * pr. vial 1 x 10 mg/5 ml * pr. vial 1 x 50 mg/25 ml ** pr. vial 1 x 10 mg/5 ml ** pr. vial 1 x 50 mg/25 ml		1.190,- 4.307,- 948,- 4.183,- 779,- 3.896,-	- -	- -
B-23	1301-076 1301-068 0749-846 0749-846	FLUDEX 1,5 mg Servier compr. 30 x 1,5 mg compr. 90 x 1,5 mg * pr. compr. 1 x 1,5 mg ** pr. compr. 1 x 1,5 mg		388,- 900,- 7,30 6,-	58 135	97 225
B-33	1457-407 0749-762 0749-762	FRAGMIN 7.500 I.U./0,3 ml Pharmacia & Upjohn s. inj. 10 x 7.500 I.U./ml/0,3 ml * pr. s. inj. 1 x 7.500 I.U./0,3 ml ** pr. s. inj. 1 x 7.500 I.U./0,3 ml		2.650,- 252,60 223,90	250	375
B-118	1457-431 0740-084 0740-084	KLINOTAB Lederle compr. 30 x 100 mg * pr. compr. 1 x 100 mg ** pr. compr. 1 x 100 mg		1.117,- 28,63 23,53	168	279
A-23	1457-449	LEUKERAN Glaxo Wellcome compr. 20 x 5 mg		336,-	-	-
B-240	1182-450 0749-853 0749-853	MOXON Solvay Pharma compr. 28 x 0,2 mg * pr. compr. 1 x 0,2 mg ** pr. compr. 1 x 0,2 mg		585,- 15,25 12,54	88	146

I = Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, §1 en §19 van de wet van 14.7.94 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.

I = Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, §1er et §19 de la loi du 14.7.94 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance.

II = Aandeel van de andere rechthebbenden.

II = Intervention des autres bénéficiaires.

Criterium	Code	Benaming en verpakkingen	Opmerkingen	Basis van tegemoetkoming		
---	---	-----	---	----	I	II
Critère	Code	Dénomination et conditionnements	Observations	Base de remboursement		
B-63		PIROXICAM-RATIOPHARM Distributa				
	1457-571	compr. 30 x 10 mg	G	385,-	58	96
	1457-589	compr. 30 x 20 mg	G	732,-	110	183
	1457-597	supp. 12 x 20 mg	G	339,-	51	85
	0749-770	* pr. compr. 1 x 10 mg	G	9,37		
	0749-788	* pr. compr. 1 x 20 mg	G	17,80		
	0749-796	* pr. supp. 1 x 20 mg	G	20,58		
	0749-770	** pr. compr. 1 x 10 mg	G	7,70		
	0749-788	** pr. compr. 1 x 20 mg	G	14,63		
	0749-796	** pr. supp. 1 x 20 mg	G	16,92		

b) supprimer les spécialités suivantes:

b) de volgende specialiteiten schrappen:

Benaming en verpakkingen
Dénomination et conditionnements

ANATOXAL Di - Te - Per Berna

BACTRIM Roche
compr. 50 x 80 mg/400 mg

BUTAZOLIDINE Novartis Pharma
amp. inj. 5 x 600 mg/3 ml
drag. 50 x 200 mg
supp. 5 x 250 mg
* pr. amp. inj. 1 x 600 mg/3 ml
* pr. supp. 1 x 250 mg
** pr. amp. inj. 1 x 600 mg/3 ml
** pr. supp. 1 x 250 mg

CATAPRESSAN M PERLONGUETTES Boehringer Ingelheim
caps. 70 x 0,150 mg

CATAPRESSAN PERLONGUETTES Boehringer Ingelheim
caps. 70 x 0,250 mg

CEFROM Hoechst Marion Roussel
** pr. fl. I.V. 1 x 500 mg
** pr. fl. pr. perf. 1 x 1 g

CIBACALCINE Novartis Pharma

CONTRIX "28" Codali

CORTIPHENICOL Bouchara

CYTOMEL SmithKline Beecham Pharma

DIGITALINE NATIVELLE Procter & Gamble Pharm.
amp. inj. 6 x 0,2 mg/ml
gtt. 10 ml 1 mg/ml
* pr. amp. inj. 1 x 0,2 mg/ml
* pr. gtt. 1 x 1 mg/ml
** pr. amp. inj. 1 x 0,2 mg/ml
** pr. gtt. 1 x 1 mg/ml

DIGOXINE NATIVELLE Procter & Gamble Pharm.

amp. inj. 6 x 0,5 mg/2 ml
* pr. amp. inj. 1 x 0,5 mg/2 ml
** pr. amp. inj. 1 x 0,5 mg/2 ml

DOMINAL FORTE Asta

compr. 20 x 80 mg

DTIC-DOME Bayer

fl. inj. pulv. 12 x 100 mg
* pr. fl. inj. pulv. 12 x 100 mg
** pr. fl. inj. pulv. 12 x 100 mg

DUOVAX Pasteur Mérieux MSD

EPICRISINE S.M.B.

FARLUTAL - DEPOT Pharmacia & Upjohn

FLUORO-URACIL Roche

GASTROGRAFINE Schering

fl. 100 ml

GYNO-TRAVOGEN Schering

crème vag. 40 g 10 mg/g
* pr. crème vag. 1 x 5 g 10 mg/g
** pr. crème vag. 1 x 5 g 10 mg/g

HEPARINE Novo Nordisk

HEPARINE LENTE Novo Nordisk

HOSTACYCLINE "500" Hoechst Marion Roussel

IMAP Janssen-Cilag

amp. inj. 6 x 2 mg/ml
* pr. amp. inj. 1 x 2 mg/ml
** pr. amp. inj. 1 x 2 mg/ml

IMPROMEN Janssen-Cilag

gtt. 30 ml 10 mg/ml
* pr. gtt. 1 x 10 mg/ml
** pr. gtt. 1 x 10 mg/ml

IMPROMEN DECANOAS Janssen-Cilag

amp. inj. 1 x 150 mg/3 ml
* pr. amp. inj. 1 x 150 mg/3 ml
** pr. amp. inj. 1 x 150 mg/3 ml

INSULINES ULTRA-LENTE MC Novo Nordisk

fl. inj. 10 ml 100 I.U./ml
* pr. 1 x 100 I.U./ml
** pr. 1 x 100 I.U./ml

IODOSORB Lagepha

LEDERCORT Lederle

compr. 15 x 8 mg
compr. 50 x 8 mg
* pr. compr. 1 x 8 mg
** pr. compr. 1 x 8 mg

LEDERTREXATE SP FORTE Lederle

* pr. fl. inj. 1 x 200 mg/8 ml

** pr. fl. inj. 1 x 200 mg/8 ml

LOPRESOR OROS 100 Novartis Pharma

LOPRESOR OROS 200 Novartis Pharma

MACROMYCINE Farmabel

dos. or. 8 x 1 g

MAXZIDE Lederle

compr. 56 x 75 mg/50 mg

MEDIHALER-ISO 3M Pharma

MEDIHALER-ISO-FORTE 3M Pharma

MERONEM I.M. Zeneca

MINISTAT Organon

MONTRICIN Prospa

MYSOLINE Zeneca

compr. 100 x 250 mg

NATULAN Roche

NEGABAN Beecham

* pr. fl. I.M. 1 x 500 mg

* pr. fl. I.M. 1 x 1 g

** pr. fl. I.M. 1 x 500 mg

** pr. fl. I.M. 1 x 1 g

ORACILLINE Rhône-Poulenc Rorer

compr. 15 x 1.000.000 U.

* pr. compr. 1 x 1.000.000 U.

** pr. compr. 1 x 1.000.000 U.

ORAP Janssen-Cilag

gtt. 14 ml 2,5 mg/ml

* pr. gtt. 1 x 2,5 mg/ml

** pr. gtt. 1 x 2,5 mg/ml

ORBENIN Beecham

caps. 16 x 250 mg

* pr. caps. 1 x 250 mg

** pr. caps. 1 x 250 mg

OVULEN 50 Searle

PALFIUM Janssen-Cilag

PEDIAVAX Pasteur Mérieux MSD

PERTROFAN Novartis Pharma

drag. 30 x 25 mg

PIMAFUCORT Yamanouchi

PIROXICAM EG Eurogenerics
caps. 30 x 10 mg
caps. 60 x 10 mg
* pr. caps. 1 x 10 mg
** pr. caps. 1 x 10 mg

PREFERID Yamanouchi

PRIMOLUT NOR 5 mg Schering
compr. 20 x 5 mg

PROFASI 10.000 Serono
amp. lyoph. inj. 3 x 10.000 I.U. + solv.

PROGYNON-DEPOT 10 mg Schering

PROLOPA "250" Roche
caps. 30 x 200 mg/50 mg

PROLUTON DEPOT Schering
amp. inj. 3 x 250 mg/ml
* pr. amp. inj. 1 x 250 mg/ml
** pr. amp. inj. 1 x 250 mg/ml

PROSTIGMINE ICN

REVERIN I.V. Hoechst Marion Roussel

SPASFON Lafon

SYNALAR Yamanouchi

SYNALAR FORTE Yamanouchi

SYNALAR BI-OPHTALMIC Yamanouchi

SYNALAR BI-OTIC Yamanouchi

SYNALAR GAMMA Yamanouchi

TELEBRIX 38 Codali
amp. inj. 60 ml
amp. inj. 100 ml
amp. inj. 200 ml
* pr. amp. inj. 60 ml
* pr. amp. inj. 100 ml
* pr. amp. inj. 200 ml
** pr. amp. inj. 60 ml
** pr. amp. inj. 100 ml
** pr. amp. inj. 200 ml

TOFRANIL Novartis Pharma
amp. inj. 10 x 25 mg/2 ml
drag. 250 x 10 mg
drag. 50 x 25 mg
* pr. amp. inj. 1 x 25 mg/2 ml
** pr. amp. inj. 1 x 25 mg/2 ml

TOPICORTE Hoechst Marion Roussel

TRIACILLINE Beecham

** pr. fl. inj. 1 x 5 g

** pr. fl. perf. 1 x 5 g

TRILUDAN 120 Hoechst Marion Roussel

compr. 20 x 120 mg

* pr. compr. 1 x 120 mg

** pr. compr. 1 x 120 mg

TURBOCALCIN SmithKline Beecham**UROKINASE Bournonville Pharma**

* pr. fl. inj. lyoph. 1 x 75.000 U.I./10 ml + solv.

* pr. fl. inj. lyoph. 1 x 225.000 U.I./20 ml + solv.

** pr. fl. inj. lyoph. 1 x 75.000 U.I./10 ml + solv.

** pr. fl. inj. lyoph. 1 x 225.000 U.I./20 ml + solv.

VALORON Warner Lambert

amp. inj. 5 x 100 mg/2 ml

* pr. amp. inj. 1 x 100 mg/2 ml

** pr. amp. inj. 1 x 100 mg/2 ml

VIBRAMYCINE Pfizer

fl. pulv. I.V. 1 x 200 mg

* pr. fl. pulv. I.V. 1 x 200 mg

** pr. fl. pulv. I.V. 1 x 200 mg

- c) ajouter une note en bas de page renvoyant à la spécialité GASTROGRAFINE Schering, libellée comme suit:

"Conformément aux dispositions de l'article 15 du présent arrêté, le montant dû par l'assurance est calculé par fl. 100 ml.";

- d) supprimer les notes en bas de page renvoyant aux spécialités PROSTIGMINE ICN, REVERIN I.V. Hoechst Marion Roussel et TRIACILLINE Beecham;

- e) modifier comme suit l'inscription des spécialités suivantes:

- c) een naar de specialiteit GASTROGRAFINE Schering verwijzende voetnoot, luidend als volgt, toevoegen:

"Conform de bepalingen van artikel 15 van dit besluit is het door de verzekering verschuldigde bedrag berekend per fl. 100 ml.";

- d) de voetnoten die naar de specialiteiten PROSTIGMINE ICN, REVERIN I.V. Hoechst Marion Roussel en TRIACILLINE Beecham verwijzen schrappen;

- e) als volgt de inschrijving wijzigen van de volgende specialiteiten:

Critérium	Code	Benaming en verpakkingen	Opmerkingen	Basis van tegemoetkoming		
---	---	-----	---	---	I	III
Critère	Code	Dénomination et conditionnements	Observations	Base de remboursement		
B-131	0701-359 0701-359	BACTRIM Roche * pr. compr. 1 x 80 mg/400 mg ** pr. compr. 1 x 80 mg/400 mg		6,55 5,40		
B-59	0702-290 0702-290	BUTAZOLIDINE Novartis Pharma * pr. drag. 1 x 200 mg ** pr. drag. 1 x 200 mg		2,65 2,15		
B-176	0707-885 0707-885	GASTROGRAFINE Schering * pr. ml ** pr. ml		2,38 1,96		

Criterion	Code	Benaming en verpakkingen	Opmerkingen	Basis van tegemoetkoming		
---	---	-----	---	----	I	II
Critère	Code	Dénomination et conditionnements	Observations	Base de remboursement		
B-28	0731-976	MAXZIDE Lederle * pr. compr. 1 x 75 mg/50 mg		11,32		
	0731-976	** pr. compr. 1 x 75 mg/50 mg		9,29		
B-56	0747-832	MORPHIPHAR 10 Unicophar * pr. compr. 1 x 10 mg	G	5,93		
	0747-832	** pr. compr. 1 x 10 mg	G	4,87		
B-56	0747-840	MORPHIPHAR 30 Unicophar * pr. compr. 1 x 30 mg	G	14,77		
	0747-840	** pr. compr. 1 x 30 mg	G	12,13		
B-92	0735-274	PROFASI 10.000 Serono * pr. amp. lyoph. inj. 1 x 10.000 I.U. + solv.		310,-		
	0735-274	** pr. amp. lyoph. inj. 1 x 10.000 I.U. + solv.		255,-		
B-14	1314-780	PROPRAPHAR RETARD Unicophar caps. 56 x 160 mg	C	646,-	97	161
	0748-392	* pr. caps. 1 x 160 mg	C	8,43		
	0748-392	** pr. caps. 1 x 160 mg	C	6,91		
B-73	0716-290	REDOMEX DIFFUCAPS Lundbeck * pr. caps. ret. 1 x 25 mg		4,03		
	0716-308	* pr. caps. ret. 1 x 50 mg		6,53		
	0716-316	* pr. caps. ret. 1 x 75 mg		9,55		
	0716-290	** pr. caps. ret. 1 x 25 mg		3,33		
	0716-308	** pr. caps. ret. 1 x 50 mg		5,38		
	0716-316	** pr. caps. ret. 1 x 75 mg		7,85		
A-22	0615-096	RHESUMAN Berna s. inj. 1 x 300 mcg/2 ml		1.877,-	-	-
	0731-869	* pr. s. inj. 1 x 300 mcg/2 ml		1.753,-		
	0731-869	** pr. s. inj. 1 x 300 mcg/2 ml		1.466,-		
A-22	0807-081	RhoGAM Ortho vial inj. 1 x 300 mcg		1.812,-	-	-
	0716-472	* pr. vial inj. 1 x 300 mcg		1.753,-		
	0716-472	** pr. vial inj. 1 x 300 mcg		1.466,-		
B-73	0719-492	TOFRANIL Novartis Pharma * pr. drag. 1 x 10 mg		1,20		
	0719-492	** pr. drag. 1 x 10 mg		0,98		

f) modifier comme suit l'inscription des spécialités suivantes:

f) als volgt de inschrijving wijzigen van de volgende specialiteiten:

Criterion	Code	Benaming en verpakkingen	Opmerkingen	Basis van tegemoetkoming		
---	---	-----	---	----	I	II
Critère	Code	Dénomination et conditionnements	Observations	Base de remboursement		
B-94	0071-217	PRE-PAR Solvay Pharma amp. inj. 1 x 50 mg/5 ml		107,-	16	27
	0079-483	compr. 40 x 10 mg		541,-	81	135
	0715-532	* pr. amp. inj. 1 x 50 mg/5 ml		78,-		
	0715-540	* pr. compr. 1 x 10 mg		9,88		
	0715-532	** pr. amp. inj. 1 x 50 mg/5 ml		64,-		
	0715-540	** pr. compr. 1 x 10 mg		8,10		
B-94	0666-776	PRE-PAR RETARD Solvay Pharma caps. 20 x 40 mg		921,-	138	230
	0733-394	* pr. caps. 1 x 40 mg		33,60		
	0733-394	** pr. caps. 1 x 40 mg		27,60		

2° au chapitre III-A:

2° in hoofdstuk III-A:

a) sous 1):

a) sub 1):

- supprimer les spécialités suivantes:

- de volgende specialiteiten schrappen:

Benaming en verpakkingen
Dénomination et conditionnements

GLUCOSE 50% Baxter

GLUCOSE 10% Braun

fl. 500 ml

* pr. fl. 500 ml

** pr. fl. 500 ml

GLUCOSE 30% Braun

fl. 500 ml (fl. 1.000 ml)

* pr. fl. 500 ml (fl. 1.000 ml)

** pr. fl. 500 ml (fl. 1.000 ml)

INVERTOSE 5% Braun

INVERTOSE 10% Braun

LEVULOSE 10% Braun

SORBITOL 5% Braun

OSMOFUNDIN 10% Braun

OSMOFUNDIN 20% Braun

PRIMENE 5% Clintec

HAES-STERIL 6% Fresenius

HAES-STERIL 10% Fresenius

LIPOVENOS 10% Fresenius

fl. 250 ml

* pr. fl. 250 ml

** pr. fl. 250 ml

PLASMASTERIL Fresenius

PROTEINSTERIL KE NEPHRO Fresenius

b) sous 2):

b) sub 2):

- insérer la spécialité suivante:

- de volgende specialiteit invoegen:

Critérium	Code	Benaming en verpakkingen	Opmerkingen	Basis van tegemoetkoming		
---	---	-----	---	----	I	II
Critère	Code	Dénomination et conditionnements	Observations	Base de remboursement		
B-182		GLUCOSE 5% Dirinco				
	1457-456	zak - sac 100 ml	C/M	77,-	12	19
	1457-464	zak - sac 250 ml	C/M	82,-	12	20
	1457-472	zak - sac 500 ml	C/M	94,-	14	23
	1457-480	zak - sac 1.000 ml	C/M	114,-	17	28
	0749-804	* pr. zak - sac 100 ml	C	56,-		
	0749-812	* pr. zak - sac 250 ml	C	60,-		
	0749-820	* pr. zak - sac 500 ml	C	69,-		
	0749-838	* pr. zak - sac 1.000 ml	C	83,-		
	0749-804	** pr. zak - sac 100 ml	C	46,-		
	0749-812	** pr. zak - sac 250 ml	C	49,-		
	0749-820	** pr. zak - sac 500 ml	C	56,-		
	0749-838	** pr. zak - sac 1.000 ml	C	68,-		

- supprimer les spécialités suivantes:

- de volgende specialiteiten schrappen:

Benaming en verpakkingen
Dénomination et conditionnements

SORBITOL 5% Braun

SORBITOL 10% Braun

INVERTOSE 10% Braun

GELOPLASMA Fresenius

zak-sac 500 ml 3%

* pr. zak-sac 500 ml 3%

** pr. zak-sac 500 ml 3%

HAES-STERIL 6% Fresenius

fl. 500 ml

* pr. fl. 500 ml

** pr. fl. 500 ml

HAES-STERIL 10% Fresenius

fl. 500 ml

* pr. fl. 500 ml

** pr. fl. 500 ml

PLASMASTERIL Fresenius

fl. 500 ml

* pr. fl. 500 ml

** pr. fl. 500 ml

3° au chapitre IV-B):

3° in hoofdstuk IV-B):

a) au § 5, modifier comme suit l'inscription de la spécialité suivante:

a) in § 5, als volgt de inschrijving wijzigen van de volgende specialiteit:

Criterium	Code	Benaming en verpakkingen	Opmerkingen	Basis van tegemoetkoming		
---	---	-----	---	----	I	II
Critère	Code	Dénomination et conditionnements	Observations	Base de remboursement		
B-53	0104-042 0725-952 0725-952	BIFITERAL Solvay Pharma sir. 500 ml 10 g/15 ml * pr. sir. 500 ml 10 g/15 ml ** pr. sir. 500 ml 10 g/15 ml		331,- 242,- 198,-	50	83

b) au § 31, supprimer la spécialité IODOSORB Lagepha;

c) au § 37, supprimer les spécialités BEPHEN Thilo et VIDARABINE Thilo;

d) au § 41:

1) remplacer le premier alinéa par le suivant:

"§ 41 . Les spécialités suivantes ne font l'objet d'un remboursement en catégorie A que si elles ont été utilisées:"

2) modifier comme suit l'inscription des spécialités suivantes:

b) in § 31, de specialiteit IODOSORB Lagepha schrappen;

c) in § 37, de specialiteiten BEPHEN Thilo en VIDARABINE Thilo schrappen;

d) in § 41:

1) het eerste lid door het volgend vervangen:

"§ 41 . - 1° De volgende specialiteiten worden alleen vergoed in categorie A als ze zijn gebruikt:"

2) als volgt de inschrijving wijzigen van de volgende specialiteiten:

Criterium	Code	Benaming en verpakkingen	Opmerkingen	Basis van tegemoetkoming		
---	---	-----	---	----	I	II
Critère	Code	Dénomination et conditionnements	Observations	Base de remboursement		
A-10	0493-379 0736-082 0736-082	GENOTONORM Pharmacia & Upjohn vial inj. 1 x 16 I.U. * pr. vial inj. 1 x 16 I.U. ** pr. vial inj. 1 x 16 I.U.	M	7.681,- 7.557,- 7.270,-	-	-
A-10	0288-035 0739-896 0739-896	GENOTONORM KABIVIAL Pharmacia & Upjohn vial I.M./S.C. 1 x 16 I.U. * pr. vial I.M./S.C. 1 x 16 I.U. ** pr. vial I.M./S.C. 1 x 16 I.U.	M	7.681,- 7.557,- 7.270,-	-	-

3) supprimer les spécialités suivantes:

3) de volgende specialiteiten schrappen:

Benaming en verpakkingen
Dénomination et conditionnements

GENOTONORM Pharmacia & Upjohn
fl. lyoph. inj. 1 x 4 I.U. + solv.
* pr. fl. lyoph. inj. 1 x 4 I.U. + solv.
** pr. fl. lyoph. inj. 1 x 4 I.U. + solv.

SAIZEN Serono
fl. inj. 1 x 10 I.U. + solv.
* pr. fl. inj. 1 x 10 I.U. + solv.
** pr. fl. inj. 1 x 10 I.U. + solv.

4) ajouter un point 2° rédigé comme suit:

"2° - Les spécialités suivantes sont remboursées en catégorie B si elles sont utilisées comme traitement de substitution chez l'adulte à partir de 18 ans, en cas de déficience marquée en hormone de croissance (Growth Hormone Deficiency ou GHD), démontrée par un pic en hormone de croissance ne dépassant pas la valeur de 10 m U.I./L lors de deux tests dynamiques réalisés à l'aide de sécrétagogues connus de l'hormone de croissance.

Les patients doivent également répondre aux critères suivants:

- si la GHD a été diagnostiquée pendant l'enfance, le patient doit subir de nouveaux tests à l'âge adulte pour confirmer la GHD avant d'instaurer un traitement de substitution;
- si le diagnostic de GHD a été posé à l'âge adulte, le patient doit présenter une GHD d'origine hypothalamo-hypophysaire connue et au moins une autre déficience hormonale hypophysaire (à l'exception de la prolactine). Un traitement de substitution adéquat de cette déficience hormonale associée sera instauré avant de commencer le traitement de substitution par l'hormone de croissance.

Sur base d'un rapport écrit circonstancié, rédigé par un spécialiste en endocrinodiabétologie, démontrant que les critères sont respectés, le médecin-conseil délivre une autorisation dont le modèle est fixé sous «d» de l'annexe III du présent arrêté et dont la durée de validité est limitée à 12 mois.

4) een als volgt opgesteld punt 2° toevoegen:

"2° - De volgende specialiteiten worden vergoed in categorie B als ze worden gebruikt als substitutietherapie bij volwassenen vanaf 18 jaar in geval van uitgesproken groeihormoondeficiëntie (Growth Hormone Deficiency of GHD), aangetoond door een groeihormonenpiek die de waarde van 10 mI.E./l niet overschrijdt, bij twee dynamische tests die worden uitgevoerd met behulp van door het groeihormoon gekende secretagogen.

De patiënten moeten eveneens voldoen aan de volgende criteria:

- als de GHD is gediagnosticeerd tijdens de kindertijd, moet de patiënt nieuwe tests ondergaan op volwassen leeftijd om de groeihormoondeficiëntie te bevestigen alvorens een substitutietherapie wordt aangevat;
- als de diagnose GHD is gesteld op volwassen leeftijd, moet de patiënt een groeihormoondeficiëntie hebben als gevolg van een hypothalamohypofysaire stoornis en ten minste één andere hypofysaire hormoondeficiëntie (met uitzondering van prolactine). Een adequate substitutietherapie voor die daaraan verbonden groeihormoondeficiëntie moet worden ingesteld alvorens de substitutietherapie met groeihormoon wordt aangevat.

Op grond van een omstandig schriftelijk verslag, opgesteld door een endocrinodiabétologie specialist, waaruit blijkt dat aan de criteria is voldaan, levert de adviserend geneesheer de machtiging af waarvan het model is vastgesteld onder «d» van de bijlage III bij dit besluit en waarvan de geldigheidsduur beperkt is tot 12 maanden.

Des prolongations de cette période de douze mois peuvent être accordées sur base du document «d» dûment complété par le médecin spécialiste précité et renvoyé au médecin-conseil de l'organisme assureur.

Verlengingen van deze periode van 12 maanden kunnen worden toegestaan op grond van het document «d» dat door de voornoemde geneesheer-specialist behoorlijk is ingevuld en is teruggestuurd naar de adviserend geneesheer van de verzekeringsinstelling.

Criterium	Code	Benaming en verpakkingen	Opmerkingen	Basis van tegemoetkoming	I	II
---	---	-----	---	----	I	II
Critère	Code	Dénomination et conditionnements	Observations	Base de remboursement		
B-239	0493-379 0736-082 0736-082	GENOTONORM Pharmacia & Upjohn vial inj. 1 x 16 I.U. * pr. vial inj. 1 x 16 I.U. ** pr. vial inj. 1 x 16 I.U.	M	7.681,- 7.557,- 7.270,-	250	375
B-239	0288-035 0739-896 0739-896	GENOTONORM KABIVIAL Pharmacia & Upjohn vial I.M./S.C. 1 x 16 I.U. * pr. vial I.M./S.C. 1 x 16 I.U. ** pr. vial I.M./S.C. 1 x 16 I.U.	M	7.681,- 7.557,- 7.270,-	250	375
B-239	0664-243 0732-446 0732-446	NORDITROPIN Novo Nordisk fl. inj. 1 x 12 I.U. + solv. * pr. fl. inj. 1 x 12 I.U. + solv. ** pr. fl. inj. 1 x 12 I.U. + solv.	M	5.864,- 5.740,- 5.453,-	250	375
B-239	1027-424 0739-987 0739-987	NORDITROPIN PENSET 12 Novo Nordisk fl. inj. 1 x 12 I.U. + solv. * pr. fl. inj. 1 x 12 I.U. + solv. ** pr. fl. inj. 1 x 12 I.U. + solv.	M	5.864,- 5.740,- 5.453,-	250	375
B-239	1085-893 0741-348 0741-348	NORDITROPIN PENSET 24 Novo Nordisk fl. inj. 1 x 24 I.U. + solv. * pr. fl. inj. 1 x 24 I.U. + solv. ** pr. fl. inj. 1 x 24 I.U. + solv.	M	11.316,- 11.192,- 10.905,-	250	375

e) au § 44, supprimer les spécialités suivantes:

e) in § 44, de volgende specialiteiten schrappen:

Benaming en verpakkingen
Dénomination et conditionnements

CEFROM Hoechst Marion Roussel
fl. I.V. 1 x 500 mg
fl. pr. perf. 1 x 1 g
* pr. fl. I.V. 1 x 500 mg
* pr. fl. pr. perf. 1 x 1 g

MERONEM I.M. Zeneca

TRIACILLINE Beecham

f) au § 46-1°, supprimer la spécialité HEALON YELLOW Pharmacia & Upjohn;

f) in § 46-1°, de specialiteit HEALON YELLOW Pharmacia & Upjohn schrappen;

- g) au § 47 - 1°, remplacer les deux premiers alinéa par les suivants:

"§ 47 - 1°. Les spécialités suivantes ne font l'objet d'un remboursement que s'il est démontré qu'elles sont utilisées pour le traitement du carcinome de la prostate qui est métastaté ou localement invasif.

Le remboursement de la spécialité ZOLADEX est également autorisé si elle est utilisée pour obtenir une réduction de la masse tumorale maligne en vue d'une prostatovésiculectomie totale curative ou dans le traitement du cancer du sein invasif chez les femmes pré- et péri-ménopausées justifiées d'un traitement hormonal."

- h) au § 52, remplacer la réglementation par la suivante:

"§ 52. La spécialité reprise ci-après ne fait l'objet d'un remboursement que si elle a été utilisée dans le traitement d'une cryptorchidie véritable uni- ou bilatérale et non une pseudo-cryptorchidie, en cas de testicules rétractiles, chez un enfant de moins de 12 ans."

- i) au § 64 - 1°:

- 1) insérer le traitement de l'affection suivante:

"hypernéphrome avancé, soit en cas d'extension de la tumeur primitive au-delà du fascia rénal, soit en cas de récurrence après résection partielle, soit en cas de métastases";

- g) in § 47 - 1°, de twee eerste leden door de volgende vervangen:

"§ 47 - 1°. De volgende specialiteiten kunnen slechts worden terugbetaald indien aangetoond is dat ze gebruikt worden bij de behandeling van prostaatacarcinoom dat gemetastaseerd is of lokaal doorgroeid.

De vergoeding van de specialiteit ZOLADEX is eveneens toegestaan als deze gebruikt wordt om een reductie van de kwaadaardige tumor-grootte te verkrijgen met het oog op een curatieve totale prostavesiculectomie of bij de behandeling van gevorderde borstkanker bij pre- en perimenopauzale vrouwen geschikt voor hormonale behandeling."

- h) in § 52, de reglementering door het volgende vervangen:

"§ 52. De volgende specialiteit komt slechts in aanmerking voor een terugbetaling als ze wordt gebruikt bij een behandeling van een echt uni- of bilateraal cryptorchisme en geen pseudo-cryptorchisme in geval van retractiele teelballen, bij een kind jonger dan 12 jaar."

- i) in § 64 - 1°:

- 1) de behandeling van de volgende aandoening invoegen:

"gevorderd hypernefroom, hetzij in het geval van een uitbreiding van de oorspronkelijke tumor verder dan de renale fascia, hetzij in het geval van een recidief na gedeeltelijke resectie, hetzij in het geval van metastasen";

2) modifier comme suit l'inscription de la spécialité suivante:

2) als volgt de inschrijving wijzigen van de volgende specialiteit:

Criterion	Code	Benaming en verpakkingen	Opmerkingen	Basis van tegemoetkoming		
---	---	-----	---	----	I	II
Critère	Code	Dénomination et conditionnements	Observations	Base de remboursement		
A-28		ROFERON A Roche				
	1015-049	fl. amp. I.M./S.C. 1 x 4.500.000 I.U.		1.693,-	-	-
	1015-056	fl. amp. I.M./S.C. 6 x 4.500.000 I.U.		8.101,-	-	-
	1015-064	fl. amp. I.M./S.C. 1 x 9.000.000 I.U.		2.975,-	-	-
	1015-072	fl. amp. I.M./S.C. 6 x 9.000.000 I.U.		15.791,-	-	-
	0740-167	* pr. fl. amp. I.M./S.C. 1 x 4.500.000 I.U.		1.329,50		
	0740-175	* pr. fl. amp. I.M./S.C. 1 x 9.000.000 I.U.		2.611,17		
	0740-167	** pr. fl. amp. I.M./S.C. 1 x 4.500.000 I.U.		1.281,67		
	0740-175	** pr. fl. amp. I.M./S.C. 1 x 9.000.000 I.U.		2.563,33		

j) au § 64 - 2°, modifier comme suit l'inscription de la spécialité suivante:

j) in § 64 - 2°, als volgt de inschrijving wijzigen van de volgende specialiteit:

Criterion	Code	Benaming en verpakkingen	Opmerkingen	Basis van tegemoetkoming		
---	---	-----	---	----	I	II
Critère	Code	Dénomination et conditionnements	Observations	Base de remboursement		
B-203		ROFERON A Roche				
	1015-049	fl. amp. I.M./S.C. 1 x 4.500.000 I.U.		1.693,-	250	375
	1015-056	fl. amp. I.M./S.C. 6 x 4.500.000 I.U.		8.101,-	250	375
	1015-064	fl. amp. I.M./S.C. 1 x 9.000.000 I.U.		2.975,-	250	375
	1015-072	fl. amp. I.M./S.C. 6 x 9.000.000 I.U.		15.791,-	250	375
	0740-167	* pr. fl. amp. I.M./S.C. 1 x 4.500.000 I.U.		1.329,50		
	0740-175	* pr. fl. amp. I.M./S.C. 1 x 9.000.000 I.U.		2.611,17		
	0740-167	** pr. fl. amp. I.M./S.C. 1 x 4.500.000 I.U.		1.281,67		
	0740-175	** pr. fl. amp. I.M./S.C. 1 x 9.000.000 I.U.		2.563,33		

k) au § 66, supprimer les spécialités suivantes:

k) in § 66, de volgende specialiteiten schrappen:

Benaming en verpakkingen
Dénomination et conditionnements

CALSYNAR INTRANASAL Rhône-Poulenc Rorer
spray nas. 14 dos. 100 I.U./dos.
* pr. spray nas. 14 dos. 100 I.U./dos.
** pr. spray nas. 14 dos. 100 I.U./dos.

TURBOCALCIN SmithKline Beecham

1) au § 85, supprimer les spécialités suivantes:

1) in § 85, de volgende specialiteiten schrappen:

Benaming en verpakkingen
Dénomination et conditionnements

H.R.F. Wyeth
fl. inj. pulv. 1 x 0,5 mg

LUTRELEF Ferring

Art. 2. A l'annexe II du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) à la rubrique I.4. :

- compléter le point 5 par les termes "autre que sélective sur les récepteurs imidazolés I₁";

- ajouter un point 15 libellé comme suit : "les sympatholytiques à action centrale sélective sur les récepteurs imidazolés I₁. - Critère B-240".

b) à la rubrique V.7. :

- compléter le point 2 par les termes "destinée au traitement chez l'enfant";

- ajouter un point 4 libellé comme suit : "l'hormone somatotrope destinée au traitement chez l'adulte. - Critère B-239".

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur Belge*, à l'exception des dispositions de l'article 1^{er}, 1° f) et 3° a), i) 2) et j) qui entrent en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 mai 1999.

Mme M. DE GALAN

Art. 2. In bijlage II van hetzelfde besluit, worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) onder rubriek I.4. :

- aan punt 5 de woorden "andere dan selectieve op de imidazoline-receptoren I₁ toe te voegen;

- een als volgt opgesteld punt 15 toevoegen : "sympatholytica met centrale werking selectief op de imidazoline-receptoren I₁. - Criterium B-240".

b) onder rubriek V.7. :

- aan punt 2 de woorden "bestemd voor de behandeling bij het kind" toe te voegen;

- een als volgt opgesteld punt 4 toevoegen : "somatotroop hormoon bestemd voor de behandeling bij de volwassene. - Criterium B-239".

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat de dag na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de bepalingen van artikel 1, 1° f) en 3° a), i) 2) en j) die treedt in werking de eerste dag van de tweede maand die volgt op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 19 mei 1999.

Mevr. M. DE GALAN

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 99 — 1434

[C - 03259]

29 AVRIL 1999. — Arrêté royal portant agrément d'institutions culturelles pour l'application de l'article 104, 3°, d, du Code des impôts sur les revenus 1992 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 104, 3°, d, modifié par la loi du 22 décembre 1998;

Vu l'AR/CIR 92, notamment l'article 58;

Vu les avis de l'inspecteur des finances, donnés le 16 décembre 1998 et le 29 mars 1999;

Vu les accords du Ministre du Budget, donnés le 12 février 1999 et le 7 avril 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant :

— que le présent arrêté intervient en vue de déterminer l'immunité fiscale à accorder aux libéralités faites en argent à des institutions culturelles au cours des années civiles 1995 à 2001;

— que les institutions culturelles et les contribuables doivent en l'espèce être informés le plus rapidement possible;

— que le présent arrêté doit donc être pris sans retard;

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 99 — 1434

[C - 03259]

29 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot erkenning van culturele instellingen voor de toepassing van artikel 104, 3°, d, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, inzonderheid op artikel 104, 3°, d, gewijzigd bij de wet van 22 december 1998;

Gelet op het KB/WIB 92, inzonderheid op artikel 58;

Gelet op de adviezen van de inspecteur van financiën, gegeven op 16 december 1998 en 29 maart 1999;

Gelet op de akkoordbevindingen van de Minister van Begroting van 12 februari 1999 en 7 april 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende :

— dat dit besluit medebepalend is voor de belastingvrijstelling te verlenen voor giften in geld gedaan tijdens de kalenderjaren 1995 tot 2001 aan culturele instellingen;

— dat de culturele instellingen en de belastingplichtigen terzake zo spoedig mogelijk moeten worden ingelicht;

— dat dit besluit dus onverwijld moet worden getroffen;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application de l'article 104, 3^e, d, du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié par la loi du 22 décembre 1998, sont agréées :

1° pour les années civiles 1995, 1996 et 1997, l'institution culturelle reprise à la rubrique 1 de l'annexe au présent arrêté;

2° pour les années civiles 1996, 1997 et 1998, l'institution culturelle reprise à la rubrique 2 de l'annexe au présent arrêté;

3° pour les années civiles 1997 et 1998, l'institution culturelle reprise à la rubrique 3 de l'annexe au présent arrêté;

4° pour les années civiles 1997, 1998 et 1999, les institutions culturelles reprises à la rubrique 4 de l'annexe au présent arrêté;

5° pour l'année civile 1998, les institutions culturelles reprises à la rubrique 5 de l'annexe au présent arrêté;

6° pour les années civiles 1998 et 1999, les institutions culturelles reprises à la rubrique 6 de l'annexe au présent arrêté;

7° pour les années civiles 1998, 1999 et 2000, les institutions culturelles reprises à la rubrique 7 de l'annexe au présent arrêté;

8° pour les années civiles 1999, 2000 et 2001, les institutions culturelles reprises à la rubrique 8 de l'annexe au présent arrêté.

Art. 2. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Annexe à l'arrêté royal du 29 avril 1999

Rubrique 1 (1995 1996 1997)

« Les Amis de l'Orchestre national de Belgique », a.s.b.l., rue de Florence 53, 1050 Bruxelles 5.

Rubrique 2 (1996 1997 1998)

« Centre d'Animation en Langues », boulevard Emile Jacqmain 162-29 (WTC), 1000 Bruxelles 1.

Rubrique 3 (1997 1998)

« Ziekenzorg van de Christelijke Mutualiteiten », a.s.b.l., rue de la Loi 121, 1040 Bruxelles 4.

Rubrique 4 (1997 1998 1999)

« Festival van Vlaanderen Internationaal Brussel-Europa », a.s.b.l., rue Ravenstein 60, 1000 Bruxelles 1.

« Jeugd en Poëzie », a.s.b.l., avenue du Forum 4, 1020 Bruxelles 2.

« Triennale internationale de la Tapisserie et des Arts du Tissu de Tournai », a.s.b.l., rue Saint-Martin 30, 7500 Tournai.

« De Warande », a.s.b.l., rue Zinner 1, 1000 Bruxelles 1.

Rubrique 5 (1998)

« Bruxelles, Ville européenne de la Culture de l'An 2000 - Brussel, Europese Cultuurstad van het Jaar 2000 », a.s.b.l., Grand Place 1, 1000 Bruxelles 1.

« Stichting Vlaams Erfgoed », a.s.b.l., rue de la Montagne 72, 1000 Bruxelles 1.

Rubrique 6 (1998 1999)

« Association pour le Volontariat », a.s.b.l., rue Royale 11, 1000 Bruxelles 1.

« Les Amis de la Maison d'Erasmus », a.s.b.l., rue du Chapitre 31, 1070 Bruxelles 7.

« Les Grignoux », a.s.b.l., rue Soeurs de Hasque 9, 4000 Liège.

Rubrique 7 (1998 1999 2000)

« Adeppi », a.s.b.l., avenue Prosper Matthys 25, 1190 Bruxelles 19.

« Algemeen Nederlands Zangverbond », a.s.b.l., C. Huysmanslaan 93, 2020 Antwerpen.

« Archief en Documentatiecentrum voor het Vlaams-nationalisme », a.s.b.l., Lange Leemstraat 26, 2018 Antwerpen.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van artikel 104, 3^e, d, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, gewijzigd bij de wet van 22 december 1998, worden erkend :

1° voor de kalenderjaren 1995, 1996 en 1997, de culturele instelling vermeld in rubriek 1 van de bijlage van dit besluit;

2° voor de kalenderjaren 1996, 1997 en 1998, de culturele instelling vermeld in rubriek 2 van de bijlage van dit besluit;

3° voor de kalenderjaren 1997 en 1998, de culturele instelling vermeld in rubriek 3 van de bijlage van dit besluit;

4° voor de kalenderjaren 1997, 1998 en 1999, de culturele instellingen vermeld in rubriek 4 van de bijlage van dit besluit;

5° voor het kalenderjaar 1998, de culturele instellingen vermeld in rubriek 5 van de bijlage van dit besluit;

6° voor de kalenderjaren 1998 en 1999, de culturele instellingen vermeld in rubriek 6 van de bijlage van dit besluit;

7° voor de kalenderjaren 1998, 1999 en 2000, de culturele instellingen vermeld in rubriek 7 van de bijlage van dit besluit;

8° voor de kalenderjaren 1999, 2000 en 2001, de culturele instellingen vermeld in rubriek 8 van de bijlage van dit besluit.

Art. 2. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Bijlage van het koninklijk besluit van 29 april 1999

Rubriek 1 (1995 1996 1997)

« De Vrienden van het Nationaal Orkest van België », v.z.w., Florencestraat 53, 1050 Brussel 5.

Rubriek 2 (1996 1997 1998)

« Animatiecentrum voor Talen », v.z.w., Emile Jacqmainlaan 162-29 (WTC), 1000 Brussel 1.

Rubriek 3 (1997 1998)

« Ziekenzorg van de Christelijke Mutualiteiten », v.z.w., Wetstraat 121, 1040 Brussel 4.

Rubriek 4 (1997 1998 1999)

« Festival van Vlaanderen Internationaal Brussel-Europa », v.z.w., Ravensteinstraat 60, 1000 Brussel 1.

« Jeugd en Poëzie », v.z.w., Forumlaan 4, 1020 Brussel 2.

« Triennale internationale de la Tapisserie et des Arts du Tissu de Tournai », v.z.w., rue Saint-Martin 30, 7500 Tournai.

« De Warande », v.z.w., Zinnerstraat 1, 1000 Brussel 1.

Rubriek 5 (1998)

« Brussel, Europese Cultuurstad van het Jaar 2000 - Bruxelles, Ville européenne de la Culture de l'An 2000 », v.z.w., Grote Markt 1, 1000 Brussel 1.

« Stichting Vlaams Erfgoed », v.z.w., Bergstraat 72, 1000 Brussel 1.

Rubriek 6 (1998 1999)

« Association pour le Volontariat », v.z.w., Koningstraat 11, 1000 Brussel 1.

« Les Amis de la Maison d'Erasmus », v.z.w., Kapittelstraat 31, 1070 Brussel 7.

« Les Grignoux », v.z.w., rue Soeurs de Hasque 9, 4000 Liège.

Rubriek 7 (1998 1999 2000)

« Adeppi », v.z.w., Prosper Matthyslaan 25, 1190 Brussel 19.

« Algemeen Nederlands Zangverbond », v.z.w., C. Huysmanslaan 93, 2020 Antwerpen.

« Archief en Documentatiecentrum voor het Vlaams-nationalisme », v.z.w., Lange Leemstraat 26, 2018 Antwerpen.

« Bond van Vormings- en Ontwikkelingsorganisaties », a.s.b.l., Maria Theresiastraat 20, 3000 Leuven.

« Centrum voor Sociaal-Kultureel Werk », a.s.b.l., Groeneweg 151, 3001 Heverlee.

« Ecomusée régional du Centre », a.s.b.l., rue Sars Longchamps 5, 7100 La Louvière.

« Federatie van Liberale Muziekverenigingen », a.s.b.l., Britselei 28, bus 9, 2000 Antwerpen.

« Fondation Joseph Jacquemotte », a.s.b.l., rue Rouppe 4, 1000 Bruxelles 1.

« Greenpeace Belgium », a.s.b.l., rue du Progrès 317, 1210 Bruxelles.

« Koninklijke Vereniging voor Natuur- en Stedschoon », a.s.b.l., Koningin Astridplein 24, 2018 Antwerpen.

« Les Amis des Animaux », a.s.b.l., Tienne à Coulons 12, 7181 Feluy.

« Les Amis du Château de Trazegnies », a.s.b.l., place Albert Ier 32, 6183 Trazegnies.

« Les Groupes du Pélican », a.s.b.l., rue du Président 55, 1050 Bruxelles 5.

« Liga voor Mensenrechten », a.s.b.l., Universiteitstraat 8, 9000 Gent.

« Nature et Progrès Belgique », a.s.b.l., rue de Coquelet 24B, 5000 Namur.

« Orchestre royal de Chambre de Wallonie et de la Communauté française », a.s.b.l., rue de Nimy 106, 7000 Mons.

« De Philharmonie van Vlaanderen », a.s.b.l., Braziliëstraat 15, 2000 Antwerpen.

« Platform voor Voluntariaat », a.s.b.l., Marie-Josélaan 73, 2600 Berchem.

« Promotion du Civisme: Vivre ensemble, Responsables, Solidaires », a.s.b.l., rue des Petits Carmes 24, bte 5, 1000 Bruxelles 1.

« Société royale archéo-historique de Visé et de sa Région », a.s.b.l., rue de Berneau 1, 4600 Visé.

« Université de Paix », a.s.b.l., boulevard du Nord 4, 5000 Namur.

« Vlaamse Esperantobond », a.s.b.l., Frankrijklei 140, 2000 Antwerpen.

Rubrique 8 (1999 2000 2001)

« Agora, das Theater der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens », a.s.b.l., Rodter Strasse 8, 4780 Sankt-Vith.

« Association pour la Promotion touristique et culturelle de Villers-la-Ville », a.s.b.l., Ferme de l'Abbaye, 1495 Villers-la-Ville.

« Conseil de la Jeunesse catholique », a.s.b.l., rue Belliard 23A, 1040 Bruxelles 4.

« Komitee voor Frans-Vlaanderen », a.s.b.l., Platanendreef 46, 8790 Waregem.

« Ligue de l'Enseignement et de l'Education permanente », a.s.b.l., rue de Lengentier 1A, 1000 Bruxelles 1.

« Maison du Spectacle-la Bellone », a.s.b.l., rue de Flandre 46, 1000 Bruxelles-1.

« Musée de la Photographie - centre d'Art contemporain de la Communauté française », a.s.b.l., avenue Paul Pastur 11, 6032 Charleroi.

« Patrimoine du Musée international du Carnaval et du Masque de Binche », a.s.b.l., rue Saint Moustier 10, 7130 Binche.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 29 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Code des impôts sur les revenus 1992, arrêté royal du 10 avril 1992, *Moniteur belge* du 30 juillet 1992.

Loi du 22 décembre 1998, *Moniteur belge* du 15 janvier 1999.

Arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, *Moniteur belge* du 13 septembre 1993.

Lois sur le Conseil d'Etat coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973;

Loi du 4 juillet 1989, *Moniteur belge* du 25 juillet 1989.

Loi du 4 août 1996, *Moniteur belge* du 20 août 1996, err. 8 octobre 1996.

« Bond van Vormings- en Ontwikkelingsorganisaties », v.z.w., Maria Theresiastraat 20, 3000 Leuven.

« Centrum voor Sociaal-Kultureel Werk », v.z.w., Groeneweg 151, 3001 Heverlee.

« Ecomusée régional du Centre », v.z.w., rue Sars Longchamps 5, 7100 La Louvière.

« Federatie van Liberale Muziekverenigingen », v.z.w., Britselei 28, bus 9, 2000 Antwerpen.

« Fondation Joseph Jacquemotte », v.z.w., Rouppestraat 4, 1000 Brussel 1.

« Greenpeace Belgium », v.z.w., Vooruitgangstraat 317, 1210 Brussel.

« Koninklijke Vereniging voor Natuur- en Stedschoon », v.z.w., Koningin Astridplein 24, 2018 Antwerpen 1.

« Les Amis des Animaux », v.z.w., Tienne à Coulons 12, 7181 Feluy.

« Les Amis du Château de Trazegnies », v.z.w., place Albert Ier 32, 6183 Trazegnies.

« Les Groupes du Pélican », v.z.w., Voorzittersstraat 55, 1050 Brussel 5.

« Liga voor Mensenrechten », v.z.w., Universiteitstraat 8, 9000 Gent.

« Nature et Progrès Belgique », v.z.w., rue de Coquelet 24B, 5000 Namur.

« Orchestre royal de Chambre de Wallonie et de la Communauté française », v.z.w., rue de Nimy 106, 7000 Mons.

« De Philharmonie van Vlaanderen », v.z.w., Braziliëstraat 15, 2000 Antwerpen.

« Platform voor Voluntariaat », v.z.w., Marie-Josélaan 73, 2600 Berchem.

« Bevordering van Burgerzin: Samen Leven, Verantwoordelijk, Solidair », v.z.w., Karmelietenstraat 24, bus 5, 1000 Brussel 1.

« Société royale archéo-historique de Visé et de sa Région », v.z.w., rue de Berneau 1, 4600 Visé.

« Université de Paix », v.z.w., Boulevard du Nord 4, 5000 Namur.

« Vlaamse Esperantobond », v.z.w., Frankrijklei 140, 2000 Antwerpen.

Rubriek 8 (1999 2000 2001)

« Agora, das Theater der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens », v.z.w., Rodter Strasse 8, 4780 Sankt-Vith.

« Association pour la Promotion touristique et culturelle de Villers-la-Ville », v.z.w., Ferme de l'Abbaye, 1495 Villers-la-Ville.

« Conseil de la Jeunesse catholique », v.z.w., Belliardstraat 23A, 1040 Brussel 4.

« Komitee voor Frans-Vlaanderen », v.z.w., Platanendreef 46, 8790 Waregem.

« Ligue de l'Enseignement et de l'Education permanente », v.z.w., de Lengentierstraat 1A, 1000 Brussel 1.

« Maison du Spectacle-la Bellone », v.z.w., Vlaamsesteenweg 46, 1000 Brussel-1.

« Musée de la Photographie - centre d'Art contemporain de la Communauté française », v.z.w., Avenue Paul Pastur 11, 6032 Charleroi.

« Patrimoine du Musée international du Carnaval et du Masque de Binche », v.z.w., rue Saint Moustier 10, 7130 Binche.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 29 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, koninklijk besluit van 10 april 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juli 1992.

Wet van 22 december 1998, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1999.

Koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, *Belgisch Staatsblad* van 13 september 1993.

Wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.

Wet van 4 juli 1989, *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1989.

Wet van 4 augustus 1996, *Belgisch Staatsblad* van 20 augustus 1996, err. 8 oktober 1996.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 99 — 1435

[99/07110]

6 AVRIL 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1975 fixant le taux des indemnités forfaitaires allouées aux agents civils du Service de Sécurité militaire

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères, modifié par les arrêtés royaux des 6 février 1967 et 2 mars 1989;

Vu l'arrêté royal du 20 août 1969 portant le statut des agents civils du Service de Sécurité militaire, modifié par les arrêtés royaux des 1^{er} juillet 1971, 18 décembre 1987 et 22 décembre 1989;

Vu l'arrêté royal du 11 mars 1975 fixant le taux des indemnités forfaitaires allouées aux agents civils du Service de Sécurité militaire, modifié par les arrêtés royaux des 25 novembre 1981 et 19 décembre 1991;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 juillet 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 9 octobre 1998;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 9 octobre 1998;

Vu le protocole du 12 octobre 1998 dans lequel sont consignées les conclusions des négociations menées au sein du Comité de secteur XIV;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, a, de l'arrêté royal du 11 mars 1975 fixant le taux des indemnités forfaitaires allouées aux agents civils du Service de Sécurité militaire, modifié par l'arrêté royal du 25 novembre 1981, le montant de 725 francs est remplacé par 972 francs.

Dans l'article 1^{er}, § 2, 2e alinéa, du même arrêté, les montants de 325 francs et de 400 francs sont remplacés par 538 francs et 434 francs.

Art. 2. Dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, b, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 25 novembre 1981 et 19 décembre 1991, le montant de 308 francs est remplacé par 350 francs.

Art. 3. L'article 1^{er}, § 3, du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 1991 est complété par les alinéas suivants :

Cette indemnité est payée pendant 11 mois par année civile. Le montant liquidé annuellement ne peut pas dépasser 275 fois l'indemnité journalière forfaitaire.

L'indemnité est allouée aux membres du personnel pour les jours de service effectif, les jours de récupération, de garde et d'absence résultant d'un accident du travail.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1995.

Art. 5. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 6 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
J.-P. PONCELET

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 99 — 1435

[99/07110]

6 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 maart 1975 tot vaststelling van het bedrag van de forfaitaire vergoedingen welke aan de burgerlijke ambtenaren van de Dienst militaire veiligheid worden toegekend

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 februari 1967 en 2 maart 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 augustus 1969 houdende het statuut van de burgerlijke ambtenaren van de Dienst militaire veiligheid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 juli 1971, 18 december 1987 en 22 december 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 maart 1975 tot vaststelling van het bedrag van de forfaitaire vergoedingen welke aan de burgerlijke ambtenaren van de Dienst militaire veiligheid worden toegekend, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 november 1981 en 19 december 1991;

Gelet op het advies van de Inspectie van financiën gegeven op 26 juli 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 9 oktober 1998;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 9 oktober 1998;

Gelet op het protocol van 12 oktober 1998 waarin de conclusies van de onderhandelingen, gevoerd binnen het Sectorcomité XIV, worden vermeld;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1, § 1, a, van het koninklijk besluit van 11 maart 1975 tot vaststelling van het bedrag van de forfaitaire vergoedingen welke aan de burgerlijke ambtenaren van de Dienst militaire veiligheid worden toegekend, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 november 1981, wordt het bedrag van 725 frank door 972 frank vervangen.

In artikel 1, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de bedragen van 325 frank en 400 frank door 538 frank en 434 frank vervangen.

Art. 2. In artikel 1, § 1, b, van hetzelfde besluit gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 november 1981 en 19 december 1991, wordt het bedrag van 308 frank door 350 frank vervangen.

Art. 3. Het artikel 1, § 3, van hetzelfde besluit gewijzigd door het koninklijk besluit van 19 december 1991 wordt aangevuld met volgende leden :

Deze vergoeding wordt per kalenderjaar gedurende 11 maanden uitbetaald. Het jaarlijks bedrag mag niet hoger zijn dan 275 keer de vaste vergoeding.

De vergoeding wordt toegekend voor de dagen waarop het personeelslid dienst heeft en de dagen van inhaalrust, van wacht en van afwezigheid als gevolg van een arbeidsongeval.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1995.

Art. 5. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 6 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
J.-P. PONCELET

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

F. 99 — 1436

[99/07092]

26 MARS 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 13 août 1976 fixant les échelles de traitements des grades des agents civils du Service de Sécurité militaire

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2, de la Constitution coordonnée;

Vu l'arrêté royal du 20 août 1969 portant le statut des agents civils du Service de sécurité militaire, modifié par les arrêtés royaux des 1^{er} juillet 1971, 18 décembre 1987 et 22 décembre 1989;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, notamment l'article 4, 2°;

Vu l'arrêté royal du 13 août 1976 fixant les échelles de traitements des grades des agents civils du Service de sécurité militaire, notamment l'article 1^{er} modifié par les arrêtés royaux des 6 décembre 1988, 17 décembre 1990, 25 juin 1991, 2 juillet 1992, 12 juillet 1993 et 22 février 1995;

Vu les protocoles n° 166 et 192 du 17 mai 1993 et 5 juillet 1994, dans lesquels sont consignées les conclusions des négociations menées au sein du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux;

Considérant que les nouvelles échelles de traitement des agents civils du Service de sécurité militaire doivent entrer en vigueur le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juin 1994;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 novembre 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 9 octobre 1998;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 9 octobre 1998;

Vu le protocole du 12 octobre 1998 dans lequel sont consignées les conclusions des négociations menées au sein du Comité de secteur XIV;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 13 août 1976 fixant les échelles de traitements des grades des agents civils du Service de sécurité militaire, modifié par les arrêtés royaux des 6 décembre 1988, 17 décembre 1990, 25 juin 1991, 2 juillet 1992, 12 juillet 1993 et 22 février 1995 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. — L'échelle de traitements liée à chacun des grades des agents civils du Service de sécurité militaire est fixée comme suit :

1° Avec affet au 1^{er} juin 1994 :

- Commissaire en chef :

1 260 677 — 2 006 035

2° x 52 392

1° x 52 855

11° x 53 429

(Niv. G.B.)

N. 99 — 1436

[99/07092]

26 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 augustus 1976 tot vaststelling van de weddeschalen voor de graden van de burgerlijke ambtenaren van de Dienst militaire veiligheid

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid, van de gecoördineerde Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 augustus 1969 houdende het statuut van de burgerlijke ambtenaren van de Dienst militaire veiligheid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 juli 1971, 18 december 1987 en 22 december 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, inzonderheid op artikel 4, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 augustus 1976 tot vaststelling van de weddeschalen voor de graden van de burgerlijke ambtenaren van de Dienst militaire veiligheid, inzonderheid op artikel 1 gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 december 1988, 17 december 1990, 25 juni 1991, 2 juli 1992, 12 juli 1993 en 22 februari 1995;

Gelet op de protocollen nr. 166 en 192 van 17 mei 1993 en van 5 juli 1994, waarin de conclusies van de onderhandelingen gevoerd binnen het Comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten worden vermeld;

Overwegende dat de nieuwe weddeschalen van de burgerlijke ambtenaren van de Dienst militaire veiligheid moeten op 1 januari of op 1 juni 1994 van toepassing zijn;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 november 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 9 oktober 1998;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 9 oktober 1998;

Gelet op het protocol van 12 oktober 1998 waarin de conclusies van de onderhandelingen, gevoerd binnen het Sectorcomité XIV, worden vermeld;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1976 tot vaststelling van de weddeschalen voor de graden van de burgerlijke ambtenaren van de Dienst militaire veiligheid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 december 1988, 17 december 1990, 25 juni 1991, 2 juli 1992, 12 juli 1993 en 22 februari 1995 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. — De weddeschaal verbonden aan elke graad van de burgerlijke ambtenaren van de Dienst militaire veiligheid wordt vastgesteld als volgt :

1° Vanaf 1 juni 1994 :

Hoofdcommissaris :

1 260 677 — 2 006 035

2° x 52 392

1° x 52 855

11° x 53 429

(Niv. 1 -G.B.)

- Commissaire principal de 1ère classe :

1 226 247 — 1 753 613
3[·] x 47 309
1[·] x 47 717
7[·] x 48 246

(Niv. 1 - G.B.)

- Commissaire principal :

1 096 441 - 1 611 610
3¹ x 32 597
5[·] x 37 548
1[·] x 38 183
R[·] x 38 291

(Niv. 1 - G.B.)

- Commissaire :

994 560 — 1 451 179
3¹ x 26 852
1[·] x 32 348
1[·] x 38 291
7[·] x 43 632

(Niv. 1 - G.B.)

2° Avec effet au 1^{er} janvier 1994 :

- Inspecteur principal de 1ère classe :

836 602 — 1 334 084
3¹ x 12 465
1[·] x 12 465
1[·] x 20 206
2[·] x 30 253
10[·] x 36 691

(Niv. 2 - G.A.)

- Inspecteur principal :

769 287 — 1 282 769
3¹ x 12 465
1[·] x 12 465
1[·] x 20 206
2[·] x 30 253
10[·] x 38 291

(Niv. 2 - G.A.)

- Inspecteur :

715 150 — 1 078 123
2¹ x 10 072
1¹ x 26 852
1[·] x 11 686
1[·] x 15 578
2[·] x 26 852
9[·] x 24 993
1¹ x 10 072

(Niv. 2 - G.A.)

Art. 2. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
J.-P. PONCELET

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

- Eerstaanwezend commissaris 1e klasse :

1 226 247 — 1 753 613
3[·] x 47 309
1[·] x 47 717
7[·] x 48 246

(Niv. 1 - G.B.)

- Eerstaanwezend commissaris :

1 096 441 - 1 611 610
3¹ x 32 597
5[·] x 37 548
1[·] x 38 183
5[·] x 38 291

(Niv. 1 - G.B.)

- Commissaris :

994 560 — 1 451 179
3¹ x 26 852
1[·] x 32 348
1[·] x 38 291
7[·] x 43 632

(Niv. 1 - G.B.)

2° Vanaf 1 januari 1994 :

- Eerstaanwezend inspecteur 1e klasse :

836 602 — 1 334 084
3¹ x 12 465
1[·] x 12 465
1[·] x 20 206
2[·] x 30 253
10[·] x 36 691

(Niv. 2 - G.A.)

- Eerstaanwezend inspecteur :

769 287 — 1 282 769
3¹ x 12 465
1[·] x 12 465
1[·] x 20 206
2[·] x 30 253
10[·] x 38 291

(Niv. 2 - G.A.)

- Inspecteur :

715 150 — 1 078 123
2¹ x 10 072
1¹ x 26 852
1[·] x 11 686
1[·] x 15 578
2[·] x 26 852
9[·] x 24 993
1¹ x 10 072

(Niv. 2 - G.A.)

Art. 2. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
J.-P. PONCELET

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 99 — 1437

[C - 99/00084]

10 FEVRIER 1999. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1° et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu le projet de traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, établi par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'Arrondissement adjoint à Malmedy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le texte annexé au présent arrêté constitue la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 99 — 1437

[C - 99/00084]

10 FEBRUARI 1999. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1° en § 3, vervangen door de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het ontwerp van officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde tekst is de officiële Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Annexe — Bijlage

MINISTERIUM DER SOZIALEN ANGELEGENHEITEN, DER VOLKSGESUNDHEIT UND DER UMWELT

**Königlicher Erlaß zur Ausführung des am 14. Juli 1994
koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung**

BERICHT AN DEN KÖNIG

Der Entwurf eines Königlichen Erlasses, den ich die Ehre habe, Ihnen zur Unterschrift vorzulegen, bezweckt hauptsächlich, die Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 4. November 1963 zur Ausführung des Gesetzes vom 9. August 1963 zur Einführung und Regelung der Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung dem am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetz über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung anzupassen (insbesondere der Numerierung der Artikel des Gesetzes und der benutzten Terminologie).

Neben den Anpassungen an das koordinierte Gesetz sind auch eine Anzahl Berichtigungen und Anpassungen angebracht worden, insbesondere was die abgeänderten Titel der angeführten Gesetze und Erlasse betrifft (eine diesbezügliche Übersicht wird in Nummer V der «Erläuterungen zum neuen Erlaß» gegeben). Bestimmte Bestimmungen sind nicht in der Koordinierung aufgenommen worden, weil sie implizit aufgehoben worden sind oder weil sie Übergangsmaßnahmen betreffen, die nur eine Situation in der Vergangenheit regelten (siehe vorerwähnte Erläuterungen).

Infolge der Änderung der Numerierung der Artikel im koordinierten Gesetz, der Anpassung bestimmter Begriffe, der Abänderung anderer Verordnungstexte und der impliziten Aufhebungen ist der Erlaß vom 4. November 1963 für einen Nicht-Fachmann in dieser Angelegenheit praktisch unleserlich geworden. Unter Berücksichtigung der Grundsätze der Charta der Benutzer der öffentlichen Dienste zwingt sich daher eine Koordinierung auf.

Ziel dieses Entwurfs ist es, eine Koordinierung des Königlichen Erlasses vom 4. November 1963 zu verwirklichen, ohne die dort festgelegten Regeln zu ändern. Weil keine neue Verordnungsbestimmung hinzugefügt worden ist, besteht keine gesetzliche Verpflichtung, die Stellungnahme der zuständigen (geschäftsführenden) Ausschüsse des Landesinstituts für Kranken- und Invalidenversicherung (LIKIV) oder das Gutachten des Staatsrats einzuholen.

In Artikel 3 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat wird bestimmt, daß nur Erlasse mit Verordnungscharakter zur Begutachtung vorgelegt werden müssen. In Artikel 15 des Gesetzes vom 25. April 1963 über die Verwaltung der Einrichtungen öffentlichen Interesses für soziale Sicherheit und Sozialfürsorge wird ebenfalls vermerkt, daß nur Grundlagenerlasse und Erlasse mit Verordnungscharakter den zuständigen (geschäftsführenden) Ausschüssen zwecks Stellungnahme vorgelegt werden müssen.

Die in der Koordinierung aufgenommenen Bestimmungen haben zwar Verordnungscharakter, sie ziehen ihren verbindlichen Charakter jedoch nicht aus der Koordinierung. Es handelt sich um Bestimmungen, die schon in Kraft sind und für die bei der Ausfertigung der verschiedenen Erlasse, die diese Bestimmungen eingeführt haben, entweder die erforderlichen Stellungnahmen eingeholt worden sind oder von diesem Verfahren aus Gründen der Dringlichkeit abgewichen worden ist. Durch die Koordinierung werden also keine neuen Rechte oder Verpflichtungen geschaffen, sondern wird nur eine bessere Lesbarkeit der Texte für die Benutzer angestrebt. Weil es sich um bestehende, gültige Bestimmungen handelt, enthält der Koordinierungserlaß keinen Artikel in bezug auf das Inkrafttreten.

Durch die Koordinierung werden auch keine Verordnungsbestimmungen aufgehoben. Die nicht in der Koordinierung aufgenommenen Texte bleiben im Königlichen Erlaß vom 4. November 1963 bestehen, bis sie ausdrücklich durch einen Erlaß aufgehoben werden, für den die erforderlichen Stellungnahmen eingeholt werden.

Zuletzt kann darauf hingewiesen werden, daß gemäß einer konstanten Rechtsprechung des Staatsrates eine Nichtigkeitsklage gegen einen Koordinierungserlaß, der nur die Koordinierung bestehender Bestimmungen enthält, nicht zulässig ist (siehe Entscheide Nr. 20694, 22026 bis 22029, 23268 bis 23271).

Praktische Gründe haben den Ausschlag dafür gegeben, daß sich auf eine einfache Koordinierung beschränkt worden ist ohne Abänderungen, die das Einholen von Stellungnahmen notwendig gemacht hätten. Entwürfe zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 4. November 1963 werden ständig vorbereitet und veröffentlicht. Eine Koordinierung mit einer neuen Numerierung muß schnell verwirklicht werden, um nicht aufgrund der in der Zwischenzeit angebrachten Abänderungen bereits überholt zu sein.

Was die Form betrifft, ist die Wahl auf einen ganz neuen Erlaß gefallen und nicht auf einen Erlaß zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 4. November 1963, weil fast alle Artikel angepaßt werden mußten. Darüber hinaus ist eine neue Numerierung auf jeden Fall notwendig geworden, weil der Königliche Erlaß vom 4. November 1963 seit seinem Erscheinen mehr als zweihundertmal abgeändert worden ist, so daß zahlreiche Artikel, Abschnitte und sogar Kapitel eingefügt und andere gestrichen worden sind. Der neue Erlaß hat eine andere Struktur als der Königliche Erlaß vom 4. November 1963. Die neue Struktur stimmt soweit wie möglich mit der Unterteilung in Titeln des koordinierten Gesetzes überein. Dem neuen Erlaß sind daher auch Konkordanztabellen und ein Inhaltsverzeichnis mit der neuen Struktur beigefügt.

Ich habe die Ehre,

Sire,
der getreue und ehrerbietige Diener
Eurer Majestät
zu sein.

Die Ministerin der Sozialen Angelegenheiten
Frau M. DE GALAN

**3. JULI 1996 — Königlicher Erlaß zur Ausführung des am 14. Juli 1994
koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung**

ALBERT II., König der Belgier,
Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung, abgeändert durch die Gesetze vom 21. Dezember 1994, 7. April 1995, 20. Dezember 1995 und 29. April 1996 und die Königlichen Erlasse vom 12. August 1994 und 7. August 1995, insbesondere des Artikels 209;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 4. November 1963 zur Ausführung des Gesetzes vom 9. August 1963 zur Einführung und Regelung der Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung, zuletzt abgeändert am 10. Juni 1996;

In der Erwägung, daß ein Ziel der Charta der Benutzer der öffentlichen Dienste das Verfassen deutlicher Rechtsvorschriften ist, so unter anderem durch Koordinierung und Kodifikation;

In der Erwägung, daß Anlaß zur Koordinierung des vorerwähnten Königlichen Erlasses besteht;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der Sozialen Angelegenheiten

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

TITEL I — Allgemeiner Ausschub

Artikel 1 - Der Allgemeine Ausschub setzt sich zusammen aus:

1. einem Präsidenten,
2. zwei Vizepräsidenten, die unter den in den Nummern 3, 4 und 5 nachstehend erwähnten Mitgliedern ernannt werden,
3. fünf ordentlichen Mitgliedern und fünf Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ernannt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Arbeitgeberorganisationen und den repräsentativen Selbständigenorganisationen vorgeschlagen werden,
4. fünf ordentlichen Mitgliedern und fünf Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ernannt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen vorgeschlagen werden,
5. fünf ordentlichen Mitgliedern und fünf Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ernannt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden.

Wird der Präsident nicht unter den in Absatz 1 Nr. 3, 4 und 5 erwähnten Mitgliedern ernannt, ist er nicht stimmberechtigt.

Der Präsident, die Vizepräsidenten und die Mitglieder werden für eine Amtszeit von sechs Jahren ernannt. Ihr Mandat ist erneuerbar.

Jedes Mitglied, das vor dem regulären Datum des Ablaufs seines Mandats aus dem Allgemeinen Ausschuß ausscheidet, wird sofort ersetzt. Das zu diesem Zweck bestimmte neue Mitglied beendet das Mandat der Person, die es ersetzt.

Ein Ersatzmitglied tagt nur bei Abwesenheit eines ordentlichen Mitglieds seiner Gruppe.

Art. 2 - Der Allgemeine Ausschuß wird von seinem Präsidenten auf dessen Initiative, auf Ersuchen des für die sozialen Angelegenheiten zuständigen Ministers, nachstehend der Minister genannt, oder auf schriftlichen, den Gegenstand der Versammlung angehenden Antrag von mindestens drei Mitgliedern einberufen; im Einberufungsschreiben wird in jedem Fall der Gegenstand der Versammlung vermerkt.

Tritt der Allgemeine Ausschuß auf Ersuchen des Ministers zusammen, findet die Versammlung binnen acht Tagen nach dem Ersuchen statt.

Art. 3 - Der Allgemeine Ausschuß tagt rechtsgültig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend ist.

Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der an der Abstimmung teilnehmenden Mitglieder gefaßt, wobei Enthaltungen nicht berücksichtigt werden. Bei Stimmgleichheit ist der Vorschlag abgelehnt.

Art. 4 - Der Präsident und die Vizepräsidenten des Allgemeinen Ausschusses sind unabhängig voneinander befugt, zusammen mit dem Generalverwalter des Landesinstituts für Kranken- und Invalidenversicherung, nachstehend das Institut genannt, oder dessen Stellvertreter Akte zu unterzeichnen, die das Institut binden, mit Ausnahme derjenigen, die sich auf die tägliche Geschäftsführung beziehen oder von Sonderbevollmächtigten ausgehen.

TITEL II — Gesundheitspflegeversicherung

KAPITEL I — Organe

Abschnitt I — Allgemeiner Rat der Gesundheitspflegeversicherung

Art. 5 - § 1 - Der Allgemeine Rat der Gesundheitspflegeversicherung setzt sich zusammen aus:

1. einem Präsidenten,
2. zwei Vizepräsidenten, die unter den in den Nummern 3, 4, 5 und 6 erwähnten Mitgliedern gemäß den in der Geschäftsordnung des Allgemeinen Rates vorgesehenen Vorschlagsregeln zu ernennen sind,
3. fünf Mitgliedern, die die Behörde vertreten und gemäß den Bestimmungen von Artikel 15 Absatz 1 Buchstabe a) des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung, nachstehend koordiniertes Gesetz genannt, ernannt werden,
4. fünf ordentlichen Mitgliedern und fünf Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ernannt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Arbeitgeberorganisationen und den repräsentativen Selbständigenorganisationen vorgeschlagen werden,
5. fünf ordentlichen Mitgliedern und fünf Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ernannt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen vorgeschlagen werden,
6. fünf ordentlichen Mitgliedern und fünf Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ernannt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden,
7. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, darunter jeweils vier Ärzte, drei Vertreter der Verwalter der Pflegeanstalten und eine Fachkraft für Krankenpflege, die unter den Kandidaten ernannt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Berufsorganisationen auf Listen vorgeschlagen werden, die von den Organisationen erstellt werden, die in den in den Abschnitten III und IV des vorliegenden Kapitels erwähnten Kommissionen vertreten sind.

§ 2 - Die in § 1 Nr. 4, 5, 6 und 7 erwähnten Mitglieder werden für eine Amtszeit von sechs Jahren ernannt. Ihr Mandat ist erneuerbar.

§ 3 - Der Präsident und die Vizepräsidenten werden für eine Amtszeit von sechs Jahren ernannt. Ihr Mandat ist erneuerbar.

§ 4 - Jedes Mitglied, das vor dem regulären Datum des Ablaufs seines Mandats aus dem Allgemeinen Rat ausscheidet, wird sofort ersetzt. Das zu diesem Zweck bestimmte neue Mitglied beendet das Mandat der Person, die es ersetzt.

§ 5 - Ein Ersatzmitglied tagt nur bei Abwesenheit eines ordentlichen Mitglieds seiner Gruppe.

Art. 6 - Der Allgemeine Rat wird von seinem Präsidenten auf dessen Initiative, auf Ersuchen des Ministers oder auf schriftlichen, den Gegenstand der Versammlung angehenden Antrag von mindestens drei Mitgliedern einberufen; im Einberufungsschreiben wird in jedem Fall der Gegenstand der Versammlung vermerkt.

Tritt der Allgemeine Rat auf Ersuchen des Ministers zusammen, findet die Versammlung binnen acht Tagen nach dem Ersuchen statt.

Art. 7 - Der Allgemeine Rat tagt rechtsgültig, wenn mindestens die Hälfte der Mitglieder jeder Gruppe anwesend ist.

Außer für die Anwendung der Bestimmungen von Artikel 16 § 3 des koordinierten Gesetzes werden die Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der an der Abstimmung teilnehmenden Mitglieder gefaßt, wobei Enthaltungen nicht berücksichtigt werden. Bei Stimmgleichheit ist der Vorschlag abgelehnt.

Art. 8 - Der Präsident und die Vizepräsidenten des Allgemeinen Rates sind unabhängig voneinander befugt, zusammen mit dem leitenden Beamten des Dienstes für Gesundheitspflege oder dessen Stellvertreter Akte zu unterzeichnen, die auf der Grundlage von Artikel 16 § 1 Nr. 1, 3, 4, 7 und 9 des koordinierten Gesetzes ergehen.

Art. 9 - Binnen drei Monaten nach Übermittlung der in Artikel 16 § 1 Nr. 6 des koordinierten Gesetzes erwähnten Berichte erstattet der Allgemeine Rat dem Minister Bericht über die Maßnahmen, die der Allgemeine Rat zu treffen beschlossen hat oder dem Minister vorschlägt.

Abschnitt II — Versicherungsausschuß

Art. 10 - § 1 - Der Versicherungsausschuß setzt sich zusammen aus:

1. einem Präsidenten,
2. zwei Vizepräsidenten,
3. einundzwanzig ordentlichen Mitgliedern und einundzwanzig Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ernannt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden,
4. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, darunter jeweils sieben Ärzte und eine Fachkraft der Zahnheilkunde, die unter den Kandidaten ernannt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Berufsorganisationen vorgeschlagen werden,
5. zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die Apotheker sind und unter den Kandidaten ernannt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Berufsorganisationen vorgeschlagen werden.

Unter den ordentlichen Mitgliedern oder den Ersatzmitgliedern müssen ein Offizinapotheker, ein Krankenhausapotheker und ein Apotheker-Biologe sein,

6. fünf ordentlichen Mitgliedern und fünf Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ernannt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Berufsorganisationen der Verwalter der Pflegeanstalten, der in Artikel 34 Nr. 11, 12, 13 und 18 des koordinierten Gesetzes erwähnten Dienste und Einrichtungen und der Anstalten für Rehabilitation und Umschulung vorgeschlagen werden,

7. sechs ordentlichen Mitgliedern und sechs Ersatzmitgliedern, darunter jeweils eine Fachkraft für Krankenpflege, ein Heilgymnast, ein Logopäde, ein Optiker, ein Lieferer von Prothesen und Apparaten und ein Lieferer von Implantaten, die unter den Kandidaten ernannt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Berufsorganisationen vorgeschlagen werden,

8. sechs ordentlichen Mitgliedern und sechs Ersatzmitgliedern, von denen jeweils drei unter den Kandidaten ernannt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Arbeitgeberorganisationen und den repräsentativen Selbständigenorganisationen vorgeschlagen werden, und drei weitere unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen vorgeschlagen werden; sie haben beratende Stimme.

§ 2 - Die in § 1 Nr. 4, 5, 6 und 7 erwähnten Mitglieder werden in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate auf Listen vorgeschlagen, die von den Berufsorganisationen erstellt werden, die in den Kommissionen vertreten sind, die mit dem Schließen der in den Abschnitten III und IV des vorliegenden Kapitels erwähnten Vereinbarungen und Abkommen beauftragt sind. In Ermangelung solcher Organisationen werden die Mitglieder von Uns unter den Pflegebringern mit der erforderlichen beruflichen Qualifikation bestimmt.

§ 3 - Ein Ersatzmitglied tagt nur bei Abwesenheit eines ordentlichen Mitglieds seiner Gruppe.

§ 4 - Der Präsident ist stimmberechtigt, wenn er unter den in § 1 Nr. 3 bis 7 erwähnten Mitgliedern ernannt wird.

§ 5 - Die beiden Vizepräsidenten werden unter den in § 1 Nr. 3 bis 7 erwähnten Mitgliedern gemäß den in der Geschäftsordnung des Versicherungsausschusses vorgesehenen Vorschlagsregeln ernannt.

§ 6 - Der Versicherungsausschuß wird von seinem Präsidenten auf dessen Initiative, auf Ersuchen des Ministers oder auf schriftlichen, den Gegenstand der Versammlung angehenden Antrag von mindestens drei Mitgliedern einberufen; im Einberufungsschreiben wird in jedem Fall der Gegenstand der Versammlung vermerkt.

Tritt der Versicherungsausschuß auf Ersuchen des Ministers zusammen, findet die Versammlung binnen acht Tagen nach dem Ersuchen statt.

§ 7 - Der Versicherungsausschuß tagt rechtsgültig, wenn mindestens die Hälfte der Mitglieder der Gruppe, die aus den Vertretern der Versicherungsträger zusammengesetzt ist, und der Gruppe, die aus den Vertretern der Pflegebringer zusammengesetzt ist, anwesend ist.

Beschlüsse werden mit Zweidrittelmehrheit der Stimmen der stimmberechtigten Mitglieder, die den Versicherungsausschuß bilden, gefaßt, wobei Enthaltungen nicht berücksichtigt werden.

Wird dieses Quorum nicht erreicht, wohl aber zumindest die Mehrheit der Stimmen der stimmberechtigten Mitglieder, die den Versicherungsausschuß bilden, legt der Präsident dieselben Vorschläge auf der nächsten Versammlung zur Abstimmung vor.

Wird dieselbe Mehrheit erneut erreicht, sind die Beschlüsse angenommen.

§ 8 - Wird dem Versicherungsausschuß ein Vorschlag oder eine Stellungnahme von einer der in Artikel 26 des koordinierten Gesetzes erwähnten Abkommens- oder Vereinbarungskommissionen vorgelegt und ist der Ausschuß der Meinung, eine Änderung anbringen zu müssen, wird der Vorschlag oder die Stellungnahme an diese Abkommens- oder Vereinbarungskommission zur erneuten Prüfung zurückverwiesen, bevor ein endgültiger Beschluß gefaßt wird.

§ 9 - Der Präsident, die Vizepräsidenten und die Mitglieder des Versicherungsausschusses werden für eine Amtszeit von sechs Jahren ernannt. Ihr Mandat ist erneuerbar.

§ 10 - Jedes Mitglied, das vor dem regulären Datum des Ablaufs seines Mandats aus dem Versicherungsausschuß ausscheidet, wird sofort ersetzt. Das zu diesem Zweck bestimmte neue Mitglied beendet das Mandat der Person, die es ersetzt.

Abschnitt III — Abkommenskommissionen

A. Abkommen mit den Apothekern

Art. 11 - Die Kommission setzt sich zusammen aus:

1. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den repräsentativen Berufsorganisationen der Apotheker bestimmt werden,
2. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den Versicherungsträgern bestimmt werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat.

B. Abkommen mit den Alten- und Pflegeheimen und den Altenheimen

Art. 12 - Die Kommission setzt sich zusammen aus:

1. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den repräsentativen Organisationen der in Artikel 34 Nr. 11 und 12 des koordinierten Gesetzes erwähnten Alten- und Pflegeheime und Altenheime bestimmt werden,
2. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den Versicherungsträgern bestimmt werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat.

C. Abkommen mit den psychiatrischen Pflegeheimen

Art. 13 - Die Kommission setzt sich zusammen aus:

1. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den repräsentativen Organisationen der psychiatrischen Pflegeheime bestimmt werden,
2. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den Versicherungsträgern bestimmt werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat.

D. Abkommen mit den Pflegeanstalten

Art. 14 - Die Kommission setzt sich zusammen aus:

1. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den repräsentativen Vereinigungen der Pflegeanstalten bestimmt werden,
2. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den Versicherungsträgern bestimmt werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat.

E. Abkommen mit den Vertretern der Initiativen des begleiteten Wohnens für Patienten der Psychiatrie

Art. 15 - Die Kommission setzt sich zusammen aus:

1. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den repräsentativen Organisationen der Initiativen des begleiteten Wohnens für Patienten der Psychiatrie bestimmt werden,
2. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den Versicherungsträgern bestimmt werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat.

F. Abkommen mit den Hebammen

Art. 16 - Die Kommission setzt sich zusammen aus:

1. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den repräsentativen Berufsorganisationen der Hebammen bestimmt werden,
2. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den Versicherungsträgern bestimmt werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat.

G. Abkommen mit den Fachkräften für Krankenpflege

Art. 17 - Die Kommission setzt sich zusammen aus:

1. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den repräsentativen Berufsorganisationen der Fachkräfte für Krankenpflege bestimmt werden,
2. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den Versicherungsträgern bestimmt werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat.

H. Abkommen mit den Heilgymnasten

Art. 18 - Die Kommission setzt sich zusammen aus:

1. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den repräsentativen Berufsorganisationen der Heilgymnasten bestimmt werden,
2. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den Versicherungsträgern bestimmt werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat.

I. Abkommen mit den Optikern

Art. 19 - Die Kommission setzt sich zusammen aus:

1. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den repräsentativen Berufsorganisationen der Optiker bestimmt werden,
2. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den Versicherungsträgern bestimmt werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat.

J. Abkommen mit den Orthopäden

Art. 20 - Die Kommission setzt sich zusammen aus:

1. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den repräsentativen Berufsorganisationen der Orthopäden bestimmt werden,
2. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den Versicherungsträgern bestimmt werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat.

K. Abkommen mit den Gehörprothesenherstellern

Art. 21 - Die Kommission setzt sich zusammen aus:

1. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den repräsentativen Berufsorganisationen der Gehörprothesenhersteller bestimmt werden,
2. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den Versicherungsträgern bestimmt werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat.

L. Abkommen mit den Bandagisten

Art. 22 - Die Kommission setzt sich zusammen aus:

1. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den repräsentativen Berufsorganisationen der Bandagisten bestimmt werden,
2. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den Versicherungsträgern bestimmt werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat.

M. Abkommen mit den Lieferanten von Implantaten

Art. 23 - Die Kommission setzt sich zusammen aus:

1. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den repräsentativen Berufsorganisationen der Lieferanten von Implantaten bestimmt werden,
2. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die von den Versicherungsträgern bestimmt werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat.

N. Gemeinsame Bestimmungen

Art. 24 - Jedes Mitglied, das aus einer Kommission ausscheidet, wird sofort ersetzt.

Art. 25 - Ein Ersatzmitglied tagt nur bei Abwesenheit eines ordentlichen Mitglieds seiner Gruppe.

Art. 26 - Die Kommissionen werden von ihrem Präsidenten auf dessen Initiative, auf Ersuchen des Versicherungsausschusses oder auf schriftlichen, den Gegenstand der Versammlung angehenden Antrag von mindestens drei Mitgliedern einberufen; im Einberufungsschreiben wird in jedem Fall der Gegenstand der Versammlung vermerkt.

Art. 27 - Eine Kommission tagt rechtsgültig, wenn mindestens fünf Mitglieder jeder Gruppe anwesend sind.

Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der an der Abstimmung teilnehmenden Mitglieder gefaßt, wobei Enthaltungen nicht berücksichtigt werden. Das Abkommen ist nur dann endgültig geschlossen, wenn es von mindestens sechs Mitgliedern jeder der beiden Gruppen gebilligt worden ist; Enthaltungen sind nicht zulässig.

Für den Fall, daß bei einer Abstimmung in beiden Gruppen nicht die gleiche Anzahl Mitglieder anwesend ist, ist das beziehungsweise sind die jüngsten Mitglieder der zahlreicheren Gruppe verpflichtet, sich der Stimme zu enthalten, um die Parität wiederherzustellen.

Art. 28 - Der Text jedes geschlossenen Abkommens wird binnen drei Tagen dem Versicherungsausschuß vom Präsidenten übermittelt, der auf der nächsten Sitzung des Versicherungsausschusses Bericht erstattet.

Dies gilt auch für die in Artikel 26 Absatz 2 des koordinierten Gesetzes erwähnten Vorschläge, insofern kein zuständiger Fachrat vorhanden ist; gibt es einen zuständigen Fachrat, müssen diese Vorschläge binnen drei Tagen dem betreffenden Fachrat vom Präsidenten übermittelt werden, der auf der nächsten Sitzung dieses Fachrates Bericht erstattet.

*Abschnitt IV — Nationale Kommissionen Ärzte-Krankenkassen
und Fachkräfte der Zahnheilkunde-Krankenkassen*

A. Nationale Kommission Ärzte-Krankenkassen

Art. 29 - Die Nationale Kommission Ärzte-Krankenkassen setzt sich zusammen aus:

1. elf ordentlichen Mitgliedern und elf Ersatzmitgliedern, die von Uns unter den Kandidaten ernannt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Organisationen der Ärzteschaft vorgeschlagen werden,
2. elf ordentlichen Mitgliedern und elf Ersatzmitgliedern, die von Uns unter den Kandidaten ernannt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden.

B. Nationale Kommission Fachkräfte der Zahnheilkunde-Krankenkassen

Art. 30 - Die Nationale Kommission Fachkräfte der Zahnheilkunde-Krankenkassen setzt sich zusammen aus:

1. zehn ordentlichen Mitgliedern und zehn Ersatzmitgliedern, die von Uns unter den Kandidaten ernannt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Organisationen der Fachkräfte der Zahnheilkunde vorgeschlagen werden,
2. zehn ordentlichen Mitgliedern und zehn Ersatzmitgliedern, die von Uns unter den Kandidaten ernannt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden.

C. Gemeinsame Bestimmungen in bezug auf die Nationalen Kommissionen Ärzte-Krankenkassen und
Fachkräfte der Zahnheilkunde-Krankenkassen

Art. 31 - Mitglieder der Nationalen Kommissionen Ärzte-Krankenkassen und Fachkräfte der Zahnheilkunde-Krankenkassen werden für eine Amtszeit von sechs Jahren ernannt.

Die Mandate der Mitglieder dieser Kommissionen sind alle drei Jahre je zur Hälfte erneuerbar. Die Mandate der Mitglieder dieser Kommissionen wurden jedoch zum erstenmal am 1. Januar 1970 erneuert, wobei die ausscheidenden Mitglieder durch das Los bestimmt wurden. Das Mandat der ausscheidenden Mitglieder ist erneuerbar.

Jedes Mitglied, das vor dem regulären Datum des Ablaufs seines Mandats aus einer Kommission ausscheidet, wird binnen drei Monaten ersetzt. Das neue Mitglied beendet das Mandat des Mitglieds, das es ersetzt.

*Abschnitt V — Kommission, die mit dem Schließen
von Vereinbarungen über die Pauschalen beauftragt ist*

Art. 32 - Vereinbarungen in bezug auf die Pauschalzahlung der Gesundheitsleistungen werden in einer Kommission geschlossen, die sich zusammensetzt aus:

1. sechs ordentlichen Mitgliedern und sechs Ersatzmitgliedern, die von den Versicherungsträgern bestimmt werden,
2. den in der Vereinbarung erwähnten Pflegeerbringern oder ihren Vertretern, wenn es juristische Personen betrifft.

Art. 33 - Der Antrag auf Schließung einer Vereinbarung muß dem Präsidenten der Kommission schriftlich zugesandt werden.

Art. 34 - Die Kommission wird von ihrem Präsidenten einberufen. Dieser ist verpflichtet, die Kommission binnen fünfzehn Tagen nach Empfang eines Antrags auf Schließung einer Vereinbarung einzuberufen.

Im Einberufungsschreiben wird der Gegenstand der Versammlung vermerkt.

Der Präsident lädt zu den Versammlungen der Kommission entweder alle in Artikel 32 Nr. 2 erwähnten Mitglieder ein oder nur die, die von dem Vereinbarungsentwurf, der auf der Tagesordnung steht, betroffen sind.

Art. 35 - Die Kommission tagt rechtsgültig, wenn mindestens vier der in Artikel 32 Nr. 1 erwähnten Mitglieder anwesend sind.

Art. 36 - Ein in Artikel 32 Nr. 1 erwähntes Ersatzmitglied tagt nur bei Abwesenheit eines ordentlichen Mitglieds seiner Gruppe.

Art. 37 - Vorbereitende Beschlüsse im Hinblick auf das Schließen von Vereinbarungen müssen einerseits die Zustimmung der in Artikel 32 Nr. 2 erwähnten Mitglieder, die bei der Versammlung anwesend sind, und andererseits eine Zweidrittelmehrheit der Stimmen der in Artikel 32 Nr. 1 erwähnten Mitglieder erhalten.

Art. 38 - Die Kommission kann für die Erfüllung ihrer Aufgaben Sachverständige, deren Aufgaben sie festlegt, hinzuziehen.

Art. 39 - Der Vereinbarungsentwurf, der vom Antragsteller angenommen ist, wird der Kommission zur Abstimmung vorgelegt.

Art. 40 - Der Text der Vereinbarung wird binnen acht Tagen dem Versicherungsausschuß vom Präsidenten der Kommission übermittelt, der dem Ausschuß auf der nächsten Versammlung Bericht erstattet.

Abschnitt VI — Haushaltskontrollkommission

Art. 41 - Die Mitglieder der Haushaltskontrollkommission werden für eine Amtszeit von sechs Jahren ernannt. Das Mandat der ausscheidenden Mitglieder ist erneuerbar.

Jedes Mitglied, das vor dem regulären Datum des Ablaufs seines Mandats aus der Kommission ausscheidet, wird sofort ersetzt. Das neue Mitglied beendet das Mandat des Mitglieds, das es ersetzt.

Ein Ersatzmitglied tagt nur bei Abwesenheit eines ordentlichen Mitglieds seiner Gruppe.

Art. 42 - Der in Artikel 190 des koordinierten Gesetzes erwähnte Haushalts- und Finanzberater führt den Vorsitz der Kommission.

Ist dieser nicht bestimmt worden oder ist er verhindert, führt das älteste der in Artikel 17 Absatz 2 Nr. 5 des koordinierten Gesetzes erwähnten Mitglieder den Vorsitz.

Art. 43 - Die Kommission wird von ihrem Präsidenten auf dessen Initiative, auf Ersuchen des Ministers, auf Antrag des Allgemeinen Rates, auf Antrag des Versicherungsausschusses oder auf Antrag von mindestens drei Mitgliedern einberufen; im Einberufungsschreiben wird in jedem Fall der Gegenstand der Versammlung vermerkt.

Art. 44 - Die Kommission tagt rechtsgültig, wenn mindestens die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend ist.

Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der an der Abstimmung teilnehmenden Mitglieder gefaßt, wobei Enthaltungen nicht berücksichtigt werden.

Art. 45 - Die Kommission erstellt ihre Geschäftsordnung und legt sie dem Allgemeinen Rat zwecks Billigung vor.

Art. 46 - Die Ämter des Sekretärs und des beigeordneten Sekretärs der Kommission werden von Bediensteten des Dienstes für Gesundheitspflege, die vom leitenden Beamten dieses Dienstes bestimmt werden, ausgeübt.

Abschnitt VII — Fachräte

A. Pharmazeutischer Fachrat

Art. 47 - Der aufgrund von Artikel 27 des koordinierten Gesetzes eingesetzte Pharmazeutische Fachrat setzt sich zusammen aus:

1. einem Präsidenten,
2. sechs ordentlichen Mitgliedern und sechs Ersatzmitgliedern, die Apotheker sind und unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat,
3. fünf ordentlichen Mitgliedern und fünf Ersatzmitgliedern, die Apotheker sind und unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Berufsorganisationen der Apothekerschaft vorgeschlagen werden,
4. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die Apotheker sind und unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Berufsorganisationen der Krankenhausapotheker vorgeschlagen werden,
5. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die Doktoren der Medizin sind und unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Organisationen der Ärzte, die ein Arzneimitteldepot führen, vorgeschlagen werden,
6. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die Apotheker sind und vom Minister bestimmt werden,
7. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die Apotheker sind und von dem für die Volksgesundheit zuständigen Minister bestimmt werden.

B. Fachrat für Heilgymnastik

Art. 48 - Der aufgrund von Artikel 27 des koordinierten Gesetzes eingesetzte Fachrat für Heilgymnastik setzt sich zusammen aus:

1. einem Präsidenten,
2. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die Heilgymnasten oder Doktoren der Medizin sind und unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat,
3. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die Heilgymnasten sind und die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Berufsorganisationen der Heilgymnasten vorgeschlagen werden; jede Organisation schlägt mindestens ein ordentliches Mitglied vor, das Heilgymnastik unterrichtet,
4. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die Heilgymnasten sind und die aufgrund ihrer Fachkenntnis auf dem Gebiet der Heilgymnastik gewählt werden,
5. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die Heilgymnasten oder Doktoren der Medizin sind und die vom Minister bestimmt werden,
6. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die von dem für die Volksgesundheit zuständigen Minister bestimmt werden.

C. Fachrat für Krankenhausbehandlung

Art. 49 - Der aufgrund von Artikel 27 des koordinierten Gesetzes eingesetzte Fachrat für Krankenhausbehandlung setzt sich zusammen aus:

1. einem Präsidenten,
2. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat,
3. sechs ordentlichen Mitgliedern und sechs Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Vereinigungen der Pflegeanstalten vorgeschlagen werden, wobei mindestens einer dieser Kandidaten ein Universitätskrankenhaus vertreten muß,
4. zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die von den repräsentativen Berufsorganisationen der Krankenhausapotheker vorgeschlagen werden,
5. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die vom Minister bestimmt werden,
6. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die von dem für die Volksgesundheit zuständigen Minister bestimmt werden.

D. Fachrat für Fertigarzneimittel

Art. 50 - Der aufgrund von Artikel 27 des koordinierten Gesetzes eingesetzte Fachrat für Fertigarzneimittel setzt sich zusammen aus:

1. einem Präsidenten,
2. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die Doktoren der Medizin oder Apotheker sind und unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat,
3. sechs ordentlichen Mitgliedern und sechs Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die von den medizinischen Fakultäten der belgischen Universitäten vorgeschlagen werden, wobei jede Universität vier Kandidaten vorschlägt, darunter mindestens ein Professor für klinische Medizin und ein Professor für Pharmakologie; jede Universität hat Anrecht auf ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds,
4. zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die Apotheker sind und unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Berufsorganisationen der Apothekerschaft vorgeschlagen werden,
5. zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die Doktoren der Medizin sind und unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Berufsorganisationen der Ärzteschaft vorgeschlagen werden,
6. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die von den repräsentativen Berufsorganisationen der Krankenhausapotheker vorgeschlagen werden,
7. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die Doktoren der Medizin oder Apotheker sind und vom Minister bestimmt werden,
8. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die Doktoren der Medizin oder Apotheker sind und von dem für die Volksgesundheit zuständigen Minister bestimmt werden.

E. Fachrat für Implantate

Art. 51 - Beim Dienst für Gesundheitspflege wird ein Fachrat für Implantate eingesetzt, der sich zusammensetzt aus:

1. einem Präsidenten,
2. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die Doktoren der Medizin oder Apotheker sind und unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat,
3. sieben ordentlichen Mitgliedern und sieben Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die von den belgischen Universitäten vorgeschlagen werden; vier der ordentlichen Mitglieder und vier der Ersatzmitglieder sind Doktoren der Medizin mit dem Fachgebiet Chirurgie, die drei anderen ordentlichen Mitglieder und die drei anderen Ersatzmitglieder Apotheker oder Fachleute im Bereich des medizinischen Apparatewesens für implantierbares Material; für jede dieser beiden Gruppen schlägt jede Universität einen Kandidaten für das Mandat eines ordentlichen Mitglieds und einen Kandidaten für das Mandat eines Ersatzmitglieds vor; jede Universität hat Anrecht auf ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds,
4. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die Apotheker und Inhaber des Diploms eines Krankenhausapothekers sind und in doppelter Anzahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Berufsorganisationen der Krankenhausapotheker vorgeschlagen werden,
5. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die Doktoren der Medizin oder Apotheker sind und vom Minister bestimmt werden,
6. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die Doktoren der Medizin oder Apotheker sind und von dem für die Volksgesundheit zuständigen Minister bestimmt werden.

F. Gemeinsame Bestimmungen in bezug auf den Pharmazeutischen Fachrat, den Fachrat für Heilgymnastik, den Fachrat für Krankenhausbehandlung, den Fachrat für Fertigarzneimittel und den Fachrat für Implantate

Art. 52 - Die Mitglieder der Fachräte, die beim Dienst für Gesundheitspflege eingesetzt werden, werden für eine Amtszeit von sechs Jahren ernannt. Ihre Mandate sind alle drei Jahre je zur Hälfte erneuerbar.

Die Mandate der Mitglieder des Fachrates für Heilgymnastik werden jedoch zum erstenmal am 1. Januar 1998 erneuert; die ausscheidenden Mitglieder werden durch das Los bestimmt.

Das Mandat der ausscheidenden Mitglieder ist erneuerbar.

Jedes Mitglied, das vor dem regulären Datum des Ablaufs seines Mandats aus seinem Rat ausscheidet, wird binnen drei Monaten ersetzt. Das zu diesem Zweck bestimmte neue Mitglied beendet das Mandat des Mitglieds, das es ersetzt.

Art. 53 - Ein Ersatzmitglied tagt nur bei Abwesenheit eines ordentlichen Mitglieds. Es kann jedoch an den Versammlungen teilnehmen, um seine Fachkenntnisse einzubringen, ohne stimmberechtigt zu sein. Ist der Präsident verhindert, wird er von einem stellvertretenden Präsidenten ersetzt, der vom König auf Vorschlag des Versicherungsausschusses bestimmt wird. Der stellvertretende Präsident darf an allen Versammlungen teilnehmen, in denen der Präsident tagt.

Art. 54 - Die Präsidenten und stellvertretenden Präsidenten haben kein Stimmrecht; nur die Mitglieder der Fachräte sind stimmberechtigt mit Ausnahme der Mitglieder, die von dem für die sozialen Angelegenheiten zuständigen Minister beziehungsweise von dem für die Volksgesundheit zuständigen Minister bestimmt werden.

Art. 55 - Die Fachräte tagen rechtsgültig, wenn mindestens die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend ist.

Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der an der Abstimmung teilnehmenden Mitglieder gefaßt, wobei Enthaltungen nicht berücksichtigt werden. Bei Stimmgleichheit ist der Vorschlag abgelehnt.

Ist ein Problem in bezug auf das Verzeichnis auf Initiative der Berufsorganisationen untersucht worden, muß das Ergebnis der diesbezüglichen Abstimmung - unabhängig vom Ergebnis - dem Versicherungsausschuß mitgeteilt werden, und in dieser Mitteilung muß der ursprüngliche Vorschlag der Berufsorganisationen angegeben werden.

Art. 56 - Vorschläge oder Stellungnahmen der Fachräte werden der entsprechenden Abkommens- oder Vereinbarungskommission vom Präsidenten mitgeteilt.

Art. 57 - Die Fachräte werden von ihrem Präsidenten auf dessen Initiative, auf Ersuchen des Versicherungsausschusses oder auf schriftlichen, den Gegenstand der Versammlung angegebenden Antrag von mindestens drei Mitgliedern einberufen; im Einberufungsschreiben wird in jedem Fall der Gegenstand der Versammlung vermerkt.

Art. 58 - Die Ämter des Sekretärs und des beigeordneten Sekretärs der Fachräte werden von Bediensteten des Dienstes für Gesundheitspflege, die vom leitenden Beamten dieses Dienstes bestimmt werden, ausgeübt.

Art. 59 - Jeder dieser Fachräte erstellt seine Geschäftsordnung, die dem König zur Billigung vorgelegt wird.

Abschnitt VIII — Medizinischer und Zahnmedizinischer Fachrat

A. Medizinischer Fachrat

Art. 60 - Der Medizinische Fachrat setzt sich zusammen aus:

1. einem Präsidenten,
2. sieben ordentlichen Mitgliedern und sieben Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die von den medizinischen Fakultäten der belgischen Universitäten vorgeschlagen werden, wobei jede Universität Anrecht auf ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat,
3. elf ordentlichen Mitgliedern und elf Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die von den repräsentativen Berufsorganisationen der Ärzteschaft vorgeschlagen werden,
4. neun ordentlichen Mitgliedern und neun Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat.

Ist der Präsident verhindert, wird er durch einen stellvertretenden Präsidenten ersetzt, der Doktor der Medizin und Mitglied des Versicherungsausschusses ist und vom König auf Vorschlag des Medizinischen Fachrates ernannt wird.

B. Zahnmedizinischer Fachrat

Art. 61 - Der Zahnmedizinische Fachrat setzt sich zusammen aus:

1. einem Präsidenten,
2. sechs ordentlichen Mitgliedern und sechs Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die von den medizinischen Fakultäten der belgischen Universitäten vorgeschlagen werden, wobei jede Universität Anrecht auf ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat,
3. zehn ordentlichen Mitgliedern und zehn Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die von den repräsentativen Berufsorganisationen der Fachkräfte der Zahnheilkunde ausgewählt werden,
4. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat.

Ist der Präsident verhindert, wird er durch einen stellvertretenden Präsidenten ersetzt, der Fachkraft der Zahnheilkunde und Mitglied des Versicherungsausschusses ist und vom König auf Vorschlag des Zahnmedizinischen Fachrates ernannt wird.

C. Gemeinsame Bestimmungen in bezug auf den Medizinischen und den Zahnmedizinischen Fachrat

Art. 62 - Die Mitglieder des Medizinischen und des Zahnmedizinischen Fachrates werden für eine Amtszeit von sechs Jahren ernannt.

Die Mandate der Mitglieder des Medizinischen und des Zahnmedizinischen Fachrates sind alle drei Jahre je zur Hälfte erneuerbar. Die Mandate der Mitglieder der vorerwähnten Räte wurden jedoch zum erstenmal am 1. Januar 1970 erneuert, wobei die ausscheidenden Mitglieder durch das Los bestimmt wurden. Das Mandat der ausscheidenden Mitglieder ist erneuerbar.

Jedes Mitglied, das vor dem regulären Datum des Ablaufs seines Mandats aus seinem Rat ausscheidet, wird binnen drei Monaten ersetzt. Das neue Mitglied beendet das Mandat des Mitglieds, das es ersetzt.

Von den Bestimmungen von Absatz 1 kann bei der ersten Ernennung der Mitglieder abgewichen werden.

Art. 63 - Der Medizinische und der Zahnmedizinische Fachrat werden von ihrem Präsidenten auf dessen Initiative, auf Ersuchen des Versicherungsausschusses oder auf schriftlichen, den Gegenstand der Versammlung angegebenden Antrag von mindestens drei Mitgliedern einberufen; im Einberufungsschreiben wird in jedem Fall der Gegenstand der Versammlung vermerkt.

Abschnitt IX — Profilkommissionen

Art. 64 - Beim Dienst für Gesundheitspflege werden Profilkommissionen eingesetzt für:

1. Leistungen der Heilgymnasten,
2. Leistungen der Fachkräfte für Krankenpflege,
3. Leistungen der Fachkräfte der Zahnheilkunde,
4. Leistungen und Verschreibungen der Allgemeinmediziner,

5. Leistungen und Verschreibungen der Fachärzte, die nicht in Nr. 6 erwähnt sind,

6. Leistungen der Fachärzte für klinische Biologie, Nuklearmedizin oder pathologische Anatomie, der Apotheker-Biologen und der Lizientiaten der Wissenschaften, die von dem für die Volksgesundheit zuständigen Minister ermächtigt sind, Leistungen der klinischen Biologie zu erbringen,

7. Leistungen, die in Pflegeanstalten erbracht werden, und Pfllegetage.

Art. 65 - § 1 - Die Profilkommission für Leistungen der Heilgymnasten setzt sich zusammen aus:

1. zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Berufsorganisationen der Heilgymnasten vorgeschlagen werden,

2. zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Berufsorganisationen der Ärzteschaft vorgeschlagen werden,

3. zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden,

4. zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Arbeitgeberorganisationen, den repräsentativen Selbständigenorganisationen und den repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen vorgeschlagen werden.

Die vier ordentlichen Mitglieder und die vier Ersatzmitglieder, die in den Nummern 3 und 4 erwähnt sind, müssen jeweils zwei Ärzte und zwei Heilgymnasten sein.

§ 2 - Die Profilkommission für Leistungen der Fachkräfte für Krankenpflege setzt sich zusammen aus:

1. zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Berufsorganisationen der Fachkräfte für Krankenpflege vorgeschlagen werden,

2. zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Berufsorganisationen der Ärzteschaft vorgeschlagen werden,

3. zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden,

4. zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Arbeitgeberorganisationen, den repräsentativen Selbständigenorganisationen und den repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen vorgeschlagen werden.

Die vier ordentlichen Mitglieder und die vier Ersatzmitglieder, die in den Nummern 3 und 4 erwähnt sind, müssen jeweils zwei Ärzte und zwei Fachkräfte für Krankenpflege sein.

§ 3 - Die Profilkommission für Leistungen der Fachkräfte der Zahnheilkunde setzt sich zusammen aus:

1. vier ordentlichen Mitgliedern und vier Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Berufsorganisationen der Fachkräfte der Zahnheilkunde vorgeschlagen werden,

2. zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden,

3. zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Arbeitgeberorganisationen, den repräsentativen Selbständigenorganisationen und den repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen vorgeschlagen werden.

Alle ordentlichen Mitglieder und alle Ersatzmitglieder müssen Fachkräfte der Zahnheilkunde sein.

§ 4 - Die Profilkommission für Leistungen und Verschreibungen der Allgemeinmediziner setzt sich zusammen aus:

1. fünf ordentlichen Mitgliedern und fünf Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Berufsorganisationen der Ärzteschaft vorgeschlagen werden,

2. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden,

3. zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Arbeitgeberorganisationen, den repräsentativen Selbständigenorganisationen und den repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen vorgeschlagen werden.

Alle ordentlichen Mitglieder und alle Ersatzmitglieder müssen Ärzte sein.

§ 5 - Die Profilkommission für Leistungen und Verschreibungen der Fachärzte, die nicht in § 6 erwähnt sind, setzt sich zusammen aus:

1. fünf ordentlichen Mitgliedern und fünf Ersatzmitglieder, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Berufsorganisationen der Ärzteschaft vorgeschlagen werden,

2. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden,

3. zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Arbeitgeberorganisationen, den repräsentativen Selbständigenorganisationen und den repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen vorgeschlagen werden.

Alle ordentlichen Mitglieder und alle Ersatzmitglieder müssen Ärzte sein.

§ 6 - Die Profilkommission für Leistungen der Fachärzte für klinische Biologie, Nuklearmedizin oder pathologische Anatomie, der Apotheker-Biologen und der Lizientiaten der Wissenschaften, die von dem für die Volksgesundheit zuständigen Minister ermächtigt sind, Leistungen der klinischen Biologie zu erbringen, setzt sich zusammen aus:

1. zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Berufsorganisationen der Apotheker-Biologen vorgeschlagen werden,

2. zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Berufsorganisationen der Ärzteschaft vorgeschlagen werden,

3. zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden,

4. zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Arbeitgeberorganisationen, den repräsentativen Selbständigenorganisationen und den repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen vorgeschlagen werden.

Die vier ordentlichen Mitglieder und die vier Ersatzmitglieder, die in den Nummern 3 und 4 erwähnt sind, müssen jeweils zwei Ärzte und zwei Apotheker-Biologen sein.

§ 7 - Die Profilkommission für Leistungen, die in einer Pflegeanstalt erbracht werden, und Pflageetage setzt sich zusammen aus:

1. sechs ordentlichen Mitgliedern und sechs Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Vereinigungen der Pflegeanstalten vorgeschlagen werden,

2. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Berufsorganisationen der Ärzteschaft vorgeschlagen werden,

3. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden,

4. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Arbeitgeberorganisationen, den repräsentativen Selbständigenorganisationen und den repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen vorgeschlagen werden.

Wird ein Problem in bezug auf heilhilfsberufliche Mitarbeiter in dieser Profilkommission behandelt, kann der Präsident zu jedem Zeitpunkt den Vertreter der betreffenden Fachrichtung, der im Versicherungsausschuß tagt, hinzuziehen.

Art. 66 - Der Arzt-Generaldirektor des Dienstes für medizinische Kontrolle und der Generaldirektor des Dienstes für Gesundheitspflege oder ihre Beauftragten nehmen von Rechts wegen an den Versammlungen der Profilkommissionen teil, ohne stimmberechtigt zu sein.

Der Generalsekretär des Ministeriums der Volksgesundheit oder sein Beauftragter nimmt von Rechts wegen an den Versammlungen der Profilkommission für Leistungen, die in einer Pflegeanstalt erbracht werden, und Pflageetage teil, ohne stimmberechtigt zu sein.

Das Sekretariat der verschiedenen Profilkommissionen wird vom Dienst für Gesundheitspflege wahrgenommen.

Bei den Versammlungen der Kommissionen kann sich jedes Mitglied von einem Berater beistehen lassen; dieser muß nicht namentlich bestimmt sein und ist nicht stimmberechtigt.

Art. 67 - § 1 - Die Mitglieder der Profilkommissionen werden für eine Amtszeit von sechs Jahren ernannt. Das Mandat läuft alle drei Jahre für die Hälfte der Mitglieder aus. Bei der ersten Erneuerung werden die ausscheidenden Mitglieder durch das Los bestimmt.

Das Mandat der ausscheidenden Mitglieder ist erneuerbar.

Jedes Mitglied, das vor dem regulären Datum des Ablaufs seines Mandats aus der Profilkommission ausscheidet, wird binnen drei Monaten ersetzt. Das zu diesem Zweck bestimmte neue Mitglied beendet das Mandat des Mitglieds, das es ersetzt.

Ein Ersatzmitglied tagt nur bei Abwesenheit eines ordentlichen Mitglieds.

§ 2 - Jede Profilkommission hat zwei Präsidenten: Der eine gehört der französischen Sprachrolle, der andere der niederländischen Sprachrolle an. Einer der Präsidenten gehört der Gruppe der Vertreter der Pflegebringer an, der andere der Gruppe der Vertreter der Versicherungsträger und Sozialpartner.

Der König bestimmt die Präsidenten unter den Mitgliedern jeder Profilkommission auf deren Vorschlag hin.

Die Präsidenten führen abwechselnd den Vorsitz der Sitzungen, angefangen mit dem ältesten. Während des Teils der Diskussionen, an denen der Pflegebringer teilnimmt, dessen Akte untersucht wird, führt jedoch der Präsident den Vorsitz der Sitzung, der derselben Sprachrolle angehört wie der Pflegebringer, oder, in seiner Abwesenheit, das älteste Mitglied derselben Sprachrolle wie der Pflegebringer.

Sind beide Präsidenten abwesend, führt das älteste Mitglied den Vorsitz der Sitzung.

§ 3 - Jede Profilkommission wird von der Person, die gemäß § 2 den Vorsitz zu führen hat, auf ihre Initiative, auf schriftlichen, den Gegenstand der Versammlung angehenden Antrag von mindestens drei Mitgliedern oder auf Ersuchen des Versicherungsausschusses einberufen. Das Einberufungsschreiben, in dem in jedem Fall die Tagesordnung der Sitzung vermerkt wird, wird den Mitgliedern vom Sekretariat der Kommission zugesandt.

§ 4 - Jede Profilkommission tagt rechtsgültig, wenn mindestens die Hälfte der Mitglieder anwesend ist.

Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der an der Abstimmung teilnehmenden Mitglieder gefaßt, wobei Enthaltungen nicht berücksichtigt werden. Bei Stimmgleichheit ist der Vorschlag abgelehnt.

§ 5 - Jede Profilkommission ist verpflichtet, dem Versicherungsausschuß jährlich einen Tätigkeitsbericht zu übermitteln.

Art. 68 - Die Profilkommissionen haben als Aufgabe, die individuellen Profile zu beurteilen. Zu diesem Zweck sind sie befugt:

1. die statistischen Tabellen pro Pflegebringer, pro verschreibenden Arzt oder pro Pflegeanstalt zur Kenntnis zu nehmen,
2. die Zuverlässigkeit dieser Angaben zu untersuchen, wobei die Betroffenen eventuell schriftlich oder mündlich nach Vorladung befragt werden,
3. diese Angaben gegebenenfalls den zuständigen Instanzen zu übermitteln,
4. eine präventive und erzieherische Aktion in bezug auf Pflegebringer und/oder verschreibende Ärzte durchzuführen, die bedeutende Ausgaben verursachen.

Abschnitt X — Zulassungsräte

A. Rat für die Zulassung von Heilgymnasten

Art. 69 - Der Rat für die Zulassung von Heilgymnasten setzt sich zusammen aus:

1. einem Präsidenten,
2. sechs ordentlichen Mitgliedern und sechs Ersatzmitgliedern, die Heilgymnasten sind und vom Minister unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Organisationen der Heilgymnasten vorgeschlagen werden,
3. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die vom Minister bestimmt werden,
4. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die von dem für die Volksgesundheit zuständigen Minister bestimmt werden.

Art. 70 - Der Rat für die Zulassung von Heilgymnasten hat als Aufgabe, dem Versicherungsausschuß die Zulassung von Personen vorzuschlagen, die er gemäß den nachstehend festgelegten Kriterien als kompetent anerkennt, um zugunsten der Begünstigten der Versicherung die Pflegeleistungen zu erbringen, die aufgrund des in Artikel 35 des koordinierten Gesetzes vorgesehenen Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen in den Kompetenzbereich der Heilgymnasten fallen.

Zulassungsanträge werden an den Dienst für Gesundheitspflege gesandt, der sie dem Zulassungsrat übermittelt.

Art. 71 - Es werden zwei Zulassungstypen eingeführt:

§ 1 - Die Zulassung Typ A wird vom Versicherungsausschuß auf Vorschlag des Rates für die Zulassung von Heilgymnasten den Inhabern des von den Schulen der Kategorien A1 und B1 ausgestellten Diploms eines Heilgymnasten, den Inhabern des aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. Januar 1960 eingeführten Diploms eines Graduierten der Heilgymnastik, den Lizentiaten der Leibeserziehung, für die das Diplom oder ein zusätzlicher Nachweis die Kenntnisse in Heilgymnastik nachweist, sowie den Lizentiaten der Heilgymnastik bewilligt.

§ 2 - Die besondere Zulassung Typ B wird vom Versicherungsausschuß auf Vorschlag des Rates für die Zulassung von Heilgymnasten den Inhabern der Zulassung Typ A bewilligt, die die Bestimmungen von Artikel 73 erfüllen.

Art. 72 - § 1 - Inhaber der Zulassung Typ A haben das Recht, Heilgymnastikleistungen zu erbringen mit Ausnahme derjenigen, die in Artikel 7 § 1 Buchstabe A, B, Ea und Eb der Anlage zum Königlichen Erlaß vom 14. September 1984 zur Festlegung des Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen für die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung erwähnt sind.

§ 2 - Inhaber der besonderen Zulassung Typ B haben das Recht, alle Heilgymnastikleistungen zu erbringen.

Art. 73 - § 1 - Die besondere Zulassung Typ B wird Inhabern der Zulassung Typ A bewilligt, die folgende Bedingungen erfüllen:

- a) Inhaber einer Zulassungsbescheinigung Typ A sein,
- b) über eine Praxis für Heilgymnastik verfügen können. Zu diesem Zweck muß der Antragsteller eine eidesstattliche Erklärung, auf der die Adresse der Praxis für Heilgymnastik vermerkt ist, übergeben.

§ 2 - Die in § 1 Buchstabe b) erwähnte Praxis für Heilgymnastik muß mindestens folgendes umfassen:

- a) einen Raum mit einer oder mehreren Kabinen und ausschließlich für den beruflichen Gebrauch bestimmte Sanitäranlagen, die während 38 Stunden pro Woche verfügbar sind,
- b) ein Wartezimmer,
- c) den Sicherheits- und Wirksamkeitsnormen entsprechendes Material, mit dem alle medizinischen Verschreibungen, die der beziehungsweise die dort praktizierenden Heilgymnasten annehmen, integral ausgeführt werden können,
- d) eine an sichtbarer Stelle angebrachte Bekanntmachung an die Patienten, die die notwendigen Informationen in bezug auf die Tarifierung und den eventuellen Beitritt zu einem nationalen Abkommen von seiten des beziehungsweise der Heilgymnasten, die in dieser Praxis für Heilgymnastik praktizieren, enthält.

Art. 74 - Die Konformität der Praxen für Heilgymnastik mit den Bestimmungen von Artikel 73 wird vom Rat für die Zulassung von Heilgymnasten auf der Grundlage der in Artikel 73 § 1 Buchstabe b) erwähnten eidesstattlichen Erklärung angenommen. Die als konform anerkannten Praxen für Heilgymnastik werden durch ihre Adresse identifiziert. Jede Adressenänderung muß unverzüglich dem Sekretär des Rates für die Zulassung von Heilgymnasten per Einschreiben mitgeteilt werden.

Art. 75 - Teilen sich mehrere Heilgymnasten, die Inhaber einer besonderen Zulassung Typ B sind, dieselbe Praxis für Heilgymnastik, sind sie verpflichtet, dies dem Rat für die Zulassung von Heilgymnasten mitzuteilen und ihrer Erklärung entweder eine Abschrift des Abkommens zwischen selbständigen Heilgymnasten oder eine Abschrift des Arbeitsvertrags beizufügen; in diesem Abkommen müssen die Stunden vermerkt sein, während deren jeder Heilgymnast über einen Raum und das Material verfügen kann, wie in Artikel 73 § 2 erwähnt.

Art. 76 - Jede falsche oder unrichtige Erklärung oder jede Nichteinhaltung der für die besondere Zulassung Typ B auferlegten Bedingungen kann als Verletzung der Berufspflichten angesehen werden und die Anwendung von Artikel 106 nach sich ziehen.

Art. 77 - Die Zulassung als Heilgymnast kann auf bestimmte Pflegeleistungen beschränkt werden. Dies wird in der Zulassungsbescheinigung vermerkt.

B. Rat für die Zulassung von Orthopädisten

Art. 78 - Der Rat für die Zulassung von Orthopädisten setzt sich zusammen aus:

1. einem Präsidenten,
2. sechs ordentlichen Mitgliedern und sechs Ersatzmitgliedern, die vom Minister unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Organisationen der Orthopädisten vorgeschlagen werden,
3. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die vom Minister bestimmt werden,
4. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die von dem für die Volksgesundheit zuständigen Minister bestimmt werden.

Art. 79 - Der Rat für die Zulassung von Orthopädisten hat als Aufgabe, dem Versicherungsausschuß die Zulassung von Personen vorzuschlagen, die er als kompetent anerkennt, um den Begünstigten der Versicherung Prothesen und orthopädische Apparate zu liefern, die aufgrund des vorerwähnten Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen in den Kompetenzbereich der Orthopädisten fallen.

Zulassungsanträge werden an den Dienst für Gesundheitspflege gesandt, der sie dem Zulassungsrat übermittelt.

Art. 80 - § 1 - Für die in Artikel 29 des vorerwähnten Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen erwähnten Leistungen in bezug auf Orthopädie und orthopädische Sohlen können Personen zur Zulassung vorgeschlagen werden, die mindestens viereinhalb Jahre lang an einer theoretischen und praktischen Ausbildung zum Orthopädisten teilgenommen haben und eine vom Rat organisierte Prüfung über ihre Fachkenntnisse abgelegt haben; das Programm dieser Prüfung wird von Uns nach Stellungnahme des Rates festgelegt.

§ 2 - Für die in Artikel 29 des vorerwähnten Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen erwähnten Leistungen in bezug auf Orthopädie, Prothesen und orthopädische Sohlen können Personen zur Zulassung vorgeschlagen werden, die mindestens fünfzehn Jahre lang an einer theoretischen und praktischen Ausbildung zum Orthopädisten teilgenommen haben und eine vom Rat organisierte Prüfung über ihre Fachkenntnisse abgelegt haben; das Programm dieser Prüfung wird von Uns nach Stellungnahme des Rates festgelegt.

§ 3 - Für die in Artikel 29 des vorerwähnten Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen erwähnten Leistungen in bezug auf orthopädische Schuhe und orthopädische Sohlen können Personen zur Zulassung vorgeschlagen werden, die mindestens fünfzehn Jahre lang an einer theoretischen und praktischen Ausbildung zum Orthopädisten teilgenommen haben und eine vom Rat organisierte Prüfung über ihre Fachkenntnisse abgelegt haben; das Programm dieser Prüfung wird von Uns nach Stellungnahme des Rates festgelegt.

Diese Ausbildung wird jedoch für Personen, die an der in § 1 erwähnten Ausbildung teilgenommen haben, auf zwei Jahre verkürzt.

Art. 81 - Die Zulassung von Personen, die am 1. September 1983 als Orthopädist zugelassen waren, bleibt bestehen.

Diese Zulassung gilt jedoch nur für Leistungen, für die diese Personen als kompetent anerkannt waren.

Der Kompetenzbereich dieser Personen kann erweitert werden, nachdem sie an einer entsprechenden theoretischen und praktischen Ausbildung teilgenommen haben und eine Prüfung über ihre Fachkenntnisse abgelegt haben, deren Programm von Uns nach Stellungnahme des Rates festgelegt wird.

C. Rat für die Zulassung von Bandagisten

Art. 82 - Der Rat für die Zulassung von Bandagisten setzt sich zusammen aus:

1. einem Präsidenten,
2. sechs ordentlichen Mitgliedern und sechs Ersatzmitgliedern, die vom Minister unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Organisationen der Bandagisten vorgeschlagen werden,
3. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die vom Minister bestimmt werden,
4. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die von dem für die Volksgesundheit zuständigen Minister bestimmt werden.

Art. 83 - Der Rat für die Zulassung von Bandagisten hat als Aufgabe, dem Versicherungsausschuß die Zulassung von Personen vorzuschlagen, die er als kompetent anerkennt, um den Begünstigten der Versicherung Bandagen zu liefern, die aufgrund des vorerwähnten Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen in den Kompetenzbereich der Bandagisten fallen.

Zulassungsanträge werden an den Dienst für Gesundheitspflege gesandt, der sie dem Zulassungsrat übermittelt.

Art. 84 - § 1 - Für die in Artikel 27 des vorerwähnten Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen erwähnten Leistungen können Personen zur Zulassung vorgeschlagen werden, die mindestens dreieinhalb Jahre lang an einer theoretischen und praktischen Ausbildung zum Bandagisten teilgenommen haben und eine vom Rat organisierte Prüfung über ihre Fachkenntnisse abgelegt haben; das Programm dieser Prüfung wird von Uns nach Stellungnahme des Rates festgelegt.

§ 2 - Für Leistungen in bezug auf Material für künstliche Darmausgänge, ambulante Urinale und Trachealkanülen können Apotheker zur Zulassung vorgeschlagen werden, die sechs Monate lang an einer entsprechenden Ausbildung teilgenommen haben. Apotheker, die Inhaber des von einer vom Staat anerkannten Universität ausgestellten Diploms eines Krankenhausapothekers sind, werden jedoch für diese Leistungen als kompetent anerkannt.

Art. 85 - Für die in Artikel 28 § 6 Nr. 1 des vorerwähnten Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen erwähnten Leistungen können Personen zur Zulassung vorgeschlagen werden, die mindestens zwei Jahre lang an einer entsprechenden theoretischen und praktischen Ausbildung teilgenommen haben und eine vom Rat organisierte Prüfung über ihre Fachkenntnisse abgelegt haben; das Programm dieser Prüfung wird von Uns nach Stellungnahme des Rates festgelegt.

Art. 86 - Die Zulassung von Personen, die am 1. September 1983 als Bandagist zugelassen waren, bleibt bestehen. Diese Zulassung gilt jedoch nur für Leistungen, für die diese Personen als kompetent anerkannt waren.

Der Kompetenzbereich dieser Personen kann erweitert werden, nachdem sie an einer entsprechenden theoretischen und praktischen Ausbildung teilgenommen haben und eine Prüfung über ihre Fachkenntnisse abgelegt haben, deren Programm von Uns nach Stellungnahme des Rates festgelegt wird.

D. Rat für die Zulassung von Lieferanten von Implantaten

Art. 87 - Der Rat für die Zulassung von Lieferanten von Implantaten setzt sich zusammen aus:

1. einem Präsidenten,
2. sechs ordentlichen Mitgliedern und sechs Ersatzmitgliedern, die vom Minister unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Organisationen der Personen vorgeschlagen werden, die für die Lieferung von Implantaten zugelassen sind,
3. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die vom Minister bestimmt werden,
4. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die von dem für die Volksgesundheit zuständigen Minister bestimmt werden.

Art. 88 - Der Rat für die Zulassung von Lieferanten von Implantaten hat als Aufgabe, dem Versicherungsausschuß die Zulassung von Personen vorzuschlagen, die er als kompetent anerkennt, um den Begünstigten der Versicherung Implantate zu liefern, die im Verzeichnis der erstattungsfähigen Apparate aufgeführt sind.

Zulassungsanträge werden an den Dienst für Gesundheitspflege gesandt, der sie dem Zulassungsrat übermittelt.

Art. 89 - § 1 - Apotheker, die Inhaber des von einer vom Staat anerkannten Universität ausgestellten Diploms eines Krankenhausapothekers sind, werden als kompetent anerkannt.

§ 2 - Personen, die mindestens ein Jahr lang an einer entsprechenden theoretischen und praktischen Ausbildung teilgenommen haben und eine vom Rat organisierte Prüfung über ihre Fachkenntnisse abgelegt haben, können zur Zulassung vorgeschlagen werden; das Programm dieser Prüfung wird von Uns nach Stellungnahme des Rates festgelegt.

§ 3 - Gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 6. Juni 1960 über die Herstellung, die Zubereitung, den Großvertrieb und die Abgabe von Arzneimitteln werden Offizinapotheker von Amts wegen für das Liefern von Artikeln in steriler Form zugelassen.

§ 4 - Die Zulassung kann auf bestimmte Lieferungen beschränkt werden. Dies wird in der Zulassungsbescheinigung vermerkt.

E. Rat für die Zulassung von Gehörprothesenherstellern

Art. 90 - Der Rat für die Zulassung von Gehörprothesenherstellern setzt sich zusammen aus:

1. einem Präsidenten,
2. sechs ordentlichen Mitgliedern und sechs Ersatzmitgliedern, die vom Minister unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Organisationen der Gehörprothesenhersteller vorgeschlagen werden,
3. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die vom Minister bestimmt werden,
4. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die von dem für die Volksgesundheit zuständigen Minister bestimmt werden.

Art. 91 - Der Rat für die Zulassung von Gehörprothesenherstellern hat als Aufgabe, dem Versicherungsausschuß die Zulassung von Personen vorzuschlagen, die er als kompetent anerkennt, um den Begünstigten der Versicherung Prothesen und Hörgeräte zu liefern, die aufgrund des vorerwähnten Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen in den Kompetenzbereich der Gehörprothesenhersteller fallen.

Zulassungsanträge werden an den Dienst für Gesundheitspflege gesandt, der sie dem Zulassungsrat übermittelt.

Art. 92 - § 1 - Fachärzte für Hals-Nasen-Ohren-Heilkunde werden als kompetent anerkannt.

§ 2 - Inhaber des Diploms eines Graduierten der Audiologie, sofern der Lehrplan vom Ministerium des Unterrichtswesens anerkannt ist, werden als kompetent anerkannt.

§ 3 - Personen, die seit mindestens drei Jahren den Beruf des Gehörprothesenherstellers entweder als Betriebsleiter oder als Techniker im Dienst eines Gehörprothesenherstellers ausüben, können zur Zulassung vorgeschlagen werden.

Der Rat beurteilt Ausbildungsbedingungen und berufliche Qualifikation der Kandidaten und erlegt ihnen gegebenenfalls eine von ihm organisierte Prüfung über ihre Fachkenntnisse auf; das Programm dieser Prüfung wird vom König nach Stellungnahme des Zulassungsrates festgelegt.

Art. 93 - Personen, die die in Artikel 92 § 3 Absatz 1 gestellten Bedingungen nicht erfüllen, können ebenfalls zur Zulassung vorgeschlagen werden unter der Voraussetzung, daß sie seit mindestens einem Jahr ihren Beruf als Betriebsleiter oder Techniker im Dienst eines Gehörprothesenherstellers ausüben oder als Apotheker seit mindestens einem Jahr Prothesen und Hörgeräte abgeben und in jedem Fall eine vom Rat organisierte Prüfung über ihre Fachkenntnisse ablegen; das Programm dieser Prüfung wird vom König nach Stellungnahme des Zulassungsrates festgelegt.

F. Rat für die Zulassung von Optikern

Art. 94 - Der Rat für die Zulassung von Optikern setzt sich zusammen aus:

1. einem Präsidenten,
2. sechs ordentlichen Mitgliedern und sechs Ersatzmitgliedern, die vom Minister unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Organisationen der Optiker vorgeschlagen werden,
3. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die vom Minister bestimmt werden,
4. einem ordentlichen Mitglied und einem Ersatzmitglied, die von dem für die Volksgesundheit zuständigen Minister bestimmt werden.

Art. 95 - Der Rat für die Zulassung von Optikern hat als Aufgabe, dem Versicherungsausschuß die Zulassung von Personen vorzuschlagen, die er als kompetent anerkennt, um den Begünstigten der Versicherung Brillen und Augenprothesen zu liefern, die aufgrund des vorerwähnten Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen in den Kompetenzbereich der Optiker fallen.

Zulassungsanträge werden an den Dienst für Gesundheitspflege gesandt, der sie dem Zulassungsrat übermittelt.

Art. 96 - § 1 - Personen, die Inhaber eines der Titel sind, die in Artikel 5 § 2 des Königlichen Erlasses vom 30. Oktober 1964 zur Einführung der Bedingungen für die Ausübung der Berufstätigkeit des Optiker-Brillenschleifers in kleinen und mittleren Handels- und Handwerksbetrieben, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 14. Januar 1975, erwähnt sind, und die unter den im selben Artikel vorgesehenen Bedingungen eine praktische Lehre absolviert haben, werden als kompetent anerkannt; der Nachweis dieser praktischen Lehre muß gemäß Artikel 5 § 2 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 30. Oktober 1964, abgeändert durch den vorerwähnten Königlichen Erlaß vom 14. Januar 1975, erbracht werden.

§ 2 - Apotheker, die Inhaber eines Nachweises sind, in dem bescheinigt wird, daß sie mindestens ein Jahr lang an einem von der repräsentativen Berufsvereinigung der Apothekerschaft anerkannten Optikkurs teilgenommen haben, werden ebenfalls als kompetent anerkannt.

Art. 97 - Personen, die seit mindestens drei Jahren den Beruf des Optikers entweder als Betriebsleiter oder als Techniker im Dienst eines Optikers ausüben, können zur Zulassung vorgeschlagen werden.

Der Rat beurteilt Ausbildungsbedingungen und berufliche Qualifikation der Kandidaten und erlegt ihnen gegebenenfalls eine von ihm organisierte Prüfung über ihre Fachkenntnisse auf; das Programm dieser Prüfung wird vom König nach Stellungnahme des Zulassungsrates festgelegt.

Art. 98 - Personen, die die in Artikel 97 Absatz 1 gestellten Bedingungen nicht erfüllen, können ebenfalls zur Zulassung vorgeschlagen werden unter der Voraussetzung, daß sie seit mindestens einem Jahr ihren Beruf als Betriebsleiter oder Techniker im Dienst eines Optikers ausüben oder als Apotheker seit mindestens drei Jahren Brillen und Augenprothesen abgeben und in jedem Fall eine vom Rat organisierte Prüfung über ihre Fachkenntnisse ablegen; das Programm dieser Prüfung wird vom König nach Stellungnahme des Zulassungsrates festgelegt.

G. Gemeinsame Bestimmungen in bezug auf die Zulassungsräte

Art. 99 - Die Mitglieder der Zulassungsräte werden für eine Amtszeit von sechs Jahren ernannt. Ihre Mandate sind alle drei Jahre je zur Hälfte erneuerbar.

Die Mandate der Mitglieder der vorerwähnten Räte wurden jedoch zum erstenmal am 1. Januar 1967 erneuert, wobei die ausscheidenden Mitglieder durch das Los bestimmt wurden.

Das Mandat der ausscheidenden Mitglieder ist erneuerbar.

Jedes Mitglied, das vor dem regulären Datum des Ablaufs seines Mandats aus dem Rat ausscheidet, wird binnen drei Monaten ersetzt. Das zu diesem Zweck bestimmte neue Mitglied beendet das Mandat der Person, die es ersetzt.

Art. 100 - Ein Ersatzmitglied tagt nur bei Abwesenheit eines ordentlichen Mitglieds.

Ist der Präsident verhindert, wird er von einem stellvertretenden Präsidenten, der vom König gemäß den in Artikel 215 § 3 des koordinierten Gesetzes vorgesehenen Bedingungen ernannt wird, ersetzt.

Art. 101 - Alle Mitglieder der Zulassungsräte sind stimmberechtigt.

Art. 102 - Die Zulassungsräte werden von ihrem Präsidenten einberufen.

Ein Rat tagt rechtsgültig, wenn mindestens die Hälfte der Mitglieder anwesend ist.

Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der an der Abstimmung teilnehmenden Mitglieder gefaßt, wobei Enthaltungen nicht berücksichtigt werden. Bei Stimmgleichheit ist der Vorschlag abgelehnt.

Art. 103 - Die Ämter des Sekretärs und des beigeordneten Sekretärs der Zulassungsräte werden von Bediensteten des Dienstes für Gesundheitspflege, die vom leitenden Beamten dieses Dienstes bestimmt werden, ausgeübt.

Art. 104 - Die Zulassung der Personen, die am 31. Dezember 1963 in Anwendung der Bestimmungen des Königlichen Grundlagenerlasses vom 22. September 1955 über die Kranken- und Invalidenversicherung zugelassen waren, bleibt auf ihren Antrag hin bestehen.

Diese Zulassung gilt jedoch nur für Leistungen, für die diese Personen entweder in Anwendung der zuvor gültigen Gesundheitspfegetarife oder aufgrund der Angaben auf der Zulassungsbescheinigung als kompetent anerkannt waren.

Diese Personen können jedoch um eine Anerkennung der Ausdehnung ihres Kompetenzbereiches nachsuchen; dazu müssen sie eine Fachprüfung ablegen, deren Programm vom König nach Stellungnahme des Zulassungsrates festgelegt wird.

Art. 105 - Jede zugelassene Person ist verpflichtet, die Verschreibungen der Ärzte strikt einzuhalten.

Art. 106 - Der Versicherungsausschuß kann zu jedem Zeitpunkt auf Vorschlag des zuständigen Zulassungsrates die Zulassung jeder zugelassenen Person, die eine Tat begangen hat, die vom Zulassungsrat als Verletzung der Berufspflichten angesehen wird, aussetzen oder entziehen. Die von dieser Bestimmung betroffenen Personen werden vorab vom Zulassungsrat in ihren Verteidigungsmitteln angehört; sie müssen nicht angehört werden, wenn sie nach einer zweiten Vorladung nicht vorstellig werden.

Abschnitt XI — Kollegium der Ärzte-Direktoren

Art. 107 - Das aufgrund von Artikel 23 des koordinierten Gesetzes eingesetzte Kollegium der Ärzte-Direktoren setzt sich zusammen aus:

1. einem Präsidenten, der Doktor der Medizin und Beamter des Dienstes für Gesundheitspflege ist,

2. neun ordentlichen Mitgliedern und neun Ersatzmitgliedern, die Doktoren der Medizin sind und unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat; jeder Versicherungsträger schlägt unter seinen Kandidaten den Arzt vor, der die medizinische Direktion dieses Versicherungsträgers innehat,

3. zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die Doktoren der Medizin und Beamte des Dienstes für Gesundheitspflege sind.

Art. 108 - Die Mitglieder des Kollegiums der Ärzte-Direktoren werden vom König für eine Amtszeit von sechs Jahren ernannt.

Das Mandat der ausscheidenden Mitglieder ist erneuerbar.

Jedes Mitglied, das vor dem regulären Datum des Ablaufs seines Mandats aus dem Kollegium der Ärzte-Direktoren ausscheidet, wird binnen drei Monaten ersetzt. Das zu diesem Zweck bestimmte neue Mitglied beendet das Mandat des Mitglieds, das es ersetzt.

Art. 109 - Ein Ersatzmitglied tagt nur bei Abwesenheit eines ordentlichen Mitglieds.

Ist der Präsident verhindert, wird er von einem stellvertretenden Präsidenten, der vom König unter den in Artikel 23 § 5 des koordinierten Gesetzes vorgesehenen Bedingungen ernannt wird, ersetzt.

Art. 110 - Das Kollegium der Ärzte-Direktoren tagt rechtsgültig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend ist.

Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der an der Abstimmung teilnehmenden Mitglieder gefaßt, wobei Enthaltungen nicht berücksichtigt werden. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Präsidenten ausschlaggebend.

Art. 111 - Das Kollegium der Ärzte-Direktoren wird von seinem Präsidenten auf dessen Initiative, auf Ersuchen des Versicherungsausschusses oder auf schriftlichen, den Gegenstand der Versammlung angehenden Antrag von mindestens drei Mitgliedern einberufen; im Einberufungsschreiben wird in jedem Fall der Gegenstand der Versammlung vermerkt.

Art. 112 - Die Ämter des Sekretärs und des beigeordneten Sekretärs des Kollegiums der Ärzte-Direktoren werden von Bediensteten des Dienstes für Gesundheitspflege, die vom leitenden Beamten dieses Dienstes bestimmt werden, ausgeübt.

Art. 113 - Das Kollegium der Ärzte-Direktoren erstellt seine Geschäftsordnung und legt sie dem Versicherungsausschuß zur Billigung vor.

Abschnitt XII — Beirat für Rehabilitation

Art. 114 - Der in Artikel 24 § 4 des koordinierten Gesetzes erwähnte Beirat für Rehabilitation wird von seinem Präsidenten auf dessen Initiative, auf Ersuchen des Ministers, auf Ersuchen des Versicherungsausschusses, auf Ersuchen des Kollegiums der Ärzte-Direktoren oder auf schriftlichen Antrag von mindestens drei Mitgliedern einberufen; im Einberufungsschreiben wird der Gegenstand der Versammlung vermerkt.

Art. 115 - Der Präsident übermittelt dem Versicherungsausschuß die Stellungnahmen des Beirates für Rehabilitation, nachdem er sie dem Kollegium der Ärzte-Direktoren, das seine Bemerkungen hinzufügt, übermittelt hat.

Art. 116 - Die Mitglieder des Beirates für Rehabilitation werden für eine Amtszeit von sechs Jahren ernannt. Die Mandate sind alle drei Jahre je zur Hälfte erneuerbar. Die Mandate der Mitglieder wurden jedoch zum erstenmal am 1. Januar 1995 erneuert; die ausscheidenden Mitglieder wurden durch das Los bestimmt. Das Mandat der ausscheidenden Mitglieder ist erneuerbar.

Jedes Mitglied, das vor dem regulären Datum des Ablaufs seines Mandats aus dem Rat ausscheidet, wird binnen drei Monaten ersetzt. Das zu diesem Zweck bestimmte neue Mitglied beendet das Mandat des Mitglieds, das es ersetzt.

Ein Ersatzmitglied tagt nur bei Abwesenheit eines ordentlichen Mitglieds.

Art. 117 - Der Beirat für Rehabilitation tagt rechtsgültig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend ist. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der an der Abstimmung teilnehmenden Mitglieder gefaßt, wobei Enthaltungen nicht berücksichtigt werden. Bei Stimmgleichheit ist der Vorschlag abgelehnt.

Art. 118 - Die Ämter des Sekretärs und des beigeordneten Sekretärs des Beirates für Rehabilitation werden von Bediensteten des Dienstes für Gesundheitspflege, die vom leitenden Beamten dieses Dienstes bestimmt werden, ausgeübt.

Art. 119 - Der Beirat für Rehabilitation erstellt seine Geschäftsordnung und legt sie dem Versicherungsausschuß zur Billigung vor.

Abschnitt XIII — Nationales Kollegium der Vertrauensärzte

Art. 120 - Beim Dienst für Gesundheitspflege wird ein Nationales Kollegium der Vertrauensärzte eingesetzt. Dieses Kollegium hat als Aufgabe:

1. eine Geschäftsordnung zu erstellen,
2. die Einhaltung der in Artikel 153 und in Artikel 8 § 8 des Königlichen Erlasses vom 14. September 1984 zur Festlegung des Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen für die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung erwähnten Beschlüsse der Vertrauensärzte zu gewährleisten.

Zu diesem Zweck übermitteln die Vertrauensärzte dem Nationalen Kollegium der Vertrauensärzte über ihre medizinische Direktion und gemäß den vom Nationalen Kollegium der Vertrauensärzte festgelegten Modalitäten pro Quartal die statistischen Informationen in bezug auf ihre Beschlüsse.

Das Nationale Kollegium nimmt die körperliche Untersuchung der Begünstigten vor, wenn es dies für notwendig hält, und ändert eventuell den vom Vertrauensarzt gefaßten Beschluß. Der Beschluß des Nationalen Kollegiums kann keine rückwirkende Kraft haben. Er bleibt höchstens ein Jahr gültig. Während der ersten sechs Monate nach diesem Beschluß darf kein neuer Antrag wegen Verschlechterung des Abhängigkeitsgrads beim Vertrauensarzt eingereicht werden, außer bei medizinischer oder krankenflegerischer Indikation, die durch einen ausführlichen Bericht des behandelnden Arztes nachgewiesen wird.

Dieser Beschluß wird dem Begünstigten, dem Versicherungsträger, bei dem er angeschlossen oder eingetragen ist, und der Einrichtung, in der er aufgenommen ist, oder der Fachkraft für Krankenpflege, die die notwendigen Pflegeleistungen im Rahmen der Hauspflege erbringt, notifiziert,

3. die in Artikel 34 Nr. 11 und 12 des koordinierten Gesetzes erwähnten Dienste und Einrichtungen insbesondere anhand der statistischen Daten, die auf seinen Antrag hin von diesen Diensten und Einrichtungen übermittelt werden, zu kontrollieren hinsichtlich der Einhaltung der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen in bezug auf die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung,

4. den Ausschuß des Dienstes für medizinische Kontrolle über jede Unregelmäßigkeit zu informieren, die es bei der Ausübung seiner Aufgabe feststellt,

5. dem leitenden Beamten des Dienstes für Gesundheitspflege jährlich über seine Tätigkeiten Bericht zu erstatten.

Art. 121 - Das Nationale Kollegium der Vertrauensärzte setzt sich zusammen aus zwölf ordentlichen Mitgliedern und zwölf Ersatzmitgliedern, die Vertrauensärzte sind und unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt; jeder Versicherungsträger hat Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds. Ein Ersatzmitglied tagt nur bei Abwesenheit eines ordentlichen Mitglieds.

Die Mitglieder werden vom König ernannt.

Das Kollegium bestimmt unter seinen Mitgliedern einen Präsidenten.

Die Mitglieder des Nationalen Kollegiums der Vertrauensärzte werden für eine Amtszeit von sechs Jahren ernannt. Ihre Mandate sind alle drei Jahre je zur Hälfte erneuerbar. Die Mandate der Hälfte der Mitglieder wurden zum erstenmal am 1. Januar 1986 erneuert, wobei die ausscheidenden Mitglieder durch das Los bestimmt wurden.

Das Mandat der ausscheidenden Mitglieder ist erneuerbar.

Jedes Mitglied, das vor dem regulären Datum des Ablaufs seines Mandats aus dem Nationalen Kollegium der Vertrauensärzte ausscheidet, wird binnen drei Monaten ersetzt. Das zu diesem Zweck bestimmte Mitglied beendet das Mandat des Mitglieds, das es ersetzt.

Art. 122 - Das Nationale Kollegium der Vertrauensärzte tagt rechtsgültig, wenn mindestens die Hälfte der Mitglieder anwesend ist.

Alle Mitglieder des Nationalen Kollegiums sind stimmberechtigt. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der an der Abstimmung teilnehmenden Mitglieder gefaßt. Bei Stimmgleichheit ist der Vorschlag abgelehnt.

Das Nationale Kollegium kann die Ausführung der in Artikel 120 Nr. 2, 3 und 4 erwähnten Aufgaben intern geschaffenen Abteilungen anvertrauen.

Die Ämter des Sekretärs und des beigeordneten Sekretärs des Nationalen Kollegiums der Vertrauensärzte werden von Bediensteten des Dienstes für Gesundheitspflege, die vom leitenden Beamten dieses Dienstes bestimmt werden, ausgeübt.

KAPITEL II — Anwendungsbereich

Abschnitt I — Personen zu Lasten der Begünstigten

Art. 123 - Die Eigenschaft als Person zu Lasten eines Berechtigten oder Arbeitnehmers im Sinne von Artikel 32 des koordinierten Gesetzes wird den im vorliegenden Artikel und in den Artikeln 124, 125 und 127 erwähnten Personen zuerkannt unter Bedingungen, die in denselben Artikeln erwähnt sind:

1. dem Ehepartner des beziehungsweise der Berechtigten oder des Arbeitnehmers beziehungsweise der Arbeitnehmerin.

Der nicht geschiedene, aber tatsächlich getrennte oder von Tisch und Bett getrennt lebende Ehepartner kann in einem der folgenden Fälle Person zu Lasten sein:

a) Er oder sie kommt für den Unterhalt von mindestens einem Kind, das als Person zu Lasten gilt, auf. Die Eigenschaft dieses Kindes als Person zu Lasten wird im Sinne von Nr. 3 beurteilt, als ob der tatsächlich getrennte oder von Tisch und Bett getrennt lebende Ehepartner selbst Berechtigter wäre.

b) Er oder sie erhält Alimente entweder aufgrund einer gerichtlichen Entscheidung oder - im Fall eines Ehescheidungsverfahrens oder einer Trennung von Tisch und Bett im gegenseitigen Einverständnis - aufgrund einer notariellen Urkunde.

c) Er oder sie ist aufgrund von Artikel 221 des Zivilgesetzbuchs ermächtigt, Beträge einzunehmen, die dem Ehepartner von Dritten geschuldet werden.

d) Er oder sie bezieht eine Pension, die aufgrund einer Gesetzesbestimmung dem getrennt lebenden Ehepartner bewilligt wird,

2. der nicht entlohnten Person ungeachtet des Geschlechts, die sich um den Haushalt des beziehungsweise der Berechtigten oder des Arbeitnehmers beziehungsweise der Arbeitnehmerin kümmert, wenn sie gemäß Artikel 252 seit mehr als sechs Monaten als Mitglied des Haushalts des beziehungsweise der Berechtigten eingetragen ist oder wenn sie seit mehr als sechs Monaten dem Haushalt des in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 15 des koordinierten Gesetzes erwähnten Arbeitnehmers angehört.

Die Frist von sechs Monaten ist für diese Person nicht erforderlich, wenn sie bei ihrer Eintragung bereits aus irgendeinem anderen Grund Anrecht auf Gesundheitsleistungen hatte.

Seine beziehungsweise ihre Eintragung als Person zu Lasten ist nicht möglich, wenn der Ehepartner des beziehungsweise der Berechtigten oder des Arbeitnehmers beziehungsweise der Arbeitnehmerin selbst diese Eigenschaft hat oder wenn der Ehepartner, der selbst Berechtigter ist, mit dem anderen Ehepartner unter einem Dach wohnt,

3. den nachstehend aufgezählten Kindern, wenn sie eine der unter Ziffer 1) bis 7) erwähnten Bedingungen erfüllen:

a) den ehelichen, für ehelich erklärten, adoptierten, anerkannten nichtehelichen Kindern des Berechtigten oder Arbeitnehmers und denjenigen, in deren Geburtsurkunde dessen Name vermerkt ist,

b) den nicht gemeinsamen Kindern des Berechtigten oder Arbeitnehmers und seines Ehepartners, dessen ehelichen, für ehelich erklärten, adoptierten oder anerkannten nichtehelichen Kindern und denjenigen, in deren Geburtsurkunde der Name dieses Ehepartners vermerkt ist, wenn der Ehepartner deren Unterhalt wahrnimmt,

c) den nicht gemeinsamen Kindern des Berechtigten oder Arbeitnehmers und der in Nr. 2 erwähnten Person zu seinen Lasten, deren ehelichen, für ehelich erklärten, adoptierten oder anerkannten nichtehelichen Kindern und denjenigen, in deren Geburtsurkunde der Name dieser Person vermerkt ist, wenn diese Person deren Unterhalt wahrnimmt,

d) den Enkelkindern des Berechtigten oder Arbeitnehmers, seines Ehepartners oder der in Nr. 2 erwähnten Person, wenn dieser Berechtigte oder Arbeitnehmer den Unterhalt dieser Kinder wahrnimmt,

e) den Kindern und Enkelkindern des Ehepartners des Berechtigten oder Arbeitnehmers oder der in Nr. 2 erwähnten Person, im Sinne der Bestimmungen von Buchstabe b), c) und d), deren Unterhalt dieser Berechtigte oder Arbeitnehmer nach dem Tod dieses Ehepartners oder dieser Person wahrnimmt,

f) den Kindern, für die der Berechtigte oder Arbeitnehmer an Stelle des Vaters, der Mutter oder anderer Personen, denen diese Aufgabe normalerweise zukommt, den Unterhalt wahrnimmt, wenn diese gestorben, inhaftiert oder zu 66 Prozent arbeitsunfähig sind, für diese Arbeitsunfähigkeit aber nicht entschädigt werden, oder wenn sie diese Kinder ausgesetzt haben,

g) den Kindern, die dem Berechtigten oder Arbeitnehmer von einem nationalen oder internationalen Hilfswerk, von einem öffentlichen Sozialhilfzentrum oder aufgrund des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz anvertraut sind.

Die vorerwähnten Kinder müssen sich in einer der folgenden Lagen befinden:

1) Anrecht auf Kinderzulagen geben; mit diesen Kindern gleichgestellt werden:

1. Kinder des Berechtigten, der aufgrund eines internationalen Abkommens Anrecht auf Gesundheitspflege in Belgien hat und der Berechtigte von Kinderzulagen hätte sein können, wenn das Gesetz vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer oder der Gesetzlerlaß vom 10. Januar 1945 über die soziale Sicherheit der Bergarbeiter und der ihnen gleichgestellten Personen auf ihn anwendbar gewesen wäre,

2. Kinder, die in Anwendung des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen eine Beihilfe zur Ersetzung des Einkommens beziehen.

Die Bedingung hinsichtlich der Kinderzulagen gilt jedoch nicht bis einschließlich 31. Dezember des Jahres, im Laufe dessen die Kinder, die sich in einer der in Buchstabe a), f) oder g) erwähnten Lagen befinden, achtzehn Jahre alt werden,

2) das fünfundzwanzigste Lebensjahr noch nicht vollendet haben und regelmäßig am Mittelschul-, Hochschul-, beruflichen oder technischen Unterricht teilnehmen. Dieser Unterricht muß tagsüber erteilt werden und darf nicht auf einen Teil des Jahres beschränkt sein.

Diese Bestimmungen gelten für Diözesanpriester, die ihr Studium fortsetzen, insofern sie nicht in irgendeinem besoldeten Amt ernannt sind, und für Pater, Brüder oder Nonnen, die ihr Studium fortsetzen, insofern sie nicht ihre ersten Gelübde abgelegt haben.

Die Unterbrechung des Studiums führt zum Verlust der Eigenschaft als Person zu Lasten, außer wenn der Vertrauensarzt sie wegen der Krankheit des Kindes als gerechtfertigt ansieht. In diesem Fall behält das Kind die Eigenschaft als Person zu Lasten bis zum Datum der Genesung, wenn sie eintritt, bevor es das fünfundzwanzigste Lebensjahr vollendet hat, und gegebenenfalls während der Dauer des wiederaufgenommenen Studiums, bis das Kind dieses Alter erreicht,

3) durch einen Lehrvertrag gebunden sein, dessen Abschluß registriert ist und dessen Ausführung von einem anerkannten Lehrlingssekretariat kontrolliert wird; hiermit gleichgestellt werden Kinder, die im Rahmen der Ausbildung zum Betriebsleiter Kurse der ständigen Weiterbildung des Mittelstands belegen,

4) zum Zeitpunkt, wo die Anwendung der vorliegenden Bestimmung beantragt wird, lediges Kind über achtzehn, aber unter fünfundzwanzig Jahre sein und entweder den verstorbenen Ehepartner, die verstorbene Ehepartnerin oder die verstorbene in Nr. 2 erwähnte Person in der Hausarbeit ersetzen oder dem Ehepartner, der Ehepartnerin oder der vorerwähnten Person bei dieser Arbeit beistehen in einem Haushalt mit mindestens vier Kindern, von denen für mindestens drei Kinderzulagen bezogen werden. In diesen Fällen dürfen weder das Kind noch der Ehepartner, die Ehepartnerin oder die vorerwähnte Person eine andere Tätigkeit verrichten als die, auf die sich vorliegende Bestimmung bezieht,

5) zum Zeitpunkt, wo die Anwendung der vorliegenden Bestimmung beantragt wird, lediges Kind über achtzehn, aber unter fünfundzwanzig Jahre sein und den Ehepartner, die Ehepartnerin, die in Nr. 2 erwähnte Person, den Witwer oder die Witwe in der Hausarbeit ersetzen, wenn es diesem oder dieser seit mindestens einem Monat aufgrund seines/ihrer Gesundheitszustands völlig unmöglich ist, diese Arbeit zu verrichten. Daß es dem Ehepartner, der Ehepartnerin, der vorerwähnten Person, dem Witwer oder der Witwe aufgrund seines/ihrer Gesundheitszustands unmöglich ist, seine/ihre Hausarbeit zu verrichten, wird durch ein ärztliches Attest bestätigt und muß vom Vertrauensarzt festgestellt und überwacht werden.

Gibt das Kind, das selbst Berechtigter ist, unter den in der vorliegenden Bestimmung festgelegten Bedingungen seine Arbeit ganz auf, gilt es sofort als Begünstigter,

6) zum Zeitpunkt, wo die Anwendung der vorliegenden Bestimmung beantragt wird, lediges Kind über achtzehn, aber unter fünfundzwanzig Jahre sein, keinen Beruf ausüben und den verwitweten Vater oder die verwitwete Mutter, den getrennt lebenden oder verlassenen Vater oder die getrennt lebende oder verlassene Mutter, der/die sozialversicherungspflichtig ist und seinen/ihren Beruf vollzeitig ausübt, in der Hausarbeit ersetzen,

7) ungeachtet des Alters Kind sein, für dessen Unterhalt der Berechtigte vor dem fünfundzwanzigsten Geburtstag des Kindes gesorgt hat, aufgrund seiner körperlichen oder geistigen Verfassung unfähig sein, irgendeinen Beruf auszuüben einschließlich desjenigen eines Hausangestellten, und sich jeder Rehabilitations- oder Umschulungsbehandlung unterziehen, wenn diese vom Kollegium der Ärzte-Direktoren als geeignet angesehen wird. Die Arbeitsunfähigkeit wird von diesem Kollegium auf Vorschlag des Vertrauensarztes festgestellt,

4. den Verwandten in aufsteigender Linie des Berechtigten oder Arbeitnehmers oder seines Ehepartners und gegebenenfalls ihren Stiefvätern und Stiefmüttern, wenn sie folgende Bedingungen erfüllen:

a) entweder älter als fünfundfünfzig Jahre sein oder aufgrund ihrer geistigen oder körperlichen Verfassung bleibend unfähig sein, irgendeine Arbeit zu verrichten; dieser Zustand wird durch ein ärztliches Attest bestätigt und vom Vertrauensarzt anerkannt und überwacht,

b) seit mindestens sechs Monaten als Mitglied des Haushalts des Berechtigten eingetragen sein gemäß den Bestimmungen von Artikel 252.

Diese Frist ist nicht erforderlich, wenn die Betroffenen bei ihrer Eintragung als Verwandte in aufsteigender Linie aus irgendeinem anderen Grund bereits Anrecht auf Gesundheitsleistungen hatten.

Art. 124 - § 1 - Als Personen zu Lasten können jedoch nicht angesehen werden:

1. Personen, die über ein Einkommen, eine Pension, eine Rente, eine Zulage beziehungsweise eine Entschädigung verfügen, die in Artikel 225 § 3 erwähnt sind, insofern der Brutto-Gesamtbetrag die ab dem 1. Juli 1983 zu berücksichtigende Grenze übersteigt. Die Höhe dieses Einkommens wird gemäß den in Artikel 225 erwähnten Modalitäten nachgewiesen.

Von diesem Ausschluß kann abgewichen werden zugunsten:

— der in Artikel 123 Nr. 3 erwähnten Kinder,
 — der Berechtigten im Sinne des Königlichen Erlasses vom 30. Juli 1964 zur Festlegung der Bedingungen, gemäß denen die Anwendung des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung auf Selbständige ausgedehnt wird, die am 31. März 1983 als Person zu Lasten eingetragen sind und an diesem Datum das Alter von fünfzig Jahren erreicht haben,

— der Personen, die am 31. März 1983 folgende Bedingungen erfüllen:

a) als Person zu Lasten eingetragen sein,
 b) das Alter von sechzig oder fünfundsechzig Jahren erreicht haben, je nachdem ob es eine Frau oder einen Mann betrifft,

c) Begünstigter einer Behindertenbeihilfe sein, die aufgrund des Gesetzes vom 27. Juni 1969 über die Gewährung von Behindertenbeihilfen auf der Grundlage eines Unfähigkeitsgrades von mindestens 70 Prozent bewilligt wird; die Erfüllung dieser Bedingung wird durch eine Bescheinigung nachgewiesen, die vom Dienst für Behinderte des Ministeriums der Sozialen Angelegenheiten ausgestellt wird.

Der Teil der Ruhestandspension, der dem Ehepartner dem Gesetz entsprechend im Fall einer tatsächlichen Trennung bewilligt wird, die auf eine in Artikel 2 des Gesetzes vom 26. Juni 1990 über den Schutz der Person des Geisteskranken vorgesehene Schutzmaßnahme zurückzuführen ist, wird nicht als Ersatzeinkommen angesehen,

2. Personen, die die Eigenschaft als Berechtigte im Sinne von Artikel 32 Absatz 1 Nr. 1 bis 12 haben und ohne Zahlung eines ergänzenden Beitrags oder eines Eigenbeitrags Anspruch auf Gesundheitsleistungen haben.

Die in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 16 erwähnten Waisen können jedoch entweder gemäß Artikel 128 in der Eigenschaft einer Waise oder unter den in Artikel 123 Nr. 3 Buchstabe d), e), f) und g) vorgesehenen Bedingungen als Person zu Lasten eingetragen werden,

3. Personen, die Anspruch auf Gesundheitsleistungen haben aufgrund ihrer Beschäftigung bei einer nationalen, internationalen oder überstaatlichen öffentlich-rechtlichen Einrichtung, die selbst eine Gesundheitspflege- und Entschädigungsversicherungsregelung organisiert, bei der ihr Personal angeschlossen sein muß; dies gilt auch für Personen zu deren Lasten, es sei denn, sie können eine im vorliegenden Abschnitt erwähnte Eigenschaft als Person zu Lasten beanspruchen, die aufgrund der in Artikel 125 erwähnten Reihenfolge Vorrang vor der Eigenschaft hat, aufgrund deren sie als Person zu Lasten die Leistungen der vorerwähnten Gesundheitspflege- und Entschädigungsversicherungsregelung in Anspruch nehmen können, die im Rahmen einer nationalen, internationalen oder überstaatlichen öffentlich-rechtlichen Einrichtung organisiert wird.

§ 2 - Personen zu Lasten eines Berechtigten oder eines Arbeitnehmers im Sinne von Artikel 123 müssen seinem Haushalt angehören; sie erfüllen diese Bedingung nur, wenn sie denselben Hauptwohntort - im Sinne von Artikel 3 Absatz 1 Nr. 5 des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen - wie der Berechtigte haben.

Von dieser Regel ausgenommen sind der in Artikel 123 Nr. 1 erwähnte getrennt lebende Ehepartner und die Kinder, die in Anwendung von Artikel 123 Nr. 3 Ziffer 1) 2) 3) und 7) zu Lasten des Berechtigten oder Arbeitnehmers sind.

Die Eigenschaft als Person zu Lasten geht nicht verloren, wenn diese Person dem Haushalt des Berechtigten oder Arbeitnehmers zeitweilig nicht mehr angehört.

Die Nichtzugehörigkeit zum Haushalt des Berechtigten oder Arbeitnehmers wird als zeitweilig angesehen:

— wenn sie höchstens drei Monate beträgt,
 — für die ganze Dauer der Aufnahme in einer Pflegeanstalt, die gemäß dem am 7. August 1987 koordinierten Gesetz über die Krankenhäuser zugelassen ist,
 — für die ganze Dauer des Aufenthalts in einem Altenheim, das in Anwendung des Gesetzes vom 12. Juli 1966 über die Altenheime zugelassen ist,
 — für die ganze Dauer des Aufenthalts in einem Alten- und Pflegeheim, das in Anwendung des Gesetzes vom 27. Juni 1978 zur Abänderung der Rechtsvorschriften über die Krankenhäuser und betreffend bestimmte andere Formen der Pflegeerbringung zugelassen ist.

Diese zeitweilige Nichtzugehörigkeit unterbricht nicht die in Artikel 123 Nr. 4 Buchstabe b) vorgeschriebene Wartezeit von sechs Monaten.

§ 3 - Der Nachweis des Hauptwohntortes muß in den in § 2 vorgesehenen Fällen gemäß den Bestimmungen von Artikel 225 § 4 erbracht werden.

Art. 125 - § 1 - Kann eine Person in verschiedenen Eigenschaften die Eigenschaft als Person zu Lasten beanspruchen, muß die Eintragung unter Berücksichtigung der nachstehenden Reihenfolge erfolgen:

1. Artikel 123 Nr. 1,
2. Artikel 123 Nr. 3,
3. Artikel 123 Nr. 4,
4. Artikel 123 Nr. 2.

Ungeachtet der Bestimmungen des vorhergehenden Absatzes kann der tatsächlich getrennte oder von Tisch und Bett getrennt lebende Ehepartner in der Eigenschaft einer nicht entlohnten Person, die sich um den Haushalt eines Berechtigten kümmert, eingetragen werden, wenn er/sie die in Artikel 123 Nr. 2 vorgesehenen Bedingungen erfüllt und insofern sein/ihr Ehepartner nicht verlangt, daß er/sie in Anwendung von Artikel 123 Nr. 1 zu seinen/ihren Lasten eingetragen wird.

Kann ein Kind verschiedene in Artikel 123 Nr. 3 Buchstabe *a)* bis *g)* erwähnte Eigenschaften geltend machen und besteht zwischen den Berechtigten ein Streitfall über die Frage, bei wem es als Person zu Lasten eingetragen werden soll, wird das Kind vorrangig zu Lasten des Berechtigten, der den Unterhalt des Kindes wahrnimmt, zu Lasten des in Artikel 123 Nr. 3 Buchstabe *b)* erwähnten Ehepartners, der den Unterhalt des Kindes wahrnimmt, oder zu Lasten der nicht entlohnten, für den Haushalt einstehenden, in Artikel 123 Nr. 3 Buchstabe *c)* erwähnten Person, die den Unterhalt des Kindes wahrnimmt, eingetragen. Als Person, die den Unterhalt eines Kindes wahrnimmt, gilt die Person, die dieses Kind bei sich erzieht.

§ 2 - Kann eine Person nach Anwendung der Bestimmungen von § 1 zu Lasten mehrerer Berechtigten, die unter einem Dach wohnen und gemeinsam den Unterhalt desselben Haushalts wahrnehmen, eingetragen werden, so wird diese Person eingetragen:

1. zu Lasten des Berechtigten, der Anspruch auf alle Gesundheitsleistungen hat, wenn die verschiedenen Berechtigten Anspruch auf verschiedene Gesundheitspflegeregulungen haben,
2. zu Lasten des ältesten Berechtigten, wenn die verschiedenen Berechtigten Anspruch auf dieselbe Gesundheitspflegeregulung haben.

Kann eine Person nach Anwendung der Bestimmungen von § 1 zu Lasten mehrerer Berechtigten, die nicht unter einem Dach wohnen, eingetragen werden, so wird diese Person eingetragen:

1. zu Lasten des Berechtigten, der Anspruch auf alle Gesundheitsleistungen hat, wenn die verschiedenen Berechtigten Anspruch auf verschiedene Gesundheitspflegeregulungen haben,
2. zu Lasten des Berechtigten, der den Unterhalt der Person wahrnimmt, wenn die verschiedenen Berechtigten Anspruch auf dieselbe Gesundheitspflegeregulung haben.

Art. 126 - Der Begünstigte, der aufgrund der Bestimmungen des vorliegenden Abschnittes, die seit dem 1. April 1983 anwendbar sind, die Eigenschaft als Person zu Lasten behält, bleibt zu Lasten der Person eingetragen, bei der er am 31. März 1983 eingetragen war, außer wenn die Anwendung der vorliegenden Bestimmungen entweder von dem betreffenden Begünstigten oder von dem Berechtigten, zu dessen Lasten er aufgrund derselben Bestimmungen zu stehen käme, schriftlich beantragt wird.

Gibt es am 1. April 1983 in einem Haushalt jedoch mindestens einen Begünstigten, der die Eigenschaft als Person zu Lasten eines bestimmten Berechtigten hat, und solange dieser Sachverhalt andauert:

1. gilt der in Absatz 1 erwähnte Antrag, der von dem Berechtigten, zu dessen Lasten der beziehungsweise die Begünstigten aufgrund der neuen Bestimmungen zu stehen kämen, oder von einem dieser Begünstigten gestellt wird, für all diese Begünstigten,
2. bleibt die Lage jedes neuen Begünstigten, der zu Lasten von verschiedenen Berechtigten sein kann, durch die alten Bestimmungen geregelt, solange der in Absatz 1 erwähnte Antrag nicht gestellt wird.

Art. 127 - Personen zu Lasten, die diese Eigenschaft verlieren, haben weiter Anspruch auf Gesundheitsleistungen bis zum 30. Juni des Jahres nach dem Jahr, im Laufe dessen sie die vorerwähnte Eigenschaft verloren haben.

Nachstehend erwähnte Personen zu Lasten, die diese Eigenschaft verlieren, haben jedoch während der nachfolgend erwähnten Zeiträume weiter Anspruch auf Gesundheitsleistungen:

— in Artikel 205 § 1 Nr. 3 erwähnte Personen zu Lasten, die diese Eigenschaft verlieren, für die dort festgelegten Zeiträume; der Zeitraum, während dessen der Betroffene einberufen oder wiedereinberufen wird oder seinen Dienst als Wehrdienstverweigerer aus Gewissensgründen ableistet, wird für diesen Zeitraum nicht berücksichtigt,

— nicht in Artikel 205 § 1 Nr. 3 erwähnte Personen zu Lasten, die die Eigenschaft als Person zu Lasten für einen Zeitraum von höchstens sechs Monaten verlieren, der zwischen dem Ende oder der Unterbrechung des Studiums und der Erlangung der Eigenschaft als Berechtigter im Sinne von Artikel 32 Absatz 1 Nr. 1 oder Artikel 33 Absatz 1 Nr. 4, 5 und 6 des koordinierten Gesetzes liegt; der Zeitraum, während dessen der Betroffene einberufen oder wiedereinberufen wird oder seinen Dienst als Wehrdienstverweigerer aus Gewissensgründen ableistet, wird für diesen Zeitraum nicht berücksichtigt,

— behinderte Kinder, die aufgrund von Artikel 123 Nr. 3 Ziffer 1) Personen zu Lasten sind und das Alter von einundzwanzig Jahren erreichen und daher gleichzeitig ihre Kinderzulagen und die Eigenschaft als Person zu Lasten verlieren, haben während eines Zeitraums von höchstens drei Jahren weiter Anspruch auf Gesundheitsleistungen.

Die Aufrechterhaltung der Leistungen, so wie dies in diesen Bestimmungen vorgesehen ist, wird nur bewilligt, insofern der Anspruch auf Leistungen nicht aus einem anderen Grund bestehen kann. Erhält die in dieser Bestimmung erwähnte Person jedoch Anspruch auf Gesundheitsleistungen in der Eigenschaft eines Berechtigten oder Begünstigten gemäß Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 30. Juli 1964 zur Festlegung der Bedingungen, gemäß denen die Anwendung des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung auf Selbständige ausgedehnt wird, so hat sie weiter Anspruch auf die in Artikel 34 des koordinierten Gesetzes erwähnten Gesundheitsleistungen bis zum Ende des Quartals nach demjenigen, im Laufe dessen sie gemäß Artikel 3 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 30. Juli 1964 die Eigenschaft eines Berechtigten oder Begünstigten erlangt hat.

Abschnitt II — Waisen

Art. 128 - Unter Kindern von Berechtigten im Sinne von Artikel 32 Absatz 1 Nr. 16 des koordinierten Gesetzes sind Kinder zu verstehen, die sich in einer der in Artikel 123 Nr. 3 Absatz 2 Ziffer 1) bis 7) bestimmten Lagen befinden und eheliche, für ehelich erklärte, adoptierte oder anerkannte nichteheliche Kinder eines Berechtigten sind oder in deren Geburtsurkunde der Name eines Berechtigten vermerkt ist, wenn dieser Berechtigte zum Zeitpunkt seines Todes Hinterbliebener ihres Vater oder ihrer Mutter oder ihr einziger leiblicher Elternteil war.

Diese Bestimmung gilt auch, wenn die Kinder zum Zeitpunkt dieses Todes Personen zu Lasten eines anderen Berechtigten waren.

KAPITEL III — *Bedingungen für die Bewilligung von Leistungen**Abschnitt I* — Wartezeit im Hinblick auf die Eröffnung des Anrechts auf Gesundheitspflege

Art. 129 - § 1 - In Anwendung von Artikel 121 § 2 des koordinierten Gesetzes müssen nachstehend aufgezählte Personen eine Wartezeit von sechs Monaten absolvieren, die am Anfang des Monats beginnt, im Laufe dessen sie die Eigenschaft eines Berechtigten erlangen:

1. Personen, die in den sechs Monaten vor dem Anschließen oder vor der Eintragung keine Begünstigten von Beteiligungen für Gesundheitspflege zu Lasten einer belgischen öffentlichen Behörde waren,
2. Personen, die in den sechs Monaten vor dem Anschließen oder vor der Eintragung keine Begünstigten einer Gesundheitspflegeversicherungsregelung waren, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder von einem Staat organisiert wird, mit dem Belgien ein Abkommen im Bereich der sozialen Sicherheit in bezug auf die Zusammenrechnung der Versicherungszeiträume geschlossen hat,
3. vorerwähnte Personen, die ihren Hauptwohrtort in Belgien haben und auf die in den sechs Monaten vor dem Anschließen oder vor der Eintragung kein Statut einer Einrichtung internationalen oder europäischen Rechts mit Niederlassung in Belgien, das eine Beteiligung an den Gesundheitspflegekosten vorsieht, anwendbar war.

Im Laufe des Monats nach Ende der Wartezeit müssen für die in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 1 des koordinierten Gesetzes erwähnten Berechtigten die in Artikel 277 erwähnten Daten, die jedoch auf die Dauer der Wartezeit beschränkt sind, gemäß dem im vorerwähnten Artikel beschriebenen Verfahren übermittelt werden.

Im Laufe des Monats nach Ende der Wartezeit wird für Berechtigte, die nicht im vorhergehenden Absatz erwähnt sind, von den Stellen oder Personen, die den betreffenden Berechtigten die in Artikel 276 § 1 erwähnten Beitragsscheine aushändigen, eine Unterlage ausgehändigt, die dieselben Daten wie die Beitragsscheine enthält, jedoch auf die Dauer der Wartezeit beschränkt ist.

Der Begünstigte übergibt die im vorhergehenden Absatz erwähnte Unterlage oder den Beitragsschein auf Papier, den er gegebenenfalls in Anwendung von Artikel 277 § 1 erhält, seinem Versicherungsträger binnen zwei Monaten nach Ende der Wartezeit.

Der Versicherungsträger überprüft aufgrund der vorerwähnten Daten oder Unterlagen, ob der Mindestwert im Rahmen der Gesundheitspflegeversicherung und gegebenenfalls im Rahmen der Entschädigungsversicherung erreicht ist; er verlangt eventuell einen Zusatzbeitrag gemäß den in Artikel 290 vorgeschriebenen Regeln. Dafür geht er von der Hälfte des jährlichen Mindesteinkommens und vom Nenner 120 aus.

§ 2 - Für Personen, deren in Artikel 121 § 2 des koordinierten Gesetzes vorgesehene Wartezeit durch ihre Einberufung oder Wiedereinberufung unterbrochen wird und die binnen dreißig Tagen nach Ende ihres Militärdienstes die in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 1, 3 und 5 und Artikel 33 Absatz 1 Nr. 5 und 6 des koordinierten Gesetzes definierte Eigenschaft eines Berechtigten wiedererlangen, gilt die Wartezeit als absolviert, sobald sie unter Berücksichtigung des schon absolvierten Teils der Wartezeit und des Werts der abgegebenen Beitragsbelege die im vorerwähnten Artikel 121 gestellten Bedingungen erfüllen.

Sind die im vorhergehenden Absatz erwähnten Personen innerhalb dreißig Tagen nach der Entlassung ins Zivilleben oder in den Urlaub auf unbestimmte Zeit arbeitsunfähig im Sinne von Artikel 100 § 1 des koordinierten Gesetzes und ist diese Arbeitsunfähigkeit auf einen während des Wehrdienstes geschehenen Unfall oder ein während des Wehrdienstes erlittenes Leiden zurückzuführen, wird davon ausgegangen, daß die Wartezeit absolviert ist.

Dies gilt auch, wenn diese Personen, die zum Wehrdienst einberufen oder wiedereinberufen worden sind, aus gesundheitlichen Gründen von ihrem Dienst abwesend sind, insofern ihre Abwesenheit nicht auf die Dauer des Wehrdienstes angerechnet wird.

§ 3 - Für die Anwendung der vorliegenden Bestimmung wird der Zeitraum der Ableistung der Verpflichtungen aufgrund der Rechtsvorschriften über das Statut der Wehrdienstverweigerer aus Gewissensgründen dem Zeitraum der Einberufung oder Wiedereinberufung zum Wehrdienst gleichgesetzt.

§ 4 - Die Bestimmungen des vorliegenden Artikels sind nicht auf die in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 7 bis 12 und 16 des koordinierten Gesetzes erwähnten Berechtigten anwendbar.

Die Bestimmungen des vorliegenden Artikels sind ebenfalls nicht anwendbar auf Berechtigte, die im Laufe der letzten sechs Monate, die ihrem Anschließen oder ihrer Eintragung vorangehen, unter dem Schutz der Belgischen Regierung in Belgien angekommen sind und denen die Eigenschaft eines politischen Flüchtlings vom Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose zuerkannt worden ist.

§ 5 - Die in § 1 Nr. 1, 2 und 3 erwähnte Frist von sechs Monaten wird durch den Zeitraum unterbrochen, während dessen der Betreffende von seinem Arbeitgeber oder der Behörde seiner Glaubensgemeinschaft ins Ausland geschickt wird, um einen Auftrag zu erfüllen.

Abschnitt II — Eigenbeitrag, der für Verwandte in aufsteigender Linie und von bestimmten Pensionierten, Witvern und Witwen zu zahlen ist

Art. 130 - Gesundheitsleistungen werden für Verwandte in aufsteigender Linie, die unter den in Artikel 123 Nr. 4 vorgesehenen Bedingungen als Personen zu Lasten eines Berechtigten angesehen werden, bewilligt, insofern der Berechtigte einen Monatsbeitrag von 120 Franken pro Verwandten in aufsteigender Linie zu seinen Lasten zahlt.

Werden jedoch zwei Ehepartner als Verwandte in aufsteigender Linie zu Lasten desselben Berechtigten aufgenommen, wird der von letzterem für diese beiden Person zu entrichtende Beitrag auf 180 Franken beschränkt.

Dieser Beitrag wird ab dem Monat nach dem Monat geschuldet, im Laufe dessen der Verwandte in aufsteigender Linie als Mitglied des Haushalts des Berechtigten eingetragen worden ist.

Er muß spätestens am 30. Juni des Jahres nach dem Jahr, für das die Beiträge geschuldet werden, entrichtet werden.

Der Anspruch auf Gesundheitsleistungen wird ausgesetzt, bis die Eigenbeiträge für das Bezugsjahr entrichtet worden sind.

Die im vorliegenden Artikel festgelegten Beträge sind an den Schwellenindex 148,80 des Verbraucherpreisindex gebunden. Diese Beträge werden am 1. Januar jeden Jahres dem Satz des Verbraucherpreisindex vom 31. Oktober des Vorjahres angepaßt.

Art. 131 - Die Höhe des Eigenbeitrags, der von den in Artikel 125 letzter Absatz des koordinierten Gesetzes erwähnten Pensionierten, Witwern und Witwen geschuldet wird, wird pro Kalenderjahr auf 2.160 Franken oder auf 1.440 Franken festgelegt, je nachdem ob der Berechtigte Personen zu Lasten hat oder nicht.

Der Jahresbeitrag kann in monatlichen Teilbeträgen von 180 beziehungsweise 120 Franken entrichtet werden.

Beträgt der Zeitraum, für den der Beitrag geschuldet wird, weniger als ein Kalenderjahr, wird der Beitrag auf eine Zahl monatlicher Teilbeträge gekürzt, die der Zahl vollständiger oder unvollständiger Monate, die dieser Zeitraum umfaßt, entspricht.

Die im vorliegenden Artikel festgelegten Beträge sind an den Schwellenindex 148,80 des Verbraucherpreisindex gebunden. Diese Beträge werden am 1. Januar jeden Jahres dem Satz des Verbraucherpreisindex vom 31. Oktober des Vorjahres angepaßt.

Für die in Artikel 125 letzter Absatz des koordinierten Gesetzes erwähnten Pensionierten wird der Eigenbeitrag ab dem Monat, in dem die Pension einsetzt, geschuldet.

Beziehen diese Pensionierten jedoch die besondere Frühpension, die aufgrund der Artikel 101 bis 108 und 161 bis 167 des Gesetzes vom 22. Dezember 1977 über die Haushaltsvorschläge 1977-1978 zugunsten von älteren Arbeitslosen und Invaliden eingeführt worden ist, wird der Eigenbeitrag frühestens ab dem Monat geschuldet, im Laufe dessen sie dem Landespensionsamt notifizieren, daß sie definitiv die im Rahmen des vorerwähnten Gesetzes zuerkannte Vorpension wählen.

Für Witwer und Witwen, die in Artikel 125 letzter Absatz des koordinierten Gesetzes erwähnt sind, wird der Eigenbeitrag ab dem ersten Tag des Monats nach dem Monat geschuldet, im Laufe dessen sie Witwer oder Witwe geworden sind.

Der Eigenbeitrag muß spätestens am 30. Juni des Jahres nach dem Jahr, für das die Beiträge geschuldet werden, entrichtet werden.

Der Anspruch auf Gesundheitsleistungen wird ausgesetzt, bis die Eigenbeiträge für das Bezugsjahr entrichtet worden sind.

Abschnitt III — Modalitäten in bezug auf die Wartezeit bei Übergang von einem Zweig der Gesundheitspflegeversicherung zu einem anderen

Art. 132 - Personen, die gemäß Artikel 129 verpflichtet sind, eine Wartezeit zu absolvieren und die die Eigenschaft eines Berechtigten aufgrund von Artikel 32 Absatz 1 Nr. 1 oder 3 des koordinierten Gesetzes im Laufe einer Wartezeit erlangen, die eventuell in einer Gesundheitspflegeregelung vorgesehen ist, die durch einen Erlaß zur Ausführung von Artikel 33 dieses koordinierten Gesetzes eingeführt worden ist, haben Anrecht auf Leistungen, nachdem sie eine Wartezeit absolviert haben, die der Dauer des Teils der Wartezeit entspricht, den sie noch in der Gesundheitspflegeregelung absolvieren mußten, die durch einen Erlaß zur Ausführung von Artikel 33 des koordinierten Gesetzes eingeführt worden ist. Diese verkürzte Wartezeit ist nur dann anwendbar, wenn die Beiträge für den Teil der Wartezeit, die in der Regelung abgelaufen ist, die durch einen Erlaß zur Ausführung von vorerwähntem Artikel 33 eingeführt worden ist, entrichtet werden.

Personen, die die Eigenschaft eines Berechtigten aufgrund von Artikel 32 Absatz 1 Nr. 1 und 3 des koordinierten Gesetzes erlangen, nachdem sie die Eigenschaft eines Begünstigten gehabt haben, die in Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 30. Juli 1964 zur Festlegung der Bedingungen, gemäß denen die Anwendung des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung auf Selbständige ausgedehnt wird, erwähnt ist, haben ohne Wartezeit Anrecht auf die in Artikel 34 des koordinierten Gesetzes aufgezählten Leistungen, die nicht in Artikel 1 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vorgesehen sind, wenn sie vorher für diese Leistungen Beiträge an eine Krankenkasse entrichtet haben, dies im Verhältnis zu dem Zeitraum innerhalb der letzten sechs Monate vor Erlangung der Eigenschaft eines Berechtigten im Sinne von Artikel 32 des koordinierten Gesetzes, während dessen sie diesem Königlichen Erlaß unterworfen waren.

Abschnitt IV — Besondere Bestimmungen in bezug auf die Aufrechterhaltung des Anspruchs auf Gesundheitsleistungen

Art. 133 - Personen, die ab dem 1. Januar 1990 die Eigenschaft eines Berechtigten im Sinne von Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 30. Juli 1964 zur Festlegung der Bedingungen, gemäß denen die Anwendung des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung auf Selbständige ausgedehnt wird, erlangen, während sie aufgrund der Artikel 122 oder 123 des koordinierten Gesetzes noch Begünstigte sind, aber ihre Eigenschaft als Berechtigte im Sinne von Artikel 32 Absatz 1 Nr. 1 bis 12 und 16 des koordinierten Gesetzes verloren haben, können in Anwendung von Artikel 126 Nr. 1 des koordinierten Gesetzes ihren Leistungsanspruch noch bis zum Ende des Quartals nach dem Quartal behalten, im Laufe dessen sie die Eigenschaft eines Berechtigten im Sinne von Artikel 3 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 30. Juli 1964 erlangt haben, es sei denn, sie erbringen den Nachweis, daß sie die Eigenschaft eines Berechtigten im Sinne von Artikel 32 Absatz 1 Nr. 1 bis 12 und 16 vor Ende dieses Zeitraums wiedererlangt haben.

Art. 134 - § 1 - In Anwendung von Artikel 126 Nr. 2 des koordinierten Gesetzes kann das Anrecht auf Gesundheitsleistungen nicht weiter verlängert werden, wenn die Eigenschaft eines Berechtigten im Sinne von Artikel 32 Absatz 1 Nr. 1 bis 12 und 16 des koordinierten Gesetzes im letzten Quartal des Bezugsjahres nicht mehr bestand, außer wenn diese Eigenschaft vor dem 1. Juli des Jahres nach dem betreffenden Bezugsjahr wiedererlangt wird.

§ 2 - Für Berechtigte, die verpflichtet sind, eine Wartezeit zu absolvieren, bevor sie Anspruch auf Gesundheitsleistungen haben, kann die Wartezeit nur als absolviert angesehen werden, wenn sie im Laufe des letzten vollständigen Quartals dieser Wartezeit oder in dem darauffolgenden restlichen Teil der Wartezeit die Eigenschaft eines Berechtigten noch besaßen.

Art. 135 - Personen, die ihren Anspruch auf Gesundheitsleistungen in Anwendung von Artikel 123 des koordinierten Gesetzes und unter Berücksichtigung der Bestimmungen der Artikel 133 und 134 verlängern können, für die aber festgestellt wird, daß das betreffende Bezugsjahr Zeiträume von mindestens einem vollständigen Quartal umfaßt, die nicht durch einen Beitragsschein oder einen der in Artikel 290 Buchstabe A Nr. 2 aufgezählten Zeiträume gedeckt sind, können in Abweichung von Artikel 123 des koordinierten Gesetzes ihren Anspruch auf Gesundheitsleistungen nur verlängern, wenn sie für jedes nicht gedeckte Quartal einen Sonderbeitrag entrichten, der dreimal der Höhe des im abgelaufenen Kalenderjahr geltenden höchsten Monatsbeitrags entspricht, der durch den Königlichen Erlaß vom 28. Juni 1969 zur Ausdehnung des Anwendungsbereichs der Gesundheitspflegepflichtversicherung auf die noch nicht geschützten Personen festgelegt ist.

Personen, die den Nachweis erbringen, daß sie für das Bezugsjahr keine Einkünfte von mehr als zwölfmal den in Artikel 225 § 3 erwähnten Betrag haben, werden von der Zahlung dieses Beitrags befreit. Unter Einkünften im Sinne dieser Bestimmung sind die in Artikel 225 § 3 erwähnten Einkünfte zu verstehen.

Der Zeitraum vor dem Datum, ab dem die Bestimmungen in bezug auf die Eröffnung und Aufrechterhaltung des Anrechts auf Beteiligung auf die in Absatz 1 erwähnten Personen anwendbar sind, führt jedoch nicht zur Zahlung des vorerwähnten Sonderbeitrags.

Art. 136 - § 1 - Die in Artikel 134 erwähnten Personen, denen der Anspruch auf Gesundheitsleistungen entzogen worden ist und die die Eigenschaft eines Berechtigten während des Zeitraums vom 1. Juli bis zum 31. Dezember nach dem betreffenden Bezugsjahr wiedererlangen, können den Anspruch auf Gesundheitsleistungen nur wiedereröffnen, wenn sie alle Beitragsbedingungen für das vorherige Kalenderjahr einschließlich der in Artikel 135 vorgesehenen Beitragsbedingung noch erfüllen, so wie sie für Berechtigte, die ihren Anspruch auf Gesundheitsleistungen verlängern können, festgelegt sind.

Wird diese Bedingung nicht erfüllt, muß eine Wartezeit von sechs Monaten absolviert werden, bevor der Anspruch auf Gesundheitsleistungen erneut eröffnet werden kann.

§ 2 - Können Personen, die die Bedingungen von Artikel 134 erfüllen, den Anspruch auf Gesundheitsleistungen nicht verlängern, weil sie nicht alle für das Bezugsjahr gestellten Anforderungen in bezug auf die Beiträge erfüllen, und eröffnen sie danach den Anspruch auf Leistungen erneut, werden diese unter folgenden Bedingungen bewilligt: Bei Eröffnung des Anspruchs auf Gesundheitsleistungen im Laufe des Zeitraums vom 1. Juli bis zum 30. Juni nach dem betreffenden Bezugsjahr wird die Höhe des Beitrags, der für die Verlängerung des Anspruchs geschuldet war, von den Beteiligungen für Gesundheitsleistungen, die im Laufe des vorerwähnten Zeitraums vom 1. Juli bis zum 30. Juni bewilligt worden sind, abgezogen.

Abschnitt V — Beteiligung an Rehabilitationskosten

Art. 137 - Rehabilitationsleistungen sind unter Bedingungen, die in den vom Kollegium der Ärzte-Direktoren oder vom Vertrauensarzt angenommenen Rehabilitationsprogrammen definiert sind, Leistungen, die in den in Artikel 22 Nr. 6 des koordinierten Gesetzes erwähnten Abkommen unter den dort festgelegten Bedingungen vorgesehen sind, oder Leistungen, die in dem in Anwendung von Artikel 23 § 2 Absatz 2 des koordinierten Gesetzes festgelegten Verzeichnis der Rehabilitationsleistungen vorgesehen sind.

Art. 138 - Die Beteiligung an den Kosten der Rehabilitationsleistungen unterliegt der vorherigen Zustimmung:

1. des Kollegiums der Ärzte-Direktoren für Leistungen, die in den in Artikel 22 Nr. 6 des koordinierten Gesetzes erwähnten Abkommen vorgesehen sind, außer für Leistungen, die in den in Nr. 2 Buchstabe *b*) und *c*) erwähnten Abkommen vorgesehen sind,

2. des Vertrauensarztes:

a) für Leistungen, die in dem Verzeichnis vorgesehen sind, das in Anwendung von Artikel 23 § 2 Absatz 2 des koordinierten Gesetzes erstellt wird, insofern dieses Verzeichnis die Beteiligung nicht von der vorherigen Zustimmung des Kollegiums der Ärzte-Direktoren abhängig macht,

b) für Leistungen, die in Rehabilitationsabkommen in bezug auf die von den Diabetespatienten zu Hause durchgeführte Selbstüberwachung des Blutzuckers und in bezug auf eine zu Hause durchgeführte Langzeitsauerstofftherapie wegen schwerer chronischer Ateminsuffizienz vorgesehen sind,

c) für Leistungen, die in Rehabilitationsabkommen in bezug auf die zu Hause durchgeführte Überwachung der Herz-Lungen-Funktion von Säuglingen, die durch den Kindstod gefährdet sind, vorgesehen sind,

d) für die in Artikel 22 Nr. 6 des koordinierten Gesetzes erwähnten Rehabilitationsabkommen, die nach dem 1. Juli 1995 geschlossen werden für die Rehabilitation von Begünstigten der Gesundheitspflegeversicherung, für die die Schwere der Sprach-, Sprech- oder Stimmstörungen bei Betreuungsbeginn eine intensive multidisziplinäre Rehabilitation erforderlich macht, oder für die Rehabilitation von Begünstigten der Gesundheitspflegeversicherung, die ihren neunzehnten Geburtstag noch nicht erreicht haben und für die die Schwere der Geistes- oder Verhaltensstörungen bei Betreuungsbeginn eine intensive multidisziplinäre Rehabilitation erforderlich macht.

Art. 139 - Beteiligungsanträge werden vom Begünstigten der Gesundheitspflegeversicherung beim Vertrauensarzt der Krankenkasse, des regionalen Amtes des Versicherungsträgers oder der Kasse für Gesundheitspflege der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen, bei der/dem er angeschlossen beziehungsweise eingetragen ist, eingereicht.

Anträge müssen anhand eines Formulars eingereicht werden, das dem vom Versicherungsausschuß gebilligten Muster entspricht.

Art. 140 - § 1 - Der Vertrauensarzt übermittelt dem Kollegium der Ärzte-Direktoren über den Arzt-Direktor des Versicherungsträgers unverzüglich die Anträge in bezug auf die in Artikel 138 Nr. 1 erwähnten Leistungen zusammen mit seiner Stellungnahme.

§ 2 - Was die in Artikel 138 Nr. 2 erwähnten Leistungen betrifft, notifiziert der Vertrauensarzt seinen Beschluß dem Begünstigten und gegebenenfalls dem Pflegeerbringer.

Jeder Verweigerungsbeschluß wird mit Gründen versehen.

Art. 141 - Das Kollegium der Ärzte-Direktoren untersucht auf Bericht des Dienstes für Gesundheitspflege hin die vom Vertrauensarzt übermittelten Anträge. Der Präsident übermittelt die Beschlüsse der medizinischen Direktion der betroffenen Versicherungsträger, die ihrerseits den Begünstigten und gegebenenfalls das Rehabilitationszentrum von den Beschlüssen in Kenntnis setzt.

Jeder Verweigerungsbeschluß wird mit Gründen versehen.

Art. 142 - § 1 - Im Falle eines Einverständnisses legt das Kollegium der Ärzte-Direktoren oder der Vertrauensarzt für jeden Fall ein Rehabilitationsprogramm fest, in dem insbesondere Art, Zahl, Häufigkeit und Dauer der bewilligten Leistungen, Bezeichnung der Anstalt und andere Ortsbedingungen enthalten sind.

§ 2 - Das Kollegium der Ärzte-Direktoren oder der Vertrauensarzt bestimmt für jeden einzelnen Fall das Datum, ab dem die Beteiligung bewilligt wird.

Vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen wird die Beteiligung für Leistungen verweigert, die mehr als dreißig Tage vor dem Datum, an dem der Vertrauensarzt den Antrag erhalten hat, erbracht worden sind.

§ 3 - Der Versicherungsträger wird mit der Zahlung der Beteiligung an den Kosten der vom Kollegium der Ärzte-Direktoren oder vom Vertrauensarzt bewilligten Leistungen beauftragt.

§ 4 - Die Vertrauensärzte sind verpflichtet, dem Kollegium der Ärzte-Direktoren alle sechs Monate gemäß den vom Kollegium festgelegten Modalitäten pro Leistung eine Liste zu übermitteln, auf der Zahl und Art der Verweigerungen und Zahl und Art der gefaßten günstigen Beschlüsse vermerkt sind.

Art. 143 - Das Kollegium der Ärzte-Direktoren kann Untersuchungen anordnen, die von Fachkräften für Krankenpflege oder von anderen befugten Bediensteten des Dienstes für Gesundheitspflege durchgeführt werden, und vom Vertrauensarzt jede zusätzliche Auskunft anfordern.

Im Hinblick auf die Bewilligung der in Artikel 138 Nr. 1 erwähnten Leistungen kann das Kollegium der Ärzte-Direktoren darüber hinaus den Vertrauensarzt mit einer ärztlichen Untersuchung des Begünstigten beauftragen.

Der Vertrauensarzt kann jederzeit eine Untersuchung durch den Sozialdienst des Versicherungsträgers anordnen oder eine ärztliche Untersuchung des Begünstigten vornehmen.

Art. 144 - Anträge auf Verlängerung eines Rehabilitationsprogramms werden gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts eingereicht und behandelt.

Abschnitt VI — Beteiligung an den Fahrtkosten im Zusammenhang mit der Rehabilitation

Art. 145 - § 1 - Der Minister legt Bedingungen und Modalitäten fest, gemäß denen eine Beteiligung an den Fahrtkosten bewilligt werden kann, die gemäß den vom Kollegium der Ärzte-Direktoren oder vom Vertrauensarzt gefaßten Beschlüsse entstehen.

§ 2 - Begünstigte, die meinen, Anspruch auf eine Beteiligung an Fahrtkosten zu haben, die sie bestreiten, um Rehabilitationsleistungen zu erhalten, stellen zu diesem Zweck einen Antrag beim Vertrauensarzt der Krankenkasse, des regionalen Amtes oder der Kasse für Gesundheitspflege der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen, bei der/dem sie angeschlossen beziehungsweise eingetragen sind.

Der Antrag wird zusammen mit dem in Artikel 139 erwähnten Antrag eingereicht.

§ 3 - Der Vertrauensarzt übermittelt dem Kollegium der Ärzte-Direktoren über den Arzt-Direktor des Versicherungsträgers unverzüglich und zusammen mit seiner Stellungnahme die Anträge in bezug auf Fahrtkosten, die mit den in Artikel 138 Nr. 1 erwähnten Leistungen verbunden sind.

§ 4 - Was Fahrtkosten betrifft, die mit den in Artikel 138 Nr. 2 erwähnten Leistungen verbunden sind, notifiziert der Vertrauensarzt dem Begünstigten seinen Beschluß.

Jeder Verweigerungsbeschluß wird mit Gründen versehen.

§ 5 - Das Kollegium der Ärzte-Direktoren untersucht auf Bericht des Dienstes für Gesundheitspflege hin die in § 3 erwähnten Anträge. Der Präsident übermittelt die Beschlüsse der medizinischen Direktion der betroffenen Versicherungsträger, die ihrerseits den Begünstigten von den Beschlüssen in Kenntnis setzt.

Jeder Verweigerungsbeschluß wird mit Gründen versehen.

§ 6 - Der Versicherungsträger wird mit der eventuellen Zahlung der Beteiligung beauftragt.

Abschnitt VII — Beteiligung an Umschulungskosten

Art. 146 - § 1 - Umschulungsleistungen sind unter Bedingungen, die in den vom Kollegium der Ärzte-Direktoren angenommenen Umschulungsprogrammen festgelegt sind, Leistungen, die in den in Artikel 22 Nr. 6 des koordinierten Gesetzes erwähnten Abkommen unter den dort festgelegten Bedingungen vorgesehen sind, oder, in Fällen, die nicht durch solche Abkommen gedeckt sind, die Kosten der Berufsberatungsuntersuchung, der Anmeldung zum Unterricht und zu den Prüfungen, die Internats-, Aufenthalts- oder Fahrtkosten, die Kosten der Arbeitsunfallversicherungsprämie, die Kosten für Material und Ausrüstung, die für die Berufsausbildung notwendig sind.

§ 2 - Beteiligungsanträge werden beim Kollegium der Ärzte-Direktoren entweder unmittelbar von jedem Begünstigten der Gesundheitspflegeversicherung, von den Vertrauensärzten über ihre medizinische Direktion, vom Medizinischen Invaliditätsrat oder vom Dienst für Gesundheitspflege eingereicht.

§ 3 - Das Kollegium der Ärzte-Direktoren überprüft den Antrag auf Bericht des Dienstes für Gesundheitspflege hin, der vorab die Stellungnahme des Vertrauensarztes einholt.

§ 4 - Das Kollegium der Ärzte-Direktoren kann Untersuchungen anordnen, die von Fachkräften für Krankenpflege oder von anderen befugten Bediensteten des Dienstes für Gesundheitspflege durchgeführt werden, und vom Vertrauensarzt jede zusätzliche Auskunft anfordern.

§ 5 - Das Kollegium der Ärzte-Direktoren legt für jeden Fall ein Umschulungsprogramm fest, in dem insbesondere Art der notwendigen Leistungen, Anstalt und andere Ortsbedingungen enthalten sind, die für die Durchführung dieses Programms bestimmt sind; es legt ebenfalls die Dauer des Programms fest. Dieses Programm wird dem Versicherungsträger übermittelt, der die Ausführung übernimmt.

§ 6 - Das Kollegium der Ärzte-Direktoren kann beschließen, Begünstigten im Rahmen des von ihm festgelegten Umschulungsprogramms ein zinsloses Darlehen zu gewähren, um die Wiedereingliederung der Betroffenen in eine Tätigkeit, die sie für eigene Rechnung ausüben werden, zu ermöglichen oder zu beschleunigen.

Das Kollegium legt für jeden Fall die Modalitäten der Rückzahlung dieses Darlehens fest.

Die Beträge dieser Darlehen und der diesbezüglichen Rückzahlungen werden in den in Artikel 12 Nr. 6 und Artikel 22 Nr. 2 des koordinierten Gesetzes erwähnten Haushaltsplan und in die in Artikel 12 Nr. 6 des koordinierten Gesetzes erwähnten Rechnungen eingetragen.

Abschnitt VIII — Beteiligung an Pflegeleistungen und an der Hilfe bei den Handlungen des täglichen Lebens

Art. 147 - § 1 - Die in Artikel 34 Nr. 11 des koordinierten Gesetzes erwähnten Leistungen umfassen:

1. von Fachkräften für Krankenpflege erbrachte Pflegeleistungen,
2. Heilgymnastikleistungen, die von dazu befugten Pflegebringern erbracht werden,
3. Logopädieleistungen, die von dazu befugten Pflegebringern erbracht werden,
4. Hilfe bei den Handlungen des täglichen Lebens und jede Handlung der Reaktivierung, Rehabilitation und Sozialeingliederung, Ergotherapie einbegriffen,
5. Pflegematerial in Alten- und Pflegeheimen, und zwar: Desinfektionsmittel, Verbände, sterile Kompressen, Äther und Injektionsmaterial,
6. Gesundheitsleistungen, die von Psychiatern und Neuropsychiatern in psychiatrischen Pflegeheimen erbracht werden.

§ 2 - Die in Artikel 34 Nr. 12 des koordinierten Gesetzes erwähnten Leistungen umfassen:

1. von Fachkräften für Krankenpflege erbrachte Pflegeleistungen,
2. Logopädieleistungen, die von dazu befugten Pflegebringern erbracht werden,
3. Hilfe bei den Handlungen des täglichen Lebens und jede Handlung der Reaktivierung, Rehabilitation und Sozialeingliederung, Ergotherapie einbegriffen,
4. Pflegematerial, und zwar: Desinfektionsmittel, Verbände, sterile Kompressen, Äther und Injektionsmaterial.

§ 3 - Die Beteiligung der Gesundheitspflegeversicherung an den in Artikel 34 Nr. 11 und 12 des koordinierten Gesetzes erwähnten Leistungen besteht aus einer täglichen Beihilfe, die Beihilfe für Pflegeleistungen und Hilfe bei den Handlungen des täglichen Lebens genannt wird.

Art. 148 - Was Alten- und Pflegeheime betrifft, wird die in Artikel 147 § 3 erwähnte Beihilfe Begünstigten bewilligt, die:

1. weder einer täglichen ärztlichen Beaufsichtigung noch einer ständigen fachmedizinischen Behandlung bedürfen, aber andererseits in hohem Maße sowohl auf Pflegeleistungen als auch auf Hilfe von Drittpersonen bei den wichtigsten Handlungen des täglichen Lebens angewiesen sind,
2. von einem Dienst versorgt werden oder in einer Einrichtung aufgenommen sind, der/die in Anwendung von Artikel 5 des Gesetzes vom 27. Juni 1978 zur Abänderung der Rechtsvorschriften über die Krankenhäuser und betreffend bestimmte andere Formen der Pflegebringung zugelassen ist und ein in Artikel 47 des koordinierten Gesetzes erwähntes Abkommen geschlossen hat.

Bis zu dem vom König in Ausführung von Artikel 5 § 4 Absatz 1 des vorerwähnten Gesetzes vom 27. Juni 1978 bestimmten Datum müssen die Einrichtungen darüber hinaus den in Artikel 5 § 4 Absatz 2 desselben Gesetzes erwähnten Nachweis erbringen; dies gilt nicht für Einrichtungen, die durch den Ausführungserlaß davon befreit sind,

3. die Kriterien einer der folgenden Abhängigkeitskategorien erfüllen:
 - Kategorie B: darin sind Begünstigte eingestuft, die:
 - physisch abhängig sind: sie sind abhängig, um sich zu waschen und anzuziehen, und sie sind abhängig, um sich fortzubewegen und/oder zur Toilette zu gehen,
 - psychisch abhängig sind: sie sind in Zeit und Raum desorientiert, und sie sind abhängig, um sich zu waschen und/oder anzuziehen,
 - Kategorie C: darin sind Begünstigte eingestuft, die:
 - physisch abhängig sind: sie sind abhängig, um sich zu waschen und anzuziehen, sie sind abhängig, um sich fortzubewegen und zur Toilette zu gehen, und sie sind abhängig wegen Inkontinenz und/oder zum Essen,
 - psychisch abhängig sind: sie sind in Zeit und Raum desorientiert, sie sind abhängig, um sich zu waschen und anzuziehen, sie sind abhängig wegen Inkontinenz und sie sind abhängig, um sich fortzubewegen und/oder um zur Toilette zu gehen und/oder zum Essen.

Art. 149 - Was psychiatrische Pflegeheime betrifft, wird die in Artikel 147 § 3 erwähnte Beihilfe Begünstigten bewilligt, die:

1. in hohem Maße sowohl auf Pflegeleistungen als auch auf Hilfe von Drittpersonen bei den wichtigsten Handlungen des täglichen Lebens angewiesen sind,
2. eines der folgenden Kriterien erfüllen, um in einem psychiatrischen Pflegeheim aufgenommen zu werden:
 - entweder psychiatrische Patienten mit einer stabilisierten chronischen psychiatrischen Störung sein, insofern sie:
 - keiner Krankenhausbehandlung bedürfen,
 - für eine Aufnahme in einem Alten- und Pflegeheim aufgrund ihres psychiatrischen Zustands nicht in Frage kommen,
 - für begleitetes Wohnen nicht in Frage kommen,
 - keiner ununterbrochenen psychiatrischen Überwachung bedürfen,
 - einer andauernden Betreuung bedürfen,
 - oder geistig behindert sein, insofern sie:
 - keiner Krankenhausbehandlung bedürfen,
 - für begleitetes Wohnen nicht in Frage kommen,
 - für eine Aufnahme in einer medizinisch-pädagogischen Einrichtung nicht in Frage kommen,
 - keiner ununterbrochenen psychiatrischen Überwachung bedürfen,
 - einer andauernden Betreuung bedürfen,

3. von einem Dienst versorgt werden oder in einer Einrichtung aufgenommen sind, der/die in Anwendung von Artikel 5 des Gesetzes vom 27. Juni 1978 zur Abänderung der Rechtsvorschriften über die Krankenhäuser und betreffend bestimmte andere Formen der Pflegeerbringung zugelassen ist und ein in Artikel 47 des koordinierten Gesetzes erwähntes Abkommen geschlossen hat.

Bis zu dem vom König in Ausführung von Artikel 5 § 4 Absatz 1 des vorerwähnten Gesetzes vom 27. Juni 1978 bestimmten Datum müssen die Einrichtungen darüber hinaus den in Artikel 5 § 4 Absatz 2 desselben Gesetzes erwähnten Nachweis erbringen; dies gilt nicht für Einrichtungen, die durch den Ausführungserlaß davon befreit sind.

Art. 150 - Was die in Artikel 34 Nr. 12 des koordinierten Gesetzes erwähnten Einrichtungen betrifft, wird die in Artikel 147 § 3 erwähnte Beihilfe Begünstigten bewilligt, die die Kriterien einer der folgenden Abhängigkeitskategorien erfüllen:

- Kategorie 0: darin sind Begünstigte eingestuft, die physisch völlig unabhängig und nicht dement sind,
- Kategorie A: darin sind Begünstigte eingestuft, die:
 - physisch abhängig sind: sie sind abhängig, um sich zu waschen und/oder anzuziehen,
 - psychisch abhängig sind: sie sind in Zeit und Raum desorientiert und physisch völlig unabhängig,
- Kategorie B: darin sind Begünstigte eingestuft, die:
 - physisch abhängig sind: sie sind abhängig, um sich zu waschen und anzuziehen, und sie sind abhängig, um sich fortzubewegen und/oder zur Toilette zu gehen,
 - psychisch abhängig sind: sie sind in Zeit und Raum desorientiert und abhängig, um sich zu waschen und/oder anzuziehen,
- Kategorie C: darin sind Begünstigte eingestuft, die:
 - physisch abhängig sind: sie sind abhängig, um sich zu waschen und anzuziehen, sie sind abhängig, um sich fortzubewegen und zur Toilette zu gehen, und sie sind abhängig wegen Inkontinenz und/oder zum Essen,
 - psychisch abhängig sind: sie sind in Zeit und Raum desorientiert und abhängig, um sich zu waschen und anzuziehen, sie sind abhängig wegen Inkontinenz und sie sind abhängig, um sich fortzubewegen und/oder um zur Toilette zu gehen und/oder zum Essen.

Art. 151 - § 1 - Für die Anwendung der Bestimmungen der Artikel 148 und 150 wird ein Begünstigter als physisch abhängig angesehen, wenn er eine «3» oder «4» für das betreffende nachstehend erwähnte Kriterium erreicht:

- a) Abhängigkeit, um sich zu waschen:
 - (1) kann sich selber ohne irgendeine Hilfe ganz waschen,
 - (2) benötigt für die Körperpflege unterhalb der Gürtellinie teilweise Hilfe,
 - (3) benötigt für die Körperpflege sowohl oberhalb als auch unterhalb der Gürtellinie teilweise Hilfe,
 - (4) benötigt für die Körperpflege sowohl oberhalb als auch unterhalb der Gürtellinie vollständige Hilfe,
- b) Abhängigkeit, um sich anzuziehen:
 - (1) kann sich selber ohne irgendeine Hilfe ganz an- und ausziehen,
 - (2) benötigt für das Anziehen unterhalb der Gürtellinie teilweise Hilfe (Schnürsenkel bleiben außer Betracht),
 - (3) benötigt für das Anziehen sowohl unterhalb als auch oberhalb der Gürtellinie teilweise Hilfe,
 - (4) benötigt für das Anziehen sowohl unterhalb als auch oberhalb der Gürtellinie vollständige Hilfe,
- c) Abhängigkeit, um sich fortzubewegen:
 - (1) kann völlig selbständig aufstehen und sich ohne mechanische Hilfe und ohne Hilfe Dritter fortbewegen,
 - (2) kann selbständig aus seinem Stuhl oder Bett aufstehen, benutzt aber mechanische Hilfsmittel, um sich selbständig fortzubewegen (Krücken, Rollstuhl),
 - (3) benötigt unbedingt die Hilfe Dritter, um aufzustehen und sich fortzubewegen,
 - (4) ist bettlägerig oder sitzt im Rollstuhl und hängt vollständig von der Hilfe anderer ab, um sich fortzubewegen,
- d) Abhängigkeit, um zur Toilette zu gehen:
 - (1) kann allein zur Toilette gehen oder sich allein abwischen,
 - (2) benötigt teilweise die Hilfe Dritter, um zur Toilette zu gehen oder sich abzuwischen,
 - (3) benötigt vollständige Hilfe, um zur Toilette zu gehen oder sich abzuwischen,
 - (4) kann weder zur Toilette noch auf einen Nachtstuhl gehen,
- e) Abhängigkeit wegen Inkontinenz (Urin/Stuhlgang):
 - (1) ist kontinent für Urin und Stuhlgang,
 - (2) ist gelegentlich inkontinent für Urin oder Stuhlgang (Blasensonde oder künstlicher Darmausgang inbegriffen),
 - (3) ist inkontinent für Urin (Miktionsübungen inbegriffen),
 - (4) ist inkontinent für Urin und Stuhlgang,
- f) Abhängigkeit zum Essen:
 - (1) kann allein essen und trinken,
 - (2) benötigt vorherige Hilfe zum Essen und Trinken,
 - (3) benötigt teilweise Hilfe während des Essens und Trinkens,
 - (4) wird gefüttert.

§ 2 - Für die Anwendung der Bestimmungen der Artikel 148 und 150 wird ein Begünstigter als psychisch abhängig angesehen, wenn er eine «3», «4» oder «5» für das betreffende nachstehend erwähnte Kriterium erreicht:

a) Orientierung in der Zeit:

- (1) kein Problem,
- (2) manchmal, selten Probleme,
- (3) beinahe jeden Tag Probleme,
- (4) völlig desorientiert,
- (5) unmöglich zu bewerten in Anbetracht der fortgeschrittenen Entwicklung,

b) Orientierung im Raum:

- (1) kein Problem,
- (2) manchmal, selten Probleme,
- (3) beinahe jeden Tag Probleme,
- (4) völlig desorientiert,
- (5) unmöglich zu bewerten in Anbetracht der fortgeschrittenen Entwicklung.

Art. 152 - § 1 - Für Begünstigte, die in einem psychiatrischen Pflegeheim aufgenommen sind, wird der Antrag auf Erhalt einer Beihilfe für Pflegeleistungen und Hilfe bei den Handlungen des täglichen Lebens binnen drei Werktagen nach Aufnahme von dem Dienst beziehungsweise der Einrichtung, der/die für die Pflegeleistungen verantwortlich ist, beim Versicherungsträger, bei dem die Begünstigten angeschlossen oder eingetragen sind, eingereicht. Der Poststempel hat Beweiskraft für das Datum des Antrags.

Diesem Antrag ist ein vom behandelnden Arzt ausgestelltes ärztliches Attest beizufügen, aus dem hervorgeht, daß die Begünstigten die in Artikel 149 erwähnten Kriterien erfüllen, und ein Attest eines in Artikel 34 Nr. 11 des koordinierten Gesetzes erwähnten Dienstes beziehungsweise einer dort erwähnten Einrichtung, aus dem hervorgeht, daß er/sie für die Pflegeleistungen, die zugunsten der Begünstigten erbracht werden, verantwortlich ist.

Der Antrag wird anhand eines Formulars eingereicht, das vom Versicherungsausschuß auf Vorschlag der in Artikel 13 erwähnten Abkommenskommission festgelegt wird.

§ 2 - Für Begünstigte, die in einem Alten- und Pflegeheim oder in einer in Artikel 34 Nr. 12 des koordinierten Gesetzes erwähnten Einrichtung aufgenommen sind und die Kriterien der in Artikel 148 und 150 erwähnten Abhängigkeitskategorie 0 erfüllen, wird binnen sieben Tagen nach dem Datum der Aufnahme von dem Dienst beziehungsweise der Einrichtung, der/die für die Pflegeleistungen verantwortlich ist, eine Notifizierung an den Versicherungsträger, bei dem die Begünstigten angeschlossen oder eingetragen sind, gesandt. Der Poststempel hat Beweiskraft für das Datum des Antrags.

Verläßt ein Begünstigter die Einrichtung oder verstirbt er, notifiziert die Einrichtung dies dem Versicherungsträger binnen sieben Tagen.

Die in Absatz 1 und 2 erwähnten Notifizierungen erfolgen anhand eines Formulars, das vom Versicherungsausschuß auf Vorschlag der in Artikel 12 erwähnten Abkommenskommission festgelegt wird.

§ 3 - Für Begünstigte, die in einem Alten- und Pflegeheim oder in einer in Artikel 34 Nr. 12 des koordinierten Gesetzes erwähnten Einrichtung aufgenommen sind und die Kriterien einer der Abhängigkeitskategorien A, B oder C erfüllen, wird der Antrag auf Erhalt einer Beihilfe für Pflegeleistungen und Hilfe bei den Handlungen des täglichen Lebens binnen sieben Tagen nach dem Datum der Aufnahme von dem Dienst oder der Einrichtung, der/die für die Pflegeleistungen verantwortlich ist, beim Versicherungsträger, bei dem die Begünstigten angeschlossen oder eingetragen sind, eingereicht. Der Poststempel hat Beweiskraft für das Datum des Antrags.

Dem Antrag sind beizufügen:

— eine Bewertungstabelle, die von der Fachkraft für Krankenpflege, die die Möglichkeit gehabt hat, die Begünstigten bei der Ausführung der Handlungen des täglichen Lebens zu beobachten, oder vom behandelnden Arzt ausgefüllt werden muß,

— ein medizinischer Bericht, aus dem hervorgeht, daß die Begünstigten sich in einem Zustand der Abhängigkeit befinden, so wie er in der vorerwähnten Bewertungstabelle beschrieben ist.

Verläßt ein Begünstigter die Einrichtung oder verstirbt er, notifiziert die Einrichtung dies dem Versicherungsträger binnen sieben Tagen.

Der in Absatz 1 erwähnte Antrag und die in Absatz 3 erwähnte Notifizierung werden anhand eines Formulars eingereicht, das vom Versicherungsausschuß auf Vorschlag der in Artikel 12 erwähnten Abkommenskommission festgelegt wird.

Die Bewertungstabelle und der Bericht, die in Absatz 2 erwähnt sind, werden anhand eines Formulars eingereicht, das vom Versicherungsausschuß auf Vorschlag des in Artikel 120 erwähnten Nationalen Kollegiums festgelegt wird.

§ 4 - Die Dienste oder Einrichtungen, die Begünstigte aufnehmen, die in den Abhängigkeitskategorien A, B oder C eingestuft sind, müssen eine Pflegeakte pro Begünstigten führen.

Diese individuelle Pflegeakte muß mindestens folgende Angaben enthalten:

a) Plan in bezug auf Pflegeleistungen und Hilfe bei den Handlungen des täglichen Lebens, der von der Person erstellt wird, die in der Einrichtung für Pflegeleistungen verantwortlich ist; diese Person gibt den Beitrag der verschiedenen Kategorien des Personals an, das in der Pauschalbeteiligung vorgesehen ist. Dieser Plan wird mindestens einmal im Monat entsprechend der Entwicklung des Pflegeabhängigkeitsgrads bewertet und angepaßt,

b) genaue Aufzählung der Verhaltensstörungen, wenn es sich um Begünstigte handelt, die in Zeit und Raum desorientiert sind:

1. Ausdrucksschwierigkeiten,
2. Sprachstörung,
3. unanständiges Verhalten,
4. unruhiges Verhalten,

5. destruktives Verhalten,
6. Störungen des nächtlichen Verhaltens,

c) für technische Leistungen, die vom Krankenpflegepersonal und heilhilfsberuflichen Personal, das in der Pauschalbeteiligung vorgesehen ist, erbracht werden: ärztliche Verschreibungen, Art und Häufigkeit der technischen Leistungen und Identität der Person, die sie erbracht hat.

Art. 153 - § 1 - Handelt es sich um Begünstigte, die in einem psychiatrischen Pflegeheim aufgenommen sind, überprüft der Vertrauensarzt, ob sie die in Artikel 149 erwähnten Bedingungen erfüllen. Zu diesem Zweck kann er die Begünstigten einer körperlichen Untersuchung unterwerfen und den behandelnden Arzt bitten, ihm alle medizinischen Informationen, die er für notwendig erachtet, zu übermitteln.

Der Vertrauensarzt notifiziert den Begünstigten seinen Beschluß spätestens am fünfzehnten Tag nach Empfang des Antrags. Gleichzeitig übermittelt er dem Versicherungsträger, bei dem die Begünstigten angeschlossen oder eingetragen sind, dem Dienst, der für die Pflegeleistungen zugunsten der Begünstigten verantwortlich ist, oder der Einrichtung, in der die Begünstigten aufgenommen sind, eine Abschrift dieser Notifizierung.

Billigt der Vertrauensarzt den Antrag, so legt er den Zeitraum fest, für den die Beihilfe für Pflegeleistungen und Hilfe bei den Handlungen des täglichen Lebens bewilligt wird. Dieser Zeitraum beginnt frühestens am Tag der Aufnahme, wenn der Antrag binnen drei Werktagen nach dem Tag der Aufnahme eingereicht worden ist. Gegebenenfalls kann eine Verlängerung dieses Zeitraums gemäß dem in Artikel 152 beschriebenen Verfahren von dem Dienst beziehungsweise der Einrichtung, der/die für die Pflegeleistungen zugunsten der Begünstigten verantwortlich ist, beantragt werden.

§ 2 - Handelt es sich um Begünstigte, die in einem Alten- und Pflegeheim oder in einer in Artikel 34 Nr. 12 des koordinierten Gesetzes erwähnten Einrichtung aufgenommen sind, legt der Vertrauensarzt gemäß den in Artikel 151 vorgesehenen Kriterien die Abhängigkeitskategorie, die dem Zustand der Begünstigten entspricht, und den Zeitraum, für den die Beihilfe für Pflegeleistungen und Hilfe bei den Handlungen des täglichen Lebens bewilligt wird, fest. Dieser Zeitraum, der ein Jahr nicht übersteigen darf, beginnt frühestens am Tag der Aufnahme, wenn der in Artikel 152 § 3 erwähnte Antrag binnen sieben Tagen nach dem Tag der Aufnahme eingereicht worden ist.

Wird diese Frist von sieben Tagen nicht eingehalten, setzt die Beihilfe der Gesundheitspflegepflichtversicherung am Tag des Empfangs des vorerwähnten Antrags ein.

Der Vertrauensarzt legt die Abhängigkeitskategorie entweder aufgrund des in Artikel 152 § 3 erwähnten Antrags, nach einer körperlichen Untersuchung oder aufgrund eines Berichts, der zu diesem Zweck von einer von ihm beauftragten Fachkraft für Krankenpflege nach einer Untersuchung vor Ort erstellt wird, fest. Der Vertrauensarzt kann den behandelnden Arzt bitten, ihm alle medizinischen Informationen, die er für notwendig erachtet, zu übermitteln. Der Vertrauensarzt und die von ihm beauftragte Fachkraft für Krankenpflege können für die Ausführung ihrer Aufgabe die in Artikel 152 § 4 erwähnte individuelle Pflegeakte der Begünstigten konsultieren.

Gegebenenfalls kann eine Verlängerung des in Absatz 1 des vorliegenden Paragraphen erwähnten Zeitraums einen Monat vor dessen Ablauf von der Einrichtung, die die Pflegeleistungen zugunsten der Begünstigten gewährleistet, gemäß dem in Artikel 152 § 3 beschriebenen Verfahren beantragt werden. In diesem Fall legt der Vertrauensarzt gemäß den in Artikel 151 vorgesehenen Kriterien die Abhängigkeitskategorie, die dem Zustand der Begünstigten entspricht, und den Zeitraum, für den die Beihilfe für Pflegeleistungen und Hilfe bei den Handlungen des täglichen Lebens bewilligt wird, fest. Dieser Zeitraum, der ein Jahr nicht übersteigen darf, beginnt frühestens an dem Tag, an dem der Verlängerungsantrag beim Versicherungsträger, bei dem die Begünstigten angeschlossen oder eingetragen sind, eingereicht wird. Der Poststempel hat Beweiskraft für das Datum des Antrags.

Während der vorerwähnten Zeiträume muß ein Antrag auf Revision des Beschlusses des Vertrauensarztes gemäß demselben Verfahren eingereicht werden, wenn der Zustand eines Begünstigten sich derart entwickelt, daß eine andere Abhängigkeitskategorie berücksichtigt werden könnte. In diesem Fall legt der Vertrauensarzt gemäß den in Artikel 151 vorgesehenen Kriterien die Abhängigkeitskategorie, die dem Zustand dieses Begünstigten entspricht, und den Zeitraum, für den die Beihilfe für Pflegeleistungen und Hilfe bei den Handlungen des täglichen Lebens bewilligt wird, fest. Dieser Zeitraum, der ein Jahr nicht übersteigen darf, beginnt frühestens an dem Tag, an dem der Revisionsantrag beim Versicherungsträger, bei dem der betreffende Begünstigte angeschlossen oder eingetragen ist, eingereicht wird. Der Poststempel hat Beweiskraft für das Datum des Antrags.

Entspricht der Beschluß des Vertrauensarztes nicht dem in Artikel 152 § 3 erwähnten Antrag, kann ein Antrag auf Revision dieses Beschlusses wegen Verschlechterung des Abhängigkeitsgrades jedoch erst sechs Monate nach dem Datum des letzten Beschlusses des Vertrauensarztes eingereicht werden außer bei medizinischer oder krankpflege-rischer Indikation, die durch einen ausführlichen Bericht des behandelnden Arztes nachgewiesen wird.

Der Vertrauensarzt notifiziert den Begünstigten seinen Beschluß spätestens am fünfzehnten Tag nach Empfang des Antrags. Gleichzeitig übermittelt er dem Versicherungsträger, bei dem die Begünstigten angeschlossen oder eingetragen sind, oder der Einrichtung, in der die Begünstigten aufgenommen sind, eine Abschrift dieser Notifizierung.

Der Vertrauensarzt kann seinen Beschluß jederzeit ändern. Dieser neue Beschluß muß mit Gründen versehen werden und kann keine rückwirkende Kraft haben.

§ 3 - Wird der Dienst oder die Einrichtung, der/die in Artikel 34 Nr. 11 und 12 des koordinierten Gesetzes erwähnt ist und für die Pflegeleistungen zugunsten der Begünstigten verantwortlich ist, mit rückwirkender Kraft zugelassen und insofern der in Artikel 152 erwähnte Antrag binnen dreißig Tagen nach dem Datum eingereicht worden ist, an dem der Dienst oder die Einrichtung seinen Beitritt zu dem in Artikel 47 des koordinierten Gesetzes erwähnten Abkommen unterzeichnet hat, kann der Vertrauensarzt in Abweichung von den Bestimmungen des vorhergehenden Paragraphen den Zeitraum, für den die Beihilfe für Pflegeleistungen und Hilfe bei den Handlungen des täglichen Lebens bewilligt wird, mit rückwirkender Kraft an einem Datum beginnen lassen, das jedoch nicht vor dem Datum liegen darf, an dem der Beitritt des Dienstes oder der Einrichtung zu dem vorerwähnten Abkommen in Kraft tritt.

Abschnitt IX — Besondere Regeln in bezug auf die Beteiligung der Versicherung an Leistungen der klinischen Biologie zugunsten der in einem Krankenhaus aufgenommenen Begünstigten

Art. 154 - Leistungen der klinischen Biologie, die in den Artikeln 3, 18 § 2 Buchstabe e) und 24 der Anlage zum Königlichen Erlaß vom 14. September 1984 zur Festlegung des Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen für die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung erwähnt sind, mit Ausnahme der Leistungen Nr. 591091-591102, 591113-591124, 591135-591146 und 591986, werden zu drei Vierteln aufgrund eines Pauschalhonorars, das auf der Grundlage der Bestimmungen von Titel III Kapitel V Abschnitte VII und XI des koordinierten Gesetzes festgelegt wird, erstattet. Die Pauschalhonorare ersetzen zu 75 Prozent die Honorare, so wie sie für die betreffenden Leistungen gemäß den Bestimmungen von Artikel 50 des koordinierten Gesetzes festgelegt worden sind.

*Abschnitt X — Besondere Regeln in bezug auf die Beteiligung der Versicherung
an Leistungen der klinischen Biologie zugunsten der nicht in einem Krankenhaus aufgenommenen Begünstigten*

Art. 155 - Abgesehen von den Leistungen, die als Ausnahmen aufgezählt sind im Königlichen Erlaß vom 31. Januar 1977 zur Festlegung der Leistungen der klinischen Biologie, die in Artikel 63 des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung erwähnt sind, wenn diese Leistungen in einem Labor erbracht werden, das nicht aufgrund des Königlichen Erlasses vom 29. Mai 1989 über die Zulassung von Laboren für klinische Biologie von seiten des für die Volksgesundheit zuständigen Ministers zugelassen ist, werden Leistungen der klinischen Biologie, die in den Artikeln 3 § 1 Buchstabe A II, B und C I, 18 § 2 Buchstabe B Buchstabe e) und 24 § 1 der Anlage zum Königlichen Erlaß vom 14. September 1984 zur Festlegung des Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen für die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung erwähnt sind, zu 42,5 Prozent auf der Grundlage von Pauschalhonoraren, die gemäß den Bestimmungen von Artikel 60 § 2 des koordinierten Gesetzes festgelegt werden, erstattet. Die Pauschalhonorare ersetzen zu 42,5 Prozent die Honorare, so wie sie für die betreffenden Leistungen gemäß den Bestimmungen von Artikel 50 des koordinierten Gesetzes festgelegt worden sind.

KAPITEL IV — Eintragung von heilhilfsberuflichen Mitarbeitern

Abschnitt I — Eintragung von heilhilfsberuflichen Mitarbeitern

Art. 156 - Inhaber des Diploms einer Fachkraft für Krankenpflege, eines Pflegers oder eines Krankenwärters müssen ihre Eintragung in die in Artikel 22 Nr. 7 des koordinierten Gesetzes vorgesehene Liste beim Dienst für Gesundheitspflege beantragen.

Sie fügen ihrem Antrag die für gleichlautend erklärte Abschrift ihres Diploms bei.

Art. 157 - Inhaber eines der in Artikel 156 erwähnten Diplome, die am 31. Dezember 1963 in Anwendung der Bestimmungen des Königlichen Grundlagenerlasses vom 22. September 1955 über die Kranken- und Invalidenversicherung zugelassen sind, werden von der in Artikel 156 vorgeschriebenen Formalität befreit.

Art. 158 - Der Versicherungsausschuß erstellt die Liste der Fachkräfte für Krankenpflege, die er unter den in den Artikeln 156 und 157 erwähnten Bedingungen einträgt, und die Listen der Heilgymnasten, Orthopäden, Bandagisten, Gehörprothesenhersteller, Optiker und Lieferer von Implantaten, die er unter den in Kapitel I Abschnitt X erwähnten Bedingungen zuläßt.

Abschnitt II — Mitteilung der Listen der heilhilfsberuflichen Mitarbeiter an die Versicherungsträger

Art. 159 - Der Dienst für Gesundheitspflege teilt den Versicherungsträgern unverzüglich die in Artikel 158 erwähnten, vom Versicherungsausschuß erstellten Listen der heilhilfsberuflichen Mitarbeiter mit.

Diese Listen umfassen die Neueintragungen und alle Änderungen der vorhergehenden Listen.

*KAPITEL V — Bekanntmachung der Vorschriften der Versicherung,
der Listen der zugelassenen Personen und der Personen und Pflegeanstalten,
die einem Abkommen oder einer Vereinbarung beigetreten sind*

Art. 160 - Die Versicherungsträger sind verpflichtet:

1. in ihren lokalen, regionalen und nationalen Sitzen folgende Unterlagen zugunsten der Begünstigten zur Verfügung zu halten:

a) ein fortgeschriebenes Exemplar des koordinierten Gesetzes, der Erlasse und Verordnungen zur Ausführung des koordinierten Gesetzes und der Rundschreiben des Instituts,

b) ein vollständiges, fortgeschriebenes Exemplar der in Artikel 22 Nr. 7 des koordinierten Gesetzes erwähnten Liste,

c) ein vollständiges, fortgeschriebenes Exemplar der Liste der Personen und Pflegeanstalten, die einem Abkommen beigetreten sind, und der Ärzte und Fachkräfte der Heilkunst, für die davon ausgegangen wird, daß sie der Vereinbarung, die sie betrifft, beigetreten sind.

Die vorerwähnte Dokumentation muß während der Öffnungszeiten der Räumlichkeiten derart verfügbar sein, daß sie mühelos eingesehen werden kann, ihr Vorhandensein muß in den für die Öffentlichkeit zugänglichen Räumlichkeiten durch eine gut lesbare Bekanntmachung, die an einer sichtbaren Stelle angebracht ist, mitgeteilt werden,

2. den in den Artikeln 32 und 33 des koordinierten Gesetzes erwähnten Begünstigten, außer denjenigen, die in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 13 erwähnt sind, mindestens einmal pro Jahr einen Auszug aus der in Nr. 1 Buchstabe c) weiter oben erwähnten Liste zukommen zu lassen. Dieser Auszug muß mindestens einerseits den Namen der Personen enthalten, die ein Tätigkeitszentrum in der Gemeinde, in der der Begünstigte seinen Wohnsitz hat, oder in den Nachbargemeinden haben, und andererseits die Bezeichnung der Pflegeanstalten, die sich im Verwaltungsbezirk der Gemeinde des Begünstigten befinden.

Der Auszug muß binnen zwei Monaten, nachdem der Dienst für Gesundheitspflege den Versicherungsträgern die Listen mitgeteilt hat, durch individuelle Aushändigung oder Sendung oder durch Veröffentlichung in einer Zeitschrift der Krankenkasse, die den vorerwähnten Begünstigten zugesandt wird, mitgeteilt werden.

In beiden Fällen enthält die Mitteilung die Empfehlung, den betreffenden Auszug sorgfältig aufzubewahren, und den Hinweis, daß die vollständigen Listen für das ganze Land in den Räumlichkeiten des Versicherungsträgers eingesehen werden können.

Jeder in Artikel 311 erwähnte Beschluß in bezug auf eine der Personen oder Anstalten, die auf dem Auszug vermerkt sind, der dem Begünstigten zugesandt wurde, wird diesem binnen fünfzehn Tagen, nachdem der Dienst für Gesundheitspflege die Information erhalten hat, mitgeteilt.

TITEL III — *Entschädigungs- und Mutterschaftsversicherung*KAPITEL I — *Organe**Abschnitt I — Geschäftsführender Ausschuß des Dienstes für Entschädigungen*

Art. 161 - Der Geschäftsführende Ausschuß des Dienstes für Entschädigungen setzt sich zusammen aus:

1. einem Präsidenten und zwei Vizepräsidenten, die vom König unter den in Nr. 2, 3 und 4 nachstehend erwähnten Mitgliedern ernannt werden,
2. sieben ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Arbeitgeberorganisationen vorgeschlagen werden,
3. sieben ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen vorgeschlagen werden,
4. sechs ordentlichen Mitgliedern und sechs Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden. Jeder Versicherungsträger hat Anrecht auf ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds.

Die Mitglieder des Geschäftsführenden Ausschusses werden für eine Amtszeit von sechs Jahren ernannt. Das Mandat läuft alle drei Jahre für die Hälfte der Mitglieder jeder vertretenen Gruppe aus.

Die Mandate der Mitglieder wurden jedoch zum erstenmal am 1. Januar 1967 erneuert, wobei die ausscheidenden Mitglieder durch das Los bestimmt wurden.

Das Mandat der ausscheidenden Mitglieder ist erneuerbar.

Jedes Mitglied, das vor dem regulären Datum des Ablaufs seines Mandats aus dem Geschäftsführenden Ausschuß ausscheidet, wird binnen drei Monaten ersetzt. Das zu diesem Zweck bestimmte neue Mitglied beendet das Mandat des Mitglieds, das es ersetzt.

Ein Ersatzmitglied tagt nur bei Abwesenheit eines ordentlichen Mitglieds seiner Gruppe.

Art. 162 - Der Geschäftsführende Ausschuß wird von seinem Präsidenten auf dessen Initiative, auf Ersuchen des Ministers oder auf schriftlichen, den Gegenstand der Versammlung angegebenden Antrag von mindestens drei Mitgliedern einberufen; im Einberufungsschreiben wird in jedem Fall der Gegenstand der Versammlung vermerkt.

Wird der Geschäftsführende Ausschuß auf Ersuchen des Ministers einberufen, findet die Versammlung binnen acht Tagen nach dem Ersuchen statt.

Art. 163 - Der Geschäftsführende Ausschuß tagt rechtsgültig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend ist.

Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der an der Abstimmung teilnehmenden Mitglieder gefaßt, wobei Enthaltungen nicht berücksichtigt werden. Bei Stimmengleichheit ist der Vorschlag abgelehnt.

Wenn bei einer Abstimmung über die in Artikel 80 Nr. 2 des koordinierten Gesetzes erwähnten Angelegenheiten nicht die gleiche Anzahl Mitglieder, die die Arbeitnehmer vertreten, und Mitglieder, die die Arbeitgeber vertreten, anwesend ist, sind das beziehungsweise die jüngsten Mitglieder der zahlreicheren Gruppe verpflichtet, sich der Stimme zu enthalten, um die Parität wiederherzustellen.

Wird ein Vorschlag in bezug auf eine im vorhergehenden Absatz erwähnte Angelegenheit entgegen dem einstimmigen Standpunkt der Vertreter der Arbeitnehmer oder der Arbeitgeber abgelehnt, kann die Gruppe, die den Vorschlag befürwortet, beantragen, daß er dem Minister vorgelegt wird; dieser Antrag kann während der Versammlung gestellt und ins Protokoll aufgenommen werden oder binnen acht Tagen nach der Versammlung schriftlich eingereicht werden. Er wird dem Minister vom Präsidenten des Geschäftsführenden Ausschusses mitgeteilt.

Der Minister entscheidet und notifiziert seinen Beschluß binnen dreißig Tagen nach dem an ihn gerichteten Antrag; andernfalls ist der Vorschlag definitiv abgelehnt.

Art. 164 - Der Präsident und die Vizepräsidenten des Geschäftsführenden Ausschusses sind unabhängig voneinander befugt, zusammen mit dem leitenden Beamten des Dienstes für Entschädigungen oder dessen Stellvertreter das Institut bindende Akte in bezug auf den Dienst für Entschädigungen zu unterzeichnen mit Ausnahme derjenigen, die sich auf die tägliche Geschäftsführung beziehen oder von Sonderbevollmächtigten ausgehen.

Art. 165 - Binnen drei Monaten nach Übermittlung der in den Artikeln 141 § 1 Absatz 1 Nr. 13 Buchstabe *a*) und 161 Absatz 1 Nr. 3 Buchstabe *b*) des koordinierten Gesetzes erwähnten Berichte erstattet der Geschäftsführende Ausschuß des Dienstes für Entschädigungen dem Minister Bericht über die Maßnahmen, die er infolge der Feststellungen des Dienstes für medizinische Kontrolle und des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle zu treffen beschlossen hat oder dem Minister vorschlägt.

Art. 166 - Der Geschäftsführende Ausschuß des Dienstes für Entschädigungen teilt dem Minister binnen drei Monaten nach Erstellung seines Jahresberichts die Maßnahmen mit, die er ausgehend von den Erkenntnissen dieses Berichts vorschlägt oder beschlossen hat.

Abschnitt II — Medizinischer Invaliditätsrat

A. Zusammensetzung des Medizinischen Invaliditätsrates und Amtsbereich der regionalen Kommissionen

Art. 167 - Der Medizinische Invaliditätsrat umfaßt eine Hohe Kommission und regionale Kommissionen.

Die Hohe Kommission hat ihren Sitz in Brüssel.

Es gibt elf regionale Kommissionen; jede von ihnen hat das Gebiet einer Provinz als Amtsbereich, jedoch mit Ausnahme des zweisprachigen Gebietes Brüssel-Hauptstadt.

Der Sitz jeder regionalen Kommission, deren Amtsbereich mit dem Gebiet einer Provinz übereinstimmt, befindet sich in der Hauptstadt der Provinz ihres Amtsbereiches. Jede regionale Kommission umfaßt Abteilungen, die einen separaten Sitz und einen separaten Amtsbereich haben.

Für das zweisprachige Gebiet Brüssel-Hauptstadt wird eine regionale Kommission eingesetzt, die aus zwei Abteilungen besteht. Eine dieser Abteilungen erkennt in Sachen, die in Französisch behandelt werden, und die andere Abteilung in Sachen, die in Niederländisch behandelt werden. Der Sitz dieser regionalen Kommission befindet sich in Brüssel.

Jederzeit können die in Artikel 170 Nr. 6 erwähnten Akten entsprechend den Notwendigkeiten des Dienstes oder den Fortbewegungsmöglichkeiten der Berechtigten jeder Abteilung unabhängig von ihrem Amtsbereich und der regionalen Kommission einer angrenzenden Provinz oder einer ihrer Abteilungen übermittelt werden.

B. Hohe Kommission

Art. 168 - Die Hohe Kommission setzt sich zusammen aus:

1. zwei Mitgliedern, die Doktoren der Medizin und Beamte des Dienstes für Entschädigungen sind,
2. zwölf ordentlichen Mitgliedern und zwölf Ersatzmitgliedern, die Doktoren der Medizin sind und unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat,
3. zwei Mitgliedern, die Doktoren der Medizin und Beamte des Dienstes für medizinische Kontrolle sind.

Der König bestimmt den Präsidenten unter den Mitgliedern der Hohen Kommission auf deren Vorschlag hin.

Art. 169 - Alle Mitglieder der Hohen Kommission sind stimmberechtigt. Ist der Präsident der Hohen Kommission verhindert, bestimmen die anwesenden Mitglieder aus ihrer Mitte einen Versammlungsvorsitzenden.

Art. 170 - Die Hohe Kommission hat als Aufgabe:

1. gemäß den in ihrer Geschäftsordnung bestimmten Modalitäten einen Anwesenheitsplan für ihre ordentlichen Mitglieder und ihre Ersatzmitglieder zu erstellen im Hinblick auf die Anwendung der Bestimmungen von Artikel 171,
2. die Zahl der Abteilungen der regionalen Kommissionen festzulegen und deren Sitz und Amtsbereich zu bestimmen,
3. ihre Geschäftsordnung und die der regionalen Kommissionen zu erstellen,
4. über die reibungslose Arbeit der regionalen Kommissionen zu wachen; zur Erfüllung dieser Aufgabe kann sie eines beziehungsweise mehrere ihrer Mitglieder abordnen, um Versammlungen der regionalen Kommissionen und deren Abteilungen beizuwohnen und um über deren Tätigkeit Bericht zu erstatten,
5. über den Invaliditätszustand der Berechtigten im Sinne von Artikel 100 des koordinierten Gesetzes zu befinden und die Dauer dieses Zustands zu bestimmen, unbeschadet der Anwendung von Artikel 94 Absatz 2 des koordinierten Gesetzes und von Artikel 176,
6. der von ihr bestimmten Abteilung der regionalen Kommission die Akten in bezug auf Berechtigte, für die sie eine körperliche Untersuchung als notwendig erachtet, zu übermitteln,
7. den Vertrauensarzt aufzufordern, jeden Bericht, den sie für zweckmäßig erachtet, sofort zu erstellen und ihr zu übermitteln,
8. unter den in Artikel 225 § 1 Nr. 5 festgelegten Bedingungen über die Vorschläge des Vertrauensarztes zu befinden, die darauf abzielen, einem Berechtigten ohne Person zu Lasten bei Arbeitsunfähigkeit die Hilfe einer Drittperson zuzuerkennen; bevor sie einen Beschluß faßt, kann sie die Stellungnahme eines ihrer Mitglieder oder einer Abteilung einer regionalen Kommission beantragen, den Betreffenden auffordern, vor ihr zu erscheinen, oder in Fällen, in denen die beantragten Auskünfte das Eingreifen eines Arztes nicht erforderlich machen, eine Untersuchung durch eine Fachkraft für Krankenpflege, die Beamter des Dienstes für Entschädigungen ist, anordnen,
9. gemäß Artikel 82 des koordinierten Gesetzes Stellungnahmen abzugeben über Fragen in bezug auf den Invaliditätszeitraum, die ihr vom Minister, vom Geschäftsführenden Ausschuß beziehungsweise vom leitenden Beamten des Dienstes für Entschädigungen oder von den Versicherungsträgern vorgelegt werden; diese Stellungnahmen müssen im Monat nach dem Datum des diesbezüglichen Antrags abgegeben werden,
10. mit dem in Artikel 23 des koordinierten Gesetzes erwähnten Kollegium der Ärzte-Direktoren zusammenzuarbeiten, indem sie ihm mitteilt, welche Berechtigten für eine Rehabilitation oder Umschulung in Frage kommen können, und indem sie dem Kollegium alle Informationen übermittelt, die es für die Erfüllung seiner Aufgabe beantragt,
11. dem Geschäftsführenden Ausschuß des Dienstes für Entschädigungen pro Quartal über die Arbeit des Medizinischen Invaliditätsrates Bericht zu erstatten.

Art. 171 - Die in Artikel 170 Nr. 5, 6 und 7 erwähnten Aufgaben werden ebenfalls von einem allein handelnden Mitglied der Hohen Kommission gültig ausgeführt, wenn sie keinen Fall betreffen, in dem der Hohen Kommission die Akte in Anwendung von Artikel 184 Absatz 2 übermittelt worden ist oder in dem der Beschluß gemäß der Geschäftsordnung der Hohen Kommission vorbehalten ist.

C. Regionale Kommissionen und ihre Abteilungen

Art. 172 - Jede regionale Kommission setzt sich zusammen aus:

1. dem dienstleitenden Arzt-Hauptinspektor des Dienstes für medizinische Kontrolle der Provinz, in der die regionale Kommission ihren Sitz hat, oder des zweisprachigen Gebietes Brüssel-Hauptstadt,
2. zwölf ordentlichen Mitgliedern und zwölf Ersatzmitgliedern, die Doktoren der Medizin sind und unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat,
3. einem Arzt-Inspektor des Dienstes für medizinische Kontrolle, der von dem in Nr. 1 erwähnten dienstleitenden Arzt-Hauptinspektor für jede Sitzung der Kommission und für jede Sitzung der in Artikel 167 Absatz 3 erwähnten Abteilungen bestimmt wird.

Das im vorhergehenden Absatz Nr. 1 erwähnte Mitglied führt den Vorsitz der regionalen Kommission.

Art. 173 - Alle Mitglieder der regionalen Kommission sind stimmberechtigt. Ist der Präsident der regionalen Kommission verhindert, bestimmen die anwesenden Mitglieder aus ihrer Mitte einen Versammlungsvorsitzenden.

Art. 174 - Die regionalen Kommissionen haben als Aufgabe:

1. aus ihrer Mitte die in Artikel 175 erwähnten Abteilungen zusammensetzen,
2. einen Anwesenheitsplan für die Mitglieder ihrer Abteilungen zu erstellen ohne Unterscheidung zwischen ordentlichen Mitgliedern und Ersatzmitgliedern,
3. über die reibungslose Arbeit ihrer Abteilungen zu wachen,
4. Begutachtungsanträgen, die ihnen von der Hohen Kommission zugesandt werden, nachzukommen.

Art. 175 - Die Abteilungen der regionalen Kommissionen umfassen:

1. mindestens zwei Mitglieder, die der in Artikel 172 Absatz 1 Nr. 2 erwähnten Gruppe angehören; jedes von ihnen muß im Hinblick auf seine Ernennung zum Mitglied der regionalen Kommission von einem anderen Versicherungsträger vorgeschlagen werden,
2. das in Artikel 172 Absatz 1 Nr. 3 erwähnte Mitglied.

Art. 176 - Die Abteilungen der regionalen Kommissionen haben als Aufgabe:

1. von der Hohen Kommission oder von einem ihrer Mitglieder beantragte körperliche Untersuchungen vorzunehmen,
2. für jede dieser körperlichen Untersuchungen einen ausführlichen Bericht zu erstellen, der die verschiedenen in Artikel 100 des koordinierten Gesetzes festgelegten Taxierungskriterien berücksichtigt,
3. in bezug auf Berechtigte, die sie einer körperlichen Untersuchung unterzogen haben, einen der folgenden Beschlüsse zu fassen:
 - a) Feststellung des Invaliditätszustands im Sinne von Artikel 100 des koordinierten Gesetzes und Abgabe ihrer Stellungnahme in bezug auf die Dauer des Invaliditätszustandes an die Hohe Kommission,
 - b) Feststellung des Endes dieses Zustands,
4. in bezug auf Berechtigte, die zwar vorgeladen wurden, aber nicht vor ihnen erschienen sind, den Invaliditätszustand festzustellen und der Hohen Kommission ihre Stellungnahme in bezug auf die Dauer des Invaliditätszustands abzugeben, vorausgesetzt, daß sie in den Besitz von Angaben gebracht worden sind, die sie für ausreichend erachten,
5. der Hohen Kommission die in Nr. 3 und 4 erwähnten Beschlüsse, auch wenn sie in Anwendung von Absatz 2 gefaßt worden sind, die diesbezüglichen Untersuchungsberichte und eine Abschrift der Notifizierung an den Berechtigten zur Feststellung des Endes des Arbeitsunfähigkeitszustands zu übermitteln,
6. Begutachtungsanträgen, die ihnen von der Hohen Kommission zugesandt werden, nachzukommen.

Muß ein Berechtigter zu Hause untersucht werden, werden die in Absatz 1 Nr. 1, 2 und 3 erwähnten Aufgaben ebenfalls von einem allein handelnden Arzt, der von der Abteilung zu diesem Zweck unter ihren Mitgliedern bestimmt wird, gültig ausgeführt.

D. Eingreifen der Vertrauensärzte und Ärzte-Inspektoren in bezug auf den Invaliditätszustand

Art. 177 - § 1 - 1. Zwischen der siebten und fünften Woche vor dem Anfangsdatum des Invaliditätszeitraums erstellt der Vertrauensarzt für die Hohe Kommission einen Bericht, der alle Angaben umfaßt, die die Mitglieder dieser Kommission über die Zweckmäßigkeit unterrichten können, den Invaliditätszustand im Sinne von Artikel 100 des koordinierten Gesetzes festzustellen. Dieser Bericht enthält die Stellungnahme des Vertrauensarztes.

Die Beschlüsse werden innerhalb der letzten vier Wochen des Zeitraums primärer Arbeitsunfähigkeit aufgrund dieses Berichts gefaßt.

2. Spätestens sechs Wochen vor Ablauf jedes Zeitraums, für den der Medizinische Invaliditätsrat den Invaliditätszustand festgestellt hat, erstellt der Vertrauensarzt einen ausführlichen Bericht, der seine Stellungnahme über die Zweckmäßigkeit, den Invaliditätszustand im Sinne von Artikel 100 des koordinierten Gesetzes für einen neuen Zeitraum festzustellen, beinhaltet.

Die Beschlüsse werden innerhalb vier Wochen vor Ablauf des Zeitraums, für den der Invaliditätszustand anerkannt worden ist, aufgrund der vorerwähnten Berichte gefaßt.

3. Wird das Ende des Invaliditätszustands entweder vom Arzt-Inspektor oder vom Vertrauensarzt festgestellt, teilt letzterer dies unmittelbar der Hohen Kommission anhand eines Berichts mit, der die Angaben, auf die sein Beschluß gestützt ist, umfaßt und dem er eine Abschrift der Notifizierung an den Berechtigten beifügt.

4. Unabhängig von den in den Nummern 1 bis 3 erwähnten Berichten vermerkt der Vertrauensarzt in ergänzenden Berichten, die er sofort nach ihrer Erstellung der Hohen Kommission übermittelt, jegliche Bemerkungen, durch die die Prognose, die in seinem vorhergehenden Bericht in bezug auf die Entwicklung des Invaliditätszustands enthalten ist, geändert werden könnte.

Darüber hinaus erstellt der Vertrauensarzt jeden Bericht, der von der Hohen Kommission oder von einem ihrer Mitglieder als zweckdienlich angesehen wird, und übermittelt ihr sofort diesen Bericht.

5. Setzt die Arbeitsunfähigkeit innerhalb dreier Monate nach Beendigung des Invaliditätszustands wieder ein, kann der Invaliditätszustand für einen Zeitraum von höchstens vierzehn Tagen ab Wiedereinsetzen der Arbeitsunfähigkeit vom Vertrauensarzt anerkannt werden.

Ist der Vertrauensarzt der Ansicht, daß der Invaliditätszustand für einen Zeitraum anerkannt werden muß, der vierzehn Tage ab Wiedereinsetzen dieses Zustands nicht überschreitet, so legt sein Beschluß gleichzeitig das Ende des Invaliditätszustands bei Ablauf des anerkannten Zeitraums fest. Der Bericht, der die Angaben, auf die sein Beschluß gestützt ist, umfaßt, und eine Abschrift der Notifizierung an den Berechtigten werden unmittelbar an die Hohe Kommission gesandt.

Ist der Vertrauensarzt der Ansicht, daß der Arbeitsunfähigkeitszeitraum vierzehn Tage überschreiten kann, erstellt er einen Bericht, der die Hohe Kommission über die Zweckmäßigkeit unterrichtet, den Invaliditätszustand für einen neuen Zeitraum festzustellen, und übermittelt ihr diesen Bericht.

Beschließt der Vertrauensarzt, das Wiedereinsetzen der Arbeitsunfähigkeit nicht anzuerkennen, teilt er dies unmittelbar der Hohen Kommission anhand eines Berichts mit, der die Angaben, auf die sein Beschluß gestützt ist, umfaßt, und dem er eine Abschrift der Notifizierung an den Berechtigten beifügt.

Vorliegende Bestimmungen sind ebenfalls auf den Arzt-Inspektor, der einen Berechtigten auf Antrag des Vertrauensarztes untersucht, anwendbar. Letzterer ist mit der Übermittlung der für die Hohe Kommission bestimmten Unterlagen beauftragt.

6. Der Vertrauensarzt teilt der Hohen Kommission unmittelbar die Namen der Berechtigten mit, die sich in einem Invaliditätszustand befinden, wenn sie die Arbeit aus eigenem Antrieb wiederaufnehmen.

Ebenso teilt der Versicherungsträger der Hohen Kommission unmittelbar jedes Ereignis mit, das die administrative Lage der Berechtigten verändert.

7. Der Vertrauensarzt erstellt die in Artikel 170 Nr. 8 erwähnten Berichte über Berechtigte, die keine Personen zu Lasten haben und im Fall von Arbeitsunfähigkeit auf die Hilfe Dritter angewiesen sind, und übermittelt sie der Hohen Kommission.

§ 2 - Die in § 1 Nr. 1, 2, 4, 6 Absatz 1 und 7 erwähnten Berichte werden von den Vertrauensärzten an die medizinische Direktion ihres Versicherungsträgers gesandt; der Arzt-Direktor dieses Versicherungsträgers übermittelt sie der Hohen Kommission.

Die in § 1 Nr. 1 und 2 erwähnten Berichte müssen der Hohen Kommission spätestens vier Wochen vor dem äußersten Datum, bis zu dem der Beschluß aufgrund dieser Berichte gefaßt werden muß, zukommen.

Die in § 1 Nr. 3 und 5 erwähnten Berichte werden von den Vertrauensärzten an die Hohe Kommission gesandt; sie übermitteln gleichzeitig eine Abschrift dieser Berichte an die medizinische Direktion ihres Versicherungsträgers.

E. Gemeinsame Bestimmungen in bezug auf die Kommissionen des Medizinischen Invaliditätsrates

Art. 178 - Das Sekretariat der Hohen Kommission, der regionalen Kommissionen und der Abteilungen der regionalen Kommissionen wird von Bediensteten wahrgenommen, die vom leitenden Beamten des Dienstes für Entschädigungen bestimmt werden.

Art. 179 - Ist ein Mitglied einer im Medizinischen Invaliditätsrat arbeitenden Kommission bei einer Sitzung verhindert, muß es alle notwendigen Vorkehrungen treffen, um sich von einem Ersatzmitglied derselben Kommission ersetzen zu lassen. Was die Abteilungen der regionalen Kommissionen betrifft, kann diese Stellvertretung von einem Mitglied einer anderen Abteilung derselben regionalen Kommission wahrgenommen werden.

Art. 180 - Ein Ersatzmitglied tagt nur bei Abwesenheit eines ordentlichen Mitglieds. Wenn in der Hohen Kommission Mitglieder in Anwendung von Artikel 171 tagen und in den Abteilungen der regionalen Kommissionen nehmen jedoch die ordentlichen Mitglieder ebenso wie die Ersatzmitglieder an der Arbeit teil.

Art. 181 - Die Hohe Kommission und die regionalen Kommissionen tagen rechtsgültig, wenn mindestens die Hälfte der Mitglieder anwesend ist.

Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit gefaßt. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Präsidenten ausschlaggebend.

Art. 182 - Die Abteilungen der regionalen Kommissionen tagen rechtsgültig, wenn mindestens zwei Mitglieder anwesend sind, die nicht von dem Versicherungsträger vorgeschlagen worden sind, dem der Berechtigte, dessen Fall untersucht werden muß, angehört.

Art. 183 - Beantragt die Hohe Kommission oder eines ihrer Mitglieder, Untersuchungen vorzunehmen, wird davon ausgegangen, daß der Zustand der Arbeitsunfähigkeit anerkannt ist, bis ein Beschluß gefaßt wird, der das Ergebnis dieser Untersuchungen berücksichtigt.

Art. 184 - Beschlüsse der Abteilungen der regionalen Kommissionen sind gültig, wenn sie einstimmig gefaßt werden, wobei Mitglieder, die von einem bestimmten Versicherungsträger vorgeschlagen worden sind, sich bei einer Abstimmung, die einen bei diesem Versicherungsträger eingetragenen Berechtigten betrifft, der Stimme enthalten müssen.

Wird keine Einstimmigkeit erzielt, übermittelt die Abteilung der regionalen Kommission die Akte zusammen mit einem mit Gründen versehenen Bericht der Hohen Kommission, die mit einfacher Mehrheit beschließt.

Art. 185 - Beschlüsse der Hohen Kommission und der Abteilungen der regionalen Kommissionen werden mit Gründen versehen.

Art. 186 - Mitglieder des Medizinischen Invaliditätsrates können von den Versicherungsträgern, deren Vertrauensärzten und den in Artikel 91 des koordinierten Gesetzes erwähnten zugelassenen Kontrolldiensten für die Erfüllung der Aufgaben, die ihnen obliegen, alle Auskünfte verlangen, die sie für zweckmäßig erachten.

Art. 187 - Die Mitglieder der Hohen Kommission und der regionalen Kommissionen werden für eine Amtszeit von sechs Jahren ernannt.

Das Mandat der ausscheidenden Mitglieder ist erneuerbar.

Jedes Mitglied, das vor dem regulären Datum des Ablaufs seines Mandats aus der Hohen Kommission und den regionalen Kommissionen ausscheidet, wird binnen drei Monaten ersetzt.

Das zu diesem Zweck bestimmte neue Mitglied beendet das Mandat des Mitglieds, das es ersetzt.

Die Bestimmungen des vorliegenden Artikels gelten nicht für die in den Artikeln 168 Nr. 1 und 3 und 172 Nr. 1 und 3 erwähnten Mitglieder.

F. Notifizierungen

Art. 188 - Der Beschluß der Hohen Kommission oder eines ihrer Mitglieder zur Feststellung eines Invaliditätszustands wird dem Versicherungsträger unter den in der Geschäftsordnung festgelegten Bedingungen notifiziert.

Art. 189 - Der Beschluß einer Abteilung einer regionalen Kommission oder eines ihrer Mitglieder zur Feststellung eines Invaliditätszustands wird der Hohen Kommission notifiziert. Diese verfügt über fünfzehn Werkzeuge, um ihren Beschluß zur Festlegung der Dauer des Invaliditätszustands dem Versicherungsträger zu notifizieren.

Der Beschluß einer Abteilung einer regionalen Kommission, eines ihrer Mitglieder oder der Hohen Kommission in Anwendung von Artikel 184 Absatz 2 zur Feststellung des Endes des Invaliditätszustands wird den Berechtigten, dem Versicherungsträger, dem Verwaltungsdienst der Krankenkasse oder des Regionalen Amtes und dem Vertrauensarzt notifiziert. Diese Notifizierungen werden binnen drei Werktagen nach dem Tag der Beschlußfassung vorgenommen.

Art. 190 - Der Beschluß des Vertrauensarztes oder des Arzt-Inspektors zur Feststellung des Endes des Invaliditätszustands oder zur Nichtanerkennung des Wiedereinsetzens der Arbeitsunfähigkeit binnen drei Monaten nach Ende eines Invaliditätszeitraums wird den Berechtigten, dem Versicherungsträger und dem Verwaltungsdienst der Krankenkasse oder des Regionalen Amtes notifiziert.

Diese Notifizierungen werden vorgenommen:

1. binnen drei Werktagen nach dem Tag der Beschlußfassung, wenn das Ende des Invaliditätszustands festgestellt wird,
2. binnen fünf Werktagen nach dem Tag des Empfangs der Bescheinigung oder der Erklärung der Arbeitsunfähigkeit oder der vom Landesamt für Arbeitsbeschaffung ausgestellten Notifizierung der Arbeitsunfähigkeit, wenn es einen in Artikel 177 § 1 Nr. 5 Absatz 4 erwähnten Beschluß betrifft.

Art. 191 - Die in den Artikeln 189 und 190 erwähnten Notifizierungen an die Berechtigten werden gegen Empfangsbestätigung übergeben. Werden sie jedoch per Einschreiben vorgenommen, wird davon ausgegangen, daß sie am ersten Tag nach Aufgabe bei der Post zugestellt werden; Samstage, Sonntage und gesetzliche Feiertage werden jedoch nicht mitgezählt.

Art. 192 - Die in Buchstabe F) erwähnten Notifizierungen der Beschlüsse der Hohen Kommission oder eines ihrer Mitglieder, einer Abteilung einer regionalen Kommission, des Vertrauensarztes und des Arzt-Inspektors müssen den von der Hohen Kommission erstellten Mustern entsprechen.

Die Muster der Notifizierungen, die für die Berechtigten bestimmt sind und sich auf Beschlüsse zur Nichtanerkennung ihres Invaliditätszustands oder zur Feststellung des Endes dieses Zustands beziehen, enthalten die Angaben, die notwendig sind, um bei den in Artikel 167 des koordinierten Gesetzes erwähnten Rechtsprechungsorganen in zweckdienlicher Weise Beschwerde einzulegen.

Abschnitt III — Krankenkassenfachrat

Art. 193 - Der aufgrund von Artikel 83 des koordinierten Gesetzes beim Dienst für Entschädigungen eingesetzte Krankenkassenfachrat setzt sich zusammen aus:

1. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Arbeitgeberorganisationen vorgeschlagen werden,
2. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen vorgeschlagen werden,
3. acht ordentlichen Mitgliedern und acht Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden; um die Vertretung der Versicherungsträger zu bestimmen, wird ihre jeweilige Mitgliederzahl berücksichtigt, wobei jeder Versicherungsträger Anrecht auf mindestens ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds hat.

Der Präsident wird vom König unter den Mitgliedern des Rates bestimmt.

Der leitende Beamte des Dienstes für Entschädigungen, der leitende Beamte des Dienstes für medizinische Kontrolle und der leitende Beamte des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle wohnen von Rechts wegen den Versammlungen des Rates bei.

Der Präsident kann jeden Beamten des Dienstes für Entschädigungen oder der Allgemeinen Dienste, dessen Anwesenheit als nützlich angesehen wird, zu den Versammlungen hinzuziehen, damit er dort ständig oder gelegentlich tagt.

Das Sekretariat des Rates wird von einem Bediensteten des Dienstes für Entschädigungen, der vom leitenden Beamten dieses Dienstes bestimmt wird, wahrgenommen.

Art. 194 - Die Mitglieder des Rates werden für eine Amtszeit von sechs Jahren ernannt. Ihre Mandate sind alle drei Jahre je zur Hälfte erneuerbar.

Die Mandate der Mitglieder des Krankenkassenfachrates wurden jedoch zum erstenmal am 1. Januar 1967 erneuert, wobei die ausscheidenden Mitglieder durch das Los bestimmt wurden.

Das Mandat der ausscheidenden Mitglieder ist erneuerbar.

Jedes Mitglied, das vor dem regulären Datum des Ablaufs seines Mandats aus dem Krankenkassenfachrat ausscheidet, wird binnen drei Monaten ersetzt. Das zu diesem Zweck bestimmte neue Mitglied beendet das Mandat des Mitglieds, das es ersetzt.

Art. 195 - Ein Ersatzmitglied tagt nur bei Abwesenheit eines ordentlichen Mitglieds.

Ist der Präsident verhindert, wird er von einem stellvertretenden Präsidenten ersetzt, der vom König unter den Mitgliedern des Rates ernannt wird.

Art. 196 - Der Rat wird von seinem Präsidenten auf dessen Initiative, auf Ersuchen des Geschäftsführenden Ausschusses des Dienstes für Entschädigungen oder auf schriftlichen, den Gegenstand der Versammlung angegebenden Antrag von mindestens drei Mitgliedern einberufen; im Einberufungsschreiben wird in jedem Fall der Gegenstand der Versammlung vermerkt.

Der Rat tagt rechtsgültig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend ist.

Art. 197 - Die vom Krankenkassenfachrat abgegebenen Stellungnahmen werden dem Geschäftsführenden Ausschuss des Dienstes für Entschädigungen vom Präsidenten des Rates mitgeteilt.

Art. 198 - Der Rat erstellt seine Geschäftsordnung und legt sie dem Geschäftsführenden Ausschuß des Dienstes für Entschädigungen zur Billigung vor.

KAPITEL II — Anwendungsbereich

Im Rahmen der Entschädigungsversicherung geltende Definition der Saisonarbeiter, Gelegenheitsarbeiter und Teilzeitarbeitnehmer

Art. 199 - Unter Saisonarbeitern sind Arbeitnehmer zu verstehen, die Arbeiten verrichten, deren Dauer begrenzt ist, entweder aufgrund der saisonbedingten Art der Arbeit oder weil die Unternehmen, die sie anstellen, gezwungen sind, zu bestimmten Zeiten des Jahres Hilfspersonal einzustellen.

Art. 200 - Unter Gelegenheitsarbeitern sind zu verstehen:

1. zeitweilige Arbeitnehmer und Aushilfsarbeiter, so wie diese Begriffe im Gesetz vom 24. Juli 1987 über die zeitweilige Arbeit, die Aushilfsarbeit und die Leiharbeit definiert sind,
2. Heimarbeiter, so wie sie in Artikel 3 Nr. 4 des Königlichen Erlasses vom 28. November 1969 zur Ausführung des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzerlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 15. Juni 1970, definiert sind.

Art. 201 - Unter Vorbehalt der im vorliegenden Königlichen Erlaß vorgesehenen Ausnahmen sind unter Teilzeitarbeitnehmern alle Arbeitnehmer zu verstehen, deren Arbeitsregelung normalerweise nicht die durchschnittliche Anzahl Arbeitsstunden pro Woche derselben Tätigkeit umfaßt, die im Rahmen einer Vollzeitbeschäftigung in dem Unternehmen oder Tätigkeitssektor verrichtet wird; was das Lehrpersonal betrifft, das in einer von einer Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Unterrichtsanstalt beschäftigt ist, wird davon ausgegangen, daß die Arbeitsregelung teilzeitig ausgeübt wird, wenn sie normalerweise die durchschnittliche Anzahl Arbeitsstunden pro Woche, die einem vollen Stundenplan entspricht, nicht umfaßt.

Art. 202 - Für die Anwendung des koordinierten Gesetzes gelten als Saisonarbeiter, Gelegenheitsarbeiter oder Teilzeitarbeitnehmer die in den Artikeln 199, 200 und 201 erwähnten Arbeitnehmer, die außerhalb der in diesen Artikeln erwähnten Arbeitszeiträume einerseits weder der Entschädigungspflichtversicherung aufgrund des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzerlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer noch dem Gesetzerlaß vom 10. Januar 1945 über die soziale Sicherheit der Bergarbeiter und der ihnen gleichgestellten Personen unterliegen und andererseits die Bedingungen nicht erfüllen, um Arbeitslosengeld zu beziehen, oder freiwillig auf das Arbeitslosengeld verzichten.

KAPITEL III — Bedingungen für die Bewilligung von Leistungen

Abschnitt I — Wartezeit im Hinblick auf die Eröffnung des Anrechts auf Entschädigungen

Art. 203 - Für die Anwendung von Artikel 128 § 1 des koordinierten Gesetzes müssen die Berechtigten in einem Zeitraum von sechs Monaten mindestens hundertzwanzig Arbeitstage erreichen, so wie dieser Begriff im Rahmen der Rechtsvorschriften über die soziale Sicherheit der Lohnempfänger definiert ist.

Für Arbeitnehmer, die in Ausführung eines Abkommens beschäftigt werden, das im Rahmen des Königlichen Erlasses Nr. 179 vom 30. Dezember 1982 über Experimente zur Anpassung der Arbeitszeit in den Unternehmen im Hinblick auf eine Neuverteilung der verfügbaren Arbeit geschlossen worden ist, wird davon ausgegangen, daß sie eine Anzahl Arbeitstage erreichen, die der im Rahmen einer Vollzeitarbeit geleisteten Anzahl Tage entspricht, wenn der Lohn, der ihnen aufgrund des Abkommens bewilligt wird, dem Lohn einer entsprechenden Vollzeitarbeit entspricht. Für Arbeitnehmer, die in Ausführung eines kollektiven Arbeitsabkommens beschäftigt werden, das aufgrund des am 2. Juni 1987 im Nationalen Arbeitsrat geschlossenen kollektiven Arbeitsabkommens Nr. 42 über die Einführung neuer Arbeitsregelungen in den Unternehmen geschlossen worden ist, und die einen Lohn erhalten, der mindestens dem garantierten durchschnittlichen monatlichen Mindesteinkommen entspricht, wird davon ausgegangen, daß sie Vollzeitarbeitsleistungen erbringen.

In Abweichung von den Bestimmungen von Absatz 1 haben Saisonarbeiter, Gelegenheitsarbeiter und Teilzeitarbeitnehmer ihre Wartezeit absolviert, wenn sie während eines Zeitraums von sechs Monaten vierhundert Arbeitsstunden erreichen. Der Bezugszeitraum wird jedoch auf höchstens achtzehn Monate für Saisonarbeiter, Gelegenheitsarbeiter und Teilzeitarbeitnehmer verlängert, für die es aufgrund ihrer Arbeitsregelung unmöglich ist, ihre Wartezeit binnen sechs Monaten zu absolvieren.

Für die Anwendung desselben Artikels werden folgende Tage Arbeitstagen gleichgesetzt:

1. Tage beruflicher Inaktivität, die auf einen Arbeitsunfall oder eine Berufskrankheit zurückzuführen sind, die eine Arbeitsunfähigkeit zur Folge haben, so wie sie in Artikel 100 des koordinierten Gesetzes definiert ist,
2. Tage, für die der Berechtigte aufgrund des Gesetzes vom 10. April 1971 über die Arbeitsunfälle oder aufgrund der am 3. Juni 1970 koordinierten Gesetze über die Entschädigung für Berufskrankheiten Entschädigungen wegen vollständiger Arbeitsunfähigkeit bezieht,
3. Tage des gesetzlichen Jahresurlaubs,
4. in Artikel 246 definierte Tage kontrollierter unfreiwilliger Arbeitslosigkeit,
5. Tage, an denen der Arbeitslose durch Vermittlung des Landesamts für Arbeitsbeschaffung Hausarbeit verrichtet, um seine Arbeitslosigkeit zu beenden,
6. von den Gewerkschaftsorganisationen anerkannte Streiktage,
7. Tage der Arbeitsunterbrechung infolge eines Lockouts,
8. Tage, an denen keine Arbeit verrichtet wird, für die der Arbeitgeber aber Lohn zahlen muß,
9. Ausgleichsruhetage, die bestimmt sind, die wöchentliche Arbeitsdauer auf weniger als 40 Stunden durchschnittlich zu verkürzen,
10. Tage, an denen der Arbeitnehmer in Anwendung von Artikel 239 als arbeitsunfähig angesehen wird,
11. Tage, an denen der Betreffende das Amt eines Sozialrichters oder Sozialgerichtsrats bei den Arbeitsgerichten ausübt,

12. Tage, an denen für ein zeitweilig angestelltes Mitglied des Lehrpersonals davon ausgegangen wird, daß es Lohn erhalten hat, weil sein Monatslohn dem Zehntel des Jahreslohns entsprach, den es bekommen hätte, wenn es definitiv angestellt gewesen wäre; gleiches gilt für Personen, die diesen Mitgliedern des Lehrpersonals gleichgestellt sind,

13. nicht entlohnte erlaubte Abwesenheitstage, die aufgrund von kollektiven Sektorenabkommen, Unternehmensabkommen oder individuellen Abkommen zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer aus zwingenden Gründen bewilligt werden. Die Gleichsetzung ist jedoch auf höchstens zehn Tage pro Jahr beschränkt, ob diese Tage auf einmal oder über mehrere Zeiträume bewilligt werden.

Für Saisonarbeiter, Gelegenheitsarbeiter und Teilzeitarbeitnehmer werden die im vorhergehenden Absatz erwähnten Inaktivitätszeiträume, insofern sie mit Tagen oder Zeiträumen, während deren die betroffenen Arbeitnehmer normalerweise gearbeitet hätten, übereinstimmen, im Verhältnis der Anzahl Arbeitsstunden berücksichtigt, die sie im Laufe dieser Zeiträume verrichtet hätten.

Für Vollzeitarbeitnehmer, die ständig im Rahmen einer Fünftagewoche beschäftigt sind, wird die Anzahl Tage der vorerwähnten Zeiträume, während deren die wöchentliche Arbeit des Arbeitnehmers auf fünf Tage verteilt war oder verteilt worden wäre, um 20 Prozent erhöht, außer wenn diese Tage ohne Berücksichtigung dieser wöchentlichen Arbeitsregelung angegeben werden. Enthält das Ergebnis eine Bruchzahl, wird es nach oben aufgerundet.

Art. 204 - § 1 - Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 131 des koordinierten Gesetzes behalten die in Artikel 128 § 1 und die in Artikel 128 § 2 Absatz 2 des koordinierten Gesetzes erwähnten Berechtigten, die die in Artikel 207 erwähnten Bedingungen nicht erfüllen, das Anrecht auf Leistungen bis zum Ende des Quartals nach dem Quartal, im Laufe dessen sie die Wartezeit beendet haben.

§ 2 - Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 131 des koordinierten Gesetzes behalten die Berechtigten, die gemäß Artikel 128 § 2 Absatz 1 des koordinierten Gesetzes von der Absolvierung der Wartezeit befreit sind, das Anrecht auf Leistungen bis zum Ende des Zeitraums, der an dem Tag beginnt, an dem sie die Eigenschaft eines Berechtigten erlangt haben, und am Ende des darauffolgenden Quartals endet.

Sie behalten dieses Recht:

1. während des ersten Quartals, das dem in Absatz 1 definierten Zeitraum folgt, wenn sie für das Quartal, in dem sie die Eigenschaft eines Berechtigten erlangt haben, die in Titel IV Kapitel II Abschnitt V vorgesehenen Beitragsbedingungen erfüllt haben,

2. während des zweiten Quartals, das dem in Absatz 1 definierten Zeitraum folgt, wenn sie für diesen Zeitraum die in Titel IV Kapitel II Abschnitt V vorgesehenen Beitragsbedingungen erfüllt haben.

Abschnitt II — Befreiung von und Verkürzung der Wartezeit im Hinblick auf die Eröffnung des Anrechts auf Entschädigungen

Art. 205 - § 1 - Von der Wartezeit im Hinblick auf die Eröffnung des Anrechts auf Entschädigungen oder Bestattungsgeld werden befreit:

1. im folgenden Gesetz und in den folgenden Königlichen Erlassen erwähnte Personen unter den dort festgelegten Bedingungen:

a) im Gesetz vom 28. Juni 1960 über die soziale Sicherheit der Personen, die in der Armee zeitweilige Dienste verrichtet haben,

b) im Königlichen Erlaß vom 28. November 1956 zur Festlegung für ehemalige Bedienstete der Belgischen Eisenbahnen oder ihre Witwen, die der Kranken- und Invalidenpflichtversicherung unterliegen, der Bedingungen für die Bewilligung von Leistungen,

c) im Königlichen Erlaß vom 11. Januar 1958 zur Festlegung für ehemalige Mitglieder der Hilfs- und Unterstützungskasse für Seeleute, die unter belgischer Flagge fahren, oder ihre Witwen, die der Kranken- und Invalidenpflichtversicherung unterliegen, der Bedingungen für die Bewilligung von Leistungen,

d) im Königlichen Erlaß vom 15. April 1958 zur Festlegung der Bedingungen, unter denen die Leistungen der Kranken- und Invalidenversicherung Flüchtlingen ungarischer Staatsangehörigkeit bewilligt werden,

e) im Königlichen Erlaß vom 6. August 1962 zur Befreiung bestimmter Kategorien von Personen, die ihre Berufstätigkeit entweder im Kongo oder in Ruanda-Urundi ausgeübt haben, von den Bedingungen für die Zulassung zur Arbeitslosenversicherung und zur Kranken- und Invalidenversicherung,

2. Personen, die binnen dreißig Tagen nach Ende ihrer Einberufung oder Wiedereinberufung die Eigenschaft eines Berechtigten im Sinne von Artikel 86 § 1 Nr. 1 des koordinierten Gesetzes erlangen oder wiedererlangen,

3. a) Personen zu Lasten und Vollwaisen, so wie in Artikel 32 des koordinierten Gesetzes oder in einem der Königlichen Erlasse zur Ausführung von Artikel 33 des koordinierten Gesetzes erwähnt, die entweder ihr Studium an einer von einer Gemeinschaft organisierten, anerkannten oder subventionierten Unterrichtsanstalt beendet haben oder ein Diplom oder Studienzeugnis vor dem zuständigen Prüfungsausschuß einer Gemeinschaft erlangt haben, sofern sie spätestens am Tag nach dem Zeitraum von sieben Monaten nach Ende ihres Studiums oder nach Erlangung eines Diploms oder Studienzeugnisses vor dem zuständigen Prüfungsausschuß einer Gemeinschaft die in Artikel 86 § 1 Nr. 1 Buchstabe a) oder c) des koordinierten Gesetzes erwähnte Eigenschaft eines Berechtigten erlangt haben und sofern es folgende Studien betrifft:

— Studium der Unterstufe des Sekundarunterrichts mit technischer oder beruflicher Ausbildung,

— Studium der Oberstufe des Sekundarunterrichts.

Personen zu Lasten oder Vollwaisen, die die in Artikel 36 § 1 Absatz 1 Nr. 2 Buchstabe f) und g) des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit erwähnten Bedingungen erfüllen, werden mit Personen zu Lasten oder Vollwaisen gleichgestellt, die die Unterstufe des Sekundarunterrichts mit technischer oder beruflicher Ausbildung beendet haben.

Fangen Personen zu Lasten oder Vollwaisen ein anderes Studium an, nachdem sie die Oberstufe des Sekundarunterrichts oder die Unterstufe des Sekundarunterrichts mit technischer oder beruflicher Ausbildung beendet haben, beginnt die im vorhergehenden Absatz erwähnte Frist am Tag nach Ende des zuletzt abgeschlossenen Studiums oder am Tag nach Abbruch des Studiums, wenn das Studium vorzeitig abgebrochen wird,

b) Personen zu Lasten und Vollwaisen, so wie in Artikel 32 des koordinierten Gesetzes oder in einem der Königlichen Erlasse zur Ausführung von Artikel 33 des koordinierten Gesetzes erwähnt, die eine Lehre abgeschlossen haben, die in den Rechtsvorschriften über die Ausbildung in einem selbständigen Beruf vorgesehen ist, sofern sie spätestens am Tag nach dem Zeitraum von sieben Monaten nach Ende ihrer Lehre die in Artikel 86 § 1 Nr. 1 Buchstabe a) oder c) des koordinierten Gesetzes erwähnte Eigenschaft eines Berechtigten erlangt haben.

Die in Buchstabe a) und b) erwähnte Frist wird verlängert:

1) um drei oder sechs Monate für Personen, die aufgrund von Artikel 36 § 1 Absatz 1 Nr. 4 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit nach Ende ihres Studiums oder ihrer Lehre mindestens 233 beziehungsweise 310 Werktage als Arbeitssuchende eingetragen sein müssen, bevor sie Arbeitslosengeld beziehen können,

2) um die Dauer des Beschäftigungsvertrags für Studenten, der in den Monaten Juli, August oder September ausgeführt wird, wenn der Student während dieser Beschäftigung der Anwendung des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzerlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer entzogen ist,

3) um die Dauer des Zeitraums, in dem der Betreffende aufgrund seiner Einberufung oder Wiedereinberufung nicht in der Lage war, die in Artikel 86 § 1 Nr. 1 Buchstabe a) oder c) des koordinierten Gesetzes erwähnte Eigenschaft eines Berechtigten zu erlangen,

4) um die Dauer des Zeitraums, in dem der Betreffende arbeitsunfähig ist, sich in Mutterschaftsruhe oder in Vaterschaftsurlaub befindet, so wie im koordinierten Gesetz erwähnt,

c) unter den in Buchstabe a) und b) festgelegten Bedingungen, Personen zu Lasten:

1) eines Versicherten der überseeischen Sozialversicherungsregelung,

2) eines Mitglieds der Hilfs- und Unterstützungskasse für Seeleute oder seiner Witwe,

3) des Berechtigten, dessen Versicherungspflicht für die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherungsregelung auf den Zweig Gesundheitspflege beschränkt ist und der von seinem Arbeitgeber oder gegebenenfalls von der Behörde seiner Glaubensgemeinschaft ins Ausland geschickt wird, um einen Auftrag zu erfüllen, und der bei seiner Rückkehr nach Belgien von der Wartezeit im Hinblick auf die Eröffnung des Anrechts auf Gesundheitsleistungen befreit wird,

4) eines Arbeitnehmers, der seinen Hauptwohntort in Belgien hat und der den Rechtsvorschriften eines Landes unterliegt, mit dem Belgien einen bilateralen oder multilateralen Vertrag über soziale Sicherheit geschlossen hat, oder auf den die Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 vom 14. Juni 1971 des Rates zur Anwendung der Systeme der sozialen Sicherheit auf Arbeitnehmer und deren Familie, die innerhalb der Gemeinschaft zu- und abwandern, anwendbar ist,

5) eines Arbeitnehmers, der seinen Hauptwohntort in Belgien hat und der aufgrund eines auf ihn anwendbaren Statuts einer Einrichtung europäischen oder internationalen Rechts mit Niederlassung in Belgien Beteiligungen für die Gesundheitspflege bezieht,

4. Personen, die binnen dreißig Tagen nach Ende ihrer Haft die Eigenschaft eines Berechtigten im Sinne von Artikel 86 § 1 Nr. 1 des koordinierten Gesetzes wiedererlangen oder im Sinne von Artikel 100 § 1 des koordinierten Gesetzes arbeitsunfähig werden, insofern sie die in Artikel 128 des koordinierten Gesetzes vorgesehene Wartezeit absolviert haben oder davon befreit waren und bei Beginn ihrer Haft die Bedingungen für die Bewilligung von Arbeitsunfähigkeitsentschädigungen erfüllten,

5. Personen, die während eines Zeitraums von sechs Monaten ununterbrochen an der durch das Gesetz vom 17. Juli 1963 über die überseeische soziale Sicherheit vorgesehenen Versicherung teilgenommen haben, die durch die Artikel 17 und 19 desselben Gesetzes vorgeschriebenen Beiträge entrichtet haben und binnen dreißig Tagen nach Ende ihrer Teilnahme an dieser Versicherung oder des Zeitraums, in dem sie die in diesem Gesetz vorgesehenen Leistungen der Gesundheitspflege- und Entschädigungsversicherung bezogen haben, die in Artikel 86 § 1 Nr. 1 Buchstabe a) oder c) des koordinierten Gesetzes definierte Eigenschaft eines Berechtigten erlangen.

Haben diese Personen während eines Zeitraums von weniger als sechs Monaten ununterbrochen an der durch das Gesetz vom 17. Juli 1963 vorgesehenen Versicherung teilgenommen, wird der Zeitraum, der durch die Beiträge gedeckt ist, die aufgrund dieses Gesetzes entrichtet wurden, einem Zeitraum, der für die Berechnung der in Artikel 128 des koordinierten Gesetzes erwähnten Wartezeit berücksichtigt wird, gleichgesetzt. Diese Zusammenrechnung erfolgt jedoch nur, wenn nicht mehr als dreißig Tage zwischen dem Ende der Teilnahme an den Rechtsvorschriften, die im Gesetz vom 17. Juli 1963 vorgesehen sind, und der Erlangung der in Artikel 86 § 1 Nr. 1 Buchstabe a) oder c) des koordinierten Gesetzes definierten Eigenschaft eines Berechtigten liegen.

§ 2 - Für die Bewilligung der Arbeitsunfähigkeitsentschädigung oder des Bestattungsgelds werden die in Artikel 1 Nr. 1 des Königlichen Erlasses vom 28. Juni 1969 zur Ausdehnung des Anwendungsbereichs der Gesundheitspflegepflichtversicherung auf die Studenten des Hochschulunterrichts erwähnten Berechtigten unter den in Artikel 205 § 1 Nr. 3 Buchstabe a) festgelegten Bedingungen von der Wartezeit befreit.

§ 3 - Von der Wartezeit im Hinblick auf die Eröffnung des Anrechts auf Arbeitsunfähigkeitsentschädigungen und auf das Bestattungsgeld werden Personen befreit, die binnen dreißig Tagen nach Ende des Zeitraums, in dem sie eine in Artikel 21 § 1 des Königlichen Erlasses Nr. 50 vom 24. Oktober 1967 über die Ruhestands- und Hinterbliebenenpension für Lohnempfänger erwähnte Hinterbliebenenpension oder einen gleichartigen Vorteil aufgrund belgischer oder ausländischer Rechtsvorschriften bezogen haben, die Eigenschaft eines Berechtigten im Sinne von Artikel 86 § 1 Nr. 1 des koordinierten Gesetzes wiedererlangen oder arbeitsunfähig werden im Sinne von Artikel 100 § 1 des koordinierten Gesetzes, insofern sie die in Artikel 128 des koordinierten Gesetzes erwähnte Wartezeit absolviert haben oder davon befreit worden sind und insofern sie die vorerwähnte Eigenschaft eines Berechtigten bis zum Tag vor Einsetzen der Hinterbliebenenpension hatten.

§ 4 - Für die Bewilligung des in Artikel 113 des koordinierten Gesetzes erwähnten Mutterschaftsgelds und des Bestattungsgelds wird die in Artikel 128 des koordinierten Gesetzes vorgesehene Wartezeit auf drei Monate mit mindestens sechzig Arbeitstagen verkürzt für Berechtigte, die sich nicht mehr in einer der in Artikel 86 § 1 des koordinierten Gesetzes erwähnten Lagen befinden, nachdem sie die vorerwähnte Wartezeit absolviert haben oder davon befreit worden sind, und die erneut unter das Gesetz vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzerlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer oder den Gesetzerlaß vom 10. Januar 1945 über die soziale Sicherheit der Bergarbeiter und der ihnen gleichgestellten Personen fallen, wenn sie in der Zwischenzeit für Mutterschaftsleistungen oder Leistungen im Todesfall fortwährend als freiwillig Versicherte ordentliche Mitglieder einer Krankenkasse oder Personen zu Lasten eines solchen Mitglieds waren.

Saisonarbeiter, Gelegenheitsarbeiter und Teilzeitarbeitnehmer haben die verkürzte Wartezeit absolviert, wenn sie innerhalb eines Zeitraums von drei Monaten zweihundert Arbeitsstunden erreichen. Der Bezugszeitraum wird jedoch auf höchstens neun Monate verlängert für Saisonarbeiter, Gelegenheitsarbeiter und Teilzeitarbeitnehmer, für die es aufgrund ihrer Arbeitsregelung unmöglich ist, ihre verkürzte Wartezeit binnen drei Monaten zu absolvieren.

§ 5 - Für die Bewilligung der Arbeitsunfähigkeitsentschädigung oder des Bestattungsgelds wird die in Artikel 128 des koordinierten Gesetzes vorgesehene Wartezeit auf einen Monat mit mindestens zwanzig Arbeitstagen verkürzt zugunsten von Berechtigten, die sich nicht mehr in einer der in Artikel 86 § 1 des koordinierten Gesetzes erwähnten Lagen befinden, nachdem sie die vorerwähnte Wartezeit absolviert haben oder davon befreit worden sind, und die erneut unter das Gesetz vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzerlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer oder den Gesetzerlaß vom 10. Januar 1945 über die soziale Sicherheit der Bergarbeiter und der ihnen gleichgestellten Personen fallen, insofern die Unterbrechung, die nicht aufgeteilt sein darf:

1. zum Ziel hatte, dem Berechtigten auf der Grundlage einer von ihm abgegebenen schriftlichen Erklärung zu erlauben, sich um die Erziehung eines Kindes zu kümmern, das mit ihm unter demselben Dach wohnt und entweder Person zu seinen Lasten oder zu Lasten der Person ist, bei der dieser Berechtigte während der vorerwähnten Unterbrechung in Anwendung der Bestimmungen von Artikel 123 Nr. 1 und 2 eingetragen war,

2. innerhalb eines Zeitraums von drei Jahren nach dem Datum der Geburt des Kindes liegt.

Der Zeitraum von drei Jahren wird verdoppelt, wenn es ein Kind betrifft, das die Zusatzbeihilfe für behinderte Kinder bezieht, die in Anwendung der Rechtsvorschriften in bezug auf die Familienbeihilfen für Lohnempfänger oder der Rechtsvorschriften in bezug auf die Familienbeihilfen für Selbständige bewilligt wird.

Erfolgt eine weitere Geburt vor Ende der Unterbrechung, kann diese verlängert werden, ohne daß drei beziehungsweise sechs Jahre nach dem Datum dieser weiteren Geburt überschritten werden dürfen.

Saisonarbeiter, Gelegenheitsarbeiter oder Teilzeitarbeitnehmer haben die verkürzte Wartezeit absolviert, wenn sie innerhalb eines Zeitraums von einem Monat siebenundsechzig Arbeitsstunden erreichen. Der Bezugszeitraum wird jedoch auf höchstens drei Monate verlängert für Saisonarbeiter, Gelegenheitsarbeiter oder Teilzeitarbeitnehmer, für die es aufgrund ihrer Arbeitsregelung unmöglich ist, ihre verkürzte Wartezeit binnen einem Monat zu absolvieren.

§ 6 - Für Personen, die die Eigenschaft eines Berechtigten im Sinne von Artikel 86 § 1 Nr. 1 des koordinierten Gesetzes mindestens bis zum dreißigsten Tag vor ihrer Einberufung oder Wiedereinberufung hatten und die spätestens am dreißigsten Tag nach Ende ihrer Einberufung oder Wiedereinberufung arbeitsunfähig im Sinne von Artikel 100 § 1 des koordinierten Gesetzes werden, wird davon ausgegangen, daß die Wartezeit absolviert wurde.

Werden die im vorhergehenden Absatz erwähnten Personen innerhalb dreißig Tagen nach Entlassung ins Zivilleben oder in den Urlaub auf unbestimmte Zeit arbeitsunfähig im Sinne von Artikel 100 § 1 des koordinierten Gesetzes und ist diese Arbeitsunfähigkeit auf einen während des Wehrdienstes geschehenen Unfall oder ein während des Wehrdienstes erlittenes Leiden zurückzuführen, wird davon ausgegangen, daß die Wartezeit absolviert wurde. Dies gilt auch, wenn diese Personen, die einberufen oder wiedereinberufen worden sind, aus gesundheitlichen Gründen von ihrem Dienst abwesend sind, insofern ihre Abwesenheit nicht auf die Dauer des Wehrdienstes angerechnet wird.

§ 7 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses wird der Zeitraum der Ableistung der Verpflichtungen aufgrund der Rechtsvorschriften über das Statut der Wehrdienstverweigerer aus Gewissensgründen dem Zeitraum der Einberufung oder Wiedereinberufung zum Wehrdienst gleichgesetzt.

Abschnitt III — Modalitäten in bezug auf die Wartezeit bei Übergang von einem Zweig der Entschädigungsversicherung zu einem anderen

Art. 206 - Für die Bewilligung der Arbeitsunfähigkeitsentschädigung oder des Bestattungsgelds wird die in Artikel 128 des koordinierten Gesetzes vorgesehene Wartezeit auf drei Monate mit mindestens sechzig Arbeitstagen verkürzt zugunsten von Personen, die die Eigenschaft eines Berechtigten im Sinne von Artikel 86 § 1 Nr. 1 des koordinierten Gesetzes erlangen, vorausgesetzt, daß sie diese Eigenschaft spätestens am dreißigsten Tag nach Verlust der in Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1971 zur Einführung einer Arbeitsunfähigkeitsversicherungsregelung zugunsten der Selbständigen erwähnten Eigenschaft eines Berechtigten erlangen und sie die in dieser Regelung vorgesehene Wartezeit absolviert haben oder davon befreit worden sind.

Saisonarbeiter, Gelegenheitsarbeiter und Teilzeitarbeitnehmer haben die verkürzte Wartezeit absolviert, wenn sie innerhalb eines Zeitraums von drei Monaten zweihundert Arbeitsstunden erreichen. Der Bezugszeitraum wird jedoch auf höchstens neun Monate verlängert für Saisonarbeiter, Gelegenheitsarbeiter oder Teilzeitarbeitnehmer, für die es aufgrund ihrer Arbeitsregelung unmöglich ist, ihre verkürzte Wartezeit binnen drei Monaten zu absolvieren.

Abschnitt IV — Aufrechterhaltung der Ansprüche der Saisonarbeiter, Gelegenheitsarbeiter und Teilzeitarbeitnehmer

Art. 207 - Saisonarbeiter, Gelegenheitsarbeiter und Teilzeitarbeitnehmer behalten ihr Anrecht auf Entschädigungen, wenn sie für das zweite und dritte Quartal vor dem Quartal, in dem sie Leistungen beantragen, einerseits die in Artikel 203 Absatz 3 erwähnte Anzahl Arbeitsstunden erreicht haben und andererseits die in Artikel 130 Absatz 1 Nr. 2 des koordinierten Gesetzes festgelegten Bedingungen erfüllt haben. Saisonarbeiter, Gelegenheitsarbeiter und Teilzeitarbeitnehmer, die diese Bedingungen nicht erfüllen, behalten jedoch ihr Anrecht auf Entschädigungen, insofern während der drei Quartale vor dem Quartal, in dem sie diese Leistungen beantragen, keine durchgehende Unterbrechung von mehr als dreißig Tagen in ihrer Eigenschaft eines Berechtigten eingetreten ist, so wie diese in Artikel 86 § 1 des koordinierten Gesetzes definiert ist, und insofern sie die in Artikel 130 Absatz 1 Nr. 2 des koordinierten Gesetzes festgelegten Bedingungen erfüllt haben.

Saisonarbeiter, Gelegenheitsarbeiter oder Teilzeitarbeitnehmer, die am Ende eines Quartals Entschädigungen beziehen, beziehen diese jedoch weiter bis zum Ende der laufenden Arbeitsunfähigkeit.

Abschnitt V — Ansprüche der Berechtigten, die aufgrund der Rechtsvorschriften über die Ruhestandspensionsregelung der Bergarbeiter innerhalb der letzten sechs Monate primärer Arbeitsunfähigkeit eine Invalidityspension beanspruchen können

Art. 208 - Für die Anwendung der Bestimmungen von Artikel 87 Absatz 4 des koordinierten Gesetzes läuft das Anrecht auf Entschädigung wegen primärer Arbeitsunfähigkeit am Ende des Kalendermonats aus, der dem Monat vorangeht, in dem der sechste Monat der Arbeitsunfähigkeit endet, wenn dieser spätestens am Fünfzehnten des Monats ausläuft, und am Ende des Monats, in dem die ersten sechs Monate der Arbeitsunfähigkeit enden, wenn diese nach dem Fünfzehnten des Monats auslaufen.

Art. 209 - Bergarbeiter, die über den in Artikel 208 festgelegten Zeitraum hinaus arbeitsunfähig sind, können unter Vorbehalt einer Rückforderung entweder zu ihren Lasten oder zu Lasten der Vorsorgekasse, die die nachstehend erwähnte Pension schuldet, die Entschädigung wegen primärer Arbeitsunfähigkeit beziehen, wenn sie die Invaliditätspension als Bergarbeiter bei der für diese Angelegenheit zuständigen Einrichtung beantragt haben und sie sich verpflichten, dem Versicherungsträger den Betrag der als Vorschuß geleisteten Entschädigung in Höhe der erhaltenen Pension zurückzuzahlen. Verweigert die vorerwähnte Einrichtung die Pension, setzt sie den Versicherungsträger davon in Kenntnis; die Entschädigung wegen primärer Arbeitsunfähigkeit wird nur weiter bewilligt, wenn die Arbeitsunfähigkeit im Sinne von Artikel 100 des koordinierten Gesetzes vom Vertrauensarzt anerkannt wird.

Darüber hinaus ist Absatz 1 ab Beginn der Arbeitsunfähigkeit auf Bergarbeiter anwendbar, die, obwohl sie arbeiteten, die vorerwähnte Pension bezogen, deren Betrag in Anwendung der Bestimmungen zur Regelung des gleichzeitigen Bezugs solcher Pensionen und eines Lohns beziehungsweise einer Besoldung gekürzt war.

Art. 210 - Bergarbeiter, die bei Ablauf des in Artikel 208 festgelegten Zeitraums aufgrund der Rechtsvorschriften über die Ruhestandspensionsregelung der Bergarbeiter Anrecht auf eine Invaliditätspension haben, haben bis zum Ablauf des in Artikel 87 Absatz 1 des koordinierten Gesetzes festgelegten Zeitraums von einem Jahr Anspruch auf den Unterschied zwischen dem Betrag der Entschädigung wegen primärer Arbeitsunfähigkeit und dem Betrag der in Werktagen berechneten Invaliditätspension, die ihnen als Bergarbeitern bewilligt wird.

Bergarbeiter, der ihre Invaliditätspension als Bergarbeiter nicht vor Ende des sechsten Monats ihrer Arbeitsunfähigkeit beantragt haben, erhalten den im vorhergehenden Absatz erwähnten Unterschied erst ab dem Datum, an dem ihre Pension einsetzt.

Abschnitt VI — Höhe der Arbeitsunfähigkeitsentschädigungen, Höchst- und Mindestbetrag der Invaliditätsentschädigung

Art. 211 - Die Höhe der Entschädigung wegen primärer Arbeitsunfähigkeit wird auf 60 Prozent des in Artikel 87 Absatz 1 des koordinierten Gesetzes erwähnten Lohnausfalls festgelegt. Für die in Artikel 86 § 1 Nr. 1 Buchstabe c) des koordinierten Gesetzes erwähnten Berechtigten und für Berechtigte, die die vorerwähnte Eigenschaft aufgrund von Artikel 131 desselben Gesetzes behalten, darf der Betrag der Entschädigung wegen primärer Arbeitsunfähigkeit während der ersten sechs Monate der Arbeitsunfähigkeit nicht über dem Arbeitslosengeld liegen, auf das sie Anspruch gehabt hätten, wenn sie nicht arbeitsunfähig gewesen wären. Die vorerwähnten Berechtigten bleiben in der Arbeitslosenkategorie, die gemäß den Bestimmungen von Artikel 110 § 1, § 2 oder § 3 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit zu Beginn der Arbeitsunfähigkeit festgelegt worden ist, außer wenn im Laufe des vorerwähnten Zeitraums infolge eines Todesfalls oder einer Geburt oder der Eheschließung, Ehescheidung oder Trennung von Tisch und Bett des Berechtigten eine Änderung eintritt.

Für die Bestimmung des in Absatz 1 erwähnten Zeitraums von sechs Monaten wird die Dauer des Zeitraums der Mutterschaftsruhe unmittelbar vor dem Arbeitsunfähigkeitszeitraum berücksichtigt.

Die Maßnahme zur Beschränkung des Betrags der Entschädigung wegen primärer Arbeitsunfähigkeit auf das in Absatz 1 erwähnte Arbeitslosengeld ist jedoch nicht auf zeitweilige Arbeitslose anwendbar. Für die Anwendung der vorliegenden Bestimmung werden in Artikel 28 § 3 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 erwähnte Arbeitnehmer und Arbeitnehmer, die im Rahmen des Königlichen Erlasses vom 30. Juli 1994 über die Halbzeitfrühpension für die Hälfte der Arbeitszeit beschäftigt sind, zeitweiligen Arbeitslosen gleichgestellt.

Art. 212 - Der Höchstbetrag des in Artikel 87 Absatz 1 des koordinierten Gesetzes erwähnten Lohns wird auf 1.083,33 Franken pro Tag festgelegt.

Dieser Betrag ist an den Schwellenindex 114,20 gebunden und wird den Schwankungen des Preisindexes angepaßt gemäß den Artikeln 2, 4 § 1 und 6 Nr. 3 des Gesetzes vom 2. August 1971 zur Einführung einer Regelung, mit der Gehälter, Löhne, Pensionen, Beihilfen und Zuschüsse zu Lasten der Staatskasse, bestimmte Sozialleistungen, für die Berechnung bestimmter Beiträge der Sozialversicherung der Arbeitnehmer zu berücksichtigende Lohngrenzen sowie den Selbständigen im Sozialbereich auferlegte Verpflichtungen an den Verbraucherpreisindex gebunden werden.

Art. 213 - Die Höhe der Invaliditätsentschädigung wird auf 65 Prozent des in Artikel 87 Absatz 1 des koordinierten Gesetzes erwähnten Lohnausfalls festgelegt. Für Berechtigte, deren Arbeitsunfähigkeit vor dem 1. Januar 1975 eingesetzt hat, wird dieser Lohn um einen Betrag von 29,42 Franken, der an den Index 114,20 gebunden ist, erhöht. Für Berechtigte, deren Arbeitsunfähigkeit ab dem 1. Januar 1975 und spätestens am 31. Dezember 1976 eingesetzt hat, wird dieser Lohn um einen Betrag von 15,13 Franken, der an den Index 114,20 gebunden ist, erhöht.

Für Berechtigte, die nicht als Arbeitnehmer mit Person zu Lasten angesehen werden, wird dieser Satz auf 45 beziehungsweise 40 Prozent desselben Lohns herabgesetzt, je nachdem ob es in Artikel 226 erwähnte Berechtigte betrifft oder nicht.

Der Höchstbetrag der Invaliditätsentschädigung wird auf 1.681,61 Franken für Berechtigte festgelegt, die als Arbeitnehmer mit Person zu Lasten angesehen werden, und auf 1.121,07 Franken für Berechtigte, die nicht als Arbeitnehmer mit Person zu Lasten angesehen werden. Für die Anwendung von Artikel 237 werden diese Beträge an den Index 181,41 gebunden.

Für Berechtigte, deren Arbeitsunfähigkeit vor dem 1. Oktober 1974 eingesetzt hat, wird der Höchstbetrag der Invaliditätsentschädigung ab dem 1. Juli 1984 auf 1.150,63 Franken festgelegt, wenn sie als Arbeitnehmer mit Person zu Lasten angesehen werden, und auf 770,04 Franken, wenn sie nicht als Arbeitnehmer mit Person zu Lasten angesehen werden. Für die Anwendung von Artikel 237 werden diese Beträge an den Index 181,41 gebunden. Für Berechtigte, deren Arbeitsunfähigkeit frühestens am 1. Januar 1974 und spätestens am 30. September 1974 eingesetzt hat und deren Arbeitsunfähigkeit am 1. Juli 1984 andauert, ist der Betrag des Lohnausfalls, der für die Berechnung der ab diesem Datum bewilligten Entschädigung berücksichtigt wird, der Betrag des tatsächlichen Lohns für den in Artikel 87 des koordinierten Gesetzes erwähnten Bezugszeitraum; dieser Betrag ist jedoch auf den Höchstbetrag, auf den die Beiträge für die Entschädigungsversicherung einbehalten worden sind, beschränkt. Dieser Höchstbetrag wird vor Anwendung von Absatz 1 um 10,24 Prozent erhöht.

Art. 214 - § 1 - Der Mindesttagesbetrag der Invaliditätsentschädigung, die Berechtigten, die die Eigenschaft eines regelmäßigen Arbeitnehmers haben, bewilligt wird, wird wie folgt festgelegt:

1. Für Berechtigte, die als Arbeitnehmer mit Person zu Lasten angesehen werden, beläuft sich der Mindesttagesbetrag auf 391,70 Franken.

2. Für Berechtigte, die nicht als Arbeitnehmer mit Person zu Lasten angesehen werden, beläuft sich der Mindesttagesbetrag auf:

- a) 313,45 Franken für die in Artikel 226 erwähnten Berechtigten,
- b) 280,43 Franken für die nicht in Artikel 226 erwähnten Berechtigten.

Die im vorhergehenden Absatz erwähnten Beträge sind an den Schwellenindex 114,20 gebunden.

Dieser Mindesttagesbetrag wird erst ab dem Datum bewilligt, an dem der in Artikel 224 erwähnte Invalide ohne Person zu Lasten 21 Jahre alt wird.

§ 2 - Der Mindesttagesbetrag der Invaliditätsentschädigung, die nicht regelmäßigen Arbeitnehmern bewilligt wird, entspricht dem in Werktagen berechneten Betrag des Existenzminimums, das aufgrund des Gesetzes vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum gewährleistet wird.

Für Berechtigte mit Person zu Lasten im Sinne von Artikel 93 des koordinierten Gesetzes entspricht dieser Betrag dem Betrag, der für zusammenlebende Ehepartner gewährleistet wird.

Für Berechtigte ohne Person zu Lasten entspricht dieser Betrag dem Betrag, der für Alleinstehende gewährleistet wird.

Unter nicht regelmäßigen Arbeitnehmern sind Berechtigte zu verstehen, denen die Eigenschaft eines regelmäßigen Arbeitnehmers gemäß den Bestimmungen von Artikel 224 nicht zuerkannt werden kann.

Art. 215 - Für Berechtigte, die zwischen dem 2. April 1964 und dem 30. Juni 1970 arbeitsunfähig geworden sind und deren Arbeitsunfähigkeit am 1. Juli 1971 andauert, entspricht der Betrag des Lohnausfalls, der für die Berechnung der ab letztgenanntem Datum zu bewilligenden Entschädigung berücksichtigt wird, dem Betrag des tatsächlichen Lohns für den in Artikel 87 des koordinierten Gesetzes erwähnten Bezugszeitraum; dieser Betrag ist jedoch auf den Höchstbetrag, auf den die Beiträge für die Gesundheitspflegeversicherung einbehalten worden sind, beschränkt, und der monatliche Betrag des Lohns darf 14.300 Franken während des ersten Quartals 1970 und 14.575 Franken während des zweiten Quartals 1970 nicht übersteigen.

Vor Anwendung der Artikel 93 Absatz 5, 98 und 99 des koordinierten Gesetzes wird der Tagesbetrag der Invaliditätsentschädigung um 25 Prozent erhöht für Berechtigte, die vor dem 2. April 1964 arbeitsunfähig geworden sind.

Abschnitt VII — Höhe des Mutterschaftsgelds und Gewährungsbedingungen

Art. 216 - Die Höhe des Mutterschaftsgelds wird auf 79,5 Prozent des in Artikel 113 Absatz 3 des koordinierten Gesetzes erwähnten Lohnausfalls während der ersten dreißig Tage der Mutterschaftsruhe festgelegt, so wie sie in den Artikeln 114 und 115 des koordinierten Gesetzes definiert ist, und auf 75 Prozent dieses Lohnausfalls ab dem einunddreißigsten Tag dieses Zeitraums.

Während der ersten dreißig Tage der Mutterschaftsruhe beziehen die in Artikel 86 § 1 Nr. 1 Buchstabe *a*) und *b*) des koordinierten Gesetzes erwähnten Berechtigten jedoch ein Mutterschaftsgeld, das 82 Prozent des vorerwähnten Lohnausfalls beträgt, ohne daß die im vorerwähnten Artikel 113 Absatz 3 vorgesehene Lohnbegrenzung zur Anwendung kommt.

Art. 217 - In Artikel 113 letzter Absatz des koordinierten Gesetzes erwähnte Berechtigte unter kontrollierter Vollarbeitslosigkeit und Berechtigte, die die vorerwähnte Eigenschaft aufgrund von Artikel 131 des koordinierten Gesetzes behalten, haben Anrecht auf eine Basisentschädigung, die 60 Prozent des in Artikel 113 Absatz 3 des koordinierten Gesetzes erwähnten Lohnausfalls entspricht; der Betrag dieser Entschädigung darf jedoch nicht über dem Betrag des Arbeitslosengelds liegen, auf das die vorerwähnten Berechtigten Anspruch gehabt hätten, wenn sie nicht in Mutterschaftsruhe gewesen wären.

Die im vorhergehenden Absatz erwähnte begrenzende Maßnahme wird nicht mehr angewandt, sobald sechs Monate verstrichen sind, wobei die Dauer der Mutterschaftsruhe und des unmittelbar davorliegenden Arbeitsunfähigkeitszeitraums berücksichtigt wird.

In Absatz 1 erwähnte Berechtigte haben darüber hinaus Anspruch auf eine Zusatzentschädigung, die während der ersten dreißig Tage der Mutterschaftsruhe 19,5 Prozent des in Artikel 113 Absatz 3 des koordinierten Gesetzes erwähnten Lohnausfalls und ab dem einunddreißigsten Tag dieses Zeitraums 15 Prozent dieses Lohnausfalls beträgt.

Art. 218 - Die Beträge des Mutterschaftsgelds, so wie sie in den Artikeln 216 und 217 festgelegt sind, werden höchstens fünfzehn Wochen bewilligt.

Dauert der Zeitraum der Mutterschaftsruhe, so wie er in den Artikeln 114 und 115 des koordinierten Gesetzes definiert ist, länger als fünfzehn Wochen, wird die Höhe des Mutterschaftsgelds für den Teil des Zeitraums der Mutterschaftsruhe, der fünfzehn Wochen überschreitet, auf 60 Prozent des in Artikel 113 Absatz 3 des koordinierten Gesetzes erwähnten Lohnausfalls beschränkt, unbeschadet der in Artikel 217 Absatz 1 vorgesehenen begrenzenden Maßnahme.

Art. 219 - Die Bestimmungen des vorliegenden Königlichen Erlasses, die die Entschädigungsversicherung betreffen, sind auf die Mutterschaftsversicherung anwendbar, insofern durch vorliegenden Abschnitt nicht davon abgewichen wird.

Abschnitt VIII — Verlängerung der postnatalen Ruhe

Art. 220 - Für die Verlängerung der postnatalen Ruhe in Anwendung von Artikel 114 Absatz 2 des koordinierten Gesetzes werden folgende Zeiträume einem Zeitraum, in dem die Berechtigten weitergearbeitet haben, gleichgesetzt:

1. Zeiträume des Jahresurlaubs einschließlich des Zeitraums, der durch das zeitversetzte Gehalt gedeckt wird, das zeitweiligen Lehrkräften oder Aushilfslehrkräften nach Ende des Arbeitsvertrags oder der zeitweiligen Anstellung bewilligt wird,

2. Zeitraum, in dem die Berechtigten als Sozialgerichtsrat oder Sozialrichter bei den Arbeitsgerichtshöfen beziehungsweise Arbeitsgerichten tagen,

3. durch ein Gesetz, eine Verordnung oder ein kollektives Arbeitsabkommen geregelte Tage, an denen die Berechtigten das Recht haben, der Arbeit mit Fortzahlung des normalen Lohns fernzubleiben bei familiären Ereignissen, zur Erfüllung staatsbürgerlicher Pflichten oder ziviler Aufgaben, bei Erscheinen vor Gericht,

4. durch ein Gesetz, eine Verordnung oder ein kollektives Arbeitsabkommen geregelte Tage, an denen die Berechtigten das Recht haben, der Arbeit aus zwingenden Gründen fernzubleiben,

5. Tage, für die der garantierte Tageslohn in Anwendung von Artikel 27 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge bewilligt wird,

6. in den Artikeln 49, 50 und 51 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge erwähnte Zeiträume,
7. Zeitraum, in dem ein Unternehmen geschlossen ist infolge von Maßnahmen, die in Anwendung der Rechtsvorschriften oder Regelungen in bezug auf den Umweltschutz getroffen werden,
8. Feiertage, Ersatztage und Ausgleichsruhetage, die in Anwendung des Gesetzes vom 4. Januar 1974 über die Feiertage bewilligt werden,
9. für die Berechtigten, die abwechselnd gemäß der Fünftagewocheregelung und der Sechstagewocheregelung arbeiten, der Tag der Fünftagewoche, an dem sie normalerweise gearbeitet hätten, wenn es sich um eine Woche der Sechstagewocheregelung gehandelt hätte,
10. Ausgleichsruhetage, die in Anwendung des Gesetzes vom 16. März 1971 über die Arbeit bewilligt werden, und Ausgleichsruhetage, die aufgrund der Verkürzung der Arbeitszeit bewilligt werden.

Abschnitt IX — Umwandlung eines Teils der postnatalen Ruhe in Vaterschaftsurlaub

Art. 221 - § 1 - Stirbt die Mutter, kann der Vater des Kindes gemäß Artikel 114 Absatz 4 des koordinierten Gesetzes Vaterschaftsurlaub beanspruchen, dessen Dauer den Teil der in Artikel 114 Absatz 2 des koordinierten Gesetzes erwähnten postnatalen Ruhe, den die Mutter bei ihrem Tod nicht aufgebraucht hat, nicht überschreiten darf.

§ 2 - Berechtigte, die Anspruch auf den in § 1 erwähnten Vaterschaftsurlaub erheben möchten, müssen zu diesem Zweck einen Antrag bei dem Versicherungsträger, bei dem sie angeschlossen sind, einreichen. Diesem Antrag muß ein Auszug aus der Sterbeurkunde der Mutter und eine Bescheinigung der Pflegeanstalt, in der bestätigt wird, daß das Neugeborene das Krankenhaus verlassen hat, beigefügt werden.

§ 3 - Der Vater bezieht eine Entschädigung für jeden Werktag des Vaterschaftsurlaubs und für jeden Tag desselben Zeitraums, der durch eine Verordnung des Geschäftsführenden Ausschusses des Dienstes für Entschädigungen einem Werktag gleichgesetzt wird. Die Höhe dieser Entschädigung wird aufgrund des Lohns des Vaters des Kindes bestimmt gemäß den Bestimmungen von Artikel 113 des koordinierten Gesetzes und der Artikel 216 bis 219, unter Berücksichtigung der Eigenschaft des Vaters als Berechtigter im Sinne von Artikel 86 § 1 des vorerwähnten koordinierten Gesetzes und des bereits verstrichenen Teils der Mutterschaftsruhe.

Art. 222 - § 1 - Ist die Mutter im Krankenhaus, kann der Vater des Kindes gemäß Artikel 114 Absatz 4 des koordinierten Gesetzes Vaterschaftsurlaub beanspruchen, der frühestens am achten Tag nach der Geburt des Kindes beginnt, vorausgesetzt, daß der Krankenhausaufenthalt der Mutter länger als sieben Tage dauert und daß das Neugeborene das Krankenhaus verlassen hat.

Der Vaterschaftsurlaub läuft zu dem Zeitpunkt aus, an dem der Krankenhausaufenthalt der Mutter endet, und spätestens bei Ablauf des Zeitraums, der der Mutterschaftsruhe entspricht, die die Mutter zum Zeitpunkt ihres Krankenhausaufenthalts noch nicht genommen hatte.

§ 2 - Berechtigte, die Anspruch auf den in § 1 erwähnten Vaterschaftsurlaub erheben möchten, müssen zu diesem Zweck einen Antrag bei dem Versicherungsträger, bei dem sie angeschlossen sind, einreichen. Diesem Antrag muß eine Bescheinigung der Pflegeanstalt beigefügt werden, in der das Datum des Beginns des Krankenhausaufenthalts der Mutter angegeben ist und in der bestätigt wird, daß der Krankenhausaufenthalt der Mutter länger als sieben Tage dauert und daß das Neugeborene das Krankenhaus verlassen hat.

§ 3 - Der Vater bezieht für jeden Werktag des Vaterschaftsurlaubs und für jeden Tag desselben Zeitraums, der durch eine Verordnung des Geschäftsführenden Ausschusses des Dienstes für Entschädigungen einem Werktag gleichgesetzt wird, eine Entschädigung, deren Höhe auf 60 Prozent des in Artikel 87 Absatz 1 des koordinierten Gesetzes erwähnten Lohnausfalls festgelegt wird.

Für die in Artikel 86 § 1 Nr. 1 Buchstabe c) des koordinierten Gesetzes erwähnten Berechtigten unter kontrollierter Vollarbeitslosigkeit und für die Berechtigten, die die vorerwähnte Eigenschaft aufgrund von Artikel 131 des koordinierten Gesetzes behalten, darf der Betrag der Entschädigung jedoch nicht über dem Betrag des Arbeitslosengelds liegen, auf das sie Anspruch gehabt hätten, wenn sie nicht in Vaterschaftsurlaub gewesen wären.

Für die in Artikel 93 des koordinierten Gesetzes erwähnten Berechtigten darf der Betrag der Entschädigung nicht unter dem Betrag der Invaliditätsentschädigung liegen, auf die sie Anspruch gehabt hätten, wenn sie nicht in Vaterschaftsurlaub gewesen wären.

§ 4 - Die Mutter des Kindes behält während des Vaterschaftsurlaubs eine Entschädigung, die gemäß den Bestimmungen der Artikel 216 bis 219 berechnet wird.

Art. 223 - § 1 - Bei Empfang des in Artikel 221 oder 222 erwähnten Antrags auf Vaterschaftsurlaub übergibt der Versicherungsträger dem betreffenden Berechtigten ein Informationsblatt, gegebenenfalls eine Erklärung in bezug auf die im Rahmen des Zweigs Entschädigungen erforderlichen Versicherungsbedingungen und eine Bescheinigung über die Wiederaufnahme der Arbeit oder der Arbeitslosigkeit, die den vom Geschäftsführenden Ausschuss des Dienstes für Entschädigungen erstellten Mustern entsprechen.

Dieser Berechtigte schickt seinem Versicherungsträger das Informationsblatt oder gegebenenfalls die Erklärung in bezug auf die im Rahmen des Zweigs Entschädigungen erforderlichen Versicherungsbedingungen so schnell wie möglich zurück, nachdem die Unterlagen ordnungsgemäß ausgefüllt und unterschrieben worden sind von seinem Arbeitgeber, von ihm selber und gegebenenfalls vom Landesamt für Arbeitsbeschaffung, von der Einrichtung für die Auszahlung des Arbeitslosengelds oder vom Schuldner der Leistungen, die in bezug auf Arbeitsunfälle oder Berufskrankheiten vorgesehen sind.

Der Berechtigte übergibt seinem Versicherungsträger binnen acht Tagen nach Ende des in Artikel 114 Absatz 4 des koordinierten Gesetzes erwähnten Vaterschaftsurlaubs ebenfalls eine Bescheinigung, die dem vom Geschäftsführenden Ausschuss des Dienstes für Entschädigungen erstellten Muster entspricht, die von seinem Arbeitgeber beziehungsweise von der Einrichtung für die Auszahlung des Arbeitslosengelds ausgefüllt, mit dem Datum versehen und unterschrieben worden ist und in der das Datum angegeben ist, an dem der Betreffende die Arbeit oder die kontrollierte Arbeitslosigkeit wiederaufgenommen hat.

In dem in Artikel 222 erwähnten Fall muß der Bescheinigung eine Bescheinigung der Pflegeanstalt beigefügt werden, in der das Datum, an dem der Krankenhausaufenthalt der Mutter geendet hat, angegeben wird.

§ 2 - Der Versicherungsträger, der bei Anwendung von Artikel 114 Absatz 4 des koordinierten Gesetzes mit der Zahlung der in Artikel 113 des koordinierten Gesetzes erwähnten Entschädigung an den Vater des Kindes beauftragt ist, ist der Versicherungsträger, bei dem der Vater angeschlossen ist.

Dieser Versicherungsträger ist verpflichtet, beim Versicherungsträger der Mutter alle Angaben einzuholen, anhand deren der restliche Teil der postnatalen Ruhe, zu rechnen ab dem Tod der Mutter oder ihrer Aufnahme im Krankenhaus, bestimmt werden kann.

Abschnitt X — Regelmäßiger Arbeitnehmer

Art. 224 - § 1 - Um als regelmäßige Arbeitnehmer im Sinne von Artikel 93 des koordinierten Gesetzes angesehen zu werden, müssen die in Artikel 86 § 1 Nr. 1 oder 2 des koordinierten Gesetzes erwähnten Arbeitnehmer gleichzeitig folgende Bedingungen erfüllen:

1. zu Beginn der Arbeitsunfähigkeit, die zur Invalidität geführt hat, seit mindestens sechs Monaten die Eigenschaft eines Entschädigungsberechtigten haben.

Berechtigte, deren Invalidität frühestens am 1. April 1983 eingesetzt hat, müssen darüber hinaus mindestens hundertzwanzig effektive Arbeitstage oder in Anwendung von Artikel 203 Absatz 4 gleichgesetzte Tage erreichen. Die in Artikel 203 Absatz 4 Nr. 4 aufgezählten Tage dürfen für die Anwendung der vorliegenden Bestimmung jedoch nicht berücksichtigt werden.

In Abweichung von den Bestimmungen des vorhergehenden Absatzes müssen Saisonarbeiter, Gelegenheitsarbeiter oder Teilzeitarbeitnehmer vierhundert effektive Arbeitsstunden oder in Anwendung von Artikel 203 Absatz 4 gleichgesetzte Stunden erreichen. Die in Anwendung von Artikel 203 Absatz 4 Nr. 4 gleichgesetzten Stunden dürfen für die Anwendung der vorliegenden Bestimmung jedoch nicht berücksichtigt werden,

2. innerhalb des Zeitraums, der an dem Datum, an dem sie Berechtigte geworden sind, beginnt und am Tag vor Einsetzen der Arbeitsunfähigkeit endet, eine Anzahl Arbeitstage oder gleichgesetzte Tage erreichen, die mindestens drei Vierteln der Anzahl Werkstage des betreffenden Zeitraums entspricht. Unter Tagen, die Arbeitstagen gleichgesetzt werden, sind Tage zu verstehen, die in den Artikeln 86 § 1 Nr. 1 Buchstabe b), 100, 114 und 128 des koordinierten Gesetzes erwähnt sind.

Unter Werktagen sind alle Tage des Jahres außer Sonntage zu verstehen. Hat ein Arbeitnehmer die Eigenschaft eines Entschädigungsberechtigten seit dem ersten Januar des Kalenderjahres, das dem Jahr vorangeht, in dem die Arbeitsunfähigkeit eingesetzt hat, wird der Bezugszeitraum jedoch auf dieses Kalenderjahr beschränkt.

Unter Kalenderjahr im Sinne der vorliegenden Bestimmung ist das Bezugsjahr zu verstehen, so wie es in Artikel 277 definiert ist.

Verliert ein Arbeitnehmer die in Artikel 86 § 1 Nr. 1 oder 2 des koordinierten Gesetzes erwähnte Eigenschaft eines Berechtigten während eines Zeitraums von weniger als drei Monaten, unterbricht dieser Zeitraum nicht den Bezugszeitraum.

War ein Vollzeitmitarbeiter ständig in einer Fünftagewocheregelung beschäftigt, wird die Anzahl Tage der vorerwähnten Zeiträume, während deren die wöchentliche Arbeit des Arbeitnehmers auf fünf Tage verteilt war oder verteilt worden wäre, um 20 Prozent erhöht, außer wenn diese Tage ohne Berücksichtigung dieser wöchentlichen Arbeitsregelung angegeben werden. Enthält das Ergebnis eine Bruchzahl, wird es nach oben aufgerundet.

In Abweichung von den in Nr. 2 Absatz 1 erwähnten Bestimmungen müssen Saisonarbeiter, Gelegenheitsarbeiter oder Teilzeitarbeitnehmer während des oben definierten Bezugszeitraums eine Anzahl Arbeitsstunden oder hiermit gleichgesetzte Stunden erreichen, die mindestens 28 Arbeitsstunden pro Woche entspricht, oder in Ermangelung dessen eine Anzahl Arbeitsstunden, die mindestens drei Vierteln der Anzahl Arbeitsstunden entspricht, die ein Vollzeitmitarbeiter in einer ähnlichen Funktion in demselben Unternehmen oder Beschäftigungszweig erreicht. Für diese Arbeitnehmer werden die in Nr. 2 Absatz 1 erwähnten Inaktivitätszeiträume, insofern sie mit Zeiträumen übereinstimmen, während deren die betroffenen Arbeitnehmer normalerweise gearbeitet hätten, für die Anzahl Arbeitsstunden, die sie im Laufe dieser Zeiträume erbracht hätten, berücksichtigt,

3. für alle Werkstage des in Nr. 2 erwähnten Bezugszeitraums einen durchschnittlichen Tageslohn nachweisen von mindestens 440 Franken, wenn sie 21 Jahre alt oder älter sind, 330 Franken, wenn sie 18 bis 20 Jahre alt sind, und 220 Franken, wenn sie jünger als 18 Jahre alt sind. Zu diesem Zweck wird für Tage, die Arbeitstagen gleichgesetzt werden, ein fiktiver Lohn berechnet, der dem Lohnausfall, so wie er in Artikel 87 des koordinierten Gesetzes definiert ist und der als Grundlage für die Berechnung der Entschädigung gedient hat, entspricht.

Für Arbeitnehmer, deren Beiträge aufgrund der Rechtsvorschriften über die soziale Sicherheit auf der Grundlage von Pauschallöhnen berechnet werden, wird davon ausgegangen, daß sie die in Absatz 1 festgelegte Bedingung in bezug auf den Tageslohn erfüllt haben,

4. Berechtigte, deren Invalidität frühestens am 1. April 1983 eingesetzt hat, müssen für alle Werkstage des in Nr. 2 erwähnten Bezugszeitraums einen durchschnittlichen Tageslohn nachweisen von mindestens 864 Franken, wenn sie 21 Jahre alt oder älter sind, 648 Franken, wenn sie 18 bis 20 Jahre alt sind, und 432 Franken, wenn sie jünger als 18 Jahre alt sind. Zu diesem Zweck wird für Tage, die mit Arbeitstagen gleichgesetzt werden, ein fiktiver Lohn berechnet, der dem Lohnausfall, so wie er in Artikel 87 des koordinierten Gesetzes definiert ist und der als Grundlage für die Berechnung der Entschädigung gedient hat, entspricht.

Für Arbeitnehmer, deren Beiträge aufgrund der Rechtsvorschriften über die soziale Sicherheit auf der Grundlage von Pauschallöhnen berechnet werden, wird davon ausgegangen, daß sie die in Absatz 1 festgelegte Bedingung in bezug auf den Tageslohn erfüllt haben.

Für Saisonarbeiter, Gelegenheitsarbeiter und Teilzeitarbeitnehmer wird für Stunden, die Arbeitsstunden gleichgesetzt werden, ein fiktiver Lohn berechnet, der ebenfalls aufgrund des Lohnausfalls, der für die Berechnung der Entschädigung berücksichtigt wird, bestimmt wird.

§ 2 - Der Zeitraum der Einberufung oder Wiedereinberufung und jeder aufgrund von Artikel 205 § 7 hiermit gleichgesetzte Zeitraum, die in Artikel 247 erwähnten Zeiträume fortgesetzter Versicherung und Zeiträume, während deren ein Berechtigter die Arbeit eingestellt hat, um sich unter den in Artikel 205 § 5 festgelegten Bedingungen der Erziehung seines Kindes zu widmen, werden für die Anwendung der Bestimmungen von § 1 neutralisiert.

§ 3 - Die Beträge des in § 1 erwähnten durchschnittlichen Tageslohns werden jedes Jahr im Laufe des Monats Dezember anhand eines Prozentsatzes Neubewertet, der dem Verhältnis zwischen dem am 1. Januar des laufenden Jahres geltenden Mindestbetrag der Invaliditätentschädigung für regelmäßige Arbeitnehmer mit Person zu Lasten und demselben Betrag am 1. Januar des vorhergehenden Jahres entspricht.

Die so Neubewerteten Beträge werden für die Anwendung von § 1 ab dem 1. Januar nach dieser Neubewertung berücksichtigt.

Bei Anwendung von § 2 sind die Beträge des in § 1 erwähnten durchschnittlichen Tageslohns, durch die die Werktage des Bezugszeitraums nachgewiesen werden, der einem neutralisierten Zeitraum von mindestens sechs Monaten vorangeht, jedoch die Beträge, die gemäß dem vorliegenden Paragraphen für das Jahr festgelegt werden, das dem Jahr folgt, in dem der neutralisierte Zeitraum begonnen hat.

§ 4 - Invalide Berechtigte, die die Bedingungen für die Bewilligung der Eigenschaft eines regelmäßigen Arbeitnehmers erfüllen, behalten diese Eigenschaft, wenn sie binnen zwölf Monaten nach Ende des Invaliditätszeitraums, für den ihnen die Eigenschaft eines regelmäßigen Arbeitnehmers bewilligt worden war, wieder arbeitsunfähig werden.

Setzt die Arbeitsunfähigkeit binnen zwölf Monaten nach Ende eines Zeitraums primärer Arbeitsunfähigkeit von mehr als sechs Monaten ein, erhalten invalide Berechtigte, die zu Beginn der Arbeitsunfähigkeit, die zur Invalidität geführt hat, die in § 1 erwähnten Bedingungen nicht erfüllten, diese Bedingungen aber erfüllt hätten, wenn der vorerwähnte Zeitraum ohne Unterbrechung angedauert hätte, die Eigenschaft eines regelmäßigen Arbeitnehmers.

Der vorliegende Paragraph ist nur auf Berechtigte anwendbar, deren Invalidität frühestens am 1. April 1983 einsetzt.

Abschnitt XI — Arbeitnehmer mit Person zu Lasten

Art. 225 - § 1 - Folgende Personen werden als Arbeitnehmer mit Person zu Lasten im Sinne von Artikel 93 des koordinierten Gesetzes angesehen:

1. verheiratete Berechtigte, deren Ehepartner entweder die Eigenschaft einer Person zu Lasten im Sinne der Artikel 123 Nr. 1, 124 und 127 hat oder unter demselben Dach wie der Berechtigte wohnt, keine Berufstätigkeit ausübt und tatsächlich weder eine Pension oder Rente noch eine Beihilfe oder Entschädigung aufgrund belgischer oder ausländischer Rechtsvorschriften bezieht,

2. Berechtigte, die mit einer nicht entlohnten Person zusammenwohnen, die sich um den Haushalt des Berechtigten kümmert und die entweder die Eigenschaft einer Person zu dessen Lasten im Sinne der Artikel 123 Nr. 2, 124, 125 und 127 hat oder seit mehr als sechs Monaten unter demselben Dach wie der Berechtigte wohnt und ebenfalls die in Artikel 123 Nr. 2 Absatz 3 erwähnten Bedingungen erfüllt, keine Berufstätigkeit ausübt und tatsächlich weder eine Pension oder Rente noch eine Beihilfe oder Entschädigung aufgrund belgischer oder ausländischer Rechtsvorschriften bezieht,

3. Berechtigte, die mit einem oder mehreren Kindern zusammenwohnen, von denen mindestens eins zu ihren Lasten ist im Sinne der Artikel 123 Nr. 3, 124, 125 und 127,

4. Berechtigte, die mit einem oder mehreren Verwandten in aufsteigender Linie zusammenwohnen, die entweder die Eigenschaft einer Person zu ihren Lasten im Sinne der Artikel 123 Nr. 4, 124, 125 und 127 haben oder seit mehr als sechs Monaten unter demselben Dach wie der Berechtigte wohnen und ebenfalls die in Artikel 123 Nr. 4 Buchstabe a) erwähnten Bedingungen erfüllen, keine Berufstätigkeit ausüben und tatsächlich weder eine Pension oder Rente noch eine Beihilfe oder Entschädigung aufgrund belgischer oder ausländischer Rechtsvorschriften beziehen,

5. Berechtigte, die nicht in einem Krankenhaus aufgenommen, nicht in einer in Artikel 34 Nr. 11 des koordinierten Gesetzes erwähnten Einrichtung oder einem dort erwähnten Dienst aufgenommen, nicht in einem Gefängnis inhaftiert oder in einer Einrichtung zum Schutz der Gesellschaft interniert sind und für die der Medizinische Invaliditätsrat beschlossen hat, daß die Hilfe einer Drittperson notwendig ist, weil sie aufgrund ihres physischen oder geistigen Zustands nicht in der Lage sind, die gewöhnlichen Handlungen des täglichen Lebens allein zu verrichten.

Der Grad der Notwendigkeit der Hilfe einer Drittperson wird aufgrund der Gesamtpunktezahl bestimmt, die gemäß dem Handbuch zuerkannt wird, das für die Bestimmung des Selbständigkeitsgrades in den Rechtsvorschriften in bezug auf die Gewährung der Behindertenbeihilfen verwendet wird.

Berechtigte, die insgesamt weniger als 11 Punkte erhalten, können nicht als Arbeitnehmer mit Person zu Lasten angesehen werden.

Die Notwendigkeit der Hilfe einer Drittperson kann nur anerkannt werden, wenn sie für einen ununterbrochenen Zeitraum von mindestens drei Monaten als unerlässlich angesehen wird.

Durch den Krankenhausaufenthalt der in Absatz 1 erwähnten Berechtigten oder durch ihre Unterbringung in einer Einrichtung oder einem Dienst, die in Artikel 34 Nr. 11 des koordinierten Gesetzes erwähnt sind, werden die Auswirkungen der Anerkennung der Notwendigkeit der Hilfe einer Drittperson ab dem ersten Tag des dritten Monats des Krankenhausaufenthalts oder der Unterbringung bis zum Ende des Aufenthalts beziehungsweise der Unterbringung ausgesetzt, außer wenn die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung sich nicht an den Kosten des Pflegetagespreises beteiligt oder die in Artikel 148 erwähnte Beihilfe nicht bewilligt.

Sind die in Absatz 1 erwähnten Berechtigten in einem Gefängnis inhaftiert oder in einer Einrichtung zum Schutz der Gesellschaft interniert, werden die Auswirkungen der Anerkennung der Notwendigkeit der Hilfe einer Drittperson ab dem ersten Tag der Inhaftierung oder Internierung ausgesetzt.

Sind die Berechtigten während eines Zeitraums von weniger als dreißig Tagen nicht mehr im Krankenhaus aufgenommen, in einer in Artikel 34 Nr. 11 des koordinierten Gesetzes erwähnten Einrichtung oder in einem dort erwähnten Dienst untergebracht, im Gefängnis inhaftiert oder in einer Einrichtung zum Schutz der Gesellschaft interniert, wird dieser Zeitraum als Verlängerung des vorhergehenden angesehen.

§ 2 - Die in § 1 Nr. 1 bis 4 erwähnten Berechtigten, die gleichzeitig mit anderen Personen als den in diesem Paragraphen erwähnten Personen zusammenwohnen, behalten die Eigenschaft eines Arbeitnehmers mit Person zu Lasten nur, wenn diese anderen Personen mit den Berechtigten bis zum dritten Grad verwandt oder verschwägert sind oder keine Berufstätigkeit ausüben und tatsächlich weder eine Pension oder Rente noch eine Beihilfe oder Entschädigung aufgrund belgischer oder ausländischer Rechtsvorschriften beziehen.

Die in § 1 Nr. 3 und 4 erwähnten Berechtigten, die gleichzeitig mit einer in § 1 Nr. 1 oder 2 angegebenen Person zusammenwohnen, können die Eigenschaft eines Arbeitnehmers mit Person zu Lasten nur gemäß § 1 Nr. 1 oder 2 erhalten.

§ 3 - Unter Berufstätigkeit im Sinne der Paragraphen 1 und 2 ist jede Berufstätigkeit zu verstehen, aufgrund deren je nach Fall ein in Artikel 23 § 1 Nr. 1, 2 oder 4 oder in Artikel 228 § 2 Nr. 3 und 4 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 erwähntes Einkommen bezogen wird, selbst wenn die Berufstätigkeit von einer Zwischenperson ausgeübt wird, und jede entsprechende Tätigkeit, die im Ausland oder im Dienst einer internationalen oder überstaatlichen Organisation erbracht wird. Dieses Einkommen und die vorerwähnten Pensionen, Renten, Beihilfen und Entschädigungen werden jedoch nur berücksichtigt, wenn der Gesamtbetrag 6.807,75 Franken pro Monat übersteigt; dieser Betrag ist an den Schwellenindex 114,20 gebunden und wird den Schwankungen des Preisindexes gemäß den in Artikel 237 erwähnten Bestimmungen angepaßt.

Für die Anwendung dieser Bestimmung muß ein Zwölftel des Betrags der jährlich gezahlten Vorteile wie Prämien, Gewinnbeteiligungen, dreizehntes Monatsgehalt, Zuwendungen, doppeltes Urlaubsgeld oder Beträge, die den Arbeitnehmern zur Ergänzung des doppelten Urlaubsgelds gezahlt werden, sowie Urlaubsgeld oder zusätzliches Urlaubsgeld, das Begünstigten einer Ruhestands- oder Hinterbliebenenpension gezahlt wird, berücksichtigt werden. Der monatliche Betrag des Einkommens der in Artikel 23 § 1 Nr. 1 und 2 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 erwähnten Nichtlohnempfänger wird darüber hinaus fiktiv auf ein Zwölftel von 100/80 des Unterschieds zwischen Bruttogewinn oder Bruttoertrag und diesbezüglichen beruflichen Aufwendungen festgelegt. Für den monatlichen Betrag des Einkommens, das aus den vorerwähnten Entschädigungen und Beihilfen besteht, die in einem Tagesbetrag ausgedrückt sind und auf die ein Begünstigter für alle zu entschädigenden Tage eines bestimmten Monats Anspruch erheben kann, wird davon ausgegangen, daß er dem mit 26 multiplizierten vorerwähnten Tagesbetrag entspricht; betrifft es Entschädigungen wegen zeitweiliger Arbeitsunfähigkeit, die aufgrund der Bestimmungen des Gesetzes vom 10. April 1971 über die Arbeitsunfälle oder der am 3. Juni 1970 koordinierten Gesetze über die Entschädigung für Berufskrankheiten bewilligt werden, ist der vorerwähnte Tagesbetrag mit 30 zu multiplizieren.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels wird weder der Berufslaufbahnzuschlag, der älteren Arbeitslosen bewilligt wird, noch die Entschädigung zur Ergänzung des Arbeitslosengelds berücksichtigt, die aufgrund des kollektiven Arbeitsabkommens Nr. 46 bewilligt wird, das im Nationalen Arbeitsrat geschlossen und durch Königlichen Erlaß vom 10. Mai 1990 für verbindlich erklärt worden ist.

Arbeitslose erbringen den Nachweis, daß sie einen Berufslaufbahnzuschlag beziehen, anhand einer von der Einrichtung für die Auszahlung des Arbeitslosengelds ausgestellten Bescheinigung; sie erbringen den Nachweis, daß sie eine Entschädigung zur Ergänzung des Arbeitslosengelds beziehen, anhand einer Bescheinigung, die von dem mit der Zahlung dieser Entschädigung beauftragten Arbeitgeber ausgestellt wird.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels wird die Pauschalzulage, die Arbeitslosen bewilligt wird, die im Rahmen einer lokalen Beschäftigungsagentur aufgrund von Artikel 79 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit beschäftigt sind, ebenfalls nicht berücksichtigt.

§ 4 - Der Nachweis jeder der in § 1 erwähnten Lagen muß bei Zahlung der Invaliditätsentschädigungen zum Satz eines Berechtigten mit Person zu Lasten anhand einer offiziellen Bescheinigung erbracht werden, die der Akte des Berechtigten beigelegt wird.

Was die Bedingung des Zusammenwohnens betrifft, ergibt sich dieser Nachweis aus der in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 5 des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen erwähnten Information, die beim Nationalregister zu erhalten ist, es sei denn, aus anderen zu diesem Zweck vorgelegten Beweisstücken geht hervor, daß die zu berücksichtigende Lage nicht oder nicht mehr mit der vorerwähnten Information des Nationalregisters übereinstimmt.

Ist die einzige Person zu Lasten ein Kind, das älter als 18 Jahre ist, ist jährlich eine Bescheinigung der Einrichtung, die die Kinderzulagen zahlt, erforderlich.

Abschnitt XII — Arbeitnehmer ohne Person zu Lasten, denen wegen Verlust des einzigen Einkommens eine höhere Entschädigung bewilligt werden kann

Art. 226 - Berechtigte, die den Nachweis erbringen, daß sie entweder allein leben oder ausschließlich mit Personen zusammenwohnen, die kein Einkommen beziehen und nicht als Personen zu Lasten angesehen werden, gelten im Sinne von Artikel 93 Absatz 6 des koordinierten Gesetzes als Arbeitnehmer ohne Person zu Lasten, denen wegen Verlust des einzigen Einkommens eine höhere Entschädigung bewilligt werden kann.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels wird als Einkommen jedes Einkommen im Sinne von Artikel 225 § 3 angesehen, ohne Berücksichtigung der in diesem Artikel erwähnten Grenzen.

Der Nachweis der in Absatz 1 erwähnten Lage muß gemäß den Bestimmungen von Artikel 225 § 4 erbracht werden.

Abschnitt XIII — Auswirkung der Unterbringung in einer Familie auf die Eigenschaft eines Arbeitnehmers mit Person zu Lasten

Art. 227 - In Abweichung von Artikel 225 § 2 Absatz 1 und von Artikel 226 Absatz 1 behalten die in Artikel 225 § 1 Nr. 1 bis 4 erwähnten Berechtigten und die in Artikel 226 erwähnten Berechtigten ihre Eigenschaft, wenn sie mit Personen zusammenwohnen, die ihnen im Rahmen des Königlichen Erlasses Nr. 81 vom 10. November 1967 zur Schaffung eines Fonds für sozio-medizinisch-pädagogische Betreuung Behinderter, von einem öffentlichen Sozialhilfenzentrum, im Rahmen des Gesetzes vom 26. Juni 1990 über den Schutz der Person des Geisteskranken oder in Anwendung des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz anvertraut werden. Die vorerwähnten Berechtigten behalten ebenfalls ihre Eigenschaft, wenn sie selbst im Rahmen einer der vorerwähnten Formen in einer Familie untergebracht sind.

Abschnitt XIV — Verweigerung der Entschädigungen

Art. 228 - § 1 - Unter Lohn im Sinne von Artikel 103 § 1 Nr. 1 des koordinierten Gesetzes ist ebenfalls der Pauschallohn zu Lasten des Fonds für die Existenzsicherheit der Bauarbeiter zu verstehen, der für Ruhetage bewilligt wird, die im Rahmen der Verkürzung der Arbeitsdauer zuerkannt werden.

§ 2 - Unter «durch das Urlaubsgeld gedecktem Zeitraum» im Sinne von Artikel 103 § 1 Nr. 2 des koordinierten Gesetzes sind folgende Tage zu verstehen:

1. Urlaubstage, die mit einem Arbeitsunfähigkeitszeitraum zusammenfallen, sofern die Arbeitsunfähigkeit während des Urlaubszeitraums eingesetzt hat,

2. Urlaubstage, die der Berechtigte aufgrund seiner Arbeitsunfähigkeit nicht vor Ende des betreffenden Urlaubsjahres nehmen kann.

Auf schriftlichen Antrag der Berechtigten werden die Urlaubstage auf den Zeitraum zwischen dem Datum des Antrags und dem Ende des Urlaubsjahres angerechnet.

Mangels schriftlichen Antrags der Berechtigten werden diese Tage jedoch auf das erste Semester des Jahres, das dem Urlaubsjahr folgt, angerechnet im Verhältnis zu mindestens vier Tagen pro Monat, die mit den ersten vier Entschädigungstagen jeden Monats übereinstimmen.

Endet die entschädigte Arbeitsunfähigkeit, bevor eine vollständige Anrechnung erfolgt ist, werden diese Tage auf die letzten Entschädigungstage des verstrichenen Arbeitsunfähigkeitszeitraums angerechnet.

Abschnitt XV — Kürzung der Entschädigungen

Art. 229 - Berechtigte, die mit Auswirkung nach Beginn der Arbeitsunfähigkeit eine gewöhnliche, besondere oder ergänzende Beihilfe beziehen, so wie sie im Gesetz vom 27. Juni 1969 über die Gewährung von Behindertenbeihilfen vorgesehen ist, haben, je nachdem ob sie Personen zu Lasten haben oder nicht, Anspruch auf einen Betrag, der dem Unterschied zwischen 150 beziehungsweise 125 Prozent der Arbeitsunfähigkeitsentschädigung, die für Berechtigte mit Personen zu Lasten festgelegt ist, und dem Betrag der gewöhnlichen, besonderen oder ergänzenden Beihilfe, so wie sie im Gesetz vom 27. Juni 1969 über die Gewährung von Behindertenbeihilfen vorgesehen ist, entspricht; dieser Betrag wird in Werktagen berechnet, ohne daß der Tagesbetrag der Entschädigung, der ihnen bewilligt worden wäre, wenn es keinen gleichzeitigen Bezug gegeben hätte, jedoch überschritten werden darf.

Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses wird der Betrag der in Artikel 2 § 4 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 über die Gewährung von Behindertenbeihilfen vorgesehenen Beihilfe für die Hilfe einer Drittperson nicht berücksichtigt.

Berechtigte, die aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. Dezember 1974 über die gewöhnlichen und besonderen Behindertenbeihilfen eine Beihilfe beziehen, haben jedoch Anrecht auf eine nicht gekürzte Arbeitsunfähigkeitsentschädigung.

Art. 230 - § 1 - Berechtigte, die ein berufliches Einkommen beziehen, das auf eine Arbeit zurückzuführen ist, die vorab unter den in § 2 festgelegten Bedingungen erlaubt worden ist, haben, je nachdem ob sie Personen zu Lasten haben oder nicht, Anspruch auf einen Betrag, der dem Unterschied zwischen 150 beziehungsweise 125 Prozent der Arbeitsunfähigkeitsentschädigung, die für Berechtigte mit Personen zu Lasten festgelegt ist, und dem in Werktagen berechneten Betrag des beruflichen Einkommens entspricht, ohne daß der Tagesbetrag der Entschädigung, der ihnen bewilligt worden wäre, wenn es keinen gleichzeitigen Bezug gegeben hätte, jedoch überschritten werden darf. Für Prämien, Gewinnbeteiligungen, dreizehntes Monatsgehalt, Zuwendungen und andere gleichartige Vorteile, die jährlich gezahlt werden, wird davon ausgegangen, daß sie zum beruflichen Einkommen des Quartals gehören, in dem sie bewilligt werden.

Unter beruflichem Einkommen ist jedes in Artikel 23 § 1 Nr. 1, 2 und 4 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 erwähnte Einkommen zu verstehen, das ein Berechtigter sich durch eine persönliche Tätigkeit verschafft, und jede Entschädigung, Beihilfe oder Rente, die ihm wegen des Verlusts dieses Einkommens gezahlt wird.

Der Betrag des in Artikel 23 § 1 Nr. 1 und 2 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 erwähnten Einkommens, das durch die Ausübung einer selbständigen Tätigkeit erlangt wird, wird fiktiv auf 100/80 des Unterschieds zwischen Bruttogewinn oder Bruttoertrag und diesbezüglichen beruflichen Aufwendungen festgelegt.

Für die Anwendung der vorliegenden Bestimmung werden Einkünfte, die sich aus den folgenden Tätigkeiten ergeben, nicht berücksichtigt:

- Mandat eines Gemeinderatsmitglieds,
- Mandat eines Mitglieds des Rates eines öffentlichen Sozialhilfezentrums mit Ausnahme des Mandats des Präsidenten dieses Rates,
- Amt eines Sozialrichters, Handelsrichters oder Sozialgerichtsrats.

Beihilfen und Lohnergänzungen, die von den mit der sozialen und beruflichen Wiedereingliederung von Behinderten beauftragten Einrichtungen bewilligt werden, die im Dekret der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 19. Juni 1990, im Dekret der Flämischen Gemeinschaft vom 27. Juni 1990, im Dekret der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt vom 17. März 1994 und im Dekret der Wallonischen Region vom 6. April 1995 über die Eingliederung von Personen mit Behinderung erwähnt sind, werden für die Kürzung der Arbeitsunfähigkeitsentschädigung gemäß den Bestimmungen von Absatz 1 nicht berücksichtigt. Die vorerwähnten Einrichtungen stellen den Berechtigten eine Bescheinigung über die Berechnung der Beihilfen und Lohnergänzungen aus, die sie bewilligen. Diese Bescheinigung wird der Akte der Berechtigten beigelegt.

§ 2 - Um die Erlaubnis zu bekommen, eine Berufstätigkeit während der Arbeitsunfähigkeit auszuüben, müssen Berechtigte vor Aufnahme jeglicher Tätigkeit einen diesbezüglichen Antrag beim Vertrauensarzt ihres Versicherungsträgers stellen, der die Erlaubnis erteilen kann, insofern sie mit dem betreffenden Leiden vereinbar ist.

Diese Erlaubnis, in der Art, Umfang und Bedingungen für die Ausübung dieser Tätigkeit näher bestimmt werden, wird in der medizinischen und administrativen Akte der Berechtigten am Sitz des Versicherungsträgers aufbewahrt. Die Erlaubnis wird den Berechtigten notifiziert. Der Versicherungsträger übermittelt dem Provinzialdienst des Dienstes für medizinische Kontrolle eine Abschrift dieser Erlaubnis.

Art. 231 - § 1 - In Artikel 240 Absatz 1 erwähnte Berechtigte haben Anspruch auf eine Arbeitsunfähigkeitsentschädigung, deren Betrag auf 60 Prozent des in Artikel 87 Absatz 1 des koordinierten Gesetzes erwähnten Lohnausfalls festgelegt wird, wobei der berücksichtigte Lohn der Lohn ist, den sie vor Anpassung der Arbeitsbedingungen oder der risikobundenen Arbeitszeiten oder vor Wechsel des Arbeitsplatzes bezogen.

Diese Entschädigung wird auf den Betrag beschränkt, der dem Unterschied zwischen 75 Prozent des in Absatz 1 erwähnten Lohnausfalls und dem in Werktagen berechneten beruflichen Einkommen entspricht, das die Berechtigten nach Anpassung der Arbeitsbedingungen oder der risikobundenen Arbeitszeiten oder nach Wechsel des Arbeitsplatzes beziehen.

§ 2 - In Artikel 240 Absatz 2 erwähnte Berechtigte, die mehrere Tätigkeiten als Lohnempfänger ausüben und für die die Aussetzung der Ausführung des Arbeitsvertrags oder die Befreiung von der Arbeit nur eine oder mehrere, aber nicht all diese Tätigkeiten betrifft, haben Anspruch auf eine Arbeitsunfähigkeitsentschädigung, deren Betrag auf 60 Prozent des in Artikel 87 Absatz 1 des koordinierten Gesetzes erwähnten Lohnausfalls festgelegt wird, wobei der berücksichtigte Lohn der Lohn ist, der auf die Tätigkeit beziehungsweise die Tätigkeiten zurückzuführen ist, die die Berechtigten unterbrochen haben.

Diese Entschädigung wird auf den Betrag beschränkt, der dem Unterschied entspricht zwischen einerseits 75 Prozent der Summe des in Absatz 1 erwähnten Lohnausfalls und dem in Werktagen berechneten beruflichen Einkommen, das auf die von den Berechtigten weiter ausgeübte Tätigkeit als Lohnempfänger zurückzuführen ist, und andererseits dem in Werktagen berechneten Betrag des beruflichen Einkommens, das auf letztere Tätigkeit zurückzuführen ist.

§ 3 - Für die Anwendung der Paragraphen 1 und 2 ist unter beruflichem Einkommen jedes Einkommen zu verstehen, das Berechtigte aufgrund ihrer eigenen Tätigkeit als Lohnempfänger beziehen, und jede Entschädigung, Beihilfe oder Rente, die ihnen wegen des Verlusts dieses Einkommens gezahlt wird.

Für Prämien, Gewinnbeteiligungen, dreizehntes Monatsgehalt, Zuwendungen und andere gleichartige Vorteile, die jährlich gezahlt werden, wird davon ausgegangen, daß sie zum beruflichen Einkommen des Quartals gehören, in dem sie bewilligt werden.

Art. 232 - Berechtigte, die gleichzeitig ein in Artikel 230 erwähntes berufliches Einkommen und eine in Artikel 229 Absatz 1 erwähnte Beihilfe beziehen, haben, je nachdem ob sie Personen zu Lasten haben oder nicht, Anspruch auf einen Betrag, der dem Unterschied zwischen 170 beziehungsweise 145 Prozent der Arbeitsunfähigkeitsentschädigung, die für Berechtigte mit Personen zu Lasten festgelegt ist, und dem Betrag des beruflichen Einkommens und der Beihilfe, die zusammen in Werktagen berechnet werden, entspricht, ohne daß der Tagesbetrag der Entschädigung, der ihnen bewilligt worden wäre, wenn es keinen gleichzeitigen Bezug gegeben hätte, jedoch überschritten werden darf.

Beziehen Berechtigte gleichzeitig ein in Artikel 230 erwähntes berufliches Einkommen und eine in Artikel 229 Absatz 3 erwähnte Beihilfe, werden jedoch die Bestimmungen von Artikel 230 angewandt.

Art. 233 - Berechtigte, die keine Personen zu Lasten haben und im Gefängnis inhaftiert oder in einer Einrichtung zum Schutz der Gesellschaft interniert sind, haben Anrecht auf eine Entschädigung, die der Hälfte der Entschädigung entspricht, die sie hätten beanspruchen können, wenn sie sich nicht in einer der vorerwähnten Lagen befunden hätten.

Art. 234 - Die Arbeitsunfähigkeitsentschädigung wird um 10 Prozent gekürzt, solange sich ein Berechtigter weigert, ein Rehabilitations- oder Umschulungsprogramm, das von seinem Versicherungsträger vorgeschlagen und vom Kollegium der Ärzte-Direktoren beschlossen wird, zu absolvieren.

Art. 235 - § 1 - Unbeschadet der Bestimmungen der Rechtsvorschriften in bezug auf die Ruhestands- und Hinterbliebenenpension haben Berechtigte, die aus irgendeinem Grund ihre Rechte auf eine Alters-, Ruhestands- oder Dienstalterspension oder auf irgendeinen anderen als eine solche Pension geltenden Vorteil geltend machen können, bewilligt von einem belgischen oder ausländischen Sozialversicherungsträger, einer öffentlichen Behörde, einer öffentlichen oder einer gemeinnützigen Einrichtung, Anspruch, je nachdem ob sie Personen zu Lasten haben oder nicht, auf einen Betrag, der dem Unterschied zwischen 150 beziehungsweise 125 Prozent der Arbeitsunfähigkeitsentschädigung, die für Berechtigte mit Personen zu Lasten festgelegt ist, und dem in Werktagen berechneten Betrag der Pension oder des als Pension geltenden Vorteils entspricht, ohne daß der Tagesbetrag der Entschädigung, der ihnen bewilligt worden wäre, wenn es keinen gleichzeitigen Bezug gegeben hätte, jedoch überschritten werden darf.

§ 2 - Unbeschadet der Bestimmungen der Rechtsvorschriften in bezug auf die Ruhestands- und Hinterbliebenenpension haben Berechtigte, die einerseits eine Alters-, Ruhestands- oder Dienstalterspension oder irgendeinen anderen als eine solche Pension geltenden Vorteil, bewilligt von einem belgischen oder ausländischen Sozialversicherungsträger, einer öffentlichen Behörde, einer öffentlichen oder einer gemeinnützigen Einrichtung, und andererseits ein in Artikel 230 erwähntes berufliches Einkommen, eine in Artikel 229 Absatz 1 erwähnte Beihilfe oder beides beziehen, Anspruch, je nachdem ob sie Personen zu Lasten haben oder nicht, auf einen Betrag, der dem Unterschied zwischen 170 beziehungsweise 145 Prozent der Arbeitsunfähigkeitsentschädigung, der für Berechtigte mit Personen zu Lasten festgelegt ist, und dem Betrag der Pension oder des als Pension geltenden Vorteils, die beziehungsweise der in einer der vorerwähnten Lagen bewilligt wird, und der in den Artikeln 229 Absatz 1 und 230 erwähnten Einkommen, die zusammen in Werktagen berechnet werden, entspricht, ohne daß der Tagesbetrag der Entschädigung, der ihnen bewilligt worden wäre, wenn es keinen gleichzeitigen Bezug gegeben hätte, jedoch überschritten werden darf.

Für die Anwendung des vorhergehenden Absatzes werden die in Artikel 229 Absatz 3 erwähnten Beihilfen nicht berücksichtigt.

Art. 236 - Um die Pension, die Beihilfe oder das Einkommen, die in den Artikeln 210, 229, 230, 231, 232 und 235 erwähnt sind, in Werktagen zu berechnen, muß ihr wöchentlicher, monatlicher, vierteljährlicher oder jährlicher Betrag durch 6, 26, 78 beziehungsweise 312 geteilt werden.

Abschnitt XVI — Anpassung der Entschädigungen an die Schwankungen des Preisindexes

Art. 237 - Der Betrag der Entschädigungen wegen primärer Arbeitsunfähigkeit und der Invaliditätsentschädigung und die in Artikel 213 und 214 erwähnten Höchst- und Mindestbeträge der Invaliditätsentschädigung werden gemäß den Bestimmungen der Artikel 1 bis und 4 des Gesetzes vom 2. August 1971 zur Einführung einer Regelung, mit der Gehälter, Löhne, Pensionen, Beihilfen und Zuschüsse zu Lasten der Staatskasse, bestimmte Sozialleistungen, für die Berechnung bestimmter Beiträge der Sozialversicherung der Arbeitnehmer zu berücksichtigende Entlohnungsgrenzen sowie den Selbständigen im Sozialbereich auferlegte Verpflichtungen an den Verbraucherpreisindex gebunden werden, erhöht oder gekürzt.

Die Erhöhung oder Kürzung wird ab dem in Artikel 6 Nr. 3 des vorerwähnten Gesetzes vom 2. August 1971 festgelegten Monat angewandt.

Die Erhöhung oder Kürzung des Betrags der in den vorhergehenden Absätzen erwähnten Entschädigungen wird nur für Berechtigte angewandt, für die der Beginn des Bezugszeitraums für die Berechnung der Entschädigung vor dem Datum liegt, an dem die Erhöhung oder Kürzung angewandt wird.

Abschnitt XVII — Höhe des Bestattungsgelds

Art. 238 - § 1 - Die Höhe des Bestattungsgelds wird auf 6.000 Franken festgelegt.

§ 2 - Für die in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 7 des koordinierten Gesetzes erwähnten Berechtigten und für Berechtigte, die eine Ruhestandspension als Bergarbeiter beziehen, wird das Bestattungsgeld nur bewilligt, wenn sie an ihrem Todestag in dieser Eigenschaft bei einem Versicherungsträger eingetragen sind und Anspruch auf Gesundheitsleistungen haben.

§ 3 - Die in Artikel 86 § 2 des koordinierten Gesetzes erwähnte Eigenschaft eines Begünstigten des Bestattungsgelds wird Personen bewilligt, die die Bestattungskosten tatsächlich getragen haben. Als Begünstigte werden nie Bestattungsunternehmer, ihre Verwandten, Angestellten oder Beauftragten, außer wenn sie der Ehepartner des Verstorbenen sind oder mit dem Verstorbenen bis zum dritten Grad verwandt oder verschwägert sind, oder juristische Personen privaten Rechts angesehen, die in Ausführung eines Versicherungsvertrags die Bestattungskosten ganz oder teilweise übernommen haben.

*Abschnitt XVIII — Besondere Bedingungen
in bezug auf die Eröffnung des Anrechts auf Arbeitsunfähigkeitsentschädigungen*

Art. 239 - § 1 - Für folgende Personen wird davon ausgegangen, daß sie den erforderlichen Arbeitsunfähigkeitsgrad, wie in Artikel 100 § 1 des koordinierten Gesetzes vorgesehen, erreichen:

1. Berechtigte, denen untersagt ist, während des nachstehend erwähnten Zeitraums zur Arbeit zu gehen, weil sie mit einer Person in Kontakt gekommen sind, die an einer der folgenden ansteckenden Krankheiten leidet:

Diphtherie (mit möglicher Verlängerung, wenn der Betreffende Keimträger ist)	7 Tage
Epidemische Enzephalitis	17 Tage
Typhus und Paratyphus	12 Tage
Zerebrospinale Meningitis	9 Tage
Rotz	12 Tage
Poliomyelitis	17 Tage
Scharlach	10 Tage
Pocken	18 Tage

Diese Zeiträume beginnen an dem Tag, an dem der Berechtigte mit dem Kranken in Kontakt gekommen ist, und nicht an dem Tag, an dem die Mitteilung der Arbeitsunterbrechung verschickt oder abgegeben wird,

2. schwangere Berechtigte, Wöchnerinnen oder stillende Berechtigte, für die die Ausführung des Arbeitsvertrags ausgesetzt ist oder die von der Arbeit befreit sind in Anwendung der Artikel 42 § 1 Absatz 1 Nr. 3, 43 § 1 Absatz 2 Nr. 2 oder 43bis Absatz 2 des Gesetzes vom 16. März 1971 über die Arbeit.

Für stillende Arbeitnehmerinnen darf der Zeitraum, für den davon ausgegangen wird, daß sie den erforderlichen Arbeitsunfähigkeitsgrad erreichen, jedoch einen Zeitraum von fünf Monaten ab dem Tag der Entbindung nicht übersteigen.

§ 2 - Für Berechtigte, die während eines Zeitraums arbeitsunfähig sind, im Laufe dessen sie ein Rehabilitations- oder Umschulungsprogramm absolvieren, das vom Kollegium der Ärzte-Direktoren im Rahmen des koordinierten Gesetzes zugelassen ist, wird davon ausgegangen, daß sie den erforderlichen Arbeitsunfähigkeitsgrad behalten.

Art. 240 - Schwangere Berechtigte, Wöchnerinnen oder stillende Berechtigte, auf die eine in Artikel 42 § 1 Absatz 1 Nr. 1 oder 2 oder Artikel 43 § 1 Absatz 2 Nr. 1 des Gesetzes vom 16. März 1971 über die Arbeit erwähnte Maßnahme angewandt wird und deren Lohn infolge der Anpassung der Arbeitsbedingungen, der risikogebundenen Arbeitszeiten oder des Wechsels des Arbeitsplatzes niedriger als der Lohn ist, den sie aufgrund ihrer gewöhnlichen Tätigkeit beziehen, werden als arbeitsunfähig im Sinne von Artikel 100 § 1 des koordinierten Gesetzes angesehen.

Dieselbe Arbeitsunfähigkeitsvermutung gilt für Berechtigte, die mehrere Tätigkeiten als Lohnempfänger ausüben und für die die Aussetzung der Ausführung des Arbeitsvertrags oder die Befreiung von der Arbeit in Anwendung der Artikel 42 § 1 Absatz 1 Nr. 3, 43 § 1 Absatz 2 Nr. 2 oder 43bis Absatz 2 des Gesetzes vom 16. März 1971 über die Arbeit nur eine oder mehrere, aber nicht all diese Tätigkeiten betrifft.

Die in den vorhergehenden Absätzen erwähnten Arbeitsunfähigkeitsvermutungen sind nicht auf Berechtigte anwendbar, die eine Tätigkeit, die nicht den Bestimmungen des Gesetzes vom 16. März 1971 über die Arbeit unterliegt, beginnen oder fortsetzen.

Art. 241 - Berechtigte haben Anspruch auf die Arbeitsunfähigkeitsentschädigung, wenn sie Anrecht auf einen der in Artikel 103 § 1 des koordinierten Gesetzes erwähnten Vorteile haben oder bis sie einen dieser Vorteile erhalten und unter der Bedingung, daß sie ihren Versicherungsträger in Kenntnis setzen von:

1. jeder Angabe, durch die ihr Recht begründet werden kann,
2. jeder eingeleiteten Klage oder jedem anderen Verfahren zwecks Erlangung dieses Vorteils.

Art. 242 - § 1 - Berechtigte, die von mehr als einem Arbeitgeber beschäftigt werden und die sich aufgrund einer oder mehrerer, aber nicht all dieser Beschäftigungen in einem der in Artikel 103 § 1 des koordinierten Gesetzes vorgesehenen Zeiträume befinden, haben nur Anspruch auf eine Arbeitsunfähigkeitsentschädigung für eine Beschäftigung, die nicht zur Bewilligung eines Lohns oder finanziellen Vorteils im Sinne von Artikel 103 § 1 des koordinierten Gesetzes führt.

Für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen wird der in Artikel 86 § 1 Nr. 1 Buchstabe a) des koordinierten Gesetzes erwähnte Zeitraum, für den ein Berechtigter Anspruch auf Entschädigung wegen Bruch des Arbeitsvertrags hat, einem Beschäftigungszeitraum gleichgesetzt.

§ 2 - In Artikel 131bis des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit erwähnte Teilzeitarbeitnehmer mit Aufrechterhaltung der Rechte, die sich aufgrund ihrer Beschäftigung in einem in Artikel 103 § 1 Nr. 2 oder 3 des koordinierten Gesetzes vorgesehenen Zeitraum befinden, haben während dieses Zeitraums nur Anspruch auf eine Arbeitsunfähigkeitsentschädigung entsprechend dem Betrag der Zulage zur Gewährleistung des Einkommens, der aufgrund ihrer Arbeitsunfähigkeit von der Einrichtung für die Auszahlung des Arbeitslosengelds nicht bewilligt worden ist.

Art. 243 - Berechtigte, die ihre Arbeitsleistungen zur Hälfte verkürzt haben und gemäß dem Königlichen Erlaß vom 30. Juli 1994 über die Halbzahnpension Arbeitslosengeld beziehen, haben während des Zeitraums, im Laufe dessen sie aufgrund von Artikel 10 Absatz 3 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 30. Juli 1994 das Anrecht auf Arbeitslosengeld behalten, ohne den in Artikel 52 § 1 oder 2 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge erwähnten garantierten Lohn zu beziehen, Anspruch auf eine unter Berücksichtigung ihrer Teilzeittätigkeit berechnete Arbeitsunfähigkeitsentschädigung.

Abschnitt XIX — Monetäre Bestimmungen
in bezug auf den gleichzeitigen Bezug von Entschädigungen und Leistungen aus dem Ausland

Art. 244 - § 1 - Wenn in Anwendung der Artikel 87 Absatz 3 und 136 § 2 des koordinierten Gesetzes und der Artikel 210, 230, 232 und 235 der Betrag der Arbeitsunfähigkeitsentschädigung sich möglicherweise ändert, weil ein Begünstigter eine aufgrund ausländischer Rechtsvorschriften zuerkannte Leistung oder ein berufliches Einkommen durch Ausübung einer vom Vertrauensarzt erlaubten Tätigkeit auf dem Staatsgebiet eines anderen Landes bezieht, wird der Betrag dieser Leistung oder dieses Einkommens für die Berechnung der Arbeitsunfähigkeitsentschädigung in Belgische Franken zum dreimonatlichen Mittelkurs, der von der Belgischen Nationalbank angegeben wird, umgerechnet.

Geht die ausländische Leistung jedoch zu Lasten einer Regelung eines Mitgliedstaates der Europäischen Union oder wird das berufliche Einkommen durch Ausübung einer erlaubten Tätigkeit auf dem Staatsgebiet eines Mitgliedstaates erworben, ist der zu berücksichtigende Wechselkurs der Kurs, der im Rahmen der EWG-Verordnungen festgelegt ist.

Bei der Berechnung der Höhe der Entschädigung muß folgender Wechselkurs berücksichtigt werden:

a) für die Anwendung von Artikel 136 § 2 des koordinierten Gesetzes und Artikel 235 der Wechselkurs, der für das Quartal gültig ist, in dem sich der erste Tag der Arbeitsunfähigkeit oder eventuell das Datum des Einsetzens der ausländischen Leistung befindet, wenn diese nach dem Einsetzen der Arbeitsunfähigkeit bewilligt wird,

b) für die Anwendung von Artikel 87 Absatz 3 des koordinierten Gesetzes und Artikel 210 der Wechselkurs, der für das Quartal gültig ist, in dem sich der Tag befindet, an dem die aufgrund der Regelung der Invaliditätspension für Bergarbeiter bewilligte Pension eingesetzt hat, die einen ausländischen Pensionsanteil umfaßt,

c) für die Anwendung der Artikel 230 und 232 der Wechselkurs, der für das Quartal gültig ist, in dem sich der Tag der Wiederaufnahme der Arbeit befindet.

§ 2 - Die in § 1 erwähnte Berechnung wird revidiert:

a) wenn die Leistung oder das berufliche Einkommen um 2 Prozent ändert im Vergleich zum Betrag, der bei der ursprünglichen oder vorherigen Berechnung berücksichtigt worden ist; die neue Berechnung erfolgt zum Wechselkurs, der für das Quartal gültig ist, in dem sich der Tag der Änderung der Leistung oder des beruflichen Einkommens befindet,

b) wenn der Mittelkurs der ausländischen Währung um 2 Prozent schwankt im Vergleich zu demjenigen, der bei der ursprünglichen oder vorherigen Berechnung berücksichtigt worden ist; die Revision erfolgt mit Auswirkung ab dem ersten Tag des Quartals, in dem der um 2 Prozent geänderte Mittelkurs anwendbar ist,

c) wenn die Höhe der Invaliditätsentschädigung ändert, weil ein Begünstigter mit Personen zu Lasten als Begünstigter ohne Person zu Lasten angesehen werden muß oder umgekehrt; in diesem Fall wird der Betrag der Leistung oder des beruflichen Einkommens zum Wechselkurs umgerechnet, der für das Quartal gültig ist, in dem die Änderung der Lage eintritt.

§ 3 - Die von der Belgischen Nationalbank angegebenen Wechselkurse werden vom Institut vor Beginn des Quartals, für das sie gültig sind, veröffentlicht.

Diese Wechselkurse entsprechen den Mittelkursen:

- des ersten Quartals für die im Laufe des dritten Quartals anwendbaren Kurse,
- des zweiten Quartals für die im Laufe des vierten Quartals anwendbaren Kurse,
- des dritten Quartals für die im Laufe des ersten Quartals des darauffolgenden Jahres anwendbaren Kurse,
- des vierten Quartals für die im Laufe des zweiten Quartals des darauffolgenden Jahres anwendbaren Kurse.

Im Rahmen der EWG-Verordnungen anwendbare Wechselkurse werden ebenfalls vom Institut vor Beginn des Quartals, für das sie gültig sind, veröffentlicht.

Art. 245 - Decken die von einem ausländischen Versicherungsträger erhaltenen rückständigen Beträge, die in belgische Währung umgerechnet werden, den Betrag der Vorschüsse oder der vorläufig gezahlten Entschädigungen nicht, wird der Unterschied nicht zurückgefordert, wenn dieser Unterschied entweder auf den Unterschied der jeweiligen Wechselkurse, die einerseits für die Berechnung der Höhe der von der ausländischen Einrichtung geschuldeten Beträge und andererseits für die Realisierung des in ausländischer Währung ausgedrückten Werts gebraucht werden, oder auf die konjunkturelle Anpassung der Entschädigungen zurückzuführen ist.

TITEL IV — Gemeinsame Bestimmungen

KAPITEL I — Anwendungsbereich

Abschnitt I — Kontrollierte Arbeitslosigkeit

Art. 246 - Unter kontrollierter Arbeitslosigkeit, wie in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 3 des koordinierten Gesetzes erwähnt, ist jeder Arbeitslosigkeitstag zu verstehen, für den ein Arbeitnehmer seine Verpflichtungen in bezug auf die Arbeitslosenkontrolle erfüllt hat oder ordnungsgemäß davon befreit war und für den in Anwendung der Arbeitslosigkeitsvorschriften:

1. Arbeitslosengeld gezahlt worden ist,
2. das Recht auf Arbeitslosengeld für einen begrenzten Zeitraum aufgrund einer Verwaltungssanktion aberkannt worden ist, die in Anwendung der Artikel 153 bis 156 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit verhängt wurde,

3. das Recht auf Arbeitslosengeld für einen begrenzten Zeitraum in Anwendung der Artikel 52 bis 54 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 verweigert oder aberkannt worden ist, weil der Arbeitnehmer aufgrund von Umständen, die von seinem Willen abhängen, arbeitslos ist oder wird,

4. das Recht auf Arbeitslosengeld für einen begrenzten Zeitraum in Anwendung von Artikel 56 § 2 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 verweigert worden ist, weil der Arbeitslose für seine Wiederbeschäftigung Bedingungen stellt, die nicht begründet sind,

5. das Recht auf Arbeitslosengeld verweigert worden ist, weil der Arbeitnehmer sich nicht als Arbeitssuchender hatte eintragen lassen, obwohl er nicht ordnungsgemäß davon befreit war,

6. das Recht auf Arbeitslosengeld verweigert worden ist:

a) in Anwendung von Artikel 55 Nr. 1 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991,

b) in Anwendung von Artikel 131bis desselben Königlichen Erlasses wegen Teilzeitbeschäftigung,

7. das Recht auf Arbeitslosengeld verweigert worden ist, weil der Arbeitnehmer den Antrag auf Arbeitslosengeld oder die Verwaltungsakte außerhalb der vorgeschriebenen Fristen eingereicht hat,

8. das Recht auf Arbeitslosengeld aberkannt worden ist, weil der Arbeitnehmer an einem Sonntag, einem gesetzlichen Feiertag oder einem gewöhnlichen Inaktivitätstag gearbeitet hat,

9. das Recht auf Arbeitslosengeld für einen Heimarbeiter in Anwendung von Artikel 75 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 verweigert worden ist, ausgenommen in dem in Absatz 2 Nr. 1 des vorerwähnten Artikels 75 erwähnten Fall,

10. das Recht auf Arbeitslosengeld verweigert worden ist, weil der Arbeitslose, der eine Nebentätigkeit ausübt oder mit einem Selbständigen zusammenwohnt, versäumt hat, dies zu melden, so wie es in Artikel 48 beziehungsweise Artikel 50 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 bestimmt ist,

11. der Berechtigte freiwillig auf das Arbeitslosengeld unter den in Artikel 42 § 2 Nr. 9 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 definierten Bedingungen verzichtet hat.

Unter kontrollierter Arbeitslosigkeit, wie in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 3 des koordinierten Gesetzes erwähnt, ist ebenfalls der Zeitraum zu verstehen, während dessen ein in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 1 des koordinierten Gesetzes erwähnter Arbeitnehmer seine Berufslaufbahn in Anwendung von Artikel 100 des Sanierungsgesetzes vom 22. Januar 1985 zur Festlegung sozialer Bestimmungen unterbrochen hat und eine Unterbrechungszulage bezieht, für die ihm eine in Artikel 281 § 3 erwähnte Bescheinigung für Berechtigte einer Unterbrechungszulage ausgestellt wird; für einen Arbeitnehmer, der vor Unterbrechung seiner Berufslaufbahn nicht die in Artikel 86 § 1 des koordinierten Gesetzes erwähnte Eigenschaft eines Entschädigungsberechtigten hatte, ist die Anwendung dieser Bestimmung jedoch auf den Zweig Gesundheitspflege beschränkt. Diese Gleichsetzung wird darüber hinaus nicht berücksichtigt für die Verlängerung der postnatalen Ruhe in Anwendung von Artikel 114 Absatz 2 des koordinierten Gesetzes.

Unter kontrollierter Arbeitslosigkeit, wie in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 3 des koordinierten Gesetzes erwähnt, ist ebenfalls der Zeitraum zu verstehen, während dessen ein Selbständiger, der seine Tätigkeit endgültig eingestellt hat, keinen Anspruch auf Arbeitslosengeld hat in Anwendung von Artikel 44 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 und von Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 22. August 1983 zur Einführung einer Beihilfe für nachgeordnete Darlehen, die von dem bei der Nationalen Kasse für Berufskredite geschaffenen Beteiligungsfonds bewilligt werden, zugunsten entschädigter Vollarbeitsloser, die sich als Selbständige niederlassen beziehungsweise ein Unternehmen gründen wollen.

Unter kontrollierter Arbeitslosigkeit, wie in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 3 des koordinierten Gesetzes erwähnt, ist ebenfalls der Zeitraum zu verstehen, während dessen einem Berechtigten gemäß den Bestimmungen von Artikel 29 § 2 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 das Statut eines Teilzeitarbeitnehmers mit Aufrechterhaltung der Rechte zuerkannt wird.

Abschnitt II — Fortgesetzte Versicherung

Art. 247 - § 1 - Für folgende Personen wird davon ausgegangen, daß sie sich in einer interessierenden sozialen Lage im Sinne von Artikel 32 Absatz 1 Nr. 6 des koordinierten Gesetzes befinden, so daß sie Anspruch auf die fortgesetzte Versicherung während der nachstehend festgelegten Zeiträume haben können, wenn sie die in Artikel 121 oder in Artikel 128 des koordinierten Gesetzes vorgesehenen Bedingungen erfüllen:

1. arbeitslose Berechtigte, denen das Arbeitslosengeld in Anwendung der folgenden Artikel des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit verweigert wird:

a) der Artikel 30 bis 34, 37 und 38, weil sie die erforderlichen Zulassungsbedingungen nicht erfüllen,

b) des Artikels 44, weil sie nicht ohne Lohn sind,

c) der Artikel 52 § 3, 52bis § 1 Absatz 2 und § 2, 56 § 1 Absatz 1 und 155 Absatz 2, weil sie für einen unbestimmten Zeitraum vom Recht auf Arbeitslosengeld ausgeschlossen sind,

d) des Artikels 81, weil die Dauer ihrer Arbeitslosigkeit die aufgrund dieser Bestimmung festgelegte Höchstgrenze überschreitet.

Die fortgesetzte Versicherung wird für eine Dauer bewilligt, die mindestens einen und höchstens zwölf Monate beträgt; in dem in Buchstabe *b*) erwähnten Fall wird die fortgesetzte Versicherung jedoch für den Zeitraum bewilligt, während dessen die Betroffenen nicht ohne Lohn sind,

2. arbeitslose Berechtigte, die die Bedingungen erfüllen, um Arbeitslosengeld zu beziehen, aber freiwillig und vorübergehend darauf verzichten, entweder um einen nicht versicherungspflichtigen Beruf auszuüben oder aus irgendeinem anderen Grund, ohne im letzteren Fall jedoch die in Artikel 246 Absatz 1 Nr. 11 erwähnten Bedingungen zu erfüllen.

Die fortgesetzte Versicherung wird für eine Dauer bewilligt, die mindestens einen und höchstens drei Monate beträgt,

3. Berechtigte, die Saisonarbeiter sind, sofern sie in Belgien beschäftigt sind, dort ihren Hauptwohntort haben und ihnen das Arbeitslosengeld aberkannt worden ist.

Die fortgesetzte Versicherung wird für eine Dauer bewilligt, die mindestens einen und höchstens neun Monate beträgt,

4. Berechtigte, die nicht mehr arbeitsunfähig sind im Sinne von Artikel 100 des koordinierten Gesetzes und zwecks Wiedereingliederung mit Zustimmung des Kollegiums der Ärzte-Direktoren entweder einen Beruf ausüben, durch den sie den Rechtsvorschriften über die Ruhestands- und Hinterbliebenenpension der Selbständigen unterliegen, oder einen Beruf ausüben, für den aufgrund der Rechtsvorschriften im Bereich der sozialen Sicherheit keine Versicherungspflicht besteht.

Die fortgesetzte Versicherung wird für einen Zeitraum von zwei Jahren bewilligt, der vom Kollegium der Ärzte-Direktoren erneuert werden kann,

5. Berechtigte, deren Arbeitsvertrag nach Vereinbarung der Parteien ausgesetzt wird.

Die fortgesetzte Versicherung wird für eine Dauer bewilligt, die drei Monate pro Kalenderjahr nicht überschreiten darf,

6. Berechtigte, die ihr Kind stillen.

Die fortgesetzte Versicherung wird für einen Zeitraum von höchstens fünf Monaten ab dem Tag der Entbindung bewilligt,

7. Berechtigte, die im Gefängnis inhaftiert oder in einer Einrichtung zum Schutz der Gesellschaft interniert sind. Wenn sie am Tag des Beginns ihrer Inhaftierung oder Internierung im Sinne von Artikel 100 des koordinierten Gesetzes jedoch arbeitsunfähig sind, setzt der Zeitraum fortgesetzter Versicherung erst an dem Datum ein, an dem dieser Zustand der Arbeitsunfähigkeit endet.

Die fortgesetzte Versicherung wird für eine Dauer bewilligt, die den Zeitraum der Inhaftierung oder Internierung nicht überschreiten darf,

8. Berechtigte, die im Zeitraum von fünf Jahren, der am Ende des Monats ausläuft, in dem sie das in Artikel 108 Nr. 1 des koordinierten Gesetzes erwähnte Alter erreichen, vorübergehend oder endgültig aufhören zu arbeiten.

Die fortgesetzte Versicherung wird für eine Dauer bewilligt, die am Ende des Monats ausläuft, in dem die Berechtigten das im vorerwähnten Artikel festgelegte Alter erreichen, wenn es eine definitive Einstellung der Arbeit betrifft, und für die Dauer, die die Berechtigten bei ihrem Antrag auf fortgesetzte Versicherung angeben, wenn es eine vorübergehende Einstellung betrifft,

9. männliche oder weibliche Berechtigte, die ihre Arbeit aufgeben, damit ihr Ehepartner, der Berechtigter ist, den Höchstbetrag seiner Alterspension beziehen kann.

Die fortgesetzte Versicherung wird für eine Dauer bewilligt, die am Ende des Monats ausläuft, in dem die Berechtigten 65 oder 60 Jahre alt werden, je nachdem ob es einen Mann oder eine Frau betrifft,

10. Berechtigte, die nach ihrer normalen Militärdienstzeit aufgrund einer Disziplinarmaßnahme weiterhin einberufen bleiben oder wiedereinberufen werden.

Die fortgesetzte Versicherung wird für eine Dauer bewilligt, die weder unter noch über der Dauer der Aufrechterhaltung der Einberufung oder der Wiedereinberufung liegen darf,

11. Berechtigte, die im Ausland vorübergehend denselben Beruf ausüben, den sie in Belgien ausübten, wenn sie aufgrund der Rechtsvorschriften im Bereich der sozialen Sicherheit ihres neuen Arbeitsplatzes nicht versicherungspflichtig sind.

Die fortgesetzte Versicherung wird für eine Dauer bewilligt, die die Dauer der Beschäftigung im Ausland nicht überschreiten darf,

12. streikende Berechtigte, Berechtigte im Lockout oder Berechtigte, deren Arbeitslosigkeit direkte oder indirekte Folge eines Streiks oder eines Lockouts ist und die in Ermangelung einer Erlaubnis des Geschäftsführenden Ausschusses des Landesamts für Arbeitsbeschaffung keinen Anspruch auf Arbeitslosengeld haben.

Die fortgesetzte Versicherung wird für eine Dauer bewilligt, die die Dauer des Streiks oder Lockouts nicht überschreiten darf,

13. Berechtigte, die wegen höherer Gewalt von der Arbeit abwesend sind.

Der Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle befindet auf Antrag des Versicherungsträgers über Fälle höherer Gewalt, die dieser anerkennt.

Die fortgesetzte Versicherung wird für die Dauer bewilligt, die von diesem Dienst bestimmt wird,

14. Berechtigte, die aufgrund des Königlichen Erlasses vom 11. März 1954 zur Festlegung des Statuts des Zivilschutzkorps am Unterricht an der Zivilschutzschule teilnehmen.

Die fortgesetzte Versicherung wird für eine Dauer bewilligt, die die Dauer des Lehrgangs, den die Berechtigten belegen, nicht überschreiten darf,

15. Berechtigte, die eine Pension zu Lasten einer öffentlichen Behörde oder eine Pension, deren Zahlung vom Belgischen Staat gewährleistet wird, beziehen und die vorübergehend infolge einer anerkannten Arbeitsunfähigkeit im Sinne von Artikel 100 des koordinierten Gesetzes aufhören zu arbeiten, wenn für die Arbeitsunfähigkeit Leistungen in bar aufgrund von Artikel 108 Nr. 3 des koordinierten Gesetzes verweigert werden.

Die fortgesetzte Versicherung wird für die Dauer der Arbeitsunfähigkeit bewilligt,

16. Berechtigte, die keinerlei Erwerbstätigkeit ausüben und regelmäßig am Mittelschul-, Hochschul-, beruflichen oder technischen Unterricht teilnehmen, unter der Bedingung, daß dieser Unterricht tagsüber erteilt wird, Ferien, Sonn- und Feiertage ausgenommen.

Die fortgesetzte Versicherung wird für eine Dauer bewilligt, die die Dauer des Unterrichts, an dem die Berechtigten teilnehmen, nicht überschreiten darf,

17. Berechtigte, die am Unterricht an anerkannten Schulen für Familienhelfer oder -helferinnen teilnehmen. Die fortgesetzte Versicherung wird für eine Dauer bewilligt, die die Dauer des Unterrichts, an dem die Berechtigten teilnehmen, nicht überschreiten darf,

18. Berechtigte, die nach Erreichen des gesetzlichen Pensionsalters weiterarbeiten oder nach diesem Alter die Arbeit wiederaufnehmen, wenn sie vorübergehend aufhören zu arbeiten und keine Pension beantragen.

Die fortgesetzte Versicherung wird für die Dauer bewilligt, die von den Berechtigten bei ihrem Antrag angegeben wird; sie endet jedoch, sobald die Pension einsetzt,

19. Berechtigte, die wegen körperlicher Unfähigkeit vorzeitig pensioniert werden, wenn sie die in Artikel 100 § 1 Absatz 1 des koordinierten Gesetzes vorgesehenen Bedingungen nicht erfüllen, was den Grad der Arbeitsunfähigkeit betrifft, während eines Zeitraums, der nicht über das gesetzliche Pensionsalter laut Rechtsvorschriften über die Ruhestands- und Hinterbliebenenpension der Arbeiter und Angestellten hinausgehen darf.

Die fortgesetzte Versicherung wird ab dem Tag bewilligt, an dem die Arbeitsunfähigkeit der Berechtigten im Sinne von Artikel 100 § 1 Absatz 1 des koordinierten Gesetzes 66 Prozent nicht mehr erreicht,

20. Berechtigte, für die die Versicherungspflicht in bezug auf die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherungsregelung auf den Zweig Gesundheitspflege beschränkt ist und die:

a) entweder aus persönlichen Gründen oder infolge von Disziplinarmaßnahmen keine Arbeitsleistungen erbringen müssen.

Die fortgesetzte Versicherung wird für eine Dauer bewilligt, die dem Zeitraum entspricht, während dessen die Berechtigten keine Arbeitsleistungen erbringen müssen,

b) ihr Amt im Ausland ausüben und dort ihren Amtssitz haben.

Die fortgesetzte Versicherung wird für die Dauer des Zeitraums bewilligt, während dessen die Berechtigten ihr Amt im Ausland ausüben und dort ihren Amtssitz haben,

c) vom Verwaltungsgesundheitsdienst definitiv als arbeitsuntauglich anerkannt werden, insofern sie nicht arbeitsunfähig sind im Sinne von Artikel 100 § 1 des koordinierten Gesetzes, und die nicht die erforderlichen Dienstjahre haben, um eine vorzeitige Pension zu erhalten.

Die fortgesetzte Versicherung wird für die Dauer des Zeitraums bewilligt, der mit Erreichen des Alters der Versetzung in den Ruhestand laut Verwaltungs- und Besoldungsstatut, das auf sie anwendbar ist, ausläuft,

21. Berechtigte, die nicht mehr länger aufgrund eines Arbeitsvertrags für Hausangestellte beschäftigt sind, der hauptsächlich Hausarbeit manueller Art für den Bedarf des Haushalts des Arbeitgebers oder seiner Familie umfaßte.

Die fortgesetzte Versicherung wird für eine Dauer bewilligt, die drei Monate pro Kalenderjahr nicht überschreiten darf,

22. Berechtigte, denen als Bergarbeitern wegen Zechenschließung gekündigt worden ist und die die Warteentschädigung für ältere Arbeitnehmer aus der Bergbauindustrie beziehen in Anwendung von Artikel 56 § 2 des Pariser Vertrags über die Gründung der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl.

Die fortgesetzte Versicherung wird für die Dauer des Zeitraums bewilligt, für den die Warteentschädigung bewilligt wird.

§ 2 - Der Zeitraum fortgesetzter Versicherung läuft aus am Ende des Zeitraums, für den sie bewilligt worden ist, oder am Tag, an dem die Lage, aufgrund deren sie bewilligt worden ist, endet, oder, jedoch nur in den in § 1 Nr. 2 und 4 erwähnten Fällen, sobald die Berechtigten im Sinne von Artikel 100 des koordinierten Gesetzes arbeitsunfähig sind.

Art. 248 - Um zur fortgesetzten Versicherung zugelassen zu werden, müssen Berechtigte einen Antrag bei ihrem Versicherungsträger stellen und ihm folgende Belege übergeben:

a) für die in Artikel 247 § 1 Nr. 1, 2 und 3 erwähnten Lagen eine vom Landesamt für Arbeitsbeschaffung ausgestellte Bescheinigung, in der angegeben ist, weshalb und wie lange das Arbeitslosengeld verweigert wird.

Für die in Artikel 247 § 1 Nr. 3 erwähnte Lage kann diese Bescheinigung durch eine Erklärung ihres letzten Arbeitgebers ersetzt werden,

b) für die in Artikel 247 § 1 Nr. 4 erwähnte Lage eine vom Dienst für Gesundheitspflege ausgestellte Bescheinigung, in der die Zustimmung des Kollegiums der Ärzte-Direktoren angegeben ist,

c) für die in Artikel 247 § 1 Nr. 5, 20 und 21 erwähnten Lagen eine vom Arbeitgeber oder gegebenenfalls von der Behörde der Glaubensgemeinschaft ausgestellte Bescheinigung, in der der genaue Zeitraum der Aussetzung des Vertrags oder der Beschäftigung oder der Zeitraum, während dessen die Berechtigten ihr Amt im Ausland ausüben, das Datum des Beschlusses des Verwaltungsgesundheitsdienstes, gemäß dem eine vorzeitige Pension nicht bewilligt werden kann, beziehungsweise das Datum der Einstellung der Hausarbeit angegeben ist,

d) für die in Artikel 247 § 1 Nr. 6, 8, 9 und 18 erwähnten Lagen eine eidesstattliche Erklärung der Berechtigten,

e) für die in Artikel 247 § 1 Nr. 11 erwähnte Lage eine Bescheinigung des Arbeitgebers,

f) für die in Artikel 247 § 1 Nr. 7 erwähnte Lage eine Bescheinigung des Direktors der Einrichtung, in der der Zeitraum der Inhaftierung oder Internierung angegeben ist,

g) für die in Artikel 247 § 1 Nr. 10 erwähnte Lage eine Bescheinigung der Militärbehörde, in der die Dauer der Aufrechterhaltung der Einberufung oder der Wiedereinberufung angegeben ist,

h) für die in Artikel 247 § 1 Nr. 12 erwähnte Lage eine von der Gewerkschaftsorganisation oder vom Arbeitgeber ausgestellte Bescheinigung. In letzterem Fall muß die Bescheinigung vom Landesamt für Arbeitsbeschaffung gegengezeichnet sein,

i) für die in Artikel 247 § 1 Nr. 14, 16 und 17 erwähnten Lagen eine vom Direktor der Schule ausgestellte Bescheinigung, in der der Zeitraum angegeben ist, während dessen die Berechtigten am Unterricht teilgenommen haben,

j) für die in Artikel 247 § 1 Nr. 19 erwähnte Lage eine Bescheinigung des Vertrauensarztes der Krankenkasse, bei der die Berechtigten angeschlossen oder eingeschrieben sind,

k) für die in Artikel 247 § 1 Nr. 22 erwähnte Lage eine von den Bergbauverwaltungsdiensten des Ministeriums der Wirtschaftsangelegenheiten ausgestellte Bescheinigung.

In der in Artikel 247 § 1 Nr. 13 erwähnten Lage wird die fortgesetzte Versicherung aufgrund der vom Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle an den Versicherungsträger gerichteten Notifizierung bewilligt.

In der in Artikel 247 § 1 Nr. 15 erwähnten Lage wird die fortgesetzte Versicherung aufgrund der Anerkennung der Arbeitsunfähigkeit bewilligt.

Art. 249 - Auf Grundlage der in Artikel 248 vorgesehenen Schriftstücke erstellt der Versicherungsträger eine Bescheinigung fortgesetzter Versicherung und verlangt von den Berechtigten den entsprechenden Beitrag.

Bescheinigungen fortgesetzter Versicherung, die in Anwendung von Artikel 247 eine Mindestdauer umfassen müssen, können erneuert werden; die Dauer der zusammengerechneten Zeiträume darf jedoch nicht den maximalen Zeitraum überschreiten, der durch die Bestimmung von Artikel 247, aufgrund deren die Bescheinigung beziehungsweise die Bescheinigungen ausgestellt werden, festgelegt ist.

Art. 250 - § 1 - Für jeden Zeitraum fortgesetzter Versicherung müssen Berechtigte einen Beitrag zahlen, der pro Werktag wie folgt festgelegt wird:

21 Jahre und älter	18 bis 21 Jahre	14 bis 18 Jahre
28 Franken	21 Franken	14 Franken

Als Werktage gelten alle Tage des Jahres außer Sonntage.

Für jeden Zeitraum fortgesetzter Versicherung oder für jeden Teil eines solchen Zeitraums, der einen vollständigen Kalendermonat umfaßt, ist der Beitrag wie folgt festgelegt:

21 Jahre und älter	18 bis 21 Jahre	14 bis 18 Jahre
700 Franken	525 Franken	350 Franken

§ 2 - Berechtigte, die für das Kalenderjahr Beitragsbelege abgegeben haben, deren Wert das in Artikel 286 festgelegte jährliche Minimum erreicht, werden für dieses Kalenderjahr von der Zahlung des vorerwähnten Beitrags befreit.

§ 3 - Die in § 1 erwähnten Beträge sind an den Schwellenindex 148,80 des Verbraucherpreisindex gebunden. Sie werden am 1. Januar jeden Jahres dem Satz des Verbraucherpreisindex vom 31. Oktober des Vorjahres angepaßt.

Art. 251 - Der in Artikel 250 bestimmte Beitrag muß spätestens am 30. Juni des Jahres, das dem betreffenden Bezugsjahr folgt, gezahlt werden. Das Recht auf Leistungen der Gesundheitspflegeversicherung wird ausgesetzt, bis die Beiträge für die Zeiträume fortgesetzter Versicherung gezahlt sind.

KAPITEL II - Bedingungen für die Bewilligung von Leistungen

Abschnitt I - Modalitäten in bezug auf das Anschließen und Einschreiben bei einem Versicherungsträger

Art. 252 - Um einen Versicherungsträger zu wählen, übergeben die in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 1 bis 12, 15 und 16 des koordinierten Gesetzes erwähnten Begünstigten einer Krankenkasse, einem Regionalen Amt der Hilfskasse für Kranken- und Invalidenversicherung oder der Kasse für Gesundheitspflege der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen einen Einschreibungsantrag, der einen Informationsbogen über die Haushaltszusammensetzung enthält und dem Muster in der Anlage entspricht. Die Echtheit der darauf vermerkten Auskünfte wird vom Beauftragten des Versicherungsträgers geprüft.

Der Versicherungsträger muß den Begünstigten den Empfang ihres Einschreibungsantrags bestätigen und ihnen binnen einem Monat seine Ablehnung oder Annahme notifizieren. Unbeschadet der Bestimmungen der Artikel 255 bis 274 muß die Hilfskasse für Kranken- und Invalidenversicherung jeden Begünstigten einschreiben, der dies beantragt.

Begünstigte der Sozialwerke der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen, die keine andere Eigenschaft geltend machen können, werden von Rechts wegen bei der Kasse für Gesundheitspflege der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen eingeschrieben.

Begünstigte, die jedoch noch eine andere Eigenschaft haben, wählen, bei welchem Versicherungsträger sie eingeschrieben werden wollen oder welchem Versicherungsträger sie sich anschließen wollen.

Nimmt der Versicherungsträger an, wird die Einschreibung an dem Datum wirksam, an dem die in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 1 bis 16 des koordinierten Gesetzes erwähnte Eigenschaft eines Berechtigten oder einer Person zu Lasten erworben wird. Die Annahme wird jedoch nur wirksam unter der Bedingung, daß die Berechtigten eine der in Artikel 276 § 2 erwähnten Unterlagen abgeben; Personen zu Lasten müssen die in den Artikeln 123 bis 126 bestimmten Bedingungen erfüllen.

Sowohl für die Einschreibung als für nachträgliche Änderungen der Haushaltszusammensetzung sind die Berechtigten verpflichtet, den Nachweis zu erbringen, daß die Personen zu Lasten die in den Artikeln 123 und 124 festgelegten Bedingungen erfüllen. Bei Änderungen der Haushaltszusammensetzung werden die Berechtigten jedoch von der Vorlage der Bescheinigung der Gemeinde befreit.

Die vorgelegten Belege werden in der in Artikel 254 vorgesehenen Akte aufbewahrt.

Im vorliegenden Artikel erwähnte Begünstigte, die ebenfalls die Eigenschaft eines Begünstigten aufgrund der Bestimmungen der Königlichen Erlasse geltend machen können, die in Ausführung von Artikel 33 des koordinierten Gesetzes erlassen werden, dürfen nur einer einzigen Krankenkasse angeschlossen sein beziehungsweise nur bei einem einzigen regionalen Amt der Hilfskasse für Kranken- und Invalidenversicherung eingeschrieben sein.

Der Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle kann im Fall einer doppelten Einschreibung auf eigene Veranlassung oder auf Antrag des Versicherungsträgers über die Ordnungsmäßigkeit der Einschreibung befinden.

Art. 253 - Erwerben Berechtigte das Recht auf Leistungen der Gesundheitspflegeversicherung, stellt der Versicherungsträger ihnen eine Versicherungskarte aus.

Diese Karte darf keine medizinischen Daten enthalten.

Der Minister legt das Muster dieser Karte fest.

Er bestimmt ebenfalls die Modalitäten in bezug auf Ausstellung und Benutzung dieser Karte.

Art. 254 - Der Versicherungsträger legt auf den Namen jedes Berechtigten eine Akte an, die den Einschreibungsantrag und eine Karte mit folgenden Angaben enthält:

1. Datum und Nummer der Einschreibung des Berechtigten, seine Identität und die der Personen zu seinen Lasten, deren Adresse und Erkennungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen,
2. jede Änderung der Anzahl Personen zu Lasten und ihrer Eigenschaft,

3. Art der Beitragsbelege, Typ der Datenübermittlung und auf der Karte vermerkte Daten in bezug auf die Versicherbarkeit,

4. Höhe und Art der Eigenbeiträge und ergänzenden Beiträge, Datum ihrer Zahlung und Zeitraum, auf den sie sich beziehen,

5. Aufstellung der Sanktionen, die dem Berechtigten und den Personen zu seinen Lasten auferlegt worden sind.

Diese Akte enthält ebenfalls alle Unterlagen in bezug auf die Eigenschaft als Begünstigte des Berechtigten und der Personen zu Lasten. Die Akte wird bei der Krankenkasse oder beim regionalen Amt aufbewahrt.

Alle medizinischen Angaben in bezug auf den Berechtigten und die Personen zu seinen Lasten werden vom Vertrauensarzt in einer besonderen Akte aufbewahrt.

Der Versicherungsträger muß spätestens am 1. Juni jeden Jahres Berechtigten, die die Bestimmungen nicht erfüllen, um ab dem 1. Juli weiterhin Anrecht auf Leistungen der Gesundheitspflegeversicherung zu haben, ein Formular zusenden, auf dem fehlende Beitragsbelege und/oder ausstehende Eigenbeiträge vermerkt sind.

Eine Abschrift dieses Formulars wird in der Akte der Berechtigten aufbewahrt.

Abschnitt II — Wechsel

Art. 255 - Der individuelle Wechsel besteht aus dem Übergang eines Berechtigten zu einem anderen Versicherungsträger als demjenigen, bei dem er eingeschrieben war.

Er darf am ersten Tag jeden Kalenderquartals unter den in den Artikeln 257 bis 274 festgelegten Bedingungen erfolgen.

Art. 256 - Artikel 255 Absatz 1 ist nicht anwendbar auf Berechtigte, die die Eigenschaft eines Begünstigten der Sozialwerke der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen erlangen oder verlieren und in dieser Eigenschaft bei der Kasse für Gesundheitspflege der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen eingetragen sein müssen oder eingetragen sind. In diesen Fällen gilt die Einschreibung beim Versicherungsträger ab dem Datum, an dem die vorerwähnten Berechtigten ihre neue Eigenschaft erhalten.

Die für die Zusammenstellung der Akte notwendigen Auskünfte müssen dennoch dem neuen Versicherungsträger gemäß Artikel 261 Absatz 2 zugeschickt werden.

Art. 257 - Berechtigte, die den Versicherungsträger wechseln möchten, müssen dies beim Versicherungsträger, bei dem sie sich einschreiben möchten, beantragen.

Zu diesem Zweck füllen sie ein Formular «Antrag auf Wechsel» aus, das ihnen vom neuen Versicherungsträger ausgehändigt wird.

Art. 258 - Der neue Versicherungsträger schickt dem vorherigen Versicherungsträger den Antrag auf Wechsel spätestens am Fünften des Monats vor dem Monat, ab dem der Wechsel beantragt wird. Ist der Fünfte ein Samstag, Sonntag oder Feiertag, muß das Formular am ersten darauffolgenden Werktag geschickt werden.

Anträge auf Wechsel werden per Einschreiben zusammen mit einem Merkblatt, auf dem Name und Vorname des Berechtigten, seine Adresse und sein Geburtsdatum vermerkt sind, übermittelt.

Gleichzeitig sendet der neue Versicherungsträger dem Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle eine Abschrift des Merkblattes zu.

Art. 259 - Der vorherige Versicherungsträger darf nur in folgenden Fällen den Wechsel ablehnen oder seine Annahme zurückziehen:

a) wenn am Datum, für das der Wechsel beantragt wird, keine zwölf Monate seit dem Datum der ersten Einschreibung als Berechtigter bei dem Versicherungsträger, den der Berechtigte verlassen will, vergangen sind,

b) wenn dem Berechtigten am Datum, für das der Wechsel beantragt wird, eine Sanktion auferlegt ist, oder wenn vor diesem Datum eine Sanktion getroffen worden ist, die erst nach diesem Datum angewandt werden kann.

Diese Bestimmung ist jedoch in bezug auf Sanktionen, die mit Aufschub verkündet werden, nicht anwendbar,

c) wenn eine der folgenden Auskünfte auf dem Antrag auf Wechsel nicht vermerkt ist: Name, Vorname, Einschreibungsnummer oder Geburtsdatum, Ort, Bezeichnung der Krankenkasse, so wie sie im Mitgliedsbuch des Berechtigten vermerkt ist, Datum, für das der Wechsel beantragt wird,

d) wenn der Antrag auf Wechsel nicht innerhalb der in Artikel 258 vorgesehenen Frist übermittelt worden ist,

e) wenn der Berechtigte bei seinem vorherigen Versicherungsträger in Anwendung der Bestimmungen der Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung eine Schuld hat. Der Betrag der Schuld wird in der in Artikel 260 erwähnten Notifizierung vermerkt. Der Wechsel muß jedoch bewilligt werden, wenn der neue Versicherungsträger dem vorherigen Versicherungsträger den geschuldeten Betrag spätestens am Tag des Wechsels vollständig zukommen läßt,

f) wenn der Berechtigte seinen Wechsel bei verschiedenen Versicherungsträgern für dasselbe Datum beantragt hat,

g) wenn der Berechtigte erklärt, daß die Unterschrift auf dem Antrag auf Wechsel nicht die seine ist,

h) wenn der Versicherungsträger feststellt, daß der Antrag auf Wechsel nicht vom betreffenden Berechtigten unterzeichnet ist, außer wenn der Berechtigte den Antrag auf Wechsel innerhalb einer in Artikel 267 Absatz 2 vorgesehenen Frist von einem Monat schriftlich bestätigt.

Art. 260 - In den in Artikel 259 Buchstabe a) bis f) erwähnten Fällen muß die mit Gründen versehene Ablehnung dem Berechtigten und dem neuen Versicherungsträger binnen einer Frist von zwanzig Tagen ab dem ersten Werktag nach dem in Artikel 258 festgelegten Datum notifiziert werden. Diese Frist wird jedoch ab dem Tag der Notifizierung des Antrags auf Wechsel gerechnet, wenn das Formular «Antrag auf Wechsel» dem vorherigen Versicherungsträger nach dem in Artikel 258 festgelegten Datum zugeschickt wird.

In dem in Artikel 259 Buchstabe g) erwähnten Fall muß die mit Gründen versehene Ablehnung dem Berechtigten und dem neuen Versicherungsträger binnen der in Artikel 266 vorgesehenen Frist notifiziert werden.

In dem in Artikel 259 Buchstabe h) erwähnten Fall muß der mit Gründen versehene Ablehnungsbeschluß dem Berechtigten und dem neuen Versicherungsträger binnen der in Artikel 267 für den Ablehnungsbeschluß vorgesehenen Frist notifiziert werden.

Gleichzeitig sendet der vorherige Versicherungsträger dem Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle eine Abschrift seiner Ablehnung zu.

Berechtigte, deren Wechsel abgelehnt wird, können den Streitfall dem zuständigen Arbeitsgericht vorlegen.

Versäumt der vorherige Versicherungsträger, die Ablehnung innerhalb der festgelegten Frist zu notifizieren, gilt der Wechsel als angenommen.

Art. 261 - Wird der Wechsel angenommen, wird dieser dem neuen Versicherungsträger innerhalb der Frist, die in Artikel 260 Absatz 1 vorgesehen ist, notifiziert.

Diese Notifizierung erfolgt durch Zusendung der Auskünfte, die für die Zusammenstellung der in Artikel 254 erwähnten Akte notwendig sind, und insbesondere des ordnungsgemäß ausgefüllten Formulars, das in Artikel 264 erwähnt wird, mit den dazugehörigen Anlagen.

Art. 262 - Für die zum 1. Januar angenommenen Wechsel muß der neue Versicherungsträger den oder die Beitragsbelege für das Kalenderjahr erhalten, das am Datum des Wechsels endet.

Erreicht der Wert der Beitragsbelege nicht den Mindestwert, muß der neue Versicherungsträger unverzüglich den erforderlichen ergänzenden Beitrag vom Berechtigten verlangen. Der neue Versicherungsträger schuldet dem vorherigen Versicherungsträger den Betrag des ergänzenden Beitrags.

Der neue Versicherungsträger schickt jedem der vorherigen Versicherungsträger in einer Sendung die sie betreffenden Beitragsbelege und gegebenenfalls die ergänzenden Beiträge zusammen mit einem zusammenfassenden Verzeichnis.

Diese Sendung muß innerhalb einer Frist übermittelt werden, die nicht über den Fünfzehnten des dritten Monats nach dem Wechsel hinausgehen darf. Ein Duplikat des zusammenfassenden Verzeichnisses wird innerhalb derselben Frist an den Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle geschickt.

Art. 263 - Wird der Wechsel oder die Übertragung angenommen, muß die vom vorherigen Versicherungsträger ausgestellte Versicherungskarte, die in Artikel 253 erwähnt ist, vom neuen Versicherungsträger zurückverlangt werden.

Die neue Versicherungskarte darf erst ausgestellt werden, nachdem der neue Versicherungsträger die vom vorherigen Versicherungsträger ausgestellte Versicherungskarte erhalten hat.

Der neue Versicherungsträger vermerkt auf der neuen Karte das Datum des Wechsels als Datum der Eröffnung des Anrechts auf Gesundheitsleistungen.

Die vom vorherigen Versicherungsträger ausgestellte Versicherungskarte muß dem Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle vom neuen Versicherungsträger zusammen mit den in Artikel 332 erwähnten Listen übermittelt werden.

Art. 264 - Für angenommene Wechsel vermerkt der vorherige Versicherungsträger auf dem Formular «Antrag auf Wechsel» alle beantragten Auskünfte in bezug auf die Lage des Berechtigten gegenüber der Gesundheitspflege- und Entschädigungsversicherung einschließlich einer Sanktion mit Aufschub, die ihm auferlegt worden ist. Das ordnungsgemäß ausgefüllte und unterzeichnete Formular wird dem neuen Versicherungsträger innerhalb der in Artikel 260 Absatz 1 festgelegten Frist zugestellt.

Die Anträge auf Wechsel werden zusammen mit einem Merkblatt verschickt, in dem Name, Vorname, Hauptwohntort und nationale Nummer des Berechtigten vermerkt sind.

Gleichzeitig mit der Versendung dieses Merkblatts und seiner Anlagen schickt der vorherige Versicherungsträger eine Abschrift des Merkblatts an den Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle.

Art. 265 - Stellt der Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle fest, daß der neue Versicherungsträger keine Notifizierung einer Ablehnung erhalten hat und daß derselbe Versicherungsträger das Formular «Antrag auf Wechsel» nicht ordnungsgemäß ausgefüllt innerhalb der in Artikel 260 Absatz 1 vorgesehenen Frist erhält, fordert er den säumigen Versicherungsträger entweder schriftlich oder durch einen Bediensteten auf, der zu diesem Versicherungsträger abgeordnet wird, binnen zwei Monaten das Formular «Antrag auf Wechsel» ordnungsgemäß auszufüllen und zu verschicken.

Art. 266 - Bestreitet ein Berechtigter die Echtheit seiner auf dem Antrag auf Wechsel angebrachten Unterschrift, kann der vorherige Versicherungsträger auf seinen Antrag die in Artikel 259 vorgesehene Möglichkeit anwenden; die Ablehnung muß innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Tag, an dem der Berechtigte von seinem Wechsel in Kenntnis gesetzt worden ist, notifiziert werden. Der vorherige Versicherungsträger teilt dies dem Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle innerhalb derselben Frist mit, indem er ihm den strittigen Antrag auf Wechsel zusammen mit der schriftlichen Erklärung des Betroffenen übermittelt.

Art. 267 - Will der vorherige Versicherungsträger von der Möglichkeit Gebrauch machen, die ihm aufgrund von Artikel 259 Buchstabe *h*) zuerkannt ist, notifiziert er dem Berechtigten und dem neuen Versicherungsträger sein Vorhaben innerhalb der in Artikel 260 Absatz 1 vorgesehenen Frist von zwanzig Tagen.

Der Berechtigte verfügt über einen Monat, um den Antrag auf Wechsel schriftlich zu bestätigen.

In Ermangelung einer Bestätigung des Antrags auf Wechsel notifiziert der vorherige Versicherungsträger im Monat nach der in Absatz 2 vorgesehenen Frist dem Berechtigten und dem neuen Versicherungsträger seinen mit Gründen versehenen Ablehnungsbeschuß. Innerhalb derselben Frist übermittelt er dem Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle eine Abschrift seines Ablehnungsbeschlusses und den strittigen Antrag auf Wechsel.

Art. 268 - Hat ein Versicherungsträger Kenntnis von einem ordnungswidrigen Wechsel eines seiner Begünstigten zu einem anderen Versicherungsträger, teilt er dies dem Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle mit.

Erfolgt diese Mitteilung innerhalb einer Frist von einem Jahr nach dem ordnungswidrigen Wechsel, teilt der Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle dem Begünstigten und den beiden betroffenen Versicherungsträgern per Einschreiben mit, daß die Einschreibung beim neuen Versicherungsträger nicht gültig ist.

Die Zahlung der Beiträge in bezug auf die in Artikel 276 erwähnten Belege, die der Begünstigte dem neuen Versicherungsträger, bei dem er sich ordnungswidrig eingeschrieben hatte, übergeben hat, und die Eigenbeiträge, die er ihm gezahlt hat, bleiben im Besitz dieses Trägers. Die während des Zeitraums ordnungswidriger Einschreibung bewilligten Leistungen bleiben zu Lasten des Versicherungsträgers, der sie bewilligt hat. Alle Verbindlichkeiten dieses Trägers in bezug auf Leistungen, die an dem Datum der in Absatz 2 erwähnten Notifizierung noch nicht erbracht worden sind, sind ungültig.

Alle in Artikel 276 erwähnten Belege und alle Eigenbeiträge, die nach dem Datum der Notifizierung abgegeben beziehungsweise gezahlt werden, werden dem Versicherungsträger übertragen, bei dem der Begünstigte ordnungsgemäß eingeschrieben bleibt. Nach diesem Datum bewilligte Leistungen bleiben zu Lasten des Versicherungsträgers, der sie bewilligt hat.

Art. 269 - Der Nachweis für die Versendung der in den Artikeln 258, 260, 262, 264, 266 und 267 erwähnten Unterlagen obliegt dem Versicherungsträger, der mit dieser Versendung beauftragt ist.

Art. 270 - Verlegt ein Berechtigter seinen Wohnort in eine andere Gemeinde, in der es keinen organisierten Dienst seines Landesverbands oder der Hilfskasse gibt, setzt der Betreffende die Krankenkasse oder das Regionale Amt, bei der/dem er angeschlossen ist und die Krankenkasse oder das Regionale Amt, die/das er gewählt hat, davon in Kenntnis.

Sobald der Berechtigte sich an seinem neuen Wohnort niedergelassen hat, fordert der neue Versicherungsträger vom vorherigen den Wechselschein und alle Auskünfte, die für die ordnungsgemäße Bewilligung der verschiedenen Leistungen erforderlich sind.

Unter organisiertem Dienst ist der Dienst zu verstehen, der dem Berechtigten die Gelegenheit bietet, mindestens einmal pro Woche einen Beauftragten seines Versicherungsträgers zu treffen, dem er seine Beitragsbelege abgeben kann, dem er den Beitrag für fortgesetzte Versicherung zahlen kann, den er alle Auskünfte in bezug auf die Gesundheitspflege- und Entschädigungsversicherung fragen kann und durch den er die Erstattung der Leistungen oder die Zahlung der Entschädigungen erhalten kann.

Art. 271 - Bei Wechsel gehen die vorab vom Vertrauensarzt bewilligten Gesundheitsleistungen, die zum Datum des Wechsels jedoch noch nicht erbracht worden sind, zu Lasten des neuen Versicherungsträgers, der nicht verlangen darf, daß eine neue Bewilligung erteilt wird.

Art. 272 - Bei Übergang eines Berechtigten von einer Krankenkasse zu einer anderen innerhalb desselben Landesverbands oder von einem Regionalen Amt zum anderen sind die Bestimmungen der Artikel 255 bis 271 nicht anwendbar, aber alle Auskünfte, die für das Zusammenstellen der in Artikel 254 erwähnten Akte notwendig sind, müssen der neuen Krankenkasse oder dem neuen Regionalen Amt übermittelt werden.

Art. 273 - Die Bestimmungen über individuelle Wechsel sind ebenfalls anwendbar auf Begünstigte einer Pension oder Rente aufgrund ausländischer Rechtsvorschriften, auf Saisonarbeiter und auf Grenzgänger, die ihren Hauptwohnoort in Belgien haben und im Ausland beschäftigt sind und aufgrund der Bestimmungen eines Vertrags oder einer Verordnung im Bereich der sozialen Sicherheit Anrecht auf Gesundheitsleistungen haben.

Art. 274 - Die Muster der verschiedenen in den Artikeln 258, 260, 262 und 264 erwähnten Unterlagen werden vom Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle erstellt.

Art. 275 - Bei kollektivem Wechsel, Auflösung oder Fusion von Krankenkassen in Anwendung der Bestimmungen des Gesetzes vom 6. August 1990 über die Krankenkassen und Krankenkassenlandesverbände können ihre Angeschlossenen individuell ihre Einschreibung bei einem anderen Versicherungsträger beantragen, ohne daß die in den Artikeln 255 bis 274 festgelegten Bedingungen erfüllt werden müssen. Die Auskünfte, die für das Zusammenstellen der in Artikel 254 erwähnten Akte notwendig sind, müssen dem neuen Versicherungsträger jedoch vom vorherigen Versicherungsträger übermittelt werden.

Abschnitt III — Beitragsbelege und Unterlagen, anhand deren die Eigenschaft als Berechtigter festgelegt wird

Art. 276 - § 1 - Für die Anwendung des koordinierten Gesetzes werden folgende Unterlagen als Beitragsbelege angesehen:

1. Beitragsschein und Lehrvertragsbescheinigung für Berufe, die von Lohnempfängern ausgeübt werden,
2. Beitragsschein «Arbeitsunfall»,
3. Beitragsschein «Berufskrankheit»,
4. Arbeitslosigkeitsbescheinigung,
5. Hausarbeitsbescheinigung,
6. in Artikel 248 erwähnte Belege, sofern der Beitrag für den Zeitraum fortgesetzter Versicherung gezahlt worden ist,
7. Bescheinigung für Berechtigte einer Unterbrechungszulage.

Die Bescheinigung für sozialversicherte Milizpflichtige und die Bescheinigung für sozialversicherte Wehrdienstverweigerer aus Gewissensgründen, die in Artikel 282 erwähnt werden, werden Beitragsbelegen gleichgesetzt.

Die in Artikel 282 erwähnte Erklärung, daß der Betreffende Vollwaise ist und Kinderzulagen bezieht, und die Bescheinigung, daß der Betreffende Vollwaise ist und die Beihilfe zur Ersetzung des Einkommens bezieht, werden Beitragsbelegen gleichgesetzt.

Dies gilt ebenfalls für die in Artikel 282 erwähnte Bescheinigung, in der der behandelnde Arzt das voraussichtliche Datum der Entbindung für die in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 4 des koordinierten Gesetzes erwähnten Berechtigten vermerkt, und für die in Artikel 129 § 1 erwähnte Unterlage in bezug auf die Wartezeit.

§ 2 - Die in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 1, 3, 5 und 6 des koordinierten Gesetzes erwähnte Eigenschaft als Berechtigter wird aufgrund der in § 1 erwähnten Beitragsbelege festgelegt.

Die in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 7, 8 und 9 des koordinierten Gesetzes erwähnten Berechtigten weisen ihre Eigenschaft als Berechtigte nach, indem sie den Nachweis erbringen, daß sie die in diesen Bestimmungen erwähnten Vorteile beziehen. Der Nachweis wird von der Behörde, die mit der Zahlung dieser Vorteile beauftragt ist, ausgestellt.

Personen, die zum ersten Mal die in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 1, 3, 12 und 16 des koordinierten Gesetzes erwähnte Eigenschaft als Berechtigte erlangen und die gegebenenfalls in dieser Eigenschaft Beitragsbelege erhalten, die jährlich ausgestellt werden, und Personen, die zum ersten Mal die in Artikel 86 § 1 des koordinierten Gesetzes erwähnte Eigenschaft als Berechtigte erlangen, weisen ihre Eigenschaft als Berechtigte nach, indem sie eine der folgenden Unterlagen vorlegen:

— für die in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 1 erwähnten Berechtigten und für die Berechtigten, die in Artikel 86 § 1 Nr. 1 Buchstabe a) des koordinierten Gesetzes erwähnt sind, eine Erklärung des Arbeitgebers, daß der Berechtigte ein Lohnempfänger ist, der aufgrund des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzlerlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer einem oder beiden Zweigen der Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung unterliegt, oder ein Lohnempfänger, der dem Gesetzlerlaß vom 10. Januar 1945 über die soziale Sicherheit der Bergarbeiter und der ihnen gleichgestellten Personen unterliegt,

— für die in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 3 erwähnten Berechtigten und für die Berechtigten, die in Artikel 86 § 1 Nr. 1 Buchstabe c) des koordinierten Gesetzes erwähnt sind, eine Erklärung des Landesamts für Arbeitsbeschaffung, daß sich der Berechtigte unter kontrollierter Arbeitslosigkeit befindet,

— für die in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 12 des koordinierten Gesetzes erwähnten Berechtigten, einen Auszug aus der Sterbeurkunde oder eine Bescheinigung, daß der Betreffende Berechtigter einer Hinterbliebenenpension ist; diese Bescheinigung wird von der Einrichtung ausgestellt, die mit der Zahlung der Hinterbliebenenpension beauftragt ist; für die im vorliegenden Absatz erwähnten Berechtigten, die sich in dieser Eigenschaft einem anderen Versicherungsträger anschließen, eine Bescheinigung des vorherigen Versicherungsträgers über die letzte Eigenschaft des verstorbenen Ehepartners,

— für die in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 16 des koordinierten Gesetzes erwähnten Berechtigten, eine Bescheinigung, daß der Betreffende Vollwaise ist und Anrecht auf Kinderzulagen hat; diese Bescheinigung wird von der Einrichtung ausgestellt, die die Kinderzulagen zahlt; oder eine vom Ministerium der Sozialen Angelegenheiten ausgestellte Bescheinigung, daß der Betreffende behinderte Vollwaise ist und im Sinne des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen eine Beihilfe zur Ersetzung des Einkommens bezieht.

Art. 277 - § 1 - Das Landesamt für soziale Sicherheit teilt den Versicherungsträgern für die bei ihm angeschlossenen Arbeitgeber die Identifizierungsdaten der Arbeitnehmer und die in § 3 erwähnten Versicherbarkeitsdaten der Arbeitnehmer für jedes Bezugsjahr mit.

Erweist sich die elektronische Übermittlung der Daten als unmöglich oder ist der Arbeitnehmer nicht bei einem Versicherungsträger angeschlossen oder eingeschrieben, übermittelt das Landesamt für soziale Sicherheit dem Arbeitgeber binnen zwei Wochen nach Feststellung der Unmöglichkeit, einen elektronischen Beitragsschein zu übermitteln, einen Beitragsschein auf Papier. Der Arbeitgeber übergibt dem Arbeitnehmer den Beitragsschein innerhalb einer Frist von zwei Wochen.

Der Minister legt fest, wie die Beitragsscheine erstellt und übermittelt werden.

§ 2 - Arbeitgeber, die beim Landesamt für soziale Sicherheit der provinziellen und lokalen Verwaltungen angeschlossen sind, oder der Nationale Pensionsfonds für Bergarbeiter übermitteln ihren Arbeitnehmern binnen zwei Monaten nach der letzten Lohnzahlung jedes Jahres oder binnen zwei Monaten nach Ende des Arbeitsvertrags einen Beitragsschein auf Papier.

§ 3 - Auf dem Beitragsschein wird für jedes Quartal des Bezugsjahres der Lohn, auf den der Beitrag für die Entschädigungsversicherung und/oder der Beitrag für die Gesundheitspflegeversicherung einbehalten wird, und der Zeitraum, auf den sich dieser Lohn bezieht, vermerkt, so wie diese Begriffe in den Vorschriften über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer beziehungsweise in den Vorschriften über die soziale Sicherheit der Bergarbeiter und der ihnen gleichgestellten Personen definiert sind. Für die Ausstellung des Beitragsscheins wird der Lohn auf den Betrag begrenzt, der sich aus der Multiplikation des Höchsttageslohns mit der Anzahl Arbeitstagen ergibt. Der Höchsttageslohn wird auf 4.385 Franken festgelegt für Vollzeitbeschäftigte, die gemäß der Fünftageswocheregelung beschäftigt sind, und auf 3.654 Franken für Teilzeitarbeitnehmer, die gemäß einer anderen Arbeitsregelung beschäftigt sind, Teilzeitarbeitnehmer, Saisonarbeiter und Gelegenheitsarbeiter; diese Beträge sind an den Schwellenindex 127,50 gebunden und werden ab 1987 jährlich am 1. Januar dem Schwellenindex, der am 1. Juli des vorhergehenden Jahres erreicht worden ist, angepaßt.

Auf dem Beitragsschein wird ebenfalls für jedes Quartal des Bezugsjahres die Anzahl Arbeitstage vermerkt, so wie sie in Artikel 203 definiert ist, und die Anzahl Tage, die durch die Entschädigung gedeckt sind, die während der zweiten Woche des garantierten Lohns gezahlt worden ist; für Saisonarbeiter, Gelegenheitsarbeiter und Teilzeitarbeitnehmer wird auf dem Beitragsschein darüber hinaus für jedes Quartal die Anzahl Arbeitsstunden vermerkt.

Auf dem Beitragsschein werden ebenfalls für die vier Quartale des Bezugsjahres der Gesamtbetrag des Lohns, die Gesamtanzahl Arbeitstage, die Gesamtanzahl Tage, die durch die Entschädigung, die während der zweiten Woche des garantierten Lohns gezahlt worden ist, gedeckt sind, und gegebenenfalls die Gesamtanzahl Arbeitsstunden vermerkt.

Die Arbeitgeber händigen die Lehrvertragsbescheinigung für Berufe, die von Lohnempfängern ausgeübt werden, binnen zwei Monaten nach Ende des Bezugsjahres oder binnen zwei Monaten nach Ende des Lehrvertrags aus. Auf dieser Bescheinigung wird für jedes Quartal des Bezugsjahres die Anzahl Arbeitstage und -stunden vermerkt. Sie umfaßt ebenfalls die Gesamtanzahl Arbeitstage und -stunden für die vier Quartale des Bezugsjahres zusammen.

Art. 278 - Versäumt ein in Artikel 277 § 2 erwähnter Arbeitgeber, die Beitragsscheine auszustellen, kann der Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle auf Antrag des betreffenden Arbeitnehmers die fehlenden Beitragsscheine ausstellen und ihm übermitteln.

Kann das in Artikel 277 § 1 vorgesehene Verfahren nicht angewandt werden, übermittelt der Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle auf Antrag der Versicherungsträger und insofern genügend Beweismaterial vorgelegt wird, die fehlenden Daten dem Landesamt für soziale Sicherheit, das diese Daten gemäß dem in Artikel 277 § 1 vorgesehenen Verfahren den Versicherungsträgern zukommen läßt.

Darüber hinaus kann der Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle der benachteiligten Person eine Bescheinigung übermitteln, die als vorläufiger Beitragsschein gilt. Aufgrund dieser Bescheinigung und unter Berücksichtigung der anderen Versicherbarkeitsdaten können die Versicherungsträger eventuell vorläufige Versicherungskarten ausstellen. Diese vorläufigen Karten haben eine Gültigkeitsdauer von drei Monaten.

In Abweichung vom vorhergehenden Absatz kann die für das Jahr 1994 ausgestellte vorläufige Versicherungskarte bis zum 31. März 1996 verlängert werden.

Art. 279 - Diejenigen, die eine Entschädigung, einen Zuschlag, eine Rente oder ein Kapital aufgrund der Rechtsvorschriften über den Schadenersatz für Arbeitsunfälle schulden, wobei die Begünstigten der Anwendung der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 21. Dezember 1971 zur Ausführung bestimmter Bestimmungen des Gesetzes vom 10. April 1971 über die Arbeitsunfälle unterliegt, stellen den Betroffenen binnen zwei Monaten nach Ende des Kalenderjahres den Beitragsschein «Arbeitsunfall» aus.

Auf diesem Beitragsschein werden für jedes Quartal des Kalenderjahres insbesondere Art des Schadenersatzes, Betrag des Schadenersatzes, auf den der Beitrag für die Gesundheitspflege- und Entschädigungsversicherung einbehalten wird, Zeitraum, auf den sich der Schadenersatz bezieht, und Arbeitsunfähigkeitsgrad vermerkt.

Auf diesem Beitragsschein wird ebenfalls für die vier Quartale des Kalenderjahres der Gesamtbetrag des in Absatz 2 erwähnten Schadenersatzes vermerkt.

Art. 280 - Der Fonds für Berufskrankheiten stellt Begünstigten einer Entschädigung, Beihilfe oder Rente, die erwähnt ist im Königlichen Erlaß vom 18. Januar 1964 zur Regelung der Modalitäten im Hinblick auf die Einziehung und Verteilung der Sozialversicherungsbeiträge, die von den Opfern von Berufskrankheiten geschuldet werden, die Begünstigte der Rechtsvorschriften über den Schadenersatz für Berufskrankheiten sind, binnen zwei Monaten nach Ende jeden Kalenderjahres den Beitragsschein «Berufskrankheit» aus.

Auf diesem Beitragsschein werden für jedes Quartal des Kalenderjahres insbesondere Art des Schadenersatzes, Betrag des Schadenersatzes, auf den der Beitrag für die Gesundheitspflege- und Entschädigungsversicherung einbehalten wird, Zeitraum, auf den sich der Schadenersatz bezieht, und Arbeitsunfähigkeitsgrad vermerkt.

Auf diesem Beitragsschein wird ebenfalls für die vier Quartale des Kalenderjahres der Gesamtbetrag des in Absatz 2 erwähnten Schadenersatzes vermerkt.

Art. 281 - § 1 - Das Landesamt für Arbeitsbeschaffung teilt den Versicherungsträgern für jedes Bezugsjahr die Identifizierungsdaten der Arbeitslosen und die in den Absätzen 3 und 4 erwähnten Versicherbarkeitsdaten mit.

Erweist sich die elektronische Datenübermittlung als unmöglich oder ist der Arbeitslose nicht bei einem Versicherungsträger angeschlossen oder eingeschrieben, übermittelt die Einrichtung für die Auszahlung des Arbeitslosengelds dem Arbeitslosen binnen zwei Wochen nach Feststellung der Unmöglichkeit, die Daten in bezug auf die Arbeitslosigkeit auf elektronischem Weg zu übermitteln, eine Arbeitslosigkeitsbescheinigung auf Papier.

Auf der Arbeitslosigkeitsbescheinigung werden für jedes Quartal des Kalenderjahres insbesondere die Anzahl Tage kontrollierter Arbeitslosigkeit, die Anzahl gesetzlicher Urlaubstage und der Zeitraum, auf den sich diese Tage beziehen, vermerkt.

Diese Bescheinigung umfaßt ebenfalls die Gesamtanzahl Tage kontrollierter Arbeitslosigkeit und die Gesamtanzahl gesetzlicher Urlaubstage für die vier Quartale des Kalenderjahres zusammen.

§ 2 - Einem Arbeitslosen, der seine Arbeitslosigkeit beendet, indem er durch Vermittlung des Landesamts für Arbeitsbeschaffung Hausarbeit annimmt, übergibt dieses Amt binnen zwei Monaten nach Ende jeden Kalenderjahres die Hausarbeitsbescheinigung, eventuell über den Arbeitgeber.

Auf dieser Bescheinigung werden für jedes Quartal des Kalenderjahres insbesondere die Anzahl Tage Hausarbeit und der Zeitraum, auf den sich diese Tage beziehen, vermerkt.

Diese Bescheinigung umfaßt ebenfalls die Gesamtanzahl Tage Hausarbeit für die vier Quartale des Kalenderjahres zusammen.

§ 3 - Einem Arbeitnehmer, der eine Unterbrechungszulage bezieht, die in Artikel 6 des Königlichen Erlasses vom 2. Januar 1991 über die Bewilligung von Unterbrechungszulagen oder in Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 28. Februar 1991 über die Aufbahnunterbrechung in den Verwaltungen und anderen Diensten der Ministerien oder in Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 12. August 1991 über die Bewilligung von Unterbrechungszulagen an die Personalmitglieder des Unterrichtswesens und der psycho-medizinisch-sozialen Zentren oder in Artikel 4 § 3 des Königlichen Erlasses vom 27. November 1985 über die Berufslaufbahnunterbrechung für die Mitglieder des Verwaltungs-, spezialisierten, Aufsichts-, Fach- und Dienstpersonals der universitären Einrichtungen erwähnt ist, wird vom Landesamt für Arbeitsbeschaffung binnen zwei Monaten nach Ende jeden Kalenderjahres, in dem der Arbeitnehmer eine Unterbrechungszulage bezogen hat, eine Bescheinigung für Berechtigte einer Unterbrechungszulage ausgestellt.

Auf dieser Bescheinigung wird für jedes Quartal des Kalenderjahres der Zeitraum vermerkt, in dem der Arbeitnehmer die in Absatz 1 erwähnte Unterbrechungszulage bezogen hat.

Diese Bescheinigung umfaßt ebenfalls die Gesamtdauer der Zeiträume, in denen der Arbeitnehmer die in Absatz 1 erwähnte Unterbrechungszulage bezogen hat, für die vier Quartale des Kalenderjahres zusammen.

Art. 282 - Zu Beginn und am Ende des Zeitraums, in dem ein Arbeitnehmer der Milizpflicht nachkommt, stellt die Militärbehörde ihm eine Bescheinigung für sozialversicherte Milizpflichtige aus, auf der das Datum des Beginns beziehungsweise das Datum des Endes der Einberufung oder Wiedereinberufung vermerkt ist.

Zu Beginn und am Ende des Zeitraums, in dem ein Arbeitnehmer seinen Verpflichtungen in Anwendung der Rechtsvorschriften über das Statut der Wehrdienstverweigerer aus Gewissensgründen nachkommt, stellt das Ministerium des Innern ihm eine Bescheinigung für sozialversicherte Wehrdienstverweigerer aus Gewissensgründen aus, auf der das Datum des Beginns beziehungsweise das Datum des Endes der Einberufung oder Wiedereinberufung zum Dienst vermerkt ist.

Diese Bescheinigungen müssen dem Versicherungsträger binnen dreißig Tagen nach ihrer Ausstellung übergeben werden.

Die in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 14 des koordinierten Gesetzes erwähnten Begünstigten haben nur dann Anspruch auf Leistungen, wenn das Gesetz vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzlerlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer oder der Gesetzerlaß vom 10. Januar 1945 über die soziale Sicherheit der Bergarbeiter und der ihnen gleichgestellten Personen oder ausländische Rechtsvorschriften im Bereich der sozialen Sicherheit mindestens bis zum dreißigsten Tag vor Einberufung oder Wiedereinberufung oder vor Dienstantritt in Anwendung der Bestimmungen der Rechtsvorschriften über das Statut der Wehrdienstverweigerer aus Gewissensgründen auf den Arbeitnehmer anwendbar waren.

Die Einrichtung, die die Kinderzulagen zahlt, stellt Vollwaisen binnen zwei Monaten nach Ende jeden Kalenderjahres eine Bescheinigung aus, daß der Berechtigte Vollwaise ist und Kinderzulagen bezieht. Auf der Bescheinigung ist der Zeitraum des betreffenden Kalenderjahres vermerkt, für den die Kinderzulagen gezahlt worden sind.

Behinderte, die Vollwaisen sind und in Anwendung des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen eine Beihilfe zur Ersetzung des Einkommens beziehen, werden Vollwaisen, die Kinderzulagen beziehen, gleichgestellt.

Das Ministerium der Sozialen Angelegenheiten stellt den vorerwähnten Vollwaisen binnen zwei Monaten nach Ende jeden Kalenderjahres eine Bescheinigung aus, daß der Berechtigte Vollwaise ist und eine Beihilfe zur Ersetzung des Einkommens bezieht.

Auf dieser Bescheinigung ist der Zeitraum des betreffenden Kalenderjahres vermerkt, für den die Beihilfe zur Ersetzung des Einkommens gewährt worden ist.

Diese Bescheinigungen müssen dem Versicherungsträger binnen drei Monaten nach dem Kalenderjahr, auf das sie sich beziehen, übergeben werden.

Die in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 4 des koordinierten Gesetzes erwähnten Berechtigten sind verpflichtet, zum Nachweis ihrer Lage eine Bescheinigung vorzulegen, in der der behandelnde Arzt das voraussichtliche Datum der Entbindung vermerkt. Diese Bescheinigung muß dem Versicherungsträger binnen dreißig Tagen nach dem Datum des Beginns der in vorerwähntem Artikel 32 Absatz 1 Nr. 4 erwähnten Mutterschaftsruhe übergeben werden.

Art. 283 - Zu Beginn jedes in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 6 des koordinierten Gesetzes erwähnten Zeitraums fortgesetzter Versicherung stellt der Versicherungsträger aufgrund der von den Betroffenen vorgelegten Bescheinigungen eine Bescheinigung fortgesetzter Versicherung aus, durch die nachgewiesen wird, daß die Betroffenen sich in den in Artikel 247 festgelegten Umständen befinden.

Abschnitt IV — Aushändigung der Beitragsbelege

Art. 284 - In Abweichung von den Absätzen 2 und 3 müssen die Berechtigten ihrem Versicherungsträger die in Artikel 276 § 1 Nr. 1 bis 3 und 5 bis 7 erwähnten Beitragsbelege binnen dreißig Tagen nach Aushändigung dieser Unterlagen übergeben.

Die Versicherbarkeitsdaten, die aus den vierteljährlichen Erklärungen der Arbeitgeber an das Landesamt für soziale Sicherheit abgeleitet werden, und die in Artikel 281 § 1 erwähnten Versicherbarkeitsdaten werden den Versicherungsträgern auf elektronischem Wege vom vorerwähnten Amt beziehungsweise vom Landesamt für Arbeitsbeschaffung spätestens am 20. März des Jahres nach dem Jahr übermittelt, auf das sich diese Daten beziehen.

Arbeitnehmer, die einen Beitragsschein auf Papier vom Landesamt für soziale Sicherheit erhalten haben, und Arbeitslose, die eine Arbeitslosigkeitsbescheinigung auf Papier von der Einrichtung für die Auszahlung des Arbeitslosengelds erhalten haben, müssen ihrem Versicherungsträger diesen Beitragsbeleg im Monat nach Erhalt übergeben.

Hat ein Berechtigter die Beitragsbelege für das Kalenderjahr nicht vor dem 1. Juli des darauffolgenden Jahres ausgehändigt, können die Gesundheitsleistungen, die ab dem vorerwähnten Datum erbracht werden, nicht vor Aushändigung dieser Beitragsbelege gezahlt werden.

Art. 285 - Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 284 ist der Versicherungsträger verpflichtet, Beitragsbelege, die außerhalb der in diesem Artikel vorgesehenen Frist vorgelegt werden, anzunehmen.

Abschnitt V — Mindestwert der Beitragsbelege für die Zweige Gesundheitspflege und Entschädigungen

Art. 286 - Der Mindestwert, den die Beitragsbelege erreichen müssen, entspricht für Handarbeiter, Geistesarbeiter beziehungsweise Bergarbeiter dem Produkt der Multiplikation der nachstehend festgelegten Jahreslöhne mit der Summe der Sätze der Sozialversicherungsbeiträge, die für den Zweig Gesundheitspflege und gegebenenfalls für den Zweig Entschädigungen der Gesundheitspflege- und Entschädigungsversicherung bestimmt sind:

21 Jahre und älter ...

sechsmal der Betrag des durchschnittlichen monatlichen Mindesteinkommens, das durch das kollektive Arbeitsabkommen Nr. 43, das im Nationalen Arbeitsrat geschlossen und durch Königlichen Erlaß vom 29. Juli 1988 für verbindlich erklärt worden ist, garantiert wird,

19 und 20 Jahre ...

drei Viertel des Betrags, der für die Altersgruppe über 21 Jahre berücksichtigt werden muß,

17 und 18 Jahre ...

die Hälfte des Betrags, der für die Altersgruppe über 21 Jahre berücksichtigt werden muß,

unter 17 Jahren ...

ein Drittel des Betrags, der für die Altersgruppe über 21 Jahre berücksichtigt werden muß.

Der Mindestwert, den ein Berechtigter nachweisen muß, ist derjenige der Altersgruppe, der er zu Beginn des Kalenderjahres oder zum Zeitpunkt seiner Einschreibung angehört. Die Anpassung des garantierten durchschnittlichen monatlichen Mindesteinkommens an den Preisindex im Laufe eines Kalenderjahres wird für die Bestimmung des zu erreichenden Mindestwerts erst am 1. Januar nach seiner Anwendung wirksam.

Für Behinderte, die in beschützten Werkstätten beschäftigt sind, werden die zu berücksichtigenden Jahreslöhne wie folgt festgelegt:

21 Jahre und älter	80.400
19 und 20 Jahre	64.800
17 und 18 Jahre	48.000
unter 17 Jahren	40.800

Der Mindestwert, der für den in Artikel 121 § 2 oder in Artikel 128 § 1 des koordinierten Gesetzes erwähnten Zeitraum erreicht werden muß, entspricht der Hälfte des vorerwähnten Mindestwerts.

Dieser Mindestwert wird auf dieselbe Weise im Verhältnis zu dem zu berücksichtigenden Bezugszeitraum angepaßt, wenn dieser verkürzt wird oder mehr als ein Jahr beträgt.

Art. 287 - Berechtigte, für die der Versicherungsträger einen oder mehrere Beitragsbelege erhalten hat, die für ein Jahr insgesamt einen Beitragswert haben, der niedriger als die in Artikel 286 festgelegten Mindestwerte ist, haben für sich und Personen zu ihren Lasten nur Anrecht auf die im koordinierten Gesetz vorgesehenen Leistungen, wenn sie dem Versicherungsträger für das in Artikel 123 des koordinierten Gesetzes erwähnte Bezugsjahr alle sogenannten ergänzenden Beiträge, die zum Ausgleich des Unterschieds bestimmt sind, entrichtet haben.

Art. 288 - Das Anrecht auf Leistungen der Gesundheitspflegeversicherung wird ausgesetzt, bis der ergänzende Beitrag gezahlt worden ist.

Die Zahlung der Entschädigungen, auf die Berechtigte ab dem 1. Juli des Jahres nach dem vorerwähnten Bezugsjahr Anspruch erheben könnten, wird ebenfalls ausgesetzt, solange die Berechtigten den ergänzenden Beitrag, der im Rahmen der Entschädigungsversicherung für das vorerwähnte Bezugsjahr erforderlich ist, nicht gezahlt haben, wenn die Berechtigten aufgrund der Nichtzahlung dieses ergänzenden Beitrags die in Anwendung der Artikel 128 bis 130 des koordinierten Gesetzes für die Bewilligung der Entschädigungen erforderlichen Versicherungsbedingungen nicht erfüllen; darüber hinaus fordert der Versicherungsträger in diesem Fall die Entschädigungen zurück, die den Berechtigten unrechtmäßig gezahlt worden sind.

Art. 289 - Die Versicherungsträger halten dem Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle die Listen der ergänzenden Beiträge, die sie von ihren Mitgliedern eingenommen haben, oder die Unterlagen, aus denen hervorgeht, daß die ergänzenden Beiträge eingenommen worden sind, zur Verfügung.

Art. 290 - Der ergänzende Beitrag wird wie folgt berechnet:

A) Von dem in Artikel 286 festgelegten Jahreslohn werden abgezogen:

1. der auf den Beitragsscheinen vermerkte Betrag,
2. für jeden der nachstehend aufgezählten Zeiträume des Bezugsjahres, wie sie gegebenenfalls auf den jeweiligen Beitragsscheinen vermerkt sind, der Betrag, der sich aus der Multiplikation des in Artikel 286 festgelegten Jahreslohns mit einem Bruch ergibt, dessen Zähler der Anzahl Werktage des Zeitraums entspricht und dessen Nenner 240 ist:
 - 1) Zeitraum, während dessen Berechtigte im Sinne des koordinierten Gesetzes als arbeitsunfähig anerkannt waren oder in Mutterschaftsruhe waren,
 - 2) Zeitraum, während dessen Berechtigte gemäß Artikel 114 Absatz 4 des koordinierten Gesetzes an Stelle der Mutter den Rest der postnatalen Ruhe genommen haben,
 - 3) Zeitraum, der aus den Tagen besteht, an denen Berechtigte sich unter kontrollierter Arbeitslosigkeit befunden haben,
 - 4) Zeitraum, während dessen Berechtigte ihre Arbeit oder einen Zeitraum kontrollierter Arbeitslosigkeit unterbrochen haben, um frühestens ab dem fünften Monat der Schwangerschaft zu ruhen,
 - 5) Zeitraum, während dessen Berechtigte Hausarbeit verrichtet haben, um nicht länger arbeitslos zu sein, für die Anwendung der Regelung der Arbeitslosenversicherung jedoch weiterhin die Eigenschaft eines gewöhnlichen Lohnempfängers behalten haben,
 - 6) Zeitraum, während dessen Berechtigte durch einen Lehrvertrag für Berufe, die von Lohnempfängern ausgeübt werden, gebunden waren,
 - 7) Zeitraum fortgesetzter Versicherung; dieser Zeitraum darf jedoch nur berücksichtigt werden, wenn der in Artikel 250 vorgesehene Beitrag für fortgesetzte Versicherung gezahlt worden ist,
 - 8) Zeitraum des Militärdienstes oder Zeitraum, während dessen Berechtigte in Anwendung der Rechtsvorschriften über das Statut der Wehrdienstverweigerer aus Gewissensgründen ihren Verpflichtungen nachgekommen sind,
 - 9) Zeitraum, während dessen die Betroffenen in der in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 7 bis 12 des koordinierten Gesetzes erwähnten Eigenschaft eingeschrieben waren; für die in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 7 bis 12 erwähnten Berechtigten, die verpflichtet sind, einen Eigenbeitrag zu zahlen, wird dieser Zeitraum nur berücksichtigt, wenn dieser Beitrag gezahlt worden ist,
 - 10) Zeitraum, während dessen Berechtigte im Sinne von Artikel 32 Absatz 1 Nr. 13 bis 15 des koordinierten Gesetzes oder in Anwendung einer Regelung, die in Anwendung von Artikel 33 des koordinierten Gesetzes eingeführt worden ist, Personen zu Lasten waren oder während dessen Berechtigte aufgrund von Artikel 127 weiter Anrecht auf Leistungen hatten und Zeitraum, während dessen Berechtigte die Eigenschaft als Berechtigte im Sinne von Artikel 32 Absatz 1 Nr. 16 des koordinierten Gesetzes hatten,
 - 11) Zeitraum, der sich aus dem Quartal beziehungsweise den Quartalen zusammensetzt, für die der in Artikel 135 erwähnte Beitrag gezahlt worden ist oder für die aufgrund desselben Artikels eine Zahlungsbefreiung erteilt worden ist,
 - 12) Zeitraum, für den das Recht auf Beteiligungen für Gesundheitspflege zu Lasten der belgischen Behörden außerhalb der Pflichtversicherungsregelungen, die dem Institut unterliegen, bestand oder für den das Recht auf Beteiligungen in Anwendung einer Pflichtversicherungsregelung eines ausländischen Staates, mit dem ein Abkommen über soziale Sicherheit geschlossen worden ist, oder aufgrund einer Pflichtversicherungsregelung, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union organisiert wird, bestand,
 - 13) Zeitraum, der sich aus Werktagen zusammensetzt, an denen Berechtigte einer in Ausführung von Artikel 33 des koordinierten Gesetzes eingeführten Regelung unterworfen waren; ein solcher Zeitraum darf jedoch nur berücksichtigt werden, wenn diese Berechtigten ihre Beiträge für diesen Zeitraum in Anwendung der vorerwähnten Gesundheitspflegeversicherungsregelungen gezahlt haben; stellt sich jedoch heraus, daß während des ganzen Bezugsjahres der Königliche Erlaß vom 30. Juli 1964 zur Festlegung der Bedingungen, gemäß denen die Anwendung des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung auf Selbständige ausgedehnt wird, auf diese Berechtigten anwendbar war und daß sie aufgrund dieses Erlasses Anrecht auf Leistungen haben, ohne verpflichtet zu sein, einen Beitrag in Anwendung von Artikel 29 desselben Erlasses zu zahlen, wird der Zeitraum, während dessen dieser Erlaß auf sie anwendbar war, jedoch nicht berücksichtigt,
 - 14) Zeitraum des gesetzlichen Jahresurlaubs,
 - 15) Zeitraum, in dem bürgerliche Pflichten, ein öffentliches Mandat oder gewerkschaftliche Verpflichtungen erfüllt werden,
 - 16) Zeitraum, der die in den Artikeln 2 und 3 des Gesetzes vom 1. Juli 1963 zur Gewährung einer Vergütung für sozialen Aufstieg erwähnten Werktage umfaßt,
 - 17) Zeitraum, der sich aus den von den Gewerkschaftsorganisationen anerkannten Streiktagen und Tagen der Arbeitsunterbrechung infolge eines Lockouts zusammensetzt.

B) § 1 - Die Höhe des ergänzenden Beitrags erhält man, indem der Betrag, der sich aus der Anwendung von Buchstabe A) ergibt, aufgerundet auf den nächsthöheren Hunderter, mit der Summe der Beitragssätze multipliziert wird, die für den Zweig Gesundheitspflege und gegebenenfalls für den Zweig Entschädigungen der Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung geschuldet werden.

Beläuft sich dieser Betrag jedoch auf weniger als 400 Franken, ist der ergänzende Beitrag nicht zu erheben.

§ 2 - Befinden sich in dem betreffenden Bezugsjahr ein oder mehrere Monate in der in Artikel 129 erwähnten Wartezeit und ist ein ergänzender Beitrag für diese Wartezeit gezahlt worden, muß dieser ergänzende Beitrag verhältnismäßig von dem für das betreffende Bezugsjahr zu zahlenden ergänzenden Beitrag abgezogen werden.

Der abzuziehende Betrag wird berechnet, indem der Betrag des ergänzenden Beitrags, der für die Wartezeit gezahlt wurde, mit einem Bruch multipliziert wird, dessen Zähler der Anzahl Monate Wartezeit entspricht, die sich in dem betreffenden Bezugsjahr befinden, und dessen Nenner der Anzahl Monate Wartezeit entspricht.

§ 3 - Muß geprüft werden, ob ein ergänzender Beitrag für ein Bezugsjahr geschuldet wird, das einen Zeitraum enthält, der nicht zu den in Buchstabe A) Nr. 2 der vorliegenden Bestimmung aufgezählten Zeiträumen gezählt werden kann und vor Beginn der Wartezeit liegt, die in dasselbe Bezugsjahr fällt, muß für die Berechnung des ergänzenden Beitrags der in Artikel 286 erwähnte Mindestwert im Verhältnis zur Dauer dieses Zeitraums gekürzt werden.

Art. 291 - Für Personen, die einerseits dem Gesetz vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzerlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer für die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherungsregelung, Zweig Gesundheitspflege und Zweig Entschädigungen, oder dem Gesetzerlaß vom 10. Januar 1945 über die soziale Sicherheit der Bergarbeiter und der ihnen gleichgestellten Personen und andererseits dem vorerwähnten Gesetz vom 27. Juni 1969 für die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherungsregelung, beschränkt auf den Zweig Gesundheitspflege, unterliegen, müssen die Bestimmungen von Artikel 290 Buchstabe A) und B) getrennt angewandt werden, was den Zweig Gesundheitspflege und den Zweig Entschädigungen betrifft.

Art. 292 - Für Gelegenheitsarbeiter, Saisonarbeiter und Teilzeitarbeitnehmer, die nicht von der Wartezeit befreit sind, wird der ergänzende Beitrag, der während der Wartezeit für das Recht auf Entschädigungen gezahlt wird, gemäß Artikel 290 berechnet; für die Anwendung von Buchstabe A) Nr. 2 des vorerwähnten Artikels müssen jedoch ebenfalls die Anzahl Werkstage, die zwischen den aufeinanderfolgenden Zeiträumen liegen, während deren der Betreffende einer Regelung unterworfen war, abgezogen werden.

Art. 293 - Ist der ergänzende Beitrag, der aufgrund von Artikel 288 gefordert wird, unzureichend, können Leistungen der Versicherung erst bezogen werden, wenn der genaue Betrag gezahlt worden ist.

Abschnitt VI — Im Ausland erbrachte Leistungen

Art. 294 - § 1 - In Anwendung von Artikel 136 § 1 des koordinierten Gesetzes werden im Ausland erbrachte Gesundheitsleistungen bewilligt:

1. für Berechtigte, die arbeitsunfähig sind und denen der Vertrauensarzt vorab erlaubt hat, sich zeitweilig im Ausland aufzuhalten, die aber ihren Hauptwohntort in Belgien behalten, und für Personen zu Lasten dieser Berechtigten, die sich dort mit ihnen aufhalten.

Die Erlaubnis des Vertrauensarztes darf sich nur auf einen Zeitraum beziehen, der spätestens zu Beginn der Fristen endet, die ihm aufgrund von Artikel 177 § 1 Nr. 1 und 2 für die Erstellung der dort erwähnten Berichte eingeräumt sind,

2. für Begünstigte, deren Genesung einen Krankenhausaufenthalt erfordert, der unter den besten medizinischen Bedingungen im Ausland erfolgen kann und der vorab vom Vertrauensarzt als unerlässlich erachtet worden ist,

3. für Begünstigte, die während eines Auslandsaufenthalts dringend in einer Pflegeanstalt aufgenommen werden müssen,

4. für Berechtigte und für Personen zu ihren Lasten, die mit ihnen auf dem Staatsgebiet eines anderen Landes verbleiben, wenn diese Berechtigten auf diesem Staatsgebiet beschäftigt sind und weiterhin dem Gesetz vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzerlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer oder dem Gesetzerlaß vom 10. Januar 1945 über die soziale Sicherheit der Bergarbeiter und der ihnen gleichgestellten Personen unterliegen,

5. für Begünstigte, die an Tuberkulose erkrankt sind und für die der Vertrauensarzt eine Sanatoriumskur im Ausland in einer vom Dienst für Gesundheitspflege zugelassenen Einrichtung als notwendig anerkennt,

6. für Begünstigte, die außerhalb des nationalen Staatsgebietes einen ausländischen Arzt oder eine ausländische Hebamme, die befugt sind, ihren Beruf in Belgien auszuüben, in Anspruch nehmen,

7. für Begünstigte, die ihren Hauptwohntort in einem Grenzgebiet haben und die sich in einer Pflegeanstalt behandeln lassen, die sich außerhalb des nationalen Staatsgebietes im Umkreis von höchstens 25 Kilometern von ihrem Hauptwohntort befindet, insofern es in Belgien keine ähnliche, näher gelegene Anstalt gibt,

8. für Begünstigte, deren Rehabilitation oder Umschulung im Ausland erfolgt,

9. a) für Begünstigte, die sich im Großherzogtum Luxemburg behandeln lassen, wenn sie ihren Hauptwohntort im Kanton Arlon oder Messancy, im Verwaltungsbezirk Virton oder Bastogne oder in den Gemeinden Mellier, Léglise, Ebly, Juseret, Witry oder Anlier haben,

b) für Begünstigte, die sich in Frankreich in einem Umkreis von 50 Kilometern von ihrem Hauptwohntort behandeln lassen, wenn sich dieser im Kanton Bouillon, Chimay, Couvin, Florenville, Gedinne oder Virton befindet.

Diese Abweichung bezieht sich für Gesundheitsleistungen jedoch nur auf:

- Fachmedizin,
- Geburtshilfe (Obstetrik),
- Krankenhausaufenthalt,
- Zahnpflege,
- pharmazeutische Lieferungen, die bei den vorerwähnten Pflegeleistungen verschrieben werden,

10. für Begünstigte, die bei einem Unfall auf dem nationalen Staatsgebiet verletzt werden, deren Zustand dringende Pflegeleistungen erfordert und die in eine im Ausland gelegene Pflegeanstalt gebracht werden, die näher gelegen oder leichter zu erreichen ist als eine ähnliche Pflegeanstalt in Belgien.

Dasselbe gilt für Begünstigte, die sich plötzlich in einer Lage befinden, die dringende Pflegeleistungen in einer Pflegeanstalt erfordert.

11. Diese Bestimmung gilt ebenfalls für Berechtigte und für Personen zu ihren Lasten, die in Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1993 zur Ausdehnung des Anwendungsbereichs der Gesundheitspflegepflichtversicherung auf bestimmte Mitglieder des ehemaligen Personals des öffentlichen Sektors in Afrika erwähnt sind, wenn sie auf dem Staatsgebiet eines Landes wohnen, mit dem Belgien nicht durch eine internationale Urkunde im Bereich der sozialen Sicherheit in bezug auf die Gesundheitspflege gebunden ist.

§ 2 - Die Erstattung der Gesundheitsleistungen hängt von der Bedingung ab, daß sie entweder von einer Person erbracht wurden, die gesetzlich ermächtigt ist, die Heilkunst in dem Land auszuüben, in dem die Gesundheitsleistungen erbracht worden sind, oder daß sie in einer Pflegeanstalt erbracht wurden, die ausreichende medizinische Garantien bietet oder von den Behörden des Landes, in dem sie sich befindet, zugelassen ist. Die in den Nummern 1, 2 und 5 erwähnte Erlaubnis wird den Betreffenden unmittelbar vom Vertrauensarzt notifiziert, der der in Artikel 254 Absatz 1 erwähnten Akte eine Abschrift der Notifizierung beifügt. Betreffen sie Berechtigte, wird eine Abschrift der Notifizierung an das Provinzialbüro des Dienstes für medizinische Kontrolle gesandt.

Leistungen der klinischen Biologie, die bei einem in § 1 Nr. 2 und 3 erwähnten Krankenhausaufenthalt erbracht werden, werden nach den Tarifen, die für nicht in einem Krankenhaus aufgenommene Patienten gültig sind, gemäß dem Königlichen Erlaß vom 14. September 1984 zur Festlegung des Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen für die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung erstattet.

§ 3 - In Anwendung von Artikel 136 § 1 des koordinierten Gesetzes werden Arbeitsunfähigkeitsentschädigungen bewilligt, wenn die Berechtigten sich außerhalb des belgischen Staatsgebietes befinden, insofern sie sich in einer der in § 1 erwähnten Lagen befinden und die anderen Bedingungen für die Bewilligung von Arbeitsunfähigkeitsentschädigungen erfüllen, insbesondere diejenigen, die in Artikel 100 des koordinierten Gesetzes erwähnt sind.

§ 4 - Das in Artikel 110 des koordinierten Gesetzes vorgesehene Bestattungsgeld wird geschuldet, selbst wenn die Berechtigten außerhalb Belgiens sterben.

Abschnitt VII — Bewilligung von Leistungen bei Schaden, der durch andere Rechtsvorschriften gedeckt ist

Art. 295 - § 1 - Die in Artikel 136 § 2 des koordinierten Gesetzes erwähnte Bewilligung von Leistungen unterliegt der Bedingung, daß diejenigen, die für sich selbst oder für Personen zu ihren Lasten Versicherungsleistungen in Anspruch nehmen, ihrem Versicherungsträger ermöglichen, das in diesem Artikel erwähnte Recht auszuüben, und ihm:

1. mitteilen, ob der Schaden, für den der Antrag gestellt wird, durch das allgemeine Recht oder durch andere belgische oder ausländische Rechtsvorschriften gedeckt werden kann,
2. alle Angaben oder Umstände mitteilen, durch die festgestellt werden kann, ob der Schaden aufgrund des allgemeinen Rechts oder anderer Rechtsvorschriften ersetzt werden muß, einschließlich gerichtlicher Untersuchungen oder Handlungen, die in Zusammenhang mit dem Schaden gegen sie oder Personen zu ihren Lasten gerichtet sind,
3. jede Klage und jedes andere Verfahren mitteilen, die im Hinblick auf den Erhalt von Schadenersatz für sich selbst oder für Personen zu ihren Lasten aufgrund des allgemeinen Rechts oder anderer Rechtsvorschriften eingeleitet wurden.

§ 2 - Die in § 1 Nr. 1 erwähnte Mitteilung kann anhand der in Artikel 88 des koordinierten Gesetzes erwähnten Unterlage erfolgen, wenn der Antrag auf Leistungen sich insbesondere auf die Bewilligung von Arbeitsunfähigkeitsentschädigungen bezieht.

Die in § 1 Nr. 2 erwähnte Mitteilung kann anhand eines Formulars erfolgen, das der Versicherungsträger den Berechtigten aushändigt, sowie er von ihnen die in § 1 Nr. 1 erwähnte Mitteilung erhalten hat.

Das Muster dieses Formulars wird vom Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle festgelegt.

§ 3 - Die Bestimmungen der Paragraphen 1 und 2 sind auf Begünstigte des Bestattungsgelds anwendbar.

TITEL V — Kontrolle und Streitsachen

KAPITEL I — Medizinische Kontrolle

Abschnitt I — Ausschuß des Dienstes für medizinische Kontrolle

Art. 296 - Im Einberufungsschreiben zu den Versammlungen des Ausschusses des Dienstes für medizinische Kontrolle wird in jedem Fall der Gegenstand der Versammlung vermerkt.

Art. 297 - Die in Artikel 141 § 1 Absatz 1 Nr. 13 des koordinierten Gesetzes erwähnten Berichte werden pro Quartal vom Ausschuß erstellt. Sie werden gemäß Artikel 141 § 1 Absatz 1 Nr. 14 des koordinierten Gesetzes zusammen mit den in diesem Buchstaben [*sic, zu lesen ist: in dieser Nummer*] erwähnten Anregungen im Quartal nach dem Quartal, im Laufe dessen die Feststellungen gemacht worden sind, übermittelt.

Der Ausschuß kann jedoch jederzeit ausführliche Sonderberichte erstellen, wenn gemachte Feststellungen seiner Meinung nach unverzüglich dem Minister, dem Allgemeinen Ausschuß, dem Allgemeinen Rat der Gesundheitspflegeversicherung oder dem Geschäftsführenden Ausschuß des Dienstes für Entschädigungen zur Kenntnis gebracht werden müssen.

Art. 298 - Die Mitglieder des Ausschusses werden für eine Amtszeit von sechs Jahren ernannt. Das Mandat läuft alle drei Jahre für die Hälfte der Mitglieder jeder vertretenen Gruppe aus.

Die Mandate der Mitglieder wurden jedoch zum ersten Mal am 1. Januar 1967 erneuert, wobei die ausscheidenden Mitglieder durch das Los bestimmt wurden.

Das Mandat der ausscheidenden Mitglieder ist erneuerbar.

Jedes Mitglied, das vor dem regulären Datum des Ablaufs seines Mandats aus dem Ausschuß ausscheidet, wird binnen drei Monaten ersetzt. Das zu diesem Zweck bestimmte neue Mitglied beendet das Mandat des Mitglieds, das es ersetzt.

Ein Ersatzmitglied tagt nur bei Abwesenheit eines ordentlichen Mitglieds seiner Gruppe.

Art. 299 - Wird der Ausschuß auf Ersuchen des Ministers einberufen, erfolgt die Versammlung binnen acht Tagen nach dem Ersuchen.

Abschnitt II — Streitfälle zwischen Vertrauensärzten und Ärzte-Inspektoren

Art. 300 - § 1 - Die in Artikel 152 des koordinierten Gesetzes erwähnten Streitfälle werden in erster Instanz dem dienstleitenden Arzt-Hauptinspektor der Provinz oder des zweisprachigen Gebiets Brüssel-Hauptstadt vorgelegt, in der beziehungsweise in dem der Vertrauensarzt seinen Amtssitz hat.

Der dienstleitende Arzt-Hauptinspektor wird mit dem Streitfall durch einen mit Gründen versehenen und unterzeichneten Antrag befaßt, der ihm spätestens achtundvierzig Stunden nach Notifizierung des Beschlusses an den diesen Beschluß beanstandenden Antragsteller per Einschreiben zugesandt wird.

§ 2 - Der dienstleitende Arzt-Hauptinspektor sucht die Parteien unmittelbar um Vorlage der Unterlagen über die Streitsache nach.

Sein Beschluß wird mit Gründen versehen; er faßt ihn binnen fünf Tagen nach Empfang des in § 1 erwähnten Antrags und notifiziert ihn den Parteien binnen den fünf darauffolgenden Tagen per Einschreiben.

Art. 301 - § 1 - Die in Artikel 152 des koordinierten Gesetzes vorgesehene Berufung gegen Beschlüsse des dienstleitenden Arzt-Hauptinspektors wird durch eine mit Gründen versehene und unterzeichnete Schrift eingeleitet, die spätestens am dritten Tag nach der in Artikel 300 § 2 erwähnten Notifizierung dem Präsidenten des Ausschusses des Dienstes für medizinische Kontrolle per Einschreiben zugesandt wird.

Die Berufung hat aufschiebende Wirkung.

§ 2 - Bei Empfang der in § 1 erwähnten Berufungsschrift wird für die Parteien ein Tag festgelegt, um alle neuen Informationen vorzulegen und vor dem Ausschuß des Dienstes für medizinische Kontrolle zu erscheinen.

Diese Mitteilung an die Parteien erfolgt per Einschreiben.

Der Ausschuß des Dienstes für medizinische Kontrolle befindet binnen fünfzehn Tagen nach Empfang der Berufungsschrift.

Sein Beschluß wird mit Gründen versehen; er wird den Parteien binnen zwanzig Tagen nach Empfang der Berufungsschrift per Einschreiben notifiziert.

Art. 302 - Müssen der dienstleitende Arzt-Hauptinspektor oder der Ausschuß des Dienstes für medizinische Kontrolle eine ergänzende Untersuchung anordnen, werden die ihnen aufgrund der Artikel 300 und 301 bewilligten Fristen, um ihre Beschlüsse zu fassen und zu notifizieren, um sechs Tage verlängert.

Art. 303 - Der Tag, an dem eine Frist beginnt, wird nicht mitgerechnet; der Tag, an dem eine Frist ausläuft, ist einbegriffen.

Ist der letzte Tag der Frist ein Samstag, Sonntag oder gesetzlicher Feiertag, wird diese Frist bis zum nächsten Werktag verlängert.

Abschnitt III — Berufungskommissionen

Art. 304 - Beim Dienst für medizinische Kontrolle werden zwei Kommissionen eingesetzt, die beauftragt sind, über Berufungen zu befinden, die eingelegt werden von:

1. Vertrauensärzten und in Artikel 146 des koordinierten Gesetzes erwähnten Ärzte-Inspektoren und Apotheker-Inspektoren gegen sie betreffende Beschlüsse, die der Ausschuß des Dienstes für medizinische Kontrolle aufgrund von Artikel 155 des koordinierten Gesetzes faßt,

2. Personen und Einrichtungen, die von Beschlüssen betroffen sind, die der Ausschuß des Dienstes für medizinische Kontrolle aufgrund von Artikel 156 des koordinierten Gesetzes faßt und durch die die Beteiligung an den Kosten von Gesundheitsleistungen, an deren Erbringung sie mitwirken, verboten wird.

Art. 305 - Die in Artikel 304 erwähnten Kommissionen tagen in Brüssel. Eine dieser Kommissionen ist französischsprachig; sie erkennt in Sachen, die in Französisch behandelt werden müssen, und in Sachen, die in Deutsch eingereicht werden. Die andere Kommission ist niederländischsprachig; sie erkennt in Sachen, die in Niederländisch behandelt werden müssen.

Art. 306 - § 1 - Jede Kommission setzt sich zusammen aus:

1. einem Präsidenten und einem stellvertretenden Präsidenten, die Magistrate bei einem Appellationshof oder Arbeitsgerichtshof oder Mitglieder der Generalstaatsanwaltschaft bei einem Appellationshof oder eines Generalauditors bei einem Arbeitsgerichtshof sind,

2. zwei ordentlichen Mitgliedern und zwei Ersatzmitgliedern, die Magistrate bei einem Appellationshof oder Arbeitsgerichtshof oder Mitglieder der Generalstaatsanwaltschaft bei einem Appellationshof oder eines Generalauditors bei einem Arbeitsgerichtshof sind,

3. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die Doktoren der Medizin sind und unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden,

4. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die Doktoren der Medizin sind und unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Organisationen der Ärzteschaft vorgeschlagen werden,

5. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die Fachkräfte der Zahnheilkunde sind und unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Organisationen der Fachkräfte der Zahnheilkunde vorgeschlagen werden,

6. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die Apotheker sind und unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Organisationen der Apothekerschaft vorgeschlagen werden,

7. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Vereinigungen der Pflegeanstalten vorgeschlagen werden,

8. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Vereinigungen der Hebammen vorgeschlagen werden,

9. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Vereinigungen der Fachkräfte für Krankenpflege vorgeschlagen werden,

10. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Vereinigungen der Heilgymnasten vorgeschlagen werden,

11. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Vereinigungen der Bandagisten vorgeschlagen werden,

12. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Vereinigungen der Orthopäden vorgeschlagen werden,

13. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Vereinigungen der Gehörprothesenhersteller vorgeschlagen werden,

14. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Vereinigungen der Optiker vorgeschlagen werden,

15. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Vereinigungen der Logopäden vorgeschlagen werden,

16. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Vereinigungen der Orthoptisten vorgeschlagen werden,

17. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Vereinigungen der Lieferanten von Implantaten vorgeschlagen werden,

18. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Vereinigungen der Lizentiaten der Wissenschaften, die von dem für die Volksgesundheit zuständigen Minister ermächtigt sind, im Sinne des koordinierten Gesetzes Leistungen zu erbringen, vorgeschlagen werden,

19. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Vereinigungen der Rehabilitationszentren vorgeschlagen werden,

20. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Vereinigungen der Pflegebringer, die ermächtigt sind, die in Artikel 34 Nr. 11 des koordinierten Gesetzes erwähnten Leistungen zu erbringen, vorgeschlagen werden,

21. drei ordentlichen Mitgliedern und drei Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Vereinigungen der Pflegebringer, die ermächtigt sind, die in Artikel 34 Nr. 12 des koordinierten Gesetzes erwähnten Leistungen zu erbringen, vorgeschlagen werden.

Die in Absatz 1 Nr. 3 bis 21 erwähnten Mitglieder tagen nur in den nachstehend erwähnten Angelegenheiten und gemäß den nachstehend gemachten Unterscheidungen:

1. Die in Absatz 1 Nr. 4 erwähnten Mitglieder tagen in den in Artikel 304 Nr. 1 erwähnten Angelegenheiten; hat ein Vertrauensarzt Berufung eingelegt, tagen darüber hinaus die in Absatz 1 Nr. 3 erwähnten Mitglieder.

2. Die in Absatz 1 Nr. 4 bis 21 erwähnten Mitglieder tagen in den in Artikel 304 Nr. 2 erwähnten Angelegenheiten, je nachdem ob die Berufung von einem Arzt, einer Fachkraft der Zahnheilkunde, einem Apotheker, einer Pflegeanstalt, einer Hebamme, einer Fachkraft für Krankenpflege, einem Heilgymnasten, einem Bandagisten, einem Orthopäden, einem Gehörprothesenhersteller, einem Optiker, einem Logopäden, einem Orthoptisten, einem Lieferer von Implantaten, einem von dem für die Volksgesundheit zuständigen Minister ermächtigten Lizentiaten der Wissenschaften, einem Rehabilitationszentrum beziehungsweise einem Pflegebringer, der ermächtigt ist, die in Artikel 34 Nr. 11 und 12 des koordinierten Gesetzes erwähnten Leistungen zu erbringen, eingelegt worden ist. Für diese Angelegenheiten tagen darüber hinaus die in Absatz 1 Nr. 3 erwähnten Mitglieder.

§ 2 - Das Mandat der Präsidenten und Mitglieder hat eine Dauer von sechs Jahren; es ist erneuerbar. Die Mandate der Präsidenten und Mitglieder dieser Kommissionen wurden jedoch zum erstenmal am 1. Januar 1970 erneuert.

Präsidenten und Mitglieder, die zur Ersetzung von verstorbenen oder ausscheidenden Mitgliedern ernannt werden, beenden die Mandate derjenigen, die sie ersetzen.

Die Altersgrenze für Präsidenten und Mitglieder ist diejenige, die durch den Königlichen Erlaß vom 14. Oktober 1937 zur Festlegung einer Altersgrenze für alle Personen, die durch einen Königlichen oder Ministeriellen Erlaß in Einrichtungen, Organisationen oder Aktiengesellschaften des Mutterlandes oder der Kolonie ernannt sind, die durch ein Gesetz oder durch einen Königlichen Erlaß eingesetzt beziehungsweise gegründet worden sind und in denen der Staat oder die Kolonie aufgrund eines Gesetzes, eines Königlichen Erlasses, einer Konzession, einer Vereinbarung oder einer Satzung vertreten ist, festgelegt ist.

§ 3 - Die beiden in Artikel 304 vorgesehenen Kommissionen erstellen eine gemeinsame Geschäftsordnung.

§ 4 - Der leitende Beamte des Dienstes für medizinische Kontrolle bestimmt unter dem Personal dieses Dienstes bei jeder Kommission einen Sekretär und einen stellvertretenden Sekretär.

Art. 307 - § 1 - Die Berufung vor einer aufgrund von Artikel 304 eingesetzten Kommission erfolgt durch eine mit Gründen versehene und unterzeichnete Schrift, die der Kommission binnen fünfzehn Tagen nach Notifizierung des angefochtenen Beschlusses per Einschreiben übermittelt wird.

Die Berufung hat aufschiebende Wirkung.

§ 2 - Sobald der Sekretär die Berufungsschrift erhalten hat, setzt er die geladene Partei davon in Kenntnis und fordert ihre Akte an.

Der Präsident der Kommission übermittelt diese Akte einem Inspektor oder Kontrolleur, der Beamter oder Bediensteter beim Dienst für medizinische Kontrolle ist und den er bestimmt, um der Kommission Bericht zu erstatten: Wenn die Berufungskommissionen über eine Berufung befinden müssen, die von einem Arzt-Inspektor, Arzt-Hauptinspektor, dienstleitenden Arzt-Hauptinspektor oder Arzt-Generalinspektor eingelegt worden ist, bestimmt der Präsident jeweils einen Arzt-Hauptinspektor, dienstleitenden Arzt-Hauptinspektor, Arzt-Generalinspektor oder den Arzt, der leitender Beamter des Dienstes ist. Der somit bestimmte Arzt erklärt sich für befähigt, wenn er bereits mit der betreffenden Angelegenheit zu tun gehabt hat.

§ 3 - Die Parteien dürfen sich bei allen Verfahrenshandlungen und bei der Sitzung von einem Anwalt oder von jeder anderen Person ihrer Wahl beistehen und vertreten lassen.

§ 4 - Der Sekretär lädt die Parteien mindestens zehn Tage vor dem Datum der Sitzung vor; diese Vorladung erfolgt per Einschreiben.

Binnen fünf Tagen vor der Sitzung können die Parteien die Akte einsehen und der Kommission einen Schriftsatz zusenden.

§ 5 - Die Kommission tagt rechtsgültig, wenn folgende Personen anwesend sind:

1. ein ordentlicher oder stellvertretender Präsident oder, wenn beide verhindert sind, ein ordentliches Mitglied oder ein Ersatzmitglied, das Magistrat ist, in Artikel 306 § 1 Absatz 1 Nr. 2 erwähnt ist und den Vorsitz führt,
2. zwei ordentliche Mitglieder oder Ersatzmitglieder, die Magistrate sind und die in Artikel 306 § 1 Absatz 1 Nr. 2 erwähnt sind,
3. mindestens eines der ordentlichen Mitglieder oder der Ersatzmitglieder, die in Artikel 306 § 1 Absatz 1 Nr. 3 bis 21 erwähnt sind und gemäß den in Artikel 306 § 1 Absatz 2 gemachten Unterscheidungen tagen dürfen,
4. ein ordentlicher oder stellvertretender Sekretär.

Art. 308 - § 1 - Die Verhandlungen vor der Kommission sind öffentlich, es sei denn, daß diese Öffentlichkeit die Ordnung oder die Sittlichkeit gefährdet. In diesem Fall erklärt die Kommission dies durch einen Beschluß.

Die Kommission hört die Darstellung der Sache seitens des bestimmten Berichterstatters an. Anschließend hört sie die Parteien an und nimmt alle Mitteilungen und Schriftstücke entgegen, die die Parteien zum Beweis ihrer Behauptungen einbringen wollen.

Die Kommission kann das persönliche Erscheinen desjenigen, der Berufung eingelegt hat, oder jeder anderen Person anordnen, wenn sie dies im Hinblick auf ihre Informierung für zweckmäßig erachtet; sie kann ebenfalls eine zusätzliche Untersuchung anordnen. In letzterem Fall bestimmt die Kommission die Person oder den Dienst, die/der mit dieser Untersuchung beauftragt wird, den Untersuchungsauftrag und die Frist, um sie durchzuführen.

Der Bericht über die von der Kommission angeordnete zusätzliche Untersuchung wird in drei Ausfertigungen erstellt, die der Kommission und den Parteien gleichzeitig übermittelt werden.

§ 2 - Die Verhandlungen werden vom Präsidenten der Kommission für geschlossen erklärt. Die Kommission berät unter Ausschluß der Öffentlichkeit; die Beratungen werden geheimgehalten.

Art. 309 - § 1 - Beschlüsse der Kommission werden mit Mehrheit der Stimmen des Präsidenten und der in Artikel 306 § 1 Nr. 2 erwähnten Mitglieder gefaßt; Enthaltungen sind nicht erlaubt.

§ 2 - Zur Vermeidung der Nichtigkeit wird jeder Beschluß mit Gründen versehen und in öffentlicher Sitzung verkündet; er wird vom Präsidenten und vom Sekretär unterzeichnet.

Für die Verkündung des Beschlusses genügt die Anwesenheit des Präsidenten und des Sekretärs.

§ 3 - Binnen sieben Tagen nach Verkündung des Beschlusses übermittelt der Sekretär per Einschreiben eine von ihm für gleichlautend erklärte Abschrift an:

1. die Parteien,
2. den Ausschuß des Dienstes für medizinische Kontrolle, selbst wenn dieser nicht Partei ist.

§ 4 - Wenn in den in Artikel 155 letzter Absatz des koordinierten Gesetzes erwähnten Fällen eine Kommission eine Stellungnahme über die Erneuerung einer vorbeugenden einstweiligen Amtsenthebung eines in Artikel 146 des koordinierten Gesetzes erwähnten Arzt-Inspektors oder Apotheker-Inspektors abgibt, übermittelt der Sekretär dieser Kommission dem Minister binnen sieben Tagen per Einschreiben eine von ihm für gleichlautend erklärte Abschrift dieser Stellungnahme.

Art. 310 - Die Kommission befindet über jede Berufung binnen sechs Wochen nach Einlegung der Berufung.

Ordnet die Kommission ein Erscheinen in Anwendung der Bestimmungen von Artikel 308 § 1 an, legt sie die Wiederaufnahme der Sache im Monat nach Verkündung dieses Beschlusses fest.

Ordnet die Kommission eine zusätzliche Untersuchung in Anwendung der Bestimmungen von Artikel 308 § 1 an, wird der Beschluß, den sie aufgrund des anlässlich dieser Untersuchung erstellten Berichts faßt, im Monat nach Hinterlegung dieses Berichts verkündet.

Abschnitt IV — Bekanntmachung der Beschlüsse zum Verbot der Beteiligung der Versicherung

Art. 311 - Sind Beschlüsse zum Verbot der Beteiligung der Versicherung an den Kosten der Gesundheitsleistungen, die aufgrund von Artikel 156 des koordinierten Gesetzes gefaßt werden, definitiv geworden, ist der Ausschuß des Dienstes für medizinische Kontrolle verpflichtet, dem Dienst für Gesundheitspflege und dem Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle den Inhalt dieser Beschlüsse binnen drei Werktagen mitzuteilen.

Binnen drei Werktagen setzt der Dienst für Gesundheitspflege die Versicherungsträger davon in Kenntnis, und diese informieren die Begünstigten der Versicherung unter den in Artikel 160 vorgesehenen Bedingungen.

KAPITEL II — *Verwaltungstechnische Kontrolle**Abschnitt I — Ausschuß des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle*

Art. 312 - Der Ausschuß des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle setzt sich zusammen aus:

1. einem Präsidenten, der Magistrat ist,
2. sechs ordentlichen Mitgliedern und sechs Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Arbeitgeberorganisationen vorgeschlagen werden,
3. sechs ordentlichen Mitgliedern und sechs Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen vorgeschlagen werden,
4. sechs ordentlichen Mitgliedern und sechs Ersatzmitgliedern, die unter den Kandidaten ausgewählt werden, die in doppelter Zahl der zu vergebenden Mandate von den Versicherungsträgern vorgeschlagen werden. Jeder Versicherungsträger hat Anrecht auf ein Mandat eines ordentlichen Mitglieds und ein Mandat eines Ersatzmitglieds.

Der Präsident und die in den Nummern 2 und 3 erwähnten Mitglieder dürfen weder an der Verwaltung eines Versicherungsträgers beteiligt sein, noch im Dienste eines Versicherungsträgers stehen.

Die Mitglieder des Ausschusses werden für eine Amtszeit von sechs Jahren ernannt. Das Mandat läuft alle drei Jahre für die Hälfte der Mitglieder jeder vertretenen Gruppe aus.

Die Mandate der Mitglieder wurden jedoch zum erstenmal am 1. Januar 1967 erneuert, wobei die ausscheidenden Mitglieder durch das Los bestimmt wurden.

Das Mandat der ausscheidenden Mitglieder ist erneuerbar.

Jedes Mitglied, das vor dem regulären Datum des Ablaufs seines Mandats aus dem Ausschuß ausscheidet, wird binnen drei Monaten ersetzt. Das zu diesem Zweck bestimmte neue Mitglied beendet das Mandat des Mitglieds, das es ersetzt.

Ein Ersatzmitglied tagt nur bei Abwesenheit eines ordentlichen Mitglieds seiner Gruppe.

Art. 313 - Der Ausschuß tagt rechtsgültig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend ist.

Art. 314 - Der Präsident und die Mitglieder sind stimmberechtigt.

Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der an der Abstimmung teilnehmenden Mitglieder gefaßt, wobei Enthaltungen nicht berücksichtigt werden. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Präsidenten ausschlaggebend.

Art. 315 - Der Ausschuß wird von seinem Präsidenten auf dessen Initiative, auf Ersuchen des Ministers oder auf schriftlichen, den Gegenstand der Versammlung angehenden Antrag von mindestens drei Mitgliedern einberufen; im Einberufungsschreiben wird in jedem Fall der Gegenstand der Versammlung vermerkt.

Wird der Ausschuß auf Ersuchen des Ministers einberufen, findet die Versammlung binnen acht Tagen nach dem Ersuchen statt.

Art. 316 - Die in Artikel 161 Absatz 1 Nr. 3 des koordinierten Gesetzes erwähnten Berichte werden pro Quartal vom Ausschuß erstellt. Sie werden gemäß Artikel 161 Absatz 1 Nr. 4 des koordinierten Gesetzes zusammen mit den in diesem Buchstaben *[sic, zu lesen ist: in dieser Nummer]* erwähnten Vorschlägen im Quartal nach dem Quartal, im Laufe dessen die Feststellungen notifiziert worden sind, übermittelt.

Der Ausschuß kann jedoch jederzeit ausführliche Sonderberichte erstellen, wenn gemachte Feststellungen seiner Meinung nach unverzüglich dem Minister, dem Allgemeinen Rat oder dem Geschäftsführenden Ausschuß des Dienstes für Entschädigungen zur Kenntnis gebracht werden müssen.

Abschnitt II — Auf Versicherungsträger und Tariffestsetzungsämter anwendbare Strafen

Art. 317 - Die Inspektoren des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle sind befugt, Verstöße festzustellen, die mit den in Artikel 166 des koordinierten Gesetzes erwähnten Strafen geahndet werden.

Diese Feststellungen haben Beweiskraft bis zum Beweis des Gegenteils.

Art. 318 - Zu Lasten des Versicherungsträgers wird eine Strafe angewandt:

1. von 5.000 Franken, wenn er versäumt, eine der Verpflichtungen zu erfüllen, die ihm durch die Artikel 150 und 163 Absatz 1 des koordinierten Gesetzes auferlegt sind,
2. von 1.000 Franken pro Krankenkasse oder regionales Amt, deren/dessen Verwaltungsunterlagen und Ausgaben- und Einnahmebelege eines bestimmten Monats vor Ende des darauffolgenden Monats nicht vollständig zusammengetragen worden sind gemäß Artikel 163 Absatz 3 des koordinierten Gesetzes,
3. von 1.000 Franken pro Krankenkasse oder regionales Amt für jeden zusätzlichen Monat Verspätung beim Zusammentragen der in Nr. 2 erwähnten Unterlagen und Belege,
4. von 1.000 Franken pro Beleg oder Unterlage, der/die in der vom Ausschuß des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle festgelegten Liste erwähnt ist und nicht in den vorgeschriebenen Formen, innerhalb der vorgeschriebenen Fristen und unter den vorgeschriebenen Bedingungen erstellt, aufbewahrt, vorgelegt, zusammengetragen oder übermittelt worden ist,

5. von 2.000 Franken für jeden Monat Verspätung bei Erstellung, Übermittlung oder Zusammentragen der in Nr. 4 erwähnten Unterlagen oder Belege. Im Fall einer Verspätung bei Übermittlung von Beitragsbelegen wird die Sanktion jedoch nur für jedes Quartal Verspätung angewandt,

6. a) von 2.500 Franken, wenn der Versicherungsträger weder in der vorgeschriebenen Frist die in Artikel 164 Absatz 6 des koordinierten Gesetzes vorgesehene Klage eingeleitet hat noch im Monat nach Verstreichen dieser Frist die Rückzahlung einer nicht geschuldeten Zahlung im Betrag von mindestens 400 Franken von demjenigen, der verpflichtet ist, sie aufgrund des vorerwähnten Artikels 164 zu leisten, per Einschreiben gefordert hat,

b) von 2.500 Franken, wenn der Versicherungsträger weder in der vorgeschriebenen Frist die in Artikel 164 Absatz 6 des koordinierten Gesetzes vorgesehene Klage eingeleitet hat noch in den drei Monaten nach Verstreichen dieser Frist das zuständige Gericht mit dem Streitfall über die Anrechte befaßt hat, die er auf die Rückforderung der Leistungen im Betrag von mindestens 6.000 Franken, die er als unrechtmäßig bewilligt ansieht, erhebt.

Ist der Sachverhalt jedoch Gegenstand einer gerichtlichen Untersuchung oder einer Strafverfolgung, beginnt die vorerwähnte Frist von drei Monaten erst ab Einstellung der Strafverfolgung, Einstellungsbeschluß oder rechtskräftig gewordenem Freispruch. Erbringt der Versicherungsträger den Nachweis, daß ihm die vorerwähnten Beschlüsse nicht oder mit Verspätung mitgeteilt worden sind, obwohl er alle erforderlichen Schritte unternommen hat, um über das Verfahren informiert zu werden, beginnt die vorerwähnte Frist erst an dem Tag, an dem er tatsächlich von den Beschlüssen Kenntnis erhalten hat. Der Nachweis des Bestehens einer gerichtlichen Untersuchung oder einer Strafverfolgung muß dem Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle binnen fünf Monaten nach der Notifizierung mitgeteilt werden,

c) von 5.000 Franken, wenn der Versicherungsträger die in Artikel 164 Absatz 6 des koordinierten Gesetzes vorgesehene Klage eingeleitet hat, zu gegebener Zeit die in Artikel 174 Nr. 5 oder 6 des koordinierten Gesetzes erwähnte Verjährung aber nicht unterbrochen oder die Unterbrechung nicht erneuert hat, außer wenn der Schuldner den unrechtmäßig erhaltenen Betrag innerhalb der in Nr. 9 Buchstabe b) erwähnten Fristen vollständig zurückgezahlt hat.

Die in den Buchstaben a) und b) erwähnten Strafen werden nicht angewandt, wenn in den fünf Monaten, nachdem der Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle die Feststellung der unrechtmäßigen Zahlung notifiziert hat, dem Versicherungsträger die unrechtmäßig gezahlten Beträge vollständig zurückgezahlt worden sind oder der Versicherungsträger von demjenigen, der zur Rückzahlung verpflichtet ist, eine datierte und unterzeichnete Erklärung erhalten hat, in der dieser seine Schuld dem Versicherungsträger gegenüber anerkennt,

7. a) von 2.000 Franken, wenn der Versicherungsträger weder in der vorgeschriebenen Frist die in Artikel 164 Absatz 6 des koordinierten Gesetzes vorgesehene Klage eingeleitet hat noch bei Ablauf dieser Frist den Betrag der unrechtmäßigen Zahlung auf das in Artikel 164 Absatz 4 des koordinierten Gesetzes vorgesehene Sonderkonto gebucht hat,

b) von 2.000 Franken, wenn der Versicherungsträger den Betrag einer von ihm selbst festgestellten unrechtmäßigen Zahlung vor Ende des Quartals nach dem Quartal, im Laufe dessen er die Feststellung gemacht hat, nicht auf das vorerwähnte Sonderkonto gebucht hat,

8. von 1.000 Franken, wenn der Versicherungsträger ohne rechtmäßigen Grund binnen drei Monaten nach der vom Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle vorgenommenen Notifizierung einem Begünstigten den Betrag einer geschuldeten Leistung oder eines aufgrund von Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen unrechtmäßig gezahlten Beitrags nicht gezahlt beziehungsweise erstattet hat,

9. a) von 5.000 Franken, wenn der Versicherungsträger nach Ablauf einer Frist von zwei Jahren, die am Datum der vom Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle vorgenommenen Notifizierung der Feststellung einer unrechtmäßigen Zahlung von mindestens 6.000 Franken beginnt, weder die in Artikel 164 Absatz 6 des koordinierten Gesetzes erwähnte Klage eingelegt hat noch diesen Betrag unter Berücksichtigung der Bestimmungen von Artikel 174 des koordinierten Gesetzes zurückgefordert hat,

b) von 5.000 Franken, wenn der Versicherungsträger nach Ablauf einer Frist von zwei Jahren, die an dem Tag beginnt, an dem eine gütliche Einigung getroffen wird oder ein Urteil oder Entscheid über die Rückzahlung einer unrechtmäßigen Zahlung von mindestens 6.000 Franken ausgesprochen wird, den Betrag der unrechtmäßigen Zahlung unter Berücksichtigung der Bestimmungen von Artikel 174 des koordinierten Gesetzes nicht zurückgefordert hat.

Werden gegen dieses Urteil oder diesen Entscheid jedoch Rechtsmittel eingelegt, beginnt eine neue Frist von zwei Jahren ab der Verkündung des Urteils oder Entscheids infolge der Einlegung dieses Rechtsmittels.

Wird die Rückzahlung einer unrechtmäßigen Zahlung aufgrund einer gütlichen Einigung oder aufgrund eines Urteils oder Entscheids jedoch über einen Zeitraum von mehr als zwei Jahren verteilt, ist die vorgesehene Sanktion erst bei Ablauf der somit bestimmten Frist anwendbar. Sind Entschädigungen betroffen, muß die vorerwähnte Einigung vom Dienst für Entschädigungen gebilligt worden sein.

Die Sanktion wird nicht angewandt, wenn sich der Versicherungsträger innerhalb einer Frist von drei Monaten nach Ablauf der in den vorhergehenden Absätzen erwähnten Fristen beim Ausschuß des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle darauf beruft, daß die Nichtrückforderung auf einen Fall höherer Gewalt, der vom vorerwähnten Ausschuß als solcher anerkannt ist, zurückzuführen ist,

10. von 3.000 Franken pro Fall, wenn die Zahlung des ergänzenden Beitrags nicht innerhalb der in Artikel 288 erwähnten Frist gefordert wird oder wenn wiederholt festgestellt wird, daß der ergänzende Beitrag unzureichend ist,

11. von 1.000 Franken pro Unterlage, die von einem vom Dienst für medizinische Kontrolle zugelassenen Vertrauensarzt unterzeichnet werden muß, aber von einer anderen Person unterzeichnet oder mit einem Namensstempel versehen worden ist,

12. a) von 5.000 Franken, wenn der Versicherungsträger die in Artikel 323 erwähnte Mitteilung nicht innerhalb der festgelegten Frist macht,

b) von 5.000 Franken, wenn der Versicherungsträger die notwendigen Maßnahmen nicht ergreift, um von einem Pflegebringer, auf dessen Fehler oder dessen Betrug unrechtmäßige Zahlungen von mindestens 6.000 Franken zurückzuführen sind, vollständigen Schadenersatz oder vollständige Rückzahlung zu erhalten,

13. von 5.000 Franken, wenn der Versicherungsträger den Verpflichtungen, die ihm durch Artikel 324 auferlegt sind, nicht nachkommt.

Diese Strafe wird nicht angewandt, wenn die Höhe des Schadens weniger als 6.000 Franken beträgt,

14. a) von 5.000 Franken pro Fall, wenn der Versicherungsträger wiederholt Leistungen bewilligt oder unzureichende Beiträge eingenommen hat, obwohl die Bedingungen, um diese Leistungen oder den ermäßigten Beitrag zu bewilligen, nicht erfüllt waren,

b) von 5.000 Franken pro Fall, wenn der Versicherungsträger wiederholt Leistungen bewilligt hat, die den Betrag, der durch die Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen festgelegt ist, übersteigen in Fällen, in denen er in Anwendung der Bestimmungen von Artikel 164 Absatz 5 des koordinierten Gesetzes von der Rückforderung der unrechtmäßig gezahlten Beträge befreit ist,

15. von 1.500 Franken pro Fall einer Mitgliedschaft oder Einschreibung in einer falschen Eigenschaft oder Regelung oder pro Bewilligung der erhöhten Beteiligung, ohne im Besitz der in den Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen vorgesehenen Belege zu sein oder obwohl Hinweise vorlagen, daß die Mitgliedschaft, die Einschreibung oder der vorerwähnte Anspruch nicht bewilligt oder beibehalten werden durfte,

16. a) von 5.000 Franken pro Beitrag, den ein Begünstigter gezahlt hat und der nicht gebucht worden ist,

b) von 5.000 Franken pro Beitrag, den ein Begünstigter gezahlt hat und der nicht in den vorgesehenen Fristen in die Unterlagen eingetragen worden ist, die in den Artikeln 332, 333, 334 und 343 vorgesehen sind,

17. von 5.000 Franken, wenn der Pflichtversicherung eine Leistung angerechnet wird, die zu Lasten eines bezuschußten oder nicht bezuschußten Dienstes, der im Rahmen der freiwilligen Versicherung organisiert wird, hätte gehen müssen,

18. von 5.000 Franken pro Verstoß gegen die Bestimmungen von Artikel 327 und pro Sanktion, die nicht in der in Artikel 342 erwähnten zusammenfassenden Aufstellung eingetragen worden ist,

19. von 5.000 Franken im Fall einer unrechtmäßigen Zahlung, die auf einen Fehler, einen Irrtum oder eine Nachlässigkeit des Versicherungsträgers bei Benutzung eines Systems der elektronischen Datenverarbeitung zurückzuführen ist.

Bei erneutem Verstoß innerhalb einer Frist von zwei Jahren ab dem Datum der Verhängung einer Sanktion aufgrund des vorhergehenden Absatzes wird eine Geldstrafe von 5.000 Franken pro unrechtmäßige Zahlung angewandt,

20. von 5.000 Franken pro Betrag, der zu Unrecht in die Listen eingetragen wird, die in Anwendung des Königlichen Erlasses vom 7. Oktober 1993 zur Festlegung des Prozentsatzes, um den die Verwaltungskosten der Versicherungsträger bei Rückforderung unrechtmäßig gezahlter Beträge erhöht werden, erstellt werden.

Art. 319 - Zu Lasten der Tariffestsetzungsämter wird eine Strafe angewandt:

1. von 5.000 Franken pro Arzneimittelverschreibung, die nicht mit dem durch die Vorschriften festgelegten Muster übereinstimmt oder auf der die erforderlichen Vermerke nicht aufgeführt sind und die Gegenstand einer Tarifierung gewesen ist,

2. von 1.000 Franken pro Leistung, deren Tarifierung nicht gemäß den Anweisungen des Offiziellen pharmazeutischen Tarifs oder den gültigen Honorartabellen, Tarifen, Verordnungen und nationalen Vereinbarungen zwischen Apothekern und Versicherungsträgern erfolgt ist,

3. von 1.000 Franken pro Fakturierungsunterlage, die nicht in der festgelegten Form, in der festgelegten Frist und unter den festgelegten Bedingungen erstellt oder den Versicherungsträgern übermittelt worden ist. Diese Geldstrafe wird für jeden Monat Verspätung bei Erstellung oder Übermittlung der Fakturierungsunterlage um 2.000 Franken erhöht,

4. von 2.500 Franken, wenn das Tariffestsetzungsamt einem Versicherungsträger, der einen diesbezüglichen Antrag gemäß den Vorschriften gestellt hat, Arzneimittelverschreibungen nicht zwecks Überprüfung zur Verfügung stellt,

5. von 1.000 Franken pro Arzneimittelverschreibung, die nicht in der festgelegten Form, während der festgelegten Frist und unter den festgelegten Bedingungen aufbewahrt oder annulliert worden ist,

6. von 5.000 Franken, wenn das Tariffestsetzungsamt einer der Verpflichtungen, die ihm aufgrund der Artikel 150 und 163 des koordinierten Gesetzes auferlegt sind, nicht nachkommt,

7. von 5.000 Franken, wenn das Tariffestsetzungsamt dem Institut Auskünfte in bezug auf Mißstände oder Unregelmäßigkeiten, die es selber festgestellt hat, nicht mitteilt.

Art. 320 - Der Ausschuß des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle kann Strafen zu Lasten der Versicherungsträger oder Tariffestsetzungsämter nur verhängen, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder, die in Artikel 312 Nr. 4 erwähnten Mitglieder ausgenommen, anwesend ist.

Seine Beschlüsse in dieser Angelegenheit werden mit Gründen versehen. Sie werden mit der Mehrheit der Stimmen der an der Abstimmung teilnehmenden Mitglieder gefaßt; Enthaltungen sind nicht gestattet. Bei Stimmengleichheit wird die Strafe nicht verhängt.

Beschlüsse zur Verhängung von Strafen zu Lasten der Versicherungsträger oder Tariffestsetzungsämter werden ihnen binnen dreißig Tagen nach Verhängung vom leitenden Beamten des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle notifiziert; diese Notifizierung erfolgt per Einschreiben.

Die administrative Geldstrafe muß innerhalb dreißig Tagen nach Notifizierung des Beschlusses gezahlt werden.

Art. 321 - § 1 - Bei Zusammentreffen mehrerer der in Artikel 318 oder in Artikel 319 erwähnten Verstöße werden die durch diese Bestimmungen vorgesehenen Strafen zusammengerechnet.

Besteht eine Tat aus mehreren Verstößen, wird nur die schwerste Strafe angewandt.

§ 2 - Ist während der beiden vorhergehenden Jahre keine Strafe wegen ähnlicher Verstöße verhängt worden, kann der Ausschuß beschließen, daß die Vollstreckung der Strafe während eines Zeitraums von zwei Jahren ab dem Datum der Verhängung aufgeschoben wird.

Wird innerhalb dieser Frist kein neuer Verstoß derselben Krankenkasse zu Lasten des Versicherungsträgers festgestellt, wird die Strafe nicht angewandt; dies gilt ebenfalls für das Tariffestsetzungsamt, zu dessen Lasten innerhalb dieser Frist kein neuer Verstoß festgestellt wird. Andernfalls werden die verschiedenen Strafen zusammengerechnet.

Abschnitt III — Rückforderung unrechtmäßig gezahlter Leistungen

Art. 322 - Im Hinblick auf die Anwendung von Artikel 164 des koordinierten Gesetzes teilt das Institut den Versicherungsträgern binnen fünfzehn Tagen mit, daß es bei Gericht Klage eingereicht hat oder dem Prokurator des Königs eine Akte über einen Fehler oder Betrug, der von einem Pflegeerbringer begangen worden ist, übermittelt hat.

Zu diesem Zweck teilt das Institut Identität des Pflegeerbringers, Art des festgestellten Fehlers oder Betrugs und Zeitraum, auf den sich die gemachten Feststellungen beziehen, mit. Es teilt die Folge, die der Prokurator des Königs der Sache gegeben hat, gegebenenfalls eine Abschrift der Strafakte und das Datum, an dem die Sache vorkommen wird, mit, sobald es darüber informiert wird.

Art. 323 - Der Versicherungsträger setzt das Institut, Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle, von jeder Schuldforderung in Kenntnis, die bei ihm einem Pflegeerbringer gegenüber entstanden ist, dessen Fehler oder dessen Betrug zu unrechtmäßigen Zahlungen in einer Gesamthöhe von mindestens 6.000 Franken geführt haben beziehungsweise hat.

Diese Mitteilung umfaßt vollständige Identifizierung des Pflegeerbringers, Art und detaillierte Angabe der festgestellten Fehler oder des festgestellten Betrugs, Höhe der Schuldforderung, Zeitraum, auf den sich die Feststellungen beziehen, und Angabe, ob bei Gericht Klage eingereicht worden ist beziehungsweise ob die Akte dem Arbeitsauditor oder dem Prokurator des Königs übermittelt worden ist.

Der Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle muß die Mitteilung im Monat nach gemäß Artikel 325 erfolgter Buchung des Betrags der unrechtmäßigen Leistungen auf das Sonderkonto erhalten. Der Versicherungsträger teilt binnen zwei Monaten nach dem Datum der letzten Rückzahlung ebenfalls den eingetriebenen Gesamtbetrag mit.

In Abweichung von den vorhergehenden Absätzen teilt der Versicherungsträger dem Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle binnen zwei Monaten nach dem Datum der letzten Rückzahlung nur den beim Pflegeerbringer eingetriebenen Gesamtbetrag mit, wenn die Rückzahlung infolge von Auskünften des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle erfolgt.

Art. 324 - Ist ein Pflegeerbringer wegen Betrug im Bereich der Gesundheitspflege- und Entschädigungsversicherung gerichtlich verurteilt worden, ist der geschädigte Versicherungsträger verpflichtet, binnen sechs Monaten nach dem Datum, an dem er Kenntnis von dem Urteil bekommen hat, alle Mittel, über die er verfügt, einschließlich des Klageweges, anzuwenden, um Schadenersatz zu erhalten.

Art. 325 - Der Versicherungsträger bucht den Betrag der unrechtmäßig gezahlten Leistungen auf ein Sonderkonto:

a) vor Ende des Quartals nach dem Quartal, in dem der Versicherungsträger selber die unrechtmäßige Zahlung festgestellt hat,

b) binnen zwei Monaten nach der vom Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle vorgenommenen Notifizierung der Feststellung, sofern der Versicherungsträger diese Feststellung nicht vor dem Arbeitsgericht anfiicht,

c) sobald er Kenntnis von der definitiven gerichtlichen Entscheidung hat, die infolge der Anfechtung von seiten des Versicherungsträgers der vom Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle gemachten Feststellung einer unrechtmäßigen Zahlung verkündet wird,

d) sobald er Kenntnis von der definitiven gerichtlichen Entscheidung hat, durch die ihm eine definitive oder vorläufige Rückzahlung oder ein definitiver oder vorläufiger Schadenersatz bewilligt wird.

Art. 326 - Die Rückforderung unrechtmäßig gezahlter Leistungen wird vom Versicherungsträger vorgenommen innerhalb einer Frist von zwei Jahren ab dem Datum:

a) der Feststellung für die in Artikel 325 Buchstabe a) erwähnten Fälle,

b) der Notifizierung des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle für die in Artikel 325 Buchstabe b) erwähnten Fälle,

c) der Verkündung der definitiven Entscheidung für die in Artikel 325 Buchstabe c) und d) erwähnten Fälle.

Die hiervor festgelegten Fristen dürfen jedoch verlängert werden, wenn infolge einer definitiven gerichtlichen Entscheidung oder einer Vereinbarung zwischen Versicherungsträger und Schuldner festgelegt ist, daß die Rückzahlung über einen längeren Zeitraum laufen wird.

Diese Vereinbarung muß vom Dienst für Entschädigungen gebilligt werden, wenn es unrechtmäßig gezahlte Entschädigungen betrifft. In diesen Fällen läuft die Frist am Ende des festgelegten Zeitraums ab.

Beträgt der Gesamtbetrag der unrechtmäßig gezahlten Leistungen weniger als 400 Franken, wird der Versicherungsträger von der Rückforderung dieses Betrags befreit.

Art. 327 - Bei Ablauf der in Artikel 326 festgelegten Fristen werden die Beträge der unrechtmäßig gezahlten Leistungen, die noch nicht eingetrieben sind, abgeschrieben, indem sie als Verwaltungskosten gebucht werden.

Der Versicherungsträger wird jedoch von der Buchung der noch nicht eingetriebenen Beträge als Verwaltungskosten befreit, wenn die drei folgenden Bedingungen erfüllt sind:

a) Die Zahlung ist nicht auf einen Fehler, einen Irrtum oder eine Nachlässigkeit des Versicherungsträgers zurückzuführen.

b) Der Versicherungsträger hat alle Mittel, über die er verfügt, einschließlich des Klageweges, angewandt, um die Beträge einzutreiben.

c) Die Nichteintreibung dieser Beträge wird vom leitenden Beamten des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle als gerechtfertigt angesehen.

Abschnitt IV — Aussetzung der Verjährung der Ansprüche auf Zahlung von Leistungen bei höherer Gewalt

Art. 328 - Der leitende Beamte des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle befindet getrennt für jeden Fall, in dem höhere Gewalt geltend gemacht wird, über das Bestehen höherer Gewalt, durch die aufgrund von Artikel 174 Absatz 5 des koordinierten Gesetzes die Verjährung ausgesetzt wird.

Art. 329 - § 1 - Der Beschluß des leitenden Beamten des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle wird dem Begünstigten per Einschreiben notifiziert.

Der Beschluß wird ebenfalls dem Versicherungsträger notifiziert.

§ 2 - Der Beschluß des leitenden Beamten des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle, der das Bestehen höherer Gewalt zurückweist, wird mit Gründen versehen.

In der Notifizierung an den Begünstigten wird vermerkt, daß gegen den Beschluß beim Arbeitsgericht Berufung eingelegt werden kann und gemäß welchen Formen und innerhalb welcher Fristen die Berufung eingelegt werden muß.

KAPITEL III — *Vereidigung*

Art. 330 - Die in Artikel 175 des koordinierten Gesetzes erwähnte Eidesformel lautet:

«Ich schwöre Treue dem König, Gehorsam der Verfassung und den Gesetzen des belgischen Volkes.»

TITEL VI — *Finanzielle und statistische Bestimmungen*KAPITEL I — *Einnahmeunterlagen*

Art. 331 - Die Versicherungsträger übermitteln dem Institut die in Artikel 276 § 1 Nr. 1 bis 6 erwähnten Beitragsbelege gemäß den Formen und innerhalb der Fristen, die vom Ausschuß des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle vorgeschrieben werden.

Art. 332 - Die Versicherungsträger sind verpflichtet, jährlich Namenlisten der am 30. Juni bei ihnen angeschlossenen oder eingeschriebenen Begünstigten zu erstellen, wobei zwischen Beitragspflichtigen und Nichtbeitragspflichtigen unterschieden wird. Für jedes Quartal werden Fortschreibungen erstellt.

Die in Absatz 1 erwähnten Listen entsprechen den vom Ausschuß des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle festgelegten Mustern und werden diesem Dienst binnen drei Monaten nach Ende des Zeitraums, auf den sie sich beziehen, übermittelt.

Art. 333 - Die Versicherungsträger sind verpflichtet, pro Quartal die Namenlisten der Berechtigten und Verwandten in aufsteigender Linie, die in Anwendung der Artikel 287, 130, 131 und 250 einen Eigenbeitrag gezahlt haben, zu erstellen.

Die in Absatz 1 erwähnten Listen entsprechen den vom Ausschuß des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle festgelegten Mustern und werden diesem Dienst binnen drei Monaten nach Ende des Quartals, auf das sie sich beziehen, übermittelt.

Art. 334 - Die Versicherungsträger sind verpflichtet, jährlich Unterlagen zu erstellen, auf denen die Einnahmen aus den von den Begünstigten gezahlten Beiträgen und registrierte gerichtlich festgelegte Zinsen aufgeführt werden.

Diese Unterlagen entsprechen den vom Allgemeinen Ausschuß festgelegten Mustern und werden dem Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle binnen drei Monaten nach Ende des Jahres, auf das sie sich beziehen, übermittelt.

KAPITEL II — *Ausgabeunterlagen*

Art. 335 - Damit die Dienste des Instituts die Rechnungen der Gesundheitspflege- und Entschädigungsversicherung abschließen können, sind die Versicherungsträger verpflichtet, gemäß den im vorliegenden Abschnitt vorgesehenen Modalitäten einerseits monatliche Unterlagen zu erstellen, die alle im Laufe des betreffenden Monats gebuchten Ausgaben, die in Titel III Kapitel III des koordinierten Gesetzes erwähnt sind, umfassen, und andererseits vierteljährliche Unterlagen zu erstellen, die alle im Laufe des betreffenden Quartals gebuchten Ausgaben, die in Titel IV Kapitel III und in Titel V Kapitel III des koordinierten Gesetzes erwähnt sind, umfassen. Diese Ausgabeunterlagen sind kumulativ für die Monate beziehungsweise Quartale eines selben Rechnungsjahres, mit Ausnahme der in den Artikeln 339 und 340 erwähnten Unterlagen.

Sie werden sowohl auf Ebene des Versicherungsträgers als auch auf Ebene jeder Krankenkasse oder jedes regionalen Amtes gemäß den Mustern erstellt, die vom Versicherungsausschuß oder vom Geschäftsführenden Ausschuß des Dienstes für Entschädigungen festgelegt werden, je nachdem ob es die in Titel III Kapitel III beziehungsweise die in Titel IV Kapitel III und in Titel V Kapitel III des koordinierten Gesetzes erwähnten Ausgaben betrifft.

Die von den Versicherungsträgern erstellten Ausgabeunterlagen werden anhand der gesammelten Ausgabeunterlagen der Krankenkassen oder regionalen Ämter ausgefertigt, die vorab Gegenstand einer Kontrolle und Tarifierung auf Ebene des Versicherungsträgers waren.

Die auf Ebene der Krankenkassen oder regionalen Ämter erstellten Ausgabeunterlagen werden dem Institut von den Versicherungsträgern binnen drei Monaten nach dem Quartal, auf das sie sich beziehen, in zweifacher Ausfertigung übermittelt.

Die auf Ebene der Versicherungsträger erstellten Ausgabeunterlagen werden dem Institut von den Versicherungsträgern binnen drei Monaten nach Ende des Monats, auf den sie sich beziehen, in zweifacher Ausfertigung übermittelt.

Art. 336 - Damit der Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle die Ausgabeunterlagen mit der Buchführung der Krankenkassen, regionalen Ämter oder Versicherungsträger vergleichen kann, werden für jede der in Artikel 335 Absatz 1 erwähnten Ausgabekategorien pro Quartal getrennte zusammenfassende Aufstellungen erstellt auf Ebene jedes Kontrollpunktes. Sie werden dem Dienst für verwaltungstechnische Kontrolle innerhalb der in Artikel 335 Absatz 4 erwähnten Fristen übermittelt.

Sie werden gemäß dem vom Ausschuß des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle festgelegten Muster erstellt und umfassen mindestens folgende Aufgliederungen:

1. während des betreffenden Quartals in der Buchführung eingetragenen Betrag der in bar gezahlten Leistungen und der während des betreffenden Quartals geprüften und tarifierten Rechnungen,
2. Betrag der in Nr. 1 erwähnten Verrichtungen, die infolge der in Artikel 335 erwähnten Gültigkeitskontrolle für die Eintragung in die Ausgabeunterlagen nicht berücksichtigt worden sind,
3. Betrag aller in Nr. 2 erwähnten Verrichtungen während des betreffenden oder vorhergehenden Quartals, die nach Berichtigung in die Ausgabeunterlagen des betreffenden Quartals eingetragen worden sind,
4. Betrag der während des betreffenden Quartals oder der vorhergehenden Quartale in den in Artikel 335 erwähnten Ausgabeunterlagen vermerkten Ausgaben, die während des betreffenden Quartals abgewiesen worden sind.

Art. 337 - Die Aufstellungen in bezug auf die Gesundheitspflege, deren Muster vom Versicherungsausschuß festgelegt wird, umfassen mindestens die nachstehend erwähnten Angaben:

- Betrag der Ausgaben,
- Anzahl Leistungen,
- Anzahl Pflage tage in einer Einrichtung, die in den Artikeln 23 und 34 Nr. 6, 9, 11 und 12 des koordinierten Gesetzes erwähnt ist.

Diese Angaben müssen folgende Aufgliederungen berücksichtigen:

- a) 1. mit Ausnahme der in Nr. 2 erwähnten Begünstigten, in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 1 bis 6 des koordinierten Gesetzes erwähnte Berechtigte und Personen zu deren Lasten, die je nach sozialem Stand des Berechtigten aufgeteilt sind, und in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 14, 15 und 16 des koordinierten Gesetzes erwähnte Begünstigte,
2. invalide Berechtigte und Personen zu deren Lasten,
3. in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 7, 8 und 9 des koordinierten Gesetzes erwähnte Berechtigte und Personen zu deren Lasten,
4. in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 12 des koordinierten Gesetzes erwähnte Berechtigte und Personen zu deren Lasten und in Artikel 32 Absatz 1 Nr. 16 des koordinierten Gesetzes erwähnte Berechtigte.

Die Aufstellungen in bezug auf die in den Nummern 2, 3 und 4 erwähnten Gruppen müssen darüber hinaus getrennt erstellt werden, je nachdem ob ihre Einkünfte, so wie sie vom König festgelegt worden sind, den von Ihm festgelegten Jahresbetrag überschreiten oder nicht,

b) in Artikel 34 des koordinierten Gesetzes vorgesehene Leistungsgruppen und in diesen Gruppen eine Einteilung nach den wichtigsten Arten von Leistungen oder den wichtigsten Kategorien der Erstattungstarife, so wie sie vom Versicherungsausschuß definiert sind,

c) eine Aufgliederung je nach Erbringung der Leistung im laufenden Rechnungsjahr oder in einem vorhergehenden Rechnungsjahr.

Die Bestimmungen des vorliegenden Artikels sind nicht anwendbar auf Ausgaben, die auf die Neufakturierung des Pflegetagpreises zurückzuführen sind, die im Rahmen von Artikel 97 des am 7. August 1987 koordinierten Gesetzes über die Krankenhäuser erfolgt.

Art. 338 - Der Geschäftsführende Ausschuß des Dienstes für Entschädigungen legt folgende Muster fest:

1. Aufstellung in bezug auf primäre Arbeitsunfähigkeit,
2. Aufstellung in bezug auf Mutterschaftsversicherung, wobei invalide Berechtigte nicht berücksichtigt werden.

Diese Aufstellungen umfassen mindestens folgende Auskünfte:

- Betrag der Ausgaben,
- Anzahl Entschädigungstage unter Berücksichtigung der Aufgliederung je nach sozialem Stand der Berechtigten.

Art. 339 - Der Geschäftsführende Ausschuß des Dienstes für Entschädigungen legt folgende Muster fest:

1. namentliche Quartalaufstellung in bezug auf Invalidität,
2. namentliche Quartalaufstellung in bezug auf Mutterschaftsversicherung für invalide Berechtigte.

Diese Aufstellungen umfassen mindestens folgende Auskünfte:

- Identifizierung des Berechtigten, insbesondere seine statistische Kennziffer und die Nummer, die ihm vom Dienst für Entschädigungen zugeteilt ist,
- gezahlter Betrag,
- Anzahl Entschädigungstage.

Art. 340 - Für Ausgaben in bezug auf die Zahlung des Bestattungsgelds werden namentliche Quartalaufstellungen erstellt, deren Muster vom Geschäftsführenden Ausschuß des Dienstes für Entschädigungen festgelegt wird. Sie umfassen mindestens folgende Auskünfte:

- Identifizierung des verstorbenen Berechtigten, insbesondere seine Einschreibungsnummer beim Versicherungsträger und seine statistische Kennziffer,
- gezahlter Betrag.

KAPITEL III — Herabsetzung der auf den Ausgabeunterlagen vermerkten Beträge

Art. 341 - Sind die Ausgaben, die in der in Artikel 348 erwähnten Tabelle vermerkt sind, niedriger als die entsprechenden Ausgaben, die in der in Artikel 337 erwähnten Ausgabeunterlage vermerkt sind, wird der Unterschied darüber hinaus vom Betrag, der auf der Ausgabeunterlage vermerkt ist, abgezogen. Der zu diesem Zweck erforderliche Vergleich erfolgt für alle Fachrichtungen, für die die in Artikel 348 erwähnte Aufstellung erstellt wird, zusammen. Er erfolgt jedoch erst ab dem zweiten vollständigen Jahr, für das die in Artikel 348 erwähnte Aufstellung erstellt wird, und zum ersten Mal bei Abschluß der Rechnungen in bezug auf das Jahr 1986.

KAPITEL IV — Zusammenfassende Aufstellungen und finanzielle Unterlagen

Art. 342 - Die Versicherungsträger sind verpflichtet, jährlich zusammenfassende Aufstellungen aller im Laufe des betreffenden Rechnungsjahres gebuchten Ausgaben, die in Artikel 194 des koordinierten Gesetzes erwähnt sind, zu erstellen.

Diese zusammenfassenden Aufstellungen werden auf Ebene des Versicherungsträgers gemäß einem vom Allgemeinen Ausschuß festgelegten Muster erstellt und umfassen mindestens Auskünfte über Personalkosten, Infrastrukturkosten, Bürokosten, Abschreibungen, unrechtmäßige Zahlungen und Sanktionen.

Diese zusammenfassenden Aufstellungen werden dem Institut von den Versicherungsträgern binnen vier Monaten nach Ende des Rechnungsjahres, auf das sie sich beziehen, in zweifacher Ausfertigung übermittelt.

Art. 343 - Die Versicherungsträger sind verpflichtet, jährlich globale zusammenfassende Unterlagen von allen im Laufe des betreffenden Rechnungsjahres gebuchten Einnahmen und Ausgaben in bezug auf die Verwaltung der Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherungsregelung und eine zusammenfassende Unterlage über den Stand der Aktiva und Passiva zu erstellen.

Sie werden sowohl auf Ebene der Versicherungsträger als auch auf Ebene jeder Krankenkasse oder jedes regionalen Amtes gemäß den vom Allgemeinen Ausschuß festgelegten Mustern erstellt.

Diese zusammenfassenden Aufstellungen werden dem Institut von den Versicherungsträgern vor Ende des Monats, nachdem der Allgemeine Ausschuß die jährlichen Geschäftsführungsrechnungen der verschiedenen Zweige der Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung erstellt hat, in zweifacher Ausfertigung übermittelt.

Art. 344 - Die Versicherungsträger sind verpflichtet, monatlich Unterlagen über die finanzielle Situation der Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung zu erstellen.

Diese Unterlagen werden sowohl auf Ebene des Versicherungsträgers als auch auf Ebene jeder Krankenkasse oder jedes regionalen Amtes gemäß den vom Allgemeinen Ausschuß festgelegten Mustern erstellt und umfassen mindestens Auskünfte über verfügbare Gelder zu Beginn und am Ende des betreffenden Monats, Einnahmen und Ausgaben im Laufe des betreffenden Monats, Stand der Anleihen und der unbezahlten Rechnungen.

Diese finanziellen Unterlagen werden dem Institut von den Versicherungsträgern vor dem fünfundzwanzigsten Tag des Monats nach dem Monat, auf den sich diese Belege beziehen, in zweifacher Ausfertigung übermittelt.

KAPITEL V — Aufstellung der Mitgliederzahlen

Art. 345 - Die Versicherungsträger sind verpflichtet, pro Quartal für jede Krankenkasse oder für jedes regionale Amt Aufstellungen der Mitgliederzahlen auf der Grundlage der am letzten Tag des betreffenden Quartals bekannten Mitgliederzahlen zu erstellen.

Diese Aufstellungen entsprechen den von den Diensten des Instituts festgelegten Mustern und werden diesen Diensten binnen zwei Monaten nach dem Quartal, auf das sie sich beziehen, übermittelt.

KAPITEL VI — Statistische Tabellen

Art. 346 - Die Versicherungsträger sind verpflichtet, unter Berücksichtigung der Modalitäten des vorliegenden Abschnittes statistische Tabellen zu erstellen gemäß den Mustern, die - was die in den Artikeln 347 bis 351 erwähnten Tabellen betrifft - vom Versicherungsausschuß und - was die in den Artikeln 352 und 353 erwähnten Tabellen betrifft - vom Geschäftsführenden Ausschuß des Dienstes für Entschädigungen festgelegt werden.

Art. 347 - In bezug auf die Gesundheitsleistungen werden monatliche kumulative statistische Tabellen pro Verzeichniskode oder Pseudoverzeichniskode erstellt für die medizinischen und heilhilfsberuflichen Fachrichtungen, die vom Versicherungsausschuß bestimmt werden. Diese Tabellen umfassen die Beträge der Ausgaben und die Anzahl Leistungen und Pflegetage für die allgemeine Regelung und die Regelung für Selbständige zusammen ohne Unterscheidung nach Krankenkasse oder regionalem Amt. Die diesbezüglichen Ausgaben müssen mindestens das Niveau der Angaben erreichen, die in den in Artikel 337 erwähnten Ausgabeunterlagen vermerkt sind.

Die Versicherungsträger übermitteln den Diensten des Instituts ihre Tabellen binnen drei Monaten nach dem Monat, auf den sie sich beziehen.

Art. 348 - In bezug auf die Gesundheitsleistungen werden halbjährliche nicht kumulative statistische Tabellen pro Pflegebringer, verschreibenden Arzt oder Pflegeanstalt für die Fachrichtungen und gemäß den Modalitäten, die vom Versicherungsausschuß bestimmt werden, erstellt. Die diesbezüglichen Ausgaben und Leistungen müssen mindestens das Niveau der Angaben erreichen, die in den in Artikel 337 erwähnten Ausgabeunterlagen vermerkt sind.

Die Versicherungsträger übermitteln dem Dienst für Gesundheitspflege ihre Tabellen binnen vier Monaten nach dem Halbjahr, auf das sie sich beziehen.

Art. 349 - Bei der Erstellung der in den Artikeln 347, 348, 350 und 351 vorgesehenen statistischen Tabellen führen die Versicherungsträger eine Gültigkeitskontrolle in bezug auf die einzugebenden Daten durch. Die Liste der zu kontrollierenden Elemente wird vom Versicherungsausschuß erstellt. Ausgaben, die bei der Gültigkeitskontrolle abgewiesen werden, dürfen nicht in den in Artikel 337 erwähnten Ausgabeunterlagen gebucht werden.

Art. 350 - § 1 - In bezug auf entschädigte Pflegetage werden pro Pflegeanstalt und pro Dienst halbjährliche nicht kumulative statistische Tabellen erstellt.

§ 2 - In bezug auf Pauschalpflegetage, die aufgrund eines mit den Pflegeanstalten geschlossenen Abkommens entschädigt werden, werden pro Pflegeanstalt halbjährliche nicht kumulative statistische Tabellen erstellt, auf denen ebenfalls die Grundleistung, auf die die vorerwähnten Pauschalbeträge zurückzuführen sind, vermerkt wird.

§ 3 - In bezug auf pharmazeutische Produkte, die in Pflegeanstalten abgegeben werden, werden pro Kategorie, pro Produkt, pro Anstalt und pro Dienst halbjährliche nicht kumulative statistische Tabellen erstellt.

§ 4 - In bezug auf Pauschalbeteiligungen, die pro Tag, pro Monat, pro Antrag oder pro Sitzung gezahlt werden, werden pro Rehabilitationszentrum, pro Alten- und Pflegeheim, pro Altenheim, pro psychiatrisches Pflegeheim und pro Initiative des begleiteten Wohnens halbjährliche nicht kumulative statistische Tabellen erstellt.

§ 5 - Der Versicherungsausschuß legt fest, gemäß welchen Modalitäten die Versicherungsträger dem Dienst für Gesundheitspflege die in den vorhergehenden Paragraphen erwähnten statistischen Tabellen binnen vier Monaten nach dem Halbjahr, auf das sie sich beziehen, übermitteln. Die diesbezüglichen Ausgaben müssen mindestens das Niveau der Angaben erreichen, die in den in Artikel 337 erwähnten Ausgabeunterlagen vermerkt sind.

Art. 351 - In bezug auf Ausgaben für die in einem Krankenhaus aufgenommenen Begünstigten werden jährlich pro Krankenhausaufenthalt statistische Tabellen aufgrund der Ausgaben erstellt, die während eines Zeitraums von sechs Quartalen gebucht werden. Diese statistischen Tabellen umfassen folgende Angaben:

1. einen Index, der die Identifizierung der Pflegeanstalt, in der der Aufenthalt erfolgte, die kodierte Nummer des Aufenthalts und den Vermerk, ob es sich um eine Aufnahme oder Wiederaufnahme handelt, umfaßt,
2. Merkmale des Aufenthalts und des Patienten:
 - a) Aufnahmedienst,
 - b) Kode des Berechtigten, durch den Versicherungsregelung und Kategorie des Versicherten angegeben werden,
 - c) Alterskategorie des Patienten,
 - d) in Tagen angegebenen Zeitraum zwischen zwei Aufnahmen,
 - e) Jahr und Monat der Aufnahme oder Wiederaufnahme und der Entlassung,
3. Anzahl Pflegetage und fakturierten Betrag,
4. globale Angaben in bezug auf das bildgebende Diagnoseverfahren,
5. globale Angaben in bezug auf pharmazeutische Produkte, Blut und Blutplasma,

6. detaillierte Angaben pro Verzeichniskodenummer der Gesundheitsleistungen und Vermerk der Qualifikation des Pflegeerbringers,

7. globale Angaben in bezug auf klinische Biologie und In-vitro-Nuklearmedizin.

Art. 352 - Die statistischen Tabellen in bezug auf Entschädigungen wegen primärer Arbeitsunfähigkeit umfassen folgende Angaben:

- a) Anzahl Arbeitsunfähigkeitsfälle,
- b) Anzahl Kalendertage,
- c) Anzahl Entschädigungstage,
- d) Höhe der Entschädigungen.

Diese Angaben werden für Arbeitnehmer und Arbeitslose getrennt erstellt und insbesondere nach sozialem Stand, Geschlecht, fünfjährigen Altersgruppen und Dauer der anerkannten Arbeitsunfähigkeit aufgegliedert.

Diese statistischen Tabellen werden jährlich pro Krankenkasse oder regionales Amt erstellt und dem Dienst für Entschädigungen binnen fünf Monaten nach Ende des Rechnungsjahres, auf das sie sich beziehen, übermittelt.

Art. 353 - Die statistischen Tabellen in bezug auf Ausgaben im Bereich der Mutterschaftsversicherung für Berechtigte, die sich nicht in einem Invaliditätszeitraum befinden, umfassen folgende Angaben:

- a) Anzahl Fälle von Mutterschaftsruhe,
- b) Anzahl Entschädigungstage,
- c) Höhe der Entschädigungen.

Diese Angaben werden getrennt für Arbeitnehmerinnen und Arbeitslose erstellt und insbesondere nach sozialem Stand und fünfjährigen Altersgruppen aufgegliedert.

Diese statistischen Tabellen werden jährlich pro Krankenkasse oder regionales Amt erstellt und dem Dienst für Entschädigungen binnen fünf Monaten nach Ende des Rechnungsjahres, auf das sie sich beziehen, übermittelt.

KAPITEL VII — *Besondere Bestimmungen in bezug auf internationale Verträge*

Art. 354 - Haushaltspläne und Rechnungen in bezug auf die Anwendung von internationalen Verträgen sind getrennt von denen der allgemeinen Regelung der Gesundheitspflege- und Entschädigungsversicherung, die in den Artikeln 16 und 80 des koordinierten Gesetzes vorgesehen sind.

Art. 355 - In Abweichung von den Bestimmungen der Artikel 331 bis 353 werden für Einnahmen, Ausgaben und Aufstellungen in bezug auf Personen, die aufgrund der Bestimmungen eines internationalen Vertrags Leistungen der Gesundheitspflege- und Entschädigungsversicherung beziehen, getrennte Unterlagen und Aufstellungen erstellt, die unabhängig von denjenigen sind, die in den vorerwähnten Artikeln vorgesehen sind.

Die Unterlagen und Aufstellungen, die für jeden internationalen Vertrag und für jede Kategorie von Begünstigten getrennt erstellt werden, umfassen alle Angaben, die für die Dienste des Instituts zur Erfüllung der durch das koordinierte Gesetz und die vorerwähnten internationalen Verträge vorgesehenen Verpflichtungen erforderlich sind.

Art. 356 - Unser Minister der Sozialen Angelegenheiten ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 3. Juli 1996

ALBERT

Von Königs wegen:

Die Ministerin der Sozialen Angelegenheiten
Frau M. DE GALAN

—

Anlage I

EINSCHREIBUNGSANTRAG

Bezeichnung des Versicherungsträgers

Der Unterzeichnete (Name, Vornamen):
 wohnhaft in Straße Nr., geboren in am
 BerufStaatsangehörigkeit:
 Nr. Rentenkasse (Arbeiter) (2)
 Bezeichnung der Pensionskasse (Angestellter) (2)
und Nummer
 beantragt die Mitgliedschaft bei Ihrer Einrichtung als Begünstigter (1) der belgischen Kranken- und Invalidenversicherung - ausländischer Rechtsvorschriften (3).....
 und verpflichtet sich ausdrücklich, ihre Vorschriften und ihre Satzung einzuhalten.

- Er bescheinigt (1): a) — aufgrund der belgischen sozialen Sicherheit versicherungspflichtig gewesen zu sein vombis,
 — niemals aufgrund der belgischen sozialen Sicherheit versicherungspflichtig gewesen zu sein,
 — seit dem bei angeschlossen gewesen zu sein als
 (1) Begünstigter der belgischen - ausländischen Kranken- und Invalidenversicherung - freiwillig Versicherter und keine verordnungsrechtlichen Verpflichtungen gegenüber dieser Einrichtung zu haben,
 b) im Ausland gearbeitet zu haben und dort versichert gewesen zu sein (4).

HAUSHALTSZUSAMMENSETZUNG

- (1) EHEPARTNER (Name und Vornamen).....
 geboren in..... am.....; Beruf.....
 (1) PERSON, DIE SICH UM DEN HAUSHALT KÜMMERT (Name und Vornamen).....
 geboren in am; Beruf
- (5) KINDER (Name und Vornamen):
 1), geboren in am; Beruf
- 2), geboren in am; Beruf
- 3), geboren in am; Beruf
- 4), geboren in am; Beruf
- 5), geboren in am; Beruf
- VERWANDTE IN AUFSTEIGENDER LINIE (Name und Vornamen).....
 geboren in..... am; Beruf
- Verwandtschaftsverhältnis zu dem Unterzeichneten:
- (Name und Vornamen)
- geboren in..... am; Beruf
- Verwandtschaftsverhältnis zu dem Unterzeichneten:
- BEMERKUNGEN: (6).....

Der Unterzeichnete verpflichtet sich, Änderungen in der vorerwähnten Zusammensetzung seines Haushalts unverzüglich mitzuteilen.

Datum: Unterschrift:

 Note

- (1) Unzutreffendes streichen.
 (2) Betrifft es eine ausländische Pension, Art der Pension, Pensionsnummer und Name der ausländischen Einrichtung angeben.
 (3) Land angeben.
 (4) Gegebenenfalls nähere Angaben über Zeitraum und Ort in einer Anlage machen.
 (5) Tragen die Kinder nicht den Namen des Versicherten, Verwandtschaft zwischen den Kindern und dem Versicherten angeben. Zu diesem Zweck die Rubrik "Bemerkungen" gebrauchen.
 (6) Wohnen Haushaltsmitglieder im Ausland, Name und vollständige Adresse angeben.

Gesehen, um Unserem Erlaß vom 3. Juli 1996 beigelegt zu werden.

ALBERT

Von Königs wegen:

Die Ministerin der Sozialen Angelegenheiten

Frau M. DE GALAN

Anlage II

I. Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 4. November 1963,
die nicht in der Koordinierung aufgenommen sind

Art. 18 - Das Mandat des Präsidenten und der Mitglieder, die in Artikel 78 Nr. 1 und 2 des vorerwähnten Gesetzes vom 9. August 1963 erwähnt sind, wird von dem Präsidenten und den Mitgliedern ausgeübt, die in Anwendung von Artikel 34 des Gesetzes vom 14. Februar 1961 über den Wirtschaftsaufschwung, den sozialen Fortschritt und die Sanierung der Finanzen ernannt sind, um den Rat des Instituts für medizinische Kontrolle zu bilden, und deren Mandat bestätigt wird.

KAPITEL VIIbis — Rat für klinische Biologie
(Artikel 153bis bis 153nonies)KAPITEL VIIquater — Beteiligung an der Gesundheitspflege bei einer Thermalkur
(Artikel 153vicies bis 153vicies quater)KAPITEL VIII — Sozialkrankheiten
(Artikel 154 bis 163)KAPITEL VIIIbis — Verschreibungsverhalten der Ärzte im Bereich der klinischen Biologie
(Artikel 163bis bis 163septies decies)

Art. 191 - Ein kollektiver Wechsel liegt vor, wenn eine Krankenkasse oder ein Verband sich einem anderen Landesverband anschließt.

Art. 192 - Damit ein kollektiver Wechsel im Rahmen der Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung zugelassen wird, müssen folgende Bedingungen erfüllt sein:

1. Die Krankenkasse oder der Verband muß den Wechsel gemäß ihren/seinen Satzungsbestimmungen beschlossen haben.
2. Der Wechsel muß vom Landesverband, dem sich die Krankenkasse oder der Verband anschließen möchte, angenommen werden.
3. Die Krankenkasse oder der Verband, die/der sich einem anderen Landesverband anschließen möchte, muß sich verpflichten, ihre/seine administrativen und finanziellen Verpflichtungen gegenüber dem Landesverband, den sie/er verläßt, zu erfüllen.
4. Der Allgemeine Rat des Landesinstituts für Kranken- und Invalidenversicherung muß dem Wechsel nach Konsultierung der betreffenden Landesverbände zugestimmt haben.
5. Der Wechsel kann nur am ersten Tag eines Kalenderquartals erfolgen.

Art. 198 - § 5 - Das Ministerium des Unterrichtswesens stellt dem Personalmitglied, das eine in Artikel 6 § 3 Absatz 1 und 3 des Königlichen Erlasses vom 29. August 1985 über die Unterbrechung der Berufslaufbahn im Unterrichtswesen und in den psycho-medizinisch-sozialen Zentren erwähnte Unterbrechungszulage bezieht, binnen zwei Monaten nach Ende des Kalenderjahres, in dem es eine Unterbrechungszulage bezogen hat, eine Bescheinigung für Berechtigte einer Unterbrechungszulage aus.

Auf dieser Bescheinigung wird für jedes Quartal des Kalenderjahres der Zeitraum vermerkt, in dem das Personalmitglied die in Absatz 1 erwähnte Unterbrechungszulage bezogen hat.

Auf dieser Bescheinigung wird ebenfalls für die vier Quartale des Kalenderjahres die Gesamtdauer der Zeiträume vermerkt, in denen das Personalmitglied die in Absatz 1 erwähnte Unterbrechungszulage bezogen hat.

Art. 217bis - Für belgische Lehrkräfte in Deutschland, die vor dem 1. Januar 1978 als solche ihr Amt angetreten haben und die Bedingungen für die fortgesetzte Versicherung erfüllen, wird der in Artikel 217 erwähnte Zeitraum bis zum 30. September 1978 verlängert.

Art. 225 - Absatz 3 - Für Berechtigte, die unfreiwillige Teilzeitarbeitnehmer sind und deren Gesamtbetrag des Arbeitslosengelds aufgrund von Artikel 101 § 1 Absatz 8 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 gekürzt wird, wird während des gesamten Zeitraums der Kürzung, der in Absatz 1 erwähnt ist, der Prozentsatz der Kürzung, der zu Beginn der Arbeitsunfähigkeit anwendbar war, berücksichtigt.

Art. 240 - Für Berechtigte, die am 31. Dezember 1963 in Anwendung der Bestimmungen des Königlichen Grundlagenerlasses vom 22. September 1955 über die Kranken- und Invalidenversicherung als invalide anerkannt sind, wird davon ausgegangen, daß sie den erforderlichen Arbeitsunfähigkeitsgrad im Sinne des vorerwähnten Gesetzes vom 9. August 1963 erreichen bis zum Ende des Zeitraums, für den sie anerkannt worden sind, vorbehaltlich anderslautenden Beschlusses der zuständigen Behörde.

Art. 241bis - § 4 - Für das erste Quartal der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die dreimonatlichen Wechselkurse des zweiten Quartals vor dem Quartal, im Laufe dessen der vorliegende Erlaß in Kraft tritt.

Diese Mittelkurse werden vom Landesinstitut für Kranken- und Invalidenversicherung im Monat nach Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses mitgeteilt.

Konnte die Höhe der Arbeitsunfähigkeitsentschädigung bis zum Datum des Inkrafttretens der Bestimmung von § 1 Absatz 2 nicht festgelegt werden, weil nach diesem Datum und rückwirkend eine Leistung zu Lasten einer Regelung eines EWG-Mitgliedstaates bewilligt worden ist, muß der Wechselkurs berücksichtigt werden, der im Rahmen der EWG-Verordnungen festgelegt ist.

KAPITEL XVII — Übergangsbestimmungen
(Artikel 329 bis 330quater)

KAPITEL XVIII — Inkrafttreten

Art. 331 - Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1964 in Kraft mit Ausnahme der Bestimmungen der Kapitel I, II, III - Artikel 45, 46, 47, 48 Nr. 1, 49, 51, 52, 53, 54, 57, 58, 59, 60, 61, und 68; VII - Artikel 138, 139, 140, 141, 142 und 143; XIII - Artikel 306 Absatz 2, XVI und XVII, die am Tage der Veröffentlichung des vorerwähnten Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft treten.

II. Inhaltsverzeichnis des Königlichen Erlasses vom 3. Juli 1996 zur Ausführung
des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes
über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung

TITEL I - Allgemeiner Ausschuß

TITEL II - Gesundheitspflegeversicherung

KAPITEL I - Organe

Abschnitt I - Allgemeiner Rat der Gesundheitspflegeversicherung

Abschnitt II - Versicherungsausschuß

Abschnitt III - Abkommenskommissionen

A. Abkommen mit den Apothekern

B. Abkommen mit den Alten- und Pflegeheimen und den Altenheimen

C. Abkommen mit den psychiatrischen Pflegeheimen

D. Abkommen mit den Pflegeanstalten

E. Abkommen mit den Vertretern der Initiativen des begleiteten Wohnens für Patienten der Psychiatrie

F. Abkommen mit den Hebammen

G. Abkommen mit den Fachkräften für Krankenpflege

H. Abkommen mit den Heilgymnasten

I. Abkommen mit den Optikern

J. Abkommen mit den Orthopädisten

K. Abkommen mit den Hörprothesenherstellern

L. Abkommen mit den Bandagisten

M. Abkommen mit den Lieferanten von Implantaten

N. Gemeinsame Bestimmungen

Abschnitt IV - Nationale Kommissionen Ärzte-Krankenkassen und Fachkräfte der Zahnheilkunde-Krankenkassen

A. Nationale Kommission Ärzte-Krankenkassen

B. Nationale Kommission Fachkräfte der Zahnheilkunde-Krankenkassen

C. Gemeinsame Bestimmungen in bezug auf die Nationalen Kommissionen Ärzte-Krankenkassen und Fachkräfte der Zahnheilkunde-Krankenkassen

Abschnitt V - Kommission, die mit dem Schließen von Vereinbarungen über die Pauschalen beauftragt ist

Abschnitt VI - Haushaltskontrollkommission

Abschnitt VII - Fachräte

A. Pharmazeutischer Fachrat

B. Fachrat für Heilgymnastik

C. Fachrat für Krankenhausbehandlung

D. Fachrat für Fertigarzneimittel

E. Fachrat für Implantate

F. Gemeinsame Bestimmungen in bezug auf den Pharmazeutischen Fachrat, den Fachrat für Heilgymnastik, den Fachrat für Krankenhausbehandlung, den Fachrat für Fertigarzneimittel und den Fachrat für Implantate

Abschnitt VIII - Medizinischer und Zahnmedizinischer Fachrat

A. Medizinischer Fachrat

B. Zahnmedizinischer Fachrat

C. Gemeinsame Bestimmungen in bezug auf den Medizinischen und den Zahnmedizinischen Fachrat

Abschnitt IX - Profilkommissionen

Abschnitt X - Zulassungsräte

A. Rat für die Zulassung von Heilgymnasten

B. Rat für die Zulassung von Orthopädisten

C. Rat für die Zulassung von Bandagisten

D. Rat für die Zulassung von Lieferanten von Implantaten

E. Rat für die Zulassung von Hörprothesenherstellern

F. Rat für die Zulassung von Optikern

G. Gemeinsame Bestimmungen in bezug auf die Zulassungsräte

Abschnitt XI - Kollegium der Ärzte-Direktoren

Abschnitt XII - Beirat für Rehabilitation

Abschnitt XIII - Nationales Kollegium der Vertrauensärzte

KAPITEL II - Anwendungsbereich*Abschnitt I* - Personen zu Lasten der Begünstigten*Abschnitt II* - Waisen**KAPITEL III - Bedingungen für die Bewilligung von Leistungen***Abschnitt I* - Wartezeit im Hinblick auf die Eröffnung des Anrechts auf Gesundheitspflege*Abschnitt II* - Eigenbeitrag, der für Verwandte in aufsteigender Linie und von bestimmten Pensionierten, Witwern und Witwen zu zahlen ist*Abschnitt III* - Modalitäten in bezug auf die Wartezeit bei Übergang von einem Zweig der Gesundheitspflegeversicherung zu einem anderen*Abschnitt IV* - Besondere Bestimmungen in bezug auf die Aufrechterhaltung des Anspruchs auf Gesundheitsleistungen*Abschnitt V* - Beteiligung an Rehabilitationskosten*Abschnitt VI* - Beteiligung an den Fahrtkosten im Zusammenhang mit der Rehabilitation*Abschnitt VII* - Beteiligung an Umschulungskosten*Abschnitt VIII* - Beteiligung an Pflegeleistungen und an der Hilfe bei den Handlungen des täglichen Lebens*Abschnitt IX* - Besondere Regeln in bezug auf die Beteiligung der Versicherung an Leistungen der klinischen Biologie zugunsten der in einem Krankenhaus aufgenommenen Begünstigten*Abschnitt X* - Besondere Regeln in bezug auf die Beteiligung der Versicherung an Leistungen der klinischen Biologie zugunsten der nicht in einem Krankenhaus aufgenommenen Begünstigten**KAPITEL IV - Eintragung von heilhilfsberuflichen Mitarbeitern***Abschnitt I* - Eintragung von heilhilfsberuflichen Mitarbeitern*Abschnitt II* - Mitteilung der Listen der heilhilfsberuflichen Mitarbeiter an die Versicherungsträger**KAPITEL V - Bekanntmachung der Vorschriften der Versicherung, der Listen der zugelassenen Personen und der Personen und Pflegeanstalten, die einem Abkommen oder einer Vereinbarung beigetreten sind****TITEL III - Entschädigungs- und Mutterschaftsversicherung****KAPITEL I - Organe***Abschnitt I* - Geschäftsführender Ausschuß des Dienstes für Entschädigungen*Abschnitt II* - Medizinischer Invaliditätsrat

A. Zusammensetzung des Medizinischen Invaliditätsrates und Amtsbereich der regionalen Kommissionen

B. Hohe Kommission

C. Regionale Kommissionen und ihre Abteilungen

D. Eingreifen der Vertrauensärzte und Ärzte-Inspektoren in bezug auf den Invaliditätszustand

E. Gemeinsame Bestimmungen in bezug auf die Kommissionen des Medizinischen Invaliditätsrates

F. Notifizierungen

Abschnitt III - Krankenkassenfachrat**KAPITEL II - Anwendungsbereich**

Im Rahmen der Entschädigungsversicherung geltende Definition der Saisonarbeiter, Gelegenheitsarbeiter und Teilzeitarbeitnehmer

KAPITEL III - Bedingungen für die Bewilligung von Leistungen*Abschnitt I* - Wartezeit im Hinblick auf die Eröffnung des Anrechts auf Entschädigungen*Abschnitt II* - Befreiung von und Verkürzung der Wartezeit im Hinblick auf die Eröffnung des Anrechts auf Entschädigungen*Abschnitt III* - Modalitäten in bezug auf die Wartezeit bei Übergang von einem Zweig der Entschädigungsversicherung zu einem anderen*Abschnitt IV* - Aufrechterhaltung der Ansprüche der Saisonarbeiter, Gelegenheitsarbeiter und Teilzeitarbeitnehmer*Abschnitt V* - Ansprüche der Berechtigten, die aufgrund der Rechtsvorschriften über die Ruhestandspensionsregelung der Bergarbeiter innerhalb der letzten sechs Monate primärer Arbeitsunfähigkeit eine Invaliditätspension beanspruchen können*Abschnitt VI* - Höhe der Arbeitsunfähigkeitsentschädigungen, Höchst- und Mindestbetrag der Invaliditätsentschädigung*Abschnitt VII* - Höhe des Mutterschaftsgelds und Gewährungsbedingungen*Abschnitt VIII* - Verlängerung der postnatalen Ruhe*Abschnitt IX* - Umwandlung eines Teils der postnatalen Ruhe in Vaterschaftsurlaub*Abschnitt X* - Regelmäßiger Arbeitnehmer*Abschnitt XI* - Arbeitnehmer mit Person zu Lasten*Abschnitt XII* - Arbeitnehmer ohne Person zu Lasten, denen wegen Verlust des einzigen Einkommens eine höhere Entschädigung bewilligt werden kann*Abschnitt XIII* - Auswirkung der Unterbringung in einer Familie auf die Eigenschaft eines Arbeitnehmers mit Person zu Lasten*Abschnitt XIV* - Verweigerung der Entschädigungen*Abschnitt XV* - Kürzung der Entschädigungen

Abschnitt XVI - Anpassung der Entschädigungen an die Schwankungen des Preisindex

Abschnitt XVII - Höhe des Bestattungsgelds

*Abschnitt XVIII - Besondere Bedingungen in bezug auf die Eröffnung des Anrechts auf Arbeitsunfähigkeitsent-
schädigungen*

*Abschnitt XIX - Monetäre Bestimmungen in bezug auf den gleichzeitigen Bezug von Entschädigungen und
Leistungen aus dem Ausland*

TITEL IV - *Gemeinsame Bestimmungen*

KAPITEL I - Anwendungsbereich

Abschnitt I - Kontrollierte Arbeitslosigkeit

Abschnitt II - Fortgesetzte Versicherung

KAPITEL II - Bedingungen für die Bewilligung von Leistungen

Abschnitt I - Modalitäten in bezug auf das Anschließen und Einschreiben bei einem Versicherungsträger

Abschnitt II - Wechsel

Abschnitt III - Beitragsbelege und Unterlagen, anhand deren die Eigenschaft als Berechtigter festgelegt wird

Abschnitt IV - Aushändigung der Beitragsbelege

Abschnitt V - Mindestwert der Beitragsbelege für die Zweige Gesundheitspflege und Entschädigungen

Abschnitt VI - Im Ausland erbrachte Leistungen

Abschnitt VII - Bewilligung von Leistungen bei Schaden, der durch andere Rechtsvorschriften gedeckt ist

TITEL V - *Kontrolle und Streitsachen*

KAPITEL I - Medizinische Kontrolle

Abschnitt I - Ausschuß des Dienstes für medizinische Kontrolle

Abschnitt II - Streitfälle zwischen Vertrauensärzten und Ärzte-Inspektoren

Abschnitt III - Berufungskommissionen

Abschnitt IV - Bekanntmachung der Beschlüsse zum Verbot der Beteiligung der Versicherung

KAPITEL II - Verwaltungstechnische Kontrolle

Abschnitt I - Ausschuß des Dienstes für verwaltungstechnische Kontrolle

Abschnitt II - Auf Versicherungsträger und Tariffestsetzungsämter anwendbare Strafen

Abschnitt III - Rückforderung unrechtmäßig gezahlter Leistungen

Abschnitt IV - Aussetzung der Verjährung der Ansprüche auf Zahlung von Leistungen bei höherer Gewalt

KAPITEL III - Vereidigung

TITEL VI - *Finanzielle und statistische Bestimmungen*

KAPITEL I - Einnahmeunterlagen

KAPITEL II - Ausgabeunterlagen

KAPITEL III - Herabsetzung der auf den Ausgabeunterlagen vermerkten Beträge

KAPITEL IV - Zusammenfassende Aufstellungen und finanzielle Unterlagen

KAPITEL V - Aufstellung der Mitgliederzahlen

KAPITEL VI - Statistische Tabellen

KAPITEL VII - Besondere Bestimmungen in bezug auf internationale Verträge

III. Konkordanztable des Königlichen Erlasses vom 3. Juli 1996 zur Ausführung des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung und des Königlichen Erlasses vom 4. November 1963 zur Einführung und Regelung der Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung

Koordinierung Königlicher Erlaß vom 4. November 1963

TITEL I — *Allgemeiner Ausschuß*

Art. 1: Art. 1, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 28. 2. 1993

Art. 2: Art. 2, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 28. 2. 1993, und Art. 28

Art. 3: Art. 3, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 28. 2. 1993

Art. 4: Art. 4, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 28. 2. 1993

TITEL II — *Gesundheitspflegeversicherung*KAPITEL I — *Organe*

- Art. 5: Art. 5, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 28. 2. 1993
- Art. 6: Art. 6, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 28. 2. 1993, und Art. 28
- Art. 7: Art. 7, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 28. 2. 1993
- Art. 8: Art. 8, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 28. 2. 1993
- Art. 9: Art. 9, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 28. 2. 1993
- Art. 10: Art. 10, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 28. 2. 1993
- Art. 11: Art. 30
- Art. 12: Art. 31, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 2. 12. 1982 und 16. 12. 1986
- Art. 13: Art. 31*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 10. 7. 1990
- Art. 14: Art. 32
- Art. 15: Art. 32*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 20. 11. 1990
- Art. 16: Art. 33
- Art. 17: Art. 34
- Art. 18: Art. 35, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 20. 10. 1992 (französischer Text)
- Art. 19: Art. 36
- Art. 20: Art. 37
- Art. 21: Art. 38
- Art. 22: Art. 39
- Art. 23: Art. 39*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 27. 10. 1989 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 6. 4. 1995 (niederländischer Text)
- Art. 24: Art. 40
- Art. 25: Art. 41
- Art. 26: Art. 42
- Art. 27: Art. 43
- Art. 28: Art. 44, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 23. 10. 1967
- Art. 29: Art. 44*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 28. 9. 1965 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 12. 5. 1975
- Art. 30: Art. 44*ter*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 28. 9. 1965
- Art. 31: Art. 44*quater*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 28. 9. 1965 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 16. 12. 1966 und 2. 12. 1968
- Art. 32: Art. 44*quinquies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 20. 4. 1966
- Art. 33: Art. 44*sexies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 20. 4. 1966
- Art. 34: Art. 44*septies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 20. 4. 1966
- Art. 35: Art. 44*octies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 20. 4. 1966
- Art. 36: Art. 44*nonies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 20. 4. 1966
- Art. 37: Art. 44*decies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 20. 4. 1966
- Art. 38: Art. 44*undecies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 20. 4. 1966
- Art. 39: Art. 44*duodecies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 20. 4. 1966
- Art. 40: Art. 44*tredecies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 20. 4. 1966
- Art. 41: Art. 44*quater decies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 23. 4. 1991
- Art. 42: Art. 44*quindecies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 23. 4. 1991
- Art. 43: Art. 44*sedecies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 23. 4. 1991
- Art. 44: Art. 44*septies decies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 23. 4. 1991
- Art. 45: Art. 44*duodevicies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 23. 4. 1991
- Art. 46: Art. 44*undevicies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 23. 4. 1991
- Art. 47: Art. 84, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 19. 5. 1995
- Art. 48: Art. 85, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 13. 1. 1995
- Art. 49: Art. 86, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 11. 10. 1989
- Art. 50: Art. 87, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 25. 6. 1969, 29. 9. 1971 und 11. 10. 1989
- Art. 51: Art. 87*sexies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 27. 10. 1989
- Art. 52: Art. 88, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 13. 1. 1995
- Art. 53: Art. 89, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 13. 1. 1995
- Art. 54: Art. 90
- Art. 55: Art. 91
- Art. 56: Art. 92, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 13. 1. 1995
- Art. 57: Art. 93, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 13. 1. 1995
- Art. 58: Art. 94
- Art. 59: Art. 95, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 13. 1. 1995
- Art. 60: Art. 95*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 28. 9. 1965, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 29. 9. 1971 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 3. 7. 1975 und 19. 8. 1992

- Art. 61: Art. 95^{ter}, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 28. 9. 1965, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 29. 9. 1971 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 14. 9. 1995
- Art. 62: Art. 95^{quater}, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 28. 9. 1965 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 23. 10. 1967
- Art. 63: Art. 95^{quinquies}, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 28. 9. 1965
- Art. 64: Art. 96, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 19. 8. 1992
- Art. 65: Art. 97, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 19. 8. 1992
- Art. 66: Art. 98, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 19. 8. 1992
- Art. 67: Art. 99, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 19. 8. 1992
- Art. 68: Art. 100, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 19. 8. 1992
- Art. 69: Art. 104, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 20. 10. 1992
- Art. 70: Art. 105, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 20. 10. 1992
- Art. 71: Art. 106, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 20. 10. 1992
- Art. 72: Art. 106^{bis}, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 20. 10. 1992
- Art. 73: Art. 106^{ter}, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 20. 10. 1992
- Art. 74: Art. 106^{quater}, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 20. 10. 1992
- Art. 75: Art. 106^{quinquies}, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 20. 10. 1992
- Art. 76: Art. 106^{sexies}, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 20. 10. 1992
- Art. 77: Art. 107, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 20. 10. 1992
- Art. 78: Art. 108
- Art. 79: Art. 109, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 2. 8. 1985
- Art. 80: Art. 110, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 3. 8. 1983 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 2. 8. 1985
- Art. 81: Art. 111, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 3. 8. 1983
- Art. 82: Art. 113
- Art. 83: Art. 114, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 2. 8. 1985
- Art. 84: Art. 115, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 3. 8. 1983 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 2. 8. 1985 und 11. 1. 1988
- Art. 85: Art. 115^{bis}, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 1. 12. 1977, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 3. 8. 1983 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 2. 8. 1985 und 27. 10. 1989
- Art. 86: Art. 115^{ter}, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 3. 8. 1983 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 27. 10. 1989
- Art. 87: Art. 116, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 27. 10. 1989 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 6. 4. 1995 (niederländischer Text)
- Art. 88: Art. 116^{bis}, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 25. 10. 1972, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 3. 8. 1983 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 2. 8. 1985, 27. 10. 1989 und 6. 4. 1995 (niederländischer Text)
- Art. 89: Art. 116^{ter}, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 1. 12. 1977 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 27. 10. 1989
- Art. 90: Art. 117
- Art. 91: Art. 118, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 2. 8. 1985
- Art. 92: Art. 119, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 28. 4. 1975 und 8. 4. 1988
- Art. 93: Art. 120
- Art. 94: Art. 121
- Art. 95: Art. 122, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 2. 8. 1985
- Art. 96: Art. 123, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 28. 4. 1975
- Art. 97: Art. 124
- Art. 98: Art. 125
- Art. 99: Art. 126
- Art. 100: Art. 127
- Art. 101: Art. 128
- Art. 102: Art. 129
- Art. 103: Art. 130
- Art. 104: Art. 131
- Art. 105: Art. 132
- Art. 106: Art. 133, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 18. 11. 1970
- Art. 107: Art. 138, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 2. 1. 1991
- Art. 108: Art. 139, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 2. 1. 1991
- Art. 109: Art. 140, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 2. 1. 1991
- Art. 110: Art. 141, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 2. 1. 1991
- Art. 111: Art. 142, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 2. 1. 1991
- Art. 112: Art. 143, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 2. 1. 1991
- Art. 113: Art. 144, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 2. 1. 1991
- Art. 114: Art. 144^{bis}, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 11. 6. 1991
- Art. 115: Art. 144^{ter}, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 11. 6. 1991
- Art. 116: Art. 144^{quater}, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 11. 6. 1991
- Art. 117: Art. 144^{quinquies}, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 11. 6. 1991

Art. 118: Art. 144*sexies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 11. 6. 1991

Art. 119: Art. 144*septies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 11. 6. 1991

Art. 120: Art. 153*septies decies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 2. 12. 1982, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 10. 4. 1991 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 23. 4. 1996

Art. 121: Art. 153*duodevicies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 2. 12. 1982, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 10. 4. 1991

Art. 122: Art. 153*undevicies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 2. 12. 1982, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 10. 4. 1991

KAPITEL II — Anwendungsbereich

Art. 123: Art. 165, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 23. 10. 1967, 25. 6. 1969, 18. 4. 1970, 3. 9. 1971, 16. 5. 1980, 1. 12. 1982, 14. 5. 1984, 25. 4. 1986, 4. 8. 1986, 6. 11. 1987, 29. 1. 1988, 3. 5. 1988 und 7. 12. 1989

Art. 124: Art. 166, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 1. 12. 1982, 8. 3. 1983, 14. 5. 1984, 29. 12. 1984, 13. 7. 1989, 29. 10. 1990 und 17. 12. 1992

Art. 125: Art. 167, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 1. 12. 1982 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 14. 5. 1984

Art. 126: Art. 167*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 1. 12. 1982, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 14. 5. 1984

Art. 127: Art. 168, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 7. 12. 1989

Art. 128: Art. 168*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 3. 9. 1971

KAPITEL III — Bedingungen für die Bewilligung von Leistungen

Art. 129: Art. 204*ter*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 26. 4. 1989 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 7. 12. 1989, 23. 5. 1990, 19. 8. 1991, 17. 12. 1992 und 8. 6. 1995

Art. 130: Art. 213*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 26. 4. 1989 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 7. 12. 1989

Art. 131: Art. 213*ter*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 26. 4. 1989 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 7. 12. 1989

Art. 132: Art. 214*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 3. 9. 1971, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 26. 4. 1989 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 7. 12. 1989

Art. 133: Art. 214*quinquies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 23. 5. 1990

Art. 134: Art. 214*sexies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 23. 5. 1990

Art. 135: Art. 214*septies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 23. 5. 1990 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 19. 8. 1991

Art. 136: Art. 214*octies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 23. 5. 1990, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 19. 8. 1991

Art. 137: Art. 145, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 2. 1. 1991 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 9. 9. 1993

Art. 138: Art. 146, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 9. 9. 1993 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 28. 9. 1995

Art. 139: Art. 147, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 2. 1. 1991

Art. 140: Art. 148, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 2. 1. 1991

Art. 141: Art. 149, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 2. 1. 1991

Art. 142: Art. 150, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 2. 1. 1991 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 9. 9. 1993

Art. 143: Art. 151, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 2. 1. 1991

Art. 144: Art. 151*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 9. 9. 1993

Art. 145: Art. 152, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 2. 1. 1991

Art. 146: Art. 153, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 2. 1. 1991

Art. 147: Art. 153*decies*, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 10. 4. 1991

Art. 148: Art. 153*undecies*, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 19. 5. 1992

Art. 149: Art. 153*duodecies*, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 10. 4. 1991

Art. 150: Art. 153*terdecies*, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 19. 5. 1992

Art. 151: Art. 153*quaterdecies*, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 10. 4. 1991

Art. 152: Art. 153*quindecies*, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 10. 4. 1991 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 23. 4. 1996

Art. 153: Art. 153*sedecies*, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 10. 4. 1991 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 19. 5. 1992 und 23. 4. 1996

Art. 154: Art. 153*tricies semel*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 30. 1. 1989 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 6. 2. 1990 und 23. 6. 1995

Art. 155: Art. 153*tricies bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 24. 9. 1992 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 23. 6. 1995

KAPITEL IV — *Eintragung von heilhilfsberuflichen Mitarbeitern*

Art. 156: Art. 134

Art. 157: Art. 135

Art. 158: Art. 136, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 20. 10. 1992 (französischer Text) und 6. 4. 1995

Art. 159: Art. 137

KAPITEL V — *Bekanntmachung der Vorschriften der Versicherung, der Listen der zugelassenen Personen und der Personen und Pflegeanstalten, die einem Abkommen oder einer Vereinbarung beigetreten sind*

Art. 160: Art. 327

TITEL III — *Entschädigungs- und Mutterschaftsversicherung*KAPITEL I — *Organe*

Art. 161: Art. 11, 26, 27

Art. 162: Art. 12

Art. 163: Art. 13

Art. 164: Art. 14

Art. 165: Art. 15

Art. 166: Art. 16

Art. 167: Art. 45, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 23. 12. 1982

Art. 168: Art. 46, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 169: Art. 47, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 170: Art. 48, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 17. 6. 1982

Art. 171: Art. 49, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 172: Art. 50, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 23. 12. 1982

Art. 173: Art. 51, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 174: Art. 52, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 175: Art. 53, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 176: Art. 54, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 177: Art. 55, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 178: Art. 56, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 179: Art. 57, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 180: Art. 58, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 181: Art. 59, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 182: Art. 60, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 183: Art. 61, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 184: Art. 62, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 185: Art. 63, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 186: Art. 64, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 187: Art. 65, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 188: Art. 66, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 189: Art. 67, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 190: Art. 68, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 191: Art. 69, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 192: Art. 70, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 12. 1969

Art. 193: Art. 77, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 23. 10. 1967

Art. 194: Art. 78

Art. 195: Art. 79

Art. 196: Art. 80

Art. 197: Art. 81

Art. 198: Art. 82

KAPITEL II — *Anwendungsbereich*

Art. 199: Art. 168ter, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 18. 5. 1982

Art. 200: Art. 168quater, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 18. 5. 1982 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 26. 4. 1989

Art. 201: Art. 168quinquies, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 18. 5. 1982, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 26. 4. 1989

Art. 202: Art. 168sexies, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 26. 4. 1989

KAPITEL III — *Bedingungen für die Bewilligung von Leistungen*

- Art. 203: Art. 204, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 12. 11. 1970, 3. 9. 1971, 12. 7. 1976, 22. 4. 1985, 3. 11. 1987, 26. 4. 1989, 10. 5. 1990, 18. 5. 1992, 28. 4. 1993 und 8. 6. 1995
- Art. 204: Art. 204*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 16. 12. 1969, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 26. 4. 1989
- Art. 205: Art. 214, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 18. 5. 1971, 3. 9. 1971, 17. 10. 1977, 23. 10. 1981, 3. 11. 1987, 26. 4. 1989, 10. 5. 1990, 23. 1. 1991, 17. 12. 1992, 28. 4. 1993, 6. 4. 1995, 19. 5. 1995 und 8. 6. 1995
- Art. 206: Art. 214*quater*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 3. 11. 1975 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 3. 11. 1987, 26. 4. 1989 und 8. 6. 1995
- Art. 207: Art. 215, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 18. 5. 1982, 26. 4. 1989 und 8. 6. 1995
- Art. 208: Art. 222
- Art. 209: Art. 223
- Art. 210: Art. 224
- Art. 211: Art. 225, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 10. 6. 1996
- Art. 212: Art. 225*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 13. 1. 1976
- Art. 213: Art. 226, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 19. 7. 1971 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 26. 6. 1973, 20. 12. 1977, 13. 12. 1978, 12. 4. 1984 und 30. 7. 1986
- Art. 214: Art. 227, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 22. 6. 1983 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 16. 5. 1994 und 2. 2. 1996
- Art. 215: Art. 227*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 6. 7. 1971 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 11. 12. 1974
- Art. 216: Art. 227*quinquies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 10. 1. 1990
- Art. 217: Art. 227*sexies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 10. 1. 1990 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 19. 10. 1993
- Art. 218: Art. 227*septies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 10. 1. 1990 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 15. 1. 1991
- Art. 219: Art. 227*octies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 10. 1. 1990
- Art. 220: Art. 227*undecies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 10. 2. 1994
- Art. 221: Art. 227*nonies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 5. 8. 1991, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 25. 7. 1994
- Art. 222: Art. 227*decies*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 5. 8. 1991, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 25. 7. 1994
- Art. 223: Art. 227*decies bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 25. 7. 1994
- Art. 224: Art. 228, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 30. 7. 1976 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 8. 3. 1983, 31. 12. 1983, 26. 4. 1989, 6. 4. 1990 und 8. 6. 1995
- Art. 225: Art. 229, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 23. 3. 1982 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 17. 6. 1982, 8. 3. 1983, 15. 10. 1987, 22. 3. 1988, 16. 11. 1990, 17. 12. 1992, 28. 4. 1993 et 14. 5. 1996
- Art. 226: Art. 229*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 30. 7. 1986, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 17. 12. 1992
- Art. 227: Art. 229*ter*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 15. 10. 1987
- Art. 228: Art. 230, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 2. 6. 1980 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 2. 7. 1993
- Art. 229: Art. 231, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 16. 12. 1969 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 14. 3. 1974, 11. 12. 1974 und 17. 6. 1976
- Art. 230: Art. 232, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 16. 12. 1969 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 15. 10. 1987 und 28. 4. 1993
- Art. 231: Art. 232*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 17. 10. 1991 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 2. 2. 1996
- Art. 232: Art. 233, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 16. 12. 1969 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 17. 6. 1976
- Art. 233: Art. 234, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 16. 12. 1969 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 4. 6. 1987
- Art. 234: Art. 235, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 16. 12. 1969
- Art. 235: Art. 235*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 16. 12. 1969 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 17. 6. 1976
- Art. 236: Art. 236, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 17. 10. 1991
- Art. 237: Art. 237, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 28. 12. 1971 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 17. 7. 1974 und 23. 3. 1982
- Art. 238: Art. 238, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 10. 6. 1996
- Art. 239: Art. 239, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 6. 1. 1969 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 31. 12. 1983, 14. 6. 1985, 10. 1. 1990 und 2. 2. 1996
- Art. 240: Art. 239*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 17. 10. 1991 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 2. 2. 1996
- Art. 241: Art. 240*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 16. 12. 1969, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 13. 3. 1973 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 29. 5. 1973 (niederländischer Text)
- Art. 242: Art. 240*ter*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 16. 12. 1969 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 17. 12. 1984 und 28. 4. 1993
- Art. 243: Art. 240*quater*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 10. 6. 1996
- Art. 244: Art. 241*bis* §§ 1 bis 3, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 2. 6. 1976 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 30. 7. 1981 und 26. 4. 1989

Art. 245: Art. 241ter, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 14. 12. 1978 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 31. 12. 1983

TITEL IV — *Gemeinsame Bestimmungen*

KAPITEL I — *Anwendungsbereich*

Art. 246: Art. 164, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 23. 10. 1967 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 5. 11. 1986, 3. 8. 1987, 28. 4. 1993, 10. 2. 1994 und 6. 4. 1995

Art. 247: Art. 216, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 23. 10. 1967, 3. 9. 1971, 11. 8. 1978, 11. 12. 1987, 22. 11. 1990, 17. 12. 1992 und 28. 4. 1993

Art. 248: Art. 217, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 23. 10. 1967, 3. 9. 1971, 27. 6. 1972, 23. 7. 1974, 31. 1. 1986, 26. 4. 1989 und 7. 12. 1989

Art. 249: Art. 218

Art. 250: Art. 219, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 23. 10. 1967 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 30. 12. 1977, 25. 7. 1981 und 26. 4. 1989

Art. 251: Art. 220, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 26. 4. 1989

KAPITEL II — *Bedingungen für die Bewilligung von Leistungen*

Art. 252: Art. 169, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 31. 3. 1992 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 16. 9. 1992, 17. 12. 1992 und 8. 6. 1995

Art. 253: Art. 170, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 26. 4. 1989

Art. 254: Art. 171, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 26. 4. 1989 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 7. 12. 1989 und 8. 6. 1995

Art. 255: Art. 173, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 3. 9. 1971

Art. 256: Art. 173bis, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 31. 3. 1992

Art. 257: Art. 174

Art. 258: Art. 175, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 13. 4. 1965, 23. 10. 1967 (niederländischer Text) und 4. 11. 1974

Art. 259: Art. 176, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 4. 11. 1974 und 13. 7. 1981

Art. 260: Art. 177, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 13. 4. 1965, 3. 9. 1971, 4. 11. 1974 und 7. 12. 1989 (niederländischer Text)

Art. 261: Art. 178, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 4. 11. 1974

Art. 262: Art. 179, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 4. 11. 1974 und 26. 4. 1989

Art. 263: Art. 180, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 26. 4. 1989

Art. 264: Art. 181, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 4. 11. 1974 und 17. 12. 1992

Art. 265: Art. 182, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 3. 9. 1971 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 4. 11. 1974

Art. 266: Art. 183, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 13. 4. 1965

Art. 267: Art. 183bis, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 13. 7. 1981

Art. 268: Art. 184

Art. 269: Art. 185, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 13. 4. 1965 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 13. 7. 1981

Art. 270: Art. 186

Art. 271: Art. 187

Art. 272: Art. 188

Art. 273: Art. 189, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 17. 12. 1992

Art. 274: Art. 190

Art. 275: Art. 193

Art. 276: Art. 194, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 26. 4. 1989 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 7. 12. 1989 und 28. 4. 1993

Art. 277: Art. 195, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 8. 6. 1995

Art. 278: Art. 195bis, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 23. 10. 1967, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 8. 6. 1995 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 11. 1. 1996

Art. 279: Art. 196, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 26. 4. 1989 und 20. 9. 1989

Art. 280: Art. 197, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 26. 4. 1989 und 20. 9. 1989

Art. 281: Art. 198, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 26. 4. 1989 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 20. 9. 1989, 28. 4. 1993 und 21. 5. 1996

Art. 282: Art. 199, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 12. 2. 1969 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 3. 9. 1971, 17. 10. 1977 und 7. 12. 1989

Art. 283: Art. 200

Art. 284: Art. 201, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 21. 5. 1996

Art. 285: Art. 203, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 14. 5. 1986

Art. 286: Art. 205, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 26. 4. 1989 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 7. 12. 1989

Art. 287: Art. 206, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 14. 5. 1986 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 26. 4. 1989

Art. 288: Art. 207, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 26. 4. 1989 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 7. 12. 1989

Art. 289: Art. 208, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 14. 5. 1986 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 26. 4. 1989

Art. 290: Art. 210, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 19. 8. 1991

Art. 291: Art. 210*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 23. 10. 1967 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 3. 9. 1971 und 26. 4. 1989

Art. 292: Art. 211, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 26. 4. 1989

Art. 293: Art. 213, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 14. 5. 1986

Art. 294: Art. 221, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 25. 6. 1969, 3. 9. 1971, 26. 4. 1989, 10. 4. 1991, 17. 12. 1992 und 15. 9. 1994

Art. 295: Art. 241, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 26. 4. 1989

TITEL V — *Kontrolle und Streitsachen*

KAPITEL I — *Medizinische Kontrolle*

Art. 296: Art. 17, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 28. 9. 1965

Art. 297: Art. 20

Art. 298: Art. 26, 27

Art. 299: Art. 28

Art. 300: Art. 242

Art. 301: Art. 243

Art. 302: Art. 244

Art. 303: Art. 245

Art. 304: Art. 246, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 28. 11. 1967

Art. 305: Art. 247

Art. 306: Art. 248, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 28. 11. 1967 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 7. 10. 1971, 30. 9. 1976, 8. 12. 1976, 20. 10. 1992 (französischer Text) und 21. 4. 1995

Art. 307: Art. 249, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 28. 11. 1967, 7. 10. 1971, 30. 9. 1976, 2. 9. 1992 und 21. 4. 1995

Art. 308: Art. 250

Art. 309: Art. 251, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 28. 11. 1967

Art. 310: Art. 252

Art. 311: Art. 327

KAPITEL II — *Verwaltungstechnische Kontrolle*

Art. 312: Art. 21, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 29. 9. 1993, und Art. 26, 27

Art. 313: Art. 22

Art. 314: Art. 23

Art. 315: Art. 24, 28

Art. 316: Art. 25, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 23. 10. 1967

Art. 317: Art. 253, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 15. 3. 1996

Art. 318: Art. 254, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 18. 1. 1969 und abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 18. 1. 1969, 3. 9. 1971, 30. 9. 1976, 27. 11. 1979, 17. 7. 1981, 14. 5. 1986, 14. 12. 1988, 22. 3. 1991, 31. 3. 1992, 27. 4. 1993 und 15. 3. 1996

Art. 319: Art. 254*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 15. 3. 1996

Art. 320: Art. 255, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 15. 3. 1996

Art. 321: Art. 256, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 15. 3. 1996

Art. 322: Art. 257, wieder eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 30. 9. 1976

Art. 323: Art. 258, wieder eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 30. 9. 1976 und ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 24. 8. 1994

Art. 324: Art. 259, wieder eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 30. 9. 1976

Art. 325: Art. 260, wieder eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 30. 9. 1976 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 27. 4. 1993

Art. 326: Art. 261, wieder eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 30. 9. 1976 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 22. 3. 1991

Art. 327: Art. 262, wieder eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 30. 9. 1976

Art. 328: Art. 262*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 12. 7. 1991

Art. 329: Art. 262*ter*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 12. 7. 1991

KAP
ITEL III — *Vereidigung*

Art. 330: Art. 328

TITEL VI — *Finanzielle und statistische Bestimmungen*

KAPITEL I — *Einnahmeunterlagen*

Art. 331: Art. 307

Art. 332: Art. 308, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 14. 5. 1986

Art. 333: Art. 309, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 14. 5. 1986 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 26. 4. 1989

Art. 334: Art. 311, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 14. 5. 1986

KAPITEL II — *Ausgabeunterlagen*

Art. 335: Art. 312, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 19. 8. 1992

Art. 336: Art. 312*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 14. 5. 1986

Art. 337: Art. 313, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 21. 5. 1965, 16. 12. 1969, 3. 9. 1971, 13. 1. 1976 und 14. 5. 1986

Art. 338: Art. 315, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 10. 1. 1990

Art. 339: Art. 316, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 10. 1. 1990

Art. 340: Art. 317

KAPITEL III — *Herabsetzung der auf den Ausgabeunterlagen vermerkten Beträge*

Art. 341: Art. 256*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 14. 5. 1986

KAPITEL IV — *Zusammenfassende Aufstellungen und finanzielle Unterlagen*

Art. 342: Art. 318, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 14. 5. 1986

Art. 343: Art. 319, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 14. 5. 1986

Art. 344: Art. 319*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 14. 5. 1986

KAPITEL V — *Aufstellung der Mitgliederzahlen*

Art. 345: Art. 320, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 14. 5. 1986

KAPITEL VI — *Statistische Tabellen*

Art. 346: Art. 321, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 14. 5. 1986 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 14. 9. 1995

Art. 347: Art. 322, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 14. 5. 1986 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 19. 8. 1992

Art. 348: Art. 322*bis*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 14. 5. 1986 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 14. 9. 1995

Art. 349: Art. 322*ter*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 14. 5. 1986 und abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 14. 9. 1995

Art. 350: Art. 322*quater*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 14. 9. 1995

Art. 351: Art. 322*quinques*, eingefügt durch den Königlichen Erlaß vom 14. 9. 1995

Art. 352: Art. 323, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 10. 1. 1990

Art. 353: Art. 323*bis*, ersetzt durch den Königlichen Erlaß vom 10. 1. 1990

KAPITEL VII — *Besondere Bestimmungen in bezug auf internationale Verträge*

Art. 354: Art. 324

Art. 355: Art. 325, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 14. 5. 1986

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 10 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 10 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

COUR D'ARBITRAGE

[99/21211]

Ordres nationaux

Par arrêtés royaux du 19 mars 1999 sont nommés Commandeur de l'Ordre de la Couronne, Mme A. Roland et M. E. Peremans, référendaires à la Cour d'arbitrage.

ARBITRAGEHOF

[99/21211]

Nationale Orden

Bij koninklijke besluiten van 19 maart 1999 zijn benoemd tot Commandeur in de Kroonorde, Mevr. A. Roland en de heer E. Peremans, referendarissen bij het Arbitragehof.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09591]

Ordre judiciaire

Par arrêtés royaux du 15 février 1999 :

— est acceptée, à sa demande, la démission de M. Cuvelier, J., de ses fonctions de notaire à la résidence de Duffel.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Le présent arrêté entre en vigueur à la date de la prestation de serment de son successeur;

— est acceptée, à sa demande, la démission de M. Vandekerckhove, K., de ses fonctions de notaire à la résidence de Malines.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Le présent arrêté entre en vigueur à la date de la prestation de serment de son successeur;

— est acceptée, à sa demande, la démission de M. Costa, J., de ses fonctions de notaire à la résidence d'Anderlecht.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Le présent arrêté entre en vigueur à la date de la prestation de serment de son successeur;

— est acceptée, à sa demande, la démission de M. Gloesener, J., de ses fonctions de notaire à la résidence d'Eupen.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Le présent arrêté entre en vigueur à la date de la prestation de serment de son successeur.

Par arrêté royal du 26 avril 1999 est acceptée, à sa demande, la démission de M. Baclène, M., de ses fonctions de notaire à la résidence d'Erezée.

Par arrêtés royaux du 30 avril 1999 :

— Mme Coussement, A.-M., licenciée en droit, licenciée en notariat, est nommée notaire à la résidence de Duffel;

— Mme Baetens, R.-M., licenciée en droit, licenciée en notariat, est nommée notaire à la résidence de Malines;

— M. Jakubowski, J.-M., licencié en droit, licencié en notariat, est nommé notaire à la résidence d'Eupen;

— M. Dumoulin, V., licencié en droit, licencié en notariat, est nommé notaire à la résidence d'Erezée.

Par arrêté royal du 3 mai 1999, Mme Costa, A., licenciée en droit, licenciée en notariat, est nommée notaire à la résidence d'Anderlecht.

Le recours en annulation des actes précités à porter individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09591]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijke besluiten van 15 februari 1999 :

— is aan de heer Cuvelier, J., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Duffel.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Dit besluit treedt in werking op de datum van de eedaflegging van zijn opvolger;

— is aan de heer Vandekerckhove, K., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Mechelen.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Dit besluit treedt in werking op de datum van de eedaflegging van zijn opvolger;

— is aan de heer Costa, J., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Anderlecht.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Dit besluit treedt in werking op de datum van de eedaflegging van zijn opvolger;

— is aan de heer Gloesener, J., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Eupen.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Dit besluit treedt in werking op de datum van de eedaflegging van zijn opvolger.

Bij koninklijk besluit van 26 april 1999 is aan de heer Baclène, M., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Erezée.

Bij koninklijke besluiten van 30 april 1999 :

— is Mevr. Coussement, A.-M., licentiaat in de rechten, licentiaat in het notariaat, benoemd tot notaris ter standplaats Duffel;

— is Mevr. Baetens, R.-M., licentiaat in de rechten, licentiaat in het notariaat, benoemd tot notaris ter standplaats Mechelen;

— is de heer Jakubowski, J.-M., licentiaat in de rechten, licentiaat in het notariaat, benoemd tot notaris ter standplaats Eupen;

— is de heer Dumoulin, V., licentiaat in de rechten, licentiaat in het notariaat, benoemd tot notaris ter standplaats Erezée.

Bij koninklijk besluit van 3 mei 1999 is Mevr. Costa, A., licentiaat in de rechten, licentiaat in het notariaat, benoemd tot notaris ter standplaats Anderlecht.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[C - 99/22471]

Service de Médiation Pensions. — Nominations

Par arrêté royal du 4 mai 1999, M. Guido Schuermans, né le 4 août 1949, Conseiller adjoint à l'Institut national d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants, du rôle linguistique néerlandophone, est nommé, à partir du 1^{er} juin 1999, pour une durée de six ans, membre du Service de Médiation Pensions.

Le recours en annulation de l'acte précité à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles) sous pli recommandé à la poste.

Par arrêté royal du 4 mai 1999, M. Jean-Marie Hannesse, né le 3 juin 1959, du rôle linguistique francophone est nommé, à partir du 1^{er} juin 1999, pour une durée de six ans, membre du Service de Médiation Pensions.

Le recours en annulation de l'acte précité à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles) sous pli recommandé à la poste.

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[C - 99/22471]

Ombudsdienst Pensioenen. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 4 mei 1999 wordt de heer Guido Schuermans, geboren op 4 augustus 1949, Adjunct-adviseur bij het Rijksinstituut voor Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, van de Nederlandse taalrol, met ingang van 1 juni 1999, voor de duur van zes jaar, benoemd tot lid van de Ombudsdienst Pensioenen.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akte met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapstraat 33, 1040 Brussel) te worden toegezonden.

Bij koninklijk besluit van 4 mei 1999 wordt de heer Jean-Marie Hannesse, geboren op 5 juni 1959, van de Franse taalrol, met ingang van 1 juni 1999, voor de duur van zes jaar, benoemd tot lid van de Ombudsdienst Pensioenen.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akte met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapstraat 33, 1040 Brussel) te worden toegezonden.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

**MINISTÈRE
DE LA REGION WALLONNE**

[C - 99/27384]

Emploi

Conformément au décret du 16 juillet 1998 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées et en particulier l'article 8, un arrêté ministériel du 14 avril 1999 accorde, pour une durée de deux ans prenant cours le 14 avril 1999, un agrément à l'entreprise ALPHA & OMEGA, à Herstal.

Conformément au décret du 16 juillet 1998 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées et en particulier l'article 8, un arrêté ministériel du 14 avril 1999 accorde, pour une durée de deux ans prenant cours le 14 avril 1999, un agrément à l'entreprise A.U.R.E.Lie Assistance, à Herstal.

ÜBERSETZUNG

**MINISTERIUM
DER WALLONISCHEN REGION**

[C - 99/27384]

Beschäftigung

Gemäß dem Dekret vom 16. Juli 1998 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe, insbesondere Artikel 8, wird das Unternehmen ALPHA & OMEGA, in Herstal durch Ministerialerlass vom 14. April 1999 für eine Dauer von zwei Jahren ab dem 14. April 1999 zugelassen.

Gemäß dem Dekret vom 16. Juli 1998 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe, insbesondere Artikel 8, wird das Unternehmen A.U.R.E.Lie Assistance, in Herstal durch Ministerialerlass vom 14. April 1999 für eine Dauer von zwei Jahren ab dem 14. April 1999 zugelassen.

VERTALING

**MINISTERIE
VAN HET WAALSE GEWEST**

[C - 99/27384]

Tewerkstelling

Bij ministerieel besluit van 14 april 1999 wordt de onderneming ALPHA & OMEGA, in Herstal erkend voor een duur van twee jaar die vanaf 14 april 1999 loopt, overeenkomstig het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven worden erkend en gesubsidieerd, inzonderheid op artikel 8.

Bij ministerieel besluit van 14 april 1999 wordt de onderneming A.U.R.E.Lie Assistance, in Herstal erkend voor een duur van twee jaar die vanaf 14 april 1999 loopt, overeenkomstig het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven worden erkend en gesubsidieerd, inzonderheid op artikel 8.

Conformément au décret du 16 juillet 1998 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées et en particulier l'article 8, un arrêté ministériel du 14 avril 1999 accorde, pour une durée de deux ans prenant cours le 14 avril 1999, un agrément à l'entreprise RECMA, à Seraing.

—————

Conformément au décret du 16 juillet 1998 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées et en particulier l'article 8, un arrêté ministériel du 14 avril 1999 accorde, pour une durée de deux ans prenant cours le 14 avril 1999, un agrément à l'entreprise L.S.T. Coopérative, à Namur.

—————

Conformément au décret du 16 juillet 1998 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées et en particulier l'article 8, un arrêté ministériel du 14 avril 1999 accorde, pour une durée de deux ans prenant cours le 14 avril 1999, un agrément à l'entreprise INTRAFOR, à Namur.

—————

Conformément au décret du 16 juillet 1998 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées et en particulier l'article 8, un arrêté ministériel du 14 avril 1999 accorde, pour une durée de deux ans prenant cours le 14 avril 1999, un agrément à l'entreprise HERCULE, à Liège.

—————

Conformément au décret du 16 juillet 1998 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées et en particulier l'article 8, un arrêté ministériel du 14 avril 1999 accorde, pour une durée de deux ans prenant cours le 14 avril 1999, un agrément à l'entreprise PROGRESKOM, à Bertrix.

—————

Gemäß dem Dekret vom 16. Juli 1998 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe, insbesondere Artikel 8, wird das Unternehmen RECMA, in Seraing durch Ministerialerlass vom 14. April 1999 für eine Dauer von zwei Jahren ab dem 14. April 1999 zugelassen.

—————

Gemäß dem Dekret vom 16. Juli 1998 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe, insbesondere Artikel 8, wird das Unternehmen L.S.T. Coopérative, in Namur durch Ministerialerlass vom 14. April 1999 für eine Dauer von zwei Jahren ab dem 14. April 1999 zugelassen.

—————

Gemäß dem Dekret vom 16. Juli 1998 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe, insbesondere Artikel 8, wird das Unternehmen INTRAFOR, in Namur durch Ministerialerlass vom 14. April 1999 für eine Dauer von zwei Jahren ab dem 14. April 1999 zugelassen.

—————

Gemäß dem Dekret vom 16. Juli 1998 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe, insbesondere Artikel 8, wird das Unternehmen HERCULE, in Lüttich durch Ministerialerlass vom 14. April 1999 für eine Dauer von zwei Jahren ab dem 14. April 1999 zugelassen.

—————

Gemäß dem Dekret vom 16. Juli 1998 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe, insbesondere Artikel 8, wird das Unternehmen PROGRESKOM, in Bertrix durch Ministerialerlass vom 14. April 1999 für eine Dauer von zwei Jahren ab dem 14. April 1999 zugelassen.

—————

Bij ministerieel besluit van 14 april 1999 wordt de onderneming RECMA, in Seraing erkend voor een duur van twee jaar die vanaf 14 april 1999 loopt, overeenkomstig het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven worden erkend en gesubsidieerd, inzonderheid op artikel 8.

—————

Bij ministerieel besluit van 14 april 1999 wordt de onderneming L.S.T. Coopérative, in Namen erkend voor een duur van twee jaar die vanaf 14 april 1999 loopt, overeenkomstig het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven worden erkend en gesubsidieerd, inzonderheid op artikel 8.

—————

Bij ministerieel besluit van 14 april 1999 wordt de onderneming INTRAFOR, in Namen erkend voor een duur van twee jaar die vanaf 14 april 1999 loopt, overeenkomstig het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven worden erkend en gesubsidieerd, inzonderheid op artikel 8.

—————

Bij ministerieel besluit van 14 april 1999 wordt de onderneming HERCULE, in Luik erkend voor een duur van twee jaar die vanaf 14 april 1999 loopt, overeenkomstig het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven worden erkend en gesubsidieerd, inzonderheid op artikel 8.

—————

Bij ministerieel besluit van 14 april 1999 wordt de onderneming PROGRESKOM, in Bertrix erkend voor een duur van twee jaar die vanaf 14 april 1999 loopt, overeenkomstig het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven worden erkend en gesubsidieerd, inzonderheid op artikel 8.

ÜBERSETZUNG

[C - 99/27383]

Logement

Par arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 1999, M. Henri Remacle est nommé commissaire du Gouvernement wallon auprès du conseil d'administration de la Société wallonne du Logement, à la date du 15 avril 1999.

[C - 99/27383]

Wohnungswesen

Durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 1999 wird Herr Henri Remacle am 15. April 1999 zum Kommissar der Wallonischen Regierung beim Verwaltungsrat der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) ernannt.

VERTALING

[C - 99/27383]

Huisvesting

Bij besluit van de Waalse Regering van 15 april 1999 wordt de heer Henri Remacle op 15 april 1999 benoemd tot commissaris van de Waalse Regering bij de raad van bestuur van de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij).

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

ARBITRAGEHOF

[C - 99/21174]

Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

I. Bij arrest nr. 78.484 van 2 februari 1999 in zake C. Smits en anderen tegen de Vlaamse Autonome Hogeschool Antwerpen, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 25 februari 1999, heeft de Raad van State de volgende prejudiciële vragen gesteld :

« 1. Schendt artikel 317ter van het decreet van 13 juli 1994 betreffende de hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap, ingevoegd bij decreet van 14 juli 1998, de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de respectieve bevoegdheden van de Staat en de gemeenschappen ?

2. Schendt artikel 317ter van het decreet van 13 juli 1994 betreffende de hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap, ingevoegd bij decreet van 14 juli 1998, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet ? »

II. Bij drie verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 25 en 26 februari 1999 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 26 februari en 1 maart 1999, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 45, 54, 70, 79, 80 en 83 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 14 juli 1998 betreffende het onderwijs IX (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 29 augustus 1998), wegens schending van de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten en van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, door :

a) J. Baets, wonende te 2000 Antwerpen, Prinsesstraat 7, C. Deboosere, wonende te 9070 Destelbergen, Notaxlaan 5, N. De Buck, wonende te 9830 Sint-Martens-Latem, Bunderweg 7, A.-M. Decock, wonende te 9000 Gent, Sanderswal 18, R. Dehamers, wonende te 9040 Gent, Adolf Baeyensstraat 144, J.-M. Demeyer, wonende te 9000 Gent, Zwijnaardsesteenweg 164 A, L. Demeyer, wonende te 9000 Gent, Jakob Heremansstraat 42, M. Demoor, wonende te 9000 Gent, Sint-Pietersplein 26, E. Leerman, wonende te 8760 Koksijde, Albert I-laan 102, G. Marchal, wonende te 9000 Gent, Simon de Mirabellostraat 39, J.-P. Monbaliu, wonende te 9000 Gent, IJkmeesterstraat 1, L. Monsaert, wonende te 9000 Gent, Oude Houtlei 118, J. Pastijn, wonende te 9040 Sint-Amandsberg, Heiveldstraat 247, H. Schepens, wonende te 9000 Gent, Sint-Lievenslaan 140, J. Vanden Abeel, wonende te 9000 Gent, Begijnengracht 23, N. Van Lierde, wonende te 9000 Gent, Zwijnaardsesteenweg 225, G. Vercaemer, wonende te 9000 Gent, Vaart Links 25, W. Vermoere, wonende te 9041 Oostakker, Drieselstraat 56, en E. Muylaert, wonende te 9000 Gent, Martelaerslaan 399;

b) R. Vanhaeren, wonende te 3600 Genk, Weg naar As 113, C. Willems, wonende te 3800 Sint-Truiden, Grote Vinnestraat 31, M. Valgaeren, wonende te 2650 Edegem, Boniverlei 4, en F. Vanattenhove, wonende te 3271 Zichem, Mollenveldwijk 20;

c) J.-P. Biesemans, wonende te 1860 Meise, Kraaijenbroeklaan 28, E. Van den Bremt, wonende te 1050 Brussel, Augustin Delpoortestraat 79, F. Dubois, wonende te 2970 Schilde, Prins Boudewijnlaan 25, L. Ouderits, wonende te 2260 Westerlo, Hollandsedreef 2, en J. De Maeyer, wonende te 1800 Vilvoorde, H. Consciencestraat 66.

Die zaken zijn ingeschreven respectievelijk onder de nummers 1627, 1628, 1629 en 1631 van de rol van het Hof en zijn samengevoegd.

De griffier,
L. Potoms.

COUR D'ARBITRAGE

[C - 99/21174]

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

I. Par arrêt n° 78.484 du 2 février 1999 en cause de C. Smits et autres contre la « Vlaamse Autonome Hogeschool Antwerpen », dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 25 février 1999, le Conseil d'Etat a posé les questions préjudicielles suivantes :

« 1. L'article 317ter du décret du 13 juillet 1994 relatif aux instituts supérieurs en Communauté flamande, inséré par le décret du 14 juillet 1998, viole-t-il les règles fixées par la Constitution ou établies en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat et des communautés ?

2. L'article 317ter du décret du 13 juillet 1994 relatif aux instituts supérieurs en Communauté flamande, inséré par le décret du 14 juillet 1998, viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution ? »

II. Par trois requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste les 25 et 26 février 1999 et parvenues au greffe les 26 février et 1^{er} mars 1999, un recours en annulation des articles 45, 54, 70, 79, 80 et 83 du décret de la Communauté flamande du 14 juillet 1998 relatif à l'enseignement IX (publié au *Moniteur belge* du 29 août 1998), pour cause de violation des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions et des articles 10 et 11 de la Constitution, a été introduit par :

a) J. Baets, demeurant à 2000 Anvers, Prinsesstraat 7, C. Deboosere, demeurant à 9070 Destelbergen, Notaxlaan 5, N. De Buck, demeurant à 9830 Sint-Martens-Latem, Bunderweg 7, A.-M. Decock, demeurant à 9000 Gand, Sanderswal 18, R. Dehamers, demeurant à 9040 Gand, Adolf Baeyensstraat 144, J.-M. Demeyer, demeurant à 9000 Gand, Zwijnaardsesteenweg 164 A, L. Demeyer, demeurant à 9000 Gand, Jakob Heremansstraat 42, M. Demoor, demeurant à 9000 Gand, Sint-Pietersplein 26, E. Leerman, demeurant à 8760 Koksijde, Albert I-laan 102, G. Marchal, demeurant à 9000 Gand, Simon de Mirabellostraat 39, J.-P. Monbaliu, demeurant à 9000 Gand, IJkmeesterstraat 1, L. Monsaert, demeurant à 9000 Gand, Oude Houtlei 118, J. Pastijn, demeurant à 9040 Sint-Amandsberg, Heiveldstraat 247, H. Schepens, demeurant à 9000 Gand, Sint-Lievenslaan 140, J. Vanden Abeel, demeurant à 9000 Gand, Begijnengracht 23, N. Van Lierde, demeurant à 9000 Gand, Zwijnaardsesteenweg 225, G. Vercaemer, demeurant à 9000 Gand, Vaart Links 25, W. Vermoere, demeurant à 9041 Oostakker, Drieselstraat 56, et E. Muylaert, demeurant à 9000 Gand, Martelaerslaan 399;

b) R. Vanhaeren, demeurant à 3600 Genk, Weg naar As 113, C. Willems, demeurant à 3800 Saint-Trond, Grote Vinnestraat 31, M. Valgaeren, demeurant à 2650 Edegem, Boniverlei 4, et F. Vanattenhove, demeurant à 3271 Zichem, Mollenveldwijk 20;

c) J.-P. Biesemans, demeurant à 1860 Meise, Kraaijenbroeklaan 28, E. Van den Bremt, demeurant à 1050 Bruxelles, rue Augustin Delpoorte 79, F. Dubois, demeurant à 2970 Schilde, Prins Boudewijnlaan 25, L. Ouderits, demeurant à 2260 Westerlo, Hollandsedreef 2, et J. De Maeyer, demeurant à 1800 Vilvoorde, H. Consciencestraat 66.

Ces affaires sont inscrites respectivement sous les numéros 1627, 1628, 1629 et 1631 du rôle de la Cour et ont été jointes.

Le greffier,
L. Potoms.

SCHIEDSHOF

[C - 99/21174]

Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof

I. In seinem Urteil Nr. 78.484 vom 2. Februar 1999 in Sachen C. Smits und andere gegen die «Vlaamse Autonome Hogeschool Antwerpen», dessen Ausfertigung am 25. Februar 1999 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat der Staatsrat folgende präjudizielle Fragen gestellt:

«1. Verstößt Artikel 317ter des Dekrets vom 13. Juli 1994 bezüglich der Hochschulen in der Flämischen Gemeinschaft, eingefügt durch das Dekret vom 14. Juli 1998, gegen die durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften?»

2. Verstößt Artikel 317ter des Dekrets vom 13. Juli 1994 bezüglich der Hochschulen in der Flämischen Gemeinschaft, eingefügt durch das Dekret vom 14. Juli 1998, gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung?»

II. Mit drei Klageschriften, die dem Hof mit am 25. und 26. Februar 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 26. Februar und 1. März 1999 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 45, 54, 70, 79, 80 und 83 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 14. Juli 1998 über den Unterricht IX (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 29. August 1998) wegen Verstoßes gegen die durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften und gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung:

a) J. Baets, wohnhaft in 2000 Antwerpen, Prinsesstraat 7, C. Deboosere, wohnhaft in 9070 Destelbergen, Notaxlaan 5, N. De Buck, wohnhaft in 9830 Sint-Martens-Latem, Bunderweg 7, A.-M. Decock, wohnhaft in 9000 Gent, Sanderswal 18, R. Dehamers, wohnhaft in 9040 Gent, Adolf Baeyensstraat 144, J.-M. Demeyer, wohnhaft in 9000 Gent, Zwijnaardsesteenweg 164 A, L. Demeyer, wohnhaft in 9000 Gent, Jakob Heremansstraat 42, M. Demoor, wohnhaft in 9000 Gent, Sint-Pietersplein 26, E. Leerman, wohnhaft in 8760 Koksijde, Albert I-laan 102, G. Marchal, wohnhaft in 9000 Gent, Simon de Mirabellestraat 39, J.-P. Monbaliu, wohnhaft in 9000 Gent, IJkmeesterstraat 1, L. Monsaert, wohnhaft in 9000 Gent, Oude Houtlei 118, J. Pastijn, wohnhaft in 9040 Sint-Amandsberg, Heiveldstraat 247, H. Schepens, wohnhaft in 9000 Gent, Sint-Lievenslaan 140, J. Vanden Abeel, wohnhaft in 9000 Gent, Begijnengracht 23, N. Van Lierde, wohnhaft in 9000 Gent, Zwijnaardsesteenweg 225, G. Vercaemer, wohnhaft in 9000 Gent, Vaart Links 25, W. Vermoere, wohnhaft in 9041 Oostakker, Drieselstraat 56, und E. Muylaert, wohnhaft in 9000 Gent, Martelaerslaan 399;

b) R. Vanhaeren, wohnhaft in 3600 Genk, Weg naar As 113, C. Willems, wohnhaft in 3800 Sint-Truiden, Grote Vinnestraat 31, M. Valgaeren, wohnhaft in 2650 Edegem, Boniverlei 4, und F. Vanattenhove, wohnhaft in 3271 Zichem, Mollenveldwijk 20;

c) J.-P. Biesemans, wohnhaft in 1860 Meise, Kraaienbroeklaan 28, E. Van den Brecht, wohnhaft in 1050 Brüssel, Augustin Delportestraat 79, F. Dubois, wohnhaft in 2970 Schilde, Prins Boudewijnlaan 25, L. Ouderits, wohnhaft in 2260 Westerlo, Hollandsedreef 2, und J. De Maeyer, wohnhaft in 1800 Vilvoorde, H. Consciencestraat 66.

Diese Rechtssachen wurden jeweils unter den Nummern 1627, 1628, 1629 und 1631 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen und verbunden.

Der Kanzler,
L. Potoms.



COUR D'ARBITRAGE

[C - 99/21249]

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

Par jugement du 19 mars 1999 en cause de la société de droit américain Centocor Inc. contre l'Etat belge, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 26 mars 1999, le tribunal de première instance de Bruxelles a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 5 de la loi du 8 juillet 1977 [portant approbation des actes internationaux suivants : 1. Convention sur l'unification de certains éléments du droit des brevets d'invention, faite à Strasbourg le 27 novembre 1963; 2. Traité de coopération en matière de brevets, et Règlement d'exécution, faits à Washington le 19 juin 1970; 3. Convention sur la délivrance de brevets européens (Convention sur le brevet européen), Règlement d'exécution et quatre Protocoles, faits à Munich le 5 octobre 1973; 4. Convention relative au brevet européen pour le Marché-commun (Convention sur le brevet communautaire), et Règlement d'exécution, faits à Luxembourg le 15 décembre 1975], en tant qu'il subordonne l'obtention de la protection d'une invention en vertu d'un brevet européen, au dépôt de la traduction de ce brevet dans un délai de trois mois à compter de la publication de la mention de la délivrance dudit brevet, mais sans prévoir aucune possibilité de prolongation ou de restauration en cas d'inobservation de ce délai, viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution, alors que la Convention de Munich sur le brevet européen permet la restauration des droits en cas d'échéance d'un délai (articles 121 et 122), que la loi du 28 mars 1984 permet en ces [lire : ses] articles 20 et 58 des prolongations de délai et alors spécialement que le titulaire d'un brevet belge délivré dispose pour le paiement de la taxe annuelle nécessaire au maintien en vigueur du brevet de deux périodes de prolongation sans condition et d'une période de restauration en vertu des articles 40 et 41 de la loi du 28 mars 1984 ? »

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1653 du rôle de la Cour.

Le greffier,
L. Potoms.

ARBITRAGEHOF

[C - 99/21249]

Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

Bij vonnis van 19 maart 1999 in zake de vennootschap naar Amerikaans recht Centocor Inc. tegen de Belgische Staat, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 26 maart 1999, heeft de rechtbank van eerste aanleg te Brussel de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schendt artikel 5 van de wet van 8 juli 1977 [houdende goedkeuring van volgende internationale akten : 1. Verdrag betreffende de eenmaking van enige beginselen van het octrooirecht, opgemaakt te Straatsburg op 27 november 1963; 2. Verdrag tot samenwerking inzake octrooien en uitvoeringsreglement, opgemaakt te Washington op 19 juni 1970; 3. Verdrag betreffende de verlening van Europese octrooien (Europees octrooverdrag), uitvoeringsreglement en vier protocollen, opgemaakt te München op 5 oktober 1973; 4. Verdrag betreffende het Europees octrooi voor de gemeenschappelijke markt (gemeenschapsoctrooverdrag), en uitvoeringsreglement, opgemaakt te Luxemburg

op 15 december 1975], in zoverre het het verkrijgen van de bescherming van een uitvinding krachtens een Europees octrooi afhankelijk maakt van de indiening van de vertaling van dat octrooi binnen een termijn van drie maanden vanaf de publicatie van de vermelding van de verlening van het genoemde octrooi, maar zonder in enige mogelijkheid tot verlenging of herstel te voorzien, in geval van niet-inachtneming van die termijn, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, terwijl het Verdrag van München betreffende de verlening van Europese octrooien het herstel van de rechten mogelijk maakt in geval van verval van een termijn (artikelen 121 en 122), de wet van 28 maart 1984 in de artikelen 20 en 58 ervan termijnverlengingen mogelijk maakt en terwijl, in het bijzonder, de houder van een Belgisch octrooi voor de betaling van de jaarlijkse taks die noodzakelijk is voor handhaving van de geldigheid van het octrooi beschikt over twee periodes tot verlenging zonder voorwaarde en over een periode tot herstel krachtens de artikelen 40 en 41 van de wet van 28 maart 1984 ? »

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1653 van de rol van het Hof.

De griffier,
L. Potoms.

SCHIEDSHOF

[C - 99/21249]

Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof

In seinem Urteil vom 19. März 1999 in Sachen der Gesellschaft amerikanischer Rechts Centocor Inc. gegen den Belgischen Staat, dessen Ausfertigung am 26. März 1999 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat das Gericht erster Instanz Brüssel folgende präjudizielle Frage gestellt:

«Verstößt Artikel 5 des Gesetzes vom 8. Juli 1977 [zur Genehmigung folgender internationaler Verträge: 1. Übereinkommen zur Vereinheitlichung gewisser Begriffe des materiellen Rechts der Erfindungspatente, abgeschlossen in Straßburg am 27. November 1963; 2. Vertrag über die internationale Zusammenarbeit auf dem Gebiet des Patentwesens und Durchführungsvorschriften, abgeschlossen in Washington am 19. Juni 1970; 3. Übereinkommen über die Erteilung europäischer Patente (europäisches Patentübereinkommen), Durchführungsvorschriften und vier Protokolle, abgeschlossen in München am 5. Oktober 1973; 4. Übereinkommen über das europäische Patent für den Gemeinsamen Markt (Gemeinschaftspatentübereinkommen) und Durchführungsvorschriften, abgeschlossen in Luxemburg am 15. Dezember 1975] insofern, als er die Erlangung des Schutzes einer Erfindung kraft eines europäischen Patents von der Einreichung der Übersetzung des Patents innerhalb von drei Monaten ab der Veröffentlichung des Hinweises auf die Erteilung dieses Patents abhängig macht, jedoch ohne die Möglichkeit der Verlängerung oder Wiederherstellung im Falle der Nichtbeachtung dieser Frist vorzusehen, gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, während das Münchner Übereinkommen über die Erteilung europäischer Patente die Wiederherstellung der Rechte im Falle des Ablaufs einer Frist ermöglicht (Artikel 121 und 122), das Gesetz vom 28. März 1984 in seinen Artikeln 20 und 58 Fristverlängerungen ermöglicht und während insbesondere der Inhaber eines belgischen Patents zum Entrichten der Jahresgebühr für die Aufrechterhaltung der Wirksamkeit des Patents über zwei Verlängerungszeiträume, ohne jede Bedingung, sowie über einen Wiederherstellungszeitraum kraft der Artikel 40 und 41 des Gesetzes vom 28. März 1984 verfügt?»

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1653 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

Der Kanzler,
L. Potoms.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09590]

Ordre judiciaire

Par arrêté ministériel du 17 mai 1999, Mme Brems, J., greffier à la justice de paix du canton de Malines, est temporairement déléguée aux mêmes fonctions à la justice de paix du canton de Westerlo.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09590]

Rechterlijke Orde

Bij ministerieel besluit van 17 mei 1999 is aan Mevr. Brems, J., griffier bij het vreedegerecht van het kanton Mechelen, tijdelijk opdracht gegeven om haar ambt te vervullen bij het vreedegerecht van het kanton Westerlo.

MINISTERE DES FINANCES

[99/03312]

Administration des contributions directes

Avis aux employeurs et autres débiteurs de revenus soumis au précompte professionnel

L'attention des employeurs et autres débiteurs de revenus soumis au précompte professionnel est attirée sur le fait qu'en raison du retard dans la livraison de certaines fiches individuelles n^{os} 281 et de certains relevés récapitulatifs n^{os} 325 correspondants, la date ultime pour la remise de ces imprimés est **exceptionnellement fixée au 31 mai 1999**, en ce qui concerne les revenus payés ou attribués pendant l'année 1998.

Le délai précité ne vaut toutefois pas pour les employeurs qui participent au système BELCOTAX.

Le présent avis tient lieu de réponse aux demandes de prorogation du délai de remise des documents précités, introduites auprès de l'administration.

(La presse est invitée à reproduire le présent avis.)

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[99/03312]

Administratie der directe belastingen

Bericht aan de werkgevers en aan de andere schuldenaars van aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen inkomsten

De aandacht van de werkgevers en de andere schuldenaars van aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen inkomsten wordt erop gevestigd dat, wegens vertraging in de levering van sommige individuele fiches nrs. 281 en de ermee overeenstemmende samenvattende opgaven nrs. 325, de uiterste datum voor de indiening van die drukwerken voor de tijdens het jaar 1998 betaalde of toegekende inkomsten **uitzonderlijk op 31 mei 1999** wordt vastgesteld.

Voormeld uitstel geldt evenwel niet voor de werkgevers die tot het BELCOTAX-systeem zijn toegetreden.

Dit bericht geldt als antwoord op de bij de administratie ingediende aanvragen tot verlenging van de termijn van indiening van de voornoemde drukwerken.

(De pers wordt verzocht dit bericht over te nemen.)

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 99/29272]

**Emplois de directeurs dans les centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française,
à conférer par promotion**

L'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, prévoit, en son article 80, que la nomination à une fonction de promotion ne peut avoir lieu qu'en cas de vacance d'emploi dans la fonction à conférer.

Les emplois de directeur repris ci-dessous n'ont pu être conférés par mutation. Aucun directeur n'est actuellement mis en disponibilité par défaut d'emploi.

Au terme de l'article 85 dudit arrêté, nul ne peut être nommé à une fonction de promotion de directeur d'un centre psycho-médico-social de la Communauté française s'il ne répond aux conditions suivantes :

1. Etre nommé, à titre définitif, en qualité de conseiller psycho-pédagogique dans un Centre de la Communauté française ou être nommé, à titre définitif, en qualité de chef de travaux pour la discipline psycho-pédagogique dans un Centre de formation de la Communauté française;
2. Compter une ancienneté de service de dix ans au moins à quelque titre que ce soit, en qualité de membre du personnel technique d'un Centre de la Communauté française;
3. Compter une ancienneté de fonction de six ans au moins;
4. Le chef de travaux pour la discipline psycho-pédagogique doit avoir obtenu la mention « satisfait » au dernier bulletin de signalement.

Le conseiller psycho-pédagogique doit avoir obtenu la mention « satisfait » au dernier bulletin de signalement et au dernier rapport d'inspection;

5. Etre classé à l'une des trois premières places sur la liste des candidats proposée par la Commission de Promotion.

Les membres du personnel répondant à ces conditions et désireux d'introduire leur candidature sont priés d'introduire leur demande, par lettre recommandée à la poste, à l'adresse suivante :

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

Direction générale des personnels de l'enseignement de la Communauté française

Service général de la gestion des personnels de l'enseignement de la Communauté française.

Rue du Commerce, 20-22, bureau 8, 4ème étage

1000 Bruxelles.

dans les 10 jours ouvrables prenant cours le jour de la publication du présent avis au *Moniteur belge*.

Le membre du personnel technique qui sollicite plusieurs emplois devra introduire une demande séparée pour chaque emploi, en indiquant éventuellement sa préférence.

Seules, les demandes introduites dans la forme et le délai fixés par le présent avis seront prises en considération.

Forme de la demande et documents à annexer :

La demande de promotion sera rédigée sur feuille de format 21 cm. X 27 cm., d'après les modèles publiés in fine du présent avis.

Joindre à la (aux) demande(s) :

1° une copie de l'arrêté de nomination à la fonction de conseiller psycho-pédagogique ou de chef de travaux pour la discipline psycho-pédagogique (une seule copie, quel que soit le nombre de demandes)

2° un relevé des interruptions de service pour maladie, maternité, allaitement, service militaire, rappel sous les armes, convenance personnelle, etc. établi d'après le modèle reproduit in fine du présent avis (un seul relevé, quel que soit le nombre de demandes).

3° les documents justificatifs témoignant de leurs publications et de leurs mérites particuliers (article 95 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979).

Centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française

Province de Liège

- Centre P.M.S. pour l'enseignement spécial à Flémalle

Province du Hainaut

- Centre P.M.S. à Tournai

Bruxelles-Capitale

- Centre P.M.S. à Saint-Gilles

- Centre P.M.S. à Uccle

- Centre P.M.S. pour l'enseignement spécial à Auderghem

Province du Luxembourg

- Centre P.M.S. à Virton

Modèle de demande de promotion à un emploi déterminé

Je soussigné(e),

Nom, prénoms

Né(e) le

domicilié(e) rue n°

à n° postal

nommé(e) à la fonction de

à la date du

et affecté au Centre psycho-médico-social de la Communauté française à

présente ma candidature à la fonction de directeur à l'emploi vacant au Centre psycho-médico-social de la

Communauté française à déclaré vacant par avis publié au *Moniteur belge* du

Je suis - je ne suis pas - en disponibilité par défaut d'emploi (1)

Mention attribuée au dernier bulletin de signalement à

la date du : A SATISFAIT- N'A PAS SATISFAIT (1)

Mention attribuée au dernier rapport d'inspection à

la date du : A SATISFAIT - N'A PAS SATISFAIT (1)

(1) Biffer les mentions inutiles.

Peines disciplinaires encourues :

Je suis porteur du diplôme de :

Par ordre de préférence cette demande porte le N°

Mes services dans les centres de la Communauté française limités à la date de l'avis sont repris ci-après :

Centre de la Communauté française (dénomination complète)	Fonction exercée	A titre : — temp. — stag. — déf.	Date de début (1)	Date de fin (1)	Ancienneté de service

(1) Pour chaque prestation.

Modèle du relevé des interruptions de service

Je soussigné(e),

Nom, prénoms

domicilié(e) à (localité)

déclare que mes interruptions de service pour maladie, maternité, allaitement, service militaire, rappel

sous les armes, convenance personnelle,... sont reprises ci-après :

Motif de l'interruption	Date de début	Date de fin
de chaque interruption		

Date..... Signature,

N.B. : Si le membre du personnel n'a pas eu d'interruption de service, il indique "néant" dans la colonne ci-dessus.

**PUBLICATIONS LEGALES
ET AVIS DIVERS**

**WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN
EN VERSCHILLENDE BERICHTEN**

Beroepsinstituut van boekhouders

Verkiezing voorzitter, ondervoorzitter en penningmeester

In uitvoering van de artikelen 32 en 33 van het koninklijk besluit van 27 november 1985 tot bepaling van de regels inzake de organisatie en de werking van de beroepsinstellingen die voor de dienstverlenende intellectuele beroepen zijn opgericht, zoals gewijzigd bij koninklijk besluit van 26 oktober 1995, heeft de Nationale Raad van het Beroepsinstituut van Boekhouders op haar vergadering van 7 mei 1999 een nieuw bureau gekozen.

De heer Paul Ledent werd verkozen tot voorzitter.

Mevr. Françoise Philippe werd verkozen tot ondervoorzitter.

Mevr. Véronique Goddeeris werd verkozen tot penningmeester.

Hun mandaat vangt aan op 17 mei 1999. (90106)

Institut professionnel des comptables

Election des président, vice-président et trésorier

En exécution des articles 32 et 33 de l'arrêté royal du 27 novembre 1985 déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement des instituts professionnels créés pour les professions intellectuelles prestataires de service, tel que modifié par l'arrêté royal du 26 octobre 1995, le Conseil National de l'Institut Professionnel des Comptables a, lors de sa réunion du 7 mai 1999, procédé à l'élection d'un nouveau bureau.

M. Paul Ledent a été élu président.

Mme Françoise Philippe a été élue vice-présidente.

Mme Véronique Goddeeris a été élue trésorière.

Leurs mandats prennent cours le 17 mai 1999. (90106)

UNIVERSITEIT GENT

Bij de Faculteit farmaceutische wetenschappen is volgend mandaat te bevestigen, het betreft een tijdelijke aanstelling voor een termijn van twee jaar die hernieuwbaar is.

FW03V

Een betrekking van voltijds assistent bij de vakgroep bio-analyse, tel. 09/264 81 31.

Profiel van de kandidaat :

diploma van apotheker of van licentiaat in de scheikunde (laatstejaarsstudenten kunnen eveneens kandideren).

Inhoud van de functie :

Bijstand bij het onderwijs van de vakgroep.

Wetenschappelijk onderzoek ter voorbereiding van een doctoraat.

Dienstverlening in de vakgroep.

De kandidaturen, met *curriculum vitae* en een afschrift van het vereiste diploma en een overzicht van de behaalde resultaten (per jaar), moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de personeelsdienst van de Universiteit Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 25, te 9000 Gent, uiterlijk op 31 mei 1999. (19385)

LIMBURGS UNIVERSITAIR CENTRUM

Faculteit geneeskunde

De openbare verdediging van Raf Lemmens tot het bekomen van de graad van doctor in de medische wetenschappen zal plaatsvinden op woensdag 26 mei 1999, om 16 uur, in auditorium H.4, op de Universitaire Campus te Diepenbeek.

De titel van zijn doctoraal proefschrift luidt : « Study of ATP diphosphohydrolases in porcine kidney and liver ». (19391)

UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES

Faculté de philosophie et lettres

L'épreuve publique pour l'obtention du grade académique de docteur en philosophie et lettres, orientation histoire de l'art et archéologie, de M. Roland Van der Hoeven, licencié en histoire de l'art et archéologie, a eu lieu le lundi 10 mai 1999, à 10 heures, en la salle AY2-107 de la Faculté de philosophie et lettres, avenue F.D. Roosevelt 50, 1050 Bruxelles. L'accès de la salle ne sera plus autorisé après 10 heures.

M. Roland Van der Hoeven présentera publiquement une dissertation originale intitulée : « Le Théâtre royal de la Monnaie (1830-1914). Contraintes d'exploitation d'un théâtre lyrique au XIX^e siècle », et une thèse annexe. (19393)

L'épreuve publique pour l'obtention du grade académique de docteur en philosophie et lettres, orientation langues et littératures romanes, de Mme Laurence Brogniez, licenciée en philologie romane, a eu lieu le mercredi 12 mai 1999, à 10 heures, en la salle AY2-114 de la Faculté de philosophie et lettres, avenue F.D. Roosevelt 50, 1050 Bruxelles. L'accès de la salle ne sera plus autorisé après 10 heures.

Mme Laurence Brogniez présentera et défendra publiquement une dissertation originale intitulée : « Préraphaélisme et symbolisme : discours critique et création littéraire en France et en Belgique (1880-1900) », et une thèse annexe. (19394)

L'épreuve publique pour l'obtention du grade académique de docteur en philosophie et lettres, orientation philosophie, de M. Jean-Baptiste Kabisa Bular Pawen, porteur d'une décision d'équivalence, a eu lieu le lundi 17 mai 1999, à 15 heures, en la salle AY2-112 de la Faculté de philosophie et lettres, avenue F.D. Roosevelt 50, 1050 Bruxelles. L'accès de la salle ne sera plus autorisé après 15 heures.

M. Jean-Baptiste Kabisa Bular Pawen présentera et défendra publiquement une dissertation originale intitulée : « Singularité des traditions et universalisme de la démocratie. Etude critique, inspirée d'Eric Weil, sur l'espace négro-africain dans la mondialisation », et une thèse annexe. (19392)

Faculté des sciences

M. Pierre-François Coheur, grade académique, a défendu publiquement le mardi 11 mai 1999, à 17 heures, en la salle P77, Campus du Solbosch, bâtiment D, rez-de-chaussée, sis avenue Depage, à 1050 Bruxelles, une thèse de doctorat intitulée : « Spectroscopie électronique de fullerènes ». (19402)

M. Knaepen, Bernard, grade académique, a défendu publiquement le vendredi 21 mai 1999, à 16 heures, en la salle Solvay, bâtiment N/O, niveau 5, Campus Plaine, sis boulevard du Triomphe, à 1050 Bruxelles, une thèse de doctorat intitulée : « Cohomologie BRST locale des théories de p-formes ». (19401)

Me di Michele, Patricia, grade académique, défendra publiquement le vendredi 21 mai 1999, à 17 heures, au forum C, Campus Plaine, sis boulevard du Triomphe, à 1050 Bruxelles, une thèse de doctorat intitulée : « Etude du greffage d'hydrogels à la surface de polymères et des propriétés de ces hydrogels ». (19400)

M. Pierre, David, grade académique, défendra publiquement le vendredi 28 mai 1999, à 17 heures, au forum E, Campus Plaine, sis boulevard du Triomphe, à 1050 Bruxelles, une thèse de doctorat intitulée : « Synthèse et étude de polymères comportant des dérivés de l'azobenzène susceptibles d'être réduits par des enzymes ». (19395)

Institut de pharmacie

Laboratoire de chimie pharmaceutique organique
Professeur J. Nève

L'épreuve publique pour l'obtention du grade académique de docteur en sciences pharmaceutiques de Mme Nathalie Parij a eu lieu le mercredi 12 mai 1999, à 17 heures, à l'auditorium A du Forum, Campus de la Plaine, boulevard du Triomphe, accès 2, 1050 Bruxelles.

Mme Nathalie Parij présentera et défendra publiquement une dissertation originale intitulée : « Contribution à l'étude du pouvoir antioxydant des anti-inflammatoires non stéroïdiens », et une thèse annexe. (19396)

Faculté des sciences appliquées

M. Olivier Dahlem, ingénieur civil chimiste de l'Université libre de Bruxelles, défendra publiquement le jeudi 27 mai 1999, à 17 heures, Campus du Solbosch, bâtiment U, porte B, 4^e niveau, local UB4.132, une thèse de doctorat en sciences appliquées, intitulée : « Contribution à l'étude des problèmes de montée en échelle des réacteurs sonochimiques, et investigation de la cavitation hydrodynamique comme technique alternative à la cavitation acoustique ». (19397)

Faculté de médecine

Epreuve publique pour l'obtention du titre académique de docteur en science dentaire

M. Jaafar Mouhyi, licencié en science dentaire, défendra publiquement le mardi 22 juin 1999, à 18 heures, à l'auditorium Claude, local F2.204, route de Lennik 808, 1070 Bruxelles, une thèse de doctorat intitulée : « Caractérisation et reconditionnement par différentes techniques physico-chimiques des surfaces d'implants en titane contaminées », et une thèse annexe. (19398)

Faculté des sciences sociales, politiques et économiques

Section des sciences économiques

Mme Maria do Rosario Fraga de Oliveira Martins, licenciée en sciences économiques de l'Universidade Nova de Lisboa et licenciée spéciale (maître) en économétrie de l'Université libre de Bruxelles, a défendu publiquement le mardi 11 mai 1999, à 16 heures, au local H.1301, bâtiment H, avenue Paul Héger 2, à 1050 Bruxelles, une thèse de doctorat en sciences économiques intitulée : « The use of nonparametric and semiparametric methods based on kernels in applied economics with an application to Portuguese female labour market ». (19399)

Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

Société anonyme belge de la Forêt du Paular, rue de Belle-Vue 64, 1000 Bruxelles

R.C. Bruxelles 12384 – T.V.A. 402.038.472

Assemblée générale ordinaire le 1^{er} juin 1999, à 11 heures, au Clubhouse Hotel, rue Blanche 4, 1050 Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Rapports du conseil d'administration et du commissaire-réviseur sur l'exercice 1998. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998. Prélèvement sur les réserves et affectation du résultat. 3. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 4. Nominations statutaires. 5. Divers. Dépôt des actions au moins cinq jours francs avant le 1^{er} juin 1999 à la Générale de Banque ou dans ses agences.

(14053)

Le conseil d'administration.

Walibi, société anonyme, rue J. Descamps 9, 1300 Wavre

R.C. Nivelles 38705 – T.V.A. 412.577.622

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le mardi 1^{er} juin 1999, à 11 heures, au siège social de la société à 1300 Wavre, rue J. Deschamps 9, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire-réviseur sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 1998.

2. Proposition d'approuver les comptes annuels clôturés au 31 décembre 1998 et l'affectation du résultat.

3. Proposition de donner décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur.

4. Nomination statutaire : proposition de nomination de M. Barry Thigpen pour une durée de six ans, en remplacement de M. Yves Meeüs, qui ne souhaite pas voir renouveler son mandat venu à expiration.

Pour assister à l'assemblée générale, les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 21 des statuts. Les titres peuvent être déposés au siège social ou aux guichets de la Banque Degroof ou de la Générale de Banque.

(14054)

Le conseil d'administration.

Walibi, naamloze vennootschap, rue J. Deschamps 9, 1300 Waver

H.R. Nivelles 38705 – BTW 412.577.622

De aandeelhouders worden uitgenodigd om de gewone algemene vergadering bij te wonen op dinsdag 1 juni 1999, te 11 uur, op de maatschappelijke zetel van de vennootschap te 1300 Waver, rue J. Deschamps 9, om te beraadslagen over de volgende dagorde.

1. Jaarverslag van de raad van bestuur en verslag van de commissaris-revisor over de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.

2. Voorstel houdende de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998 en de bestemming van het resultaat goed te keuren.

3. Voorstel houdende kwijting te geven aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.

4. Statutaire benoeming : voorstel van benoeming van de heer Barry Thigpen voor een periode van zes jaar, in vervanging van de heer Yves Meeüs, die zijn mandaat, ten einde gelopen, niet wenst te zien hernieuwen.

Om de vergadering bij te wonen worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar artikel 21 van de statuten. De titels kunnen worden neergelegd op de maatschappelijke zetel of bij de loketten van de Bank Degroof of van de Generale Bank.
(14054) De raad van bestuur.

**Charbonnages d'Abhooz & Bonne-Foi-Hareng,
société anonyme, en liquidation**

Assemblée générale annuelle des actionnaires

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le mardi 1^{er} juin 1999, à 14 heures, au siège social, avenue Blondin 11, à 4000 Liège.

Ordre du jour :

1. Rapport des liquidateurs.
2. Approbation des comptes.
3. Décharge aux liquidateurs.
4. Perspectives de la liquidation.
5. Divers.

Pour assister à l'assemblée générale, les actionnaires sont priés, conformément à l'article 22 des statuts, de déposer leurs titres au porteur ou leurs certificats au siège social, cinq jours avant la date de l'assemblée.
(14055)

**Erima, société anonyme,
avenue Charles Woeste 49, 1090 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 508619

Convocation

La première assemblée générale extraordinaire du 29 mars 1999, n'ayant pas atteint le quorum requis, le conseil d'administration a l'honneur de convoquer les actionnaires de la S.A. Erima, à la seconde assemblée générale qui se tiendra le lundi 31 mai 1999, à 14 h 30 m, en l'étude de Me Guy Sorgeloos, notaire, rue de Ruysbroeck 90, 1000 Bruxelles, avec l'ordre du jour suivant :

1. Suppression du deuxième paragraphe de l'article vingt-deux des statuts.
2. Modification du dernier paragraphe de l'article vingt-six des statuts par le texte suivant :
« Chaque année, les administrateurs dressent un inventaire et établissent les comptes annuels. Ces comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultat ainsi que l'annexe et forment un tout. »
3. Suppression de l'article trente des statuts devenu obsolète.
4. Suppression de l'article trente-trois des statuts devenu obsolète.
5. Approbation du texte coordonné des statuts qui tient compte des modifications qui précèdent.
6. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions qui précèdent.
(14056)

**Hannut-Motors, société anonyme,
chaussée de Landen 120A, 4280 Hannut**

R.C. Huy 29575 – T.V.A. 401.454.393

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 1^{er} juin 1999, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Renouvellement des mandats.
6. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion.
(14057)

**Lunch Center, société anonyme,
clos Champ d'Abeiche 31, 1420 Braine-l'Alleud**

R.C. Nivelles 45853 – T.V.A. 412.807.947

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 1^{er} juin 1999, à 9 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts.
(14058)

Immobilière Les Blés d'Or, société anonyme

Siège social : avenue Jacques Brel 36, 1200 Woluwe-Saint-Lambert

Assemblée générale ordinaire le 3 juin 1999, à 15 heures, au siège de la société, avenue Jacques Brel 36, à 1200 Woluwe-Saint-Lambert. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation du bilan et compte de résultats au 31 décembre 1998. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Pour assister à l'assemblée générale, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au siège social cinq jours francs avant l'assemblée conformément aux statuts.
(14059)

**Société immobilière et industrielle d'Ans,
« Siminans », société anonyme, en liquidation**

Siège social : rue du Quinze Août 137, 4430 Ans

MM. les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale de la société qui se tiendra au siège administratif, rue des Français 312, à Liège, le lundi 31 mai 1999, à 10 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport du collège des liquidateurs.
2. Comptes annuels au 31 décembre 1998.
3. Nomination d'un liquidateur.

Conformément à l'article 15 des statuts, dépôt des titres au siège social. Les certificats numériques Société Générale de Banque, Banque de Bruxelles, sont acceptés.
(14060)

**Jackson Goods, société anonyme,
rue Raymond Beaucarne 9, 7700 Mouscron**

R.C. Tournai 56973 — NN 421.312.372

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui aura lieu le 31 mai 1999, à 11 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Lecture des comptes annuels établis au 31 décembre 1998. 3. Approbation des comptes annuels. 4. Décharge à donner au conseil d'administration. 5. Affectation du résultat. 6. Divers.
(14061) Le conseil d'administration.

**Jet International, en abrégé : « Jet Inter », société anonyme,
rue du Hainaut 1, 6180 Courcelles**

R.C. Charleroi 143256 – T.V.A. 418.154.825

Assemblée générale au siège social le 2 juin 1999, à 15 heures. —
Ordre du jour : 1. Rapport de gestion et rapport du commissaire-
réviseur. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998.
3. Décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur. 4. Divers.
(14062)

**S.A. Orena-Voyages, société anonyme,
boulevard Lambermont 140, bte 7, 1030 Bruxelles**

T.V.A. 403.531.975

Assemblée générale du 1^{er} juin 1999, à 11 h 30 m, au siège social. —
Ordre du jour : 1. Rapport de gestion des administrateurs. 2. Approba-
tion des comptes annuels. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Affecta-
tion du résultat. 5. Divers. (14063)

**Pharmacie Deman, société anonyme,
rue Vandervelde 105, 6141 Forchies-la-Marche**

T.V.A. 425.157.829

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le
30 mai 1999, à 14 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation
des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux
administrateurs. 5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours
francs avant la date de l'assemblée. (14064)

Quengreg, société anonyme

Siège social : rue de l'Autonomie 22, 1070 Anderlecht

Assemblée générale ordinaire le 31 mai 1999, à 11 heures, au siège de
la société, rue de l'Autonomie 22, à 1070 Anderlecht. — Ordre du jour :
1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation du bilan et
compte de résultats au 31 décembre 1998. 3. Décharge aux administra-
teurs. 4. Nominations d'administrateurs. 5. Divers. Pour assister à
l'assemblée générale, les actionnaires sont priés de déposer leurs
actions au siège social cinq jours francs avant l'assemblée conformé-
ment aux statuts. (14065)

Immobilière Weideveld, société anonyme

Siège social : avenue Jacques Brel 36, 1200 Woluwe-Saint-Lambert

Assemblée générale ordinaire le 3 juin 1999, à 16 heures, au siège de
la société, avenue Jacques Brel 36, à 1200 Woluwe-Saint-Lambert. —
Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation
du bilan et du compte de résultats au 31 décembre 1998. 3. Décharge
aux administrateurs. 4. Divers. Pour assister à l'assemblée générale, les
actionnaires sont priés de déposer leurs actions au siège social cinq
jours francs avant l'assemblée conformément aux statuts. (14066)

**Sovedis, société anonyme,
rue de la Fontaine 165, 7301 Hornu**

R.C. Mons 122395 – T.V.A. 442.318.614

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, rue de la
Fontaine 165, à 7301 Hornu, le 31 mai 1999, à 17 h 30 m.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège d'exploitation
cinq jours francs avant la réunion. (14067)

**« Contact Business Center », société anonyme,
rue Capouillet 9-21, 1060 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 411777 – T.V.A. 418.259.644

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le
31 mai 1999, à 20 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du
conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affecta-
tion des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (14068)

**Esdel, société anonyme,
rue Capouillet 9-21, 1060 Bruxelles**

Registre des sociétés civiles
ayant emprunté la forme commerciale, Bruxelles, n° 734
NN 430.367.026

L'assemblée générale ordinaire se réunira chez le notaire Thibaut de
Maisière, rue Capouillet 10, 1060 Bruxelles, le 31 mai 1999, à
18 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil
d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation
des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (14069)

**Bilal, société anonyme,
rue Ulens 29, 1080 Molenbeek-Saint-Jean**

R.C. Bruxelles 581166 – T.V.A. 452.138.774

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le
2 juin 1999, à 14 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation
des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux
administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres
au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (14070)

**Point du Jour, société en commandite par actions,
Point du Jour 46, 7022 Mesvin**

R.C. Mons 129196 — NN 427.595.596

Assemblée générale ordinaire le 29 mai 1999, à 11 heures, au siège
social.

Ordre du jour :

- Rapport de l'administrateur-gérant.
Présentation des comptes annuels.
Affectation du résultat.
Approbation des comptes et du résultat.
Décharge à l'administrateur-gérant.
Divers.

(14071)

L'administrateur-gérant.

**Immo Chenaie, société anonyme,
avenue Dolez 79, 1180 Bruxelles**

—
L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 29 mai 1999, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nomination administrateurs. 6. Divers. Se conformer aux statuts. (14072)

**Sogesta, société anonyme,
rue de la Démocratie 76, 1070 Bruxelles**

—
L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 29 mai 1999, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nomination administrateurs. 6. Divers. Se conformer aux statuts. (14073)

**Bemtex, société civile sous forme de société anonyme,
chaussée de Wavre 1574, 1160 Bruxelles**

—
L'assemblée générale ordinaire, prévue le 7 juin 1999, est avancée pour raisons exceptionnelles au jeudi 3 juin 1999, à 15 heures, et se tiendra à la rue Van Eyck 44, à 1000 Bruxelles, 2e étage. — Ordre du jour : Rapport des administrateurs. Approbation des comptes sociaux. Affectation des résultats. Décharge aux administrateurs.

Dépôt des titres : rue Van Eyck 44, à 1000 Bruxelles, cinq jours avant l'assemblée générale. (14074)

**Etablissements Gebroeders Cappelle,
naamloze vennootschap, Kortrijkstraat 115, 8930 Menen**

H.R. Kortrijk 9167 – BTW 405.467.720

—
Jaarvergadering op de zetel, op 31 mei 1999, te 14 uur. — Dagorde : 1. Jaarverslag en verslag van de commissaris-revisor. 2. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor. 5. Ontslag bestuurder. (14075)

**Onroerende Promotie, naamloze vennootschap,
Maria-Theresialei 7, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 196510 – BTW 414.000.453

—
De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 juni 1999, te 19 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Verwerking van de resultaten.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming van bestuurders. (14076)

**Gedi, naamloze vennootschap,
Jules de Beckerstraat 24, 1081 Brussel**

H.R. Brussel 608477 – BTW 440.923.002

—
Jaarvergadering op 1 juni 1999, om 14 uur, op de zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (14077)

**Algemene Industriële Onderneming, naamloze vennootschap,
Jules de Beckerstraat 24, 1081 Brussel**

H.R. Brussel 525747 – BTW 435.702.521

—
Jaarvergadering op 1 juni 1999, om 17 uur, op de zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Verderzetting van de vennootschap. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (14078)

**Wolvenhoeve, naamloze vennootschap,
Wolvendreef 18, te 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 129952 — NN 450.532.633

—
Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, op 1 juni 1999, om 16 uur. — Dagorde : 1. Lezing van de jaarrekening op 31 december 1998 — verslag. 2. Goedkeuring van deze jaarrekening. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Herkiezing bestuurders. 6. Allerlei. (14079)

**Immo Noordhinder, naamloze vennootschap,
Wolvendreef 18, te 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 129543 — NN 450.026.748

—
Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, op 1 juni 1999, om 18 uur. — Dagorde : 1. Lezing van de jaarrekening op 31 december 1998 — verslag. 2. Goedkeuring van deze jaarrekening. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 6. Allerlei. (14080)

**Chauffage Acar, naamloze vennootschap,
Kongostraat 109, 9100 Sint-Niklaas**

H.R. Sint-Niklaas 429 – BTW 414.684.403

—
De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 juni 1999, te 15 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (14081)

**Creten Belgium, naamloze vennootschap,
Rozenstraat 8, 3900 Lommel**

H.R. Hasselt 48630 – BTW 415.571.160

—
De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 31 mei 1999, te 20 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Bezoldigingen. 7. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (14082)

**Dalma, naamloze vennootschap,
Veldekens 22-24, te 9991 Adegem**

—
Jaarvergadering d.d. 31 mei 1999, om 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Toewijzing van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur. (14083)

**Domal, naamloze vennootschap,
Industrielaan 34, 8520 Kuurne**

H.R. Kortrijk 104293 – BTW 424.845.053

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 31 mei 1999, te 14 uur. — Dagorde: Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting aan bestuurders. Varia. Zich schikken naar de statuten. (14084)

**Dubra, naamloze vennootschap,
Burgemeester Maenhautstraat 64, 9820 Merelbeke**

Jaarvergadering op 1 juni 1999, te 15 uur, op de zetel van de vennootschap. — Dagorde: 1. Goedkeuring der balans en resultatenrekening. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. Varia. Om toegelaten te worden tot de vergadering worden de aandeelhouders verzocht, gelijkvormig met artikel 35 der statuten, hun aandelen neer te leggen, minstens vijf vrije dagen vóór de vergadering, op de sociale zetel. (14085)

**Garage Duyck en zonen, naamloze vennootschap,
Vliegveldstraat 62, 1130 Brussel (Haren)**

BTW 428.822.251

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 31 mei 1999, te 19 uur. — Dagorde: 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Varia. Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moet elke eigenaar van aandelen vijf volle dagen vóór de datum, die bepaald werd voor de bijeenkomst, zijn aandelen neerleggen aan de loketten van de Europabank of K.B.C. Bank. (14086)

**Garage JP Janssen, naamloze vennootschap,
Septakkers 110, 3920 Lommel**

H.R. Hasselt 78650 – BTW 444.122.319

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 juni 1999, om 11 uur. — Dagorde: 1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (14087)

**Merjans, naamloze vennootschap,
Diestersteenweg 1, 3680 Maaseik**

H.R. Tongeren 66290 – BTW 442.633.071

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 30 mei 1999, te 10 uur. — Dagorde: 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Beslissing in toepassing van artikel 103 G.W.H.V. 6. Varia. Zich schikken naar de statuten. (14088)

**Immo Quinten Matsys, naamloze vennootschap,
Deuzeldlaan 107, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 263533

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 juni 1999, te 10 uur. — Dagorde: 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (14089)

**Sextus, naamloze vennootschap,
Lange Lozanastraat 152, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 277453

Jaarvergadering op de zetel, op 31 mei 1999, te 11 uur. — Dagorde: 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Artikel 77 Ven.Wetgeving. 5. Kwijting aan bestuurders. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (14090)

**Techmo Contractors, naamloze vennootschap,
Lange Nieuwstraat 51, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 273567 – BTW 438.980.725

De jaarvergadering zal gehouden worden op 31 mei 1999, te 18 uur, op de zetel. — Agenda: Verslag bestuurders. Bestemming resultaat. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting van bestuur aan bestuurders. Ontslag en statutaire benoemingen. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (14091)

**Transport Wayfarer, naamloze vennootschap,
Hoeikensstraat 17, 2830 Willebroek**

H.R. Mechelen 43837 – BTW 403.806.248

Jaarvergadering op de zetel, op 1 juni 1999, te 15 uur. — Dagorde: 1. Jaarverslag en verslag van de commissaris. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (14092)

**Textiles De Witte Lietaer, naamloze vennootschap,
Koningin Astridlaan 48, te 8930 Menen (Lauwe)**

H.R. Kortrijk 10092

Gewone algemene vergadering op de maatschappelijke zetel, op 31 mei 1999, om 15 uur. — Agenda: 1. Kennisname jaarverslag en verslag van de commissaris-revisor. 2. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998. 3. Kwijting aan de bestuurders en commissaris-revisor. 4. Benoeming van bestuurder. 5. Neerlegging geconsolideerde jaarrekening. Om de gewone algemene vergadering te mogen bijwonen, moeten de houders van aandelen aan toonder, overeenkomstig artikel 74, § 1, Venn. W., hun aandelen, ten minste drie werkdagen vóór de dag van de algemene vergadering, neerleggen op de zetel van de vennootschap of in de volgende financiële instelling Generale Bank - Kortrijk. (14093)

De raad van bestuur.

**PSS Music, naamloze vennootschap,
Sint-Jobstraat 114, 9300 Aalst**

H.R. Aalst 58296 – BTW 452.609.720

De jaarvergadering zal gehouden worden op 31 mei 1999, te 15 uur. — Dagorde: 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Varia. (14094)

**Roka Devo, naamloze vennootschap,
Turnhoutsebaan 5, Pand 353-354, 2110 Wijnegem**

H.R. Antwerpen 319514 – BTW 459.136.929

Bijzondere algemene vergadering op maandag 31 mei 1999, te 20 uur, ten kantore van Marc Van den Keybus, advocaat te Antwerpen, kantoorhoudend te 2990 Wuustwezel, Bredabaan 311, ingevolge beslissing van de raad van bestuur d.d. 3 mei 1999.

Dagorde : 1. Aanvaarding van het ontslag als bestuurder van de heer Jan Van Herreweghe. 2. Ontzetting van de heer Ronny Van de Velde uit zijn mandaat als bestuurder en afgevaardigde-bestuurder. 3. Benoeming van één of meerdere nieuwe bestuurders alsmede, 4. Diverse.

Neerlegging der aandelen uiterlijk vijf dagen vóór de vergadering ten kantore van advocaat Marc Van den Keybus, Bredabaan 311, te 2990 Wuustwezel. (14095)

**Granit Stone Art, naamloze vennootschap,
Staatsbaan 88, 3545 Halen**

H.R. Hasselt 81377 – BTW 447.302.731

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, op 30 mei 1999, om 20 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag. Zich richten naar de statuten. (14096)

**Nieuwpoortse Vleeshandel, naamloze vennootschap,
Ramskapellestraat 6, 8620 Nieuwpoort**

H.R. Veurne 31836 – BTW 437.829.393

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 31 mei 1999, te 15 uur. — Dagorde : 1. Nazicht verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Diversen. (14097)

**Immovoc, naamloze vennootschap,
te 8020 Oostkamp, Gemeenteplein 2**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Brugge, nr. 57 — NN 427.967.364

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering van 1 juni 1999, om 10 uur, op de zetel.

Dagorde :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Goedkeuring wedde bestuurders. 5. Kwijting aan de bestuurders. 6. Eventuele ontslagen en benoemingen. 7. Allerlei. (14098)

De raad van bestuur.

**Vanafish, naamloze vennootschap,
Spoorweglaan 24, 8740 Pittem**

H.R. Brugge 64636 – BTW 430.566.766

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 2 juni 1999, om 14 uur, op de zetel van de vennootschap. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Goedkeuring wedde bestuurders. 5. Kwijting aan bestuurders. 6. Eventuele ontslagen en benoemingen. 7. Varia. (14099)

**Godo, naamloze vennootschap,
Hoogvorstweg 18, 3080 Tervuren**

H.R. Leuven 76251 – BTW 439.193.234

De gewone algemene vergadering zal op 1 juni 1999, om 11 uur, op de maatschappelijke zetel gehouden worden. — Dagorde : 1. Lezing van de jaarrekening. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998 en de aanwending van de maatschappelijke resultaten. 3. Decharge aan de bestuurders. 4. Kapitaalverhoging door

inlijving van reserves om het te brengen van 75 607,53 euro naar 76 000 euro ter afronding van het maatschappelijk kapitaal uitgedrukt in Euro. 5. Diversen. (14100)

**Sterrebosgroep, naamloze vennootschap,
Zuidstraat 24, te 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 103079

De jaarvergadering zal gehouden worden te Roeselare, Zuidstraat 24, op 29 mei 1999, om 14 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Decharge aan de bestuurders. 4. Allerlei. De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar artikel 29 van de statuten. (14101)

**Tam-International, naamloze vennootschap,
Waardbeekdreef 3, 1850 Grimbergen**

H.R. Brussel 272736 – BTW 400.446.484

De aandeelhouders worden verzocht aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999, om 10 uur, op het kantoor van notaris Andrée Verelst, te Grimbergen, Beiaardlaan 40, waar zal beslist worden over de volgende agendapunten :

1. Kapitaalverhoging met drieëntwintig miljoen zeshonderdvijftigduizend frank (BEF 23 750 000) door inbreng in natura, met creatie van aandelen.

2. Verslag van de bedrijfsrevisor en de raad van bestuur. Inschrijving op de kapitaalverhoging.

3. Kapitaalverhoging met twee miljoen driehonderdzesennegentigduizend zeshonderd achtennegentig frank (BEF 2 396 698) door incorporatie van beschikbare reserves van de vennootschap zonder creatie van aandelen.

4. Vaststelling dat de kapitaalverhogingen zijn verwezenlijkt.

5. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal in Euro en omzetting van de aandelen.

6. Aanpassing van de statuten aan de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen en goedkeuring van de nieuwe statuten.

7. Machtiging aan de instrumenterende notaris tot coördinatie en neerlegging van de statuten op de griffie van de rechtbank van koophandel.

Voor de deelneming aan de vergadering dienen de aandeelhouders zich te schikken naar artikel 21 van de statuten. (14102)

**De Lier, naamloze vennootschap,
te 1210 Brussel, Koningsstraat 215**

H.R. Brussel 516484 – BTW 404.778.723

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 31 mei 1999, om 11 uur, met navolgende agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Goedkeuring wedde bestuurders. 5. Kwijting aan de bestuurders. 6. Ontslag en benoeming bestuurders. 7. Varia. De aandeelhouders dienen zich te houden aan de voorschriften van de statuten om deel te nemen aan de vergadering. (14103)

**Engrais Rosier, société anonyme,
rue du Berceau 1, 7911 Moustier (Frasnes-lez-Anvaing)**

R.C. Tournai 140 – T.V.A. 401.256.237

Assemblée générale ordinaire

MM. les actionnaires sont invités à l'assemblée générale des actionnaires qui aura lieu au siège social le jeudi 3 juin 1999, à 10 h 30 m, avec l'ordre du jour suivant :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Rapport du commissaire-réviseur.
3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998.
4. Affectation des résultats.
5. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire-réviseur.
6. Nominations statutaires.
7. Autorisation à donner au conseil d'administration de faire acquérir des actions de la société.

Les propositions suivantes seront faites à l'assemblée :

Approuver les comptes annuels au 31 décembre 1998 et la répartition proposée. Sous déduction du précompte mobilier de 25 %, un dividende net de BEF 165 (€ 4,09) par part sociale sera payable à partir du 15 juin 1999.

Donner décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur.

Ratifier la décision du conseil d'administration du 4 juin 1998, suivant laquelle M. Jean-Louis Besson a été nommé administrateur de la société en remplacement de M. Pierre Martinet, démissionnaire.

M. Jean-Louis Besson est directeur général de Grande Paroisse S.A. (Paris), et est domicilié rue de l'Est 30, à F-92100 Boulogne-Billancourt. Le mandat de M. Besson expirera lors de l'assemblée générale des actionnaires de 2004.

Nommer M. Daniel Richir, directeur général de la société, domicilié rue Les Mûres 14, à Frasnes-lez-Anvaing (Herquegies), aux fonctions d'administrateur. Le mandat de M. Richir expirera lors de l'assemblée générale des actionnaires de 2005.

En application des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire du 19 septembre 1997, autoriser le conseil d'administration de faire acquérir par la société, pour une durée de dix-huit mois, un maximum de 25 500 parts sociales de la société à un prix unitaire minimum d'un franc belge et maximum de dix pour cent supérieur à la moyenne des dix dernières cotations du titre à la Bourse précédant la décision d'acquisition.

L'adoption de ce point de l'ordre du jour requiert les quatre cinquièmes des voix de l'assemblée.

Pour assister à l'assemblée générale, MM. les actionnaires sont priés de se conformer aux statuts. Plus particulièrement, les titres au porteur sont à déposer jusqu'au vendredi 28 mai 1999 au siège social ou aux guichets des divers sièges et agences de la Banque Artesia (anciennement Banque Paribas Belgique).

(14104)

Le conseil d'administration.

**Almanij, naamloze vennootschap,
Schoenmarkt 33, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 182376

Oproeping tot de jaarvergadering en de buitengewone algemene vergadering die zullen gehouden worden op woensdag 2 juni 1999, om 11 uur, in het auditorium op de derde verdieping van de KBC-Toren, Schoenmarkt 35, te 2000 Antwerpen, ingang gelijkvloers.

De jaarvergadering vangt aan om 11 uur en zal onmiddellijk gevolgd worden door de buitengewone algemene vergadering.

Agenda van de jaarvergadering :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur en verslag van de commissaris-revisor.
2. Mededeling van de geconsolideerde jaarrekening per 31 december 1998.

3. Goedkeuring van de niet-geconsolideerde jaarrekening per 31 december 1998.

Voorstel tot goedkeuring van de niet-geconsolideerde jaarrekening per 31 december 1998 en van de voorgestelde winstverdeling : voorstel tot uitkering van een brutodividend van BEF 39 of € 0,97 per aandeel.

4. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.

Voorstel tot verlening van kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.

5. Statutaire benoemingen.

Voorstel tot benoeming van Mevr. B. Dubaere-Van Houtte ter voortzetting van het mandaat van Mevr. C. Van Houtte-Colle, die terugtreedt als bestuurder van de vennootschap.

Voorstel tot benoeming van Mevr. C. Cambien.

Voorstel tot hernieuwing van het mandaat van bestuurder voor een statutaire periode van zes jaar van de heren Th. Konings, X. Liénart en Ph. Vlerick.

6. Rondvraag.

Agenda van de buitengewone algemene vergadering :

1. Voorstel tot omzetting van het bedrag van het maatschappelijk kapitaal in euro na kapitaalverhoging ad BEF 8 door incorporatie van overgedragen winst (volgens de vereenvoudigde procedure vervat in de wet van 30 oktober 1998 betreffende de euro).

2. Mededeling van het verslag van 30 maart 1999 opgesteld door de raad van bestuur van Almanij betreffende de vernieuwing van de machtiging aan de raad van bestuur tot verhoging van het kapitaal in toepassing van artikel 33bis, § 2, van de vennootschapswet.

3. Voorstel om in artikel 7, A en B, van de statuten :

de machtiging aan de raad van bestuur om het maatschappelijk kapitaal te verhogen, eventueel met opheffing of beperking van het voorkeurrecht van de bestaande aandeelhouders, te vernieuwen en te brengen op € 620 734 764. Deze machtiging wordt verleend voor een periode van vijf jaar;

de machtiging aan de raad van bestuur om het maatschappelijk kapitaal te verhogen met het bedrag van € 620 734 764, eventueel met opheffing of beperking van het voorkeurrecht van de bestaande aandeelhouders, teneinde de vennootschap te verdedigen tegen een overnamebod op haar effecten, toe te staan voor een periode van drie jaar;

de machtiging aan de raad van bestuur tot de uitgifte van al dan niet achtergestelde converteerbare obligaties of warrants die al dan niet zijn verbonden aan al dan niet achtergestelde obligaties die aanleiding kunnen geven tot verhogingen van het kapitaal binnen de grens van het artikel 7, A vermelde bedrag, eventueel met opheffing of beperking van het voorkeurrecht van de bestaande aandeelhouders binnen de wettelijke grenzen, toe te staan voor een periode van vijf jaar.

4. Voorstel om in de tweede alinea van artikel 11 van de statuten de statutaire machtiging aan de raad van bestuur om, zonder dat een besluit van de algemene vergadering is vereist, eigen aandelen in te kopen of te vervreemden wanneer de verkrijging of de vervreemding ervan noodzakelijk is om te voorkomen dat de vennootschap een dreigend ernstig nadeel zou lijden, dan wel toestemming daartoe te verlenen aan de rechtstreekse dochtervennootschappen, te verlengen met een nieuwe periode van drie jaar.

5. Voorstel om na artikel 19 volgend nieuw artikel 20 in te lassen : « De raad van bestuur richt in zijn schoot een directiecomité op waaraan de bevoegdheden met betrekking tot het intern bestuur wordt toegewezen die door de raad worden bepaald. Het aantal leden van het directiecomité wordt door de raad van bestuur vastgelegd. Zij vormen samen een college. De voorzitter van het directiecomité wordt benoemd door de raad van bestuur, op voordracht van het directiecomité. De raad van bestuur bepaalt de vergoeding van de leden van het directiecomité, na advies van de voorzitter van het directiecomité. De leeftijdsgrens voor de leden van het directiecomité wordt vastgesteld door de raad van bestuur die tevens het stelsel van de rust- en overlevingspensioenen van de leden van het directiecomité bepaalt. Het directiecomité kan binnen zijn bevoegdheden aan lasthebbers van zijn keuze bijzondere volmachten verlenen. Afschriften van en uittreksels uit de beslissingen van het directiecomité worden geldig ondertekend door de voorzitter, door twee bestuurders leden of door de secretaris van het directiecomité. »

6. Voorstel om in artikel 29 dat artikel 30 wordt, de minimumtermijn van neerlegging telkens op vier werkdagen vóór de vergadering vast te leggen i.p.v. vijf werkdagen.

7. Voorstel om in artikel 31 dat artikel 32 wordt, eerste alinea, de verwijzing naar artikelen 28 en 29, derde alinea, te vervangen door een verwijzing naar artikelen 30 en 31, derde alinea.

8. Voorstel om in artikel 34 dat artikel 35 wordt, tweede alinea, de woorden « samen met de aanwezige bestuurders » te schrappen.

9. Voorstel om de artikelen van de statuten te hernummeren vanaf artikel 20 (dat artikel 21 wordt) en om de huidige artikelen 22, 23, 30, 31, 35, 36 en 46, de verwijzingen naar andere artikelen aan te passen.

10. Voorstel tot handhaving van de door de buitengewone algemene vergadering gewijzigde statutaire machtigingen inzake het toegestane kapitaal en de inkoop van eigen aandelen bij ernstig dreigend nadeel tot de bekendmaking van deze statutenwijzigingen in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad*, door aanpassing en aanvulling van artikel 46 dat artikel 47 wordt, van de statuten.

11. Voorstel tot verlening van een machtiging aan de notaris om over te gaan tot coördinatie van de statuten.

12. Voorstel om :

het maximaal aantal eigen aandelen dat de raad van bestuur gemachtigd is in één of meerdere malen in te kopen tegen een prijs die niet hoger mag zijn dan de op het ogenblik van de aankoop geldende beurskoers en niet lager dan het boekhoudkundig pari van het maatschappelijk aandeel, en te vervreemden tegen een prijs die niet lager mag zijn dan de op het ogenblik van de verkoop geldende beurskoers vermindert met vijf procent, dan wel toestemming daartoe te verlenen aan de rechtstreekse dochtervennootschappen, te verhogen met negentien miljoen driehonderdveertigduizend tweehonderdachtenveertig (19 347 248) tot negentien miljoen vierhonderdzesentwintigduizend achthonderddrieënveertig (19 426 843);

de hierboven aan de raad van bestuur verleende machtiging te verlengen met een nieuwe termijn van achttien maanden.

Om de jaarvergadering en de buitengewone algemene vergadering bij te wonen dienen de houders van aandelen aan toonder ten laatste vijf dagen vóór de vergadering de administratieve zetel van de vennootschap gelegen in het Snydershuis, in de Keizerstraat 8, te 2000 Antwerpen, of op elk bankkantoor van KBC, ten minste vijf werkdagen vóór de vergaderingen.

De houders van aandelen op naam dienen overeenkomstig artikel 29 van de statuten binnen dezelfde termijn de raad van bestuur schriftelijk op de hoogte te stellen van hun bedoeling deel te nemen aan de vergaderingen, met aanduiding van het aantal aandelen waarmee zij aan de stemming zullen deelnemen.

Houders van putwarrants worden tot de vergadering toegelaten met raadgevende stem mits voorlegging van hun effect.

De houders van aandelen en/of putwarrants worden vriendelijk verzocht zich minstens vijftien minuten voor het aanvangsuur van de vergadering aan te melden.

(14105)

De raad van bestuur.

**Atrik, naamloze vennootschap,
Esperantostraat 1, 9040 Gent (Sint-Amandsberg)**

H.R. Gent 161106

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 8 juni 1999, om 18 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (14106)

**« Promotief », naamloze vennootschap,
te 9051 Gent (Sint-Denijs-Westrem), Kleine Gentstraat 22**

H.R. Gent 153062 – BTW 436.347.570

De aandeelhouders worden opgeroepen op de algemene jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel op maandag 7 juni 1999, om 14 uur, met volgende agenda :

1. Mededelingen conform art. 60 vennootschapswet.
2. Jaarverslag van de bestuurders.
3. Vergoeding van de bestuurders.

4. Goedkeuring van de jaarrekening.

5. Goedkeuring en bestemming van het resultaat.

6. Kwijting aan de raad van bestuur.

7. Rondvraag.

Ten einde aan de vergadering te mogen deelnemen, dienen de aandeelhouders hun aandelen aan toonder ten laatste vijf dagen vóór de vergadering neer te leggen op de maatschappelijke zetel.

(14107)

De raad van bestuur.

**Almon, commanditaire vennootschap op aandelen,
Industrieweg 188, 9030 Gent (Mariakerke)**

H.R. Gent 164154

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op vrijdag 4 juni 1999, om 18 uur. — Agenda : 1. Verslag van de zaakvoerder. 2. Goedkeuring jaarrekening op 30 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de zaakvoerder. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (14108)

**Milon Consult, naamloze vennootschap,
Zeedijk 250/80B, 8400 Oostende**

H.R. Oostende 54064 – BTW 459.440.993

Gewone algemene vergadering op maandag 7 juni 1999, te 20 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Ontlasting aan bestuurders. 4. Statutaire benoemingen. Zich schikken naar de statuten. (14109)

**Menge, naamloze vennootschap,
Kennedylaan, afrit Moervaart Noord, 9042 Gent**

H.R. Gent 177663 – BTW 455.330.371

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de algemene vergadering die zal gehouden worden op woensdag 9 juni 1999, om 20 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998 en het verslag van de commissaris-revisor. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor. 5. Benoeming en/of herbenoeming bestuurders. 6. Diversen. De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de bepalingen van de statuten. (14110)

**De Mude, naamloze vennootschap,
Eedstraat 78, 9052 Zwijnaarde**

H.R. Gent 189390

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op zaterdag 5 juni 1999, te 11 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Ontlasting aan bestuurders. 4. Benoemingen. Zich schikken naar de statuten. (14111)

**Beleggings- en Ontwikkelingsmaatschappij De Heem,
naamloze vennootschap,
te 2930 Brasschaat, Zegersdreef 36**

H.R. Antwerpen 209867 – BTW 417.223.823

De gewone algemene vergadering wordt gehouden op de maatschappelijke zetel op dinsdag 1 juni 1999, om 10 uur.

Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Aanwending resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. (14112)

**KB Belgian Index Fund,
Bevek naar Belgisch Recht, categorie ICBE**

Maatschappelijke zetel : Arenbergstraat 7, 1000 Brussel

H.R. Brussel 544049

Oproepingsbericht voor de buitengewone algemene vergadering

De buitengewone algemene vergadering die werd samengeroepen op maandag 10 mei 1999, om 15 uur, op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, heeft, wegens een onvoldoende aanwezigheidsquorum, niet geldig kunnen beraadslagen.

De aandeelhouders worden bijgevolg opgeroepen tot het bijwonen van een tweede buitengewone algemene vergadering die zal plaatsvinden op maandag 31 mei 1999, om 15 uur, op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Dagorde :

1. Kennisname en goedkeuring fusie-voorstel.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om, na kennisname, het fusievoorstel en derhalve de volgende daaruit voortvloeiende fusie-operaties goed te keuren :

De volgende (overgenomen) compartimenten van SIVEK BEVEK worden gefuseerd	met respectievelijk volgende (overnemende) compartimenten van volgende BEVEK's :
SIVEK BEVEK :	KB BELGIAN INDEX FUND :
International Equities	World
Dutch Equity Index	Netherlands
European Equities	Europe
Japanese Equity Index	Japan
German Equity Index	Germany
American Equity Index	United States
Scandinavian Equities	Scandinavia

De vermelde overgenomen compartimenten worden bijgevolg ontbonden zonder vereffening.

Voor bovenstaande fusieoperaties zal de omruilverhouding worden vastgesteld op basis van de netto-inventariswaarde en het aantal uitgegeven aandelen van de betrokken compartimenten op datum van vrijdag 21 mei 1999. De toe- en uitredingsorders, indien deze er zijn, van vrijdag 21 mei 1999 tot en met vrijdag 28 mei 1999 zullen worden samengenomen met de orders van maandag 31 mei 1999 en bijgevolg afgerekend worden aan de netto-inventariswaarde van maandag 31 mei 1999. Dergelijke orders zullen dus geen vertekening geven tussen de gegevens op de dag dat de omruilverhouding wordt bepaald en deze op datum van de algemene vergadering.

Op basis van de berekende inventariswaarden en de hieruit voortvloeiende ruilverhoudingen zal vanaf de fusiedatum aan de aandeelhouders van de overgenomen compartimenten een equivalent aan aandelen van het overnemende compartiment worden uitgereikt. Deze aandelen zullen van dezelfde aard zijn als de bestaande aandelen.

De omruiling zal gebeuren op basis van volgende formule :

$$A = \frac{B \times C \times D}{E}$$

waarbij :

A = het aantal nieuw toe te kennen aandelen;

B = het aantal om te ruilen aandelen in het overgenomen compartiment;

C = de netto-inventariswaarde per aandeel van het overgenomen compartiment;

D = toepasselijke wisselkoers tussen de munten van de betrokken compartimenten;

E = de netto-inventariswaarde per aandeel van het overnemende compartiment.

Voor de compartimenten waar zowel distributie als kapitalisatie-aandelen zijn uitgegeven zal een omruilverhouding voor elke categorie aandelen (distributie of kapitalisatie) worden vastgesteld.

Voorstel van besluit : goedkeuring van het fusievoorstel en de fusie-operatie en dit onder opschortende voorwaarde van goedkeuring door de algemene vergaderingen van de andere vennootschappen die bij deze fusie-operatie betrokken zijn.

2. Kennisname verslag van de raad van bestuur en verslag van de commissaris-revisor.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering tot kennisname van het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor inzake de fondsen-integratie-operatie.

Voorstel van besluit : kennisname van het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor inzake de fondsen-integratie-operatie.

3. Wijziging statuten.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om in het kader van de vermelde fusie-operatie goedkeuring te verlenen om volgende bepalingen van de statuten te wijzigen : artikelen 1, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 15, 18, 19, 22, 23, 24, 28, zodat de gewijzigde artikelen zullen luiden als volgt :

Artikel 1. Benaming.

§ 1 zal luiden als volgt :

De vennootschap KBC Index Fund, afgekort ook "Index Fund" genoemd, hierna "de vennootschap" genoemd, heeft de vorm van een naamloze vennootschap onder het stelsel van een beleggingsvennootschap met veranderlijk kapitaal (Bevek) naar Belgisch recht en heeft de hoedanigheid van een vennootschap die publiek beroep doet op het spaarwezen. De volledige en afgekorte benamingen kunnen te samen of afzonderlijk gebruikt worden.

Artikel 5. Maatschappelijk kapitaal.

§ 2 e.v. zal luiden als volgt :

Kapitaalswijzigingen gebeuren zonder wijziging van de statuten. De formaliteiten inzake publiciteit voorzien voor de kapitaalverhogingen en -verminderingen van naamloze vennootschappen zijn niet van toepassing.

Het maatschappelijk kapitaal wordt vertegenwoordigd door verschillende categorieën van aandelen, die elk overeenstemmen met een afgescheiden deel of "compartiment" van het vermogen van de vennootschap.

Bij elke categorie kunnen, behoudens anders bepaald in de statuten, twee soorten aandelen (kapitalisatie of distributie) voorkomen zoals beschreven in artikel 6 hierna.

De beschrijving en de beleggingspolitiek van de verschillende compartimenten worden verder bepaald in de artikelen 15 en 28 e.v.

De raad van bestuur is gemachtigd op elk ogenblik nieuwe compartimenten te creëren, en hen een specifieke benaming toe te kennen. Hij mag de benaming, de specifieke beleggingpolitiek of de referentiemunt van een compartiment wijzigen, mits goedkeuring door een algemene vergadering van de aandeelhouders van dit compartiment. Hij beschikt over alle bevoegdheden om de wijziging van de statuten die eruit voortvloeit, rechtsgeldig te laten vaststellen.

Wanneer de referentiemunt van de vennootschap of een compartiment de munt is van een land dat deelneemt aan de Europese Monetaire Unie, dan is, met betrekking tot de beslissing die kan

genomen worden door de raad van bestuur tot het omzetten van zulke referentiemunt in euro, geen goedkeuring van een algemene vergadering vereist. Zulke beslissing van de raad van bestuur kan ten vroegste uitwerking hebben vanaf de dag waarop de deelname aan de Europese Monetaire Unie aanvangt voor het betrokken land.

De raad van bestuur kan beslissen tot afschaffing, ontbinding, samenvoeging of splitsing van een of meerdere compartimenten, mits goedkeuring door de algemene vergadering van de betrokken compartimenten. De voorwaarden waartegen de ontbinding, afschaffing, samenvoeging of splitsing dient te gebeuren zullen meegedeeld worden in de pers van de landen waar de aandelen van de vennootschap openbaar worden uitgegeven.

Wanneer voor een compartiment een vervaldatum in de statuten en/of de uitgiftedocumenten is bepaald, wordt dit compartiment van rechtswege op die datum ontbonden en in vereffening gesteld, tenzij de raad van bestuur uiterlijk daags vóór die datum gebruik heeft gemaakt van zijn bevoegdheid om genoemd compartiment te verlengen. De beslissing tot verlenging en de daaruit voortvloeiende statutenwijzigingen moeten worden vastgelegd bij authentieke akte.

In geval van ontbinding en invereffeningstelling van het compartiment :

— geschiedt de terugbetaling van de rechten van deelneming van genoemd compartiment tegen de terugbetalingswaarde en volgens de modaliteiten vastgesteld door de raad van bestuur met inachtneming van de bij de uitgifte bepaalde voorwaarden, zoals eventueel gedurende de looptijd van het compartiment gewijzigd, middels publicatie in het *Belgisch Staatsblad* en twee dagbladen;

— maakt de raad van bestuur een verslag op over de vereffening van het genoemd compartiment;

— worden de terugbetalingsmodaliteiten en het verslag van de raad van bestuur gecontroleerd door de commissaris-revisor van de vennootschap;

— wordt de kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor voorgelegd aan de eerstvolgende gewone algemene vergadering van aandeelhouders;

— worden de afsluiting van de vereffening en de daaruit voortvloeiende statutenwijzigingen door twee bestuurders authentiek vastgesteld tijdens de algemene vergadering die de kwijting heeft verleend.

In geval van ontbinding van rechtswege en invereffeningstelling van een compartiment nemen de bestuurders belast met het toezicht op de dagelijkse leiding, die alleen optreden, de taken en bevoegdheden van vereffenaar waar.

Artikel 6. Aandelen

§ 1 t.e.m. 10 zal luiden als volgt :

De aandelen zijn aan toonder, op naam, gedematerialiseerd of in elke andere vorm voorzien in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. De aandelen zijn volledig volstort en zonder vermelding van nominale waarde.

De aandelen aan toonder kunnen uitgegeven worden in certificaten van aandelen waarvan de vormen en coupures worden bepaald door de raad van bestuur. Voor aandelen aan toonder kunnen enkel gehele coupures materieel worden afgeleverd.

De aandelen aan toonder worden voorzien van de handtekeningen van twee bestuurders van de vennootschap. De twee handtekeningen kunnen aangebracht worden onder elke vorm voorzien door de wet. Deze handtekeningen blijven geldig ook indien de ondertekenaars hun handtekeningsbevoegdheid zouden verliezen na het drukken van de certificaten.

De effecten aan toonder kunnen elk ogenblik omgeruild worden tegen andere effecten die een ander aantal aandelen vertegenwoordigen mits betaling van de kosten waarmee deze omruiling gepaard gaat door de aandeelhouder.

De aandelen aan toonder, op naam, gedematerialiseerd of in elke andere vorm kunnen onderling omgezet worden. De kosten welke een dergelijke omzetting met zich meebrengt, worden gedragen door de aandeelhouder.

De houders van aandelen op naam uitgegeven door de vennootschap worden ingeschreven in het aandeelhoudersregister dat wordt bijgehouden door de vennootschap of door een of meer personen, daartoe aangeduid door de vennootschap. De vennootschap kan de bewaarder

opdragen te zorgen voor de vereiste inschrijvingen in het register en de bewijzen van inschrijving af te leveren aan deze aandeelhouders. Elke overdracht onder levenden of ten gevolge van overlijden, alsook elke omzetting van of naar aandelen op naam wordt ingeschreven in het register.

Volgens de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, worden de gedematerialiseerde aandelen vertegenwoordigd door een boeking op rekening, op naam van de eigenaar of de houder, bij een erkende instelling die rekeningen bijhoudt, de erkende rekeninghouder genoemd. Het op rekening geboekte aandeel wordt overgedragen door overschrijving van rekening op rekening.

Eigenaars in onverdeeldheid, vruchtgebruikers en blote eigenaars, pandhoudende schuldeisers en pandgevers, kortom alle personen die door één of andere oorzaak samen in eenzelfde aandeel of fractie van aandeel gerechtigd zijn, dienen zich respectievelijk door eenzelfde persoon te laten vertegenwoordigen.

De raad van bestuur mag beslissen de aandelen te splitsen of te hergroeperen.

De raad van bestuur van de vennootschap kan, op elk ogenblik en zonder beperking, bijkomende volledig volgestorte aandelen of fracties van aandelen uitgeven tegen een prijs bepaald overeenkomstig artikel 7 van de huidige statuten, zonder aan de oude aandeelhouders een voorkeurrecht voor te behouden.

laatste § zal luiden als volgt :

De raad van bestuur kan, voor één of meer compartimenten beslissen geen aandelen van een bepaalde soort (distributie of kapitalisatie) of geen aandelen van een bepaalde vorm (aan toonder, gedematerialiseerd of een andere vorm voorzien in de wet op de handelsvennootschappen) uit te geven of de uitgifte ervan stop te zetten.

Artikel 7. Uitgifte.

zal luiden als volgt :

Onder voorbehoud van de bepalingen van het artikel 11 hierna, kan minstens tweemaal per maand ingetekend worden op aandelen van elk compartiment bij de instellingen die werden aangeduid door de raad van bestuur van de vennootschap.

De uitgifteprijs van de aandelen van elk compartiment omvat hun netto-inventariswaarde bepaald overeenkomstig artikel 10 hierna op de eerstvolgende evaluatiedag volgend op de dag van ontvangst van de intekening, en eventueel uit een uitgifteprovisie bepaald volgens de voorwaarden van de markt waar de commercialisatie plaats heeft en in overeenstemming met de toepasselijke wetgeving terzake. Het werkelijke tarief van deze provisie wordt duidelijk vermeld in de verkoopdocumenten. Deze prijs wordt verhoogd met taksen, belastingen en eventuele zegelrechten eisbaar uit hoofde van de intekening of emissie. Hij kan eveneens worden verhoogd met een forfaitaire vergoeding om de kosten te dekken voor de aankoop van de activa door de vennootschap.

De uitgifteprijs dient betaald te worden binnen een periode van ten hoogste tien bankwerkdagen (de zaterdag uitgezonderd) volgend op de bepaling van de netto-inventariswaarde van toepassing op de intekening. De werkelijke periode die van toepassing is op de diverse compartimenten, zal duidelijk vermeld worden in de verkoopdocumenten.

Artikel 8. Terugkoop.

zal luiden als volgt :

Onder voorbehoud van het artikel 11 hierna, kunnen de aandeelhouders van elk compartiment minstens tweemaal per maand de terugkoop van hun aandelen vragen, door zich te wenden tot de instellingen aangeduid door de vennootschap. De aanvraag moet vergezeld zijn van de aandelen aan toonder, of desgevallend van de certificaten van inschrijving op naam die de aandelen waarvoor de terugkoop wordt aangevraagd, vertegenwoordigen.

De terugkoopprijs komt overeen met de netto-inventariswaarde van de aandelen van het desbetreffende compartiment, bepaald overeenkomstig artikel 10 hierna op de eerstvolgende evaluatiedag volgend op de ontvangst van de aanvraag tot terugkoop, verminderd met eventuele belastingen, taksen, zegelrechten en met een forfaitaire vergoeding om de kosten te dekken van de verkoop van activa door de vennootschap.

Deze prijs dient betaald te worden binnen een periode van ten hoogste tien bankwerkdagen (de zaterdag uitgezonderd) volgend op de bepaling van de netto-inventariswaarde van toepassing op de terugkoop en mits ontvangst van de aandelen. De werkelijke periode die van toepassing is op de diverse compartimenten, zal duidelijk vermeld worden in de verkoopdocumenten.

De vennootschap kan rechtstreeks de effecten terugkopen die een participatie vertegenwoordigen in ontbonden beleggingsinstellingen wier activa bij haar werden ingebracht. Deze effecten worden teruggekocht tegen de hierboven aangegeven terugkoop prijs en rekening houdend met hun ruilverhouding.

Artikel 9. Omruiling.

zal luiden als volgt :

De aandeelhouders kunnen minstens tweemaal per maand de omruiling vragen van hun aandelen in aandelen van een ander compartiment of in aandelen van een andere soort of categorie, op basis van hun respectieve netto-inventariswaarden, bepaald op de eerstvolgende evaluatiedag volgend op de ontvangst van de aanvraag tot omruiling.

De kosten, alsmede eventuele taksen, verbonden aan de omruiling mogen ten laste van de aandeelhouder worden gelegd.

De raad van bestuur kan beslissen dat de aandelenfractie die resteert na de omruiling, wordt teruggekocht door de vennootschap.

Artikel 10. Netto-inventariswaarde.

§ 1 zal luiden als volgt :

Voor de berekening van de uitgifte-, de terugkoop en de omruilingsprijs wordt, tenzij anders bepaald door de raad van bestuur en vermeld in de verkoopdocumenten, op elke bankwerkdag (de zaterdag uitgezonderd), dan "evaluatiedag" genoemd, de netto-inventariswaarde van de aandelen van elk compartiment van de vennootschap bepaald in de munt vastgesteld door de raad van bestuur.

punt "1. De activa c) zal luiden als volgt :

c) voor de liquide activa : tegen marktwaarde, tenzij de looptijd 90 dagen of minder bedraagt, dan kan de waardering gebeuren tegen de nominale waarde verhoogd met de verlopen rente.

punt "1. De activa f) zal luiden als volgt :

f) voor financiële instrumenten zoals swaps, opties, futures en termijncontracten, die gebruikt kunnen worden om bepaalde risico's in te dekken : de waarde die verkregen zou worden om de positie, verkregen door het gebruik van deze instrumenten, ongedaan te maken via een transactie in omgekeerde richting met een eersterangstegenpartij.

laatste § zal luiden als volgt :

De nettoactiva van de vennootschap zijn gelijk aan de som van de nettoactiva van alle compartimenten, omgezet in Euro op basis van de laatst gekende wisselkoersen. De raad van bestuur kan beslissen de referentiemunt van de vennootschap of van een compartiment van de vennootschap te wijzigen, of om meer referentiepunten te gebruiken binnen de grenzen bepaald door de wet.

Artikel 12. raad van bestuur.

zal luiden als volgt :

De vennootschap wordt bestuurd door een raad van bestuur samengesteld uit ten minste drie leden, al dan niet aandeelhouders. De bestuurders worden op voordracht van de raad van bestuur benoemd door de algemene vergadering voor een periode van ten hoogste zes jaar en kunnen te allen tijde door haar worden afgezet. Zij zijn herbenoembaar.

Het mandaat van de aftredende bestuurders neemt een einde onmiddellijk na de algemene vergadering die tot de nieuwe benoeming is overgegaan.

Wanneer een of meer mandaten van bestuurder openvallen door overlijden, ontslag of om een andere reden, hebben de overblijvende bestuurders het recht om voorlopig in de vacature te voorzien. In dat geval gaat de algemene vergadering in haar eerste bijeenkomst tot de definitieve benoeming over. De bestuurder die aldus werd aangesteld, is benoemd voor de tijd die nodig is om het mandaat uit te doen van de bestuurder die hij vervangt, tenzij de algemene vergadering hierover anders beslist.

De raad van bestuur kan aan één of meer of alle leden, naast een aandeel in de winst dat hen eventueel door de algemene vergadering wordt toegekend, presentiegelden toekennen. Hij kan aan bestuurders die speciale functies of opdrachten vervullen, vergoedingen toekennen, te boeken bij de algemene kosten.

Artikel 13. Vergadering.

zal luiden als volgt :

De raad van bestuur kiest onder zijn leden een voorzitter en kan intern een of meer ondervoorzitters kiezen. Hij kan eveneens een secretaris aanduiden, die geen bestuurder moet zijn en die de processen-verbaal van de vergaderingen van de raad van bestuur opstelt.

De raad van bestuur komt bijeen telkens het belang van de vennootschap het vereist of telkens twee bestuurders het aanvragen, en dit na bijeengeroepen te zijn door en onder het voorzitterschap van zijn voorzitter, of bij diens verhindering een bestuurder door zijn collega's aangeduid. De Vergadering wordt gehouden op de plaats die in de oproepingsbrieven wordt bepaald.

Een schriftelijke aankondiging van elke vergadering van de raad van bestuur wordt ten minste vierentwintig uur voor het voorziene uur van de vergadering aan alle bestuurders gegeven, tenzij in geval van hoogdringendheid. In dat geval worden de aard en motieven van die hoogdringendheid in het oproepingsbericht vermeld.

De voorzitter van de raad van bestuur zit de vergaderingen van de raad van bestuur voor. In zijn afwezigheid, duidt de raad van bestuur bij meerderheid van stemmen een andere persoon aan om het voorzitterschap van deze vergaderingen waar te nemen.

Elke bestuurder kan zich op de vergaderingen van de raad van bestuur laten vertegenwoordigen door schriftelijk of door middel van ieder ander communicatiemiddel waarbij de volmacht in een document wordt vastgelegd, een andere bestuurder aan te duiden als zijn mandataris.

De raad van bestuur kan slechts beraadslagen en besluiten indien minstens 2 van zijn leden aanwezig zijn en indien minstens de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is. Elke bestuurder kan één of meerdere bestuurders vertegenwoordigen, zonder dat één bestuurder evenwel alle andere bestuurders kan vertegenwoordigen. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde bestuurders. In geval van staking van stemmen, is de stem van diegene die de vergadering voorziet, doorslaggevend.

De raad van bestuur kan ook besluiten nemen per brief. Deze besluiten vereisen het akkoord van alle bestuurders. Hun handtekeningen worden, hetzij op één enkel document, hetzij op meerdere exemplaren van dit document aangebracht. Dergelijk besluit heeft dezelfde geldigheid en dezelfde zeggingskracht als indien het zou genomen zijn gedurende een vergadering van de raad die regelmatig samengeroepen werd en gehouden werd op de datum van de laatst aangebrachte handtekening op het hierboven bedoelde document door de bestuurders.

Artikel 15. Bevoegdheden van de raad van bestuur en beleggingspolitiek.

zal luiden als volgt :

De raad van bestuur heeft de bevoegdheid om alle daden te stellen die nodig of nuttig zijn voor het realiseren van het maatschappelijk doel van de vennootschap, met uitzondering van deze die door de wet of de statuten worden voorbehouden aan de algemene vergadering.

De raad van bestuur heeft meer in het bijzonder de bevoegdheid om, onder voorbehoud van de beperkingen opgelegd door de wetten en reglementen, per compartiment de beleggingspolitiek van de vennootschap te bepalen.

Overeenkomstig de wettelijke bepalingen, zullen de beleggingen van de vennootschap bestaan uit :

a) effecten en andere met effecten gelijk te stellen financiële instrumenten die zijn toegelaten tot de officiële notering aan een effectenbeurs van een lidstaat van de Europese Unie of die worden verhandeld op een andere gereguleerde, regelmatig werkende, erkende en open markt van een lidstaat van de Europese Unie;

b) effecten en andere met effecten gelijk te stellen financiële instrumenten die zijn toegelaten tot de officiële notering aan een effectenbeurs van een Staat die geen lid is van de Europese Unie of die worden verhandeld op een andere gereguleerde, regelmatig werkende, erkende en open markt, van een Staat die geen lid is van de Europese Unie;

c) nieuw uitgegeven effecten, onder voorbehoud dat de uitgiftevoorwaarden de verplichting inhouden dat de toelating tot de officiële notering aan een effectenbeurs of op een andere gereguleerde, regelmatig werkende, erkende en open markt wordt aangevraagd en dat die toelating uiterlijk binnen één jaar na de uitgifte worden verkregen;

d) in bijkomende orde, liquide middelen in diverse munten, waaronder tevens diverse geldmarkt- en financiële instrumenten worden verstaan, zoals o.m. en zonder een limitatieve opsomming te geven: tegoeden op zicht, termijndeposito's, commercial paper, FRN, thesauriebewijzen, schatkistcertificaten;

e) alle andere effecten en andere financiële instrumenten binnen de grenzen die door de raad van bestuur zijn vastgelegd met inachtnaam van de door de wet voorgeschreven voorwaarden en de van kracht zijnde reglementeringen;

f) participaties in andere beleggingsinstellingen met inbegrip van participaties in beleggingsinstellingen waarmee de vennootschap bindingen heeft, onder voorbehoud van de door de wetten en reglementen bepaalde beperkingen.

De mate waarin bovenstaande instrumenten telkens deel uitmaken van de beleggingsportefeuille kan door de raad van bestuur verder bepaald worden in de beschrijving van beleggingspolitiek beschreven in het prospectus.

De vennootschap mag tevens, mits naleving van de wettelijke voorwaarden :

— aankoopopties (calls genaamd) of verkoopopties (puts genaamd) op effecten kopen, uitgeven of verkopen;

— termijnovereenkomsten op aandelenindexen — futures genaamd — sluiten alsook opties op indexen of opties op dergelijke overeenkomsten verhandelen;

— termijnovereenkomsten op rente sluiten alsook opties op dergelijke overeenkomsten verhandelen;

— op termijn deviezen verkopen en verkoopopties op deviezen dan wel op termijnovereenkomsten op deviezen kopen;

— op termijn deviezen aankopen en aankoopopties op deviezen dan wel termijnovereenkomsten op deviezen kopen.

De vennootschap kan aan securities lending doen.

De beleggingspolitiek welke in de diverse artikelen van de statuten wordt beschreven, is geënt op de bestaande toepasselijke wetten en reglementen met betrekking tot bepaalde collectieve beleggingsinstellingen. Indien deze reglementeringen om welke redenen ook zouden wijzigen, kan de gevoerde beleggingspolitiek daaraan aangepast worden zonder dat hiervoor de bepalingen in de statuten dienen te worden gewijzigd.

Artikel 18. Bewaarder.

Wijzigen zodat Kredietbank en gegevens vervangen worden door KBC Bank met nieuwe gegevens.

Artikel 19. Bijeenroeping van de algemene vergadering.

eerste zin zal luiden als volgt :

De jaarlijkse algemene vergadering van aandeelhouders, wordt gehouden op de laatste woensdag van de maand maart om elf uur, in de zetel van de vennootschap of op elke andere plaats in België die in het oproepingsbericht wordt meegedeeld.

laatste 4 § zal luiden als volgt :

Iedere algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of bij diens afwezigheid door een andere bestuurder. De voorzitter duidt de secretaris aan. De vergadering kiest de vereiste stemopnemers. De aanwezige bestuurders vullen het bureau aan.

Behoudens andersluidende voorwaarden door de raad van bestuur opgelegd in het oproepingsbericht, moet elke aandeelhouder, om toegelaten te worden tot de algemene vergadering, zijn aandelen aan toonder vijf volle dagen voor de vastgestelde datum van de vergadering neerleggen op de maatschappelijke zetel of bij de in het oproepingsbericht aangeduide instellingen.

De eigenaars van de aandelen op naam en de gedematerialiseerde aandelen moeten binnen dezelfde periode schriftelijk de raad van bestuur op de hoogte brengen van hun intentie om de algemene vergadering bij te wonen en van het aantal effecten waarvoor ze van plan zijn aan de stemming deel te nemen. De aandeelhouders van de gedematerialiseerde aandelen worden slechts tot de algemene vergadering toegelaten indien ze hebben voldaan aan de formaliteiten voorzien in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Telkens alle aandeelhouders aanwezig of vertegenwoordigd zijn en zij verklaren akkoord te gaan met de dagorde die hen ter beraadslaging wordt voorgelegd, kan de algemene vergadering zonder voorafgaande oproeping worden gehouden.

Artikel 22. Verslagen.

§ 1 zal luiden als volgt :

Voor de jaarlijkse algemene vergadering kunnen de aandeelhouders op de maatschappelijke zetel van de vennootschap het jaarverslag bekomen dat de financiële informatie bevat aangaande elk compartiment van de vennootschap, aangaande de samenstelling en de evolutie van hun activa, evenals het beheersverslag dat bestemd is om de aandeelhouders te informeren.

laatste § zal luiden als volgt :

De goedkeuring van de jaarrekeningen en het verlenen van kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor gebeurt voor alle compartimenten samen.

Artikel 23. Verdeling.

laatste § zal luiden als volgt :

De algemene vergadering kan besluiten tot een toekenning van een gedeelte van de winst als vergoeding voor de bestuurders. Het toegekende bedrag wordt onder de bestuurders verdeeld overeenkomstig een door de bestuurders vastgelegd reglement. Aan de algemene vergadering wordt meegedeeld of bepaalde of alle bestuurders geen deelname in de winst wensen te ontvangen.

Artikel 24. Kosten.

toevoeging van :

— de kosten van de administratief agent;

— het beheer- en adviesloon;

— de kosten voor het drukken en verdelen van de uitgifteprospectussen en periodieke verslagen alsook voor alle andere verslagen en documentatie vereist door wetten en reglementen;

— de kosten van de financiële dienst van haar aandelen en coupons (daarin begrepen de kosten van een eventuele omruiling of afstempling van de deelbewijzen van ontbonden beleggingsinstellingen wier activa in de vennootschap werden ingebracht), de eventuele kosten van notering aan een beurs of de kosten voor de publicatie van de koers van haar aandelen en alle andere informatie bestemd voor de aandeelhouders, evenals alle andere exploitatiekosten;

— de commissielonen en overige kosten verbonden aan de verrichtingen met betrekking tot de portefeuille van de vennootschap;

— de kosten voor het maken van publiciteit, wettelijke berichten en andere aankondigingen;

— de kosten en vergoedingen welke specifiek betrekking hebben op de ontbinding of vereffening van een compartiment of de vennootschap;

toevoeging § 2 die zal luiden als volgt :

De raad van bestuur kan het tarief van bovenstaande kosten en vergoedingen te allen tijde wijzigen, mits naleving van de wettelijke bepalingen terzake.

Artikel 28.

zal luiden als volgt :

Artikel 28. Beschrijving van de compartimenten Belgium Germany, Netherlands, United States, Japan.

Het beleggingsbeleid van bovenstaande compartimenten is er op gericht te beleggen in financiële activa zoals beschreven in artikel 15 van de statuten. Hierbij zullen de bovenstaande compartimenten hoofdzakelijk beleggen in aandelen en hiermee samenhangende financiële instrumenten uitgegeven door emittenten van het betreffende land waarnaar het compartiment genoemd is. Hierbij tracht men een getrouwe weergave te geven van de betreffende beurzen en hun evolutie door zich bij de verdeling van de portefeuille te richten op de samenstelling van de referentie-index(en) van deze beurzen. Aangezien de samenstelling van de portefeuille en de samenstelling van de referentie-index(en) niet noodzakelijk dezelfde zijn, kunnen hierbij verschillen optreden inzake prestaties. De referentie-indexen waarop men zich richt, zullen in het prospectus worden vermeld.

De netto-inventariswaarde van deze compartimenten wordt elke bankwerkdag (uitgezonderd de zaterdag) bepaald overeenkomstig artikel 10 van de statuten en uitgedrukt in de volgende munten :

Belgium	Euro
Germany	Euro
Netherlands	Euro
United States	USD
Japan	JPY

Voorstel van besluit : goedkeuring van de statutenwijzigingen.

4. Coördinatie van de statuten.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om de gecoördineerde statuten goed te keuren.

Voorstel van besluit : goedkeuring van de gecoördineerde statuten.

5. Bevoegdheden.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om de nodige bevoegdheid toe te kennen aan de raad van bestuur met het oog op de uitvoering van de beslissingen die moeten worden genomen ten aanzien van bovengenoemde onderwerpen.

Voorstel van besluit : toekenning aan de raad van bestuur van de nodige bevoegdheden.

Het bovenvermelde fusievoorstel, het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor kunnen door de aandeelhouders kosteloos worden verkregen op de maatschappelijke zetel van de vennootschap. Aan de aandeelhouders die de statutaire formaliteiten hebben vervuld om tot de vergadering te worden toegelaten, wordt tevens onverwijld een afschrift van deze documenten toegezonden.

Over de punten op de dagorde wordt geldig beslist bij een drievierde meerderheid van de stemmen der aanwezige of vertegenwoordigde aandelen.

Wanneer de aandelen een zelfde waarde hebben, geven zij elk recht op één stem. Wanneer zij niet dezelfde waarde hebben, vertegenwoordigt elk, van rechtswege, een aantal stemmen evenredig aan het gedeelte van het kapitaal dat het vertegenwoordigt, waarbij het aandeel dat de zwakste quotiteit vertegenwoordigt voor één stem geteld wordt. Er wordt geen rekening gehouden met breuken van stemmen.

De aandeelhouders die wensen deel te nemen aan deze buitengewone algemene vergadering of zich wensen te laten vertegenwoordigen, worden verzocht zich te richten naar de statutaire bepalingen terzake. De neerlegging van de aandelen met het oog op het bijwonen van deze vergadering kan gebeuren tot en met 21 mei 1999 in alle kantoren van KBC Bank NV, CBC Banque en Centea.

(14113)

De raad van bestuur.

KBC Equity Fund, Beleggingsvennootschap naar Belgisch Recht, ICBE

Maatschappelijke zetel : Arenbergstraat 7, 1000 Brussel

H.R. Brussel 544047

Oproepingsbericht voor de buitengewone algemene vergadering

De buitengewone algemene vergadering die werd samengeroepen op maandag 10 mei 1999, om 14 u. 30 m., op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, heeft, wegens een onvoldoend aanwezigheidsquorum, niet geldig kunnen beraadslagen.

De aandeelhouders worden bijgevolg opgeroepen tot het bijwonen van een tweede buitengewone algemene vergadering, die zal plaatsvinden op maandag 31 mei 1999, om 14 u. 30 m., op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Dagorde :

1. Kennisname en goedkeuring fusievoorstel.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om, na kennisname, het fusievoorstel en derhalve de volgende daaruit voortvloeiende fusie-operaties goed te keuren :

De volgende (overgenomen) compartimenten van SIVEK BEVEK worden gefusioneerd	met respectievelijk volgende (overnemende) compartimenten van volgende BEVEK's :
SIVEK BEVEK : Shares Millennium Leisure & Tourism	KBC EQUITY FUND : Belgium Millennium Leisure & Tourism

Het compartiment Brivek-aandelen wordt gefusioneerd met het compartiment Belgium van KBC Equity Fund, waarbij het (overnemende) compartiment Belgium het (overgenomen) compartiment Brivek-aandelen zal overnemen, cfr. volgend overzicht :

Het volgende (overgenomen) compartiment wordt gefusioneerd	met het volgende (overnemende) compartiment :
BRIVEK-Aandelen	KBC Equity Fund Belgium

Deze fusie-operatie zal plaatsvinden na de fusie tussen KBC EQUITY FUND Belgium en SIVEK Shares.

De vermelde overgenomen compartimenten worden bijgevolg ontbonden zonder vereffening.

Voor bovenstaande fusie-operaties zal de omruilverhouding worden vastgesteld op basis van de netto-inventariswaarde en het aantal uitgegeven aandelen van de betrokken compartimenten op datum van vrijdag 21 mei 1999. De toe- en uittredingsorders, indien deze er zijn, van vrijdag 21 mei 1999 tot en met vrijdag 28 mei 1999 zullen worden samengenomen met de orders van maandag 31 mei 1999 en bijgevolg afgerekend worden aan de netto-inventariswaarde van maandag 31 mei 1999. Dergelijke orders zullen dus geen vertekening geven tussen de gegevens op de dag dat de omruilverhouding wordt bepaald en deze op datum van de algemene vergadering.

Op basis van de berekende inventariswaarden en de hieruit voortvloeiende ruilverhoudingen zal vanaf de fusiedatum aan de aandeelhouders van de overgenomen compartimenten een equivalent aan aandelen van het overnemende compartiment worden uitgereikt. Deze aandelen zullen van dezelfde aard zijn als de bestaande aandelen.

De omruiling zal gebeuren op basis van volgende formule :

$$A = \frac{B \times C \times D}{E}$$

waarbij :

A = het aantal nieuw toe te kennen aandelen;

B = het aantal om te ruilen aandelen in het overgenomen compartiment;

C = de netto-inventariswaarde per aandeel van het overgenomen compartiment;

D = toepasselijke wisselkoers tussen de munten van de betrokken compartimenten;

E = de netto-inventariswaarde per aandeel van het overnemende compartiment.

Voor de compartimenten waar zowel distributie- als kapitalisatie-aandelen zijn uitgegeven, zal een omruilverhouding voor elke categorie aandelen (distributie of kapitalisatie) worden vastgesteld.

Voorstel van besluit : goedkeuring van het fusievoorstel en de fusie-operatie en dit onder opschortende voorwaarde van goedkeuring door de algemene vergaderingen van de andere vennootschappen die bij deze fusie-operatie betrokken zijn.

2. Kennisname verslag van de raad van bestuur en verslag van de commissaris-revisor.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering tot kennisname van het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor inzake de fondsen-integratie-operatie.

Voorstel van besluit : kennisname van het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor inzake de fondsen-integratie-operatie.

3. Wijziging statuten.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om in het kader van de vermeldde fusie-operatie goedkeuring te verlenen om volgende bepalingen van de statuten te wijzigen : artikelen 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 15, 19, 22, 24, zodat de gewijzigde artikelen zullen luiden als volgt :

Artikel 5. Maatschappelijk kapitaal.

§ 2 e.v. zal luiden als volgt :

Kapitaalswijzigingen gebeuren zonder wijziging van de statuten. De formaliteiten inzake publiciteit voorzien voor de kapitaalverhogingen en -verminderingen van naamloze vennootschappen zijn niet van toepassing.

Het maatschappelijk kapitaal wordt vertegenwoordigd door verschillende categorieën van aandelen, die elk overeenstemmen met een afgescheiden deel of "compartiment" van het vermogen van de vennootschap.

Bij elke categorie kunnen, behoudens anders bepaald in de statuten, twee soorten aandelen (kapitalisatie of distributie) voorkomen zoals beschreven in artikel 6 hierna.

De beschrijving en de beleggingspolitiek van de verschillende compartimenten worden verder bepaald in de artikelen 15 en 28 e.v.

De raad van bestuur is gemachtigd op elk ogenblik nieuwe compartimenten te creëren en hen een specifieke benaming toe te kennen. Hij mag de benaming, de specifieke beleggingspolitiek of de referentiemunt van een compartiment wijzigen, mits goedkeuring door een algemene vergadering van de aandeelhouders van dit compartiment. Hij beschikt over alle bevoegdheden om de wijziging van de statuten die eruit voortvloeit, rechtsgeldig te laten vaststellen.

Wanneer de referentiemunt van de vennootschap of een compartiment de munt is van een land dat deelneemt aan de Europese Monetaire Unie, dan is, met betrekking tot de beslissing die kan genomen worden door de raad van bestuur tot het omzetten van zulke referentiemunt in euro, geen goedkeuring van een algemene vergadering vereist. Zulke beslissing van de raad van bestuur kan ten vroegste uitwerking hebben vanaf de dag waarop de deelname aan de Europese Monetaire Unie aanvangt voor het betrokken land.

De raad van bestuur kan beslissen tot afschaffing, ontbinding, samenvoeging of splitsing van een of meerdere compartimenten, mits goedkeuring door de algemene vergadering van de betrokken compartimenten. De voorwaarden waartegen de ontbinding, afschaffing, samenvoeging of splitsing dient te gebeuren, zullen meegedeeld worden in de pers van de landen waar de aandelen van de vennootschap openbaar worden uitgegeven.

Wanneer voor een compartiment een vervaldatum in de statuten en/of de uitgiftedocumenten is bepaald, wordt dit compartiment van rechtswege op die datum ontbonden en in vereffening gesteld, tenzij de raad van bestuur uiterlijk daags vóór die datum gebruik heeft gemaakt van zijn bevoegdheid om genoemd compartiment te verlengen. De beslissing tot verlenging en de daaruit voortvloeiende statutenwijzigingen moeten worden vastgelegd bij authentieke akte.

In geval van ontbinding en invereffeningstelling van het compartiment :

— geschiedt de terugbetaling van de rechten van deelneming van genoemd compartiment tegen de terugbetalingswaarde en volgens de modaliteiten vastgesteld door de raad van bestuur, met inachtneming van de bij de uitgifte bepaalde voorwaarden, zoals eventueel gedurende de looptijd van het compartiment gewijzigd, middels publicatie in het *Belgisch Staatsblad* en twee dagbladen;

— maakt de raad van bestuur een verslag op over de vereffening van het genoemd compartiment;

— worden de terugbetalingsmodaliteiten en het verslag van de raad van bestuur gecontroleerd door de commissaris-revisor van de vennootschap;

— wordt de kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor voorgelegd aan de eerstvolgende gewone algemene vergadering van aandeelhouders;

— worden de afsluiting van de vereffening en de daaruit voortvloeiende statutenwijzigingen door twee bestuurders authentiek vastgesteld tijdens de algemene vergadering die de kwijting heeft verleend.

In geval van ontbinding van rechtswege en invereffeningstelling van een compartiment nemen de bestuurders belast met het toezicht op de dagelijkse leiding, die alleen optreden, de taken en bevoegdheden van vereffenaar waar.

Artikel 6. Aandelen

§ 1 t.e.m. 10 zal luiden als volgt :

De aandelen zijn aan toonder, op naam, gedematerialiseerd of in elke andere vorm voorzien in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. De aandelen zijn volledig volstort en zonder vermelding van nominale waarde.

De aandelen aan toonder kunnen uitgegeven worden in certificaten van aandelen waarvan de vormen en coupures worden bepaald door de raad van bestuur. Voor aandelen aan toonder kunnen enkel gehele coupures materieel worden afgeleverd.

De aandelen aan toonder worden voorzien van de handtekeningen van twee bestuurders van de vennootschap. De twee handtekeningen kunnen aangebracht worden onder elke vorm voorzien door de wet. Deze handtekeningen blijven geldig ook indien de ondertekenaars hun handtekeningsbevoegdheid zouden verliezen na het drukken van de certificaten.

De effecten aan toonder kunnen elk ogenblik omgeruild worden tegen andere effecten die een ander aantal aandelen vertegenwoordigen, mits betaling van de kosten waarmee deze omruiling gepaard gaat door de aandeelhouder.

De aandelen aan toonder, op naam, gedematerialiseerd of in elke andere vorm, kunnen onderling omgezet worden. De kosten welke een dergelijke omzetting met zich meebrengt, worden gedragen door de aandeelhouder. De houders van aandelen op naam uitgegeven door de vennootschap worden ingeschreven in het aandeelhoudersregister dat wordt bijgehouden door de vennootschap of door een of meer personen, daartoe aangeduid door de vennootschap. De vennootschap kan de bewaarder opdragen te zorgen voor de vereiste inschrijvingen in het register en de bewijzen van inschrijving af te leveren aan deze aandeelhouders. Elke overdracht onder levenden of ten gevolge van overlijden, alsook elke omzetting van of naar aandelen op naam, wordt ingeschreven in het register.

Volgens de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen worden de gedematerialiseerde aandelen vertegenwoordigd door een boeking op rekening, op naam van de eigenaar of de houder, bij een erkende instelling die rekeningen bijhoudt, de erkende rekeninghouder genoemd. Het op rekening geboekte aandeel wordt overgedragen door overschrijving van rekening op rekening.

Eigenaars in onverdeeldheid, vruchtgebruikers en blote eigenaars, pandhoudende schuldeisers en pandgevers, kortom alle personen die door één of andere oorzaak samen in eenzelfde aandeel of fractie van aandeel gerechtigd zijn, dienen zich respectievelijk door eenzelfde persoon te laten vertegenwoordigen.

De raad van bestuur mag beslissen de aandelen te splitsen of te hergroeperen.

De raad van bestuur van de vennootschap kan, op elk ogenblik en zonder beperking, bijkomende volledig volgestorte aandelen of fracties van aandelen uitgeven tegen een prijs bepaald overeenkomstig artikel 7 van de huidige statuten, zonder aan de oude aandeelhouders een voorkeurrecht voor te behouden.

Laatste § zal luiden als volgt :

De raad van bestuur kan, voor één of meer compartimenten, beslissen geen aandelen van een bepaalde soort (distributie of kapitalisatie) of geen aandelen van een bepaalde vorm (aan toonder, gede-materialiseerd of een andere vorm voorzien in de wet op de handelsvennootschappen) uit te geven of de uitgifte ervan stop te zetten.

Artikel 7. Uitgifte.

Zal luiden als volgt :

Onder voorbehoud van de bepalingen van het artikel 11 hierna kan minstens tweemaal per maand ingetekend worden op aandelen van elk compartiment bij de instellingen die werden aangeduid door de raad van bestuur van de vennootschap.

De uitgifteprijs van de aandelen van elk compartiment omvat hun netto-inventariswaarde bepaald overeenkomstig artikel 10 hierna op de eerstvolgende evaluatiedag volgend op de dag van ontvangst van de intekening, en eventueel uit een uitgifteprovisie bepaald volgens de voorwaarden van de markt waar de commercialisatie plaatsheeft en in overeenstemming met de toepasselijke wetgeving terzake. Het werkelijke tarief van deze provisie wordt duidelijk vermeld in de verkoopdocumenten. Deze prijs wordt verhoogd met taksen, belastingen en eventuele zegelrechten eisbaar uit hoofde van de intekening of emissie. Hij kan eveneens worden verhoogd met een forfaitaire vergoeding om de kosten te dekken voor de aankoop van de activa door de vennootschap.

De uitgifteprijs dient betaald te worden binnen een periode van ten hoogste tien bankwerkdagen (de zaterdag uitgezonderd) volgend op de bepaling van de netto-inventariswaarde van toepassing op de intekening. De werkelijke periode die van toepassing is op de diverse compartimenten, zal duidelijk vermeld worden in de verkoopdocumenten.

Artikel 8. Terugkoop.

Zal luiden als volgt :

Onder voorbehoud van het artikel 11 hierna kunnen de aandeelhouders van elk compartiment minstens tweemaal per maand de terugkoop van hun aandelen vragen, door zich te wenden tot de instellingen aangeduid door de vennootschap. De aanvraag moet vergezeld zijn van de aandelen aan toonder, of desgevallend van de certificaten van inschrijving op naam die de aandelen waarvoor de terugkoop wordt aangevraagd, vertegenwoordigen.

De terugkoopprijs komt overeen met de netto-inventariswaarde van de aandelen van het desbetreffende compartiment, bepaald overeenkomstig artikel 10 hierna op de eerstvolgende evaluatiedag volgend op de ontvangst van de aanvraag tot terugkoop, verminderd met eventuele belastingen, taksen, zegelrechten en met een forfaitaire vergoeding om de kosten te dekken van de verkoop van activa door de vennootschap.

Deze prijs dient betaald te worden binnen een periode van ten hoogste tien bankwerkdagen (de zaterdag uitgezonderd) volgend op de bepaling van de netto-inventariswaarde van toepassing op de terugkoop en mits ontvangst van de aandelen. De werkelijke periode die van toepassing is op de diverse compartimenten, zal duidelijk vermeld worden in de verkoopdocumenten.

De vennootschap kan rechtstreeks de effecten terugkopen die een participatie vertegenwoordigen in ontbonden beleggingsinstellingen wier activa bij haar werden ingebracht. Deze effecten worden teruggekocht tegen de hierboven aangegeven terugkoopprijs en rekening houdend met hun ruilverhouding.

Artikel 9. Omruiling.

Zal luiden als volgt :

De aandeelhouders kunnen minstens tweemaal per maand de omruiling vragen van hun aandelen in aandelen van een ander compartiment of in aandelen van een andere soort of categorie, op basis van hun respectieve netto-inventariswaarden, bepaald op de eerstvolgende evaluatiedag volgend op de ontvangst van de aanvraag tot omruiling.

De kosten, alsmede eventuele taksen, verbonden aan de omruiling mogen ten laste van de aandeelhouder worden gelegd.

De raad van bestuur kan beslissen dat de aandelenfractie die resteert na de omruiling, wordt teruggekocht door de vennootschap.

Artikel 10. Netto-inventariswaarde.

§ 1 zal luiden als volgt:

Voor de berekening van de uitgifte-, de terugkoop en de omruilingsprijs wordt, tenzij anders bepaald door de raad van bestuur en vermeld in de verkoopdocumenten, op elke bankwerkdag (de zaterdag uitgezonderd), dan "evaluatiedag" genoemd, de netto-inventariswaarde van de aandelen van elk compartiment van de vennootschap bepaald in de munt vastgesteld door de raad van bestuur.

punt "1. De activa c) zal luiden als volgt :

c) voor de liquide activa : tegen marktwaarde, tenzij de looptijd 90 dagen of minder bedraagt, dan kan de waardering gebeuren tegen de nominale waarde verhoogd met de verlopen rente.

punt "1. De activa f) zal luiden als volgt :

f) voor financiële instrumenten zoals swaps, opties, futures en termijncontracten, die gebruikt kunnen worden om bepaalde risico's in te dekken : de waarde die verkregen zou worden om de positie, verkregen door het gebruik van deze instrumenten, ongedaan te maken via een transactie in omgekeerde richting met een eersterangstegenpartij.

Laatste § zal luiden als volgt :

De nettoactiva van de vennootschap zijn gelijk aan de som van de nettoactiva van alle compartimenten, omgezet in euro op basis van de laatst gekende wisselkoersen. De raad van bestuur kan beslissen de referentiemunt van de vennootschap of van een compartiment van de vennootschap te wijzigen, of om meer referentiepunten te gebruiken binnen de grenzen bepaald door de wet.

Artikel 12. Raad van bestuur.

§ 2 zal luiden als volgt :

Wanneer een of meer mandaten van bestuurder openvallen door overlijden, ontslag of om een andere reden, hebben de overblijvende bestuurders het recht om voorlopig in de vacature te voorzien. In dat geval gaat de algemene vergadering in haar eerste bijeenkomst tot de definitieve benoeming over. De bestuurder die aldus werd aangesteld, is benoemd voor de tijd die nodig is om het mandaat uit te doen van de bestuurder die hij vervangt, tenzij de algemene vergadering hierover anders beslist.

Artikel 13. Vergadering.

§ 2 zal luiden als volgt :

De raad van bestuur komt bijeen telkens als het belang van de vennootschap het vereist of telkens als twee bestuurders het aanvragen, en dit na bijeengeroepen te zijn door en onder het voorzitterschap van zijn voorzitter, of bij diens verhindering een bestuurder door zijn collega's aangeduid. De vergadering wordt gehouden op de plaats die in de oproepingsbrieven wordt bepaald.

Artikel 15. Bevoegdheden van de raad van bestuur en beleggingspolitiek.

§ 3 punt "e)" zal luiden als volgt :

e) alle andere effecten en andere financiële instrumenten binnen de grenzen die door de raad van bestuur zijn vastgelegd, met inachtnaam van de door de wet voorgeschreven voorwaarden en de van kracht zijnde reglementeringen;

§ 4 e.v. zal luiden als volgt :

De vennootschap kan bijkomend liquide middelen aanhouden in verschillende munten, waaronder tevens diverse geldmarkt- en financiële instrumenten worden verstaan, zoals o.m. en zonder een limitatieve opsomming te geven : tegoeden op zicht, termijndeposito's, commercial paper, FRN, thesauriebewijzen, schatkistcertificaten.

De mate waarin bovenstaande instrumenten telkens deel uitmaken van de beleggingsportefeuille kan door de raad van bestuur verder bepaald worden in de beschrijving van beleggingspolitiek beschreven in het prospectus.

De vennootschap mag, binnen de wettelijke en reglementaire beperkingen, aankoopopties of verkoopopties of effecten kopen, uitgeven of verkopen. Zij mag termijnovereenkomsten op aandelenindexen sluiten alsook opties op dergelijke overeenkomsten verhandelen. Zij mag termijnovereenkomsten op rente sluiten alsook opties op dergelijke overeenkomsten verhandelen.

De vennootschap mag binnen de wettelijke en reglementaire beperkingen :

— op termijn deviezen verkopen en verkoopopties op deviezen dan wel op termijnovereenkomsten op deviezen kopen;

— op termijn deviezen aankopen en aankoopopties op deviezen dan wel termijnovereenkomsten op deviezen kopen.

De vennootschap kan aan securities lending doen binnen de perken bepaald door voornoemd koninklijk besluit met betrekking tot bepaalde instellingen voor collectieve belegging.

De beleggingspolitiek welke in de diverse artikelen van de statuten wordt beschreven, is geënt op de bestaande toepasselijke wetten en reglementen met betrekking tot bepaalde collectieve beleggingsinstellingen. Indien deze reglementeringen om welke redenen ook zouden wijzigen, kan de gevoerde beleggingspolitiek daaraan aangepast worden zonder dat hiervoor de bepalingen in de statuten dienen te worden gewijzigd.

Artikel 19. Bijeenroeping van de algemene vergadering.

Eerste zin zal luiden als volgt :

De jaarlijkse algemene vergadering van aandeelhouders wordt gehouden op de laatste woensdag van de maand maart, om negen uur, in de zetel van de vennootschap of op elke andere plaats in België die in het oproepingsbericht wordt meegedeeld.

Artikel 22. Verslagen.

§ 1 zal luiden als volgt :

Voor de jaarlijkse algemene vergadering kunnen de aandeelhouders op de maatschappelijke zetel van de vennootschap het jaarverslag bekomen dat de financiële informatie bevat aangaande elk compartiment van de vennootschap, aangaande de samenstelling en de evolutie van hun activa, en het beheersverslag dat bestemd is om de aandeelhouders te informeren.

Laatste § zal luiden als volgt :

De goedkeuring van de jaarrekeningen en het verlenen van kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor gebeurt voor alle compartimenten samen.

Artikel 24. Kosten.

Toevoeging van :

— de kosten van de administratief agent;

— de kosten voor het drukken en verdelen van de uitgifteprospectussen en periodieke verslagen alsook voor alle andere verslagen en documentatie vereist door wetten en reglementen;

— de kosten van alle andere informatie bestemd voor de aandeelhouders, evenals alle andere exploitatiekosten;

— de commissielonen en overige kosten verbonden aan de verrichtingen met betrekking tot de portefeuille van de vennootschap;

— de kosten voor het maken van publiciteit, wettelijke berichten en andere aankondigingen.

Toevoeging § 2 die zal luiden als volgt :

De raad van bestuur kan het tarief van bovenstaande kosten en vergoedingen te allen tijde wijzigen, mits naleving van de wettelijke bepalingen terzake.

Artikel 28. Dit artikel wordt aangepast zodat de referentiepunt van de compartimenten uitgedrukt in een "in-munt" van de Eurozone, Euro wordt.

Voorstel van besluit : goedkeuring van de statutenwijzigingen.

4. Coördinatie van de statuten.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om de gecoördineerde statuten goed te keuren.

Voorstel van besluit : goedkeuring van de gecoördineerde statuten.

5. Bevoegdheden.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om de nodige bevoegdheid toe te kennen aan de raad van bestuur met het oog op de uitvoering van de beslissingen die moeten worden genomen ten aanzien van bovengenoemde onderwerpen.

Voorstel van besluit : toekenning aan de raad van bestuur van de nodige bevoegdheden.

Het bovenvermelde fusievoorstel, het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor kunnen door de aandeelhouders kosteloos worden verkregen op de maatschappelijke zetel van de vennootschap. Aan de aandeelhouders die de statutaire formaliteiten hebben vervuld om tot de vergadering te worden toegelaten, wordt tevens onverwijld een afschrift van deze documenten toegezonden.

Over de punten op de dagorde wordt geldig beslist bij een drievierde meerderheid van de stemmen der aanwezige of vertegenwoordigde aandelen.

Wanneer de aandelen een zelfde waarde hebben, geven zij elk recht op één stem. Wanneer zij niet dezelfde waarde hebben, vertegenwoordigt elk, van rechtswege, een aantal stemmen evenredig aan het gedeelte van het kapitaal dat het vertegenwoordigt, waarbij het aandeel dat de zwakste quotiteit vertegenwoordigt voor één stem geteld wordt. Er wordt geen rekening gehouden met breuken van stemmen.

De aandeelhouders die wensen deel te nemen aan deze buitengewone algemene vergadering of zich wensen te laten vertegenwoordigen, worden verzocht zich te richten naar de statutaire bepalingen ter zake. De neerlegging van de aandelen met het oog op het bijwonen van deze vergadering kan gebeuren tot en met 21 mei 1999, in alle kantoren van KBC Bank NV, CBC Banque en Centea.

(14114)

De raad van bestuur.

Brivek Bevek,
Bevek naar Belgisch recht, categorie ICB

Maatschappelijke zetel : Noordstraat 38, 8800 Roeselare

H.R. Kortrijk 127138

Oproepingsbericht voor de buitengewone algemene vergadering

De buitengewone algemene vergadering die werd samengeroepen op maandag 10 mei 1999, om 16 uur, in de kantoren van de KBC Bank N.V., Arenbergstraat 7, 1000 Brussel, heeft, wegens een onvoldoende aanwezigheidsquorum, niet geldig kunnen beraadslagen.

De aandeelhouders worden bijgevolg opgeroepen tot het bijwonen van een tweede buitengewone algemene vergadering, die zal plaatsvinden op maandag 31 mei 1999, om 16 uur, in de kantoren van de KBC Bank N.V., Arenbergstraat 7, 1000 Brussel.

Dagorde :

1. Kennisname en goedkeuring fusievoorstel.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om, na kennisname, het fusievoorstel en derhalve de volgende daaruit voortvloeiende fusieoperaties goed te keuren :

Het compartiment Brivek-Aandelen wordt gefusioneerd met het compartiment Belgium van KBC Equity Fund, waarbij het (overnemende) compartiment Belgium het (overgenomen) compartiment Brivek-Aandelen zal overnemen, cfr. volgend overzicht :

Het volgende (overgenomen) compartiment wordt gefusioneerd	met het volgende (overnemende) compartiment :
BRIVEK-Aandelen	KBC Equity Fund Belgium

Deze fusie-operatie zal plaatsvinden na de fusie tussen KBC Equity Fund Belgium en Sivek Shares.

Het vermelde overgenomen compartiment wordt bijgevolg ontbonden zonder vereffening.

Voor bovenstaande fusieoperaties zal de omruilverhouding worden vastgesteld op basis van de netto-inventariswaarde en het aantal uitgegeven aandelen van de betrokken compartimenten op datum van vrijdag 21 mei 1999. De toe- en uittreddingsorders, indien deze er zijn, van vrijdag 21 mei 1999 tot en met vrijdag 28 mei 1999 zullen worden samengekomen met de orders van maandag 31 mei 1999 en bijgevolg afgerekend worden aan de netto-inventariswaarde van maandag 31 mei 1999. Dergelijke orders zullen dus geen vertekening geven tussen de gegevens op de dag dat de omruilverhouding wordt bepaald en deze op datum van de algemene vergadering.

Op basis van de berekende inventariswaarden en de hieruit voortvloeiende ruilverhoudingen zal vanaf de fusiedatum aan de aandeelhouders van de overgenomen compartimenten een equivalent aan aandelen van het overnemende compartiment worden uitgereikt. Deze aandelen zullen van dezelfde aard zijn als de bestaande aandelen.

De omruiling zal gebeuren op basis van volgende formule :

$$A = \frac{B \times C \times D}{E}$$

waarbij :

A = het aantal nieuw toe te kennen aandelen;

B = het aantal om te ruilen aandelen in het overgenomen compartiment;

C = de netto-inventariswaarde per aandeel van het overgenomen compartiment;

D = toepasselijke wisselkoers tussen de munten van de betrokken compartimenten;

E = de netto-inventariswaarde per aandeel van het overnemende compartiment.

Voor de compartimenten waar zowel distributie- als kapitalisatie-aandelen zijn uitgegeven, zal een omruilverhouding voor elke categorie aandelen (distributie of kapitalisatie) worden vastgesteld.

Voorstel van besluit : goedkeuring van het fusievoorstel en de fusie-operatie en dit onder opschortende voorwaarde van goedkeuring door de algemene vergaderingen van de andere vennootschappen die bij deze fusieoperatie betrokken zijn.

2. Kennisname verslag van de raad van bestuur en verslag van de commissaris-revisor.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering tot kennisname van het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor inzake de fondsen-integratie-operatie.

Voorstel van besluit : kennisname van het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor inzake de fondsen-integratie-operatie.

3. Wijziging statuten.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om in het kader van de vermelde fusieoperatie goedkeuring te verlenen voor volgende statutenwijzigingen :

art. 5, in fine	toevoeging nieuw lid dat zal luiden als volgt : « Wanneer voor een compartiment een vervaldatum in de statuten en/of de uitgiftedocumenten is bepaald, wordt dit compartiment van rechtswege op die datum ontbonden en in vereffening gesteld, tenzij de raad van bestuur uiterlijk daags vóór die datum gebruik heeft gemaakt van zijn bevoegdheid om genoemd compartiment te verlengen. De beslissing tot verlenging en de daaruit voortvloeiende statutenwijzigingen moeten worden vastgelegd bij authentieke akte. In geval van ontbinding en invereffeningstelling van het compartiment : — geschiedt de terugbetaling van de rechten van deelneming van genoemd compartiment tegen de terugbetalingswaarde en volgens de modaliteiten vastgesteld door de raad van bestuur, met inachtneming van de bij de uitgifte bepaalde voorwaarden, zoals eventueel gedurende de looptijd van het compartiment gewijzigd, middels publicatie in het <i>Belgisch Staatsblad</i> en twee dagbladen; — maakt de raad van bestuur een verslag op over de vereffening van het genoemd compartiment; — worden de terugbetalingswaarde en het verslag van de raad van bestuur gecontroleerd door de commissaris-revisor van de vennootschap; — wordt de kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor voorgelegd aan de eerstvolgende gewone algemene vergadering van aandeelhouders; — worden de afsluiting van de vereffening en de daaruit voortvloeiende statutenwijzigingen door twee bestuurders authentiek vastgesteld tijdens de algemene vergadering die de kwijting heeft verleend. »
art. 7, 8 en 10	schrapping van « Brivek-Aandelen »
art. 15	schrapping van de paragraaf « Het eerste compartiment « Brivek-Aandelen » beoogt via de samenstelling... het compartiment Brivek-Aandelen kunnen steeds likwiditeiten worden aangehouden »
art. 25, in fine	toevoeging nieuw lid dat zal luiden als volgt : « In geval van ontbinding van rechtswege en invereffeningstelling van een compartiment nemen de bestuurders belast met het toezicht op de dagelijkse leiding, die alleen optreden, de taken en bevoegdheden van vereffenaar waar. »

Voorstel van besluit : goedkeuring van de statutenwijzigingen.

4. Coördinatie van de statuten.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om de gecoördineerde statuten goed te keuren.

Voorstel van besluit : goedkeuring van de gecoördineerde statuten.

5. Bevoegdheden.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om de nodige bevoegdheid toe te kennen aan de raad van bestuur met het oog op de uitvoering van de beslissingen die moeten worden genomen ten aanzien van bovengenoemde onderwerpen.

Voorstel van besluit : toekenning aan de raad van bestuur van de nodige bevoegdheden.

Het bovenvermelde fusievoorstel, het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor kunnen door de aandeelhouders kosteloos worden verkregen op de maatschappelijke zetel van de vennootschap. Aan de aandeelhouders die de statutaire

formaliteiten hebben vervuld om tot de vergadering te worden toege laten, wordt tevens onverwijld een afschrift van deze documenten toegezonden.

Over de punten op de dagorde wordt geldig beslist bij een drievierde meerderheid van de stemmen der aanwezige of vertegenwoordigde aandelen.

Wanneer de aandelen een zelfde waarde hebben, geven zij elk recht op één stem. Wanneer zij niet dezelfde waarde hebben, vertegenwoordigt elk, van rechtswege, een aantal stemmen evenredig aan het gedeelte van het kapitaal dat het vertegenwoordigt, waarbij het aandeel dat de zwakste quotiteit vertegenwoordigt voor één stem geteld wordt. Er wordt geen rekening gehouden met breuken van stemmen.

De aandeelhouders die wensen deel te nemen aan deze buitengewone algemene vergadering of zich wensen te laten vertegenwoordigen, worden verzocht zich te richten naar de statutaire bepalingen ter zake. De neerlegging van de aandelen met het oog op het bijwonen van deze vergadering kan gebeuren tot en met 21 mei 1999, in alle kantoren van KBC Bank N.V., CBC Banque en Centea.

(14115)

De raad van bestuur.

**KB Multi Cash ,
Bevek naar Belgisch recht, categorie ICBE**

Maatschappelijke zetel : Arenbergstraat 7, 1000 Brussel

H.R. Brussel 563173

Oproepingsbericht voor de buitengewone algemene vergadering

De buitengewone algemene vergadering die werd samengeroepen op maandag 10 mei 1999, om 15 u. 30 m., op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, heeft, wegens een onvoldoend aanwezigheidsquorum, niet geldig kunnen beraadslagen.

De aandeelhouders worden bijgevolg opgeroepen tot het bijwonen van een tweede buitengewone algemene vergadering die zal plaatsvinden op maandag 31 mei 1999, om 15 u. 30 m., op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Dagorde :

1. Splitsing aandelen KB Multi Cash Short medium DEM en KB Multi Cash Ecu, kennisname en goedkeuring fusievoorstel.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om, na kennisname, het fusievoorstel en derhalve de volgende daaruit voortvloeiende fusieoperaties goed te keuren :

Binnen de Bevek KB Multi Cash zullen een aantal compartimenten met elkaar gefusioneerd worden. Deze operatie kan als volgt worden beschreven :

Het compartiment Ecu zal gefusioneerd worden met de compartimenten DEM, ITL en NLG, waarbij het (overnemende) compartiment Ecu deze 3 (overgenomen) compartimenten DEM, TIL en NLG zal overnemen.

Het compartiment Short Medium DEM zal gefusioneerd worden met het compartiment Short Medium NLG, waarbij het (overnemende) compartiment Short medium DEM het (overgenomen) compartiment Short medium NLG zal overnemen.

Overzichtstabel :

De volgende (overgenomen) compartimenten worden gefusioneerd	met respectievelijk volgende (overnemende) compartimenten :
KB MULTI CASH — DEM — ITL — NLG	KB MULTI CASH — ECU
KB MULTI CASH — Short medium NLG	KB MULTI CASH — Short medium DEM

De vermelde overgenomen compartimenten worden bijgevolg ontbonden zonder vereffening.

Om te vermijden dat een eventuele restwaarde, welke zou uitgekeerd worden bij omruiling, meer dan 10 % zou bedragen van de inventariswaarde, zal er tevens aan de algemene vergadering een splitsing van

de aandelen van de (overnemende) compartimenten KB Multi Cash Short medium DEM en KB Multi Cash Ecu worden voorgesteld en dit door één bestaand aandeel van deze compartimenten te splitsen in 100 nieuwe aandelen. De inventariswaarde waartegen de omruiling zal gebeuren, zal bijgevolg de inventariswaarde zijn van het nieuwe aandeel (resulterende uit de splitsing), hetgeen overeenkomt met de inventariswaarde van 1 oud aandeel gedeeld door 100.

Voor bovenstaande fusieoperaties zal de omruilverhouding worden vastgesteld op basis van de netto-inventariswaarde en het aantal uitgegeven aandelen van de betrokken compartimenten op datum van vrijdag 21 mei 1999. De toe- en uittredingsorders, indien deze er zijn, van vrijdag 21 mei 1999 tot en met vrijdag 28 mei 1999 zullen worden samengenomen met de orders van maandag 31 mei 1999 en bijgevolg afgerekend worden aan de netto-inventariswaarde van maandag 31 mei 1999. Dergelijke orders zullen dus geen vertekening geven tussen de gegevens op de dag dat de omruilverhouding wordt bepaald en deze op datum van de algemene vergadering.

Op basis van de berekende inventariswaarden en de hieruit voortvloeiende ruilverhoudingen zal vanaf de fusiedatum aan de aandeelhouders van de overgenomen compartimenten een equivalent aan aandelen van het overnemende compartiment worden uitgereikt. Deze aandelen zullen van dezelfde aard zijn als de bestaande aandelen.

De omruiling zal gebeuren op basis van volgende formule :

$$A = \frac{B \times C \times D}{E}$$

waarbij :

A = het aantal nieuw toe te kennen aandelen;

B = het aantal om te ruilen aandelen in het overgenomen compartiment;

C = de netto-inventariswaarde per aandeel van het overgenomen compartiment;

D = toepasselijke wisselkoers tussen de munten van de betrokken compartimenten;

E = de netto-inventariswaarde per aandeel van het overnemende compartiment.

Voor de compartimenten waar zowel distributie- als kapitalisatie-aandelen zijn uitgegeven zal een omruilverhouding voor elke categorie aandelen (distributie of kapitalisatie) worden vastgesteld.

Voorstel van besluit : goedkeuring splitsing van de aandelen KB Multi Cash Short medium DEM en KB Multi Cash Ecu en goedkeuring van het fusievoorstel en de fusieoperatie.

2. Kennisname verslag van de raad van bestuur en verslag van de commissaris-revisor.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering tot kennisname van het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor inzake de fondsen-integratie-operatie.

Voorstel van besluit : kennisname van het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor inzake de fondsen-integratie-operatie.

3. Wijziging statuten.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om in het kader van de vermelde fusieoperatie goedkeuring te verlenen om volgende bepalingen van de statuten te wijzigen : artikelen 1, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 15, 18, 19, 22, 24, 28, zodat de gewijzigde artikelen zullen luiden als volgt :

Artikel 1. Benaming.

§ 1 zal luiden als volgt :

De vennootschap KBC Multi Cash, afgekort ook "Multi Cash" genoemd, hierna "de vennootschap" genoemd, heeft de vorm van een naamloze vennootschap onder het stelsel van een beleggingsvennootschap met veranderlijk kapitaal (Bevek) naar Belgisch recht en heeft de hoedanigheid van een vennootschap die publiek beroep doet op het spaarwezen. De volledige en afgekorte benamingen kunnen te samen of afzonderlijk gebruikt worden.

Artikel 5. Maatschappelijk kapitaal.

§ 2 e.v. zullen luiden als volgt :

Kapitaalswijzigingen gebeuren zonder wijziging van de statuten. De formaliteiten inzake publiciteit voorzien voor de kapitaalverhogingen en -verminderingen van naamloze vennootschappen zijn niet van toepassing.

Het maatschappelijk kapitaal wordt vertegenwoordigd door verschillende categorieën van aandelen, die elk overeenstemmen met een afgescheiden deel of "compartiment" van het vermogen van de vennootschap.

Bij elke categorie kunnen, behoudens anders bepaald in de statuten, twee soorten aandelen (kapitalisatie of distributie) voorkomen zoals beschreven in artikel 6 hierna.

De beschrijving en de beleggingspolitiek van de verschillende compartimenten worden verder bepaald in de artikelen 15 en 28 e.v.

De raad van bestuur is gemachtigd op elk ogenblik nieuwe compartimenten te creëren, en hen een specifieke benaming toe te kennen. Hij mag de benaming, de specifieke beleggingspolitiek of de referentiemunt van een compartiment wijzigen, mits goedkeuring door een algemene vergadering van de aandeelhouders van dit compartiment. Hij beschikt over alle bevoegdheden om de wijziging van de statuten die eruit voortvloeit, rechtsgeldig te laten vaststellen.

Wanneer de referentiemunt van de vennootschap of een compartiment de munt is van een land dat deelneemt aan de Europese Monetaire Unie, dan is, met betrekking tot de beslissing die kan genomen worden door de raad van bestuur tot het omzetten van zulke referentiemunt in euro, geen goedkeuring van een algemene vergadering vereist. Zulke beslissing van de raad van bestuur kan ten vroegste uitwerking hebben vanaf de dag waarop de deelname aan de Europese Monetaire Unie aanvangt voor het betrokken land.

De raad van bestuur kan beslissen tot afschaffing, ontbinding, samenvoeging of splitsing van een of meerdere compartimenten, mits goedkeuring door de algemene vergadering van de betrokken compartimenten. De voorwaarden waartegen de ontbinding, afschaffing, samenvoeging of splitsing dient te gebeuren zullen meegedeeld worden in de pers van de landen waar de aandelen van de vennootschap openbaar worden uitgegeven.

Wanneer voor een compartiment een vervaldatum in de statuten en/of de uitgiftedocumenten is bepaald, wordt dit compartiment van rechtswege op die datum ontbonden en in vereffening gesteld, tenzij de raad van bestuur uiterlijk daags voor die datum gebruik heeft gemaakt van zijn bevoegdheid om genoemd compartiment te verlengen. De beslissing tot verlenging en de daaruit voortvloeiende statutenwijzigingen moeten worden vastgelegd bij authentieke akte.

In geval van ontbinding en invereffeningstelling van het compartiment :

— geschiedt de terugbetaling van de rechten van deelneming van genoemd compartiment tegen de terugbetalingswaarde en volgens de modaliteiten vastgesteld door de raad van bestuur met inachtneming van de bij de uitgifte bepaalde voorwaarden, zoals eventueel gedurende de looptijd van het compartiment gewijzigd, middels publicatie in het *Belgisch Staatsblad* en twee dagbladen;

— maakt de raad van bestuur een verslag op over de vereffening van het genoemd compartiment;

— worden de terugbetalingsmodaliteiten en het verslag van de raad van bestuur gecontroleerd door de commissaris-revisor van de vennootschap;

— wordt de kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor voorgelegd aan de eerstvolgende gewone algemene vergadering van aandeelhouders;

— worden de afsluiting van de vereffening en de daaruit voortvloeiende statutenwijzigingen door twee bestuurders authentiek vastgesteld tijdens de algemene vergadering die de kwijting heeft verleend.

In geval van ontbinding van rechtswege en invereffeningstelling van een compartiment nemen de bestuurders belast met het toezicht op de dagelijkse leiding, die alleen optreden, de taken en bevoegdheden van vereffenaar waar.

Artikel 6. Aandelen.

§ 1 t.e.m. 10 zullen luiden als volgt :

De aandelen zijn aan toonder, op naam, gedematerialiseerd of in elke andere vorm voorzien in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. De aandelen zijn volledig volstort en zonder vermelding van nominale waarde.

De aandelen aan toonder kunnen uitgegeven worden in certificaten van aandelen waarvan de vormen en coupures worden bepaald door de raad van bestuur. Voor aandelen aan toonder kunnen enkel gehele coupures materieel worden afgeleverd.

De aandelen aan toonder worden voorzien van de handtekeningen van twee bestuurders van de vennootschap. De twee handtekeningen kunnen aangebracht worden onder elke vorm voorzien door de wet. Deze handtekeningen blijven geldig ook indien de ondertekenaars hun handtekeningsbevoegdheid zouden verliezen na het drukken van de certificaten.

De effecten aan toonder kunnen elk ogenblik omgeruild worden tegen andere effecten die een ander aantal aandelen vertegenwoordigen mits betaling van de kosten waarmee deze omruiling gepaard gaat door de aandeelhouder.

De aandelen aan toonder, op naam, gedematerialiseerd of in elke andere vorm kunnen onderling omgezet worden. De kosten welke een dergelijke omzetting met zich meebrengt, worden gedragen door de aandeelhouder.

De houders van aandelen op naam uitgegeven door de vennootschap worden ingeschreven in het aandeelhoudersregister dat wordt bijgehouden door de vennootschap of door één of meer personen, daartoe aangeduid door de vennootschap. De vennootschap kan de bewaarder opdragen te zorgen voor de vereiste inschrijvingen in het register en de bewijzen van inschrijving af te leveren aan deze aandeelhouders. Elke overdracht onder levenden of ten gevolge van overlijden, alsook elke omzetting van of naar aandelen op naam wordt ingeschreven in het register.

Volgens de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, worden de gedematerialiseerde aandelen vertegenwoordigd door een boeking op rekening, op naam van de eigenaar of de houder, bij een erkende instelling die rekeningen bijhoudt, de erkende rekeninghouder genoemd. Het op rekening geboekte aandeel wordt overgedragen door overschrijving van rekening op rekening.

Eigenaars in onverdeeldheid, vruchtgebruikers en blote eigenaars, pandhoudende schuldeisers en pandgevers, kortom alle personen die door één of andere oorzaak samen in eenzelfde aandeel of fractie van aandeel gerechtigd zijn, dienen zich respectievelijk door eenzelfde persoon te laten vertegenwoordigen.

De raad van bestuur mag beslissen de aandelen te splitsen of te hergroeperen.

De raad van bestuur van de vennootschap kan, op elk ogenblik en zonder beperking, bijkomende volledig volgestorte aandelen of fracties van aandelen uitgeven tegen een prijs bepaald overeenkomstig artikel 7 van de huidige statuten, zonder aan de oude aandeelhouders een voorkeurrecht voor te behouden.

...

Laatste § zal luiden als volgt :

De raad van bestuur kan, voor één of meer compartimenten beslissen geen aandelen van een bepaalde soort (distributie of kapitalisatie) of geen aandelen van een bepaalde vorm (aan toonder, gedematerialiseerd of een andere vorm voorzien in de wet op de handelsvennootschappen) uit te geven of de uitgifte ervan stop te zetten.

Artikel 7. Uitgifte.

Zal luiden als volgt :

Onder voorbehoud van de bepalingen van het artikel 11 hierna, kan minstens tweemaal per maand ingetekend worden op aandelen van elk compartiment bij de instellingen die werden aangeduid door de raad van bestuur van de vennootschap.

De uitgifteprijs van de aandelen van elk compartiment omvat hun netto-inventariswaarde bepaald overeenkomstig artikel 10 hierna op de eerstvolgende evaluatiedag volgend op de dag van ontvangst van de intekening, en eventueel uit een uitgifteprovisie bepaald volgens de voorwaarden van de markt waar de commercialisatie plaats heeft en in

overeenstemming met de toepasselijke wetgeving terzake. Het werkelijke tarief van deze provisie wordt duidelijk vermeld in de verkoopdocumenten. Deze prijs wordt verhoogd met taksen, belastingen en eventuele zegelrechten, eisbaar uit hoofde van de intekening of emissie. Hij kan eveneens worden verhoogd met een forfaitaire vergoeding om de kosten te dekken voor de aankoop van de activa door de vennootschap.

De uitgifteprijs dient betaald te worden binnen een periode van ten hoogste tien bankwerkdagen (de zaterdag uitgezonderd) volgend op de bepaling van de netto inventariswaarde van toepassing op de intekening. De werkelijke periode die van toepassing is op de diverse compartimenten, zal duidelijk vermeld worden in de verkoopdocumenten.

Artikel 8. Terugkoop.

Zal luiden als volgt :

Onder voorbehoud van het artikel 11 hierna, kunnen de aandeelhouders van elk compartiment minstens tweemaal per maand de terugkoop van hun aandelen vragen, door zich te wenden tot de instellingen aangeduid door de vennootschap. De aanvraag moet vergezeld zijn van de aandelen aan toonder, of desgevallend van de certificaten van inschrijving op naam die de aandelen waarvoor de terugkoop wordt aangevraagd, vertegenwoordigen.

Betreft deze aanvraag tot terugkoop van ten minste drie ten honderd (3 %) van de nettoactiva van een compartiment dan dient de vennootschap hiervan ten minste zeven (7) kalenderdagen vooraf in kennis gesteld te worden.

De terugkoopprijs komt overeen met de netto-inventariswaarde van de aandelen van het desbetreffende compartiment, bepaald overeenkomstig artikel 10 hierna op de eerstvolgende evaluatiedag volgend op de ontvangst van de aanvraag tot terugkoop, verminderd met eventuele belastingen, taksen, zegelrechten en met een forfaitaire vergoeding om de kosten te dekken van de verkoop van activa door de vennootschap.

Deze prijs dient betaald te worden binnen een periode van ten hoogste tien bankwerkdagen (de zaterdag uitgezonderd) volgend op de bepaling van de netto-inventariswaarde van toepassing op de terugkoop en mits ontvangst van de aandelen. De werkelijke periode die van toepassing is op de diverse compartimenten, zal duidelijk vermeld worden in de verkoopdocumenten.

De vennootschap kan rechtstreeks de effecten terugkopen die een participatie vertegenwoordigen in ontbonden beleggingsinstellingen wier activa bij haar werden ingebracht. Deze effecten worden teruggekocht tegen de hierboven aangegeven terugkoopprijs en rekening houdend met hun ruilverhouding.

Artikel 9. Omruiling.

Zal luiden als volgt :

De aandeelhouders kunnen minstens tweemaal per maand de omruiling vragen van hun aandelen in aandelen van een ander compartiment of in aandelen van een andere soort of categorie, op basis van hun respectieve netto-inventariswaarden, bepaald op de eerstvolgende evaluatiedag volgend op de ontvangst van de aanvraag tot omruiling.

De kosten, alsmede eventuele taksen, verbonden aan de omruiling mogen ten laste van de aandeelhouder worden gelegd.

De raad van bestuur kan beslissen dat de aandelenfractie die resteert na de omruiling, wordt teruggekocht door de vennootschap.

Artikel 10. Netto-inventariswaarde.

§ 1 zal luiden als volgt :

Voor de berekening van de uitgifte-, de terugkoop- en de omruilingsprijs wordt, tenzij anders bepaald door de raad van bestuur en vermeld in de verkoopdocumenten, op elke bankwerkdag (de zaterdag uitgezonderd), dan "evaluatiedag" genoemd, de netto-inventariswaarde van de aandelen van elk compartiment van de vennootschap bepaald in de munt vastgesteld door de raad van bestuur.

Punt "1. De activa c)" zal luiden als volgt :

c) voor de liquide activa : tegen marktwaarde, tenzij de looptijd 90 dagen of minder bedraagt, dan kan de waardering gebeuren tegen de nominale waarde verhoogd met de verlopen rente.

Punt "1. De activa f)" zal luiden als volgt :

f) voor financiële instrumenten zoals swaps, opties, futures en termijncontracten, die gebruikt kunnen worden om bepaalde risico's in te dekken : de waarde die verkregen zou worden om de positie, verkregen door het gebruik van deze instrumenten, ongedaan te maken via een transactie in omgekeerde richting met een eersterangstegenpartij.

Voor de liquide activa wordt de verlopen rente ingecalculleerd tot op de dag van de valuterings van het order.

Laatste § zal luiden als volgt :

De nettoactiva van de vennootschap zijn gelijk aan de som van de nettoactiva van alle compartimenten, omgezet in euro op basis van de laatst gekende wisselkoersen. De raad van bestuur kan beslissen de referentiemunt van de vennootschap of van een compartiment van de vennootschap te wijzigen, of om meerdere referentiemunten te gebruiken binnen de grenzen bepaald door de wet.

Artikel 12. Raad van bestuur.

§ 2 zal luiden als volgt :

Wanneer een of meer mandaten van bestuurder openvallen door overlijden, ontslag of om een andere reden, hebben de overblijvende bestuurders het recht om voorlopig in de vacature te voorzien. In dat geval gaat de algemene vergadering in haar eerste bijeenkomst tot de definitieve benoeming over. De bestuurder die aldus werd aangesteld, is benoemd voor de tijd die nodig is om het mandaat uit te doen van de bestuurder die hij vervangt, tenzij de algemene vergadering hierover anders beslist.

Artikel 13. Vergadering.

§ 2 zal luiden als volgt :

De raad van bestuur komt bijeen telkens het belang van de vennootschap het vereist of telkens twee bestuurders het aanvragen, en dit na bijeengeroepen te zijn door en onder het voorzitterschap van, zijn voorzitter, of bij diens verhindering een bestuurder door zijn collega's aangeduid. De vergadering wordt gehouden op de plaats die in de oproepingsbrieven wordt bepaald.

§ 6 zal luiden als volgt :

De raad van bestuur kan slechts beraadslagen en besluiten indien minstens twee van zijn leden aanwezig zijn en indien minstens de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is. Elke bestuurder kan één of meerdere bestuurders vertegenwoordigen, zonder dat één bestuurder evenwel alle andere bestuurders kan vertegenwoordigen. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde bestuurders. In geval van staking van stemmen, is de stem van diegene die de vergadering voorziet, doorslaggevend.

Artikel 15. Bevoegdheden van de raad van bestuur en beleggingspolitiek.

§ 3, punt "e)" zal luiden als volgt :

e) alle andere effecten en financiële instrumenten, binnen de grenzen die door de raad van bestuur zijn vastgelegd met inachtnaam van de door de wet voorgeschreven voorwaarden en de van kracht zijnde reglementeringen;

§ 5 e.v. zullen luiden als volgt :

De vennootschap kan bijkomend liquide middelen aanhouden in verschillende munten, waaronder tevens diverse geldmarkt- en financiële instrumenten worden verstaan, zoals o.m. en zonder een limitatieve opsomming te geven : tegoeden op zicht, termijndeposito's, commercial paper, FRN, thesauriebewijzen, schatkistcertificaten.

De mate waarin bovenstaande instrumenten telkens deel uitmaken van de beleggingsportefeuille kan door de raad van bestuur verder bepaald worden in de beschrijving van beleggingspolitiek beschreven in het prospectus.

De vennootschap mag binnen de wettelijke en reglementaire beperkingen, aankoopopties of verkoopopties op effecten kopen, uitgeven of verkopen. Zij mag termijnovereenkomsten op aandelenindexen sluiten alsook opties op indexen of opties op dergelijke overeenkomsten verhandelen. Zij mag termijnovereenkomsten op rente sluiten alsook opties op dergelijke overeenkomsten verhandelen.

De vennootschap mag binnen de wettelijke en reglementaire beperkingen :

— op termijn deviezen verkopen en verkoopopties op deviezen dan wel op termijnovereenkomsten op deviezen kopen;

— op termijn deviezen aankopen en aankoopopties op deviezen dan wel termijnovereenkomsten op deviezen kopen.

De vennootschap kan aan securities lending doen binnen de perken bepaald door voornoemd koninklijk besluit met betrekking tot bepaalde instellingen voor collectieve belegging.

De beleggingspolitiek welke in de diverse artikelen van de statuten wordt beschreven, is geënt op de bestaande toepasselijke wetten en reglementen met betrekking tot bepaalde collectieve beleggingsinstellingen. Indien deze reglementeringen om welke redenen ook zouden wijzigen, kan de gevoerde beleggingspolitiek daaraan aangepast worden zonder dat hiervoor de bepalingen in de statuten dienen te worden gewijzigd.

Artikel 18. De bewaarder.

Wijzigen zodat "Kredietbank" en gegevens vervangen worden door "KBC Bank" met nieuwe gegevens.

Artikel 19. Bijeenroeping van de algemene vergadering.

Voorlaatste § zal luiden als volgt :

De eigenaars van de aandelen op naam en de gedematerialiseerde aandelen moeten binnen dezelfde periode schriftelijk de raad van bestuur op de hoogte brengen van hun intentie om de algemene vergadering bij te wonen en van het aantal aandelen waarvoor ze van plan zijn aan de stemming deel te nemen. De aandeelhouders van de gedematerialiseerde aandelen worden slechts tot de algemene vergadering toegelaten indien ze hebben voldaan aan de formaliteiten voorzien in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Artikel 22. Verslagen.

§ 1 zal luiden als volgt :

Voor de jaarlijkse algemene vergadering kunnen de aandeelhouders op de maatschappelijke zetel van de vennootschap het jaarverslag bekomen dat de financiële informatie bevat aangaande elk compartiment van de vennootschap, aangaande de samenstelling en de evolutie van hun activa, evenals het beheersverslag dat bestemd is om de aandeelhouders te informeren.

Laatste § zal luiden als volgt :

De goedkeuring van de jaarrekeningen en het verlenen van kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor gebeurt voor alle compartimenten samen.

Artikel 24. Kosten.

Toevoeging van :

— de kosten van de administratief agent;

— het beheer- en adviesloon;

— de kosten voor het drukken en verdelen van de uitgifteprospectussen en periodieke verslagen alsook voor alle andere verslagen en documentatie vereist door wetten en reglementen;

— de kosten van alle andere informatie bestemd voor de aandeelhouders, evenals alle andere exploitatiekosten;

— de commissielonen en overige kosten verbonden aan de verrichtingen met betrekking tot de portefeuille van de vennootschap;

— de kosten voor het maken van publiciteit, wettelijke berichten en andere aankondigingen;

— de kosten en vergoedingen welke specifiek betrekking hebben op de ontbinding of vereffening van een compartiment of de vennootschap;

Toevoeging § 2 die zal luiden als volgt :

De raad van bestuur kan het tarief van bovenstaande kosten en vergoedingen te allen tijde wijzigen, mits naleving van de wettelijke bepalingen terzake.

Artikel 28 zal luiden als volgt :

Artikel 28. Compartimenten.

In aanvulling en wijziging van artikelen 5, 10 en 15 van de statuten, bestaan er thans vijf compartimenten, waaronder :

§ 1. Euro genaamd, waarbij de activa hoofdzakelijk worden belegd in kortlopende effecten met een restlooptijd korter dan twee jaar en uitgedrukt in euro; de inventariswaarde van dit compartiment wordt uitgedrukt in euro.

§ 2. USD genaamd, waarbij de activa hoofdzakelijk worden belegd in kortlopende effecten met een restlooptijd korter dan twee jaar en uitgedrukt in Amerikaanse dollar; de inventariswaarde van dit compartiment wordt uitgedrukt in USD.

§ 3. CAD genaamd, waarbij de activa hoofdzakelijk worden belegd in kortlopende effecten met een restlooptijd korter dan twee jaar en uitgedrukt in Canadese dollar; de inventariswaarde van dit compartiment wordt uitgedrukt in CAD.

§ 4. Euro Medium genaamd, waarbij de activa hoofdzakelijk worden belegd in effecten uitgedrukt in euro; de inventariswaarde van dit compartiment wordt uitgedrukt in euro.

§ 5. Cad Medium genaamd, waarbij de activa hoofdzakelijk worden belegd in effecten uitgedrukt in Canadese dollar; de inventariswaarde van dit compartiment wordt uitgedrukt in CAD.

Voorstel van besluit : goedkeuring van de statutenwijzigingen.

4. Coördinatie van de statuten.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om de gecoördineerde statuten goed te keuren.

Voorstel van besluit : goedkeuring van de gecoördineerde statuten.

5. Bevoegdheden.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om de nodige bevoegdheid toe te kennen aan de raad van bestuur met het oog op de uitvoering van de beslissingen die moeten worden genomen ten aanzien van bovengenoemde onderwerpen.

Voorstel van besluit : toekenning aan de raad van bestuur van de nodige bevoegdheden.

Het bovenvermelde fusievoorstel, het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor kunnen door de aandeelhouders kosteloos worden verkregen op de maatschappelijke zetel van de vennootschap. Aan de aandeelhouders die de statutaire formaliteiten hebben vervuld om tot de vergadering te worden toegelaten, wordt tevens onverwijld een afschrift van deze documenten toegezonden.

Over de punten op de dagorde wordt geldig beslist bij een drievierde meerderheid van de stemmen der aanwezige of vertegenwoordigde aandelen.

Wanneer de aandelen een zelfde waarde hebben, geven zij elk recht op één stem. Wanneer zij niet dezelfde waarde hebben, vertegenwoordigt elk, van rechtswege, een aantal stemmen evenredig aan het gedeelte van het kapitaal dat het vertegenwoordigt, waarbij het aandeel dat de zwakste quotiteit vertegenwoordigt voor één stem geteld wordt. Er wordt geen rekening gehouden met breuken van stemmen.

De aandeelhouders die wensen deel te nemen aan deze buitengewone algemene vergadering of zich wensen te laten vertegenwoordigen, worden verzocht zich te richten naar de statutaire bepalingen ter zake. De neerlegging van de aandelen met het oog op het bijwonen van deze vergadering kan gebeuren tot en met 21 mei 1999 in alle kantoren van KBC Bank N.V., CBC Banque en Centea.

(14116)

De raad van bestuur.

**Sivek Bevek,
Beleggingsvennootschap naar Belgisch recht, ICBE**

Maatschappelijke zetel : Brusselsesteenweg 100, 3000 Leuven

H.R. Leuven 79829

Oproepingsbericht voor de buitengewone algemene vergadering

De buitengewone algemene vergadering die werd samengeroepen op maandag 10 mei 1999, om 14 uur, in de kantoren van de KBC Bank N.V., Arenbergstraat 7, 1000 Brussel, heeft, wegens een onvoldoend aanwezigheidsquorum, niet geldig kunnen beraadslagen.

De aandeelhouders worden bijgevolg opgeroepen tot het bijwonen van een tweede buitengewone algemene vergadering die zal plaatsvinden op maandag 31 mei 1999, om 14 uur, in de kantoren van KBC Bank N.V., Arenbergstraat 7, 1000 Brussel.

Dagorde :

1. Kennisname en goedkeuring fusievoorstel.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om, na kennisname, het fusievoorstel en derhalve de volgende daaruit voortvloeiende fusieoperaties goed te keuren :

De volgende (overgenomen) compartimenten van SIVEK BEVEK worden gefusioneerd	met respectievelijk volgende (overnemende) compartimenten van volgende BEVEK's :
SIVEK BEVEK :	KB BELGIAN INDEX FUND :
International Equities	World
Dutch Equity Index	Netherlands
European Equities	Europe
Japanese Equity Index	Japan
German Equity Index	Germany
American Equity Index	United States
Scandinavian Equities	Scandinavia
SIVEK BEVEK :	KBC EQUITY FUND :
Shares	Belgium
Millennium	Millennium
Leisure & Tourism	Leisure & Tourism

De vermelde overgenomen compartimenten worden bijgevolg ontbonden zonder vereffening.

Voor bovenstaande fusieoperaties zal de omruilverhouding worden vastgesteld op basis van de netto-inventariswaarde en het aantal uitgegeven aandelen van de betrokken compartimenten op datum van vrijdag 21 mei 1999. De toe- en uittredingsorders, indien deze er zijn, van vrijdag 21 mei 1999 tot en met vrijdag 28 mei 1999 zullen worden samengenomen met de orders van maandag 31 mei 1999 en bijgevolg afgerekend worden aan de netto-inventariswaarde van maandag 31 mei 1999. Dergelijke orders zullen dus geen vertekening geven tussen de gegevens op de dag dat de omruilverhouding wordt bepaald en deze op datum van de algemene vergadering.

Op basis van de berekende inventariswaarden en de hieruit voortvloeiende ruilverhoudingen zal vanaf de fusiedatum aan de aandeelhouders van de overgenomen compartimenten een equivalent aan aandelen van het overnemende compartiment worden uitgereikt. Deze aandelen zullen van dezelfde aard zijn als de bestaande aandelen.

De omruiling zal gebeuren op basis van volgende formule :

$$A = \frac{B \times C \times D}{E}$$

waarbij :

A = het aantal nieuw toe te kennen aandelen;

B = het aantal om te ruilen aandelen in het overgenomen compartiment;

C = de netto-inventariswaarde per aandeel van het overgenomen compartiment;

D = toepasselijke wisselkoers tussen de munten van de betrokken compartimenten;

E = de netto-inventariswaarde per aandeel van het overnemende compartiment.

Voor de compartimenten waar zowel distributie- als kapitalisatie-aandelen zijn uitgegeven, zal een omruilverhouding voor elke categorie aandelen (distributie of kapitalisatie) worden vastgesteld.

Voorstel van besluit : goedkeuring van het fusievoorstel en de fusieoperatie en dit onder opschortende voorwaarde van goedkeuring door de algemene vergaderingen van de andere vennootschappen die bij deze fusieoperatie betrokken zijn.

2. Kennisname verslag van de raad van bestuur en verslag van de commissaris-revisor.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering tot kennisname van het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor inzake de fondsen-integratie-operatie.

Voorstel van besluit : kennisname van het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor inzake de fondsen-integratie-operatie.

3. Wijziging statuten.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om in het kader van de vermelde fusieoperatie goedkeuring te verlenen voor volgende statutenwijzigingen :

art. 5, 1 §	zal luiden : « ... (50.000.000) Belgische frank of de tegenwaarde in euro »
art. 6, 9 §	zal luiden : « De Vennootschap kan, op elk ogenblik en zonder beperking, bijkomende volledig volgestorte aandelen (en onderaandelen) uitgeven tegen een prijs bepaald overeenkomstig artikel 7 van de huidige statuten, zonder aan de oude aandeelhouders een voorkeurrecht voor te behouden. »
art. 10, 2 §	zal luiden : « De referentiemunt van de vennootschap en van de compartimenten Bonds en Eurobonds is euro. »
art. 10, 3	wijziging « Belgische frank » door « euro »
art. 15	schrapping van : « — het compartiment Shares zal voornamelijk beleggen in Belgische aandelen en financiële instrumenten samenhangend met Belgische aandelen; » wijziging « Belgische frank » door « euro »
art. 18	wijziging « CERA Bank, coöperatieve vennootschap met maatschappelijke zetel te Leuven » door « KBC Bank N.V. met maatschappelijke zetel te Brussel »
art. 28, a)	wijziging « Belgische frank » door « euro »
art. 28, b)	wijziging « Belgische frank » door « euro »
art. 29, c)	wijziging « Belgische frank » door « euro »
art. 30, c)	wijziging « Belgische frank » door « euro »
art. 31, c)	wijziging « Belgische frank » door « euro »
art. 32, b)	wijziging « Nederlandse gulden » door « euro »
art. 33, b)	wijziging « Duitse markten » door « euro »
art. 35, a) tot 35 c)	schrapping
art. 36	wijziging « Franse franken » door « euro »
art. 37	wijziging « Belgische franken » door « euro »
art. 39	schrapping : « SIVEK Dutch Equity Index ... SIVEK German Equity Index ... SIVEK American Equity Index ... SIVEK Japanese Equity Index. »
art. 40	schrapping

art. 46	schrapping : « SIVEK Leisure and Tourism ... SIVEK Millennium » en « -effecten van bedrijven werkzaam in de toeristische en vrijetijdssector ... effecten welke verband houden met thema's als welvaart en vooruitgang, zoals onder andere volgende sectoren : bio- en computertechnologie, farmaceutica, telecommunicatie, elektronica »
art. 47	schrapping

Voorstel van besluit : goedkeuring van de statutenwijzigingen.

4. Coördinatie van de statuten.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om de gecoördineerde statuten goed te keuren.

Voorstel van besluit : goedkeuring van de gecoördineerde statuten.

5. Bevoegdheden.

Voorstel aan de buitengewone algemene vergadering om de nodige bevoegdheid toe te kennen aan de raad van bestuur met het oog op de uitvoering van de beslissingen die moeten worden genomen ten aanzien van bovengenoemde onderwerpen.

Voorstel van besluit : toekenning aan de raad van bestuur van de nodige bevoegdheden.

Het bovenvermelde fusievoorstel, het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor kunnen door de aandeelhouders kosteloos worden verkregen op de maatschappelijke zetel van de vennootschap. Aan de aandeelhouders die de statutaire formaliteiten hebben vervuld om tot de vergadering te worden toegelaten, wordt tevens onverwijld een afschrift van deze documenten toegezonden.

Over de punten op de dagorde wordt geldig beslist bij een drievierde meerderheid van de stemmen der aanwezige of vertegenwoordigde aandelen.

Wanneer de aandelen een zelfde waarde hebben, geven zij elk recht op één stem. Wanneer zij niet dezelfde waarde hebben, vertegenwoordigt elk, van rechtswege, een aantal stemmen evenredig aan het gedeelte van het kapitaal dat het vertegenwoordigt, waarbij het aandeel dat de zwakste quotiteit vertegenwoordigt voor één stem geteld wordt. Er wordt geen rekening gehouden met breuken van stemmen.

De aandeelhouders die wensen deel te nemen aan deze buitengewone algemene vergadering of zich wensen te laten vertegenwoordigen, worden verzocht zich te richten naar de statutaire bepalingen ter zake. De neerlegging van de aandelen met het oog op het bijwonen van deze vergadering kan gebeuren tot en met 21 mei 1999 in alle kantoren van KBC Bank N.V., CBC Banque en Centea.

(14117)

De raad van bestuur.

**Ferme Crotteux, société anonyme,
rue Camille Moïes 22, 4280 Hannut**

R.C. Huy 36415 – T.V.A. 434.737.568

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le mardi 25 mai 1999, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion.

(14118)

Auximines, société anonyme

Siège social : drève Richelle 161, bte 25, 1410 Waterloo

R.C. Nivelles 79470

Avis aux actionnaires

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra à 1410 Waterloo, drève Richelle 161, bâtiment K, 1^{er} étage, le mercredi 2 juin 1999, à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire-réviseur.
2. Proposition d'approuver les comptes annuels au 31 décembre 1998 et l'affectation du résultat.
3. Proposition de donner décharge aux administrateurs.
4. Proposition de donner décharge au commissaire-réviseur.
5. Nominations statutaires :

Proposition de renouveler, pour une durée de deux ans, le mandat du Comte Philippe Greindl, président du conseil d'administration. Ce mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de juin 2001.

6. Divers :

Proposition de convertir le capital social en euro et de modifier les statuts en conséquence.

Conformément à l'article 29 des statuts, pour pouvoir assister à cette assemblée, les actionnaires doivent, cinq jours ouvrables au moins avant celle-ci, avoir fait parvenir au siège social, l'indication du nombre de parts sociales nominatives pour lesquelles ils entendent prendre part au vote ou produire un certificat de dépôt de leurs parts sociales au porteur, effectué dans le même délai au siège social, à la Banque Degroof, rue de l'Industrie 44, à 1040 Bruxelles, ou aux sièges et agences de la Générale de Banque.

(14119)

Le conseil d'administration.

Auximines, naamloze vennootschap

Maatschappelijke zetel : drève Richelle 161, bus 25, 1400 Waterloo

H.R. Nivelles 79470

Bericht aan de aandeelhouders

De aandeelhouders worden er van verwittigd dat de jaarlijkse algemene vergadering zal gehouden worden te 1410 Waterloo, drève Richelle 161, gebouw K, eerste verdieping, op woensdag 2 juni 1998, om 11 uur, met volgende dagorde :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur en verslag van de commissaris-revisor.
2. Voorstel van goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998 en van de bestemming van het resultaat.
3. Voorstel om kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Voorstel om kwijting te verlenen aan de commissaris-revisor.
5. Statutaire benoemingen :

Voorstel om het mandaat van Graaf Philippe Greindl, voorzitter van de raad van bestuur, te hernieuwen voor een termijn van twee jaar. Dit mandaat zal op het einde van de algemene vergadering van 2001 vervallen.

6. Diversen :

Omzetting van het maatschappelijk kapitaal in euro en aanpassing van de statuten hieromtrent.

Overeenkomstig artikel 29 van de statuten moeten de aandeelhouders om aan deze vergadering deel te nemen, ten minstens vijf werkdagen vóór deze vergadering, aan de maatschappelijke zetel het aantal der maatschappelijke aandelen op naam voor dewelke zij wensen deel te nemen aan de stemming mededelen of een bewijs van neerlegging van hun maatschappelijke aandelen aan toonder te overhandigen binnen dezelfde termijn aan de maatschappelijke zetel, aan de Bank Degroof, Nijverheidstraat, te 1040 Brussel, of aan de zetel en agentschappen van de Generale Bank.
(14119) De raad van bestuur.

Belgo-Katanga, société anonyme

Siège social : drève Richelle 161, bte 25, 1410 Waterloo

R.C. Nivelles 79469

Avis aux actionnaires

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra à 1410 Waterloo, drève Richelle 161, bâtiment K, 1^{er} étage, le mercredi 2 juin 1999, à 10 heures, avec l'ordre du jour suivant :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire-réviseur.

2. Proposition d'approuver les comptes annuels au 31 décembre 1998 et l'affectation du résultat.

3. Proposition de donner décharge aux administrateurs.

4. Proposition de donner décharge au commissaire-réviseur.

5. Divers :

Proposition de convertir le capital social en euro et de modifier les statuts en conséquence.

Conformément à l'article 19 des statuts, pour pouvoir assister à cette assemblée, les actionnaires doivent, cinq jours ouvrables au moins avant celle-ci, avoir fait parvenir au siège social, l'indication du nombre de parts sociales nominatives pour lesquelles ils entendent prendre part au vote ou produire un certificat de dépôt de leurs parts sociales au porteur, effectué dans le même délai au siège social, à la Banque Degroof, rue de l'Industrie 44, à 1040 Bruxelles.
(14120) Le conseil d'administration.

Belgo-Katanga, naamloze vennootschap

Maatschappelijke zetel : drève Richelle 161, bus 25, 1400 Waterloo

H.R. Nivelles 79469

Bericht aan de aandeelhouders

De aandeelhouders worden er van verwittigd dat de jaarlijkse algemene vergadering zal gehouden worden te 1410 Waterloo, drève Richelle 161, gebouw K, eerste verdieping, op woensdag 2 juni 1998, om 10 uur, met volgende dagorde :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur en verslag van de commissaris-revisor.

2. Voorstel van goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998 en van de bestemming van het resultaat.

3. Voorstel om kwijting te verlenen aan de bestuurders.

4. Voorstel om kwijting te verlenen aan de commissaris-revisor.

5. Diversen :

Omzetting van het maatschappelijk kapitaal in euro en aanpassing van de statuten hieromtrent.

Overeenkomstig artikel 19 van de statuten moeten de aandeelhouders om aan deze vergadering deel te nemen, ten minstens vijf werkdagen vóór deze vergadering, aan de maatschappelijke zetel het aantal der maatschappelijke aandelen op naam voor dewelke zij wensen deel te nemen aan de stemming mededelen of een bewijs van neerlegging van hun maatschappelijke aandelen aan toonder te overhandigen binnen dezelfde termijn aan de maatschappelijke zetel, aan de Bank Degroof, Nijverheidstraat, te 1040 Brussel.
(14120) De raad van bestuur.

**S.A. Westrade Assurances, société anonyme,
7534 Tournai (Maulde)**

R.C. Tournai 67617

Convocation à l'assemblée générale des actionnaires

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale qui aura lieu au siège social le vendredi 4 juin 1999, à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Rapport de gestion du conseil d'administration.

Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998.

Affectation des résultats.

Décharge à donner aux administrateurs.

Pour assister à l'assemblée, MM. les actionnaires sont priés de se conformer aux statuts.
(14121) Le conseil d'administration.

**« S.A. Floridienne N.V. », société anonyme,
chaussée de Tervuren 198F, 1410 Waterloo**

R.C. Nivelles 71703 – T.V.A. 403.064.593

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire et ordinaire qui se tiendra le mardi 1^{er} juin 1999, à 15 heures, au siège social, chaussée de Tervuren 198F, à 1410 Waterloo.

Ordre du jour :

A. Assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 70bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le quorum requis n'ayant pu être constaté lors de l'assemblée tenue le 10 mai 1999 et ayant le même ordre du jour que celui visé ci-après :
Renouvellement de l'autorisation d'acquérir et de céder les actions de la société.

1. Proposition d'autoriser le conseil d'administration à acquérir et à céder en Bourse un maximum de quatre-vingt-deux mille trois cent trente-neuf (82 339) actions de la société, pendant une période de dix-huit mois à dater du jour prévu par la loi, au prix unitaire maximum d'achat de septante-quatre euros trente-sept cents (74,37 EUR) outrois mille BEF (3 000 BEF) et au prix unitaire minimum de vente de trente-sept euros dix-huit cents (37,18 EUR) ou mille cinq cents BEF (1 500 BEF).

2. Proposition d'autoriser les filiales de Floridienne à acquérir et à céder des actions Floridienne, par voie d'achat, de vente ou d'échange et ce dans le respect de l'article 52quinquies des lois coordonnées sur les sociétés commerciales pendant une durée de 18 mois et suivant les mêmes conditions que celles reprises au point précédent.

Décision proposée : adoption des deux procurations énoncées ci-dessus.

B. Session ordinaire statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires.

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du collège des commissaires-réviseurs.

2. Examen et approbation des comptes annuels et de leurs annexes au 31 décembre 1998.

Décision proposée : approbation des comptes annuels ainsi que des affectations et prélèvements proposés.

Communication des comptes consolidés.

3. Décharge aux administrateurs et aux commissaires-réviseurs.

Décision proposée : attribution de la décharge aux administrateurs et au collège des commissaires-réviseurs.

4. Divers.

Pour assister à l'assemblée, les actionnaires devront se conformer à l'article 17 des statuts et déposer leurs titres au porteur au moins six jours ouvrables avant l'assemblée, au siège social; aux agences de la Banque Bruxelles Lambert, de la Générale de Banque, de la Banque Artesia.

Les actionnaires nominatifs doivent, dans le même délai, informer la société, par simple lettre missive, de leur intention d'assister à l'assemblée en indiquant le nombre de titres pour lequel ils entendent prendre part au vote.

(14122)

Le conseil d'administration.

**Immo Hankar, société anonyme,
rue Nisard 13, bte 3, 1170 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 481989 – T.V.A. 429.156.704

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le mardi 1^{er} juin 1999, à 11 heures, avenue Louise 200, à 1050 Bruxelles.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion de l'exercice 1998.
2. Rapport du commissaire-réviseur de l'exercice 1998.
3. Approbation des comptes annuels 1998.
4. Affectation du résultat.
5. Décharge à donner aux administrateurs et commissaire-réviseur.
6. Nominations d'administrateurs et commissaire-réviseur.
7. Divers. (14123)

**Luximo, société anonyme,
avenue des Eglantiers 24, à Uccle (1180 Bruxelles)**

R.C. Bruxelles 209139

Le dividende de BEF 884 brut sera payé à partir du 20 août 1999 contre remise du coupon n° 37 aux guichets de la Société Générale de Banque, agence Espinette Centrale, avenue de la Forêt de Soignes 143, à Rhode-Saint-Genèse. (14124)

**Président Building, société anonyme,
avenue Franklin Roosevelt 127, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 496056

Assemblée générale ordinaire le 31 mai 1999, à 19 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration année 1998. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (14125)

**Immobilière des Nations, société anonyme,
avenue Franklin Roosevelt 127, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 373451

Assemblée générale ordinaire le 31 mai 1999, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration année 1998. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (14126)

**Lendit Korbeek-Lo, société anonyme,
rue Américaine 215, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 519303 — NN 406.908.961

Conformément à l'article 73 L.C.S.C., MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale annuelle le 1^{er} juin 1999, à 11 heures, qui se tiendra au siège social de la société, rue Américaine 215, à 1050 Bruxelles.

Ordre du jour :

1. Lecture du rapport de gestion.
- 1bis. Lecture du rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 1998.
3. Décision concernant le résultat de l'exercice social clôturé au 31 décembre 1998.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Décharge au commissaire.
6. Lecture du rapport spécial prescrit par l'article 103 des lois coordonnées et délibération concernant la poursuite ou non de l'activité.
7. Divers.

Dépôt des titres au moins trois jours avant la date de l'assemblée générale aux guichets de la Caisse privée Banque, place du Champ de Mars 2, à 1050 Bruxelles. (14144)

**Bowling Mol, société anonyme,
Graaf de Broquevillestraat 27/A, 2400 Mol**

R.C. Turnhout 54803 – T.V.A. 427.799.197

De aandeelhouders van de naamloze vennootschap Bowling Mol worden uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering en de buitengewone algemene vergadering die zal worden gehouden te Mol, Hofstraat 26, op 5 juni 1999, om 11 uur, om te beraadslagen over de volgende agenda :

1. Lezing van het verslag van de raad van bestuur inzake wijziging van het maatschappelijk doel.
2. Lezing van de staat van actief en passief van minder dan drie maanden oud.
3. Wijziging van het maatschappelijk doel om het uit te breiden met het volgende :

aan- en verkoop, groot- en kleinhandel, in- en uitvoer van voedingswaren, al dan niet toebereid en alle goederen die aan de horeca-sector verwant zijn;

de uitbating van restaurants, spijshuizen en drankgelegenheden in de meest uitgebreide zin, het geven van zowel koude als warme gerechten;

het inrichten en uitbaten van elke vorm van horecabedrijven;

het aannemen van feesten en recepties in eigen zowel als in vreemde lokaties met inbegrip van alle soorten van traiteurdiensten, zelfs moest dit enkel verhuringen van materialen of personeel zijn.

4. Aanpassing van de tekst van artikel 3 van de statuten.
5. Coördinatie van de statuten.
6. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
7. Bestemming van het resultaat.
8. Decharge aan de bestuurders voor het verlopen boekjaar.
9. Ontslag en benoeming van bestuurders.

Om toegelaten te worden tot de vergadering dienen de aandeelhouders zich te schikken naar artikel 18 van de statuten. (14145)

**Indosuez Korea Fund S.A.,
société d'investissement à capital variable**

Siège social : rue des Paroissiens 27, 1000 Bruxelles

Conformément à l'article 20 des statuts, les actionnaires sont invités par la présente à participer à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui se tiendra à 1000 Bruxelles, rue du Congrès 11, le 2 juin 1999, à 10 heures, ainsi qu'à toute assemblée générale qui serait convoquée ultérieurement, au cas où la première assemblée ne pourrait valablement délibérer ou serait prorogée pour quelque motif que ce soit, avec l'ordre du jour suivant :

1. Adoption de la dénomination : Indocam Korea Fund.
2. Adoption d'un nouveau siège social : rue Montagne du Parc 3, 1000 Bruxelles.
3. Modification correspondante des statuts.

Les actionnaires nominatifs qui désirent assister à l'assemblée générale extraordinaire doivent aviser la société Crédit Agricole Indosuez Luxembourg, allée Scheffer 39, L-2520 Luxembourg, teneur de registre et sous-dépositaire, par écrit, au plus tard le 28 mai 1999, en indiquant le nombre de titres pour lesquels ils entendent prendre part au vote. Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui désirent assister à l'assemblée générale extraordinaire doivent effectuer le dépôt de leurs titres au siège du Crédit Agricole Indosuez Luxembourg, allée Scheffer 39, à 2520 Luxembourg, au plus tard le 28 mai 1999. (14146)

**CMO Consultants, naamloze vennootschap,
Bankei 1, 2490 Balen**

H.R. Turnhout 81969 — BTW 437.733.185

Jaarvergadering op 07/06/99 om 17.00u., ten maatschappelijke zetel.

1. Verslag en bijzonder verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring en onderzoek jaarrekening per 31/12/1998.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting bestuurders.
5. Vergoeding aandeelhouders.
6. Vergoeding Bestuurders.
7. Ontslag en benoeming bestuurders.
8. Voortzetting activiteiten.
9. Rondvraag. Zich richten naar de statuten. (44641)

**F.I.A.S., société anonyme,
rue Général Leman 82, 4432 Alleur**

R.C. Liège 171841 — T.V.A. 419.831.935

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale statutaire qui sera tenue le 01/06/99 à 11h00 au siège d'exploitation. — Ordre du jour : 1. Examen et approbation des comptes annuels au 31/12/1998. 2. Décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur. 3. Affectation des résultats. 4. Divers. les actionnaires sont priés de se conformer aux règlements des statuts. (44642)

**Gebroeders Veen, naamloze vennootschap,
Solhofdreef 62, 2630 Aartselaar**

H.R. Antwerpen 3538 — BTW 414.144.567

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die op de zetel van de vennootschap zal plaatsvinden op 01/06/99 te 16 uur. — Agenda : 1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Bezoldigingen. 5. Kennisname van het verslag opgemaakt door de raad van bestuur in toepassing van artikel 103 van de vennootschappenwet en beraadslaging. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (44643)

**I.O. Building Contracting, naamloze vennootschap,
Industrieweg Zuid 1306, 3520 Zonhoven**

H.R. Hasselt 88053 — BTW 454.009.389

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarlijkse algemene vergadering op 01/06/99 om 18 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Décharge aan de raad van bestuur. 5. Diversen. Zich richten naar de statuten. (44644)

**Immobilière Doneux, société anonyme,
avenue Jules Henin 7, 6000 Charleroi**

R.C. Charleroi 167115 — T.V.A. 436.474.561

Assemblée générale ordinaire le 31/05/99 à 17.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (44645)

**Jacques Possoz & fils, société anonyme,
chaussée de Bruxelles 359, 7850 Enghien**

R.C. Mons 54501 — T.V.A. 413.619.975

Convocation à l'assemblée générale des actionnaires du 31/12/1998 à 15 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Examen et approbation des comptes annuels arrêtés au 31/12/1998. 3. Affectation du résultat. 4. Nomination d'administrateurs. 5. Renouvellement mandat d'administrateurs. 6. Décharge aux administrateurs de leur mandat au cours de l'exercice écoulé. 7. Divers. (44646)

Sofitema, société anonyme, à Molenbeek-Saint-Jean

Assemblée générale ordinaire, mardi 01/06/99 à 15 h au siège social, rue des Fuchsias 127 à 1080 Bruxelles. — Ordre du jour : Lecture et approbation du rapport de gestion du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels et de l'affectation du résultat. Décharge aux administrateurs. Nominations statutaires. Divers. Se conformer à l'article 24 des statuts. (44647)

**Teco Dendermonde, naamloze vennootschap,
Wissenstraat 14, 9200 Dendermonde**

H.R. Dendermonde 45822 — NN 436.140.902

De aandeelhouders van de vennootschap worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal plaatsvinden op 01/06/99 om 14 uur ten zetel van de vennootschap. — Dagorde : 1. Lezing van het jaarverslag. 2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 31/12/1998. 3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting aan de bestuurders. 6. Herbenoeming bestuurders. 7. Varia. (44648)

**TMV-Management, naamloze vennootschap,
Solhofdreef 62, 2630 Aartselaar**

H.R. Antwerpen 269623 — BTW 437.294.905

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die op de zetel van de vennootschap zal plaatsvinden op 31/05/99 te 20 uur. — Agenda : 1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Bezoldigingen. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (44649)

**Transports Vandevelde, société anonyme,
rue Piersoulx 1, 6041 Gosselies**

R.C. Charleroi 127044 — T.V.A. 402.606.715

Assemblée générale ordinaire le 05/06/99 à 10.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge des administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (44650)

**Veene Company, naamloze vennootschap,
Toekomstlaan 10, 2200 Herentals**

H.R. Turnhout 84720 — BTW 437.204.338

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die op de zetel van de vennootschap zal plaats vinden op 31/05/99 te 18 uur. — Agenda : 1. Bespreking van de jaarrekening per 31/12/1998. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Bezoldigingen. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (44651)

**Depannage 2000, naamloze vennootschap,
Emiel Vloorsstraat 2, 2660 Hoboken**

H.R. Antwerpen 172478 — BTW 403.992.429

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 te 10 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (76976)

**Aform, naamloze vennootschap,
Everdongenlaan 37, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 66886 — BTW 443.948.412

Uitnodiging tot de jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op dinsdag 1 juni 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag.
2. Bespreking van de jaarrekening op 31 december 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Varia.

Neerlegging der aandelen: zich schikken naar de statuten. (76977)

**Van der AA, naamloze vennootschap,
Dagsterrestraat 21, 9170 Sint-Gillis-Waas**

H.R. Sint-Niklaas 42094 — BTW 426.816.133

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 19 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. (76978)

**Aankoop en Marketing Coördinatie - A.M.C.,
naamloze vennootschap,****Jules Moretuslei 199, 2610 Wilrijk**

H.R. Antwerpen 291499 — BTW 447.990.342

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op woensdag 2 juni 1999 om 21.00 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Verlening van kwijting aan de bestuurders.
5. Verkoop aandelen.
6. Onslag en benoeming bestuurders.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (76979)

**AB Ramen en Deuren, naamloze vennootschap,
Herenthoutseweg 214, 2200 Herentals**

H.R. Turnhout 50509 — BTW 423.956.316

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 31 mei 1999 om 13.30 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Beraadslaging in verband met artikel 60.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
4. Goedkeuring bestemming van het resultaat.
5. Kwijting aan de bestuurders.
6. Allerlei.

Zich richten naar de statuten. (76980)

**Liz Abbey, naamloze vennootschap,
Thonetlaan 10, 2050 Antwerpen-5**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Antwerpen, nr. 145

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 te 11 uur.

Dagorde :

1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 4. Statutaire benoemingen. 5. Rondvraag. (76981)

**ABCcenter, naamloze vennootschap,
Oude Bareellei 106, 2170 Merksem (Antwerpen)**

H.R. Antwerpen 301202 — BTW 451.577.362

Jaarvergadering in de zetel op dinsdag 1 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

Verslag raad van bestuur; Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening; Bestemming van de resultaten; Kwijting mandatarissen; Ontslag en benoeming mandatarissen; Rondvraag;

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (76982)

A.B.I., naamloze vennootschap
Kuiperstraat 28, 8000 Brugge

H.R. Brugge 88960 — BTW 426.095.858

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 10.30 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(76983)

De raad van bestuur.

Abo, naamloze vennootschap,
Ten Boslaan 8, 2980 Zoersel

H.R. Antwerpen 325061 — BTW 428.621.719

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, welke zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening.
2. Bestemming resultaat.
3. Kwijting bestuurders.
4. Rondvraag. (76984)

Acer, naamloze vennootschap,
Rijvisschepark 19, 9052 Zwijnaarde

H.R. Gent 155187 — BTW 438.088.226

Jaarvergadering op dinsdag 1 juni 1999 te 16 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring jaarrekening; 3. Bestemming resultaat; 4. Kwijting bestuurders; 5. In vereffening stellen van de vennootschap. 6. Allerlei. Zich schikken naar de statuten. (76985)

Plastiek Van Acker, naamloze vennootschap,
Cadzandstraat 20, 9112 Sint-Niklaas (Sinaai)

H.R. Sint-Niklaas 46905 — BTW 436.971.142

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 2 juni 1999 om 19 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur;
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998- bestemming resultaat;
3. Kwijting aan bestuurders;
4. Vermelding vennootschap art. 103 S.W.H.V.
5. Varia. (76986)

Jean Ackermans, naamloze vennootschap,
Wonckerweg 12, 3770 Riemst (Zichen-Zussen-Bolder)

H.R. Tongeren 72316 — BTW 447.952.235

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.

3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (76987)

Acta-B, naamloze vennootschap,
Liersesteenweg 112, 2800 Mechelen

H.R. Mechelen 75582 — BTW 440.357.531

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op woensdag 2 juni 1999 te 11 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
5. Ontslag en benoeming bestuurders.
6. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (76988)

Adeka, naamloze vennootschap,
Kasteelweg 48, 2310 Rijkevorsel

H.R. Turnhout 70872

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 te 19.00 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (76989)

Adivan, naamloze vennootschap,
Brugsesteenweg 208, 8500 Kortrijk

H.R. Kortrijk 121037 — BTW 440.346.346

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18.30 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (76990)

**Adverbelco, naamloze vennootschap,
Frank Craeybeckxlaan 86, te 2100 Deurne**

H.R. Antwerpen 255258 — BTW 430.352.970

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 7 juni 1999 te 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van bestuurders; 2. Goedkeuring der jaarrekeningen;
3. Aanwending van het resultaat; 4. Kwijting aan bestuurders;
5. Statutaire benoemingen; 6. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der titels op de zetel, uiterlijk vijf dagen vóór de bijeenkomst. (76991)

**A.E.M., naamloze vennootschap,
Venusstraat 7, 2830 Willebroek**

H.R. Mechelen 80558 — BTW 427.432.280

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 10.30 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening over het boekjaar van 1 januari 1998 tot en met 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Statutaire benoemingen.
6. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.

(76992)

De raad van bestuur.

**Aestas, naamloze vennootschap,
Antwerpsesteenweg 125, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 64916 — BTW 440.625.468

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming resultaten.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Varia

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (76993)

**Agoba, naamloze vennootschap,
Zinkval 12, te 2630 Aartselaar**

H.R. Antwerpen 186390 — BTW 407.687.832

De aandeelhouders van de naamloze vennootschap Agoba worden uitgenodigd op de gewone algemene vergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op maandag 31 mei 1999 te 19 uur met als agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Benoemingen.
5. Rondvraag. (76994)

**Agriba, naamloze vennootschap,
Steenbeke 2, 9620 Zottegem**

H.R. Oudenaarde 38718 — BTW 451.412.165

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders.
5. Benoeming bestuurders. 6. Rondvraag.

Zich schikken naar de statuten.

(76995)

**Agobra, naamloze vennootschap,
Kanaalstraat 13, 8531 Wielsbeke-Ooigem**

H.R. Kortrijk 101517 — BTW 422.868.827

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 16 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (76996)

**Management Airlines, naamloze vennootschap,
General Airation, Zone Hangaar 49, 1930 Zaventem**

H.R. Brussel 73811 — BTW 452.131.846

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.
6. Herbenoeming bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (76997)

**Albel, naamloze vennootschap,
Groeningenlei 148, 2550 Kontich**

H.R. Antwerpen 273250

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 14.30 uur op de maatschappelijke zetel. De aandeelhouders worden verzocht te handelen conform artikel 13 van de statuten. De neerlegging van de aandelen dient te gebeuren op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening over het boekjaar van 1 januari 1998 tot en met 31 december 1998;

3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Statutaire benoemingen;
6. Allerlei. (76998)

**Villa Albert I, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 40, 3910 Neerpelt**
H.R. Hasselt 53774

—
Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 11 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Beslissing over het voortzetten van de vennootschap. 6. Varia. Zich richten naar de statuten. (76999) De raad van bestuur.

**Alca Petroleum Company, naamloze vennootschap,
d'Herbouvillekaai 100, 2020 Antwerpen**
H.R. Antwerpen 161031 — BTW 404.560.769

—
De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op dinsdag 1 juni 1999 te 11 uur.

Agenda :

1. Kennisname verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 januari 1999
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting van hun bestuur aan de leden van de raad van bestuur. Neerlegging der titels op de maatschappelijke zetel. (77000)

**Alcluwa, naamloze vennootschap,
Olmensebaan 29, 2490 Balen**

H.R. Turnhout 68499 — BTW 446.090.528

—
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur
 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998
 3. Bestemming van het resultaat
 4. Ontlasting aan de bestuurders
- Zich richten naar de statuten. (77001)

**Aldhem, naamloze vennootschap,
Jagersdreef 1, 2280 Grobbendonk**

H.R. Turnhout 72101 — BTW 450.499.969

—
Jaarvergadering 3 juni 1999 om 20 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (77002)

**Alexa, naamloze vennootschap
Ringlaan 11, 8501 Kortrijk (Heule)**

H.R. Kortrijk 137858 — BTW 434.162.793

—
De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking jaarrekening per 31 december 1998.
 2. Goedkeuring jaarrekening.
 3. Bezoldigingen.
 4. Kwijting bestuurder.
 5. Allerlei.
- Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (77003)

**Algre-Landen,
afgekort : « ALGRE », naamloze vennootschap
Tiensestraat 83, 3400 Landen**

H.R. Leuven 82803 — BTW 448.098.230

—
Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77004) De raad van bestuur.

**Algrepa, naamloze vennootschap,
Gasthuisstraat 7, bus 6, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 66275 — NN 442.982.667

—
Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 19 uur. — Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Bespreking jaarrekening op 31 december 1998. 3. Goedkeuring jaarrekening op 31 december 1998. 4. Kwijting aan bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (77005)

**Allemeersch-Claeys, naamloze vennootschap,
Zonneveld 3, 8793 Sint-Eloois-Vijve**

H.R. Kortrijk 114119 — BTW 432.277.332

—
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.
6. Hebenoeming bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77006)

**Alma Meerssen Secundo, naamloze vennootschap,
Wijnantslaan 11, 3630 Maasmechelen**

H.R. Tongeren 68806 — BTW 441.926.951

—
Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 18 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77007) De raad van bestuur.

Alma, naamloze vennootschap,
Bruinbeekstraat 53, 2820 Bonheiden
 H.R. Mechelen 24736 — BTW 400.822.707

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen op 1 juni 1999 te 18.00 uur.

Dagorde :

1. Toepassing art. 60 van de Vennootschappenwet.
 2. Verslag van de raad van bestuur.
 3. Goedkeuring van de jaarrekening met toewijzing van het resultaat.
 4. Kwijting aan de bestuurders.
 5. Ontslagen en benoemingen
 6. Allerlei.
- Zich schikken naar art. 32 der statuten. (77008)

Alpares, naamloze vennootschap,
Haven 200, Schouwkenstraat 6, 2030 Antwerpen
 H.R. Antwerpen 294016 — BTW 448.788.118

Jaarvergadering van de aandeelhouders op de maatschappelijke zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
 2. Goedkeuring jaarrekening;
 3. Bestemming van het resultaat;
 4. Kwijting aan bestuurders;
 5. Ontslagen en benoemingen;
 6. Rondvraag.
- Zich gedragen naar de statuten om toegelaten te worden tot de vergadering. (77009)

Alpha Sun, naamloze vennootschap,
Kempische Steenweg 182, 3500 Hasselt
 H.R. Hasselt 61253 — BTW 425.114.376

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 28 mei 1999 om 17 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur
 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
 3. Bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting verlenen aan de bestuurders.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77010)

ALR Airconditioning, naamloze vennootschap,
Industrieweg 63, 3583 Beringen-Paal
 H.R. Hasselt 53868 — BTW 419.483.725

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 20 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 ven. wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Ontlasting, ontslag en benoeming bestuurders. 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (77011)

Amafamil, naamloze vennootschap,
Thonetlaan 110, 2050 Antwerpen
 H.R. Antwerpen 274892

Algemene vergadering op 1 juni 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening.
 3. Bestemming van resultaat 31 december 1998.
 4. Kwijting aan bestuurders.
 5. Allerlei.
- De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77012)

Adriaenssens Management en Beheer,
afkorting : « A.M.B. », naamloze vennootschap,
Breeveldpad 11, 2970 Schilde
 H.R. Antwerpen 287614 — BTW 446.257.804

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
 3. Bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting aan de bestuurders en commissaris-revisor.
 5. Rondvraag.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77013)

A.M.C., naamloze vennootschap,
Bosstraat 13, 3941 Hechtel-Eksel
 H.R. Hasselt 76254 — BTW 440.214.605

Jaarvergadering op 7 juni 1999 om 22 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. (77014)

Ameinon Import, naamloze vennootschap,
Eekhoutstraat 6, 2280 Grobbendonk
 H.R. Turnhout 62370 — BTW 427.896.296

De gewone jaarvergadering zal worden gehouden op maandag 31 mei 1999 om 15 u. op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag bestuurders.
 2. Goedkeuring jaarrekening.
 3. Bestemming resultaat.
 4. Kwijting aan bestuurders.
 5. Benoemingen.
 6. Rondvraag.
- De aandeelhouders gelieve zich te schikken naar de statuten om tot de vergadering toegelaten te worden. (77015)

**Amica Antwerp Marine Insurance, Claims Associates,
naamloze vennootschap/société anonyme,
Mechelsesteenweg 27, bus 9B, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 243969

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen die plaats zal vinden op de maatschappelijke zetel op dinsdag 1 juni 1999 te 11 uur, met als dagorde :

- Jaarverslag van de raad van bestuur
- Goedkeuring van de jaarrekeningen per 31 december 1998
- Kwijting aan de bestuurders
- Allerlei. (77016)

**Amico, naamloze vennootschap,
Markt 18, bus 3, 2470 Retie**

H.R. Turnhout 74513 — BTW 452.907.945

De aandeelhouders worden uitgenodigd de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening
3. Bestemming van het resultaat
4. Kwijting aan de bestuurders
5. Benoemingen en varia

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden naar de bepalingen van de statuten. (77017)

**Amry Patrimonial, naamloze vennootschap,
Magere Schorre 1, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 77966

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 1 juni 1999 om 11 uur op de maatschappelijke zetel. Agenda :
1. Verslag bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuur en eventueel organen van toezicht. 4. Benoemingen. De aandeelhouders moeten hun effecten, minstens vijf dagen voor de algemene vergadering, deponeren op de maatschappelijke zetel of bij een statutair aangeduide bankinstelling. (77018)

**Amusementexploitatie, naamloze vennootschap,
Sint-Hubertusstraat 129, 2600 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 241825 — BTW 426.050.823

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 3 juni 1999 om 14.00 uur, op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Ontslag en benoemingen. 5. Allerlei. (77019)

**Anar Belgium, naamloze vennootschap,
Belgiëlei 27, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 19918

Jaarvergadering op 1 juni 1999 te 11 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77020)

**Anbel F, naamloze vennootschap,
Frans van Hombeeckplein 10, 2600 Berchem (Antwerpen)**

H.R. Antwerpen 202173

Gewone algemene vergadering op donderdag 3 juni 1999 te 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring der jaarrekening per 31 december 1998. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Diversen.

De aandelen dienen gedeponereerd te worden minstens vijf dagen voor de vergadering op de maatschappelijke zetel. (77021)

**Anbo, naamloze vennootschap,
Bredabaan 960G, 2170 Merksem**

H.R. Antwerpen 220052 — BTW 419.971.891

De aandeelhouders worden hierbij uitgenodigd tot het bijwonen van de algemene vergadering der aandeelhouders die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op dinsdag 1 juni 1999 te 20.00 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Besluit nopens de resultaten.
4. Kwijting aan de Bestuurders.
5. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar bepalingen van de statuten. (77022)

**Anders Bouwen, naamloze vennootschap,
Naamsstraat 7, 3000 Leuven**

H.R. Leuven 81366 — BTW 446.497.928

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag. (77023)

**Andoinvest, naamloze vennootschap,
Van Cortbeemdelei 251, 2100 Deurne**

H.R. Antwerpen 293256

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 17 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31.12.1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77024)

**Andram, naamloze vennootschap,
Wolfsdonksestwg. 91, 2230 Herselt**

H.R. Leuven 94817 — BTW 458.163.761

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77025)

**Carl Andreas, naamloze vennootschap,
Gouverneur Roppesingel 83, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 64835 — BTW 428.135.729

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Bespreking jaarrekening. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting bestuurders. 5. Evenuteel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 6. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77026)

De raad van bestuur.

**Aneca-Sint-André, naamloze vennootschap,
Gistelse Steenweg 247, 8200 Sint-Andries**

H.R. Brugge 75347 — BTW 446.844.158

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 16 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77027)

**Anneau, commanditaire vennootschap op aandelen,
Gevaertsdreef 15, 9700 Oudenaarde**

H.R. Oudenaarde 44872

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de Jaarvergadering die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 te 12 uur, P.V.D. Scheldenstraat 60 te Oudenaarde.

Agenda :

1. verslag van de zaakvoerder;
2. goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. bestemming van het resultaat;
4. kwijting te verlenen aan de zaakvoerder;
5. rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77028)

**Aphrodite, naamloze vennootschap,
Vleerakkerstraat 32, 2100 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 229973 — BTW 422.638.995

De heren aandeelhouders worden opgeroepen tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 20 uur, op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

Om tot de vergadering toegelaten te worden, dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (77029)

**APlus+, naamloze vennootschap,
Everdongenlaan 35, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 51447 — BTW 424.930.670

Uitnodiging tot de jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op maandag 31 mei 1999 om 17 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag.
2. Bespreking van de jaarrekening op 31 december 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Varia.

Neerlegging der aandelen : zich schikken naar de statuten. (77030)

**Aquafam, naamloze vennootschap,
Belgicalaan 35, 1080 Sint-Jans-Molenbeek**

H.R. Brussel 422788 — BTW 419.844.407

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering die zal gehouden worden op 2 juni 1999 te 11 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris.
2. Goedkeuring jaarrekeningen.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders en commissaris.
5. Benoemingen.
6. Rondvraag. (77031)

**Arbecon, naamloze vennootschap,
Hoge Mauw 12, 2370 Arendonk**

H.R. Turnhout 63863 — BTW 439.259.352

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die op de zetel van de vennootschap zal plaatshebben op 31 mei 1999 om 18 uur.

Dagorde :

1. Lezing van het jaarverslag.
2. Lezing van het commissarisverslag.
3. Bespreking van de jaarrekening per 30 december 1998.

4. Goedkeuring van de jaarrekening.
5. Kwijting aan de bestuurders en commissaris-revisor.
6. Ontslag en benoeming commissaris-revisor.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77032)

Ardel, naamloze vennootschap,
Maastrichtersteenweg 28, 3680 Maaseik
 H.R. Tongeren 65902 — BTW 437.213.840

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (77033)

Namens de raad van bestuur.

Armat, naamloze vennootschap,
Industriezone Heikemp 1121, 3640 Kinrooi
 H.R. Tongeren 67483 — BTW 439.494.825

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 21 uur.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting van de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden gevraagd zich te gedragen volgens de statuten. (77034)

Arochem, naamloze vennootschap,
Leeuw Van Vlaanderenlaan 88, 2950 Kapellen

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 3 juni 1999 te 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77035)

Artec Electronics, naamloze vennootschap,
Nieuwenhuysse 81, 8720 Kuurne
 H.R. Kortrijk 60680 — BTW 405.314.795

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op dinsdag 1 juni 1999 om 15 uur in de maatschappelijke zetel.

Agenda :

Verslag van de raad van bestuur, goedkeuring jaarrekening, kwijting, ontslag, benoemingen, rondvraag.

Neerlegging der aandelen volgens de statuten. (77036)

Artolith, naamloze vennootschap,
Vanderlindenstraat 70-74, 1210 Brussel

H.R. Brussel 320712 — BTW 400.876.254

Jaarvergadering ten zetel op 4 juni 1999 om 11 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77037)

ASA Diam, naamloze vennootschap,
Vestingstraat 53/57, 2018 Antwerpen-1

H.R. Antwerpen 305916 — BTW 453.619.510

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 te 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening op 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77038)

A.S.C. Immo, naamloze vennootschap,
Plantin en Moretuslei 67, 2018 Antwerpen

H.R. Antwerpen 304413

De jaarvergadering der aandeelhouders zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 te 10 u. op de zetel van de vennootschap.

Agenda : 1. Lezing jaarverslag en verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Kwijting aan de accountants. Om aan de vergadering te mogen deelnemen, dienen de aandeelhouders zich te schikken naar artikel 23 van de statuten. (77039)

Auto Sporting Centre, naamloze vennootschap,
Plantin en Moretuslei 67, 2018 Antwerpen

H.R. Antwerpen 195806 — BTW 413.688.667

De jaarvergadering zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Lezing jaarverslag en verslag raad van bestuur. 2. Bespreking en goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Interestvergoeding overige leningen. 4. Kwijting aan de raad van bestuur. 5. Kwijting aan de accountants. Om aan de vergadering te mogen deelnemen, dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77040)

Asca, naamloze vennootschap,
Herseltsesteenweg 157, 3200 Aarschot

H.R. Leuven 72071 — BTW 434.108.157

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 1 juni 1999 om 18.30 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslagen van bestuurders en commissaris. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending van de resultaten. 4. Kwijting aan bestuurders en commissaris. 5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden op de jaarvergadering zich schikken naar de statuten. (77041)

**Asian Paper Recycling, naamloze vennootschap,
Cingel 9, 2350 Vosselaar**

H.R. Turnhout 83371 — BTW 461.744.348

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal doorgaan op dinsdag 1 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Aanwending van de resultaten.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (77042)

Asogem Equipment, naamloze vennootschap

Maatschappelijke zetel : Boomssteenweg 58, 2630 Aartselaar

H.R. Antwerpen 238977

De algemene vergadering der aandeelhouders zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 3 juni 1999 te 17 uur.

Agenda :

1. Verslagen van bestuurraad en bedrijfsrevisor.
2. Goedkeuring der jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurraad en bedrijfsrevisor.
5. Ontslagen en Benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders gelieven zich te gedragen naar artikelen 25 en 26 der statuten, om toegelaten te worden tot de jaarvergadering. (77043)

Asogem, naamloze vennootschap

Maatschappelijke zetel : Boomssteenweg 65, 2630 Aartselaar

H.R. Antwerpen 240051

De algemene vergadering der aandeelhouders zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 3 juni 1999 te 15 uur.

Agenda :

1. Verslagen van bestuurraad en bedrijfsrevisor.
2. Goedkeuring der jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurraad en bedrijfsrevisor.
5. Ontslagen en benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders gelieven zich te gedragen naar artikelen 25 en 26 der statuten, om toegelaten te worden tot de jaarvergadering. (77044)

**Assart, naamloze vennootschap,
Konijnendreef 4, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 72778 — BTW 400.981.568

De jaarvergadering zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 14.00 uur op de zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur aan de jaarvergadering der aandeelhouders
2. Lezing van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998
3. Goedkeuring van de jaarrekening en de verwerking van de resultaten

4. Kwijting van hun bestuur aan de leden van de raad van bestuur
5. Beslissing verkoop aandelen Carestel via I.P.O.
6. Allerlei (77045)

**Astraform, naamloze vennootschap,
Paddeputstraat 32, 1790 Essene**

H.R. Brussel 471951

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77046)

Atextico, naamloze vennootschap, te 9000 Gent

H.R. Gent 50040

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, Forelstraat 53, te 9000 Gent, op 1 juni 1999 om 14 uur. — Agenda : 1. Verslagen bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending resultaten. 4. Kwijting bestuurders. 5. Statutaire benoemingen. 6. Rondvraag. Zich schikken naar artikel 32 der statuten. (77047)

**Atlantic Textile Consultants, naamloze vennootschap,
Bourgetlaan 40, 1130 Brussel**

H.R. Brussel 555530 — BTW 446.393.307

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal plaatshebben op 3 juni 1999 om 19 uur, ten zetel van de vennootschap, met volgende agenda :

1. Verslagen in het kader van artikel 60 vennootschappenwet;
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Lezing van de jaarrekening per 31 december 1998.
4. Goedkeuring van de jaarrekening.
5. Kwijting aan de leden van de raad van bestuur.
6. Goedkeuring van de toewijzing van het resultaat.
7. Varia.

(77048)

De raad van bestuur.

**Audi, naamloze vennootschap,
Frankrijklei 79, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 156545

De raad van bestuur verzoekt de houders van kapitaals aandelen om deel te nemen aan de Jaarvergadering die zal gehouden worden in de vergaderzaal van de maatschappelijke zetel te Antwerpen aan de Frankrijklei 79 op woensdag 2 juni 1999 te 15 u., om te beraadslagen en te beslissen over de hierna gemelde agendapunten :

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor
2. Goedkeuring van de jaarrekening
3. Goedkeuring van de voorgestelde winstverdeling
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en de commissaris-revisor
5. Rondvraag

De neerlegging van de aandelen is vereist tussen de zevende en de tweede dag vóór de te houden Algemene Vergadering in handen van de afgevaardigd bestuurder of in handen van een door hem speciaal en schriftelijk daartoe gemachtigde persoon op de maatschappelijke zetel tijdens de normale bureeluren. (77049)

**Auto Distribution Belgium, naamloze vennootschap,
Brusselsesteenweg 6, 3020 Herent**

H.R. Leuven 52126 — BTW 406.128.706

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Desgevallend benoeming bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77050)

**Autostar, naamloze vennootschap,
Iepersteenweg 127B, 8630 Veurne**

H.R. Veurne 24146 — BTW 413.583.749

Gewone algemene vergadering op dinsdag 1 juni 1999 op de maatschappelijke zetel om 14 uur met volgende agenda :

- verslag raad van bestuur.
- goedkeuring van de jaarrekening 1998
- Aanwending resultaat
- kwijting bestuurders
- Ontslag en benoeming bestuurder. (77051)

**Autostuc, naamloze vennootschap,
weg naar As 159/1, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 28051 — BTW 401.279.201

De aandeelhouder worden uitgenodigd op de algemene vergadering die zal plaatsvinden op de maatschappelijke zetel op 2 juni 1999 om 17 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslagen en benoemingen bestuurders.
6. Diversen.

Om aan de vergadering deel te nemen worden de aandeelhouders verzocht zich te gedragen overeenkomstig de wet en de statuten. (77052)

**Van der Auwera Francis, naamloze vennootschap,
Biesblokstraat 9, 2800 Mechelen**

H.R. Mechelen 80030 — NN 440.700.494

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de gewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 2 juni 1999 te 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Behandeling van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
4. Kwijting aan de Bestuurders.
5. Diversen. (77053)

**Avabel Chemicals Europe, naamloze vennootschap,
Kroonwinningsstraat 6, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 67043 — BTW 430.121.259

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 19 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet; 2. Verslag raad van bestuur; 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998; 4. Bestemming resultaat; 5. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders; 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (77054)

**Avabel International, naamloze vennootschap,
Centrum Zuid 2084, 3530 Houthalen**

H.R. Hasselt 58243 — BTW 422.551.202

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 17 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet; 2. Verslag raad van bestuur; 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998; 4. Bestemming resultaat; 5. Beraadslaging overeenkomstig art.103/104 Venn.Wet; 6. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders; 7. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (77055)

**Avabel, naamloze vennootschap
Centrum Zuid 2084, 3530 Houthalen**

H.R. Hasselt 51258 — BTW 413.582.561

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 15 uur op de maatschappelijke zetel met als agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 ven. Wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders. 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (77056)

**Avalon, naamloze vennootschap,
Draakstraat 39, 2018 Antwerpen-1**

H.R. Antwerpen 292695 — BTW 445.959.478

Jaarvergadering op 2 juni 1999 te 11 uur, op de maatschappelijke zetel met als agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven.wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Ontlasting, ontslag en benoeming bestuurders. 6. Diverse.

Zich schikken naar de statuten. (77057)

**A.V.C., naamloze vennootschap,
Moverkensstraat 12A, 3520 Zonhoven**

H.R. Hasselt 55180 — BTW 420.296.941

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Décharge aan de bestuurders.
4. Ontslag en benoeming bestuurders.

5. Varia.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77058)

**Vanden Avenne-Vrieshuis, naamloze vennootschap,
Oostrozebeeksestraat 160, 8710 Ooigem**

H.R. Kortrijk 112126 — BTW 430.523.810

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 om 16 uur op de maatschappelijke zetel. Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Benoeming bestuurders. 6. Diversen en rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de bepalingen van de statuten. (77059)

**Avepel, naamloze vennootschap,
Beelbroekstraat 81, 9040 Gent**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Gent, nr. 267
NN 437.082.196

Jaarvergadering op 1 juni 1999 om 17.30 uur op de zetel.

Agenda : 1. Toepassing art. 60 Venn.wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Bezoldiging bestuurders. 6. Kwijting aan bestuurders. 7. Ontslag/benoeming bestuurders. 8. Rondvraag.

Wil u schikken naar de statuten. (77060)

**Immo A.V.J., naamloze vennootschap
Generaal Lemanstraat 17/1, 1040 Brussel**

H.R. Brussel 494054

De heren aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslagen van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de jaarrekening; 3. Bestemming van het resultaat; 4. Kwijting aan de bestuurders; 5. Ontslagen en benoemingen van bestuurders; 6. Allerlei. (77061)

**A.V.O., naamloze vennootschap
Vorstlaan 207, 1160 Oudergem**

H.R. Brussel 592731 — BTW 427.042.894

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de Gewone Algemene Vergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op dinsdag 1 juni 1999 om 14 uur met volgende agenda :

- Verslag van de raad van bestuur;
- Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998;
- Bestemming van het resultaat;
- Kwijting te verlenen aan de Bestuurders;
- Ontslag en benoeming bestuurders.
- Allerlei. (77062)

**Babouschka, naamloze vennootschap,
Dellestraat 45, 3550 Heusden-Zolder**

H.R. Hasselt 82459

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 11 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Bespreking jaarrekening. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting bestuurders. 5. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 6. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77063)

De raad van bestuur.

**Hubert De Backer, naamloze vennootschap,
Oude Molenstraat 94, 9100 Sint-Niklaas**

H.R. Sint-Niklaas 48559 — BTW 441.075.925

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Lezing van het jaarverslag.
2. Lezing van het verslag van de commissaris-revisor.
3. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
4. Goedkeuring van de jaarrekening en de resultaatverwerking.
5. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
6. Bezoldigingen.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77064)

**Immo De Backer, naamloze vennootschap,
Oude Molenstraat 94, 9100 Sint-Niklaas**

H.R. Sint-Niklaas 38498 — BTW 421.158.756

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 10 uur op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening, afgesloten op 31 december 1998.
2. Kwijting aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77065)

**Vanbaco, naamloze vennootschap,
Beauduinstraat 7, 3300 Tienen**

H.R. Leuven 79658 — BTW 443.316.417

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 16 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77066)

**Baeck Marine, naamloze vennootschap,
Elzasweg 10, Haven 100, 2030 Antwerpen**
H.R. Antwerpen 198671 — BTW 414.425.966

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 11 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Decharge te verlenen aan de bestuurders;
5. Benoeming/herbenoeming bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77067)

**Baeck Industries, naamloze vennootschap,
Langvennen 77, 2490 Balen**

H.R. Turnhout 40849 — BTW 415.392.008

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Decharge te verlenen aan de bestuurders;
5. Benoeming/herbenoeming bestuurders;
6. Kapitaalsverhoging - wet 13.04.1995.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77068)

**De Baere, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Vaardijkstraat 82A, 8200 Brugge (Sint-Michiels)**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Brugge, nr. 90
NN 432.571.401

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 16 uur op de zetel. — Agenda :
1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 2. Bestemming van het resultaat 3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding 4. Ontslagen en benoemingen 5. Allerlei.

(77069)

De raad van bestuur.

**Michel Baes, naamloze vennootschap,
Koewacht 92, 9190 Stekene**

H.R. Sint-Niklaas 26802 — BTW 413.970.759

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. (77070)

**Baeten, naamloze vennootschap,
Brusselsesteenweg 411, 2800 Mechelen**

H.R. Mechelen 70589 — BTW 438.580.847

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 11.30 uur.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders
2. Goedkeuring van de vergoeding van de bestuurders
3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998
4. Goedkeuring van de bestemming van het resultaat
5. Kwijting aan de bestuurders (77071)

**Bahia, naamloze vennootschap,
Waregemseweg 129, 9790 Wortegem-Petegem**

H.R. Oudenaarde 32236 — BTW 432.715.812

Jaarvergadering op donderdag 3 juni 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (77072)

**Bakrian, burgerlijke vennootschap
onder vorm van naamloze vennootschap,
Floris Verbraeckenlei 37, 2930 Brasschaat**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Antwerpen, nr. 494

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen op de zetel op 3 juni 1999 te 17 uur. Deze vergadering heeft als agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Benoemingen. (77073)

**Van Ballaer, naamloze vennootschap,
Eikelstraat 66-68, 2600 Antwerpen (Berchem)**

H.R. Antwerpen 251145

Om uitgenodigd te worden tot de algemene vergadering dd. 31 mei 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan bestuurders;
5. Benoemingen;
6. Rondvraag.

Om tot de algemene vergadering te worden toegelaten dienen de aandeelhouders zich te schikken naar artikel 24 van de statuten. (77074)

**Immobiëliën van Ballaer, naamloze vennootschap,
Eikelstraat 66-68, 2600 Antwerpen (Berchem)**

H.R. Antwerpen 251144
—

Om uitgenodigd te worden tot de algemene vergadering dd. 31 mei 1999 te 16 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan bestuurders;
5. Benoemingen;
6. Rondvraag.

Om tot de algemene vergadering te worden toegelaten dienen de aandeelhouders zich te schikken naar artikel 24 van de statuten. (77075)

**Eddy Bamps & C°, naamloze vennootschap,
Pelikaansstraat 62, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 175523 — BTW 404.932.240
—

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 te 11 uur.

1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1998; 3. Kwijting aan bestuurders; 4. Benoemingen; 5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering zich schikken naar de statuten. (77076)

**Kastelse Bandencentrale, naamloze vennootschap,
Grootrees 47, 2460 Kasterlee**

H.R. Turnhout 61575 — BTW 436.607.490
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening 1998.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Benoeming/herbenoeming bestuurders.
6. Allerlei. (77077)

**Barc, naamloze vennootschap,
Industriepark 7, bus 7, 9710 Gent-Zwijnaarde**

H.R. Gent 137123 — BTW 425.663.615
—

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur en commissaris; 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten per 31 december 1998; 3. Resultaataffectatie; 4. Ontlasting aan bestuurders en commissaris; 5. Kapitaalverhoging door incorporatie van reserves. 6. Varia. De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (77078)

**Bastiaens, naamloze vennootschap,
Graaf de Broquevillestraat 17, 2400 Mol**

H.R. Turnhout 68764 — BTW 445.443.695
—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op donderdag 3 juni 1999 te 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslagen van bestuurders.
2. Goedkeuring der jaarrekening.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Ontlasting aan de bestuurders.
5. Varia. Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (77079)

**Batal, naamloze vennootschap,
Drieslaan 36, 8560 Gullegem**

BTW 417915095
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 2 juni 1999 om 9 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring der jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77080)

**Batim, naamloze vennootschap,
Bremakkerstraat 27, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 51403 — BTW 419.928.341
—

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (77081)

Namens de raad van bestuur.

**Beheers- en Advieskantoor Van Vaerenbergh & Co.
afgekort : « Bavaco », naamloze vennootschap,
Zoerselhofdreef 40, 2980 Zoersel**

H.R. Antwerpen 249642 — BTW 428.267.569
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 te 19 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77082)

**Bayelou Music, naamloze vennootschap,
Den Brand 39, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 75169 — BTW 453.461.142
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op maandag 31 mei 1999 om 19 uur.

Agendapunten :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Aanwending van de resultaten.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht, zich te houden aan de statuten. (77083)

**B.B.H.V., naamloze vennootschap,
Broekwinningsstraat 16, 3550 Heusden-Zolder**

H.R. Hasselt 66513

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77084)

De raad van bestuur.

**B.C.T., naamloze vennootschap,
Marsestraat 40, 3950 Bocholt**

H.R. Hasselt 76253 — BTW 439.955.376

Jaarvergadering op 7 juni 1999 om 21 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. (77085)

**Bealine, naamloze vennootschap,
Tramstraat 43, 9070 Heusden**

H.R. Gent 146810 — BTW 430.690.985.

Jaarvergadering in de zetel op 1 juni 1999 om 17 uur.

Agenda :

Verslag raad van bestuur; Bespreking en goedkeuring jaarrekening; Bestemming resultaten; Kwijting mandatarissen; Ontslag en benoeming mandatarissen; Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77086)

**Garage Beckers, naamloze vennootschap,
Steyneveld, 3293 Diest**

H.R. Leuven 37723 — BTW 400.945.144

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen, die zal plaatshebben op 3 juni 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris-revisor;
5. Ontslag en benoeming;
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77087)

**Bedrijfsbouw, naamloze vennootschap,
Doornveld 15, 1730 Zellik**

H.R. Brussel 477546 — BTW 415.880.768

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 2 juni 1999 om 11.30 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 6. Statutaire benoemingen. 7. Varia. (77088)

**Immo-Bekko, naamloze vennootschap,
Mercuriuslaan 1, 3270 Scherpenheuvel**

H.R. Leuven 78694

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 21 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77089)

**Belfoods, naamloze vennootschap,
Pastorijstraat 49, 3120 Tremelo-Baal**

H.R. Leuven 71473 — BTW 433.568.620

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur (incl. Art. 60) 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders. 5. Rondvraag. Zich richten naar statuten. (77090)

**Belfor Logistics, naamloze vennootschap,
Westkaai 26-30, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 307972 — BTW 454.329.291

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Lezing van het verslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking jaarrekening per 31 december 1998.
3. Goedkeuring jaarrekening en aanwending resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag. (77091)

**Belfort International, naamloze vennootschap,
Dellestraat 33, 3550 Heusden-Zolder**

H.R. Hasselt 71290 — BTW 435.248.797

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 2 juni 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoeming bestuurders. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77092)

**Belgro, naamloze vennootschap,
Hasseltweg 307, bus 11, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 46914 — BTW 416.112.380

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring der jaarrekening afgesloten op 31 december 1998 met bestemming van het resultaat; 3. Kwijting aan de bestuurders; 4. Ontslag en benoeming bestuurders; 5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77093)

**Vanbelle, naamloze vennootschap,
Fabrieksweg 13, 8480 Eernegem**

H.R. Oostende 44645 — BTW 436.759.227

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 20.00 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998.
3. Bestemming van de resultaten.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Herbenoeming bestuurders plus afgev. bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77094)

**Bellefee, naamloze vennootschap,
Drie Koningstraat 2, 8710 Sint-Baafs-Vijve**

H.R. Kortrijk 91923 — BTW 416.168.305

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 juni 1999, te 10 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de jaarrekening; 3. Bestemming van het resultaat; 4. Kwijting aan bestuurders; 5. Varia. (77095)

**Expertise-Bureau Bellefroid, naamloze vennootschap,
Maastrichtersteenweg 11, bus 2, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 66827 — BTW 429.884.105

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 10 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (77096)

De raad van bestuur.

**Bellenco, naamloze vennootschap,
Parkstraat 56, 3730 Hoeselt**

H.R. Tongeren 73538

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 16 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77097)

**Bells Computercenter, naamloze vennootschap,
Bilzersteenweg 17A, 3730 Hoeselt**

H.R. Tongeren 73539 — BTW 450.165.617

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Ontslag en benoeming bestuurders.
5. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77098)

**Belparfi, naamloze vennootschap,
Skaldenstraat 1, 9042 Gent**

H.R. Gent 155828 — BTW 438.564.021

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op donderdag 3 juni 1999 te 10 uur.

Dagorde :

1. Verslagen raad van bestuur en de commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Ontlasting bestuurders en commissaris-revisor.
5. Benoemingen.
6. Allerlei.

Zich schikken naar de statuten. (77099)

**BeMa, naamloze vennootschap,
Amerikalei 220/30, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 321899 — BTW 459.640.636

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal plaatsvinden op 1 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Rondvraag. (77100)

**C.D. Bennett & Co Timber Importers, naamloze vennootschap,
Bosdreef 121A, 2950 Kapellen**

H.R. Antwerpen 263756 — BTW 434.465.473

Jaarvergadering op 7 juni 1999 te 18 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. (77101)

**Bens Zakenkantoor, naamloze vennootschap,
Drossaardshoevedreef 2, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 41329 — BTW 403.839.209

Jaarvergadering op de zetel van de vennootschap op 7 juni 1999 te 15 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Goedkeuring resultaatverwerking. 5. Benoemingen. 6. Varia. Zich schikken naar de statuten vereist. (77102)

Bentol's, naamloze vennootschap,
Polenlaan 51, 9170 Sint-Gillis-Waas
 H.R. Sint-Niklaas 45025 — BTW 432.154.202

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring Jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. (77103)

Berchemse Beheer- en Investerings Maatschappij,
naamloze vennootschap,
Kapellelaan 91, 1860 Meise

H.R. Brussel 611055

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 te 19 uur.

Agenda :

1. Verslagen van bestuurders.
2. Goedkeuring der jaarrekening per 31 december 1998.
3. Aanwending resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Rondvraag. (77104)

Immo Berlaar, naamloze vennootschap,
Smidstraat 358, 2590 Berlaar

H.R. Mechelen 75801

Jaarvergadering op 1 juni 1999 om 20.00 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77105)

Ter Bermen, naamloze vennootschap,
Moorenweg 7, 3670 Meeuwen-Gruitrode

H.R. Tongeren 63833

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 16 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Bespreking jaarrekening. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting bestuurders. 5. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 6. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77106)

De raad van bestuur.

Berode, naamloze vennootschap
Leopoldstraat 65, 3300 Tienen

H.R. Leuven 54466 — BTW 417.841.554

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag der Bestuurders.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77107)

Berry Finance, naamloze vennootschap,
Ingelmunstersteenweg 162, 8780 Oostrozebeke

H.R. Kortrijk 135641 — BTW 402.238.214

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen op 31 mei 1999 om 19.00 uur op de zetel van de vennootschap, met de volgende agenda :

1. Lezing van het jaarverslag.
2. Lezing van het verslag van de commissaris-revisor.
3. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
4. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
5. Lezing van het geconsolideerd jaarverslag.
6. Lezing van het verslag van de commissaris-revisor met betrekking tot de geconsolideerde jaarrekening per 31 december 1998.
7. Bespreking en kennisname van de geconsolideerde jaarrekening per 31 december 1998.
8. (Her)benoeming bestuurders.
9. (Her)benoeming commissaris-revisor.
10. Bezoldigingen.

(77108)

De raad van bestuur.

Berry Flight, naamloze vennootschap,
Ingelmunstersesteenweg 162, 8780 Oostrozebeke

H.R. Kortrijk 137076 — BTW 456.813.679

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen op 31 mei 1999, te 8u30 op de zetel van de vennootschap, met de volgende agenda :

1. Lezing jaarverslag.
2. Verslag van de commissaris-revisor.
3. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31.12.1998.
4. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
5. Bezoldigingen.
6. (Her)benoeming commissaris-revisor.
7. Rondvraag.

(77109)

De raad van bestuur.

De Beuckeleer, naamloze vennootschap,
Antwerpsesteenweg 79, 2390 Oostmalle

H.R. Antwerpen 283545 — BTW 444.192.989

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 2 juni 1999 te 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslag en herbenoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77110)

**Bewag, naamloze vennootschap,
Generaal Lemanpad 12, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 80294 — BTW 413.649.669

Datum algemene vergadering 1 juni 1999 om 11 uur.
Jaarrekening per 31.12.1998.

Agenda :

1. Lezing van het jaarverslag van de raad van bestuur
2. Bespreking van de jaarrekening per 31/12/1998
3. Goedkeuring jaarrekening en aanwending resultaat
4. Kwijting aan bestuurders
5. Rondvraag (77111)

**BF Invest, naamloze vennootschap,
Deurnestraat 281, 2640 Mortsel**

H.R. Antwerpen 280420 — BTW 403.873.059

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 2 juni 1999 om 17 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring jaarrekening per 22/12/1998; 3. Bestemming resultaat; 4. Kwijting bestuurders; 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77112)

**B & G Distribution, naamloze vennootschap,
Turnhoutsebaan 200, 2110 Wijnegem**

H.R. Antwerpen 309416 — BTW 454.651.470

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 2 juni 1999 te 14 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 4. Statutaire benoemingen. 5. Rondvraag. (77113)

**Bibitor, naamloze vennootschap,
Kunstlaan 5, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 74325 — BTW 438.504.732

Jaarvergadering op maandag 31 mei 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet. Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. Kwijting aan de bestuurders. Benoeming/herbenoeming bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (77114)

**Belgian International Carpet C°, naamloze vennootschap,
Walle 113, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 107042 — BTW 426.620.153

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Lezing jaarverslag en verslag commissaris-revisor;
 2. Bespreking jaarrekening afgesloten per 31 december 1998;
 3. Goedkeuring jaarrekening;
 4. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor;
 5. Benoemingen;
 6. Bezoldigingen;
 7. Diverse.
- Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (77115)

**Hof Ten Biezen, naamloze vennootschap,
Kasteeldreef 8, 9630 Zwalm**

H.R. Oudenaarde 39.639 — BTW 453.460.449

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen die zal plaats hebben op maandag 31 mei 1999 om 14.30 uur, op de maatschappelijke zetel, met volgende agenda :

1. Verslag artikel 60 Ven.W.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77116)

**Bijl, commanditaire vennootschap op aandelen,
Jan Van Rijswijcklaan 2, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 289169 — NN 446.928.191

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de zaakvoerder.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Decharge aan de zaakvoerder. (77117)

**Bilzen Centrum, naamloze vennootschap,
Demerlaan 3, 3740 Bilzen**

H.R. Tongeren 75699 — BTW 452.682.667

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 19 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77118)

**Bimmo, naamloze vennootschap,
Vuurkruislaan 16, 2610 Wilrijk (Antw.)**

H.R. Antwerpen 318798 — BTW 458.738.140

Jaarvergadering op 1 juni 1999 te 19 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1997. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77119)

**Biskajer, naamloze vennootschap,
Ganzestraat 13 8480 Ernegem**

H.R. Oostende 55302 — BTW 455.299.390

Jaarvergadering op 1 juni 1999 om 19 uur op de zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening per 31.12.1998.
2. Resultaatsaanwending.
3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding.
4. Ontslagen en benoemingen.
5. Varia.

(77120)

De raad van bestuur.

**Nieuwe en gebruikte Zakken L. Blockx, naamloze vennootschap,
De Brulen 46, 2370 Arendonk**

H.R. Turnhout 47157 — BTW 421.298.516

Overeenkomstig artikel 18 der statuten zal de gewone algemene jaarvergadering der aandeelhouders plaatshebben op dinsdag 1 juni 1999 om 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Verslag van de commissaris-revisor;
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998;
4. Bestemming van het resultaat;
5. Décharge aan bestuurders en commissaris;
6. Statutaire benoemingen.
7. Diversen.

De aandeelhouders dienen de statutaire bepalingen, in het bijzonder artikels 19 en 20, na te leven. (77121)

**Blockximmo, naamloze vennootschap,
De Brulen 46, 2370 Arendonk**

H.R. Turnhout 47156

Overeenkomstig artikel 19 der statuten zal de gewone algemene jaarvergadering der aandeelhouders plaatshebben op dinsdag 1 juni 1999 om 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Decharge aan bestuurders.
5. Statutaire benoemingen.
6. Diversen.

De aandeelhouders dienen de statutaire bepalingen, in het bijzonder artikels 20 en 21, na te leven. (77122)

**Group Blommaert, naamloze vennootschap,
Korselestraat 6, 9667 Sint-Maria-Horebeke**

H.R. Oudenaarde 37652

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering van 1 juni 1999 om 17 uur op de zetel van de vennootschap met als agenda : 1. jaarverslag. 2. goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. kwijting raad van bestuur. Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten.

(77123)

De raad van bestuur.

**Bloomsgrrove, naamloze vennootschap,
Kapellelaan 52, 3012 Wilsele**

H.R. Leuven 93841 — BTW 457.607.990

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 21 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77124)

**Blue Chip, naamloze vennootschap,
Diestsestraat 137, 3000 Leuven**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Leuven, nr. 49

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 19 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77125)

**Blumer, naamloze vennootschap,
Paterstraat 28, 8900 Ieper**

H.R. Ieper 26941 — NN 417.466.620

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 om 10 uur in de zetel van de vennootschap met volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Rondvraag. Zo de algemene vergadering een dividend toekent, zal dit betaalbaar zijn in de Kredietbank vanaf 30 juni 1998. (77126)

**BMS Micro-Nutrients, naamloze vennootschap,
Rijksweg 32, 2880 Bornem**

H.R. Mechelen 78578 — BTW 440.980.608

Algemene vergadering op 3 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Lezing van de jaarrekening per 31 december 1998.
2. Goedkeuring jaarrekening en aanwending resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag. (77127)

**B.M.S., naamloze vennootschap,
de Keyserlei 5, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 277462 — BTW 441.235.182

Algemene vergadering op 1 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Lezing van de jaarrekening per 31 december 1998;
2. Goedkeuring jaarrekening en aanwending resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders;
4. Rondvraag. (77128)

**Immo de Boeck, naamloze vennootschap,
Markt 19, 2490 Balen**

H.R. Turnhout 60549 — NN 435.112.108

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening 1998.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurder.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Benoeming/herbenoeming bestuurders.
6. Allerlei. (77129)

**Bouwmaterialen van de Boel, naamloze vennootschap
Rijksweg 974, 3650 Dilsen-Stokkem**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Goedkeuring der bezoldigingen.
5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77130)

**Te Boelaer Uitbreiding, naamloze vennootschap, in vereffening,
Leopold De Waelplaats 26, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 2708

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 te 17.30 uur.

Agenda :

1. Verslag vereffenaar.
2. Bespreking jaarrekening 31 december 1998.
3. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor.
4. Benoemingen.
5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering zich schikken naar de statuten. (77131)

**Bofas, naamloze vennootschap,
Nieuwlandstraat 31, 1000 Brussel**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die op de zetel van de vennootschap zal plaats vinden op 1 juni 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening van 31 december 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders. (77132)

**Van den Bogaert Brouwerij, naamloze vennootschap,
steenweg op Mechelen 55, 2830 Willebroek**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op woensdag 2 juni 1999 om 11 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten per 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan de bestuurders;
5. Ontslag en benoeming bestuurders.
6. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de artikelen 24 en 25 statuten. (77133)

**Bogaerts-Van Brempt, naamloze vennootschap,
Salielaan 8, 2520 Broechem**

H.R. Antwerpen 294229

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op dinsdag 1 juni 1999 te 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Resultaatverwerking.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoemingen.
6. Rondvraag.

Zich schikken naar de statuten om toegelaten te worden op de vergadering. (77134)

**De Boitselier Willy, naamloze vennootschap,
Fonteinstraat 9, 9400 Ninove**

BTW 456.831.891

Gewone algemene vergadering op 31 mei 1999 om 16 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van balans en resultatenrekening per 31.12.1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Decharge te verlenen aan bestuurders.
5. Ontslag en benoeming bestuurders.
6. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77135)

**Bokrijks Meubel, naamloze vennootschap,
Hasseltweg 457, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 69784 — BTW 444.310.676

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Beslissing over het voortzetten van de vennootschap. 6. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77136)

De raad van bestuur.

**Bolsa Benelux, naamloze vennootschap,
Zielestraat 45, 2275 Lille**

H.R. Turnhout 73859

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel aangezien de vergadering van 3 mei 1999 niet rechtsgeldig was samengeroepen.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders, ontslag en (her)benoeming.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77137)

**Bomiko, naamloze vennootschap,
Zeeldijk 828A3, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 69909

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering op dinsdag 1 juni 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel. Agenda : 1. Verslag bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuur en eventueel organen van toezicht. 4. Benoemingen. De aandeelhouders moeten hun effecten, minstens vijf dagen voor de algemene vergadering, deponeren op de maatschappelijke zetel of bij een statutair aangeduide bankinstelling. (77138)

**Bonfin, naamloze vennootschap,
Greesstraat 11, 2200 Herentals**

H.R. Turnhout 64197 — BTW 439.479.779

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering welke zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Statutaire benoemingen;
6. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.

(77139)

De raad van bestuur.

**Boonen, naamloze vennootschap,
Antwerpsesteenweg 855, 9041 Gent**

H.R. Gent 130308 — BTW 421.681.071

Jaarvergadering op 7 juni 1999 op de maatschappelijke zetel. Agenda : 1. Verslag raad van Beheer. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders en commissaris-revisor. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (77140)

**Immobiëlnmaatschappij Boost, naamloze vennootschap,
Noorderlaan 123, 2030 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 217449 — BTW 419.469.372.

Gewone algemene vergadering in de zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 te 12 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur en verslag van de controleur-aandeelhouder.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998 en winstaanwending.
3. Kwijting aan bestuurders en controleur-aandeelhouder.
4. Rondvraag. (77141)

**Borall, naamloze vennootschap,
Hasseltsedreef 109, 3512 Hasselt**

H.R. Hasselt 91735 — H.R. Hasselt 39030
BTW 413.059.157

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd op de jaarvergadering die zal plaatsvinden op de zetel op 3 juni 1999 om 17 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting aan de raad van bestuur. 4. Ontslag en benoeming bestuurders. 5. Rondvraag. (77142)

**Vandenborre Technology Associates, naamloze vennootschap,
Grootreesdijk 61, 2460 Kasterlee**

H.R. Turnhout 58630 — BTW 432.208.640

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening 1998.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Bestemming van het resultaat 1998.
5. Benoeming/herbenoeming bestuurders.
6. Allerlei. (77143)

**Borsellino, Naamloze vennootschap
Noordstraat 98, 8000 Roeselare**

H.R. Kortrijk 128327 — BTW 406.343.490

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op De zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening per 31 december 1998
2. Goedkeuring van de jaarrekening
3. Kwijting aan de bestuurders
4. Benoemingen.
5. Bezoldigingen
6. Allerlei

(77144)

De raad van bestuur.

**Immo Bosduin, naamloze vennootschap,
Hortensiadreef 3, 2920 Kalmthout**

H.R. Antwerpen 217174 — NN 419.349.905

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op dinsdag 1 juni 1999 te 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Statutaire benoemingen.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der titels op de maatschappelijke zetel, vijf dagen vóór de vergadering volgens artikel 21 der statuten. (77145)

**Immo Bosmans, naamloze vennootschap,
Paul Van Roosbroecklaan 74, 2220 Heist-op-den-Berg**

H.R. Mechelen 75721

Jaarvergadering op 1 juni 1999 om 20.00 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77146)

**Boule, naamloze vennootschap,
Puursesteenweg 302, 2880 Bornem**

H.R. Mechelen 66012 — BTW 436.706.965

De algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 te 10 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Rondvraag.

Aandeelhouders gelieven zich te schikken naar art. 20 en 21 van de statuten. (77147)

**Technisch Methodisch Bouwen, naamloze vennootschap,
Waverssteenweg 148, 3360 Bierbeek**

H.R. Leuven 53803

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 19 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art 60 ven. wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders. 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (77148)

**Immo Bree, naamloze vennootschap,
Franslaan 35C, bus 12, 8620 Nieuwpoort**

H.R. Veurne 31687

Jaarvergadering op 7 juni 1999 om 11 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (77149)

Namens de raad van bestuur.

**Breese Auto-Shop, naamloze vennootschap,
Bocholterkiezel 65, 3960 Bree**

H.R. Tongeren 47622 — BTW 416.640.932

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77150)

**J. Breijer Algemene Ondernemingen, naamloze vennootschap,
Koningin Astridlaan 37, bus 19, 2950 Kapellen**

H.R. Antwerpen 250861 — BTW 406.201.752

Jaarvergadering op maandag 31 mei 1999 op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring Jaarrekening; 3. Kwijting Bestuurders; 4. Benoeming Bestuurders; 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77151)

**Breslant, naamloze vennootschap,
Antwerpsesteenweg 124, 2630 Aartselaar**

H.R. Antwerpen 233688 — BTW 423.617.014

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Toepassing art. 104 Vennootschappenwet.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Statutaire benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de statuten. (77152)

De raad van bestuur.

Bresseleers-Pere, naamloze vennootschap,
Verhoevenlei 46, 2930 Brasschaat
 H.R. Antwerpen 220025 — BTW 419.964.072

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op maandag 31 mei 1999 om 10.00 uur.

Agenda :

1. Verslagen van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening 1998.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Benoemingen.
6. Voortzetting vennootschap.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering, gelieve men zich te schikken naar de statuten. (77153)

Bretam, naamloze vennootschap,
Kachtemsestraat 17, 8870 Izegem
 H.R. Kortrijk 130056 — BTW 450.415.540

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 17 uur, met volgende dagorde :

1. Lezing van de jaarrekening op 31 december 1998.
2. Goedkeuring van deze jaarrekening.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Benoemingen.
6. Verscheidene. (77154)

Britco, naamloze vennootschap,
Zamanstraat 66, bus 4, 9100 Sint-Niklaas
 H.R. Sint-Niklaas 46473

Jaarvergadering der aandeelhouders gehouden op de maatschappelijke zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 om 14 uur.

1. Jaarverslag
2. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998
3. Resultaatsbestemming
4. Ontheffing aan bestuurders
5. Benoemingen en Ontslagen
6. Varia

Om aan de jaarvergadering deel te nemen dient men zich te houden aan de statutaire voorschriften. (77155)

Brittom, naamloze vennootschap,
Gouverneur Roppesingel 83, 3500 Hasselt
 H.R. Hasselt 52300

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77156)

De raad van bestuur.

Broekx, naamloze vennootschap,
Dingenstraat 1, 3960 Bree
 H.R. Tongeren 81728 — BTW 459.870.565

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31.12.1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Decharge aan de bestuurders.
4. Varia.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77157)

Drukkerij Vanden Broele, naamloze vennootschap,
Lieven Bauwensstraat 33, 8200 Brugge
 H.R. Brugge 30312 — BTW 405.148.808

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering van donderdag 3 juni 1999 om 11 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
2. Kwijting aan de bestuurders.
3. (her)benoemingen en ontslag.
4. Bezoldigingen.
5. Rondvraag. (77158)

Immo Brom, naamloze vennootschap,
Kerkeveld 32, 3550 Zolder

H.R. Hasselt 83501

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 20.00 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. (77159)

Brouwers'Hof, naamloze vennootschap,
Dorpskring 21, 3210 Lubbeek

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Leuven, nr. 462

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 20 uur.

Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag.

Zich schikken naar de statuten.

(77160)

**Brouwers Armand, naamloze vennootschap,
Hoogbuul 34, 2400 Olen**

H.R. Turnhout 51376 — BTW. 424.847.132

De heren aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 11 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring der jaarrekeningen.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting over mandaat bestuurders.
5. Rondvraag.

Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht zich te houden aan de voorschriften van de statuten. (77161)

**Brunnel, naamloze vennootschap,
Lippenslaan 303, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 58187 — BTW 425.019.653

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering op dinsdag 1 juni 1999 om 11 uur. — Agenda : 1. Verslag bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuur en eventueel organen van toezicht. 4. Benoemingen. De aandeelhouders moeten hun effecten, minstens vijf dagen voor de algemene vergadering, deponeren op de maatschappelijke zetel of bij een statutair aangeduide bankinstelling. (77162)

**Werkhuizen De Bruyn, naamloze vennootschap,
Driehoekstraat 270, 2180 Ekeren**

H.R. Antwerpen 209838 — BTW 417.329.929

De aandeelhouders worden uitgenodigd om de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 te 18 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring van de Jaarrekening.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Ontslagen en benoemingen.
5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering dienen de aandeelhouders hun aandelen minstens vijf dagen voor de vergadering neer te leggen op de maatschappelijke zetel. (77163)

**Immo Bruyninx, naamloze vennootschap,
Sint-Truidersteenweg 250, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 62899 — BTW 426.455.649

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 31 mei 1999 om 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998; 2. Bestemming van het resultaat; 3. Benoemingen; 4. Kwijting aan de bestuurders.

Zich schikken naar de statuten. (77164)

**Bruyninx Invest, naamloze vennootschap,
Evence Coppélaan 40, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 80418 — BTW 458.316.189

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Benoemingen. 4. Kwijting aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (77165)

**Bryvan, naamloze vennootschap,
Ooststraat 31, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 118777

Jaarvergadering op 1 juni 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening op 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag.

Zich schikken naar de statuten. (77166)

**Brusselse Utiliteitsbouw, naamloze vennootschap,
Mandekensstraat 185, 9255 Buggenhout**

H.R. Dendermonde 51644

Gewone algemene vergadering op de maatschappelijke zetel, op 2 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Statutaire benoemingen. 6. Varia. (77167)

**Bueno Belgium, naamloze vennootschap,
Wakkenseheirweg 181, bus 1, 9800 Deinze**

H.R. Gent 171218 — BTW 451.289.926

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77168)

**Buurtslagers, naamloze vennootschap,
Venecolaan 25, 9880 Aalter**

H.R. Gent 157036 — BTW 414.116.219

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 juni 1999, om 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen voor de vergadering. (77169)

**Caber Consultancy, naamloze vennootschap,
Tisselrietweg 61, 3910 Neerpelt**

H.R. Hasselt 92915 — BTW 458.429.423

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders over het boekjaar 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslagen en benoemingen.
6. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77170)

**Cabri, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 38, 3650 Dilsen**

H.R. Tongeren 67528

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 10 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77171)

De raad van bestuur.

**Cafrane, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Meensestraat 179, 8870 Izegem**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 2 juni 1999 op de zetel te 16 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
 2. Lezing van de jaarrekeningen afgesloten op 31 december 1998.
 3. Goedkeuring van de jaarrekening en van de verwerking van de resultaten.
 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
 5. Rondvraag.
- Zich gedragen naar de statuten. (77172)

**De Caigny, naamloze vennootschap,
Spijkerstraat 79, 2910 Essen**

H.R. Antwerpen 293962 — BTW 448.690.128

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 20 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31.12.1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77173)

**Calldoor, naamloze vennootschap,
Einestraat 23, Oudenaarde**

H.R. Oudenaarde 32506 — BTW 433.667.796

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur conform art. 103 Ven.W.. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (77174)

**Immo Van Calster B & H, naamloze vennootschap,
Grote Steenweg 8, 2440 Geel**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering op 31 mei 1999 te 12 uur, op de maatschappelijke zetel te Geel, Grote Steenweg 8 te willen bijwonen.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Voorlegging en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Resultaatverwerking.
4. Kwijting verlenen aan de bestuurders.
5. Diversen.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (77175)

**Caluvan, naamloze vennootschap,
Oude Straat 17, 1910 Kampenhout**

H.R. Brussel 76549 — BTW 439.869.561

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 12 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders. 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (77176)

**Cambo, naamloze vennootschap,
Herenthoutsesteenweg 79, 2288 Bouwel**

H.R. Turnhout 48008

Gewone algemene vergadering op 2 juni 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

Bespreking van de jaarrekening 1998. Bespreking van de lopende mandaten. Rondvraag. (77177)

**Vande Capelle, naamloze vennootschap,
Meeuwenlaan 69, 8660 De Panne**

H.R. Veurne 32019 — BTW 439.109.793

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 2 juni 1999 te 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Goedkeuring van de jaarrekening ter neerlegging.
6. Vergoeding bestuurders.
7. Bevestiging stand lopende rekeningen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77178)

**De Nieuwe Capitole, naamloze vennootschap,
Gemeentestraat 15, 2060 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 193682 — BTW 412.976.807

De aandeelhouders worden uitgenodigd de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening
3. Aanwending van het resultaat
4. Kwijting over mandaat bestuurders
5. Rondvraag. (77179)

**Capri, naamloze vennootschap,
Nijverheidslaan 1575, 3660 Oplabbeek**

H.R. Tongeren 82400 — BTW 460.218.973

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 18 uur. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77180)

De raad van bestuur.

**Car Cleaning, naamloze vennootschap,
2430 Eindhout**

H.R. Turnhout 72736 — BTW 451.167.091

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Eventuele verklaringen m.b.t. art. 60 ter Sw. H.V.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwitantie te verlenen aan de bestuurders.
6. Aanpassing kapitaal-Euro.
7. Herbenoeming bestuurders.
8. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (77181)

**Car Top, naamloze vennootschap,
Kloosterstraat 17, 2180 Ekeren**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 11 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77182)

**Car Assistance Company, naamloze vennootschap,
steenweg op Gierle 355, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 41076

De gewone algemene vergadering zal worden gehouden op de maatschappelijke zetel, op 1 juni 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Lezing van de jaarrekening.
 3. Goedkeuring van de jaarrekening over het afgelopen boekjaar.
 4. Kwijting aan de bestuurders.
 5. Rondvraag.
- Zich gedragen naar de voorschriften van de statuten. (77183)

**Carimmo, naamloze vennootschap,
Grote Steenweg 12, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 67368 — BTW 444.468.351

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 16 uur met als agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan de bestuurder;
5. Ontslagen en benoemingen;
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen in de statuten. (77184)

**Carlitos, naamloze vennootschap,
Moggeweidestraat 20, 3570 Alken**

H.R. Tongeren 73625 — BTW 450.206.001

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op donderdag 3 juni 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Venn. wet.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting aan de bestuurders.
6. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77185)

**Carnifex, naamloze vennootschap,
Meensesteenweg 332, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 124025 — BTW 406.755.840

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen die zal door gaan op 1 juni 1999 om 17 uur, Meensesteenweg 332, Roeselare.

Agenda :

1. Artikel 60 HVW.
2. Voorlezing van de verslagen van de raad van bestuur en de commissaris-revisor.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 29 december 1998, bestemming resultaat.
4. Kwijting bestuurders en commissaris-revisor.

5. Benoemingen zo nodig.

6. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moeten de aandeelhouders hun aandelen op de maatschappelijke zetel, deponeren vijf werkdagen vóór de algemene vergadering. (77186)

**Carrier Carol, commanditaire vennootschap op aandelen,
Emiel Clauslaan 105, 9800 Deinze**

H.R. Gent 163784

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarlijkse algemene vergadering die plaats zal vinden op donderdag 3 juni 1999 om 10 uur, op de maatschappelijke zetel te Deinze, met volgende dagorde :

1. Verslag van de zaakvoerders.
2. Lezing van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Goedkeuring van voornoemde stukken.
4. Kwijting van zijn bestuur aan de zaakvoerder.
5. Bestemming van het resultaat.
6. Varia.

Om tot de vergadering toegelaten te worden dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (77187)

**Carrières de la Préalles, société anonyme,
rue de la Préalles 31, 4140 Chanxhe (Sprimont)**

R.C. Liège 7931 — T.V.A. 403.974.910

Assemblée générale le 31 mai 1999 à 14 h., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration (art. 60). 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Destination du résultat. 4. Décharge, dénomination et nomination des administrateurs. Se conformer aux statuts. (77188)

**Cartell-Im, naamloze vennootschap,
Eikendreef 7, 8210 Loppem**

H.R. Brugge 71551 — NN 440.304.081

Jaarvergadering op 7 juni 1999 om 18 uur in de zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 2. Resultaatsaanwending. 3. Kwijting aan bestuurder en goedkeuring van hun vergoeding; 4. Ontslagen en benoemingen; 5. Rondvraag.

(77189)

De raad van bestuur.

**Casafloora, naamloze vennootschap,
Brusselsesteenweg 36, 9090 Melle**

H.R. Gent 144453 — NN 429.505.607

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen op 1 juni 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel van de vennootschap te Melle, met volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening dd. 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders. (77190)

**Keukeninterieur Cascan, naamloze vennootschap,
Bredabaan 792, 2930 Brasschaat**

H.R. Antwerpen 299710 — BTW 451.152.443

Jaarvergadering ten zetel op 31 mei 1999 om 14 uur. — Agenda : 1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening op 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Schikken naar de statuten. (77191)

**Algemeen Beheer Casier, naamloze vennootschap
Sint-Elooistraat 2, 8540 Deerlijk**

H.R. Kortrijk 112207 — BTW 430.556.571

De aandeelhouders worden uitgenodigd de gewone algemene vergadering bij te wonen, die zal plaatshebben op dinsdag 1 juni 1999 om 10 uur, op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking van de jaarrekening en de toelichting.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
4. Aanwending van het resultaat.
5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
6. Statutaire benoemingen. (77192)

**Casmaer, naamloze vennootschap,
Leuvensesteenweg 344, 3190 Boortmeerbeek**

H.R. Leuven 84201

Gewone algemene vergadering op maandag 31 mei 1999 te 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring der jaarrekening per 31 december 1998.
 2. Bestemming van het resultaat.
 3. Kwijting aan de bestuurders.
 4. Diversen.
- De aandelen dienen gedeponereerd te worden minstens vijf dagen voor de vergadering op de maatschappelijke zetel. (77193)

**Brouwerij P. Cassimon, naamloze vennootschap,
Noordeind 15, 2920 Kalmthout**

H.R. Antwerpen 267842 — BTW 436.538.206

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering die zal plaatsvinden op 31 mei 1999 te 11 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening.
 3. Bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting aan de bestuurders.
 5. Allerlei.
- De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (77194)

**« Clean Any-Thing », in het kort : « C.A.T. », naamloze vennootschap,
Moerelei 16/30, 2610 Antwerpen (Wilrijk)**

H.R. Antwerpen 273494 — BTW 438.854.031

De aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 te 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting bestuurders.
5. Ontslag en benoemingen.
6. Art. 103 SWHV.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de voorschriften van de statuten. (77195)

Catimmo, naamloze vennootschap,
Weverstraat 34, Asse
 H.R. Brussel 500132

De Heren Aandeelhouders worden opgeroepen tot de Jaarvergadering welke zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 20 uur op de Zetel van de Vennootschap.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998;
3. Kwijting te verlenen aan de Bestuurders;
4. Ontslag en benoeming bestuurders.
5. Rondvraag.

Om tot de Vergadering toegelaten te worden, dienen de Heren aandeelhouders zich te schikken naar de Statuten. (77196)

Le Caveau De France, naamloze vennootschap,
Lindenlei 25, 2640 Mortsel

H.R. Antwerpen 198029 — BTW 414.261.165

Jaarvergadering op dinsdag 1 juni 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening en resultaatrekening.
3. Bestemming resultaten.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Rondvraag. Titels neerleggen op de maatschappelijke zetel vijf dagen voor de vergadering. (77197)

Cavila, naamloze vennootschap,
Visserij 63, 9000 Gent

Register van de burgerlijke vennootschappen
 die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
 Gent, nr. 96

De jaarvergadering zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 11 uur op de zetel.

Agenda :

1. Lezing van het jaarverslag en lezing van het verslag van de commissaris-revisor.
2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
5. Vergoeding der bestuurders. (77198)

Consult C.C., naamloze vennootschap,
Keizer Karellaan 378, 1083 Ganshoren

H.R. Brussel 551402 — BTW 445.360.751

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 18 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur (incl. art. 60). 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77199)

CDH, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Park ter Kouter 13, 9070 Destelbergen

Register van de burgerlijke vennootschappen
 die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
 Gent, nr. 130

Bijeenroeping jaarvergadering

Overeenkomstig de statuten worden de aandeelhouders verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 om 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van de resultaten.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (77200)

Common Economical Builders,
afgekort : « C.E.B. », naamloze vennootschap,
Gouverneur Roppesingel 83, 3500 Hasselt

H.R. Hasselt 55312

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (77201)

De raad van bestuur.

Celimmo, naamloze vennootschap,
Valkenweg 2, 2360 Oud-Turnhout

Register van de burgerlijke vennootschappen
 die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
 Turnhout, nr. 471
 BTW 460.031.804

De aandeelhouders worden uitgenodigd de algemene vergadering bij te wonen die zal worden gehouden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 te 19 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Ontslagen en benoemingen.
5. Rondvraag. (77202)

**Firma Herman Cels, naamloze vennootschap,
Kerkelei 14, 2550 Waarloos**

H.R. Antwerpen 293274 — BTW 420.673.855

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 31 mei 1999 te 14 uur op de zetel van de vennootschap. — Agenda :
1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring der voorgelegde jaarrekening per 31/12/1998. 3. Resultaatbestemming. 4. Emolumenten. 5. Kwijting aan de bestuurders. 6. Benoemingen en ontslagen. 7. Varia. Zich schikken naar de statuten. (77203)

**Hotel-Festzaal Century, naamloze vennootschap,
Nederweg 24, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 127082 — BTW 447.634.511

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 om 15 uur, met als agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998.

2. Kwijting aan de bestuurders.

3. Benoemingen.

4. Bezoldigingen.

(77204)

De raad van bestuur.

**De Ceunynck en Co, naamloze vennootschap,
Kontichsesteenweg 36, 2630 Aartselaar**

H.R. Antwerpen 291459 — BTW 447.982.919

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 om 19 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.

3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

5. Benoemingen.

6. Rondvraag - Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77205)

**Chade, naamloze vennootschap,
Elzenlaan 24, 8670 Koksijde**

H.R. Veurne 37473 — BTW 461.818.473

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 juni 1999, om 9 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen voor de vergadering. (77206)

**Charlimmo, naamloze vennootschap,
Charleslei 28, 2930 Brasschaat**

H.R. Antwerpen 292420

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 te 15.00 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.

3. Ontslag en benoeming bestuurders.

4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77207)

**Cheffertons, naamloze vennootschap,
Groendalstraat 16, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 289409 — BTW 446.866.825

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Bespreking jaarverslag raad van bestuur.

2. Bespreking jaarrekening per 31 december 1998.

3. Goedkeuring jaarrekening en aanwending resultaat.

4. Kwijting aan bestuurders.

5. Varia.

(77208)

**Cheops Technology, naamloze vennootschap,
Jozef Verbovenlei 91, 2100 Antwerpen**

BTW 438.846.311

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 2 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur;

2. Voorlegging en goedkeuring jaarrekening;

3. Resultaatverwerking;

4. Kwijting aan de bestuurders;

5. Eventuele ontslagen en/of benoemingen;

6. Eventuele strijdige of zijdelingse belangen;

7. Rondvraag en diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77209)

**Christimmo, naamloze vennootschap,
Zandvleugestraat 12, 8755 Ruiselede**

H.R. Brugge 79338

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;

2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998;

3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders + herbenoeming;

4. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77210)

Cigralux, naamloze vennootschap,
F. Liederickstraat 23, 8530 Harelbeke
 H.R. Kortrijk 70523 — BTW 405.395.662

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 15 u, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening over het boekjaar 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting verlenen aan bestuurders.
5. Ontslag en benoeming van bestuurders.
6. Rondvraag.

Neerlegging van de titels ten minste vijf dagen vóór de algemene vergadering in de maatschappelijke zetel. (77211)

Cin-Yirco, naamloze vennootschap,
Vleerakkerstraat 32, 2100 Deurne (Antwerpen)

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 12 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77212)

Immo Cinsof, naamloze vennootschap,
Bocholterkiezel 69, 3960 Bree
 H.R. Tongeren 57626

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 17 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77213)

City, naamloze vennootschap,
Zilverstraat 14, 8000 Brugge

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 20 uur.

1. Lezing Verslag raad van Beheer; 2. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december en aanwending van het resultaat; 3. Vergoeding bedrijfsleiders. 4. Ontlasting aan de bestuurders; 5. Ontslag en benoeming van bestuurders; 6. Bijzonder verslag van de raad van bestuur inzake de toepassing van art. 103 en 104; 7. Toepassing artikel 103 S.W.H.V.; 8. Allerlei. (77214)

Claes Leon Verzekeringen, naamloze vennootschap,
Thiewinkelstraat 23, 3560 Lummen

H.R. Hasselt 67896 — BTW 438.063.183

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31.12.1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Décharge aan de bestuurders.
4. Ontslag en benoemingen bestuurders.
5. Varia.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77215)

Immo Claessen, naamloze vennootschap,
Koeistraat 32, 2370 Arendonk

H.R. Turnhout 64752

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998
3. Bestemming van het resultaat
4. Kwijting aan de bestuurders
5. Allerlei.

Zich richten naar de statuten. (77216)

Claessen, naamloze vennootschap,
Koeistraat 28, 2370 Arendonk

H.R. Turnhout 48326 — BTW 422.216.551

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998
3. Bestemming van het resultaat
4. Kwijting aan de bestuurders
5. Allerlei.

Zich richten naar de statuten. (77217)

A. Clarysse & C°, naamloze vennootschap,
Vichtesteenweg 142, 8540 Deerlijk

H.R. Kortrijk 9180 — BTW 405.396.058

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de gewone algemene vergadering die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 om 9 uur, op de maatschappelijke zetel, met volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Lezing van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Goedkeuring van voornoemde stukken. 4. Kwijting van hun bestuur aan de leden van de raad van bestuur. 5. Herbenoeming commissaris-revisor. 6. Bestemming resultaat. 7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht, om tot de vergadering toegelaten te worden, zich te schikken naar de statuten. (77218)

**Claudine, naamloze vennootschap,
Gentsesteenweg 1188, 1080 Sint-Agatha-Berchem**

H.R. Brussel 555592 — BTW 446.749.534

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd tot de gewone algemene vergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan de bestuurders;
5. Rondvraag.

Om de vergadering bij te wonen, worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de artikelen 22 en 23 van de statuten.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering worden de aandeelhouders verzocht, ten laatste vijf werkdagen voor de algemene vergadering, op de hoogte te brengen van hun voornemen om aanwezig of vertegenwoordigd te zijn, alsook van het aantal aandelen waarvoor zij eraan zullen deelnemen. (77219)

De Raad van Bestuur.

**Cleerbeek, naamloze vennootschap,
Kasteeldreef 4, 3390 Tielt-Winge**

H.R. Leuven 80068 — BTW 443.824.389

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders.
5. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77220)

**Cleydael Invest, naamloze vennootschap,
Cleydaallaan 26, 2630 Aartselaar**

H.R. Antwerpen 273699 — BTW 431.386.813

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de statutaire algemene vergadering op 1 juni 1999 te 15 uur op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag over de jaarrekening door de accountant.
2. Goedkeuring van de jaarrekening en het verslag van de raad van bestuur.
3. Kwijting aan de bestuurders en de accountant.
4. Varia (77221)

**Clicque, naamloze vennootschap,
Fabriekslaan 16, 8880 Ledegem**

H.R. Kortrijk 114870 — BTW 433.510.321

De aandeelhouders worden verzocht de gewone vergadering bij te wonen, die zal plaatshebben op dinsdag 1 juni 1999 om 10.00 uur, in de maatschappelijke zetel, met volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Lezing van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Goedkeuring van de jaarrekening. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Goedkeuring van de toewijzing van het resultaat. 6. Rondvraag. 7. Varia. 8. Benoeming bestuurders.

(77222)

De raad van bestuur.

**Apoteek Cnockaert, naamloze vennootschap,
te 2960 Brecht, Gemeenteplaats 30**

H.R. Antwerpen 203880 — BTW 415.789.807

Hierbij nodigen wij de aandeelhouders uit op de jaarvergadering welke zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel te Brecht op 1 juni 1999 om 9 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de jaarrekening;
3. Bestemming van het resultaat; 4. Kwijting aan de bestuurders;
5. Ontslag en benoeming bestuurders. (77223)

**Coaching Consult, naamloze vennootschap,
Appeldijkstraat 24, 2880 Weert-Bornem**

H.R. Antwerpen 287872 — BTW 446.220.289

Gewone algemene vergadering op 1 juni 1999 te 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring jaarrekening 1998;
3. Aanwending van het resultaat;
4. Kwijting bestuurders;
5. Statutaire benoemingen.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering gelieve men zich te schikken naar artikel 23 der statuten. (77224)

**Special Coatings, naamloze vennootschap,
Sint-Annastraat 35, 3560 Lummen**

H.R. Hasselt 72230

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77225)

De raad van bestuur.

**Cobra, naamloze vennootschap,
Boudewijnlaan 41C, bus 4, 2220 Heist-op-den-Berg**

H.R. Mechelen 67444 — BTW 434.004.526

Jaarvergadering op 2 juni 1999 op de maatschappelijke zetel. Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Verlenging mandaat bestuurder en afgevaardigd bestuurder. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77226)

**D.L. De Cock & Co, naamloze vennootschap,
Bredabaan 860, 2170 Merksem**

H.R. Antwerpen 250818 — BTW 428.725.350

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 te 11 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998;
2. Bestemming van het resultaat;
3. Kwijting aan de bestuurders;
4. Bezoldigingen;
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (77227)

**De Cock, naamloze vennootschap,
Bremstraat 80, 3620 Lanaken**

H.R. Tongeren 46991 — BTW 416.126.337

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 16 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (77228)

Namens de raad van bestuur.

**Codimmo, naamloze vennootschap,
Sint-Damiaanstraat 20, 2160 Wommelgem**

BTW 429.397.323

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, op 31 mei 1999 om 20 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur;
2. Voorlegging en goedkeuring jaarrekening;
3. Resultaatverwerking;
4. Kwijting aan de bestuurders;
5. Eventuele ontslagen en/of benoemingen;
6. Eventuele strijdige of zijdelingse belangen;
7. Rondvraag en diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77229)

**Etablissements Coenen, naamloze vennootschap,
Sint-Barbarastraat 137, 3300 Kuntich (Tienen)**

H.R. Leuven 63966

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 17 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77230)

**Theo Coertjens International, société anonyme,
naamloze vennootschap,
Klein Veerle 101, 2960 Sint-Lenaarts**

H.R. Antwerpen 321867 — BTW 460.099.308

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en de commissarissen-revisor.
5. Rondvraag

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77231)

**Cogab, naamloze vennootschap,
Bouwelsesteenweg 3, 2560 Nijlen**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Benoemingen;
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77232)

**Co-In-Or, naamloze vennootschap,
Elstrekenweg 35, 3520 Zonhoven**

H.R. Hasselt 87032 — BTW 453.148.663

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering die zal doorgaan op de zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 om 18 uur, met als dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur.
5. Goedkeuring van de bezoldigingen.
6. Ontslagen en benoemingen.
7. Rondvraag. (77233)

**Colorphone, naamloze vennootschap
Kipdorpvest 27A, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 321630 — BTW 457.974.117

Bijeenroeping algemene vergadering aandeelhouders, op de maatschappelijke zetel d.d. 1 juni 1999 te 20 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur en zijn goedkeuring.
2. Bespreking jaarrekening per 31 december 1998.
3. Goedkeuring bestemming van het resultaat.
4. Kwijting bestuurders.
5. Goedkeuring van de bezoldigingen toegekend aan de bestuurders.
6. Rondvraag. (77234)

**Colpaert, naamloze vennootschap,
Zeedijke Het Zoute 823/824, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 73848 — BTW 413.857.725

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering op 2 juni 1999 om 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Verslag betreffende controle toezicht.
3. Goedkeuring der jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Bezoldiging van de mandatarissen.
6. Vergoeding van het kapitaal en de lopende rekeningen.
7. Benoeming bestuurders.
8. Kwijting aan de bestuurders.
9. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77235)

**Columbus, naamloze vennootschap,
Kunstlei 24, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 326334

De heren aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 20 uur.

Agenda :

1. lezing van de jaarverslagen van de raad van bestuur.
2. bespreking en goedkeuring van de jaarrekening.
3. kwijting aan de bestuurders.
4. toewijzing van het resultaat.
5. rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (77236)

**Bureau voor Commerciële Verwerking, B.C.V.,
naamloze vennootschap,
Waregemseweg 146a, 9790 Wortegem-Petegem**

H.R. Oudenaarde 27682 — BTW 424.342.138

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op donderdag 3 juni 1999 om 16 uur, in de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepaling van de statuten. (77237)

**R & H Company, naamloze vennootschap,
Noordheuvel 49, 2990 Wuustwezel**

H.R. Antwerpen 264595 — BTW 434.750.733

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 12 uur. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (77238)

Namens de raad van bestuur.

**Compodac Service Bureau, naamloze vennootschap,
Stroobantsstraat 15, 3040 Huldenberg**

H.R. Leuven 62884 — BTW 425.093.689

Jaarvergadering op 1 juni 1999 te 16 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van Bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77239)

**EOC Belgium, naamloze vennootschap,
Industriezone « De Bruwaen » 24, 9700 Oudenaarde**

H.R. Oudenaarde 26835 — BTW 422.191.708

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 16 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verrichtingen in toepassing van art.60 van de vennootschap-penwet.
2. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.
3. Goedkeuring van de jaarrekening en van de verwerking der resultaten op 31 december 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
6. Benoemingen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de bepalingen van de statuten. (77240)

**EOC Management, naamloze vennootschap,
Durmakker 35, 9940 Evergem**

H.R. Gent 37748 — BTW 422.191.609

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verrichtingen in toepassing van art.60 van de vennootschap-penwet.
2. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.
3. Goedkeuring van de jaarrekening en van de verwerking der resultaten op 31 december 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
6. Benoemingen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de bepalingen van de statuten. (77241)

**Concordimo, naamloze vennootschap,
d'Herbouvillekaai 80, 2020 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 235594 — BTW 424.731.524

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, d'Herbouvillekaai 80, 2020 Antwerpen op dinsdag 1 juni 1999 om 11 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Statutaire benoemingen.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering, gelieve men zich te schikken naar artikel 25 der statuten. (77242)

**Concordinvest, naamloze vennootschap,
Van Putlei 66, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 236568 — B.T.W. 425.313.128

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, Van Putlei 66, 2018 Antwerpen op 1 juni 1999 te 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting bestuurders.
5. Statutaire benoemingen.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering gelieve men zich te schikken naar artikel 26 der statuten. (77243)

**Condeco, naamloze vennootschap,
Heernisse z/nr, 8600 Diksmuide**

H.R. Veurne 23671 — BTW412140033

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 om 16u00 op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten, inzake stemrecht en vertegenwoordiging. (77244)

**Confidentia, naamloze vennootschap,
te 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 191040

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, Italiëlei 187, Antwerpen, op 1 juni 1999 te 14 uur.

Agenda :

1. Verslagen van bestuurders en commissaris.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming der uitslagen.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Rondvraag. (77245)

**Connect, naamloze vennootschap,
Kapellei 213, 2980 Sint-Antonius-Zoersel**

H.R. Antwerpen 248645 — BTW 427.992.209.

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Bestemming van de resultaten.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77246)

**Immoconsult, naamloze vennootschap,
Lierssesteenweg 225, 2220 Heist-op-den-Berg**

H.R. Mechelen 84180 — NN 440.228.263

De dames en heren aandeelhouders worden uitgenodigd op de gewone algemene vergadering die op 3 juni 1999 zal worden gehouden op de maatschappelijke zetel te 19 uur, en zal beraadslagen over volgende agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Jaarrekening 31 december 1998- Bestemming resultaat.
3. Décharge, ontslag en benoeming bestuurders.
4. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen overeenkomstig de statutaire bepalingen. (77247)

**Consultant Partners, naamloze vennootschap,
Merksemsebaan 9, 2110 Wijnegem**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 19 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77248)

**Contra, naamloze vennootschap
Rogier Van der Weydenlaan 3, 9051 Gent**

H.R. Gent 164989 — BTW 447.052.610

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 20 uur. — Agenda : 1. Jaarverslag raad van bestuur 2. Goedkeuring jaarrekening 3. Bestemming resultaat 4. Kwijting bestuurders 5. Rondvraag. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (77249)

**Convents Products, naamloze vennootschap,
Laakstraat 53, 3582 Beringen (Koersel)**

H.R. Hasselt 29420 — BTW 401.289.988

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Lezing van het verslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en aan de commissaris.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77250)

**Cools & Co, naamloze vennootschap
te 2018 Antwerpen, Clementinostraat 70**
H.R. Antwerpen 247160 — BTW 427.555.610

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 2 juni 1999 om 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

De aandeelhouders worden verzocht te handelen conform artikel 21 van de statuten. De neerlegging van de aandelen dient te gebeuren op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Artikel 60 vennootschappenwet.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring bezoldiging bestuurder en goedkeuring opname voorschotten.
4. Goedkeuring van de jaarrekening over het boekjaar van 01 januari 1998 tot en met 31 december 1998.
5. Bestemming van het resultaat.
6. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
7. Statutaire benoemingen.
8. Allerlei. (77251)

**Cornelis Heating, naamloze vennootschap,
Nieuwenrodestraat 60, 1861 Wolvertem**
H.R. Brussel 486166 — BTW 429.872.524

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 31 mei 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring van de vergoeding van de bestuurders.
3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
4. Goedkeuring van de bestemming van het resultaat.
5. Kwijting aan de bestuurders. (77252)

**Corporate Xpertise, naamloze vennootschap,
Thonetlaan 110, 2050 Antwerpen**
H.R. Antwerpen 326626

De algemene vergadering heeft plaats op 4 juni 1999 om 18 uur te 2050 Antwerpen, Thonetlaan 110. — Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening en bestemming van het resultaat. 2. Kwijting aan bestuurders. 3. Ontslagen en benoemingen. 4. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (77253)

**Immo en Beheer Corta, naamloze vennootschap,
Prins de Merodelaan 77, 3271 Averbode**
H.R. Leuven 79999

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 19 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van Bestuur.
2. Goedkeuring van de jaar- en resultatenrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Goedkeuring bezoldiging bestuurders en opname voorschotten.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders gelieven vijf dagen op voorhand hun aandelen neer te leggen op de maatschappelijke zetel. (77254)

**De Coster & Co, naamloze vennootschap,
Oeleinderheide 13, 3665 As**

H.R. Tongeren 38757 — BTW 402.904.940

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 te 19 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77255)

**Ville de Courtrai, naamloze vennootschap
Weidenstraat 38, 8520 Kuurne**

H.R. Kortrijk 121729 — BTW 441.083.249

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 3 juni 1999 om 10.00 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77256)

**Courtrimmo, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van naamloze vennootschap,
Weidenstraat 38, 8520 Kuurne**

Jaarvergadering op dinsdag 1 juni 1999 te 11 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77257)

**Elektro Cox, naamloze vennootschap,
Koolmijnlaan 7, 3580 Beringen**

H.R. Hasselt 70395 — BTW 434.216.540

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 te 18 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 maart 1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag.

Zich schikken naar de statuten. (77258)

**C & P Furnitures, naamloze vennootschap,
Langendijkstraat 5a, 3690 Zutendaal**

H.R. Tongeren 67388 — BTW 439.356.352

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (77259)

Namens de raad van bestuur.

**Consultants Personnel Management, naamloze vennootschap,
Brusselsesteenweg 74A, 9090 Melle**

H.R. Gent 127148 — BTW 420.050.976

Jaarvergadering op 1 juni 1999 om 15 uur op de zetel.

Agenda :

1. Toepassing art. 60 Venn.wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 maart 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Bezoldiging bestuurders. 6. Kwijting aan bestuurders. 7. Ontslag/benoeming bestuurders. 8. Rondvraag.

Wil u schikken naar de statuten. (77260)

**C.P.O., naamloze vennootschap,
Eikenstraat 16, 2000 Antwerpen**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering op 1 juni 1999 te 11 uur, op de maatschappelijke zetel te Antwerpen, Eikenstraat 16 te willen bijwonen.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Voorlegging en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Resultaatverwerking.
4. Kwijting verlenen aan de bestuurders.
5. Diversen.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (77261)

**Craeghs-Invest, naamloze vennootschap,
Molenweg 87, 3680 Maaseik**

H.R. Tongeren 72257

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 11 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77262)

De raad van bestuur.

**Electro Craeghs Janssen, naamloze vennootschap,
Solterweg 62, 3960 Bree (Tongerlo)**

H.R. Tongeren 72256 — BTW 448.250.955

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 10 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77263)

De raad van bestuur.

**Craeyenbosch, naamloze vennootschap,
Kraaijenbosstraat 20, 2360 Oud-Turnhout**

H.R. Turnhout 66418

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, op de maatschappelijke zetel, op dinsdag 1 juni 1999 om 18 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.

5. Rondvraag.

Neerlegging aandelen : vijf dagen voor de algemene vergadering op de maatschappelijke zetel. (77264)

**Creacar, naamloze vennootschap,
Industrielaan 2, 3730 Hoeselt**

H.R. Tongeren 64013 — BTW 433.993.440

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.

5. Rondvraag. (77265)

**Creal, naamloze vennootschap,
Ooievaarstraat 16, 3920 Lommel**

H.R. Hasselt 78309 — BTW 443.924.854

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77266)

**Creve Drinks, naamloze vennootschap,
Oostmoer 127, 9950 Waarschoot**

H.R. Gent 175064 — BTW 453.593.081

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 16.00 uur op de maatschappelijke zetel, met volgende agenda :

1. Verslag artikel 60 Ven.W.;
2. Goedkeuring van de jaarrekening;
3. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris;
4. Benoeming bestuurders;
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77267)

**Crewill, naamloze vennootschap,
Lippenslaan 10, app. 51, Knokke**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 15 uur op de maatschappelijke zetel.

1. Goedkeuring jaarrekening. 2. Kwijting van bestuur aan de bestuurders. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Samenstelling raad van bestuur. 5. Rondvraag. (77268)

**Croda Adhesives Europe, naamloze vennootschap,
Hoogboomsteenweg 166, 2950 Kapellen**

H.R. Antwerpen 116016 — BTW 403.814.760

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 2 juni 1999 om 15 uur op de zetel van de vennootschap, met volgende agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur en verslag van de commissaris-revisor.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
 3. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
 4. Bestemming van de resultaten.
 5. Benoemingen.
 6. Bevestiging van de niet-bezoldiging van de opdracht van de bestuurders;
 7. Rondvraag.
- (77269) De raad van bestuur.

**Crown Burger, naamloze vennootschap,
Hovenierstraat 55/3, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 53139 — BTW 426.453.471

De jaarlijkse statutaire vergadering wordt gehouden op dinsdag 1 juni 1999 om 18.00 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Lezing van het verslag van de raad van bestuur
2. Lezing van het Bijzonder Verslag van de raad van bestuur - art. 103 en 104 vennwet;
3. Lezing van de jaarrekening per 31 december 1998.
4. Goedkeuring van voornoemde stukken
5. Kwijting aan de bestuurders.
6. Vergoeding bestuurders.
7. Beslissing inzake verderzetting van de activiteiten; art. 103 en 104 vennwet.
8. Aanwending van het resultaat.
9. Diversen

De aandeelhouders die de vergadering wensen bij te wonen, dienen zich volgens de standregelen te schikken. (77270)

**Decruy Transport, naamloze vennootschap,
Iepersesteenweg 78, 8650 Merkem**

H.R. Veurne 37250 — BTW 434.882.474

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 2 juni 1999 te 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77271)

**Vera Cruz, naamloze vennootschap,
Kolonel Begaultlaan 21c, 3000 Leuven (Wilsele)**

H.R. Leuven 85824 — BTW 449.525.417

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de bedrijfszetel gelegen aan de Kolonel Begaultlaan 21 te 3000 Leuven (sectie : Wilsele) op maandag 31 mei 1999 om 20 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77272)

**« Cryns Carrosserie Center », naamloze vennootschap,
Vredebaan 90, 2640 Mortsel**

H.R. Antwerpen 166594 — BTW 405.795.045

De aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 te 20 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring jaarrekening;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting bestuurders;
5. Ontslag en benoemingen;
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de voorschriften van de statuten. (77273)

**Cubus, naamloze vennootschap,
Runkstersteenweg 407, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 81246 — BTW 447.784.068

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering op 1 juni 1999 om 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. jaarverslag van de raad van bestuur;
 2. jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
 3. bestemming van het resultaat;
 4. kwijting te verlenen aan de bestuurders;
 5. Ontslag en benoeming van bestuurders;
 6. rondvraag.
- (77274)

**Cum Laude, naamloze vennootschap,
Leopoldslei 7, 2930 Brasschaat**

H.R. Antwerpen 265487 — BTW 438.586.092

Jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 31 mei 1999, te 11 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Varia. Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen vóór de vergadering. (77275)

**Cumax, naamloze vennootschap,
Kieselstraat 28, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 71701 — BTW 447.440.511

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 11 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Bekrachtiging van voorlopige benoemingen. 6. Varia. Zich richten naar de statuten. (77276)

Namens de raad van bestuur.

**Cura Del Corpo, naamloze vennootschap,
Park Kiewitheide 14, 3620 Lanaken**

H.R. Tongeren 70346 — BTW 445.058.665

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 10 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Beslissing over het voortzetten van de vennootschap. 6. Varia. Zich richten naar de statuten. (77277)

De raad van bestuur.

**Cuvimo, naamloze vennootschap,
Kerkhofstraat 1, 3530 Houthalen-Helchteren**

H.R. Hasselt 53199 — NN 419.090.280

Jaarvergadering op 4 juni 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (77278)

De raad van bestuur.

**De Daal, naamloze vennootschap,
Daalstraat 61 3690 Zutendaal**

H.R. Tongeren 81735 — BTW 459.780.988

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de bestuurders over het boekjaar 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening 31 december 1998.
3. Bestemming van de winst.
4. Décharge van de bestuurders.
5. Rondvraag. (77279)

**Daerden, naamloze vennootschap,
Lierbaan 39, 2580 Putte**

H.R. Mechelen 47435 — BTW 413.700.248

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen op 31 mei 1999 te 18 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening met toewijzing van het resultaat.
 3. Kwijting aan de bestuurders.
 4. Ontslagen en benoemingen.
 5. Allerlei.
- Zich te schikken naar art. 27 der statuten. (77280)

**Oud Huis Georges Dailly, naamloze vennootschap,
Zuidkaai 18-20, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 90757 — NN 404.631.243

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking jaarrekening per 31 december 1998.
 2. Goedkeuring jaarrekening.
 3. Kwijting bestuurders.
 4. Ontslag en benoeming.
 5. Bezoldigingen.
 6. Allerlei.
- Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (77281)

**Dajema Investments, naamloze vennootschap,
Ruitersdreef 10, 2970 Schilde**

H.R. Antwerpen 287083

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel op 2 juni 1999 om 11 uur.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag. (77282)

**Dakeda S.N., naamloze vennootschap
Grote Markt 24, 9100 Sint-Niklaas**

H.R. Sint-Niklaas 45793 — BTW 433.789.641

De gewone algemene vergadering zal worden gehouden op de maatschappelijke zetel, Grote Markt 24, 9100 Sint-Niklaas op 31 mei 1999 om 14 uur.

Dagorde :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
 2. Bestemming van het resultaat.
 3. Goedkeuring van de toegekende bezoldigingen en voordelen van alle aard.
 4. Kwijting aan de bestuurders en gedelegeerd bestuurder.
 5. Rondvraag
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77283)

**Daneco, naamloze vennootschap,
Amerikalei 179, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 97014

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 31 mei 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

- lezing van de jaarrekening en het verslag van de raad van bestuur.
 - goedkeuring van de jaarrekening en het verslag van de raad van bestuur.
 - décharge aan de raad van bestuur.
 - varia.
- De aandeelhouders dienen zich te houden aan de regel van artikel 18 van de statuten. (77284)

Delmulle, naamloze vennootschap

Maatschappelijke zetel : Waregemseweg 146, 9790 Wortegem-Petegem
H.R. Oudenaarde 27684 — BTW 424.342.534

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op donderdag 3 juni 1999 om 10 uur, in de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring jaarrekening;
3. Aanwending van het resultaat;
4. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor;
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77285)

**Daphne Distributie, in't Frans : « Daphne Diffusion »,
naamloze vennootschap,
Poortakkerstraat 29, 9051 Gent**

H.R. Gent 2758 — BTW 400.142.717

Jaarvergadering op dinsdag 1 juni 1999 te 15 uur op de zetel van de vennootschap.

Agenda : 1. Jaarverslag raad van bestuur; controleverslag commissaris-revisor. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Resultaatbestemming. 4. Emolumenten bestuurders. 5. Kwijting bestuurders en de commissaris-revisor voor de uitoefening van hun mandaat. 6. Benoemingen en ontslagen. 7. Varia. Zich schikken naar de statuten. (77286)

**Demcopack Davis, naamloze vennootschap,
Waterstraat 6, 9160 Lokeren**

H.R. Sint-Niklaas 37024 — BTW 419.107.009

De Heren Aandeelhouders worden opgeroepen tot de Jaarvergadering welke zal gehouden worden 31 mei 1999 te 20 uur op de Zetel van de Vennootschap.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998;
3. Kwijting te verlenen aan de Bestuurders;
4. Rondvraag.

Om tot de Vergadering toegelaten te worden, dienen de Heren aandeelhouders zich te schikken naar de Statuten. (77287)

**D.B. Trading, naamloze vennootschap,
Maasstraat 40, 2060 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 276805 — BTW 440.363.568

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering van dinsdag 1 juni 1999 te 18 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring Jaarrekening; 3. Kwijting Bestuurders; 4. Varia. (77288)

**D.B.R. Trans, naamloze vennootschap,
Roland Snyersstraat 12A, 3890 Gingelom**

H.R. Hasselt 74384 — BTW 438.457.024

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 1 juni 1999 te 14 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 4. Ontslag en benoeming bestuurders. 5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77289)

**D.C.M., naamloze vennootschap,
Naamsesteenweg 64, 3052 Blanden**

H.R. Leuven 82297 — BTW 447.401.909

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 9 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998.
2. Kwijting aan de bestuurders.
3. Bezoldigingen.
4. Benoemingen.
5. Rondvraag.

Gelieve zich te schikken naar de statuten. (77290)

**D & D, naamloze vennootschap,
Lindestraat 27, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 122812 — BTW 442.148.566

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998
 2. Kwijting aan de bestuurders
 3. Bezoldigingen
 4. Benoemingen.
 5. Allerlei. (77291)
- De raad van bestuur.

**D.D.G., naamloze vennootschap,
Kol. Begaultlaan 43/2, 3010 Leuven (Wilsela)**

H.R. Leuven 56871 — BTW 419.965.458

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 10 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet; 2. Verslag raad van bestuur; 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998; 4. Bestemming resultaat; 5. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders; 6. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (77292)

**Decanor, naamloze vennootschap,
Halmaalweg 164, 3800 Sint-Truiden**

H.R. Hasselt 80443

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 te 19 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77293)

**Decennia, naamloze vennootschap,
Belhuttebaan 47, 8680 Koekelare**
H.R. Oostende 49760 — NN 450.026.649

De jaarvergadering zal gehouden worden in de zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 om 11 uur.

Agenda :

1. Verslagen van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998 en aanwending van het resultaat;
3. Kwijting aan de bestuurders; 4. Bezoldigingen bestuurders.

Aandelen te deponeren in de zetel van de vennootschap. (77294)

**A. Deckx & zonen, naamloze vennootschap,
Goormansdijk 15, 2480 Dessel**

H.R. Turnhout 925 — BTW 405.790.887

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 te 11 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Verslag van de Commissaris-revisor.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris.
6. Statutaire benoemingen.
7. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77295)

**Deco, naamloze vennootschap,
Zandstraat 450, 8200 Brugge (Sint-Andries)**

H.R. Brugge 80832 — BTW 453.218.444

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 2 juni 1999 om 10 uur, ter maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Tegenstrijdige belangen. 2. Verslag bestuurders. 3. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Benoemingen - ontslagen. 7. Diversen.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (77296)

**Decolet, naamloze vennootschap,
Lindelei 42, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 222173 — BTW 420.521.526

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 1 juni 1999 te 18 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998;
2. Bestemming van het resultaat;
3. Ontlasting aan de bestuurders;
4. Beslissen over het al dan niet voortzetten van de activiteiten ingevolge art.103 van de vennootschapswetgeving.
5. Kwijting aan de accountant.
6. Ontslag/benoeming.

Om aan de vergadering deel te nemen worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77297)

**Inter-Decor, naamloze vennootschap,
Barrage 7, 8796 Sint-Eloois-Vijve**

H.R. Kortrijk 104887 — BTW 425.319.165

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd tot de gewone algemene vergadering op dinsdag 1 juni 1999 op de maatschappelijke zetel om 14 uur, met volgende agenda :

- goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998
- Aanwending resultaat.
- Kwijting bestuurders.
- Ontslag en benoeming bestuurders. (77298)

**Decortim, naamloze vennootschap,
Baliestraat 127, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 64031 — BTW 429.846.293

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 te 18 uur.

Agenda : 1. Beslissing inzake art. 60 G.W.H.V. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 6. Statutaire benoemingen. 7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77299)

**Decruy, naamloze vennootschap,
Poelkapellestraat 40, 8650 Houthulst**

H.R. Veurne 22918 — BTW 407.172.049

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de gewone algemene vergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 2 juni 1999 te 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en de commissaris.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Winstverdeling.
4. Kwijting aan bestuurders en commissaris.
5. Benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de voorschriften van de statuten. (77300)

**Deerlijkse, naamloze vennootschap,
Waregemstraat 29, 8540 Deerlijk**

H.R. Kortrijk 14436 — BTW 405.401.602

Jaarvergadering op 7 juni 1999 om 15 uur in de zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag en verslag van commissaris-revisor. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Resultaatsaanwending. 4. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor en goedkeuring van hun vergoeding. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Rondvraag.

Zo de algemene een dividend toekent zal dit betaalbaar zijn in de K.B.C. vanaf 1 juli 1999. (77301)

De raad van bestuur.

**Degrimmo, naamloze vennootschap,
Rijvisschepark 38, 9052 Zwijnaarde**

H.R. Gent 139180 — BTW 426.374.287

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 te 18 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Voorstel aanpassing statuten; bezoldiging bestuurders en kapitaalvermindering. 6. Allerlei.

De aandelen dienen neergelegd te worden bij notaris Claerhout Hoogstraat 24, 9000 Gent, dit uiterlijk 25 mei 1999 om stemgerechtigd te zijn op de vergadering van 31 mei 1999. (77302)

**Dejotrans, naamloze vennootschap,
Twee Molenstraat 10, 8550 Zwevegem**

H.R. Kortrijk 103388 — BTW 405.826.719

De aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, Twee Molenstraat 10 te Zwevegem, op dinsdag 1 juni 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Verslagen in het kader van art.60 vennootschappenwet.
2. Jaarverslag.
3. Goedkeuring te geven aan de jaarrekening per 31 december 1998.
4. Resultaatsaanwending.
5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en de commissaris-revisor.
6. Mededeling en allerlei.

Om toegelaten te worden tot de vergadering neerleggen der effecten, vijf dagen vóór de vergadering, op de maatschappelijke zetel. (77303)

**Dekens Georges, naamloze vennootschap,
Hasseltsesteenweg 149, 3720 Kortesseem**

H.R. Tongeren 76379 — BTW 449.235.407

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 10 uur. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Beslissing over hetvoorzetten van de vennootschap. 6. Varia. Zich richten naar de statuten. (77304) De raad van bestuur.

**Deksal, naamloze vennootschap,
Vredestraat 32, 1050 Elsene**

H.R. Brussel 564835

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18.00 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77305)

**Delaf, coöperatieve vennootschap op aandelen,
Arthur Goemaerelei 32, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 231968

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op woensdag 2 juni 1999 om 17.00 uur.

Agenda :

1. Verslag van de zaakvoerder.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
 3. Bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting aan de zaakvoerder.
 5. Rondvraag.
- Neerlegging aandelen zie statuten. (77306)

**Delaneck, naamloze vennootschap,
Marktplein 3, 9940 Ertvelde**

H.R. Gent 180907 — BTW 457.683.414

Jaarvergadering op 1 juni 1999, om 19 uur, op de zetel.

Agenda : 1. Toepassing art. 60 Venn. wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Bezoldiging bestuurders. 6. Kwijting aan de bestuurders. 7. Ontslag/benoeming bestuurders. 8. Rondvraag.

Wil u schikken naar de statuten. (77307)

**Delbaere & De Pau, naamloze vennootschap,
Petegemstraat 81, 9870 Zulte**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslagen en benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77308)

**Delfico, naamloze vennootschap,
Kortrijkse Heerweg 211, 8540 Deerlijk**

H.R. Kortrijk 115545 — BTW 434.349.766

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 11 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslagen van de raad van bestuur en commissaris-revisor.
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Kwijting aan de bestuurders en commissaris-revisor.
4. Benoemingen commissaris-revisor.
5. Rondvraag. (77309)

**Delimco, naamloze vennootschap,
Kortrijkse Heerweg 211, 8540 Deerlijk**
H.R. Kortrijk 129170 — NN 449.849.673

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op donderdag 3 juni 1999 om 9 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
2. Kwijting aan de bestuurders.
3. Rondvraag. (77310)

**Delna, naamloze vennootschap,
Amerikalei 104A, te Antwerpen**
H.R. Antwerpen 203462

Gewone algemene vergadering op dinsdag 1 juni 1999 te 18 u. op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring der jaarrekening per 31 december 1998.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Statutaire benoemingen.
5. Diversen.

De aandelen dienen gedeponereerd te worden minstens vijf dagen vóór de vergadering op de maatschappelijke zetel. (77311)

**Couture Atelier Annie Delombaerde, naamloze vennootschap,
Mellestraat 366, 8501 Heule**

H.R. Kortrijk 113525 — BTW 432.017.016

De algemene vergadering zal plaatsvinden op de maatschappelijke zetel op 2 juni 1999 om 16 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag. (77312)

**Etn. Delorge, naamloze vennootschap,
Luikersteenweg 286-288, 3800 Sint-Truiden**

H.R. Hasselt 61135 — BTW 424.892.365

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77313)

**Delvanex, naamloze vennootschap,
Wandelstraat 24, 9771 Kruishoutem (Nokere)**

H.R. Oudenaarde 29074 — BTW 405.540.073

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op dinsdag 1 juni 1999 om 16.30 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998, inclusief de toewijzing van het resultaat. 2. Kwijting aan bestuurders. 3. Varia. De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de statuten en de wettelijke voorschriften ter zake.

(77314)

De raad van bestuur.

**Demaecker Freddy Transport, naamloze vennootschap,
Heiststraat 261, 8380 Zeebrugge**

H.R. Brugge 78288 — BTW 450.386.737

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op maandag 31 mei 1999 om 11 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslag en herbenoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77315)

**Denecker Transport, naamloze vennootschap,
Kleine Dries 8, 8600 Diksmuide**

H.R. Veurne 22399 — BTW406750197

Jaarvergadering van 1 juni 1999 om 17u00 op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. (77316)

**Dentim, naamloze vennootschap,
Melkouwensteenweg 21, 2590 Berlaar**

H.R. Mechelen 63601 — BTW 432.378.290

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op de zetel op 31 mei 1999 om 20 uur.

Agenda :

1. Verslagen van bestuurders en commissaris.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Aanwending van de resultaten.
4. Kwijting aan bestuurders en commissaris.
5. Verlenging benoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (77317)

**Depogo, naamloze vennootschap,
Vlaamse Kaai 81-83, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 318756 — BTW 458.156.041

Jaarvergadering Vlaamse Kaai 80 op 1 juni 1999 om 19.00 uur.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31.12.1998. 3. Kwijting bestuurders. 4. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77318)

**Desbuquois gebroeders, naamloze vennootschap,
Kuiermansstraat 96, 1880 Kapelle-op-den-Bos**

H.R. Brussel 542893 — BTW 423.375.306

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77319)

**Deskel, naamloze vennootschap,
Budastraat 15, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 132130

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 2 juni 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77320)

**Van Dessel, commanditaire vennootschap op aandelen,
Langstraat 67, 2223 Schriek**

H.R. Mechelen 18799 — BTW 414.925.637

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Bestemming van de resultaten.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77321)

**Destra, naamloze vennootschap,
Kloosterstraat 101/1, 2180 Ekeren**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Antwerpen, nr. 980
BTW 448.420.706

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 20 uur, op maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat 31 december 1998.
4. Kwijting van bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77322)

**Deswe, naamloze vennootschap,
Keldermansvest 80/82, 2800 Mechelen**

H.R. Mechelen 51658 — BTW 418.488.682

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 9 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting bestuurders.
5. Ontslag en benoemingen. (77323)

**Detraco International, naamloze vennootschap,
Gabriëllalei 13, 2930 Brasschaat**

H.R. Antwerpen 315908 — BTW 457.649.859

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op donderdag 3 juni 1999 om 16 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Statutaire benoemingen.

Om deel te nemen aan de algemene vergadering, gelieve artikel 15 van de statuten in acht te nemen. (77324)

**Immo Dhaenens, naamloze vennootschap,
Brandstraat 91, 9830 Sint-Martens-Latem**

H.R. Gent 180705

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 31 mei 1999 om 11 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

Zich richten naar de statuten. (77325)

**W.M. Dheedene, naamloze vennootschap,
Fabriekstraat 28, 8540 Deerlijk**

H.R. Kortrijk 37999 — BTW 405.410.114

Wij nodigen alle aandeelhouders uit tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;

2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Ontslag en herbenoeming bestuurders;
5. Décharge te verlenen aan de bestuurders;
6. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77326)

**Diag Human Benelux, naamloze vennootschap,
Leuvensesteenweg 613, 1930 Zaventem (Zuid 7)**

H.R. Brussel 612544 — BTW 427.436.636

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (77327)

Namens de raad van bestuur.

**Dialy, naamloze vennootschap,
Torenplein 47, bus 43, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 63813 — BTW 427.197.205

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Benoemingen.
6. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77328)

**Garage Dias & zonen, naamloze vennootschap,
Molenbergstraat 14, 9190 Stekene**

H.R. Sint-Niklaas 41047 — BTW 425.253.839

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 19 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. (77329)

**Dictimmo, patrimoniumvennootschap,
Fruithofflaan 118-120, 2600 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 293263 — NN 448.672.807

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 juni 1999 te 11 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders. 6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77330)

**Immo Van Diest, naamloze vennootschap,
Algoetstraat 36, 1750 Sint-Kwintens-Lennik**

H.R. Brussel 494987 — BTW 431.311.686

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 juni 1999.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan bestuurders;
5. Bekrachtiging van de benoeming van de bestuurders;
6. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen voor de vergadering. (77331)

**Van Dijck, naamloze vennootschap,
Sporkenlaan 61, 2980 Zoersel**

H.R. Antwerpen 310456 — BTW 455.080.745

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Bestemming van de resultaten.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77332)

**Lingerie Dilecta, naamloze vennootschap,
9000 Gent**

H.R. Gent 122227

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 15 uur. — Agenda : 1. Verslagen bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending resultaten. 4. Kwijting bestuurders. 5. Statutaire benoemingen. 6. Rondvraag. Om toegelaten te worden, zich schikken naar artikel 31 der statuten. (77333)

**Immo Dilecta, naamloze vennootschap,
te 9000 Gent**

H.R. Gent 43321

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, Forelstraat 53, 9000 Gent, op 1 juni 1999 te 15 uur. — Agenda : 1. Verslagen bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending resultaten. 4. Kwijting bestuurders. 5. Statutaire benoemingen. 6. Rondvraag. Zich schikken naar artikel 39 der statuten. (77334)

**Dimajo, naamloze vennootschap,
Paulus Beyestraat 133, 2100 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 270705 — BTW 437.450.204

De Heren Aandeelhouders worden opgeroepen tot de Jaarvergadering welke zal gehouden worden 31 mei 1999 te 20 uur op de Zetel van de Vennootschap.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.

3. Kwijting te verlenen aan de Bestuurders.

4. Rondvraag.

Om tot de Vergadering toegelaten te worden, dienen de Heren aandeelhouders zich te schikken naar de Statuten. (77335)

**Van Dionant Gebroeders, naamloze vennootschap,
Alsembergsesteenweg 460, 1653 Dworp**

H.R. Brussel 573086 — NN 450.907.369

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999, om 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998.

2. Bestemming van het resultaat.

3. Kwijting aan de bestuurders.

4. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.

(77336)

De raad van bestuur.

**Diromat, naamloze vennootschap,
Rumsdorpsstraat 99, 3400 Landen**

H.R. Leuven 96050 — BTW 459.565.016

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 juni 1999 te 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.

2. Goedkeuring van de jaarrekening.

3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting aan bestuurders.

5. Varia.

(77337)

**Distri Shoe, naamloze vennootschap,
Dorpsstraat 29, 3150 Tildonk**

H.R. Leuven 64136 — BTW 426.255.612

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 te 19 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.

2. Bestemming van het resultaat.

3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

4. Desgevallend benoeming bestuurders.

5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77338)

**DKR - Refrigerations, naamloze vennootschap,
Broelstraat 98, 8530 Harelbeke**

H.R. Kortrijk 76316 — BTW 405.410.708

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 14 uur. — Agenda : 1. Lezing jaarverslag en verslag bedrijfsrevisor. 2. Bespreking jaarrekening per 31 maart 1999. 3. Goedkeuring jaarrekening en bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders en bedrijfsrevisor. 5. Benoemingen. 6. Rondvraag. (77339)

Beenhouwerij J. Dockx, naamloze vennootschap,

Hoogstraat 25, 2800 Mechelen

H.R. Mechelen 67645 — BTW 439.357.837

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders. 6. Rondvraag.

Zich schikken naar de statuten.

(77340)

**Dockx Verhuisbedrijf, naamloze vennootschap,
Boomsesteenweg 400, 2610 Antwerpen (Wilrijk)**

H.R. Antwerpen 256602 — BTW 430.660.697

De aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 om 10 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring jaarrekening; 3. Bestemming resultaat; 4. Kwijting bestuurders; 5. Ontslag en benoemingen; 6. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de voorschriften van de statuten. (77341)

Domang, naamloze vennootschap, Boechtstraat 14, 1860 Meise

H.R. Brussel 516153 — NN 436.355.785

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.

2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.

3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77342)

**Donckers - Geel, naamloze vennootschap,
Bredabaan 1259, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 331197 — BTW 461.079.305

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de statutaire vergadering die zal plaats hebben op maandag 31 mei 1999 op de maatschappelijke zetel te 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur

2. Goedkeuring jaarrekening 1998

3. Aanwending resultaat

4. Kwijting aan bestuurders en afgevaardigde bestuurders

5. Rondvraag

(77343)

**Donveco, naamloze vennootschap,
Heernisse 11, 8600 Diksmuide**

H.R. Veurne 31364 — BTW436083195

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 om 14u30 op de maatschappelijke zetel. — Agenda :
1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77344)

**Ter Doolen, naamloze vennootschap,
Heidestraat 31, 3530 Houthalen-Helchteren**

H.R. Hasselt 80744

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77345)

**Dravershof, naamloze vennootschap,
Schoterweg 92, 3980 Tessenderlo**

H.R. Hasselt 70879 — BTW 434.661.651

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 21 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77346)

**D.R.D. Immo, naamloze vennootschap
Stationsplein 8, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 62886

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring der jaarrekening en resultatenrekening per 31 december 1998;
2. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
3. Rondvraag. (77347)

De raad van bestuur.

**Ets Raf De Drie, naamloze vennootschap,
Beschavingstraat 13, 2020 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 95858 — BTW 404.880.869

Jaarvergadering op maandag 31 mei 1999 om 16 uur op de zetel.

Agenda :

1. Lezing jaarverslag. 2. Bespreking en goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Kwijting bestuurders. 4. Kwijting accountants.

Zich schikken naar de statuten. (77348)

**Driedee, naamloze vennootschap,
Sen. A. Jeurissenlaan 1121, 3520 Zonhoven**

H.R. Hasselt 70617 — BTW 434.526.742

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 7 juni 1999 om 11.00 uur. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Bekrachtiging van voorlopige benoemingen. 6. Varia. Zich schikken naar de statuten. (77349)
Namens de raad van bestuur.

**Driehoek, naamloze vennootschap,
Driehoekstraat 270, 2180 Ekeren**

H.R. Antwerpen 264776 — BTW.434.626.415

De aandeelhouders worden uitgenodigd om de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 te 19.00 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Ontslagen en benoemingen.
5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering dienen de aandeelhouders hun aandelen minstens vijf dagen voor de vergadering neer te leggen op de maatschappelijke zetel. (77350)

**« Bakkerijgrondstoffen Droessaert », naamloze vennootschap,
Bisschoppenhoflaan 53/63, 2100 Deurne (Antwerpen)**

H.R. Antwerpen 236663 — BTW 424.468.832

De heren aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 te 14 uur.

Agenda :

1. Verslagen raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting bestuurders.
5. Ontslag en benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de voorschriften van de statuten. (77351)

**Dubois Oilco, naamloze vennootschap,
Kapelstraat 2A, 3740 Bilzen**

H.R. Tongeren 49411 — BTW 418.328.217

De aandeelhouders worden verzocht de gewone statutaire algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 20 uur, in de maatschappelijke zetel, met volgende agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge aan bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders. 6. Diversen. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (77352)

**Pâtisserie Dullaert-Van Guyse, naamloze vennootschap,
Kronenhoekstraat 47, 9170 Sint-Gillis-Waas**

H.R. Sint-Niklaas 35834 — BTW 417.226.494

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 13 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. (77353)

**Atelier Dumon, naamloze vennootschap,
Eriestraat 6, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 48758 — BTW 415.555.225

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 15 uur in de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Melding artikel 60 van de vennootschappenwet.
2. Lezing van het jaarverslag van de raad van bestuur.
3. Lezing van het verslag van de commissaris-revisor.
4. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
5. Goedkeuring van de jaarrekening.
6. Benoemingen.
7. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
8. Bezoldigingen.
9. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van art.18 van de statuten. (77354)

**Dupont Souvenirs, naamloze vennootschap,
Dirk Martensstraat 20, 8200 Brugge**

H.R. Brugge 49511 — BTW 421.672.955

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 te 10.00 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (77355)

**Durex, naamloze vennootschap,
Walgoedstraat 2, 9149 Temse**

H.R. Sint-Niklaas 52597 — BTW 400.857.052

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 2 juni 1999 te 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Herbenoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77356)

**Duroc, naamloze vennootschap,
Moerelei 149, 2610 Antwerpen (Wilrijk)**

H.R. Antwerpen 29246 — BTW 403.998.664

De aandeelhouders worden vriendelijk verzocht de statutaire jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op woensdag 2 juni 1999 te 14 uur, met als agenda :

1. Lezing jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. Indien de vergadering beslist om dividenden uit te keren zullen deze betaalbaar zijn aan de loketten van de Kredietbank, agentschap Hoboken (Zwaantjes) vanaf 1 juli 1999. 4. Kwijting van mandaten. 5. Statutaire benoemingen. 6. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen volgens de bepalingen van artikel 20 van de statuten. (77357)

**Duva, naamloze vennootschap,
Kleine Konijnenboslaan 2, 8470 Gistel**

H.R. Oostende 48795 — BTW 447.897.401

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998.
3. Bestemming van de resultaten.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77358)

**Dynamics V.H.L., naamloze vennootschap,
Diamantstraat 3, 2200 Herentals**

H.R. Turnhout 69178 — BTW 446.929.181

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

5. Ontslag en benoeming bestuurders.

6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77359)

**Immo Eagle, naamloze vennootschap,
Cottagepad 5, bus 3, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 71062 — BTW 439.711.391

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, op 1 juni 1999 om 11 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van Bestuur ingevolge art. 60 Venn.Wet; 2. Verslag raad van bestuur; 3. Goedkeuring jaarrekening en resultaatsbestemming; 4. Kwijting bestuurders; 5. Ontslagen en benoemingen; 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77360)

**Immo Ebema, naamloze vennootschap,
Dijkstraat 3, 3690 Zutendaal**

H.R. Tongeren 70456 — BTW 445.448.348

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de Algemene Vergadering welke zal plaatshebben in de maatschappelijke zetel te Zutendaal, Dijkstraat 3, op donderdag 3 juni 1999 om 20 uur, met volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Verslag van de Commissaris-Revisor.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting aan Bestuurders en Commissaris-Revisor.
6. Benoeming bestuurders.
7. Rondvraag. (77361)

**Eclips, naamloze vennootschap,
Lod. Merceliswaan 8, 2275 Wechelderzande**

H.R. Turnhout 55614 — BTW 428.674.474

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Kennisname en goedkeuring van het jaarverslag van de raad van bestuur betreffende het boekjaar afgesloten op 31 december 1998, desgevallend met bijzondere aandacht voor de passages welke in gezegd verslag opgenomen werden in uitvoering van artikel 60 Venn.W.;
2. Kennisname en goedkeuring van de jaarrekeningen afgesloten op 31 december 1998;
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Winstverdeling.
5. Ontslagen en benoemingen.
6. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77362)

**Edibo, naamloze vennootschap,
Industriezone Maatheide 1302, 3920 Lommel**

H.R. Hasselt 56411 — BTW 421.264.763

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 16 uur.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
 2. Goedkeuring van de jaarrekeningen.
 3. Aanwending van het resultaat.
 4. Kwijting aan de bestuurders.
 5. Rondvraag.
- De aandeelhouders worden gevraagd zich te gedragen volgens de statuten. (77363)

**« European Filter Corporation »,
afgekort : « E.F.C. », naamloze vennootschap,
Dellestraat 30, 3560 Lummen**

H.R. Hasselt 73695 — BTW 438.083.177

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 14 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Bespreking jaarrekening. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting bestuurders. 5. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 6. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77364)

De raad van bestuur.

**Electro-Idee, naamloze vennootschap,
Opperstraat 28, 1770 Liedekerke**

H.R. Brussel 586193

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen op de zetel op 2 juni 1999 te 20 uur. Deze vergadering heeft als dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring der jaarrekening op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Benoemingen. (77365)

**Immo Elro, naamloze vennootschap,
Herkerstraat 6, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 78277 — BTW 439.482.155

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring der jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
2. Bestemming van het resultaat;
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
4. Ontslag en benoemingen bestuurders;
5. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77366)

**Elsen Traktor, naamloze vennootschap,
Pastoor Pitetlaan 29, 3130 Betekom**

H.R. Leuven 49865 — BTW 413.557.916

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 15 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders. 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (77367)

**Emweco, naamloze vennootschap,
Lierssesteenweg 225, 2220 Heist-op-den-Berg**

H.R. Mechelen 67359 — NN 439.103.162

De dames en heren aandeelhouders worden uitgenodigd op de gewone algemene vergadering die op 2 juni 1999 zal worden gehouden op de maatschappelijke zetel te 18 uur, en zal beraadslagen over volgende agenda :

1. Verslag raad van bestuur;
2. Jaarrekening 31 december 1998- Bestemming resultaat;
3. Decharge, ontslag en benoeming bestuurders;
4. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen overeenkomstig de statutaire bepalingen. (77368)

**Encefa, naamloze vennootschap,
Twee Molenstraat 10, 8550 Zwevegem**

H.R. Kortrijk 125634 — BTW 445.872.277

Jaarvergadering op 1 juni 1999 te 16 uur in de zetel. — Agenda :
1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 2. Resultaatsaanwen-
ding. 3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding.
4. Ontslagen en benoemingen. 5. Rondvraag.

(77369) De raad van bestuur.

**Encoterra, naamloze vennootschap,
Van Cortbeemdelei 251, 2100 Deurne**

H.R. Antwerpen 291230 — BTW 446.217.024

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31.12.1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77370)

**Engelen en Partners Accountants, naamloze vennootschap,
Industriepark 32A, 3290 Diest**

H.R. Leuven 65190 — BTW 427.042.795

De dames en heren aandeelhouders worden uitgenodigd op de gewone algemene vergadering die op 3 juni 1999 zal worden gehouden op de maatschappelijke zetel, te 17 uur, en zal beraadslagen over volgende agenda :

1. Verslag raad bestuur.
2. Jaarrekening 31 december 1998- Bestemming resultaat.
3. Décharge, ontslag en benoeming bestuurders.
4. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen overeenkomstig de statutaire bepalingen. (77371)

**Eolus, naamloze vennootschap,
Hoogstraat 21, bus 3, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 235925

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen op de zetel op 1 juni 1999 te 10 uur. Deze vergadering heeft als dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.

2. Goedkeuring der jaarrekening.

3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting aan bestuurders.

5. Benoemingen. (77372)

**Compagnie Erasmus, naamloze vennootschap,
Sint-Jansstraat 30, 2140 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 246177 — BTW 413.570.485

De heren Aandeelhouders worden opgeroepen tot de Jaarvergadering welke zal gehouden worden 31 mei 1999 te 20 uur op de Zetel van de Vennootschap.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Kwijting te verlenen aan de Bestuurders.
4. Ontslag en benoeming bestuurders.
5. Rondvraag.

Om tot de Vergadering toegelaten te worden, dienen de Heren aandeelhouders zich te schikken naar de Statuten. (77373)

**E.ro.pa., naamloze vennootschap,
Sint-Gerebernusstraat 37, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 42541 — BTW 416.952.223

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 17 uur, op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77374)

**Esthe Galli, naamloze vennootschap,
Gallifortlei 133, 2100 Deurne**

H.R. Antwerpen 267046 — BTW 434.247.125

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Ontslagen en benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (77375)

E.T.C., naamloze vennootschap
Schone Slaapsterstraat 29/2, 1080 Brussel

H.R. Brussel 595895 — BTW 455.882.974

—
 Jaarvergadering op dinsdag 1 juni 1999 om 18 uur ten zetel.
 Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (77376)

Eubiotic, naamloze vennootschap,
Staatsbaan 30A, 9991 Adegem

H.R. Gent 171270 — BTW 451.387.025

—
 De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Bezoldiging gedelegeerd bestuurder. 6. Statutaire benoemingen. 7. Varia. (77377)

Eurimpex Overseas, société anonyme,
rue du Fossé-aux-Loups 28A, bte 5, 1000 Bruxelles

R.C. Bruxelles 421911 — T.V.A. 419.742.061

—
 Les actionnaires sont invités à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège social le 2 juin 1999 à 10 heures.

Ordre du jour :

1. Approbation des comptes annuels, arrêtés le 31/12/1998.
2. Affectation du résultat.
3. Décharge aux administrateurs.
4. Divers.

Les actionnaires sont tenus à se conformer aux statuts. (77378)

Eurofilter, naamloze vennootschap,
Antwerpsesteenweg 136, 2630 Aartselaar

H.R. Antwerpen 261565 — BTW 433.190.221

—
 De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen welke zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op woensdag 2 juni 1999 te 11 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor.
2. Bespreking en goedkeuring van jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Decharge aan bestuurders en commissaris-revisor.
5. Rondvraag.

Om aan de algemene vergadering te kunnen deelnemen worden de aandeelhouders verzocht zich te gedragen naar de voorschriften van artikel 16 der statuten en hun aandelen neer te leggen op de zetel van de maatschappij. (77379)

Restaurant l'Europe, société anonyme,
rue de l'Esplanade 51, 4140 Sprimont-Banneux

R.C. Liège 149426 — T.V.A. 425.877.015

—
 L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 31 mai 1999 à 20 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Les actionnaires sont priés de se conformer aux statuts. (77380)

Eurolaid, naamloze vennootschap,
Industrieweg 3, 3620 Lanaken

H.R. Tongeren 42623 — BTW 412.382.929

—
 Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 15 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (77381)

Namens de raad van bestuur.

Euroracks, naamloze vennootschap,
Vossendaal 13, 2440 Geel

H.R. Tongeren 66999 — BTW 444.151.419

—
 De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Art. 103/104 venn. wet.
6. Rondvraag. (77382)

Eurotrade Export Division, naamloze vennootschap,
Vlaamse Kaai 90, 2000 Antwerpen

H.R. Brussel 240765 — BTW 425.759.130

—
 De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 juni 1999 te 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Rondvraag. 6. Herbenoeming bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77383)

Eurovlas, naamloze vennootschap,
Seyntexlaan 3, 8700 Tielit

H.R. Brugge 52663 — BTW 406.560.751

—
 De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77384)

**Evarco, naamloze vennootschap,
Vlieghavenlaan 80, 3140 Keerbergen**

H.R. Leuven 61390

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 17 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet; 2. Verslag raad van bestuur; 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998; 4. Bestemming resultaat; 5. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders; 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (77385)

**EVDP, naamloze vennootschap,
2170 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 260323 — BTW 432.375.520

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de maatschappelijke zetel op dinsdag 1 juni 1999 te 20 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

Zich schikken naar de statuten om toegelaten te worden tot de vergadering. (77386)

**Georges Evens & Co, naamloze vennootschap
Frankrijklei 101, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 278662 — BTW 441.176.289

De aandeelhouders worden hierbij uitgenodigd tot het bijwonen van de algemene vergadering, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, Frankrijklei 101 te 2000 Antwerpen, op 1 juni 1999 te 18 uur.

Agenda :

1. Melding van tegenstrijdige belangen van een bestuurder ten opzichte van de vennootschap, zo deze zich voordeelt;
2. Beraadslaging jaarverslag en verslag van de commissaris-revisor;
3. Bespreking van de jaarrekening, afgesloten per 31 december 1998;
4. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
5. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor;
6. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77387)

**E.V.H., burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Vroonstallestraat 38/40, 9032 Gent**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Gent, nr. 557
NN 447.086.559

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 9 uur op de zetel.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998
2. Goedkeuring van de jaarrekening
3. Kwijting aan de bestuurders
4. Bezoldigingen. (77388)

**Exelmans Motor, naamloze vennootschap,
Oude Godstraat 105, 2650 Edegem**

H.R. Antwerpen 245935 — BTW 427.125.543

Algemene vergadering op 1 juni 1999 om 11 uur.

Agenda :

1. Bespreking jaarverslag raad van bestuur.
2. Bespreking jaarrekening per 31 december 1998.
3. Goedkeuring jaarrekening en aanwending resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Varia. (77389)

**Van den Eynde-Goodman, naamloze vennootschap,
Haifastraat 11, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 150620 — BTW 404.554.633

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 2 juni 1999 te 10.00 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998
3. Bestemming van het resultaat
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders
5. Benoeming, vergoeding bestuurders
6. Rondvraag

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77390)

**Fabio, naamloze vennootschap,
Groeningenlei 163, 2550 Kontich**

H.R. Antwerpen 293683 — BTW 448.837.707

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77391)

**Fadep, naamloze vennootschap,
Groeningenlei 163, 2550 Kontich**

H.R. Antwerpen 293685 — BTW 448.819.889

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 19 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.

3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77392)

**Famicom, naamloze vennootschap
De Nachtegaal 29, 2970 Schilde**

H.R. Antwerpen 301433 — BTW 433.882.087

Gewone Algemene Vergadering van Aandeelhouders 31 mei 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998;
2. Bestemming van het resultaat;
3. Kwijting aan de bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat;
4. Diverse.

Voor deelname aan de vergadering dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de voorschriften in de statuten. (77393)

**Farm Parts, naamloze vennootschap,
Industrieterrein Jagersborg 1314, 3680 Maaseik**

H.R. Tongeren 69270 — BTW 442.974.551

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 10 uur. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (77394)

Namens de raad van bestuur.

**Feestverlichting, naamloze vennootschap
Scheppersstraat 58, 2200 Herentals**

H.R. Turnhout 55480 — BTW 428.562.034

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14.00 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuringen van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77395)

**Feiertex, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 63, bus 4, 1770 Liedekerke**

H.R. Brussel 542345

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 te 18 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring der jaarrekening

3. Bestemming van het resultaat
4. Kwijting aan de bestuurders
5. Rondvraag

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77396)

**Feli Distribution, naamloze vennootschap,
Rijksweg 570, 3630 Maasmechelen**

H.R. Tongeren 68927 — BTW 442.103.630

De aandeelhouders worden verzocht de gewone Statutaire Algemene Vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 20 uur, in de maatschappelijke zetel, met volgende agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge aan bestuurders. 5. Diversen. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (77397)

**J-P 't Felt & Co, naamloze vennootschap,
Molenstraat 3bis, 9830 Sint-Martens-Latem**

H.R. Gent 139740 — BTW 426.784.657

Bijeenroeping jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, Molenstraat 3bis, 9830 St.-Martens-Latem, op 2 juni 1999 te 11 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening, afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting bestuurders.
5. Diversen. (77398)

**Fidomar, naamloze vennootschap,
Albertplein 16, bus 4, 8300 Knokke**

H.R. Brugge 77103

Jaarvergadering op 1 juni 1999 te 18 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslagen van raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening;
3. Kwijting aan bestuurders;
4. Benoemingen. (77399)

**File, naamloze vennootschap,
Dr. Rubbenslaan 1, 9340 Lede**

H.R. Aalst 50678 — BTW 422.101.402

Aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 31 mei 1999 om 11 uur op de zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur; 2. Bespreking en goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998; 3. Bestemming resultaat; 4. Kwijting verlenen aan bestuurders. 5. Ontslagen en benoemingen; 6. Varia. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77400)

**Maatschappij voor Financiële Participaties Finapar,
naamloze vennootschap,
Goudbergstraat 109, 8560 Wevelgem**

H.R. Kortrijk 61462 — NN 403.064.197

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die op de zetel van de vennootschap zal plaats vinden op 3 juni 1999 te 10 uur.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Ontslag en benoemingen.
5. Bezoldigingen.
6. Diversen. (77401)

**Finaver, naamloze vennootschap,
Hortensiadreef 3, 2920 Kalmthout**

H.R. Antwerpen 247760 — NN 427.808.602.

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op dinsdag 1 juni 1999 te 9 uur, met als agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Statutaire benoemingen.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der titels ten maatschappelijke zetel, vijf dagen vóór de vergadering volgens artikel 21 der statuten. (77402)

**Fingo Welfsels, naamloze vennootschap,
Nijverheidsstraat 21, 2390 Westmalle**

H.R. Antwerpen 221428 — BTW 420.493.020

De jaarvergadering zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 te 14 uur op de zetel van de vennootschap.

Dagorde :

1. Lezing Jaarverslag.
2. Goedkeuring Jaarrekening per 31 december 1998.
3. Kwijting Bestuurders en Commissaris-revisor.
4. Goedkeuring bezoldiging bestuurders.
5. Kwijting accountants.
6. Herbenoeming commissaris-revisor.
7. Diversen.

Om aan de vergadering te mogen deelnemen, dienen de aandeelhouders zich te schikken naar artikel 18 van de statuten. (77403)

**Finitec, naamloze vennootschap,
Lange Heergracht 51, bus 9, 2800 Mechelen**

H.R. Mechelen 71835 — BTW 447.057.063

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal plaatshebben op woensdag 2 juni 1999

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998 en verslag van de raad van bestuur.
2. Kwijting mandaat bestuurders voor het boekjaar 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Toekenning bezoldiging bestuurders.
5. Stemming over het al dan niet toekennen van een vergoeding voor het ingebracht kapitaal.
6. Diversen. (77404)

**Immo Flanders, naamloze vennootschap,
Prins Boudewijnlaan 247, 2650 Edegem**

H.R. Antwerpen 249996

Jaarvergadering op 1 juni 1999 te 18 uur.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Ontlasting bestuurders. 5. Varia. (77405)

**Electro - Flandria, naamloze vennootschap,
Begoniastraat 6, 9810 Nazareth (Eke)**

H.R. Gent 175460 — BTW 453.988.605

De jaarvergadering zal worden gehouden op maandag 31 mei 1999 om 10 uur, op de maatschappelijke zetel, Begoniastraat 6, 9810 Nazareth (Eke), met als agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting van de bestuurders en commissaris-revisor.
5. Rondvraag.

Om deel te nemen gelieve men zich te richten naar de desbetreffende bepalingen van de statuten art. 24 en 25. (77406)

**Konstruktiewerkhuizen Foblets, naamloze vennootschap,
Gasthuishoevestraat 19, 2170 Merksem**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 te 15 uur, op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77407)

**Garage Fockedey, naamloze vennootschap,
Zavelbosstraat 1, 2200 Herentals**

H.R. Turnhout 24806 — BTW 403.770.715

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van bestuurders;
2. Goedkeuring van de jaarrekening;
3. Aanwending resultaat;
4. Kwijting aan bestuurders;
5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering zich schikken naar de statuten. (77408)

**Food Service, naamloze vennootschap,
Venecolaan 25, 9880 Aalter**

H.R. Gent 157035 — BTW 440.111.764

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 juni 1999, om 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen voor de vergadering. (77409)

**Forceville, naamloze vennootschap,
Col. Silvertopstraat 19-23, 2850 Boom**

H.R. Antwerpen 216534 — BTW 419.198.267

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op dinsdag 1 juni 1999 om 16 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring van balans en van de resultatenrekening; 3. Bestemming resultaat; 4. Kwijting bestuurders voor de uitoefening van hun ambt; 5. Benoeming en ontslag bestuurders; 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (77410)

**Forimca, naamloze vennootschap,
Sint-Bernardsesteenweg 657, 2660 Antwerpen (Hoboken)**

H.R. Antwerpen 124778

Algemene vergadering op 1 juni 1999 om 16 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag en verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur.
5. Benoeming van de raad van bestuur. (77411)

**Fover, naamloze vennootschap,
Zegersdreef 128, 2930 Brasschaat**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 te 17 uur op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77412)

**Frasal, naamloze vennootschap,
Ooigemstraat 19, 8710 Wielsbeke**

H.R. Kortrijk 106974

Gewone jaarvergadering der aandeelhouders op 1 juni 1999 om 13 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te geven aan de bestuurders. 5. Varia. (77413)

**Administratiekantoor Free, naamloze vennootschap,
Dorp 13a, te 9810 Nazareth**

H.R. Gent 180539 — BTW 431.416.606

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 20 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77414)

**Frelicco, naamloze vennootschap,
Kalmthoutsesteenweg 233, 2910 Essen**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 15 uur op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77415)

**Freshfood, naamloze vennootschap,
Venusstraat 27, 2520 Ranst (Oelegem)**

H.R. Antwerpen 311620 — BTW 441.870.929

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 2 juni 1999 om 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77416)

**Funktie en Decoratie Systems, naamloze vennootschap,
Boomgaardstraat 14, 9880 Aalter**

H.R. Gent 134343 — BTW 423.668.977

De jaarvergadering zal plaatsvinden op 1 juni 1999, op de zetel, om 17 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Varia. (77417)

**Futurum, naamloze vennootschap,
Visserijstraat 78, 3590 Diepenbeek**

H.R. Hasselt 53049 — BTW 418.948.740

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 17 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoemingen.
6. Rondvraag. (77418)

**Gabriëls en C° Petroleumprodukten, naamloze vennootschap,
Hekkestraat 41, Industriezone, 9308 Hofstade (Aalst)**

BTW 447.725.175.

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 3 juni 1999 ten maatschappelijke zetel om 19 uur.

Agenda :

1. Verslagen van bestuurders en commissaris-revisor.
2. Bespreking van de jaarrekening.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Bestemming der uitslagen.
5. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor.
6. Rondvraag. (77419)

**Gabriëls-Trans, naamloze vennootschap,
Hekkestraat 41, 9308 Hofstade**

BTW 415.134.759

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, ten maatschappelijke zetel, op 3 juni 1999 om 13 uur.

Agenda :

1. Verslagen van bestuurders.
2. Bespreking van de jaarrekening.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Bestemming der uitslagen.
5. Kwijting aan bestuurders.
6. Ontslagname en benoeming van bestuurders.
7. Rondvraag. (77420)

**Gaby-Consulting, naamloze vennootschap,
Hekkestraat 41, 9308 Hofstade (Oost-Vlaanderen)**

H.R. Aalst 63620 — BTW 453.809.055

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 te 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Voorstelling en bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31.12.1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77421)

**G.A.C., naamloze vennootschap,
Kampdreef 28A, 2970 Schilde**

H.R. Antwerpen 267505

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

Voor wat het bijwonen van de vergadering betreft worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de voorschriften van de statuten. (77422)

**Brood- en Banketbakkerij Gaelens, naamloze vennootschap,
Kustlaan 68, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 56240

De algemene vergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, Kustlaan 68, Knokke-Heist op 1 juni 1999 te 17 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur ingevolge art. 60 van de vennootschapswet.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening en de resultatenrekening per 31 december 1998.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslagen en benoemingen.
6. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering, moet men zich schikken naar de statutaire voorschriften. (77423)

**Gamma, naamloze vennootschap,
Guido Gezellestraat 12, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 53245 — BTW 419.100.079

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 17 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Beslissing over het voortzetten van de vennootschap. 6. Varia. Zich richten naar de statuten. (77424)

De raad van bestuur.

**Gandacars, naamloze vennootschap,
Evergemsesteenweg 200, 9032 Gent (Wondelgem)**

H.R. Gent 111987 — BTW 412.751.529

De gewone algemene vergadering der aandeelhouders zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op maandag 31 mei 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring lopende rekeningen en bezoldigingen.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Toewijzing van het resultaat.
4. Verlening van kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten van de vennootschap om toegelaten te worden tot de vergadering. (77425)

**Garco, naamloze vennootschap,
Bosstraat 47, 3680 Maaseik**

H.R. Tongeren 55753 — BTW 423.942.181

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 om 19 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

Verslag van de raad van bestuur - Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998 - Bestemming van het resultaat - Kwijting te verlenen aan de bestuurders - Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77426)

**Garco II, naamloze vennootschap,
Natterveld 1A, 3640 Kinrooi**

H.R. Tongeren 62227 — BTW 437.761.691

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 om 17 uur op de maatschappelijk zetel.

Agenda :

Verslag van de raad van bestuur-Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998 - Bestemming van het resultaat - Kwijting te verlenen aan de bestuurders - Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77427)

**Hong Kong Garden, naamloze vennootschap,
Langestraat 18, 8400 Oostende**

H.R. Oostende 49888 — BTW 436.800.502

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998.
3. Bestemming van de resultaten.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77428)

**Garitex, société anonyme,
avenue Clémenceau 40, 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 562456 — T.V.A. 446.908.395

Assemblée Générale ordinaire le 31 mai 1999 à 14 heures au siège social.

Ordre du jour : 1. Rapport de gestion; 2. Approbation des comptes annuels; 3. Affectation du résultat; 4. Décharge aux administrateurs; 5. Divers.

Dépôt titres, se conformer aux statut. (77429)

**Gasim, naamloze vennootschap,
Wiedauwkaai 109, 9000 Gent**

H.R. Gent 164005 — BTW 446.241.768.

Jaarvergadering op 1 juni 1999 te 14.30 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77430)

**G.D.B., naamloze vennootschap,
Achterlee 71, 2460 Lichtaart**

H.R. Turnhout 81693 — BTW 459.963.904

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. (77431)

**Gebe, naamloze vennootschap,
Auguste Reyerslaan 32, bus 32, 1030 Brussel**

H.R. Brussel 463035

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering, ten maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 te 16 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, de titels deponeren ten maatschappelijke zetel ten minste vijf dagen vóór de vergadering. (77432)

**Gebienco, naamloze vennootschap,
Begoniastraat 6, 9810 Eke**

H.R. Gent 175461 — BTW 453.988.704

De jaarvergadering zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 9 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.

3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Bezoldiging bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten artikel 24 en 25. (77433)

**Drukkerij Geenen, naamloze vennootschap,
Kapelstraat 6, 2370 Arendonk**

H.R. Turnhout 65388 — BTW 441.379.593

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Benoemingen en varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77434)

**Degeest P. Verzekeringskantoor, naamloze vennootschap,
Tiensesteenweg 195, 3380 Glabbeek**

NN 463.823.415

De dames en heren aandeelhouders worden uitgenodigd op de gewone algemene vergadering die op 1 juni 1999 zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel te 20 uur en zal beraadslagen over volgende agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Jaarrekening 31 december 1998. Bestemming resultaat.
3. Décharge, ontslag en benoeming bestuurders.
4. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen overeenkomstig de statutaire bepalingen. (77435)

**Vandergeeten-Export, naamloze vennootschap,
Noorderlaan 121, 2030 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 261624 — BTW 430.244.290

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 18 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening over het boekjaar van 1 januari 1998 tot en met 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders en commissaris-revisor.
5. Statutaire benoemingen.
6. Allerlei.

De aandeelhouders die de vergadering wensen bij te wonen dienen te handelen overeenkomstig de statuten. (77436)

**Gefica, naamloze vennootschap,
Sassenhout 61, 2290 Vorselaar**

H.R. Turnhout 51424 — BTW 424.948.981

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op maandag 31 mei 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Verslagen van bestuurders en commissaris.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Aanwending van de resultaten.
4. Kwijting aan bestuurders en commissaris.
5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden op de jaarvergadering zich schikken naar de statuten. (77437)

**Gelco, naamloze vennootschap,
Kerkstraat 77, 9120 Beveren (Vrasene)**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Sint-Niklaas, nr. 45
NN 427.958.060

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 18 uur op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Kwijting aan de bestuurders.
3. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77438)

**Gemeenschappelijk Diensten Centrum,
afgekort : « G.D.C. », naamloze vennootschap,**

Maatschappelijke zetel : Septestraat 17-19, 2640 Mortsel

H.R. Antwerpen 262838 — BTW 433.977.901

De aandeelhouders worden hierbij uitgenodigd tot het bijwonen van de algemene vergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 17 uur.

Agenda :

1. Aanvaarding van het jaarverslag.
2. Aanvaarding van de jaarrekening en besluit nopens de resultaten.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77439)

**Gemini Benelux, naamloze vennootschap,
Ahornenlaan 19, 2610 Wilrijk**

H.R. Antwerpen 279026 — BTW 441.231.917

Algemene vergadering op 2 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Lezing van de jaarrekening per 31 december 1998.
2. Goedkeuring jaarrekening en aanwending resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

(77440)

**Immo Genicro, naamloze vennootschap,
Ambachtenstraat 3, 2260 Westerlo**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering op woensdag 2 juni 1999 te 10 uur, op de maatschappelijke zetel te Westerlo, Ambachtenstraat 3 te willen bijwonen.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Voorlegging en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Resultaatverwerking.
4. Kwijting verlenen aan de bestuurders.
5. Diversen.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (77441)

**Genimma, naamloze vennootschap,
Antwerpsebaan 13, 2240 Zandhoven**

H.R. Antwerpen 230261

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 17 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Ontslagen en benoemingen.
6. Rondvraag.

Zich gedragen naar de statuten om toegelaten te worden tot de vergadering. (77442)

**Gescova, naamloze vennootschap,
Menenstraat 386, 8560 Wevelgem**

H.R. Kortrijk 80864 — BTW 406.355.962

Jaarvergadering op 3 juni 1999 om 14 uur in de zetel. — Agenda :
1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 2. Resultaatsaanwen-
ding. 3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding.
4. Ontslagen en benoemingen. 5. Rondvraag.
(77443) De raad van bestuur.

**Gestimmovest, naamloze vennootschap,
Basilieklaan 56, 1080 Brussel**

H.R. Brussel 493456

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel, op 1 juni 1999 om 10 uur.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur art. 60 venn. wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening en resultaatsbestemming. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77444)

**Getax, naamloze vennootschap,
Waterstraat 14, 3495 Ham**

H.R. Hasselt 43047 — BTW 407.611.816

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.

2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.

3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting aan de bestuurders.

5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77445)

**Getrans, naamloze vennootschap,
Hekkestraat 41, 9308 Hofstade**

H.R. Aalst 44898

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, ten maatschappelijke zetel, op 3 juni 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Verslagen van bestuurders.
2. Bespreking van de jaarrekening.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Bestemming der uitslagen.
5. Kwijting aan bestuurders.
6. Rondvraag.

(77446)

**Gevaco, naamloze vennootschap,
Scheigoorstraat 29, 3580 Beringen**

H.R. Hasselt 68518

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 om 12 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

Verslag van de raad van bestuur - Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998 - Bestemming van het resultaat - Kwijting te verlenen aan de bestuurders - Ontslag en benoeming bestuurders - Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77447)

**Gezel II, naamloze vennootschap,
Kamerstraat 117, 9255 Bugenhout**

H.R. Dendermonde 34198 — BTW 419.931.014

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 te 17 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders
2. Goedkeuring van de vergoeding van de bestuurders
3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998
4. Goedkeuring van de bestemming van het resultaat
5. Kwijting aan de bestuurders

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (77448)

**Ghimmo, naamloze vennootschap,
Koningin Astridlaan 170, 2300 Turnhout**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Turnhout, nr. 325
NN 450.911.329

Uitnodiging tot de jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op maandag 31 mei 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag.
 2. Bespreking van de jaarrekening op 31 december 1998.
 3. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998.
 4. Kwijting aan de bestuurders.
- Neerlegging der aandelen : zich schikken naar de statuten. (77449)

**Gielen Bouwmaterialen, naamloze vennootschap,
Helstraat 1, 3721 Vliermaalroot (Kortesse)**

H.R. Tongeren 64775 — BTW 435.569.491

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 3 juni 1999 te 17 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Goedkeuring der jaarrekening afgesloten op 31 december 1998; 2. Bestemming van het resultaat; 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders; 4. Ontslag en benoemingen bestuurders; 5. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77450)

**Gielis Veevoerders, naamloze vennootschap,
Oude Mechelsebaan 300, 3201 Aarschot**

H.R. Leuven 60833 — BTW 423.225.351.

De jaarvergadering zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 15 uur op de zetel van de vennootschap.

Dagorde :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Kwijting aan de bestuurders.
3. Bezoldigingen.
4. Benoemingen.
5. Rondvraag. (77451)

**Slagerij Gijbels, naamloze vennootschap,
Sint-Maartenstraat 13, te 3540 Herk-de-Stad**

H.R. Hasselt 68502 — BTW 431.706.418

Jaarvergadering op 1 juni 1999 om 11 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77452) De raad van bestuur.

**Gijsbrechts, naamloze vennootschap,
Oude Liersebaan 122, 2220 Hallaar**

H.R. Mechelen 61076 — BTW 428.643.097

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal plaatshebben op 1 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

- bespreking jaarrekening en jaarverslag 31 december 1998;
- goedkeuring jaarrekening;
- kwijting aan de bestuurraad;
- benoeming raad van bestuur;
- benoeming commissaris-revisor. (77453)

**Immo Gijsbrechts, naamloze vennootschap,
Oude Liersebaan 122, 2200 Hallaar**

H.R. Mechelen 61245

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal plaatshebben op 1 juni 1999 op 16 uur.

Agenda :

- bespreking jaarrekening en jaarverslag 31 december 1998;
- goedkeuring jaarrekening;
- kwijting aan de bestuurraad. (77454)

**Gilini, commanditaire vennootschap op aandelen,
Goedingenstraat 52, 9051 Gent**

H.R. Gent 168529 — BTW 449.578.865

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 3 juni 1999 te 11 uur.

Dagorde :

1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 4. Statutaire benoemingen. 5. Rondvraag. (77455)

**A. & J.-J. Gilleman, naamloze vennootschap,
Vandewielelaan 75, 9600 Ronse**

H.R. Oudenaarde 3559 — BTW 400.219.822

Jaarvergadering ten zetel van de vennootschap op 31 mei 1999, om 11 uur. — Dagorde : 1. Verslag Raad van Bestuur. 2. Verslag commissaris-revisor. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31.12.1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Kwijting commissaris-revisor. 7. Rondvraag. (77456)

**Ginza, naamloze vennootschap,
Grote Steenweg 9, 2560 Kessel**

H.R. Mechelen 71936 — BTW 447.293.823

Jaarvergadering op 1 juni 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Bespreking van het jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Lezing van het verslag van de commissaris-revisor.
3. Bespreking van de jaarrekening per 31.12.1998.
4. Goedkeuring van de jaarrekening en aanwending van het resultaat.
5. Kwijting aan bestuurders.
6. Varia. (77457)

**Immo Girim, naamloze vennootschap,
Maria van Bourgondiëlaan 28, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 55749

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 2 juni 1999 om 17 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Benoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77458)

**Gispa, naamloze vennootschap,
Wilgenstraat 82, 3530 Houthalen-Helchteren**

H.R. Hasselt 67968 — BTW 431.221.913

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 18 uur. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77459)

De raad van bestuur.

**Immoloo Gitsels-De Neve,
commanditaire vennootschap op aandelen,
Rozenlaan 16 8670 Oostduinkerke**

H.R. Veurne 32403 — BTW 440.941.115

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 10 uur op de zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 2. Resultaatsaanwending. 3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Rondvraag.

(77460)

De raad van bestuur.

**Gasco, naamloze vennootschap,
Industrieterrein Vostert 1111, 3960 Bree**

H.R. Tongeren 47734 — BTW 416.802.565

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 17 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Bespreking jaarrekening. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting bestuurders. 5. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 6. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77461)

De raad van bestuur.

**Goegebeur & Vigoni, société anonyme,
rue de Calevoet 114, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 342908 — T.V.A. 406.987.551

L'assemblée générale annuelle 31 mai 1999 à 11 heures. au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration et du commissaire-réviseur. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/1998. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge au conseil d'administration et commissaire-réviseur. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (77462)

**Hyppoliet Goesaert & zonen, naamloze vennootschap,
Ter Lindenstraat 2, 8792 Desselgem**

H.R. Kortrijk 46588 — NN 405.418.230

Jaarvergadering op 1 juni 1999 om 16 uur in de zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 2. Resultaatsaanwending. 3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Rondvraag.

(77463)

De raad van bestuur.

**Golden Chair Antiques, naamloze vennootschap,
Guido Gezellelaan 63, 2800 Mechelen**

H.R. Mechelen 49834 — BTW 416.396.848

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel op 31 mei 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslag en benoemingen. (77464)

**Brasschaat Open Golf en Country Club, naamloze vennootschap,
Miksebaan 248, 2930 Brasschaat**

H.R. Antwerpen 311089 — BTW 455.659.181

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 18 uur.

- Agenda : 1. Verslag Bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting Bestuurders. 5. Rondvraag. (77465)

**Bouwmaterialen Eddy Goormans, naamloze vennootschap,
Broechemsteenweg 301, 2560 Nijlen**

H.R. Mechelen 46722 — BTW 412.846.846

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 juni 1999 om 15.00 uur.

Agenda : 1. Art. 60 Venn. wet; 2. Verslag raad van bestuur en commissaris-revisor; 3. Goedkeuring jaarrekening; 4. Kwijting bestuurders en commissaris-revisor; 5. Bestemming resultaat; 6. Ontslagen en benoemingen; 7. Rondvraag.

De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de statuten en de wettelijke voorschriften ter zake. (77466)

De raad van bestuur.

**Begrafenisonderneming Goossens & Celis, naamloze vennootschap,
Liersesteenweg 120, 2640 Mortsel**

H.R. Antwerpen 240543 — BTW 425.488.421

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 te 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 venn.wet.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting aan de bestuurders.
6. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77467)

**Govanco, naamloze vennootschap,
Lentestraat 8, 3910 Neerpelt**

H.R. Hasselt 84062 — BTW 430.715.731

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen, dewelke zal plaatsvinden op 1 juni 1999, met volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;

2. Goedkeuring van de jaarrekening dd. 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming bestuurders. (77468)

Grammo Service, naamloze vennootschap,
Offerandestraat 52, 2060 Antwerpen
 H.R. Antwerpen 204766 — BTW 416.053.784

Jaarvergadering op donderdag 3 juni 1999 te 15 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Belangenconflicten. 2. Voorlezing jaarverslag. 3. Bespreking jaarrekening per 31 december 1998. 4. Goedkeuring jaarrekening en bestemming van het resultaat. 5. Kwijting van mandaat aan de bestuurders. 6. Statutaire benoemingen. 7. Varia. (77469)

Graphic Lettering, naamloze vennootschap,
Einde Were 242, 9000 Gent
 H.R. Gent 156868 — BTW 439.400.694

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 20 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
 3. Bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77470)

Gravo, naamloze vennootschap,
Prins Kavellei 40, 2930 Brasschaat
 H.R. Antwerpen 160273 — BTW 403.720.433

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen op 31 mei 1999 te 15.00 uur, met volgende agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting van de bestuurder(s).
5. Ontslag van bestuurder(s).
6. Diversen.

De aandeelhouders die aanwezig willen zijn dienen te handelen overeenkomstig artikel 25 van de statuten. (77471) De raad van bestuur.

Greddy, naamloze vennootschap,
Gentse Baan 38, 9100 Sint-Niklaas

H.R. Sint-Niklaas 48125 — NN 440.218.365

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 19 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de zaakvoerders.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de zaakvoerders.

5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77472)

Greenway, naamloze vennootschap,
Hoogboomsteenweg 94/1, 2950 Kapellen

H.R. Antwerpen 212013

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering, welke zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 om 9 uur, in de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Benoemingen.
6. Beslissing ingevolge art. 103 van de vennootschappenwet.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel van de vennootschap, ten minste vijf dagen voor de vergadering. (77473)

Holding De Grens, naamloze vennootschap,
De Grens 95, 2370 Arendonk

H.R. Turnhout 66760 — BTW 443.736.495

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 om 18 uur ten maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998
3. Bestemming van het resultaat
4. Ontlasting aan de bestuurders

Zich richten naar de statuten (77474)

Immo Grivan, naamloze vennootschap,
Gulden Sporenstraat 57, 8560 Wevelgem

H.R. Kortrijk 126030

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 2 juni 1999 om 10 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77475)

**Algemene Grondenvereniging, naamloze vennootschap,
Leopold De Waelplaats 26, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 9247
—

De jaarvergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 te 17 uur.

Agenda :

1. Verslagen raad van bestuur en commissaris-revisor. 2. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1998. 3. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor. 4. Benoemingen. 5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering zich schikken naar de statuten. (77476)

**Immo Vangronsveld, naamloze vennootschap,
Villerspark 1, bus 6, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 90515 — BTW 427.304.103
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarlijkse algemene vergadering op 31 mei 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag raad van bestuur en commissaris-revisor;
2. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en de commissaris-revisor;
5. Besprekingen van diverse aard. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77477)

**Garage J. De Groof, naamloze vennootschap,
Gentseweg 41, 9120 Beveren**

H.R. Dendermonde 41966 — BTW 426.552.946
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening;
3. Resultaatverwerking;
4. Kwijting aan bestuurders;
5. Ontslag en benoemingen.
6. Rondvraag.

Zich gedragen naar de statuten om toegelaten te worden tot de vergadering. (77478)

**Gunnweg C.V.V., naamloze vennootschap,
Scheppersstraat 58, 2200 Herentals**

H.R. Turnhout 74336 — BTW 451.345.354
—

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel op 1 juni 1999 om 14 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening
3. Bestemming van het resultaat
4. Kwijting aan bestuurders
5. Varia

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen voor de vergadering. (77479)

**G.V.C., naamloze vennootschap,
Slachthuisstraat 55, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 69464 — BTW 437.479.007.
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 11 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77480)

**Assuranties Gysel, naamloze vennootschap,
Koningslaan 146, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 69064
—

De jaarlijkse algemene vergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, Koningslaan 146 te Knokke-Heist op 1 juni 1999 om 17 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur ingevolge art. 60 van de vennootschapswet;
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening en resultaatsbestemming;
4. Kwijting aan de bestuurders;
5. Ontslagen en benoemingen;
6. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering, moet men zich schikken naar de statutaire voorschriften. (77481)

**Open Haarden Galerij, naamloze vennootschap,
Rodendijk 43, 2980 Zoersel**

H.R. Antwerpen 224164 — BTW 421.119.758
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 17 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Herbenoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepaling van de statuten. (77482)

**Habitude, naamloze vennootschap,
Koninginnelaan 105, 3630 Maasmechelen**

H.R. Tongeren 65900 — BTW 436.809.014

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op maandag 31 mei 1999 om 18 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Mededeling van de voorzitter. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei.

Zich richten naar de statuten. (77483)

**Haesevoets Holding, naamloze vennootschap,
Hasseltsedreef 109, 3512 Hasselt (Stevoort)**

H.R. Hasselt 76500

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd op de jaarvergadering die zal plaatsvinden op de zetel, op 31 mei 1999 om 17 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening 2. Bestemming van het resultaat 3. Kwijting aan de raad van bestuur 4. Ontslag en benoeming bestuurders. 5. Rondvraag. (77484)

**Immo Hageland, naamloze vennootschap,
Lindeweg 20, 3440 Zoutleeuw**

H.R. Leuven 82788

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77485)

**Halimmo, naamloze vennootschap,
Tongersesteenweg 72, 3720 Kortesseem**

H.R. Tongeren 68326

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel op 31 mei 1999 te 19 uur.

Agenda : 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekeningen. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. 6. Bestuurders : ontslag en benoemingen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77486)

**Hamlet, naamloze vennootschap,
Kerkstraat 77, 9120 Beveren (Vrasene)**

H.R. Sint-Niklaas 34395 — BTW 414.751.214

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, ten maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Lezing van het jaarverslag.
2. Lezing van het verslag van de commissaris-revisor.
3. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
4. Goedkeuring van de jaarrekening.
5. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
6. Bezoldigingen.
7. Benoemingen. (77487)

**Handling technology, naamloze vennootschap,
Begoniastraat 6, Nazareth (Eke)**

H.R. Gent 129903 — BTW 421.501.028

De jaarvergadering zal worden gehouden op maandag 31 mei 1999 om 14 uur, op de maatschappelijke zetel, Begoniastraat 6, 9810 Nazareth (Eke), met als agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting van de bestuurders.
5. Rondvraag.

Om deel te nemen gelieve men zich te richten naar de desbetreffende bepalingen van de statuten art. 32 en 33. (77488)

**Hanlie, naamloze vennootschap,
Wiekstraat 3, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 76524

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 18 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. Namens de raad van bestuur. (77489)

**Haroport, naamloze vennootschap,
Zestien Bundersstraat 46, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 69282 — BTW 432.788.561

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 3 juni 1999 om 19 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring jaarrekening;
3. Kwijting aan de bestuurders;
4. Rondvraag.

Om toegelaten te worden dienen de aandeelhouders zich te schikken naar art. 22 van de statuten. (77490)

**Harpaca, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 166 8780 Oostrozebeke**

H.R. Kortrijk 133067 — BTW 430.118.091

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 2 juni 1999 om 15 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Diversen en rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de bepalingen van de statuten. (77491)

**Hatoka, naamloze vennootschap,
Walravens 14, 2460 Kasterlee**

H.R. Turnhout 66377
—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 10 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77492)

**Hayen Zakenkantoor, naamloze vennootschap,
Tongersesteenweg 72, 3720 Kortesseem**

H.R. Tongeren 64319
—

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 31 mei 1999 te 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring der jaarrekeningen.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.
6. Bestuurders : ontslag en benoemingen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77493)

**Health Center, naamloze vennootschap,
Vogelzang 5, bus 1, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout, 78283 — BTW 456.633.933
—

Datum algemene vergadering : 1 juni 1999.

Uur algemene vergadering : 18 uur.

Dagorde :

- 1) Goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur
- 2) Goedkeuring van de jaarrekening van 1998
- 3) Bestemming van het resultaat 1998
- 4) Decharge verlenen aan de bestuurders
- 5) Vergoeding aan de bestuurders
- 6) Allerlei (77494)

**Heating-Trans, naamloze vennootschap,
Hekkestraat 18A, Industriezone, 9308 Hofstade (Aalst)**

BTW 415.135.848
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, ten maatschappelijke zetel, op 3 juni 1999 om 9.00 uur.

Agenda :

1. Verslagen van bestuurders.
2. Bespreking van de jaarrekening.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Bestemming der uitslagen.
5. Kwijting aan bestuurders.
6. Ontslagname en benoeming van bestuurders.
7. Rondvraag. (77495)

**Handelsmaatschappij voor Band- en Plaatstaal,
afgekort : « Hebama », naamloze vennootschap,
Nijken 26A, 9400 Denderwindeke**

H.R. Aalst 47945 — BTW 417.056.745
—

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 15 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77496)

De raad van bestuur.

**Heebo, naamloze vennootschap,
Leuvensesteenweg 180, 3290 Diest**

H.R. Leuven 74082 — BTW 436.116.057
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 28 mei 1999 om 19 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting verlenen aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77497)

**Heebri, naamloze vennootschap,
Kempische Steenweg 182, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 64027 — BTW 427.389.621
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 28 mei 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77498)

**Heetek, naamloze vennootschap,
steenweg op Wijchmaal 56, 3990 Peer**

H.R. Hasselt 69906 — BTW 433.585.446
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 28 mei 1999 om 20 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77499)

**Heidemolen, naamloze vennootschap,
Molenstraat 32, 9250 Waasmunster**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Dendermonde, nr. 352

De aandeelhouders worden opgeroepen tot de jaarlijkse algemene vergadering van dinsdag 1 juni 1999 om 19.00 uur, ten maatschappelijke zetel, met volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Benoeming/herbenoeming/ontslag bestuurders.
6. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van artikel 23 van de statuten.

Om zich te laten vertegenwoordigen door een lasthebber, moet de schriftelijke volmacht worden opgesteld conform de voorschriften van de statuten, waarvan een type-exemplaar ter beschikking ligt op de zetel van de vennootschap.

(77500)

De raad van bestuur.

**Begrafenissen Eddy Heiremans, naamloze vennootschap,
Sint-Jansstraat 12, 2140 Antwerpen (Borgerhout)**

H.R. Antwerpen 280438 — BTW 442.103.927

De heren aandeelhouders worden opgeroepen tot de jaarvergadering welke zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 20 uur op de zetel van de vennootschap.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

Om tot de vergadering toegelaten te worden, dienen de heren aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (77501)

**Heirman en zonen, naamloze vennootschap,
Oude Heirweg 14B, 9250 Waasmunster**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 15 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77502)

**Heli - Europe, naamloze vennootschap,
Roger Vanderweydenstraat 41, 1000 Brussel**

H.R. Brussel 529308 — BTW 438.774.253

Algemene vergadering 1 juni 1999 om 17 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen der statuten. (77503)

**Helium Group, naamloze vennootschap,
Gemeenveldstraat 36, 1652 Alsemberg**

H.R. Brussel 578076 — BTW 452.137.883

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op donderdag 3 juni 1999 , te 10 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Varia. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen opgenomen in de statuten.

(77504)

De raad van bestuur.

**Helvan, naamloze vennootschap,
Industrieterrein Kolmen 1132, 3570 Alken**

H.R. Tongeren 67275 — BTW 439.248.068

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Bespreking jaarrekening. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting bestuurders. 5. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 6. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77505)

De raad van bestuur.

**Fr. Henderyckx & zonen, naamloze vennootschap,
Kathuizersvest 10-12-14, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 70869 — BTW 444.571.091

Statutaire algemene vergadering op 1 juni 1999 om 15 uur te houden op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de Raad van Bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening en de resultaatjaarrekening, afgesloten per 31 december 1998.
3. Bestemming te geven aan het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de raad van bestuur.
5. Rondvraag : ontslag en benoeming bestuurders. (77506)

**Thom Hendrickx, naamloze vennootschap,
Turnhoutseweg 2, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 74173 — BTW 452.557.854

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending van de resultaten. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Verlenging benoeming bestuurders. 6. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (77507)

**Henderyckx & C°, naamloze vennootschap,
Karthuizersvest 16/18, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 60181

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de statutaire algemene vergadering die zal doorgaan op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 te 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening, afgesloten per 31 december 1998.
3. Bestemming te geven aan het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de raad van bestuur.
5. Rondvraag - Ontslag en benoeming bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (77508)

**Vanhengel Veevoeders, naamloze vennootschap
Haenenstraat 43, 3740 Eigenbilzen (Bilzen)**

H.R. Tongeren 44659 — BTW 414.108.341

De aandeelhouders worden verzocht de gewone Statutaire Algemene Vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 om 20 uur, in de maatschappelijke zetel, met volgende agenda : 1. Lezing van het jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Lezing van het verslag van de commissaris-revisor. 3. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998; 4. Goedkeuring van de jaarrekening. 5. Kwijting aan de bestuurders en de commissarissen. 6. Ontslag bestuurder. 7. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (77509)

**Hermes Shipstores, naamloze vennootschap,
Maasstraat 40, 2060 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 281559 — BTW 442.853.104

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering van dinsdag 1 juni 1999 te 14 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring Jaarrekening; 3. Kwijting Bestuurders; 4. Varia. (77510)

**Hermimo, naamloze vennootschap,
Zepperenweg 255, Sint-Truiden**

H.R. Hasselt 44967 — BTW 412.749.945

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 18 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art 60 ven. wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Ontlasting, ontslag en benoeming bestuurders. 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (77511)

**Hermusco, naamloze vennootschap,
Steenweg 160, 3570 Alken**

H.R. Tongeren 64270

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 17 uur, ten maatschappelijk zetel. Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Ontlasting, ontslag en benoeming bestuurders. 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (77512)

**Herwest, naamloze vennootschap,
Zielestraat 23, 2275 Lille (Poederlee)**

H.R. Turnhout 68831 — BTW 446.140.018

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering welke zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 17 uur op de maatschappelijke zetel, Zielestraat 23, 2275 Lille (Poederlee).

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaar- en resultatenrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Goedkeuring bezoldiging bestuurders en opname voorschotten.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders gelieven vijf dagen op voorhand hun aandelen neer te leggen op de maatschappelijke zetel. (77513)

**Hevanco, naamloze vennootschap,
Grote Steenweg 110, 2600 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 288044 — BTW 446.165.455

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die op de zetel van de vennootschap zal plaatsvinden op 31 mei 1999 te 19 uur.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening op 31 december 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldigingen.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77514)

**Hevanim, naamloze vennootschap,
Leopold II-straat 16, 3800 Sint-Truiden**

H.R. Hasselt 78841 — BTW 444.750.938

Jaarvergadering op maandag 31 mei 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda : Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet. Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. Kwijting aan de bestuurders. Benoeming/herbenoeming bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (77515)

**Fl. Heynen & C°, naamloze vennootschap,
Rode Leeuwlaan 15, 2640 Mortsel**

H.R. Antwerpen 35732

Gewone algemene vergadering op maandag 31 mei 1999 te 15 u. op de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. verslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor. 2. goedkeuring der jaarrekening per 31 december 1998. 3. kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor. 4. statutaire benoemingen. 5. diversen.

De aandelen dienen gedeponereerd te worden minstens vijf dagen vóór de vergadering op de maatschappelijke zetel. (77516)

**Tandtechnisch Labo Jef Heyns, naamloze vennootschap,
Braumstraat 48, 2400 Mol**

H.R. Turnhout 67392 — BTW 444.636.221

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering, welke zal gehouden worden op donderdag 3 juni 1999 om 14 uur, in de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Benoemingen.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel van de vennootschap, ten minste vijf dagen voor de vergadering. (77517)

**Hikaso, naamloze vennootschap,
Molenkouter 104, 9520 Sint-Lievens-Houtem**

H.R. Oudenaarde 31138

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 10 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77518)

De raad van bestuur.

**H.I.M., naamloze vennootschap,
Liersesteeweg 225, 2220 Heist-op-den-Berg**

H.R. Mechelen 84179 — NN 440.227.768

De dames en heren aandeelhouders worden uitgenodigd op de gewone algemene vergadering die op 1 juni 1999 zal worden gehouden ten maatschappelijke zetel te 17 uur en zal beraadslagen over volgende agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Jaarrekening 31 december 1998 - Bestemming resultaat.
3. Decharge, ontslag en benoeming bestuurders.
4. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen overeenkomstig de statutaire bepalingen. (77519)

**Hobbycenter Van Hoeck, naamloze vennootschap,
Wechelsebaan 71, 2275 Lille**

H.R. Turnhout 75067 — BTW 453.284.661

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 14 uur.

Agenda : 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending van de resultaten. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (77520)

**Immo Hoeselt, naamloze vennootschap,
Industrielaan 35, 3730 Hoeselt**

H.R. Tongeren 64231 — BTW 434.738.954

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen, welke zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de raad van bestuur.
5. Besprekingen van diverse aard. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te richten naar de bepalingen van de statuten. (77521)

**Witte Duiven Hoeveken, naamloze vennootschap,
Joos de Ter Beerstlaan 64, 8740 Pittem**

H.R. Brugge 26018 — BTW 405.235.316

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die gehouden zal worden op dinsdag 1 juni 1999 te 11 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31.12.1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel, ten laatste vijf dagen vóór de algemene vergadering. (77522)

De raad van bestuur.

**Hoisting Equipment, naamloze vennootschap,
Rijksweg 15A, 2880 Bornem**

H.R. Mechelen 60110 — BTW 415.869.484

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, ten maatschappelijke zetel, op maandag 31 mei 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur - jaarverslag.
2. Verslag van de commissaris-revisor;
3. Goedkeuring jaarrekening 1998.
4. Resultaatverwerking.
5. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
6. Herbenoeming commissaris-revisor.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten en de wettelijke voorschriften ter zake. (77523)

**Holz-Bois, naamloze vennootschap,
Bosdel 41, 3600 Genk**
H.R. Tongeren 67347 — BTW 411.968.403

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 15 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
2. Bestemming van het resultaat;
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
4. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77524)

**Home Development System,
afgekort : « H.D.S. », naamloze vennootschap,
Gouverneur Roppesingel 83, 3500 Hasselt**
H.R. Hasselt 55315 — BTW 420.517.764

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 13 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Beslissing over het voortzetten van de vennootschap. 6. Varia. Zich richten naar de statuten. (77525) De raad van bestuur.

**Home, naamloze vennootschap,
Molenstraat 88, 2300 Turnhout**
H.R. Turnhout 73006 — BTW 451.524.805

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die op de zetel van de vennootschap zal plaatsvinden op 1 juni 1999 om 18 uur.

Dagorde :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Kwijting aan de bestuurders.
3. Bezoldigingen.
4. Benoemingen bestuurders.
5. Rondvraag. (77526)

**Landbouw- & Bosuitbating Hontzocht, naamloze vennootschap,
Seyntexllaan 3, 8700 Tielt**
H.R. Brugge 51.504 — BTW 418.169.869

De jaarvergadering heeft plaats op 1 juni 1999 om 15 uur op de zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van jaarrekening. 3. Ontlasting bestuurders. 4. Diverse. Neerlegging der aandelen, zoals in de statuten voorzien. (77527)

**Vanhoof Diepvriesprodukten, naamloze vennootschap,
Balendijk 208, 3920 Lommel**
H.R. Hasselt 48426 — BTW 414.940.858

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 10 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Decharge aan de bestuurders.
4. Varia.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77528)

**Horemans en zoon Kempisch Na,
Welkomhoeve 7, 2280 Grobbendonk**

Jaarvergadering op 2 juni 1998 ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich schikken naar de statuten. (77529)

**Optiek S. Hostens, naamloze vennootschap,
Ooststraat 26, 8630 Veurne**
H.R. Veurne 33383 — BTW 446.182.479

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op maandag 31 mei 1999 om 14 uur. — Agenda : 1. Bespreking van de jaarrekening; 2. Goedkeuring van de jaarrekening; 3. Kwijting aan de bestuurders; 4. Ontslag en benoeming bestuurders; 5. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (77530)

**Hottlet Frozen Foods, in 't kort : « HFF », naamloze vennootschap,
Heiveldekens 4, 2250 Kontich**
H.R. Antwerpen 119621 — BTW 403.656.986

De jaarvergadering zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 15 uur op de zetel te Kontich.

Agenda :

1. Verslag van de raad bestuur.
 2. Lezing van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
 3. Goedkeuring van de jaarrekening.
 4. Kwijting van hun bestuur aan de leden van de raad van bestuur en aan de commissaris-revisor.
- Zich gedragen naar de statuten. (77531)

**Van Hoyer, naamloze vennootschap,
Dorpsstraat 17, 9190 Stekene**
H.R. Sint-Niklaas 40430 — BTW 424.102.113

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 19 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. (77532)

**H.T.C., naamloze vennootschap,
Kanaalkom 17, 3960 Bree**
H.R. Tongeren 67011 — BTW 438.879.369

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 19 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art 60 ven. wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders. 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (77533)

**Eigen Huis, naamloze vennootschap,
Bergenstraat 35, 2110 Wijnegem**

BTW 432.659.095

De aandeelhouders worden verzocht aanwezig te zijn op de algemene vergadering op 3 juni 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, met volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan de bestuurders;
5. Benoeming van de bestuurders.
6. Rondvraag. (77534)

**Van Huis International, naamloze vennootschap,
Huzenblek 2, 2381 Weelde**

H.R. Turnhout 68571 — BTW 446.096.664

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 om 18 uur ten maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998
3. Bestemming van het resultaat
4. Kwijting aan de bestuurders
5. Allerlei.

Zich richten naar de statuten (77535)

**Hulene, naamloze vennootschap,
Kloosterstraat 28, 3910 Neerpelt**

H.R. Hasselt 74255

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 11 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77536) De raad van bestuur.

**Autocars De Hulst, naamloze vennootschap,
Grote baan 34, 2235 Hulshout**

H.R. Turnhout 65234 — BTW 441.012.379

Algemene vergadering op 2 juni 1999 om 19 uur.

Agenda :

- bespreking jaarrekening en jaarverslag 31 december 1998
- goedkeuring jaarrekening
- kwijting bestuurders

De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar art. 32 van de statuten. (77537)

**Huygen Voeders, naamloze vennootschap,
Boudewijnlaan 11, 2220 Heist-op-den-Berg**

H.R. Mechelen 56658 — BTW 422.958.996

De aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarlijkse algemene vergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Verslagen van bestuurders en commissaris. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending van de resultaten. 4. Kwijting aan bestuurders en commissaris. 5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (77538)

**Huylebroeck, naamloze vennootschap,
Hekkestraat 55, 9308 Hofstade**

H.R. Aalst 56984 — BTW 435.208.415

De heren aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 te 14.00 uur, op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Aanvaarding van wijze van samenroeping.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998 en bestemming van het resultaat.
4. Décharge aan de bestuurders.
5. Varia.

Verder dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (77539)

**Huysentruyt P. Juwelen, naamloze vennootschap,
Vestigingstraat 60, bus 1, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 304717 — BTW 452.998.809

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 om 18 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de Jaarrekening per 31 december 1998.
3. Kwijting te verlenen aan de Bestuurder.
4. Bestemming van het Resultaat.
5. Ontslagen en benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77540)

**HVL Management, naamloze vennootschap,
Vijversdreef 3, 3620 Lanaken**

H.R. Tongeren 56128 — BTW 425.322.036

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 16 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia.

Zich richten naar de statuten.

(77541)

Namens de raad van bestuur.

**Hypotheek-Maatschappij Arrondissement Antwerpen,
naamloze vennootschap, Zegersdreef 111, Brasschaat**

H.R. Antwerpen 26963

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de gewone algemene vergadering, ter studie van Mr. Benoit De Cleene, notaris te Antwerpen, Jodenstraat 12, op dinsdag 1 juni 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur en commissaris-revisor.
2. Bespreking en goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting aan raad van bestuur en commissaris-revisor.
5. Eventueel rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen der statuten. (77542)

I.C.B.A. Internationaal Container Bemiddelings- Advies- en Handelsbureau, in 't kort: «I.C.B.A.», naamloze vennootschap, Transcontinentaalweg 2, 2030 Antwerpen

H.R. Antwerpen 297048 — BTW 450.171.456

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 te 18 uur.

Dagorde :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
3. Kwijting aan bestuurders.
4. Benoemingen.
5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering zich schikken naar de statuten. (77543)

ID Construct, naamloze vennootschap, Konventstraat 13, 8500 Kortrijk

H.R. Kortrijk 114522 — BTW 433.124.004

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Lezing van de jaarrekening per 31 december 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Goedkeuring van de toewijzing van het resultaat.
5. Allerlei.

(77544) De raad van bestuur.

IFO, naamloze vennootschap, Jozef Nellenslaan 68, 8300 Knokke

H.R. Brugge 70036 — BTW 431.108.193

De jaarvergadering zal gehouden worden op woensdag 2 juni 1999 om 18.30 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77545)

I.G.B., naamloze vennootschap, Grotestraat 34, 3540 Herk-de-Stad (Berbroek)

De jaarvergadering zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 te 16 uur, te Gent, Vrijdagmarkt 63.

Agenda :

1. Lezing van het jaarverslag.
2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Bezoldigingen.
6. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering zich schikken naar de statuten. (77546)

Iliaens Sanitair en C.V., naamloze vennootschap, Steenweg 119A, 3570 Alken

H.R. Tongeren 62638 — BTW 431.863.202

Jaarvergadering op 7 juni 1999 om 20 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. (77547)

Imanco, naamloze vennootschap, Boomsesteenweg 966, 2610 Wilrijk

H.R. Antwerpen 315332 — BTW 457.408.052

Jaarvergadering op 1 juni 1999 te 11 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde : Verslag van de raad van bestuur; Goedkeuring van de jaarrekening; Kwijting; Ontslag en benoeming bestuurders; Rondvraag. (77548)

Imbico, naamloze vennootschap, Gouverneur Roppesingel 83, 3500 Hasselt

H.R. Hasselt 62406 — BTW 427.004.886

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 14 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Beslissing over het voortzetten van de vennootschap. 6. Varia. Zich richten naar de statuten. (77549) De raad van bestuur.

Imbofa, naamloze vennootschap, weg naar As 123, 3600 Genk

H.R. Tongeren 55297 — BTW 414.320.355

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van Bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998 met bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77550)

IMD, naamloze vennootschap, Mijlstraat 265, 2570 Duffel

H.R. Mechelen 58483

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77551)

**Imelcu, naamloze vennootschap,
Vleerakkerstraat 32, 2100 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 297297

De Heren Aandeelhouders worden opgeroepen tot de Jaarvergadering welke zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 20 uur op de Zetel van de Vennootschap.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998;
3. Kwijting te verlenen aan de Bestuurders;
4. Rondvraag.

Om tot de Vergadering toegelaten te worden, dienen de Heren aandeelhouders zich te schikken naar de Statuten. (77552)

**Imeon & Etiam, naamloze vennootschap,
Louizalaan 76, 1050 Brussel**

H.R. Brussel 589812 — BTW 454.690.963

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 20 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77553)

**Immalo, naamloze vennootschap,
Oostendestraat 233, 8820 Torhout**

H.R. Oostende 53620

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 10 uur op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire voorschriften. (77554)

**Immas, naamloze vennootschap,
Verbindingsstraat 31, 2650 Edegem**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Antwerpen, nr. 1599
NN 460.322.111

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 18 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77555)

**Immayer, naamloze vennootschap,
De Pretlei 7, 2930 Brasschaat**

H.R. Antwerpen 284365

Gewone algemene vergadering op dinsdag 1 juni 1999 te 14u, op de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor. 2. Goedkeuring der jaarrekening per 31 december 1998. 3. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor. 4. Diversen.

De aandelen dienen gedeponneerd te worden minstens vijf dagen voor de vergadering op de maatschappelijke zetel. (77556)

**Immex, naamloze vennootschap,
Scheppersstraat 58, 2200 Herentals**

H.R. Turnhout 81420 — BTW 459.426.345

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77557)

**Immobay, naamloze vennootschap,
Jozef Cogelslei 32, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 257851 — NN 431.209.540

Algemene vergadering op 1 juni 1999 om 11 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur;
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening en de resultatenrekening per 31 december 1998;
3. Resultatenverdeling;
4. Kwijting aan de bestuurders;
5. Rondvraag. (77558)

**Immoco, naamloze vennootschap,
Gouverneur Roppesingel 83, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 62218

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 15 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (77559)

De raad van bestuur.

**Immodan, naamloze vennootschap,
Waregemseweg 146, 9790 Wortegem-Petegem**

H.R. Oudenaarde 29838 — BTW 428.076.440

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op donderdag 3 juni 1999 te 14.30 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepaling van de statuten. (77560)

**Immodec, naamloze vennootschap,
Missestraat 66, 2570 Duffel**

H.R. Mechelen 61628

Gewone algemene vergadering op 3 juni 1999 te 15 uur.

Agenda :

Bespreking van artikel 60 van het W.H.V.; Verslag van de raad van bestuur; Goedkeuring jaarrekening; Goedkeuring bestemming resultaat; Kwijting mandatarissen; Ontslag en benoeming mandatarissen. (77561)

**Immohoek, naamloze vennootschap,
Schotelven 56/2, 2370 Arendonk**

H.R. Turnhout 58502

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 te 20 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77562)

**Immomar, naamloze vennootschap,
Waregemseweg 154, 9790 Wortegem-Petegem**

H.R. Oudenaarde 29799 — BTW 428.033.680

Jaarvergadering op 3 juni 1999 te 14.00 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (77563)

**Immoram, naamloze vennootschap,
Hoogstraat 47, 1650 Beersel**

H.R. Brussel 480112

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 3 juni 1999 te 18 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77564)

**Immorocho, naamloze vennootschap,
Driezenstraat 31, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 73508

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Goedkeuring vergoeding bestuurders.
6. Herbenoeming bestuurders.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77565)

**Immotals, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Mechelsevest 6, bus 10, 3000 Leuven**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Leuven, nr. 596

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 te 17 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Statutaire benoemingen.
6. Diversen.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77566)

**Immotopia, naamloze vennootschap,
Hoog Heibos 1, 2547 Lint**

H.R. Antwerpen 316165

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18.00 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77567)

**Immotrend, naamloze vennootschap,
Rijksweg 31, 2870 Puurs**
H.R. Mechelen 68161 — BTW 437.968.460

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 te 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders;
2. Goedkeuring van de vergoeding van de bestuurders;
3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998;
4. Goedkeuring van de bestemming van het resultaat;
5. Kwijting aan de bestuurders;
6. Ontslag - benoeming en herbenoeming bestuurders;
7. Rondvraag. (77568)

**Immovak, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 144-146, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 59236

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering, welke zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel, Stationsstraat 144-146, 2440 Geel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaar- en resultatenrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Goedkeuring bezoldiging bestuurders en opname voorschotten.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders gelieve vijf dagen op voorhand hun aandelen neer te leggen op de maatschappelijke zetel. (77569) De raad van bestuur.

**Imopa, naamloze vennootschap,
Binnensteenweg 172, 2530 Boechout**

H.R. Antwerpen 233475

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van Bestuurders.
2. Goedkeuring der jaarrekening per 31 december 1998.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders. (77570)

**Imotem, naamloze vennootschap,
Lievevrouwestraat 32, 2520 Ranst**

H.R. Antwerpen 227996

Gewone algemene vergadering op 2 juni 1999 te 9 uur.

Agenda :

Verslag van de raad van bestuur; Goedkeuring jaarrekening; Goedkeuring bestemming resultaat; Kwijting mandatarissen; Ontslag en benoeming mandatarissen. (77571)

**Indi, naamloze vennootschap,
Groeningenlei 134, 2550 Kontich**

H.R. Antwerpen 252843 — BTW 429.390.294

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 21 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77572)

**Indogem, naamloze vennootschap,
Hoveniersstraat 30, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 263724 — BTW 433.849.425

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslagen van de raad van bestuur en commissaris.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris.
4. Benoeming commissaris.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77573)

**Indu-Lease, naamloze vennootschap,
Boomssteenweg 400, 2610 Wilrijk**

H.R. Antwerpen 256386 — BTW 430.661.885

De aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 om 14 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring jaarrekening; 3. Bestemming resultaat; 4. Kwijting bestuurders; 5. Ontslag en benoemingen; 6. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de voorschriften van de statuten. (77574)

**Industrie Service, naamloze vennootschap,
Eikenlei 161, 2960 Brecht**

H.R. Antwerpen 251334 — BTW 428.896.386

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Bestemming van de resultaten.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77575)

**Ingeve, naamloze vennootschap,
Acaciadreef 1, 2240 Zandhoven**

H.R. Antwerpen 256987

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 10 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Ontlasting, ontslag en benoeming bestuurders. 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (77576)

**Installatietechniek België, naamloze vennootschap,
Hogenakkerhoekstraat 10, 9150 Kruiseke**

H.R. Sint-Niklaas 50489 — BTW 431.998.111

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 op de maatschappelijke zetel te Kruiseke om 14 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.
2. Lezing van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening en van de verwerking der resultaten.
4. Kwijting van hun bestuur aan de leden van de raad van bestuur en aan de commissaris-revisor.
5. Benoemingen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van artikel 19 van de statuten. (77577)

**Intellisoft, naamloze vennootschap,
Leuvensesteenweg 290, 1932 Sint-Stevens-Woluwe**

H.R. Brussel 601397 — BTW 457.311.745

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Ontslag en benoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77578)

**Interalu, naamloze vennootschap,
Moerelei 159, 2610 Wilrijk**

H.R. Antwerpen 188490

De uitgestelde jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel op 31 mei 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen vóór de bijeenkomst. (77579)

**Interflux Solder, naamloze vennootschap,
Eddastraat 51, 9042 Gent**

BTW 441.065.730

Algemene vergadering 1 juni 1999 te 18 uur.

Agenda :

1. verslag van de bestuurders en commissaris-revisor.
2. goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. bestemming van de resultaten.
4. decharge aan de bestuurders en commissaris-revisor.
5. varia. (77580)

**Interfreight Antwerp, naamloze vennootschap,
Schomhovevweg 15, haven 200, 2030 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 280193 — BTW 442.022.070

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 3 juni 1999 te 19 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77581)

**Interlabel, naamloze vennootschap,
Nijverheidslaan 14, 3200 Aarschot**

H.R. Leuven 48618 — BTW 403.561.768

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 14 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (77582)

De raad van bestuur.

**Rederij Intermas, naamloze vennootschap,
Durmstraat 48, 9030 Mariakerke (Gent)**

H.R. Gent 106942 — BTW 400.038.391

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 te 15 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
5. Herbenoeming commissaris-revisor.
6. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (77583)

**Intermobil, naamloze vennootschap,
Cockerillplaats 14, 2600 Genk**

H.R. Tongeren 76380 — BTW 453.361.370

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 10 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (77584)

De raad van bestuur.

**Interoil, naamloze vennootschap,
Wierhoekstraat 39, 3511 Hasselt (Kuringen)**

H.R. Hasselt 47093 — BTW 414.446.257

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 10 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag en verslag commissaris-revisor. 2. Bespreking jaarrekening. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting bestuurder en commissaris-revisor. 5. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 6. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77585)

De raad van bestuur.

**I.P.I., naamloze vennootschap,
Grote Nieuwhofdreef 36B, 9990 Maldegem**

H.R. Gent 105994 — BTW 407.050.897

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel op 31 mei 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (77586)

**Irvan, naamloze vennootschap,
Kleine Grippe 4, 2630 Aartselaar**

H.R. Antwerpen 318049 — NN 431.452.238.

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op maandag 7 juni 1999 om 14 uur in de zetel Kleine Grippe 4, 2630 Aartselaar.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998;
2. Kwijting aan de bestuurders;
3. Benoemingen;
4. Bezoldigingen;
5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77587)

**Isowill, naamloze vennootschap,
Windmolenstraat 72-74, 2660 Antwerpen (Hoboken)**

H.R. Antwerpen 254732 — BTW 428.053.773

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op 2 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en de commissaris-revisor.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor.
5. Ontslagen en benoemingen.
6. Rondvraag.

Zich gedragen naar de statuten om toegelaten te worden tot de vergadering. (77588)

**Itac, naamloze vennootschap,
Sint-Martinusstraat 2, 9790 Wortegem-Petegem**

H.R. Oudenaarde 39772 — BTW 421.684.635

Jaarvergadering op 1 juni 1999 te 10 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998; 3. Bestemming resultaat; 4. Kwijting aan de bestuurders; 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77589)

**ITB Technics, naamloze vennootschap,
Hogenakkerhoekstraat 10, 9150 Kruibeke**

H.R. Sint-Niklaas 50582 — BTW 445.938.494

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 op de maatschappelijke zetel te Kruibeke om 14 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Lezing van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening en van de verwerking der resultaten.
4. Kwijting van hun bestuur aan de leden van de raad van bestuur.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van artikel 20 van de statuten. (77590)

**I.T.P. (International Tube Partners), naamloze vennootschap,
Maaltecenter Blok G, 9051 Gent, Derbystraat 373**

H.R. Gent 183015 — BTW 458.993.112

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering op maandag 31 mei 1999 om 10 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31.12.1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Decharge te verlenen aan de bestuurders. 5. Bepalingen art. 60. 6. Benoeming en herbenoeming bestuurders. 7. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77591)

**Jackhill, naamloze vennootschap,
Walgoedstraat 2, 9140 Temse**

H.R. Sint-Niklaas 52681

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 2 juni 1999 te 16.00 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Herbenoeming bestuurders.
5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77592)

Immo Jacobs, naamloze vennootschap
Bosstraat 63, 3560 Lummen

H.R. Hasselt 71104

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 16 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten.

(77593)

De raad van bestuur.

Jacques Industries, naamloze vennootschap,
Industrieterrein, Kanaal Noord 1102, 3960 Bree

H.R. Tongeren 56784 — BTW 425.175.150

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen, die zal plaatshebben op 3 juni 1999 om 15 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Ontslag en benoeming;
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77594)

Immo De Jager, naamloze vennootschap,
Jagersdreef 7, 2950 Kapellen

H.R. Antwerpen 245835

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 1 juni 1999

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

Voor wat het bijwonen van de vergadering betreft worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de voorschriften van de statuten. (77595)

Jagomar, naamloze vennootschap,
Droogdokkenweg 6B, 2000 Antwerpen

H.R. Antwerpen 290263 — BTW 447.472.282

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering van 1 juni 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Toepassing Art. 103. 5. Varia. (77596)

Jaka, naamloze vennootschap,
Gouden Boomstraat 5, 8000 Brugge

H.R. Brugge 58736 — BTW 424.914.042

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering welke zal plaatshebben op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 te 19 uur.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders;
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998;
3. Aanwending van het resultaat;
4. Kwijting van de bestuurders;
5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering dienen de aandeelhouders zich te schikken naar artikel 27 der statuten. (77597)

Jakeinvest, naamloze vennootschap,
Hoogland 111, 3118 Werchter

Jaarvergadering op 1 juni 1999 te 19 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur (incl. art. 60). 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77598)

Jamaco, naamloze vennootschap,
Kommenstraat 8, 3730 Hoeselt

H.R. Tongeren 63701

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 10 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (77599)

De raad van bestuur.

Zakenkantoor Janda, naamloze vennootschap,
Pr. Josephine-Charlotteln 15, 9230 Wetteren

H.R. Dendermonde 53506

Jaarvergadering op 2 juni 1999 om 17.00 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslag Raad van Bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77600)

Jans-Milis, naamloze vennootschap,
Pannestraat 15, 3270 Scherpenheuvel-Zichem

H.R. Leuven 72221 — BTW 434.506.847

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering welke zal gehouden worden op 2 juni 1999 om 19 uur in de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77601)

Jans, naamloze vennootschap,
Vredestraat 36, 8450 Bredene

H.R. Oostende 32480 — BTW 415.890.666

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen, die zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap, op dinsdag 1 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening, afgesloten per 31 december 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (77602)

**Jansimmo, naamloze vennootschap,
Heihoefke 1, 2960 Brecht**

H.R. Antwerpen 269813

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 9 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris-revisor.
5. Statutaire benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77603)

**Janssen-Hawinkel, naamloze vennootschap,
Weertersteenweg 360, 3640 Kinrooi**

H.R. Tongeren 69994 — BTW 449.461.970

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 te 11 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bedrijfsleiders.
5. Benoeming bestuurders en raad van bestuur.
6. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (77604)

**Bouwbedrijf Janssen en Wijnen, naamloze vennootschap,
Langeweidestraat 96, bus 1, 3631 Uikhoven**

H.R. Tongeren 57227 — BTW 425.603.831

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarlijkse algemene vergadering op 31 mei 1999 om 19 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Besprekingen van diverse aard. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77605)

**Meubelen Janssens, naamloze vennootschap,
Sint-Hubertusplein 36, 2845 Niel**

H.R. Antwerpen 241622 — BTW 426.047.655

De aandeelhouders van de naamloze vennootschap « Meubelen Janssens » worden uitgenodigd op de gewone algemene vergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op 31 mei 1999 te 18 uur, met als agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Benoemingen.
5. Rondvraag. (77606)

**Jos Janssens zonen, naamloze vennootschap,
Heihoefke 1, 2960 Brecht**

H.R. Antwerpen 203158 — BTW 415.598.082

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de commissaris-revisor.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris-revisor.
6. Statutaire benoemingen.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77607)

**Betonfabrieken Janssens, naamloze vennootschap,
Heihoefke 1, 2960 Brecht**

H.R. Antwerpen 213617 — BTW 418.466.413

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 17 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de commissaris-revisor.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris-revisor.
6. Statutaire benoemingen.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77608)

**J. Janssens & zonen, naamloze vennootschap,
Heihoefke 1, 2960 Brecht**

H.R. Antwerpen 172168 — BTW 403.725.975

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 19 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de commissaris-revisor.
2. Verslag van de raad van bestuur.

3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
 4. Bestemming van het resultaat.
 5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris-revisor.
 6. Statutaire benoemingen.
 7. Rondvraag.
 De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77609)

**Janssens Aankoopmaatschappij, naamloze vennootschap,
 Heihoefke 1, 2960 Brecht**

H.R. Antwerpen 234477 — BTW 423.395.991

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 10 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de commissaris-revisor.
 2. Verslag van de raad van bestuur.
 3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
 4. Bestemming van het resultaat.
 5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris-revisor.
 6. Statutaire benoemingen.
 7. Rondvraag.
 De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77610)

**Javanco, naamloze vennootschap,
 Jezus-Eiklaan 146, 3080 Tervuren**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Leuven, nr. 148

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 2 juni 1999 om 14 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
 2. Bestemming van het resultaat.
 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
 4. Rondvraag.
 Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77611)

**Jelimo, naamloze vennootschap,
 Vlaamse Kaai 90, 2000 Antwerpen**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Antwerpen, nr. 454
 NN 437.384.777

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 3 juni 1999 te 19 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Rondvraag. 6. Herbenoeming bestuurders.
 De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77612)

**Jemaco, naamloze vennootschap,
 Tildonksesteenweg 171, 3020 Herent**

De heren aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 20 uur, op de zetel.

Dagorde :

1. Verslag van bestuurders en commissaris-revisor; 2. Goedkeuring der jaarrekeningen afgesloten op 31 december 1998; 3. Aanwending van het resultaat; 4. Ontlasting van bestuurders en commissaris-revisor; 5. Benoemingen; 6. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.

Zo de algemene vergadering een dividend toekent, zal dit betaalbaar zijn in de Bank Brussel Lambert, vanaf 16 augustus 1999. (77613)

**Continental Jewellery Creations, naamloze vennootschap,
 Diksmuidekaai 17, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 97676 — BTW 420.210.532

Wij nodigen alle aandeelhouders uit tot de jaarvergadering op dinsdag 1 juni 1999 om 16 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
 2. Bestemming van het resultaat.
 3. Décharge te verlenen aan de bestuurders.
 4. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77614)

**Jicamor, naamloze vennootschap,
 Lieven Gevaertstraat 6, 2950 Kapellen**

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering die doorgaat op 1 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
 2. Voorlegging en goedkeuring jaarrekening.
 3. Resultaatverwerking.
 4. Kwijting verlenen aan de bestuurders.
 5. Diversen. (77615)

**J.I.H.'s Invest, naamloze vennootschap,
 Paddeschootdreef 49, 9100 Sint-Niklaas**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
 2. Bestemming van het resultaat.
 3. Kwijting aan de bestuurders.
 4. Benoeming van bestuurders.
 5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77616)

**Jimka, naamloze vennootschap,
Lieven Gevaertstraat 15, 2950 Kapellen**

H.R. Antwerpen 268498
—

De aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 te 17 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting bestuurders.
5. Ontslag en benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de voorschriften van de statuten. (77617)

**J.K.L.M., naamloze vennootschap,
Van Dijklaan 11, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 78847 — BTW 424.600.573
—

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 1 juni 1999, te 20 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Decharge verlenen aan bestuurders.
5. Varia.
6. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77618)

**Johar, commanditaire vennootschap op aandelen,
Ahomenlaan 30, 2610 Wilrijk**

H.R. Antwerpen 310431 — BTW 455.124.889
—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 17.30 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Decharge te verlenen aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77619)

**Jokana, naamloze vennootschap,
Oostendestraat 31, 8600 Diksmuide**

H.R. Veurne 18328 — BTW 405.497.513
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 om 16.30 uur.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998
2. Kwijting aan de bestuurders
3. Bezoldigingen
4. (Her)benoemingen.

(77620)

De raad van bestuur.

**Joli Parket, naamloze vennootschap,
Kwadries 12, 8560 Gullegem**

H.R. Kortrijk 127389 — BTW 447.827.026
—

Oproeping gewone algemene vergadering op 31 mei 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Kwijting aan de raad van bestuur.
4. Herbenoeming bestuurders.

Zich schikken naar de statuten. (77621)

**Joma-Hold, naamloze vennootschap,
Tongerlostraat 35 (B), 3960 Bree**

H.R. Tongeren 73854
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap op 2 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Goedkeuring der bezoldigingen.
6. Rondvraag.

Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht zich te houden aan de voorschriften van de statuten. (77622)

**Immo Jone, naamloze vennootschap,
Bilzerbaan 138, 3620 Lanaken (Veldwezelt)**

H.R. Tongeren 57404 — BTW 426.085.861
—

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 14 uur. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten.

(77623)

Namens de raad van bestuur.

**Joossens, naamloze vennootschap,
Oscar Van Kesbeeckstraat 17, 2800 Mechelen**

H.R. Mechelen 33839 — BTW 403.601.360
—

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 10 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Verslag van commissaris-revisor.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting aan de bestuurders en commissaris-revisor en goedkeuring van hun vergoeding.
6. Ontslag en benoemingen. (77624)

**Jorissen, naamloze vennootschap,
Hasseltsestraat 26, 3740 Bilzen**

H.R. Tongeren 45566 — BTW 414.931.455

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 14 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.
(77625)

Namens de raad van bestuur.

**Immo Jorissen, naamloze vennootschap,
Hasseltsestraat 26, 3740 Bilzen**

H.R. Tongeren 57409 — BTW 426.887.496

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 16 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.
(77626)

Namens de raad van bestuur.

**Jorsim, naamloze vennootschap,
Leeuw van Vlaanderenlaan 88, 2950 Kapellen**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 2 juni 1999 te 14 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.
(77627)

**Jory, naamloze vennootschap,
Noorderwijkseweg 12, 2250 Olen**

H.R. Turnhout 55905 — BTW 428.914.697

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18 uur.

Dagorde :

1. Toepassing art. 60 van de Vennootschappenwet.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening met toewijzing van het resultaat.

4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslagen en benoemingen.
6. Allerlei.

Zich schikken naar art. 33 der statuten.
(77628)

**Kunststoframen Jozoma, naamloze vennootschap,
Schoorstraat 4, Industrierrein, 3680 Maaseik**

H.R. Tongeren 55524 — BTW 423.744.597

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.
(77629)

**J.P.K., naamloze vennootschap,
Molenstraat 13, 3060 Bertem**

H.R. Leuven 77370 — NN 440.848.964.

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 11 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Beslissing over het voortzetten van de vennootschap. 6. Varia. Zich richten naar de statuten.
(77630)

De raad van bestuur.

**JPS Invest, naamloze vennootschap,
Antwerpsesteenweg 67B, 2550 Kontich**

H.R. Antwerpen 275527 — BTW 439.878.766

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen op 1 juni 1999 te 19 uur op de zetel van de vennootschap te Kontich.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Lezing jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening en van de verwerking der resultaten.
4. Kwijting van hun bestuur aan de leden van de raad van bestuur.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.
(77631)

**Lustrerie J & R, naamloze vennootschap,
Herentalseweg 52, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 55845 — BTW 416.763.666

De vergadering der aandeelhouders zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 te 11 uur.

Agenda :

1. Lezing jaarverslag.
2. Bespreking en goedkeuring jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag.
5. Herbenoemingen bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.
(77632)

**Transport Jules Frans, naamloze vennootschap,
Vaatsjesstraat 14, 2580 Putte**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de Algemene Vergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de Jaarrekening per 31.12.1998.
3. Bestemming van het Resultaat.

4. Kwijting te verlenen aan de Bestuurders.
5. Ontslag en benoeming van de Bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepaling van de statuten. (77633)

Julicor, naamloze vennootschap
Hazelbeekstraat 28, 8020 Oostkamp
 H.R. Oostende 54269 — NN 453.538.049

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 3 juni 1999 om 19 uur.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998.
 2. Kwijting aan de bestuurders.
 3. Benoemingen.
 4. Bezoldigingen.
 5. Allerlei. (77634)
- De raad van bestuur.

Jumelet Zwemkomfort, naamloze vennootschap,
Bredabaan 875, 2930 Brasschaat

H.R. Antwerpen 212462 — BTW 418.162.545

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op dinsdag 1 juni 1999 te 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

Zich gedragen naar de statuten om toegelaten te worden tot de vergadering. (77635)

K-Boringen, naamloze vennootschap,
Paalsteenstraat 36, 3500 Hasselt

H.R. Hasselt 52976

Jaarvergadering op 1 juni 1999 te 12 uur, op de maatschappelijke zetel. Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998; 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Rondvraag. Zich schikken de statuten. (77636)

K-Construct, naamloze vennootschap,
Paalsteenstraat 36, 3500 Hasselt

H.R. Hasselt 85532 — BTW 451.957.840

Jaarvergadering op 1 juni 1999 om 15 uur, op de maatschappelijke zetel. Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening op 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich schikken naar de statuten. (77637)

Kaasimport De Kaasboer, naamloze vennootschap,
Ottergemsesteenweg 804, 9000 Gent

H.R. Gent 105507 — BTW 400.039.183

De algemene vergadering zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 14 uur, Ottergemsesteenweg 804, te Gent.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.
 2. Goedkeuring van de jaar- en resultatenrekening, d.d. 31 december 1998.
 3. Aanwending resultaat.
 4. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor.
 5. Benoemingen.
 6. Rondvraag.
- Om de algemene vergadering bij te wonen zich schikken naar artikel 18 en volgende van de statuten. (77638)

De Kaashalle, naamloze vennootschap,
Kortemarkellestraat 4, 8820 Torhout

H.R. Oostende 48355 — BTW 446.117.252

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 31 mei 1999 te 15 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Varia. (77639)

Kabera, naamloze vennootschap,
Lage Kaart 62, 2930 Brasschaat

H.R. Antwerpen 295570 — BTW 448.354.091

Jaarvergadering op 2 juni 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. (77640)

Kacee Invest, naamloze vennootschap,
Beukeboomstraat 1, 3560 Lummen

H.R. Hasselt 61398 — BTW 426.101.303

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 2 juni 1999 te 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring der jaarrekening afgesloten op 31 december 1998 met bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77641)

Kalimed, naamloze vennootschap,
de Gerlachestraat 3, 3500 Hasselt

H.R. Hasselt 63208 — BTW 426.792.377

Jaarvergadering 31 mei 1999 om 19 uur op de maatschappelijke zetel. Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (77642)

De raad van bestuur.

**Kalliste, naamloze vennootschap,
Van Bunnanlaan 7, 8300 Knokke-Heist**

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 11 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998 en bestemming van het resultaat.
3. Kwijting bestuurders.
4. Varia. (77643)

**Karperven, naamloze vennootschap,
Wolvenbosdreef 4, 2950 Kapellen**

H.R. Antwerpen 280900

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Belangenconflicten. 2. Voorlezing jaarverslag. 3. Bespreking jaarrekening per 31 december 1998. 4. Goedkeuring jaarrekening en bestemming van het resultaat. 5. Kwijting van mandaat aan de bestuurders. 6. Statutaire benoemingen. 7. Varia. (77644)

**Karrewiel, naamloze vennootschap,
Zapstraat 38, 3730 Hoeselt**

H.R. Tongeren 48474 — BTW 417.436.827

Jaarvergadering op 3 juni 1999 om 19 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77645)

De raad van bestuur.

**Kasabama, naamloze vennootschap,
De Merodelei 29, 2300 Turnhout**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 te 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Benoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77646)

**KEF, naamloze vennootschap,
Betekomsesteenweg 70, 3200 Aarschot**

H.R. Leuven 60174 — NN 423.193.875

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 18 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders. 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (77647)

**Kegels, naamloze vennootschap,
Kerkstraat 110, 9170 Sint-Gillis-Waas**

H.R. Sint-Niklaas 41185 — BTW 425.490.401

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 19 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. (77648)

**Kelba, naamloze vennootschap,
Grote Baan 86, 3540 Herk-de-Stad**

H.R. Hasselt 81198

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77649)

**Kemba, naamloze vennootschap,
Lierselei 177, Oostmalle**

H.R. Antwerpen 55683

De jaarvergadering zal gehouden worden, ten zetel op 1 juni 1999 te 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Verslag van de commissaris-revisor. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Bestemming der resultaten. 5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar artikel 30 der statuten. (77650)

**Immo Dekempeneer, naamloze vennootschap,
Mechelsesteenweg 156, 1800 Vilvoorde**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 3 juni 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en aan de commissaris.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77651)

Kempenland, naamloze vennootschap
Paalsteenstraat 36, 3500 Hasselt

H.R. Hasselt 24731

Jaarvergadering op 1 juni 1999 te 18 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening op 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77652)

Garage Kenis, naamloze vennootschap,
steenweg op Gierle 228/3, 2300 Turnhout

H.R. Turnhout 29550 — BTW 413.063.018

De algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 te 14 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Rondvraag.

Aandeelhouders zich schikken naar art. 21 van de statuten. (77653)

« Kitchen Equipment for Professionals », afgekort : « KEPRO », naamloze vennootschap,
Dellestraat 45, 3550 Heusden-Zolder

H.R. Hasselt 74322 — BTW 438.660.427

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77654)

De raad van bestuur.

Van Kerckhoven & Co, naamloze vennootschap,
Vlaamse Kaai 90, 2000 Antwerpen

H.R. Antwerpen 269532 — NN.437.263.726.

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 3 juni 1999 te 11 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77655)

Van Kerckhoven Beheer, naamloze vennootschap,
Herentalsebaan 316, 2160 Wommelgem

H.R. Antwerpen 292124 — BTW 448.103.772

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel op 1 juni 1999 om 10.00 uur.

Agenda : 1. Art. 60 Venn. wet; 2. Verslag van de raad van bestuur; 3. Goedkeuring jaarrekening; 4. Kwijting bestuurders; 5. Bestemming resultaat; 6. Ontslagen en benoemingen; 7. Rondvraag.

De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de statuten en de wettelijke voorschriften ter zake.

(77656)

De raad van bestuur.

Van kerckvoorde, naamloze vennootschap,
Brugse Vaart 1-2, 9030 Gent

H.R. Gent 90513 — BTW 400.033.641

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering, welke zal gehouden worden op 2 juni 1999 te 15 uur op de maatschappelijke zetel, Brugse Vaart 1-2, 9030 Gent.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaar- en resultatenrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Goedkeuring bezoldiging bestuurders en opname voorschotten.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders gelieven vijf dagen op voorhand hun aandelen neer te leggen op de maatschappelijke zetel.

(77657)

De raad van bestuur.

Kestelyn, naamloze vennootschap,
Baarstraat 56, 9700 Oudenaarde

H.R. Oudenaarde 2394 — BTW 411.509.533

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 2 juni 1999 te 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77658)

Keul-Lift, naamloze vennootschap,
Berlaarbaan 98, 2820 Bonheiden

H.R. Mechelen 41487 — BTW 400.827.061

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 15 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring jaarrekening 1998; 3. Kwijting bestuurders; 4. Rondvraag. 5. Bestemming resultaat. (77659)

Systeembouw Hub Keulers, naamloze vennootschap,
Gerdingerpoort 14, 3690 Bree

H.R. Tongeren 63858 — BTW 413.084.101

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering van 3 juni 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Decharge aan de bestuurders.
4. Varia.

Om deel te nemen, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77660)

Milieuholding Dekeyser, naamloze vennootschap**Zandstraat 450, 8200 Sint-Andries**

H.R. Brugge 77880 — BTW 449.834.827

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 te 10 uur, ter maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Tegenstrijdige belangen. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening op 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Benoeming - ontslag. 7. Diversen.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (77661)

K.H.B., naamloze vennootschap**Veearts Strauvenlaan 12, 3540 Herk-de-Stad**

H.R. Hasselt 77027 — BTW 442.286.841

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 14 uur.

- Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (77662)

Tradisud, naamloze vennootschap,**Jan Van Rijswijcklaan 92/3, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 231263 — BTW 422.983.940

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.
6. Ontslag en benoeming bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77663)

Kiwi, naamloze vennootschap**A. Ruzettelaan 1 8370 Blankenberge**

H.R. Oostende 66898 — BTW 433.661.660

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77664)

Klapp Cosmetics & Distribution, naamloze vennootschap,**Overbosstraat 17, 3730 Hoeselt**

H.R. Tongeren 72811 — BTW 448.902.043

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77665)

Kleemhoeve, naamloze vennootschap,**Peperstraat 129, 9900 Eeklo**

H.R. Gent 171438 — BTW 451.010.903

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998
3. Bestemming van het resultaat
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77666)

Klokinvest, naamloze vennootschap,**Chrisantenlaan 15, 8670 Koksijde**

H.R. Veurne 35797

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel op 31 mei 1999 te 19 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring der jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Décharge aan de bestuurders.
5. Benoemingen.
6. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77667)

Groep Knippenberg, naamloze vennootschap,**Gremelsloweg 3, 3680 Maaseik**

H.R. Tongeren 49001 — BTW 418.204.810

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 16 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag 2. Bespreking jaarrekening. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting bestuurders. 5. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 6. Varia. Zich richten naar de statuten. (77668)

Namens de raad van bestuur.

**Firma R. Deknudt, naamloze vennootschap,
Kapelstraat 70, 8540 Deerlijk**

H.R. Kortrijk 6929 BTW 405.402.788

Jaarvergadering op 2 juni 1999, te 16 uur. — Dagorde: 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. (77669)

**Koenig-Verschoren, naamloze vennootschap,
Industriepark 58, 2235 Hulshout**

H.R. Turnhout 50363 — BTW 423.800.126

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Bestemming resultaten. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich schikken naar de statuten. (77670)

**Kogamat, naamloze vennootschap,
Paalsteenstraat 36, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 75135 — BTW 439.771.670

Jaarvergadering op 1 juni 1999 te 8 uur, op de maatschappelijke zetel. Agenda : 1. Verslag raad van bestuur en commissaris. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders en commissaris-revisor. 5. Benoemingen. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77671)

**Koopjeskrant, naamloze vennootschap,
Boomsesteenweg 460, 2610 Wilrijk**

H.R. Antwerpen 254097 — BTW 429.811.651

De heren aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 1 juni 1999 om 17 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting van de bestuurders.
5. Ontslag van bestuurder(s).
6. Statutaire (her)benoeming van (een) bestuurder(s).
7. Diversen.
De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de voorschriften van de statuten. (77672)

**Korolin, naamloze vennootschap,
Durentijdelei 1, 2930 Brasschaat**

H.R. Antwerpen 317580 — BTW 458.540.972

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel op 31 mei 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Art.60 Venn.wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting bestuurders. 5. Bestemming resultaat. 6. Ontslagen en benoemingen. 7. Rondvraag.

De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de statuten en de wettelijke voorschriften ter zake. (77673)

De raad van bestuur.

**Kovema, naamloze vennootschap,
Venecolaan 25, 9880 Aalter**

H.R. Gent 160196 — BTW 442.930.011

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 juni 1999, om 11 uur 30.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen vóór de vergadering. (77674)

**Kriss Fashion, naamloze vennootschap,
Oude Heirweg 7,9112 Sinaai**

H.R. Sint-Niklaas 50434 — BTW 425.755.170

Gewone algemene vergadering van de aandeelhouders op 1 juni 1999 te 19 uur, op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening 1998.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Décharge bestuurders.
5. Statutaire benoemingen.
6. Bezoldigingen bestuurders.

Neerlegging titels ten minste vijf dagen vóór de algemene vergadering op de maatschappelijke zetel. (77675)

**Kroon-Service, naamloze vennootschap
Deurnebaai 52, 2170 Merksem (Antwerpen)**

H.R. Antwerpen 311576 — BTW 455.766.970

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 19 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77676)

**Kroontax, naamloze vennootschap,
Oostkaai 12, 2170 Antwerpen (Merksem)**

H.R. Antwerpen 107806 — BTW 403.728.054

De aandeelhouders worden opgeroepen tot de gewone jaarlijkse algemene vergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op maandag 31 mei 1999, om 20 uur, Oostkaai 12, 2170 Antwerpen Merksem.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor;
2. Goedkeuring van de jaarrekening;

3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor;
5. Varia.

Om aan de vergadering deel te nemen worden de aandeelhouders verzocht hun aandelen minstens vijf dagen tevoren op de zetel van de vennootschap te laten inschrijven. (77677)

**Kube & Kubenz België, naamloze vennootschap,
Heizegemweg 2, 2030 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 266840 — BTW 436.057.164

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77678)

**Kumpen, naamloze vennootschap,
Paalsteenstraat 36, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 54614 — BTW 419.914.978

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 te 17 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur en commissaris. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders en commissaris-revisor. 5. Benoemingen. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77679)

**Kuppens, naamloze vennootschap,
Kloosterstraat 64, 3920 Lommel**

H.R. Hasselt 56199 — BTW 421.119.362

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 16.00 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring der jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77680)

**Kuppon, naamloze vennootschap,
Waregemseweg 129, 9790 Wortegem-Petegem**

H.R. Oudenaarde 32238 — BTW 432.716.109

Jaarvergadering op donderdag 3 juni 1999 te 15 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (77681)

**Kwalibeton, naamloze vennootschap,
Den Hert 25, 9250 Waasmunster**

H.R. Sint-Niklaas 42763 — NN 435.324.815

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 20 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de zaakvoerders.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de zaakvoerders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77682)

**Immo Kwanten, naamloze vennootschap,
Leopoldlaan 20, 3900 Overpelt**

H.R. Hasselt 45213 — BTW 412.962.157

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat;
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
4. Varia.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire voorschriften. (77683)

**L. en D., naamloze vennootschap,
Waterhoendreef 4, 9940 Evergem**

H.R. Gent 153532

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Benoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77684)

**Labo-Pax, naamloze vennootschap,
Zoerselbaan 125, 2390 Zoersel**

H.R. Antwerpen 261857 — BTW 433.405.007

De aandeelhouders worden verzocht de gewone statutaire algemene Vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 om 20 uur, in de maatschappelijke zetel, met volgende agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge aan bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders. 6. Diversen. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (77685)

De Laere, naamloze vennootschap,
Nijverheidslaan 32, 8560 Gullegem
 H.R. Kortrijk 75727 — BTW 405.403.184

Jaarvergadering op 7 juni 1999 om 18 uur in de zetel. — Agenda :
 1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 2. Resultaatsaanwen-
 ding; 3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding;
 4. Ontslagen en benoemingen; 5. Rondvraag.
 (77686) De raad van bestuur.

Laervelden, naamloze vennootschap,
Westerlosesteenweg 97, 2220 Heist-op-den-Berg
 BTW 446.758.640

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Toepassing artikel 103 SWAV.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77687)

Huurlinnen Van Laethem, naamloze vennootschap,
Van den Hautelei 19, 2100 Deurne (Antwerpen)

H.R. Antwerpen 194635

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 3 juni 1999 te 11 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1998. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Benoemingen. 5. Rondvraag.
- Om toegelaten te worden tot de vergadering zich schikken naar de statuten. (77688)

Wasserij Van Laethem, naamloze vennootschap,
Van den Hautelei 25, 2100 Deurne (Antwerpen)

H.R. Antwerpen 31161 — BTW 403.801.003

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 3 juni 1999 te 10 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1998. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Benoemingen. 5. Rondvraag.
- Om toegelaten te worden tot de vergadering zich schikken naar de statuten. (77689)

Immobiliaire Van Laethem, naamloze vennootschap,
Leemputweg 45, 2930 Brasschaat

H.R. Antwerpen 217257

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 2 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Verslagen raad van bestuur en commissaris-revisor. 2. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1998. 3. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor. 4. Benoemingen. 5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering zich schikken naar de statuten. (77690)

Lambrechts, naamloze vennootschap,
Luikersteenweg 214, 3700 Tongeren

H.R. Tongeren 67143 — BTW 439.130.282

Jaarvergadering van 31 mei 1999 te 11 uur op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Lezing jaarverslag en van het verslag van de commissaris-revisor. 2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Kwijting bestuurders en aan de commissaris-revisor. 4. Ontslagen en Benoemingen. (77691)

Immo Lambrechts, naamloze vennootschap,
Luikersteenweg 214, 3700 Tongeren

H.R. Tongeren 47478

Jaarvergadering van 31 mei 1999 te 16 uur op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 2. Kwijting bestuurders. 3. Ontslagen en Benoemingen. (77692)

Lambrighs Carrière de Dolhain, société anonyme,
rue du Vicinal 5, 4830 Dolhain

R.C. Verviers 58311 — T.V.A. 433.072.237

Les actionnaires sont invités à l'assemblée du 1^{er} juin 1999 à 17 heures, au siège de la société.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels, arrêtés au 31 décembre 1998.
3. Décharge aux membres du conseil d'administration.
4. Nominations des administrateurs et d'administrateur délégué.
5. Divers.

Pour être admis à l'assemblée générale, les détenteurs d'actions au porteurs doivent déposer leurs actions au siège de la société au moins cinq jours en avant.

(77693)

Le conseil d'administration.

Lamcoo, naamloze vennootschap
Paaistraat 19, 2500 Lier

H.R. Mechelen 44696 — BTW 404.559.284

De gewone jaarvergadering zal worden gehouden op dinsdag 1 juni 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag bestuurders.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de statuten om tot de vergadering toegelaten te worden. (77694)

**Het Vlakke Land, naamloze vennootschap,
Witte Bremlaan 9, 2360 Oud-Turnhout**

H.R. Turnhout 77154

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, op de maatschappelijke zetel, op dinsdag 1 juni 1999 om 18 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
 3. Bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting aan de bestuurders.
 5. Rondvraag.
- Neerlegging aandelen: vijf dagen voor de algemene vergadering op de maatschappelijke zetel. (77695)

**Landmark, naamloze vennootschap,
Staatsbaan 12, 2630 Oud-Turnhout**

H.R. Turnhout 69143 — BTW 446.999.754

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders gelieve zich te schikken naar art. 21 en 22 van de statuten. (77696)

De raad van bestuur.

**Likeurstokerij Lanneau, naamloze vennootschap,
Vaarnewijkstraat 10, 8530 Harelbeke**

H.R. Kortrijk 68686 — BTW 411.979.190

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op dinsdag 1 juni 1999 om 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur en commissaris. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998 inclusief de toewijzing van het resultaat. 3. Kwijting bestuurders en commissaris. 4. Benoeming bestuurders en commissaris. 5. Varia. De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de statuten en de wettelijke voorschriften ter zake. (77697)

De raad van bestuur.

**Lanson Anderlecht III, naamloze vennootschap,
Bollinckxstraat 20, 1070 Brussel**

H.R. Brussel 484002

Gewone algemene vergadering op 2 juni 1999 om 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Kwijting bestuurders.
4. Ontslagen en benoemingen.
5. Varia. (77698)

**NV Lanson Plant V, naamloze vennootschap,
Doornveld 15, 1731 Asse (Zellik)**

H.R. Brussel 563604 — BTW 448.295.101

Gewone algemene vergadering op de maatschappelijke zetel op 2 juni 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Art. 103 en 104 SWHV. 8. Varia. (77699)

**Lasheras, commanditaire vennootschap op aandelen,
Ahomenlaan 30, 2610 Wilrijk**

H.R. Antwerpen 310432 — BTW 455.129.146

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18.30 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Decharge te verlenen aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77700)

**Immo Laureys, commanditaire vennootschap op aandelen,
Grote Markt 27/1, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 72419 — BTW 450.678.331

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998
3. Bestemming van het resultaat
4. Kwijting aan de bestuurders
5. Allerlei.

Zich richten naar de statuten. (77701)

**LB-Express, naamloze vennootschap,
Grens 42, 2370 Arendonk**

H.R. Turnhout 71454 — BTW 449.651.121

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 2 juni 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77702)

Houthandel L.B.M., naamloze vennootschap,**Maastrichtersteenweg 28, 3680 Maaseik**

H.R. Tongeren 65901 — BTW 437.213.741

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten.

(77703)

De raad van bestuur.

Immo L.C., naamloze vennootschap,**Verbindingsstraat 31, 2650 Edegem**

NN 463.329.507

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 18 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77704)

Leemans Kredieten, naamloze vennootschap,**Turnhoutsebaan 120, 2100 Deurne**

H.R. Antwerpen 274512 — BTW 439.618.054

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 3 juni 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. verslag raad van bestuur.
2. goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. bestemming van het resultaat.
4. kwijting aan de bestuurders.
5. rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77705)

**Compagnie Van Leerne, naamloze vennootschap,
Kasteeldreef 2, 9800 Deinze (Sint-Martens-Leerne)**

H.R. Gent 136961

Jaarvergadering op maandag 7 juni 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten per 31 december 1998. 3. Winstverdeling. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (77706)

**Groep H.J.W. De Leeuw, naamloze vennootschap,
Nelelaan 14, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 287626 — BTW 446.015.502

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 2 juni 1999 om 10 uur.

Agendapunten:

1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Aanwending van de resultaten. 4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (77707)

Leeuwerik, naamloze vennootschap,**Nieuwstraat 3, 3900 Overpelt**

H.R. Hasselt 417

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 20 uur in de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998; 3. Bestemming resultaat; 4. Kwijting bestuurders. (77708)

Omer Lefevre Meubelfabriek, naamloze vennootschap,**Ingelmunsterstraat 80, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 18196 — BTW 405.577.388

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77709)

**Lemmens, naamloze vennootschap,
Steenweg op Blaasveld 97, 2801 Mechelen**

H.R. Mechelen 50147 — BTW 416.712.790

De gewone algemene vergadering wordt gehouden dd. 2 juni 1999 te 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag per 31 december 1998 van de raad van bestuur.
2. Behandeling van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Diversen. (77710)

**Lemon, naamloze vennootschap,
Mechelsesteenweg 428, 1930 Nossegem**

H.R. Brussel 97898 — BTW 424.721.626

De dames en heren aandeelhouders worden uitgenodigd op de gewone algemene vergadering die op 31 mei 1999 zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel te 15 uur en zal beraadslagen over volgende agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Jaarrekening 31 december 1998. Bestemming resultaat.
3. Decharge, ontslag en benoeming bestuurders.
4. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen overeenkomstig de statutaire bepalingen. (77711)

**Lenaerts, naamloze vennootschap,
Europark 1086, 3530 Houthalen**
H.R. Hasselt 84888 — BTW 450.996.946

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden gevraagd zich te gedragen volgens de statuten. (77712)

**Lerimo, naamloze vennootschap,
Guffenslaan 53, bus 2, 3500 Hasselt**
H.R. Tongeren 77054 — BTW 424.008.972

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering te willen bijwonen, welke zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de raad van bestuur.
5. Besprekingen van diverse aard - rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te richten naar de bepalingen van de statuten. (77713)

**Werkhuizen Frans Lesage, naamloze vennootschap,
Oostlaan 3, 8560 Wevelgem**

H.R. Kortrijk 84960 — BTW 411.105.497

Jaarvergadering op 3 juni 1999 te 15 uur op de zetel van de vennootschap.

Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 2. Kwijting bestuurders. 3. Herbenoeming bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (77714)

**Leyssens en Co, naamloze vennootschap,
Wijgmaalsesteenweg 17, 3020 Herent**

H.R. Leuven 78974 — BTW 443.303.856

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Ontslag en benoeming van bestuurders.
5. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77715)

**Licht Accent, naamloze vennootschap,
Antwerpsesteenweg 28, 2950 Kapellen**

H.R. Antwerpen 263394 — BTW 434.167.842

De gewone algemene vergadering van de aandeelhouders zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 1 juni 1999 te 20 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking van de jaarrekening over het afgelopen boekjaar.
3. Goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur.
4. Goedkeuring van de jaarrekening en de bestemming te geven aan het Resultaat.
5. Kwijting te geven aan de raad van bestuur.
6. Eventueel rondvraag.

Om aan de vergadering te kunnen deelnemen dient men zich te gedragen naar de voorschriften van artikel 21 van de statuten. (77716)

**Lidikel, naamloze vennootschap,
Diestersteenweg 276, 3510 Hasselt-Kermt**

H.R. Hasselt 51385 — BTW 417.679.426

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77717)

De raad van bestuur.

**« Couture Liliane »,
afgekort : « CL », naamloze vennootschap,
Vissegatstraat 48, 3800 Sint-Truiden**

H.R. Hasselt 68221 — BTW 431.479.952

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 18 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art 103/104 ven. wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders. 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (77718)

**De Lim-Balen, naamloze vennootschap,
Molsesteenweg 131, te 2490 Balen**

H.R. Turnhout 57220 — BTW 430.326.444

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 juni 1999 te 16 uur.

Dagorde :

1. Verslag van bestuurders; 2. Goedkeuring der jaarrekeningen; 3. Aanwending van het resultaat; 4. Ontlasting aan bestuurders; 5. Herbenoeming bestuurders; 6. Varia. Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (77719)

**De Lim-Mol, naamloze vennootschap,
Ezaart 273-277, 2400 Mol**

H.R. Turnhout 30569 — BTW 403.771.408

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 juni 1999 te 17 uur.

Dagorde :

1. Verslag van bestuurders; 2. Goedkeuring der jaarrekeningen;
3. Aanwending van het resultaat; 4. Ontlasting aan de bestuurders;
5. Herbenoeming bestuurder; 6. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (77720)

**Limacom, naamloze vennootschap,
Kleine Hellekensstraat 53, 3520 Zonhoven**

H.R. Hasselt 77239 — BTW 442.121.347

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.

2. Bestemming van het resultaat.

3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

4. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77721)

**Limauto, naamloze vennootschap,
Hellebeemden 2, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 52769 — BTW 418.744.446

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998; 3. Bestemming van het resultaat;
4. Benoemingen; 5. Kwijting aan de bestuurders.

Zich schikken naar de statuten. (77722)

**Limburgse Boringen, naamloze vennootschap,
Wijerveldstraat 19, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 52729 — BTW 440.762.852

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders. 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (77723)

**Limburgse Verkoopcentrale, naamloze vennootschap,
Langveldstraat 2, 3570 Alken**

H.R. Tongeren 65372 — BTW 436.373.306

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

5. Besprekingen van diverse aard. - Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77724)

**Limmo, naamloze vennootschap,
Biesdelle 83, 3980 Tessenderlo**

H.R. Hasselt 73727 — NN 438.033.093

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 20 uur.

Agenda :

Verslag van de raad van bestuur.

Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.

Kwijting van hun bestuur aan de leden van de raad van bestuur.

Bestemming van het resultaat.

Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77725)

**Limonta, naamloze vennootschap,
Industriezone-Kanaal Noord, 3960 Bree**

H.R. Tongeren 66063 — BTW 436.982.525

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.

2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.

3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77726)

**Star Line, naamloze vennootschap,
Kraaibergstraat 40/42, 3560 Lummen**

H.R. Hasselt 99138 — BTW 423.227.925

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.

2. Bestemming van het resultaat.

3. Decharge aan de bestuurders.

4. Ontslag en benoeming van bestuurders.

5. Varia.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77727)

**Fast Lines Belgium, naamloze vennootschap,
E. Van Dijckkaai 15/17, 2000 Antwerpen**

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 1 juni 1999 om 17 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.

2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.

3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.

5. Rondvraag.

Om geldig aan de vergadering deel te nemen worden de aandeelhouders verzocht hun aandelen neer te leggen op de maatschappelijke zetel en dit ten minste vijf dagen voor de datum van de algemene vergadering. (77728)

**Lips, naamloze vennootschap,
Heistlaan 27, 8301 Heist**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel.

1. Goedkeuring jaarrekening; 2. Kwijting van bestuur aan de bestuurders; 3. Bestemming van het resultaat; 4. Samenstelling raad van bestuur; 5. Rondvraag. (77729)

**L.M.D. Project, naamloze vennootschap
Richardstraat 22, 2060 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 275169

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
3. Ontslagen en benoemingen.
4. Kwijting bestuurders.
5. Rondvraag.

Zich schikken naar de statuten. (77730)

**Lobster Palace, naamloze vennootschap,
Sint-Stevenstraat 52B, 9060 Zelzate**

H.R. Gent 161154 — BTW 443.521.976

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77731)

**Lock-Tile, naamloze vennootschap,
Hoge Heidelaan 6, 2960 Brecht**

H.R. Antwerpen 236468 — BTW 424.407.860

Jaarvergadering op 3 juni 1999 om 18 uur ten zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting bestuurders.
5. Ontslag en benoeming bestuurder. Zich richten naar de besta-
ten. (77732)

**Lojuco, naamloze vennootschap,
Van Bunnanplein 24, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 74350 — NN 442.987.518

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 juni 1999 te 11 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan bestuurders;
5. Ontslag en benoeming bestuurders;
6. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen voor de vergadering. (77733)

**Loma, naamloze vennootschap,
Boomsesteenweg 95/97, 2610 Wilrijk**

H.R. Antwerpen 265212

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77734)

**Loppem Sport, naamloze vennootschap,
Lac 10, 8210 Loppem**

H.R. Brugge 60219 — NN 427.169.984

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering die zal doorgaan op dinsdag 1 juni 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel met volgende agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van jaarverslag en jaarrekening per 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Eventueel ontslag en benoeming bestuurders.
5. Rondvraag

(77735)

De raad van bestuur.

**Lothar, naamloze vennootschap,
Stadsheide 29B, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 75915 — BTW 439.861.247

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen op 1 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan de bestuurders;
5. Benoemingen.

(77736)

**Lovan, naamloze vennootschap,
Lovelddreef 15, 9070 Destelbergen**
H.R. Gent 146495 — BTW 430.131.553

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 te 14 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77737)

**Loze Bareel, naamloze vennootschap,
Loze Bareel 21-23, 2560 Nijlen**
H.R. Mechelen 76044

De heren aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. lezing van de jaarverslagen van de raad van bestuur. 2. bespreking en goedkeuring van de jaarrekening. 3. kwijting aan de bestuurders. 4. toewijzing van het resultaat. 5. rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (77738)

**LT Medical Services, naamloze vennootschap,
Nieuwland 5A, 3200 Aarschot**
H.R. Leuven 60909 — BTW 423.397.971

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Lezing jaarverslag.
2. Lezing verslag commissaris-revisor.
3. Bespreking jaarrekening per 31 december 1998.
4. Goedkeuring jaarrekening.
5. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor.
6. Bezoldigingen.
7. Allerlei.

Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (77739)

**Drukkerij St. Luc, naamloze vennootschap,
Oudenaardse Heerweg 172 9810 Nazareth**
H.R. Gent 108379

De jaarvergadering zal plaats hebben op 1 juni 1999 te 20 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Lezing van de jaarrekening. 3. Goedkeuring van de jaarrekening. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoemingen.

Zich gedragen naar de statuten. (77740)

**Lucann, naamloze vennootschap,
Londenstraat 30, 2000 Antwerpen**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, welke zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 te 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting aan de bestuurders.

5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (77741)

**Lumdecor, naamloze vennootschap,
Sacramentstraat 19, 3560 Lummen**

H.R. Hasselt 47928 — BTW 415.070.522

Jaarvergadering op 1 juni 1999 te 19 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag Bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Diversen. (77742)

**Luvarel, naamloze vennootschap,
Paardenmarkt 61, 2000 Antwerpen-1**

H.R. Antwerpen 233022 — BTW 423.354.916

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering, welke zal gehouden worden op 3 juni 1999 te 16 uur op de maatschappelijke zetel, Paardenmarkt 61, 2060 Antwerpen.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaar- en resultatenrekening afgesloten per 31 december 1998 en bestemming van het resultaat.

3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

4. Rondvraag.

(77743)

De raad van bestuur.

**Invest-Lux, naamloze vennootschap,
Hoepertingenstraat 2, 3840 Borgloon**

H.R. Tongeren 65258

Jaarvergadering op maandag 31 mei 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet. Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. Kwijting aan de bestuurders. Benoeming/herbenoeming bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (77744)

**Vanluyd, naamloze vennootschap,
Ubbelstraat 58, 3550 Heusden-Zolder**

H.R. Hasselt 55399 — BTW 420.447.884

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 11 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (77745)

De raad van bestuur.

**Luys, naamloze vennootschap,
Raakstraat 6A, 3950 Kaulille (Bocholt)**

H.R. Hasselt 61228 — BTW 425.082.704

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen, die zal plaatshebben op 3 juni 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;

3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Ontslag en benoeming.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77746)

**L & V, naamloze vennootschap,
Hoge Velden 46, 2860 Sint-Katelijne-Waver**

H.R. Mechelen 41815 — BTW 403.679.455

Jaarvergadering op 1 juni 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Voorstelling jaarrekening en resultaatrekening per 31 december 1998 door de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening en resultaatrekening per 31 december 1998. 3. Ontheffing verantwoordelijkheid bestuurders. 4. Bestemming resultaat. 5. Rondvraag. (77747)

**Lyobel, naamloze vennootschap,
Industriepark 2, 2235 Hulshout**

H.R. Turnhout 71818 — H.R. Leuven 73821
H.R. Mechelen 66080 — BTW 436.735.273

Jaarvergadering op 1 juni 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening op 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurder. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77748)

**Lyro, naamloze vennootschap,
Zavelbosstraat 1, 2200 Herentals**

H.R. Turnhout 64865

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 om 16 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting verlenen aan bestuurders. 5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (77749)

**M en L Group, naamloze vennootschap,
Gentssteenweg 48, 9420 Erpe-Mere**

BTW nr. 458.296.096

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 19 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77750)

**Mabrodiam, naamloze vennootschap,
Schupstraat 18-20, 2018 Antwerpen-1**

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal doorgaan op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 11 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en de commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en de commissaris-revisor.
5. Benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77751)

**Mad Ad International, naamloze vennootschap,
Bouwmeestersstraat 4, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 304423

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 om 16 uur.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998
3. Herbenoeming bestuurders.
4. Kwijting van de bestuurders
5. Rondvraag. (77752)

**Maerien Invest, naamloze vennootschap,
Gildenstraat 7, 2470 Retie**

H.R. Turnhout 60123 — BTW 434.534.363

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering op de maatschappelijke zetel op dinsdag 1 juni 1999 om 17 uur met als agenda : 1. Verslag i.v.m. art. 60 van de vennootschapswet. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming van het resultaat en goedkeuring van de bezoldigingen. 5. Kwijting aan de bestuurders en aan de externe accountant. 6. Ontslagen en (her)benoemingen. 7. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77753)

**Mahieu, naamloze vennootschap,
Dumonplein 4, 1150 Sint-Pieters-Woluwe**

—

De aandeelhouders worden opgeroepen tot het bijwonen van de jaarvergadering der aandeelhouders, die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om twintig uur op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

- a) Jaarverslag.
- b) Jaarrekening; toelichting bij het ontwerp; bespreking; goedkeuring.
- c) Bestemming van het resultaat.
- d) Kwijting aan de raad van bestuur. (77754)

Drukkerij Mahieu, Meiweg 60, 8790 Waregem

H.R. Kortrijk 117826 — BTW 436.893.245

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering te willen bijwonen, die zal plaats hebben op 1 juni 1999 om 20 uur, in de maatschappelijke zetel, met volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Lezing van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Goedkeuring van de jaarrekening. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Goedkeuring van de toewijzing van het resultaat. 6. Varia. 7. Rondvraag. 8. Benoeming bestuurders.

(77755)

De raad van bestuur.

**Majatransport, naamloze vennootschap,
Hekkestraat 41, Industriezone, 9308 Hofstade-Aalst**

BTW 435.230.684

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering op 3 juni 1999 op de maatschappelijke zetel om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van Bestuurders.
2. Bespreking van de jaarrekening.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Bestemming der uitslagen.
5. Kwijting aan bestuurders.
6. Rondvraag.

(77756)

**Machinefabriek Makova, naamloze vennootschap,
Industrieterrein-Noordlaan 8, 8520 Kuurne**

H.R. Kortrijk 81979 — BTW 406.813.842

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 2 juni 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

- 1) Lezing van de jaarrekening per 31 december 1998.
- 2) Goedkeuring van de jaarrekening.
- 3) Kwijting aan de bestuurders.
- 4) Goedkeuring van de toewijzing van het resultaat.
- 5) Allerlei.

(77757)

De raad van bestuur.

**Malbag, naamloze vennootschap,
Steenweg op Deinze 49A, 9880 Aalter**

H.R. Gent 158195 — BTW 440.613.293

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 te 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77758)

**« International Management and Consulting Company (Icon) N.V. »,
naamloze vennootschap,
Minister Tacklaan 85, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 127450 — BTW 422.034.726

De jaarvergadering wordt gehouden op de maatschappelijke zetel op 7 juni 1999 om 10.30 uur, met volgende agenda : 1. Lezing jaarverslag en verslag van de commissaris-revisor; 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998; 3. Resultaatsbestemming; 4. Kwijting aan Bestuurders en aan de Commissaris-Revisor; 5. Ontslagen en benoemingen; 6. Varia. Om toegelaten te worden tot de vergadering dienen de aandeelhouders hun aandelen te deponeren op de maatschappelijke zetel, en dit ten laatste op ... juni 1999. (77759)

**Manatec, naamloze vennootschap,
Spoorwegstraat 6, 2220 Heist-op-den-Berg**

H.R. Mechelen 67199 — BTW 438.607.175

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14 uur.

Dagorde :

1. Toepassing art. 60 van de Vennootschappenwet.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening met toewijzing van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslagen en benoemingen.
6. Allerlei.

Aandelen deponeren op de zetel van de vennootschap uiterlijk 5 dagen vóór datum van de voorgenomen vergadering. (77760)

**Mansion, naamloze vennootschap,
Peerlaarstraat 15, 2820 Bonheiden**

H.R. Mechelen 78065 — BTW 455.564.359

De heren aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarlijkse vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de accountant-revisor.
2. Goedkeuring van de balans en de resultatenrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Decharge te verlenen aan de bestuurders en aan de accountant-revisor.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77761)

**Marall, naamloze vennootschap,
Aug. Reyerslaan 34, 1040 Brussel**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 20.00 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring van het jaarverslag.
2. Goedkeuring van de jaarrekening en toelichting
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Varia.

(77762)

**Maran, naamloze vennootschap
Dorp 15, 2310 Rijkevorsel**

H.R. Turnhout 71887

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op dinsdag 1 juni 1999 te 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekeningen per 31 december 1998.
3. Resultaatsbestemming.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Goedkeuring vergoeding bestuurders.
6. Herbenoeming bestuurders.
7. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar artikel 20 der statuten. (77763)

**Aciers Marathon Staal, naamloze vennootschap,
Emile de Harvenstraat 50/52, 2660 Hoboken**

H.R. Antwerpen 128713 — BTW 404.124.764

De heren aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 1 juni 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting van de bestuurders.
5. Ontslag van bestuurder(s).
6. Statutaire (her)benoeming van (een) bestuurder(s).
7. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de voorschriften van de statuten. (77764)

**Bouwbedrijf Marcom, naamloze vennootschap,
Pedro Colomalaan 4, 2880 Bornem**

H.R. Mechelen 284060 — BTW 445.429.740

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 te 19 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de Raad van Bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77765)

**Marescroon, commanditaire vennootschap op aandelen,
Kanaaldijk 25, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 309402 — BTW 452.399.585

Jaarvergadering op de zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 te 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de zaakvoerders; 2. goedkeuring jaarrekening;
3. Bestemming der resultaten; 4. Kwijting zaakvoerders; 5. Ontslagen en benoemingen; 6. Rondvraag.

Zich gedragen naar de statuten voor de toelating tot de vergadering. (77766)

**Margilco, naamloze vennootschap,
Antwerpsesteenweg 124, 2630 Aartselaar**

H.R. Antwerpen 261349

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 11 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Statutaire benoemingen.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77767) De raad van bestuur.

**Marie Siska, naamloze vennootschap,
Zoutelaan 177, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 64179 — BTW 429.692.479

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op dinsdag 1 juni 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel. Agenda : 1. Verslag bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuur en eventueel organen van toezicht. 4. Benoemingen. De aandeelhouders moeten hun effecten, minstens vijf dagen voor de algemene vergadering, deponeren op de maatschappelijke zetel of bij een statutair aangeduide bankinstelling. (77768)

**Marista, naamloze vennootschap,
Groot Veerle 31, 2960 Brecht**

H.R. Antwerpen 233596 — BTW 423.230.794

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Herbenoeming bestuurders.
6. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (77769)

**Marjon, naamloze vennootschap,
Ringlaan Noord 65, 8420 De Haan**

H.R. Oostende 48347
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering op 1 juni 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Behandeling van de jaarrekening.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
4. Kwijting aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77770)

**Markant, naamloze vennootschap,
Boomsesteenweg 501, 2610 Antwerpen (Wilrijk)**

H.R. Antwerpen 234115 — BTW 423.730.048
—

De aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 te 14.00 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring jaarrekening;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting bestuurders;
5. Ontslag en benoemingen;
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de voorschriften van de statuten. (77771)

**Carrosserie Martens, naamloze vennootschap,
Kappellestraat 15, 9800 Deinze**

H.R. Gent 140071 — BTW 426.821.477
—

De Algemene Vergadering zal plaatshebben op 31 mei 1999 om 10 uur op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening, bijlagen en toelichting.
3. Bestemming resultaat.
5. Ontslag en benoemingen bestuurders.

De vennoten die aanwezig wensen te zijn op deze vergadering dienen zich te schikken naar artikel 24 van de statuten. (77772)

**Georges Masyn, naamloze vennootschap,
Nijverheidsstraat 3, 8020 Oostkamp**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op donderdag 3 juni 1999 te 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Goedkeuring van de jaarrekening ter neerlegging.

6. Vergoeding bestuurders.
7. Bevestiging stand lopende rekeningen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77773)

**Matico, naamloze vennootschap,
Sorbenlaan 15, 2610 Wilrijk**

H.R. Antwerpen 273591 — NN 438.781.379
—

Gewone algemene vergadering op 31 mei 1999 te 19 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

De aandelen dienen gedeponereerd te worden minstens 3 weken voor de vergadering op de maatschappelijke zetel. (77774)

**Matrix Engineering Belgium, naamloze vennootschap,
Begijnenmeers 73, 1770 Liedekerke**

H.R. Brussel 551968 — BTW 445.796.261
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.
6. Ontslag en benoeming van bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77775)

**Mauretus-Spaarbank, naamloze vennootschap,
Rubenslei 11, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 222281 — BTW 420.327.328.
—

De raad van bestuur verzoekt de aandeelhouders deel te nemen aan de Jaarvergadering, die zal gehouden worden in de maatschappelijke zetel te Antwerpen op woensdag 2 juni 1999 te 14.30 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Verslag van de commissaris-revisor;
3. Jaarrekening per 31 december 1998
- Voorstel tot besluit : goedkeuring van de jaarrekening;
4. Winsttoewijzing

Voorstel tot besluit : goedkeuring van de winsttoewijzing voorgesteld door de raad van bestuur;

5. Bestuurders en commissaris-revisor

Voorstel tot besluit : de vergadering verleent kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.

6. Statutaire benoemingen :

Voorstel tot besluit : - de vergadering verkiest één lid van de raad van bestuur voor een termijn van vijf jaar; - de vergadering benoemt een erkend commissaris-revisor voor een termijn van drie jaar en bepaalt zijn bezoldiging.

Neerlegging der aandelen is vereist volgens de voorzieningen ter zake in de statuten. (77776)

**Mauretus, naamloze vennootschap,
Frankrijklei 79, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 164010

De raad van bestuur verzoekt de houders van kapitaals aandelen om deel te nemen aan de Jaarvergadering die zal gehouden worden in de vergaderzaal van de maatschappelijke zetel te Antwerpen aan de Frankrijklei 79 op woensdag 2 juni 1999 te 15 u 30, om te beraadslagen en te beslissen over de hierna gemelde agendapunten.

Agenda en voorstellen tot besluit :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor
2. Goedkeuring van de jaarrekening
3. Goedkeuring van de winstverdeling
4. Goedkeuring van de geconsolideerde jaarrekening.
5. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor
6. Machtiging aan de raad van bestuur om tijdens de jaren 1999 tot en met 2001 desgevallend te beslissen tot beursintroduktie van de aandelen, naamloze vennootschap, Mauretus en er de modaliteiten van te bepalen.
7. Rondvraag.

De neerlegging van de aandelen is vereist tenminste drie werkdagen en ten hoogste zes werkdagen vóór de te houden algemene vergadering tijdens de normale bureeluren in handen van de afgevaardigd bestuurder of in handen van een door hem speciaal en schriftelijk daartoe gemachtigde persoon op de maatschappelijke zetel. (7777)

**Mavy Invest, commanditaire vennootschap op aandelen,
Oude Stationsstraat 144, 8700 Tiel**

H.R. Brugge 78995 — BTW 451.499.366

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de statutaire algemene vergadering die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijtingen te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (7778)

**Max Building, naamloze vennootschap,
M. Herbetelaan 81, 1070 Brussel**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel.

1. Goedkeuring jaarrekening.
2. Kwijting van bestuur aan de bestuurders.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Samenstelling raad van bestuur.
5. Rondvraag. (7779)

**Mazzel Property, naamloze vennootschap,
Pelikaanstraat 126, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 272921

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 12 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;

3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Herbenoeming bestuurders en afgevaardigde bestuurder;
6. Ontslag en benoeming bestuurders en afgevaardigde bestuurder;
7. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (7778)

**M.C.L.-Invest, naamloze vennootschap,
Stekelbeekstraat 17, 9881 Bellem**

H.R. Gent 158781 — BTW 439.458.696

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Aanvaarding van wijze van samenroeping.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998 en bestemming van het resultaat.
4. Décharge aan de bestuurders.
5. Varia.

Verder dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (7781)

**M.D.W. Electriciteit, naamloze vennootschap,
Mulderstraat 1, 9800 Deinze**

H.R. Gent 160621 — BTW 442.874.383

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel op 1 juni 1999 om 11 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Ontslag en benoeming bestuurders.
5. Kwijting aan bestuurders.
6. Varia

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen voor de vergadering. (7782)

**All Meat, naamloze vennootschap,
Hertsbergsestraat 7, 8020 Oostkamp**

H.R. Brugge 5070801 — BTW 439.636.563

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 juni 1999, om 15 uur 30.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen voor de vergadering. (7783)

**Medicor, naamloze vennootschap,
Kleinstraat 1, 3118 Rotselaar**

H.R. Leuven 65428 — BTW 427.287.869

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 3 juni 1999 te 17 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Bezoldigingen.
6. Herbenoeming bestuurders.
7. Rondvraag. (77784)

**Medimmo, naamloze vennootschap,
Grote Breemstraat 15, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 51569

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten.

(77785)

De raad van bestuur.

**Medisun, naamloze vennootschap,
Krekelweg 9, 2360 Oud-Turnhout**

H.R. Turnhout 62117 — BTW 436.054.887

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 19 uur op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Bespreking volgens Art. 60 Venn. Wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Bestemming resultaat. 4. Goedkeuring jaarrekening. 5. Kwijting aan bestuurders. 6. Ontslag en statutaire benoemingen. 7. Allerlei. Zich schikken naar de statuten. (77786)

**Meeroe, naamloze vennootschap,
Koning Albertstraat 84, 1760 Roosdaal**

H.R. Brussel 559558 — BTW 446.286.310

Oproeping van de Algemene Vergadering der aandeelhouders te houden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 10 uur.

Dagorde :

1. Vaststelling dat aan de formaliteiten van bijeenroeping der Algemene Vergadering voldaan is;
2. Verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor;
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998;
4. Ontlasting verlenen aan de leden van de raad van bestuur;
5. Ontlasting verlenen aan de commissaris-revisor;
6. Beslissing betreffende de winstverdeling;
7. Diversen. (77787)

**Familie Meiresonne, naamloze vennootschap,
Dorp 13a, te 9810 Nazareth**

H.R. Gent 145963 — BTW 430.228.256

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 20.00 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
 3. Bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77788)

**'t Melkijse, naamloze vennootschap
Testeltsesteenweg 44, 3271 Scherpenheuvel**

H.R. Leuven 85520 — BTW 450.845.118

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Bezoldigingen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77789)

**Mens-Luytens, naamloze vennootschap,
Hoogstraat 23, 2800 Mechelen**

H.R. Mechelen 60794 — BTW 428.346.357

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslagraad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming resultaat.
4. Decharge aan de bestuurders.
5. Herbenoeming bestuurders.
6. Allerlei. Zich schikken naar de statuten. (77790)

**Grafische Machinefabriek Mercedes, naamloze vennootschap,
Lodewijk de Raetlaan 2, 3900 Overpelt**

H.R. Hasselt 47744 — BTW 414.867.713

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
 2. Bestemming van het resultaat.
 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
 4. Rondvraag.
- Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire voorschriften. (77791)

**Merode Immo, naamloze vennootschap,
Frederik de Merodestraat 12, 2600 Berchem**

H.R. Antwerpen 274292

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 16 uur op de maatschappelijke zetel. De aandeelhouders worden verzocht te handelen conform artikel 13 van de statuten. De neerlegging van de aandelen dient te gebeuren op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening over het boekjaar van 1 januari 1998 tot en met 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;

4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Statutaire benoemingen;
6. Allerlei. (77792)

**Immo Mertens-Vermeulen, naamloze vennootschap,
Parklaan 52, 9100 Sint-Niklaas**

H.R. Sint-Niklaas 49355 — NN 443185278

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 16 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag van de zaakvoerders.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de zaakvoerders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77793)

**Etn. R. Mertens, naamloze vennootschap,
Europark 1, 9100 Sint-Niklaas**

H.R. Sint-Niklaas 49356 — NN 443.185.179

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag van de zaakvoerders.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de zaakvoerders.
5. Rondvraag.
6. Statutaire benoemingen.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77794)

**Internationale Transporten Walter Mertens & C°,
naamloze vennootschap,
Bevrijdingslaan 131, 2450 Meerhout**

H.R. Turnhout 4507 — BTW 414.383.109

De heren aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op de zetel op 1 juni 1999 om 11 uur.

Agenda :

Verslagen van bestuurders. Goedkeuring jaarrekening. Aanwending van de resultaten. Kwijting aan bestuurders. Herbenoeming bestuurders. Herbenoeming bestuurders. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (77795)

**Mervan, société anonyme,
rue Francheterre 28, 7912 Dergneau**

T.V.A. 458.746.751

Les actionnaires de la société Mervan sont invités à l'assemblée générale qui aura place le 1 juin 1999 à 17 heures au siège social.

L'ordre du jour :

1. Lecture du rapport du conseil des administrateurs.
2. Lecture et approbation du bilan de 31/12/1998.
3. Destination du résultat.
4. Déchargement des administrateurs.
5. Divers. (77796)

**Mesnil, naamloze vennootschap,
Zangerhey 4, 2970 Schilde**

H.R. Antwerpen 279928 — NN.442.329.502.

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 31 mei 1999 te 17 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77797)

**Meta, naamloze vennootschap,
Onze-Lieve-Vrouwstraat 42, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 106730

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op dinsdag 1 juni 1999 om 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998, inclusief toewijzing van het resultaat. 2. Kwijting aan bestuurders. 3. Varia. De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de statuten en de wettelijke voorschriften ter zake. (77798)

De raad van bestuur.

**Algemene Metaal- en Buizenconstructies, naamloze vennootschap,
Reepstraat 14, 9170 Sint-Gillis-Waas**

H.R. Sint-Niklaas 40123 — BTW 423.580.093

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. (77799)

**Metalpart, naamloze vennootschap,
Brandekensweg 6, 2627 Schelle**

BTW 441.472.239

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de algemene vergadering op 1 juni 1999 te 19 uur.

Dagorde :

1. Rapportering door de raad van bestuur;
2. Bespreking van de jaarrekening per 31 december 1998;
3. Aanwending van het resultaat;
4. Kwijting aan bestuurders;
5. Bezoldiging bestuurders;
6. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77800)

**M.C. Metropool Construct, naamloze vennootschap,
Plantin en Moretuslei 295, 2140 Antwerpen (Borgerhout)**

H.R. Antwerpen 298561

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 17 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Ontslag bestuurders;
5. Kwijting te verlenen aan de (77801)

**Kantoor De Meuleneire, naamloze vennootschap,
Heerweg 10, 9667 Horebeke**

H.R. Oudenaarde 35944 — BTW 444.278.113

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring der jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77802)

**Eddy Meurs, naamloze vennootschap
Eeuwfeestlaan 56, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 77087 — BTW 448.874.428

Bijeenroeping jaarlijkse algemene vergadering op 1 juni 1999 om 18 u. te houden op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening en de resultaatrekening, afgesloten per 31 december 1998.
3. Bestemming te verlenen aan het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de raad van bestuur.
5. Diversen - Ontslag en benoeming bestuurders. (77803)

**Meva Invest, naamloze vennootschap,
Kerkstraat 17, 2330 Merksplas**

H.R. Turnhout 71533 — BTW 449.914.605

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77804)

**Meyhui, naamloze vennootschap,
Damkaai 13, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 554 — BTW 405.355.179

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 2 juni 1999 om 11 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Lezing jaarverslag.
2. Lezing verslag commissaris-revisor.
3. Bespreking jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
4. Goedkeuring jaarrekening.
5. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor.
6. Bezoldigingen.
7. Allerlei.

Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (77805)

**MFK, naamloze vennootschap,
Oever 78, 2630 Aartselaar**

H.R. Antwerpen 322595 — BTW 460.456.822

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77806)

**MGM, naamloze vennootschap,
Oever 80, 2630 Aartselaar**

H.R. Antwerpen 322524 — BTW 460.456.723

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 20.00 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77807)

**Mikon, naamloze vennootschap,
Struyfstraat 71, 2845 Niel**

H.R. Antwerpen 214163 — BTW 418.597.263

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 20.00 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van Bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting bestuurders.
5. Ontslagen en benoemingen.
6. Rondvraag. (77808)

**Milagro, naamloze vennootschap,
Pastorijstraat 11, 9070 Destelbergen**

H.R. Gent 155998 — BTW 438.037.251

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op woensdag 2 juni 1999 te 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslagen en benoemingen bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77809)

**Minalim, naamloze vennootschap,
Betekomstraat 9, 3128 Tremelo (Baal)**

H.R. Leuven 61391

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 17 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet; 2. Verslag raad van bestuur; 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998; 4. Bestemming resultaat; 5. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders; 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (77810)

**Miranda, naamloze vennootschap,
Ahornelaan 30, 2610 Wilrijk**

H.R. Antwerpen 250713

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Decharge te verlenen aan de bestuurders;

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77811)

**Mizimmo, naamloze vennootschap,
Residentie Carlton, Albertplein 13, 8300 Knokke-Heist**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de gewone jaarvergadering dewelke zal doorgaan op de zetel op 1 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Lezing van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening en van de verwerking van de resultaten.
4. Kwijting van hun bestuur aan de leden van de raad van bestuur. Zich gedragen naar de statuten. (77812)

**MMC International, naamloze vennootschap,
Azalealaan 3, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 52293 — BTW 425.768.929

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat
4. Kwijting aan de bestuurder
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77813)

**M.M.P-Invest, commanditaire vennootschap op aandelen,
Kasteellei 52, 2930 Brasschaat**

H.R. Antwerpen 272967

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 3 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van de statutaire zaakvoerder;
2. Goedkeuring van de jaarrekening 1998;
3. Aanwending van het resultaat;
4. Kwijting aan de statutaire zaakvoerder;
5. Statutaire benoemingen;

Om deel te nemen aan de algemene vergadering gelieve artikel 25 van de statuten in acht te nemen. (77814)

**Moda Foods, naamloze vennootschap,
Hoogstraatsebaan 23, 2390 Malle**

H.R. Antwerpen 181700 — BTW 406.837.103

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 17 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77815)

**Garage Moderne, naamloze vennootschap,
Brugsesteenweg 75, 8520 Kuurne**

H.R. Kortrijk 105579 — BTW 425.752.794

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 3 juni 1999 te 11 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Lezing jaarverslag.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders. (77816)

Modimex, naamloze vennootschap,
Industrieweg 18, 2340 Beerse
 H.R. Turnhout 60373 — BTW 434.902.171

Gewone algemene vergadering van de aandeelhouders op 1 juni 1999 te 19 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur en commissaris.
2. Goedkeuring jaarrekening 1998.
3. Decharge bestuurders en commissaris.
4. Aanwending van het resultaat.
5. Statutaire benoemingen.
6. Bezoldigingen bestuurders.

Neerlegging titels ten minste vijf dagen vóór de algemene vergadering op de maatschappelijke zetel. (77817)

Moestermans, naamloze vennootschap
Maarschalk Fochstraat, 3970 Leopoldsburg
 H.R. Hasselt 94793 — BTW 460.229.069

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31.12.1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Decharge aan de bestuurders.
4. Varia.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77818)

Mol Management Maatschappij, naamloze vennootschap,
Dellestraat 45, 3500 Heusden-Zolder

H.R. Hasselt 82460

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Bespreking jaarrekening. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting bestuurders. 5. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 6. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77819)

De raad van bestuur.

Molenberg, naamloze vennootschap,
Vaartstraat 155E, 2520 Ranst

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77820)

Wijnen Moniez, naamloze vennootschap,
Paepveldes 54, 2627 Schelle

H.R. Antwerpen 309220 — BTW 454.819.637

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op dinsdag 1 juni 1999 te 14 uur.

Agenda :

1. verslag van de raad van bestuur
2. goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998
3. bestemming van het resultaat
4. ontlasting aan de bestuurders
5. Allerlei. (77821)

Montano Immo, naamloze vennootschap,
Otto Veniusstraat 3, 2000 Antwerpen

H.R. Antwerpen 267683

Gewone algemene vergadering op donderdag 3 juni 1999 te 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring der jaarrekening per 31 december 1998. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Diversen.

De aandelen dienen gedeponneerd te worden minstens vijf dagen voor de vergadering op de maatschappelijke zetel. (77822)

Mopa, naamloze vennootschap
Cyriel Buyssestraat 59, 2020 Antwerpen

H.R. Antwerpen 600

Jaarvergadering op dinsdag 1 juni 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (77823)

Morgenstern, naamloze vennootschap,
Ed. Jaminéstraat 7, bus 4, 3700 Tongeren

H.R. Tongeren 48397 — BTW 417.405.648

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 te 14 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur; 2. goedkeuring jaarrekening;
 3. bestemming resultaat; 4. kwijting bestuurder; 5. rondvraag;
 6. Benoeming.
- Zich gedragen volgens statuten. (77824)

Electriciteitsonderneming Mortier, naamloze vennootschap,
Houtem 19, 9880 Aalter

H.R. Gent 134992 — BTW 424.108.843

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 3 juni 1999 om 18 uur, met volgende agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening.
2. Décharge aan de bestuurders.
3. Benoemingen.
4. Varia.

Om aan de vergadering te kunnen deelnemen worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de statuten. (77825)

**M & R, naamloze vennootschap,
Koning Leopold III-sstraat 15, 8520 Kuurne**

H.R. Kortrijk 105331 — BTW 425.550.480

Jaarvergadering op 3 juni 1999 om 16 uur in de zetel. — Agenda :
1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 2. Resultaatsaanwen-
ding. 3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding.
4. Ontslagen en benoemingen. 5. Rondvraag.

(77826)

De raad van bestuur.

**MTF Metaalindustrie, naamloze vennootschap,
Stadsheide 29, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 64636 — BTW 427.960.535

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te
willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan de bestuurders;
5. Rondvraag.

(77827)

**Mulkers Bouwmaterialen, naamloze vennootschap,
Kerkstraat 75, 3540 Herk-de-Stad**

H.R. Hasselt 70424 — BTW 434.225.844.

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 14 uur, op de maatschappelijke
zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaar-
rekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting,
benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de
statuten.

(77828)

De raad van bestuur.

**Agence Muyle, naamloze vennootschap,
H. Jaspalaan 177, 8434 Westende**

H.R. Veurne 22606 — BTW 406.920.542

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maat-
schappelijke zetel op maandag 31 mei 1999 om 15 uur. — Agenda :
1. Bespreking van de jaarrekening; 2. Goedkeuring van de jaarreke-
ning; 3. Kwijting aan de bestuurders; 4. Ontslag en benoeming
bestuurders; 5. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (77829)

**Garage Muylaert, naamloze vennootschap,
Kwekerijstraat 45, 2140 Borgerhout**

H.R. Antwerpen 288595 — BTW 446.594.730

De vergadering der aandeelhouders zal gehouden worden op
dinsdag 1 juni 1999 te 11 uur.

Agenda :

1. Lezing jaarverslag.
2. Bespreking en goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 decem-
ber 1998.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de
bepalingen van de statuten. (77830)

**Nabusaur, naamloze vennootschap,
Vijfwegenstraat 2, 8902 Zillebeke**

H.R. Ieper 32233 — BTW 437.429.418

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, op 3 juni 1999 om
15 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van Bestuur ingevolge art. 60
Venn.Wet; 2. Verslag raad van bestuur; 3. Goedkeuring jaarrekening en
resultaatsbestemming; 4. Kwijting bestuurders; 5. Ontslagen en benoe-
mingen; 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77831)

**Nathalie, naamloze vennootschap,
Bosstraat 85, 3680 Maaseik**

H.R. Tongeren 65508 — BTW 436.597.394

Jaarvergadering op 1 juni 1999 om 15 uur op de maatschappelijke
zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur 2. Goedkeuring jaar-
rekening per 31 januari 1998 3. Bestemming resultaat 4. Décharge
bestuurders 5. Varia (77832)

**Nave, naamloze vennootschap,
Bist 80, 2180 Ekeren**

H.R. Antwerpen 260657 — BTW 432.875.960

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die
zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18 uur op de zetel van de
vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 decem-
ber 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

(77833)

**Nelissen J. Bouw & Business, naamloze vennootschap,
Leuvenselaan 473, 3300 Tienen**

H.R. Leuven 60166 — BTW 422.809.142

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 14 uur op de maatschappelijke
zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaar-
rekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting,
benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de
statuten. (77834)

Namens de raad van bestuur.

**Nelmar, naamloze vennootschap,
Leuvenselaan 473, 3300 Tienen**

H.R. Leuven 84903

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 16 uur op de maatschappelijke
zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaar-
rekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting,
benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de
statuten. (77835)

Namens de raad van bestuur.

**Nelsy, naamloze vennootschap,
Leuvenselaan 473, 3300 Tienen**

H.R. Leuven 84904

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 15 uur. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia.

Zich schikken naar de statuten.
(77836)

Namens de raad van bestuur.

**Nelve, naamloze vennootschap,
Leuvenselaan 473, 3300 Tienen**

H.R. Leuven 84905

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77837)

Namens de raad van bestuur.

**New Class Shipping, naamloze vennootschap,
Leopold II-dam, 8380 Zeebrugge**

H.R. Brugge 76671 — BTW 448.324.397

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 7 juni 1999 om 9 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.
(77838)

**Neyrinck J. Constructie, naamloze vennootschap,
Tombrugstraat 15, 8850 Ardoeie**

H.R. Brugge 56159 — BTW 422.588.616

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 30 mei 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Kwijting aan de bestuurders.
3. Bezoldigingen.
4. Benoemingen.

(77839)

De raad van bestuur.

**Nica, naamloze vennootschap,
P.P. Rubensstraat 1, 1880 Kapelle-op-den-Bos**

H.R. Brussel 572178

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 7 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de vergoeding van de bestuurders.

3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.

4. Goedkeuring van de bestemming van het resultaat.

5. Kwijting aan de bestuurders.

(77840)

**Nival, naamloze vennootschap,
Elisabethlaan 141, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 82471 — BTW 441.843.809

Jaarvergadering op 3 juni 1999 te 16 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur (incl. art. 60). 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten.
(77841)

**Nobel Vastgoed, naamloze vennootschap,
Ellermanstraat 10, 2060 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 223887 — BTW 417.807.803

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.
(77842)

**Nolmans Familiewinkels, naamloze vennootschap,
Aarschotsesteenweg 20, 3390 Tielt-Winge**

H.R. Leuven 76686 — BTW 440.072.766

De jaarvergadering op 31 mei 1999 om 17 uur, op de sociale zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor;
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998;
3. Decharge te verlenen aan de bestuurders en commissaris-revisor;
4. Diversen.

(77843)

**Noord-Zuid, naamloze vennootschap,
Sint-Katherinaplein 9, bus 2, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 53892

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet.; 2. Verslag raad van bestuur; 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998; 4. Bestemming resultaat; 5. Ontlasting, ontslag en benoeming bestuurders; 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten.
(77844)

**Noordzeeparken, naamloze vennootschap,
Duinenweg 493, 8430 Middelkerke**

H.R. Oostende 39564 — BTW 426.109.518

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op maandag 31 mei 1999 om 11 uur. — Agenda : 1. Bespreking van de jaarrekening; 2. Goedkeuring van de jaarrekening; 3. Kwijting aan de bestuurders; 4. Ontslag en benoeming bestuurders; 5. Diverse. Zich schikken naar de statuten.
(77845)

**Nova-Bouw, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 78, 8780 Oostrozebeke**
H.R. Kortrijk 86697 — BTW 412.821.904

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 2 juni 1999 om 17 uur.

Agenda :

1. Mogelijke toepassing art. 60 vennootschapswet.
 2. Jaarverslag raad van bestuur.
 3. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998 en bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting en bezoldiging van de bestuurders.
 5. Varia.
- Gelieve zich te schikken naar de statuten. (77846)

**Nova-Park, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 78, 8780 Oostrozebeke**
H.R. Kortrijk 86699 — BTW 412.821.805

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 2 juni 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Bijzonder verslag in het kader van artikel 103 van de vennootschapswet.
 2. Mogelijke toepassing art.60 vennootschapswet.
 3. Jaarverslag raad van bestuur.
 4. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998 en bestemming van het resultaat.
 5. Kwijting en bezoldiging van de bestuurders.
 6. Varia.
- Gelieve zich te schikken naar de statuten. (77847)

**Nova-Immo, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 78, 8780 Oostrozebeke**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Kortrijk, nr. 68

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 2 juni 1999 om 16 uur.

Agenda :

1. Mogelijke toepassing art.60 vennootschapswet.
 2. Jaarverslag raad van bestuur.
 3. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998 en bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting aan de bestuurders.
 5. Varia.
- Gelieve zich te schikken naar de statuten. (77848)

**Nulens Management, naamloze vennootschap,
3550 Heusden-Zolder, Heidestraat 170**
H.R. Hasselt 70641 — BTW 434.402.127

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 15 uur. — Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Bespreking jaarrekening. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting bestuurders. 5. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 6. Varia. Zich richten naar de statuten.
(77849)

De raad van bestuur.

**Nupol, naamloze vennootschap,
Kleine Heide 29, 2811 Leest**
H.R. Mechelen 70040

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
 3. Bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
 5. Rondvraag.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77850)

**S. Nuyts, naamloze vennootschap,
Neerstraat 83, 2360 Oud-Turnhout**
H.R. Turnhout 67485

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 9 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
 3. Bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
 5. Rondvraag.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77851)

**Nuyts-Meyndonckx, naamloze vennootschap,
Neerstraat 83, bus 4, 2360 Oud-Turnhout**
H.R. Turnhout 50973 — BTW 424.464.575

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 9 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
 3. Bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
 5. Rondvraag.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77852)

**O, naamloze vennootschap,
Statielei 85, 2640 Mortsel**

H.R. Antwerpen 288781 — BTW 446.596.611

De jaarvergadering zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 om 16 uur op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Lezing jaarverslag; 2. Bespreking en goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998; 3. Kwijting bestuurders; 4. Goedkeuring bezoldiging bestuurders. 5. Kwijting aan de accountant; 6. Diversen.
- Om aan de vergadering te mogen deelnemen, dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77853)

**Oben Renting en Service, naamloze vennootschap,
Spelverstraat 36, 3740 Bilzen**

H.R. Tongeren 59679 — BTW 428.085.249

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 1 juni 1999, te 20 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Décharge verlenen aan bestuurders. 5. Varia. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77854)

**Immo Oben, naamloze vennootschap,
Spelverstraat 36D, 3740 Bilzen**

H.R. Tongeren 73542 — BTW 446.647.782

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 1 juni 1999, te 20 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Décharge verlenen aan bestuurders. 5. Varia. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77855)

**Oceanwide Belgium, naamloze vennootschap,
Puttestraat 73, 2940 Stabroek**

H.R. Antwerpen 252332 — BTW 423.845.854

Jaarvergadering op 1 juni 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekeningen per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (77856)

**O.C.W. Opleiding Centrum Werktuigmachines,
naamloze vennootschap,
Vrijheid 60, 2320 Hoogstraten**

H.R. Turnhout 35650

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 7 juni 1999 te 19 uur. — Agenda : 1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Bespreking jaarrekening. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moeten de aandeelhouders de aandelen deponderen op de zetel van de vennootschap vijf volle dagen voor de bijeenkomst. (77857)

**Fja Oeyen Mol, naamloze vennootschap,
Asstraat 2, 2400 Mol**

H.R. Turnhout 67529 — BTW 444.678.682

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
3. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77858)

**Office Company, naamloze vennootschap,
Galgenveldstraat 8, 8700 Tielt**

H.R. Brugge 72997 — BTW 442.768.871

De aandeelhouders worden in jaarvergadering bijeengeroepen op de maatschappelijke zetel op woensdag 2 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Rapport en beraadslaging inzake handelingen beoogd door artikel 60 Venn. W.
2. Jaarverslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
4. Bezoldigingen bestuurders.
5. Resultaatbestemming.
6. Kwijting aan de bestuurders.
7. Benoeming bestuurders.
8. Rondvraag.

Om geldig aanwezig of vertegenwoordigd te zijn dienden de wettelijke en statutaire bepalingen nageleefd te worden. Neerlegging van de aandelen geschiedt op de maatschappelijke zetel. (77859)

De raad van bestuur.

**Oggetti, naamloze vennootschap,
Klokstraat 21, bus 3, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 67367 — BTW 439.478.888

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (77860)

Namens de raad van bestuur.

**Olstrans, naamloze vennootschap,
Grote Steenweg 200, 9870 Zulte (Olsene)**

H.R. Gent 115657 — BTW 405.333.306

Gewone algemene vergadering op dinsdag 1 juni 1999 op de maatschappelijke zetel om 14 uur met volgende agenda :

Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998

Aanwending resultaat..

Kwijting bestuurders. (77861)

**Olva, naamloze vennootschap,
Turnhoutsebaan 41, 2970 Schilde**

H.R. Antwerpen 239662

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 om 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (77862)

**Omari, naamloze vennootschap,
Stijn Streuvelslaan 87, 2500 Lier**

NN 460.031.705

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77863)

**Omni-Chimie, naamloze vennootschap,
Klerkenstraat 11, 8920 Langemark-Poelkapelle**

H.R. Ieper 34935 — BTW 451.033.172

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 4 juni 1999 om 11 uur op de maatschappelijke zetel, met volgende agenda : 1. Bespreking en goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Rondvraag. Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel ten laatste vijf dagen voor de vergadering.

(77864) De raad van bestuur.

**Omnibeton, naamloze vennootschap,
Kempische Steenweg 170, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 88675 — BTW 454.628.013

Jaarvergadering op 3 juni 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 28 februari 1999. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 4. Rondvraag. Zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77865)

**Omnimeat, naamloze vennootschap,
Herentalsebaan 75, 2520 Ranst**

H.R. Antwerpen 183241 — BTW 407.029.915

De gewone algemene vergadering van aandeelhouders zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 3 juni 1999 te 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening 1998.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
5. Statutaire benoemingen.

Om deel te nemen aan de algemene vergadering gelieve artikel 20 van de statuten in acht te nemen. (77866)

**Immo Ooms, naamloze vennootschap,
Oostmalsesteenweg 220, 2310 Rijkevorsel**

H.R. Turnhout 64065 — BTW 439.857.980

De aandeelhouders worden conform artikel 22 van de statuten bijeengeroepen voor de jaarlijkse algemene vergadering te houden op de zetel van de vennootschap op dinsdag 1 juni 1999 te 11 uur, met als agenda :

1. Lezing van het verslag van de raad van bestuur;
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening;
3. Kwijting van het mandaat bestuurders;
4. Ontslag en benoeming bestuurders.
5. Allerlei.

(77867) De raad van bestuur.

**Optimo, naamloze vennootschap,
Menegaard 17, 3300 Tienen**

H.R. Leuven 85262 — BTW 450.419.203

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77868) Namens de raad van bestuur.

**Orac, naamloze vennootschap,
Oudenburgsesteenweg 90, 8400 Oostende**

H.R. Oostende 28295 — BTW 407.323.091

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel op 1 juni 1999 om 17 uur. — Agenda : 1. Lezing van het jaarverslag. 2. Lezing verslag van de commissaris-revisor. 3. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 4. Goedkeuring van de jaarrekening. 5. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor. 6. Benoemingen. 7. Bezoldigingen. 8. Allerlei.

(77869) De raad van bestuur.

**Orodent, naamloze vennootschap,
Wolfsakker 7, 9160 Lokeren**

H.R. Antwerpen 122413 — BTW 404.906.011

De jaarvergadering heeft plaats op 31 mei 1999 om 18 uur, op de maatschappelijke zetel, Wolfsakker 7, 9160 Lokeren.

Agenda :

1. Mededelingen conform art. 60 vennootschappenwet.
2. Jaarverslag van bestuurders.
3. Vergoeding van de bestuurders.
4. Goedkeuring van de jaarrekening.
5. Goedkeuring en bestemming van het resultaat.
6. Kwijting aan de raad van bestuur.
7. Rondvraag - varia.

Om de vergadering bij te wonen dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (77870)

**Van Orshaegen, naamloze vennootschap,
Bovenrij 16, 2200 Herentals**

H.R. Turnhout 41705 — BTW 416.179.785

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op dinsdag 1 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Beraadslaging artikel 60 SWHV.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting aan de bestuurders.
6. Ontslag en benoeming bestuurders.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77871)

**Garage Van Osch en zonen, naamloze vennootschap,
Industriepark 1122, 3545 Halen**

H.R. Hasselt 45107 — BTW 412.804.581

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen, die zal plaatshebben op 3 juni 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris-revisor;
5. Ontslag en benoeming.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77872)

**Transport Van Overloop, naamloze vennootschap,
Oost-Eindeken 21, 9190 Stekene**

H.R. Sint-Niklaas 21598 — BTW 416.962.319

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 17 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

- Verslag van de raad van bestuur.
Goedkeuring jaarrekening 31 december 1998 - bestemming resultaat.
Kwijting aan bestuurders.
Varia. (77873)

**O.V.O., naamloze vennootschap,
Dorpsstraat 9, 3900 Overpelt**

H.R. Hasselt 67645

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 juni 1999 te 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring der jaarrekeningen.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag. (77874)

**Pacific Rim Wood, naamloze vennootschap,
Meir 24, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 302366 — BTW 452.346.038

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77875)

**Immo Paenhuysen, naamloze vennootschap,
Amelbergastraat 24, 2240 Zandhoven**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77876)

**Paraplast, naamloze vennootschap,
Gouverneur Roppesingel 83, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 55426 — BTW 413.911.965

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 15 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77877)

De raad van bestuur.

**Toni Van Parijs & Els Van Turnhout, naamloze vennootschap,
Moerbroek 24, 2270 Herenthout**

H.R. Turnhout 82221 — BTW 460.638.350

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming resultaat.
4. Decharge aan de bestuurders.
5. Rondvraag. (77878)

**New Paris Londres, naamloze vennootschap,
Kolvestraat 9, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 74419 — BTW 445.478.636

De aandeelhouders worden verzocht de jaarrekening te willen bijwonen welke zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Beslissing inzake art. 60 S.W.H.V. 2. Verslag van de raad van bestuur; 3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998; 4. Bestemming van het resultaat; 5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77879)

**Pasa, naamloze vennootschap,
Frans Beirenslaan 151, 2150 Borsbeek**

H.R. Antwerpen 295719 — BTW 449.193.736

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel.

De agenda luidt als volgt:

1. Verslag raad van bestuur.
2. Bestemming van de resultaten.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77880)

**Immo Paso, naamloze vennootschap,
Sint-Rochusstraat 80, 2100 Deurne (Antwerpen)**

H.R. Antwerpen 314978

De heren aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 18 uur.

Agenda : 1. lezing van de jaarverslagen van de raad van bestuur 2. bespreking en goedkeuring van de jaarrekening 3. kwijting aan de bestuurders 4. toewijzing van het resultaat 5. rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (77881)

**De Passeman, naamloze vennootschap,
Heikant 90, 2450 Meerhout**

H.R. Turnhout 46027

De vergadering der aandeelhouders zal gehouden worden op zondag 30 mei 1999 te 14 uur.

Agenda :

1. Lezing jaarverslag.
2. Bespreking en goedkeuring jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77882)

**Patrima 90, naamloze vennootschap,
Provinciale Baan 194, 9255 Buggenhout**

H.R. Dendermonde 45549 — BTW 442.645.939

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de gewone algemene vergadering op 1 juni 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening 1998;
2. Bestemming van het resultaat;
3. Kwijting aan de bestuurders;
4. Benoemingen;
5. Varia. (77883)

**Patro, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van naamloze vennootschap,
Stationsstraat 77, 3570 Alken**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Tongeren, nr. 215

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77884)

De raad van bestuur.

**Garage Pax, naamloze vennootschap
Tiensesteenweg 176, 3800 Sint-Truiden**

H.R. Hasselt 54447 — BTW 419.607.350

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen, die zal plaatshebben op 2 juni 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Ontslag en benoeming.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77885)

**PCWI, naamloze vennootschap,
Stapelstraat 98-101, 3800 Sint-Truiden**

H.R. Hasselt 45263 — BTW 412.984.824.

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Bespreking jaarrekening. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting bestuurders. 5. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 6. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77886)

De raad van bestuur.

**P.D.G. & Co, naamloze vennootschap,
Lemanpad 12, 8300 Knokke-Heist**
H.R. Brugge 62663 — BTW 428.311.517

Algemene vergadering op 1 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Lezing van het jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Goedkeuring jaarrekening en aanwending resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Rondvraag. (77887)

**Peers Export-Import, naamloze vennootschap,
Rietweg 33, 3950 Bocholt-Kaulille**
H.R. Hasselt 66757 — BTW 429.403.954

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering die zal doorgaan op de zetel van de vennootschap op 31 mei 1999 om 15 uur met als dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur.
5. Goedkeuring van de bezoldigingen.
6. Ontslagen en benoemingen.
7. Behandeling art. 103 & 104 Ven.W.
8. Rondvraag. (77888)

**Tuincentrum Peeters, naamloze vennootschap,
Sint-Truidensesteenweg 47, Zoutleeuw**
H.R. Leuven 79537 — BTW 444.277.519

Jaarvergadering op 1 juni 1999 te 18 uur op de maatschappelijke zetel
Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Ontlasting, ontslag en benoeming bestuurders. 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (77889)

**Expertisebureau Peeters en Partners, naamloze vennootschap,
Stalkerweg 26, 3690 Zutendaal**
H.R. Tongeren 67440

De jaarvergadering zal gehouden worden op 2 juni 1999 om 19 uur.

Dagorde :

1. Lezing van het jaarverslag;
2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Goedkeuring van de jaarrekening;
4. Kwijting aan de bestuurders;
5. Benoemingen;
6. Bezoldigingen;

Bij toekenning van dividenden zal de uitbetaling geschieden aan de kassa van de vennootschap met ingang van 03 juni 1998 tot en met 31 juli 1998. (77890)

**Peeters Vastgoed, naamloze vennootschap,
Hasseltsesteenweg 591, 3700 Tongeren**
H.R. Tongeren 77552 — NN454628508

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 3 juni 1999 te 19.30 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 4. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77891)

**Peeters Industries, naamloze vennootschap,
Echelpoel 16, 2288 Bouwel**
H.R. Turnhout 64280 — BTW 439.091.482

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarlijkse algemene vergadering die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 om 18 uur.

Agendapunten: 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending van de resultaten. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (77892)

**Pelapro, naamloze vennootschap,
Lentestraat 8, 3910 Neerpelt**
H.R. Hasselt 86426 — NN 452.536.276

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders. (77893)

**Pelgrims Verpakkingen, naamloze vennootschap,
Berkenhoek 1, 2861 Onze-Lieve-Vrouw-Waver**
H.R. Mechelen 75019 — BTW 451.618.934

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op dinsdag 1 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Resultaatverwerking.
4. Kwijting van de bestuurders.
5. Ontslag en benoemingen.
6. Rondvraag.

Zich gedragen naar de statuten om toegelaten te worden tot de vergadering. (77894)

**Immo Penxten - Mommen, naamloze vennootschap
Wolfstraat 68, 3570 Alken**

H.R. Tongeren 69551 — NN 442.970.591

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 2 juni 1999 om 17 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslagen en benoemingen van bestuurders.
6. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77895)

**Perigord, naamloze vennootschap,
Turnhoutsebaan 273, 2100 Deurne**

H.R. Antwerpen 210240 — BTW 417.500.569

De heren aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 31 mei 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting van de bestuurders.
5. Ontslag van bestuurder(s).
6. Statutaire (her)benoeming van (een) bestuurder(s).
7. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de voorschriften van de statuten. (77896)

**Perquy Beheersmaatschappij, naamloze vennootschap,
Noorwegse Kaai 15, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 53630 — BTW 420.190.142

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 11 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77897)

**Perro & Esdi, naamloze vennootschap,
Dorpsstraat 27, 3150 Tildonk**

H.R. Leuven 31142 — BTW 403.579.287

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Desgevallend benoeming bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77898)

**Petrotransport, naamloze vennootschap,
Hekkestraat 41, Industriezone, 9308 Hofstade (Aalst)**

BTW 415.139.115

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot algemene vergadering op 3 juni 1999 op de maatschappelijke zetel om 17 uur

Agenda :

1. Verslagen van bestuurders.
2. Bespreking van de jaarrekening.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Bestemming der uitslagen.
5. Kwijting aan bestuurders.
6. Ontslagname en benoeming van bestuurders.
7. Rondvraag. (77899)

**Ladderfabriek Petry, naamloze vennootschap,
Industrielaan 4, 3730 Hoeselt**

H.R. Tongeren 46050 — BTW 415.275.212

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet. 2. Verslag raad van Bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Ontslag en benoeming bestuurders. 7. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77900)

**P.G. & Co, naamloze vennootschap,
Jan Baptiste Nowelei 35, bus 1, 1800 Vilvoorde**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Brussel, nr. 3355

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 19 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31.12.1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77901)

**Phema, naamloze vennootschap,
Walgoedstraat 2, 9140 Temse**

H.R. Sint-Niklaas 52680

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 2 juni 1999 te 17 uur op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Herbenoeming bestuurders.
5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77902)

**Phenicia, naamloze vennootschap,
Kwikstaartlaan 18, 2610 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 255950

Jaarvergadering in de zetel op woensdag 2 juni 1999 te 18 uur.

Agenda :

Bespreking artikel 60 Venn.W.; Verslag van de raad van bestuur; Goedkeuring jaarrekening; Goedkeuring bestemming resultaat; Kwijting mandatarissen; Ontslag en benoeming mandatarissen; Rondvraag. (77903)

**Drukkerij Phenix, naamloze vennootschap,
St.Bartholomeusstraat 11, 2170 Merksem**

H.R. Antwerpen 288977 — BTW 446.813.969

De vergadering der aandeelhouders zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 te 17.30 uur.

Agenda :

1. Lezing jaarverslag.
2. Bespreking en goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.

3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77904)

**Phippo Showlights, naamloze vennootschap,
Antwerpsesteenweg 334, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 60258 — BTW 404.907.395

De jaarvergadering zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 om 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuurders.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Resultatenbestemming.
4. Kwijting van de bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat.

5. Benoeming/herbenoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

Om aan de vergadering deel te nemen worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de desbetreffende statuten. (77905)

**IJzerwaren Pierard, naamloze vennootschap,
Dieststraat 14, 3800 Sint-Truiden**

H.R. Hasselt 72092 — BTW 436.130.410

Uitnodiging tot de statutaire jaarvergadering op woensdag 2 juni 1999 om 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Het jaarverslag; 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998; 3. Besluit nopens de resultaten; 4. Kwijting aan de bestuurders; 5. In voorkomend geval : verantwoording in het kader van art. 77 en beraadslaging in het kader van art. 64 sexes; 6. Uittredingen, benoemingen; 7. Varia.

Neerlegging van de aandelen hetzij op de maatschappelijke zetel, hetzij bij de Kredietbank. (77906)

De raad van bestuur.

**PIM, naamloze vennootschap,
Herbekestraat 71, 2620 Hemiksem**

H.R. Antwerpen 316040 — BTW 425.207.913

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 3 juni 1999 om 11 uur met volgende agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Verslag van de commissaris-revisor.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor.
6. Benoemingen. (77907)

**Planac, naamloze vennootschap,
Beeldhouwerslaan 45, 1180 Brussel**

H.R. Brussel 554696 — BTW 446.168.524

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur incl. art. 60.2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77908)

**Play-Ball Snooker Center, naamloze vennootschap,
Kuringersteenweg 332, 3511 Hasselt (Kuringen)**

H.R. Hasselt 68265 — BTW 431.328.019

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 17 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (77909)

De raad van bestuur.

**P.M.F., naamloze vennootschap,
Diestsebaan 92, 3290 Diest-Schaffen**

H.R. Leuven 70085 — BTW 431.793.817

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op woensdag 2 juni 1999 te 19 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Mededeling van de voorzitter. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslag en benoemingen. 6. Allerlei.

Zich richten naar de statuten. (77910)

**Paddepoele, naamloze vennootschap,
Seyntexlaan 1, 8700 Tielt**

H.R. Brugge 78835

De jaarvergadering zal plaatsvinden op 1 juni 1999, op de zetel, om 16 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (77911)

**Immo Polka, naamloze vennootschap,
Wimpel 20, 2222 Wiekevorst**

H.R. Mechelen 72859

Bijeenroeping jaarvergadering

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering, welke zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 te 17.00 uur, op de maatschappelijke zetel, Wimpel 20, 2222 Wiekevorst.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening en resultatenrekening per 31 december 1998;
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
4. Herbenoeming bestuurders.
5. Goedkeuring bezoldiging bestuurders en opname voorschotten.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders gelieven vijf dagen op voorhand hun aandelen neer te leggen op de maatschappelijke zetel. (77912)

De raad van bestuur.

**Meubelfabriek Pollet, naamloze vennootschap,
Remi Claeysstraat 33, Zedelgem**

H.R. Brugge 72431 — BTW 406.588.762

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 31 mei 1999 om 18 uur, ter maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Tegenstrijdige belangen. 2. Verslag bestuurders. 3. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Benoemingen - ontslagen. 7. Diversen.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (77913)

**'t Pompierke, naamloze vennootschap,
Kortrijksesteenweg 214, 9830 Sint-Martens-Latem**

H.R. Gent 144635 — BTW 429.110.875

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 31 mei 1999 om 12 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

Zich richten naar de statuten. (77914)

**Immo 't Pompierke, naamloze vennootschap,
Kortrijksesteenweg 214, 9830 Sint-Martens-Latem**

H.R. Gent 180704

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 31 mei 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

Zich richten naar de statuten. (77915)

Kasteel van Ponthoz, naamloze vennootschap

Maatschappelijke zetel : Septestraat 17-19, 2640 Mortsel

H.R. Antwerpen 265615

De aandeelhouders worden hierbij uitgenodigd tot het bijwonen van de algemene vergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Aanvaarding van het jaarverslag.
2. Aanvaarding van de jaarrekening en besluit nopens de resultaten.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77916)

**Porter - P, commanditaire vennootschap op aandelen,
Emiel Clauslaan 105, 9800 Deinze**

H.R. Gent 163785

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarlijkse algemene vergadering die plaats zal vinden op donderdag 3 juni 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel te Deinze, met volgende dagorde :

1. Verslag van de zaakvoerders.
2. Lezing van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Goedkeuring van voornoemde stukken.
4. Kwijting van zijn bestuur aan de zaakvoerder.
5. Bestemming van het resultaat.
6. Varia.

Om tot de vergadering toegelaten te worden dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (77917)

**Belgische Depots, naamloze vennootschap,
Mandekensstraat 213, 9255 Buggenhout**

H.R. Dendermonde 35350

Gewone algemene vergadering op 2 juni 1999 te 19 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan bestuurders.
4. Statutaire benoemingen.
5. Artikel 103 en 104 S.W.H.V.
6. Varia.

(77918)

**Pralicar, naamloze vennootschap,
Nederstraat 8, 9700 Oudenaarde**

H.R. Oudenaarde 30805 — BTW 429.114.637

Jaarvergadering op donderdag 3 juni 1999 14.30 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (77919)

**Predikaat, naamloze vennootschap,
Parkstraat 39, 3570 Alken**

H.R. Tongeren 69685 — BTW 444.094.902

De dames en heren aandeelhouders worden uitgenodigd op de gewone algemene vergadering die op 1 juni 1999 zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel te 13 uur, en zal beraadslagen over volgende agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Jaarrekening 31 december 1998 - Bestemming resultaat.
3. Décharge, ontslag en benoeming bestuurders.
4. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen overeenkomstig de statutaire bepalingen. (77920)

**Preekershof, naamloze vennootschap,
Ambtmanstraat 6, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 239681

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen op de zetel, op 1 juni 1999 te 16 uur.

Deze vergadering heeft als agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Verdeling van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Benoemingen. (77921)

**Prefalim, naamloze vennootschap,
Industriezone Heikemp 1121, 3640 Kinrooi**

H.R. Tongeren 83843 — BTW 462.402.463

Algemene vergadering op 31 mei 1999 om 19 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking van de balans per 31 december 1998.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting van de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (77922)

**Preflexibel, naamloze vennootschap,
Steenweg 650, 9470 Denderleeuw**

H.R. Aalst 61559 — BTW 449.181.561

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77923)

**Euro Inter Press, naamloze vennootschap,
Bexstraat 4, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 295050 — BTW 449.407.235

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen op 3 juni 1999 te 11 uur.

Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders. 6. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77924)

**De Prêtre Orthopedie, naamloze vennootschap,
Monnikenwerve 171, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 48883 — BTW 415.794.755

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Benoemingen bestuurders.
6. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (77925)

**Prima Management, naamloze vennootschap,
Kruisstraat 2, 2200 Noorderwijk**

H.R. Turnhout 63967 — BTW 439.298.746

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 3 juni 1999 te 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening;
3. Resultaatverwerking;
4. Decharge aan de bestuurders.

Om aan de vergadering deel te nemen worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77926)

**Primo, naamloze vennootschap,
Cadzandstraat 20, 9112 Sinaai**

H.R. Sint-Niklaas 46477 — BTW 435.802.885

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 2 juni 1999 te 17 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998- bestemming resultaat.
3. Kwijting aan bestuurders.
4. Varia. (77927)

**Primo Interim, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 26, 2950 Kapellen**

H.R. Antwerpen 291732 — BTW 445.973.534

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 te 18.00 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1999. 3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. (77928)

**Princess, naamloze vennootschap,
Statielei 23, 2640 Morstel**

H.R. Antwerpen 215562-BTW 418.917.561

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 17 uur, te Berlaar, Meistraat 16.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.

3. Bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting aan de bestuurders.
 5. Rondvraag.
 De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77929)

Pringimmo, naamloze vennootschap,
Wollestraat 19, 8000 Brugge
 H.R. Brugge 171 — BTW 436.560.376

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Verslagraad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77930)

Pro-Dom, naamloze vennootschap,
Hilda Ramstraat 2, 2600 Berchem
 H.R. Antwerpen 323832

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening;
3. Kwijting aan de bestuurders;
4. Benoemingen;
5. Bezoldigingen;
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77931)

BW Procestechneik, naamloze vennootschap,
Herentalsebaan 141, 2150 Borsbeek
 H.R. Antwerpen 303302 — BTW 452.635.751

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 16 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998 en bestemming van het resultaat.
3. Kwijting bestuurders.
4. Ontslagen en benoemingen.
5. Varia. (77932)

Prof-Invest, naamloze vennootschap,
Hulstsestraat 2, 8860 Lendeledede
 H.R. Kortrijk 138860

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 19 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77933)

General Project Developments,
afgekort : « G.P.D. », naamloze vennootschap,
Gouverneur Roppesingel 83, 3500 Hasselt
 H.R. Hasselt 55313

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 9 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (77934)

De raad van bestuur.

V & V Projekts, naamloze vennootschap,
Vaartstraat 155E, 2520 Ranst

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van Bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77935)

Promark International, naamloze vennootschap,
Zwartzustersstraat 6, 2000 Antwerpen-1

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Voorleggen van de jaarrekening op 31 december 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting aan de bestuurders.
6. Ontslag en benoeming van bestuurders.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77936)

A Propos, naamloze vennootschap,
Donklaan 160, 9290 Berlare

H.R. Dendermonde 54367 — BTW 462.447.203

Jaarvergadering op 1 juni 1999 om 18 uur op de zetel.

Agenda :

1. Toepassing art. 60 Venn. Wet.
2. Verslag raad van bestuur.
3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
4. Bestemming resultaat.
5. Bezoldiging bestuurders.
6. Kwijting aan bestuurders.
7. Ontslag/benoeming bestuurders.
8. Rondvraag.

Wij u schikken naar de statuten. (77937)

**Publi-Sport Invest, naamloze vennootschap,
Romeinseweg 51, 3770 Riemst**

H.R. Tongeren nr. 61164 — BTW 442.512.218

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaar- en resultatenrekening op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77938)

**Publimmo, naamloze vennootschap
Industrieweg 1, 3720 Kortesseem**

H.R. Tongeren 81782

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 18 uur. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (77939)

Namens de raad van bestuur.

**Pulestate, naamloze vennootschap,
Mastendreef 48, 2243 Pulle-Zandhoven**

H.R. Antwerpen 291050

Jaarvergadering der aandeelhouders op de maatschappelijke zetel op 2 juni 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Benoemingen en ontslagen.

Men gelieve zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77940)

**Etablissements Van Put, naamloze vennootschap,
Van Breestraat 26, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 322 — BTW 404.996.279

Jaarlijkse algemene vergadering op maandag 31 mei 1999 te 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Beraadslagingen artikel 77.
2. Goedkeuring van jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Statutaire ontslagen en benoemingen.
6. Varia.

Gelieve zich te schikken naar de statuten. (77941)

**QRS, naamloze vennootschap,
Antwerpsesteenweg 20, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 39232 — BTW 413.791.805

Uitnodiging tot de jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op maandag 31 mei 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag en verslag van de commissaris-revisor.
2. Bespreking van de jaarrekening op 31 december 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998.
4. Kwijting aan de bestuurders en commissaris.

Neerlegging der aandelen: zich schikken naar de statuten. (77942)

**Quality Pre-Press, naamloze vennootschap,
Industrieweg 1, 3720 Kortesseem**

H.R. Tongeren 81263 — BTW 454.686.411

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 18 uur. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (77943)

Namens de raad van bestuur.

**Immo 3R, naamloze vennootschap,
Nachtegalendreef 11, 2280 Grobbendonk**

H.R. Turnhout 78885

De aandeelhouders worden verzocht de algemene jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999, om 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Ontslag en benoeming bestuur.
6. Diversen. (77944)

**Firma Henri Raepsaet en zonen, naamloze vennootschap,
Krekelpuut 11, 9700 Oudenaarde**

H.R. Oudenaarde 3169 — BTW 400.238.826

De jaarvergadering zal gehouden worden in de zetel van de vennootschap, op 1 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Verslagen van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998 en aanwending van het resultaat;
3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Bezoldigingen bestuurders.

Aandelen te deponeren in de zetel van de vennootschap. (77945)

**Raes Racing, naamloze vennootschap,
Autolei 330-332, 2160 Wommelgem**

H.R. Antwerpen 249618 — BTW 428.272.222

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 2 juni 1999 te 19 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Ontlasting aan de bestuurders.
5. Beslissen over het toekennen van een vergoeding voor ingebrachte gelden.
6. Artikel 60 SWHV.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77946)

**N.V. Houthandel Rammant, naamloze vennootschap,
Vaartdijkstraat 36, 8200 Brugge (Sint-Michiels)**

H.R. Brugge 23103 — BTW 419.922.403

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 14 uur op de zetel. — Agenda :
1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Rondvraag.

(77947)

De raad van bestuur.

**« Rational Building Systems »,
afgekort : « R.B.S. », naamloze vennootschap,
Gouverneur Roppesingel 83, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 55314

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 16 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77948)

De raad van bestuur.

**Disco Real, naamloze vennootschap,
Luikersteenweg 148, 3700 Tongeren**

H.R. Tongeren 65777 — BTW 434.216.837

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

Verslag van de raad van bestuur - Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998 - Bestemming van het resultaat - Kwijting te verlenen aan de bestuurders - Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77949)

**Real Estate Trading, naamloze vennootschap,
Tennislaan 33, 8670 Koksijde**

H.R. Veurne 34551 — BTW 450.618.052

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (77950)

**Reanda, naamloze vennootschap,
Klein Ravels 91, Ravels**

H.R. Turnhout 56730 — BTW 429.631.410

De Heren Aandeelhouders worden opgeroepen tot de Jaarvergadering welke zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 20 uur op de Zetel van de Vennootschap.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998;
3. Kwijting te verlenen aan de Bestuurders;
4. Rondvraag.

Om tot de Vergadering toegelaten te worden, dienen de Heren aandeelhouders zich te schikken naar de Statuten. (77951)

**Immo Reca, commanditaire vennootschap op aandelen,
Eksterveldstraat 18, 2160 Wommelgem**

H.R. Antwerpen 294412

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 te 14 uur

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Resultaatverwerking.
4. Kwijting van de bestuurders.
5. Ontslag en benoemingen.
6. Rondvraag.

Zich schikken naar de statuten om toegelaten te worden tot de vergadering. (77952)

**Recyfoam, naamloze vennootschap,
Schurhovenveld 3856, 3800 Sint-Truiden**

H.R. Hasselt 82168 — BTW 448.734.371

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering te willen bijwonen, welke zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de raad van bestuur.
5. Bespreking van diverse aard - rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te richten naar de bepalingen van de statuten. (77953)

**Recylim, naamloze vennootschap,
Dellestraat 33, 3550 Heusden-Zolder**

H.R. Hasselt 73317 — BTW 437.657.169

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 2 juni 1999 om 16 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998; 3. Bestemming resultaat; 4. Kwijting bestuurders; 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77954)

**Redispa, naamloze vennootschap,
Lombardstraat 30, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 56771

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 14 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(77955)

De raad van bestuur.

**Remstation Reeckmans, naamloze vennootschap,
Kuringersteenweg 486, 3511 Kuringen-Hasselt**

H.R. Hasselt 69619 — BTW 433.229.318

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 20 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten.

(77956)

De raad van bestuur.

**De Regenboeghe, naamloze vennootschap,
Bosstraat 47, 3680 Maaseik**

H.R. Tongeren 82677

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 om 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77957)

**De Regenboog, naamloze vennootschap,
Mariastraat 10, 2160 Wommelgem**

H.R. Antwerpen 240014 — BTW 425.734.879

Algemene vergadering op 31 mei 1999 te 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

Verslag raad van bestuur - Goedkeuring jaarrekening - Kwijting aan bestuurders - Ontslag en benoeming bestuurders-Rondvraag. (77958)

**Immo Regency, naamloze vennootschap,
Heistraat 212, 9100 Sint-Niklaas**

H.R. Sint-Niklaas 37364 — NN 419.513.716.

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op donderdag 3 juni 1999 om 19 uur in de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Jaarverslag.
2. Bespreking van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Verplaatsing maatschappelijke zetel.
6. Benoemingen. (77959)

**Biscuiterie Remael Pol, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 7B, 9080 Lochristi**

H.R. Antwerpen 109956 — BTW 404.272.244

De aandeelhouders worden verzocht de Algemene Vergadering te willen bijwonen, die doorgaat op 1 juni 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.

2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.

3. Aanwending van het resultaat.

4. Kwijting aan de bestuurders.

5. Herbenoeming bestuurder.

6. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht, uiterlijk vijf dagen voor de datum van de vergadering hun aandelen te deponeren op de maatschappelijke zetel. (77960)

**Dranken Renckens, naamloze vennootschap,
Nijverheidsstraat 12, 3990 Peer**

H.R. Hasselt 83432 — BTW 449.577.974

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18.00 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77961)

**Renders Holding, naamloze vennootschap
Industrieweg 4, 2340 Beerse**

H.R. Turnhout 54507 — BTW 427.617.273

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 1 juni 1999 te 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Verslag van de commissaris-revisor.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
4. Resultaatsbestemming.
5. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor.
6. Goedkeuring vergoeding bestuurders.
7. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering dienen de aandeelhouders zich te schikken naar art. 24 der statuten. (77962)

**Renier & zonen Steen en Marmer, naamloze vennootschap,
Nijverheidslaan 1, 3200 Aarschot**

H.R. Leuven 668 — BTW 400.969.591

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 15 uur op de maatschappelijke zetel met als agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders. 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (77963)

**Voeding Rens, naamloze vennootschap,
Veerledorp 52, 2431 Laakdal**

H.R. Turnhout 53593 — BTW 426.845.035

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 1 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Eventuele verklaringen mbt. art. 60 der S.W.H.V.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwitantie te verlenen aan de bestuurders.
6. Aanpassing kapitaal-Euro.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77964)

**R.E.O., naamloze vennootschap,
Rubenslei 18, 2018 Antwerpen**

De jaarvergadering vindt plaats op 31 mei 1999 te 16 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening.
2. Beslissing over de resultaatverdeling.
3. Kwijting aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77965)

**De Rese Roger, naamloze vennootschap,
Doornstraat 316, 8200 Brugge**

H.R. Brugge 57587 — BTW 423.739.451

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77966)

**Residence Palace, naamloze vennootschap in vereffening,
Belgiëlei 112, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 209225 — BTW 416.995.278

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering der aandeelhouders bij te wonen, die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998
3. Ontslagen en benoemingen van bestuurders
4. Kwijting aan de bestuurders
5. Rondvraag

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77967)

**Van Reusel Zakenkantoor, naamloze vennootschap,
Vrijheid 68, 2370 Arendonk**

H.R. Turnhout 69189 — BTW 447.167.129

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77968)

**Immo Reva, naamloze vennootschap,
Kuringersteenweg 486, 3511 Hasselt (Kuringen)**

H.R. Hasselt 83606

Jaarvergadering op 2 juni 1999 om 20 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten.

(77969)

De raad van bestuur.

**Revitex, naamloze vennootschap,
Beukenhofstraat 122, 8570 Vichte**

H.R. Kortrijk 72986 — BTW 405.439.808

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op donderdag 3 juni 1999 om 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998 inclusief de toewijzing van het resultaat. 2. Kwijting aan bestuurders. 3. Varia. De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de statuten en de wettelijke voorschriften ter zake.

(77970)

De raad van bestuur.

**Rhino-Team, naamloze vennootschap,
Rode Dreef 37, 2970 Schilde**

H.R. Antwerpen 291524 — BTW 447.708.745

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 17 uur, met volgende dagorde:

1. Lezing van de jaarrekening op 31 december 1998.
2. Goedkeuring van deze jaarrekening.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Benoemingen.
6. Verscheidene. (77971)

**Ribo, naamloze vennootschap,
Boudewijnlaan 41C, bus 4, 2220 Heist-op-den-Berg**

H.R. Mechelen 79807 — NN 426.029.641

Jaarvergadering op 1 juni 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening op 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurder. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77972)

**Rical, burgerlijke vennootschap
onder vorm van een naamloze vennootschap,
Kortrijksesteenweg 997, 9000 Gent**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Gent, nr. 955

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op vrijdag 4 juni 1999 om 20.00 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring bezoldigingen.
3. Goedkeuring jaarrekening 1998 en van het verslag van de raad van bestuur.
4. Goedkeuring van de door de raad van bestuur voorgestelde bestemming van het resultaat.
5. Kwijting aan de bestuurders.
6. Diversen.

De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de statuten en de wettelijke voorschriften ter zake. (77973) De raad van bestuur.

**Ridora, naamloze vennootschap,
Kuringersteenweg 508, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 72384 — BTW 436.660.148

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (77974)

**Riston, naamloze vennootschap,
Panoramalaan 38, 3012 Wilsele (Leuven)**

H.R. Leuven 90209 — NN 454.178.942

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Desgevallend benoemingen bestuurders.

5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77975)

**Roadrunner Concert Serv., naamloze vennootschap,
Markt 9, 2840 Rumst**

H.R. Antwerpen 297399 — BTW 450.261.231

Algemene vergadering op 31 mei 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Lezing notulen raad van bestuur.
2. Bespreking jaarrekening per 31 december 1998.
3. Goedkeuring jaarrekening en aanwending resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Rondvraag. (77976)

**Immobiëlen Roby, naamloze vennootschap,
Van Maerlantstraat 66, 2060 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 268380 — BTW 436.770.115

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (77977)

**Jan Van Roey, naamloze vennootschap,
Werf 7, Residentie « Den Tiber », 2500 Lier**

H.R. Antwerpen 96994 — BTW 413.920.477

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77978)

**Romac International, naamloze vennootschap,
Welvaartstraat 5, Industriezone 1, 8630 Veurne**

H.R. Veurne 30978 — BTW 434.072.723

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 7 juni 1999 om 15 uur, met volgende agenda :

1. Lezing van het jaarverslag.
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.

3. Kwijting aan de bestuurders.
 4. Bezoldigingen.
 5. Herbenoemingen.
 (77979) De raad van bestuur.

Romim, société anonyme,
avenue du Comté de Jette 1, Jette
 R.C. Bruxelles 577543 — NN 451.026.244

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 1 juin 1999 à 10 heures au siège social.

Ordre ud jour :

1. Rapport du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998.
3. Affectation du résultats.
4. Décharge administrateurs.
5. Nomination du conseil d'administration.
6. Divers.

Les actionnaires sont priés de se conformer aux prescriptions des statuts. (77980)

Romo, naamloze vennootschap,
Parklaan 26, 8450 Bredene
 BTW 424.024.117

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 te 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (77981)

Etabl. de Ronde & Drubbel, naamloze vennootschap,
IJzerlaan 7, 2060 Antwerpen
 H.R. Antwerpen 77639 — BTW 404.944.712

De aandeelhouders worden hierbij uitgenodigd tot het bijwonen van de algemene vergadering, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, IJzerlaan 7 te 2060 Antwerpen, op 2 juni 1999 te 15 uur.

Agenda :

1. Melding van tegenstrijdige belangen van een bestuurder ten opzicht van de vennootschap, zo deze zich voordoet;
2. Beraadslaging jaarverslag en verslag van de commissaris-revisor;
3. Bespreking van de jaarrekening, afgesloten per 31 december 1998;
4. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998;
5. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor;
6. Eventuele herbenoemingen;
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77982)

Rone, naamloze vennootschap,
Constantin Meunierstraat 92/32, 3000 Leuven
 H.R. Leuven 72 — NN 430.133.731

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 21 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Desgevallend benoeming bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77983)

Confiserie Roodthoofd, naamloze vennootschap,
Lange Leemstraat 376, 2018 Antwerpen
 H.R. Antwerpen 6151 — BTW 407.603.007

Jaarvergadering op dinsdag 1 juni 1999 om 16 uur op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Bespreking en goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
3. Kwijting aan bestuurders en aan de accountants.
4. Uittredingen en benoemingen. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (77984)

Boulangerie Rosseels, société anonyme,
rue de la Chevalerie 29, 1040 Bruxelles
 R.C. Bruxelles 311528 — T.V.A. 411.930.987

L'assemblée générale ordinaire se tiendra au 31 mai 1999 au siège social de la société à 11.00 heures. — Ordre du jour : Comptes annuels au 31.12.1998; Rapport éventuel concernant l'article 60; Rapports du conseil d'administration et du Commissaire-Reviseur; Approbation des comptes annuels au 31.12.1998; Affectation du résultat; Décharges; Démissions et nominations. Les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au siège social cinq jours francs avant assemblée. (77985)

Le conseil d'administration.

Autodistribution Rosvelds, naamloze vennootschap,
Brusselsesteenweg 6, 3020 Herent
 H.R. Leuven 69170 — BTW 430.566.667

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Desgevallend benoeming bestuurders.
6. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77986)

Rots, naamloze vennootschap,
Nijverheidslaan 1, 3200 Aarschot
 H.R. Leuven 72356 — BTW 434.843.377

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 20 uur op de maatschappelijke zetel, met als agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art 60 ven. wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders. 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (77987)

**Rovagro, naamloze vennootschap,
Wolfstraat 11, 3620 Lanaken**

H.R. Tongeren 66434 — BTW 436.219.589

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen volgens de statuten. (77988)

**« De Roye », naamloze vennootschap,
Hanenberg 42, 3272 Scherpenheuvel-Zichem**

H.R. Leuven 64455 — BTW 427.619.352

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden 31 mei 1999 te 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77989)

**R & R Engineering, naamloze vennootschap,
Delleurlaan 18, 1170 Brussel**

H.R. Antwerpen 279895 — H.R. Brussel 608023
BTW 442.299.313

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 12 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur;
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998 en bestemming van het resultaat;
3. Kwijting aan de bestuurders;
4. Varia. (77990)

**Sport- en Trefcentrum Ruca,
afgekort : « STR », naamloze vennootschap,
Golfweg 1, 3560 Lummen**

H.R. Hasselt 93181 — BTW 458.344.004

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 te 16 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van Bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77991)

**R.V.C., naamloze vennootschap,
Meulebekastraat 47bis, 8740 Pittem**

H.R. Brugge 61510 — BTW 402.761.816

De jaarvergadering zal gehouden worden in de zetel van de vennootschap, op 1 juni 1999 om 16 uur.

Agenda :

1. Verslagen van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998 en aanwending van het resultaat;
3. Kwijting aan de bestuurders; 4. Herbenoeming bestuurders;
5. Bezoldigingen bestuurders.

Aandelen te deponeren in de zetel van de vennootschap. (77992)

**RVP Engineering, naamloze vennootschap,
Waregemstraat 7, 9870 Zulte**

H.R. Gent 123235 — BTW 418.230.742

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering op dinsdag 1 juni 1999 om 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Lezing van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Goedkeuring van voornoemde stukken.
4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Bestemming resultaat. 6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht om, tot de vergadering toegelaten te worden, zich te schikken naar de statuten. (77993)

**Saarman, naamloze vennootschap,
Beverlaak 3, 3118 Werchter (Rotselaar)**

H.R. Leuven 92117 — BTW 455.843.184

Jaarvergadering op 7 juni 1999 te 19 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77994)

**Sabeci, naamloze vennootschap,
Mandekenstraat 215, 9255 Buggenhout**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 9 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Resultaatsbestemming.
4. Kwijting bestuurders.
5. Ontslagen en benoemingen.
6. Varia. (77995)

**Samax, naamloze vennootschap,
Lage Kaart 62, 2930 Brasschaat**

H.R. Antwerpen 292142 — NN 447.991.134

Jaarvergadering op 2 juni 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. (77996)

**San, naamloze vennootschap,
Stationssteenweg 136, 2560 Nijlen**

H.R. Mechelen 78657

Jaarvergadering op 1 juni 1999 te 19 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (77997)

**Sanakavy, naamloze vennootschap,
Guido Gezellelaan 16, bus 5, 3550 Heusden-Zolder**

H.R. Hasselt 87871 — NN 453.035.233

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Beslissing over het voortzetten van de vennootschap. 6. Varia. Zich richten naar de statuten. (77998) De raad van bestuur.

**Sanders, naamloze vennootschap,
Brouwerijstraat 14, 8680 Koekelare**

H.R. Oostende 41990 — BTW 429.907.661

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 januari 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (77999)

**Sandik, naamloze vennootschap
Pastorijstraat 47, 3128 Tremelo (Baal)**

H.R. Leuven 54874 — BTW 418.314.478

Jaarvergadering op 1 juni 1999 te 10 uur op de maatschappelijke zetel
Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Ontlasting, ontslag en benoeming bestuurders. 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (78000)

**Sanel, naamloze vennootschap,
Katwilgweg 4, 2050 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 257719

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.
6. Ontslagen en benoemingen raad van bestuur.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78001)

**Sanimco, naamloze vennootschap
Neerharenweg 32, 3620 Lanaken**

H.R. Tongeren 56115 — BTW 425.171.586

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding van bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (78002) De raad van bestuur.

**Saunaco, naamloze vennootschap,
Dijkstraat 7, 3950 Bocholt**

H.R. Hasselt 61316 — BTW 425.160.601

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders en commissaris-revisor. 5. Benoemingen en ontslagen. 6. Rondvraag. (78003) Zich schikken naar de statuten.

**SC-Invest, naamloze vennootschap,
Industriezone Heikemp 1121, 3640 Kinrooi**

H.R. Tongeren 67482 — BTW 439.494.924

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 20 uur.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting van de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden gevraagd zich te gedragen volgens de statuten. (78004)

**Scheepsbouwplan, naamloze vennootschap,
Dorpsstraat 45, 3950 Bocholt**

H.R. Tongeren 70108 — BTW 433.967.409

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de gewone algemene vergadering die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999, op de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (78005)

**Apoteek De Schelde, naamloze vennootschap,
Kapelstraat 43, 2660 Hoboken-Antwerpen**

BTW 414.698.259

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, op 1 juni 1999 te 15 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur;
2. Voorlegging en goedkeuring jaarrekening;
3. Resultaatverwerking;
4. Kwijting aan de bestuurders;
5. Eventuele ontslagen en/of benoemingen;
6. Eventuele strijdige of zijdelingse belangen;
7. Rondvraag en diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78006)

**Schelfhout, naamloze vennootschap,
Industriezone Heikemp 1121, 3640 Kinrooi**

H.R. Tongeren 56813 — BTW 425.139.122

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 16 uur.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring van de jaarrekeningen.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden gevraagd zich te gedragen volgens de statuten. (78007)

**Immo Schelfhout, naamloze vennootschap,
Doornlaarstraat 47, 2830 Bonheiden (Rijmenam)**

H.R. Mechelen 66636

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 2 juni 1999 om 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78008)

**Handelsmaatschappij Schellekens, naamloze vennootschap,
Prins Boudewijnlaan 9, hall 10B, 2550 Kontich**

H.R. Antwerpen 22468 — BTW 406.003.594

Bijeenroeping jaarlijkse algemene vergadering op 1 juni 1999 om 11 uur te houden op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening en de resultaatrekening, afgesloten per 31 december 1998.
3. Bestemming te geven aan het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de raad van bestuur.
5. Diversen - ontslag en benoeming bestuurders. (78009)

**Schepers Cels Brood- en Banketbakkerij, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 87 3545 Halen**

H.R. Hasselt 80113 — BTW 446.266.316

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999, om 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet. Verslag van de raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. Bestemming van het resultaat. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78010)

**Scherrens-Corthals, naamloze vennootschap,
Gistelsteenweg 27 8490 Varsenare-Jabbeke**

H.R. Brugge 67651 — BTW 434.951.958

De jaarvergadering zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 19 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Bezoldigingen. 6. Varia en rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (78011)

**Schoemaco, naamloze vennootschap,
Bosstraat 155, 3930 Hamont-Achel**

H.R. Hasselt 63398 — BTW 426.857.309

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 10 uur.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (78012)

**Ondernemingen Schoemans, naamloze vennootschap,
Bosstraat 153, 3930 Hamont-Achel**

H.R. Hasselt 31934 — BTW 401.345.913

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (78013)

Immo Schots, naamloze vennootschap,**Lucashoeve 8, 2150 Borsbeek**

H.R. Antwerpen 257731

De heren aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarlijkse algemene vergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 16 uur.

Agenda :

1. lezing van de jaarverslagen van de raad van bestuur. 2. bespreking en goedkeuring van de jaarrekening. 3. kwijting aan de bestuurders. 4. toewijzing van het resultaat. 5. verlenging mandaat bestuurders. 6. rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (78014)

Immo De Schrijver, naamloze vennootschap,**Blokstraat 33, 1840 Londerzeel**

H.R. Brussel 575658

Jaarvergadering op 1 juni 1999 op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (78015)

Scopes Design, naamloze vennootschap,**Oeverstraat 61, 1940 Temse**

H.R. Sint-Niklaas 45764 — BTW 434.105.286

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Rondvraag;
6. Ontslagen en benoemingen raad van bestuur;

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78016)

S.D.M. Vastgoed, naamloze vennootschap,**Koekoekdreef 12, 2980 Zoersel**

H.R. Antwerpen 292795 — BTW 448.524.832

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Resultaatverwerking.
4. Kwijting aan de raad van bestuur.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78017)

Sealift, naamloze vennootschap,**Braderijstraat 7, bus 16, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 237512 — BTW 424.686.388

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering der aandeelhouders bij te wonen, die zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
3. Ontslagen en benoemingen van bestuurders.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78018)

Economical Security, naamloze vennootschap,**Joe Englishstraat 54, 2140 Borgerhout**

H.R. Antwerpen 257600 — NN 431.365.631

De algemene vergadering vindt plaats op 1 juni 1999 om 11 uur.

Agenda :

1. Lezing van het verslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/1998.
3. Resultaatverwerking.
4. Kwijting bestuurders.
5. Verderzetten van de activiteiten art. 103 G.W.V.H..
6. Herbenoeming bestuurders. (78019)

Sedit, naamloze vennootschap,**Boomgaardstraat 14, 9880 Aalter**

H.R. Gent 78466 — BTW 401.044.817

De jaarvergadering zal plaatsvinden op 1 juni 1999, op de zetel, om 16 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Varia. (78020)

Selvi Leather Fashion, naamloze vennootschap,**Grote Markt 20, 3800 Sint-Truiden**

H.R. Hasselt 65740 — BTW 428.831.555

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op dinsdag 1 juni 1999 om 18 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (78021)

**Semimmo, naamloze vennootschap,
Lamorinièrestraat 63, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 291006
—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die op de zetel van de vennootschap zal plaatsvinden op 1 juni 1999 te 15 uur.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening per 31 december 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78022)

**Seppe, naamloze vennootschap,
Manteliusstraat 24, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 77730 — BTW 442.912.094
—

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (78023)

Namens de raad van bestuur.

**Sermon, naamloze vennootschap,
Poststraat 5, 1500 Halle**

H.R. Brussel 551869 — BTW 445.754.887
—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999, te 18 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998. 2. Kwijting aan de raad van bestuur. 4. Varia. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78024)

De raad van bestuur.

**Vloeren Serry, naamloze vennootschap,
Leuvensesteenweg 396, 3190 Boortmeerbeek**

H.R. Leuven 2915 — BTW 403.583.514
—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78025)

Immo Sertras, naamloze vennootschap

Maatschappelijke zetel : Septestraat 17-19, 2640 Mortsel

H.R. Antwerpen 235126 — BTW 423.946.220
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de algemene vergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Aanvaarding van het jaarverslag.
2. Aanvaarding van de jaarrekening en besluit nopens de resultaten.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Herbenoemingen.
5. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78026)

**Servaco, naamloze vennootschap,
Tramstraat 2, 8560 Wevelgem**

H.R. Kortrijk 87062 — BTW 412.964.830
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering die plaats zal vinden op 3 juni 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel te Wevelgem, met volgende agenda :

1. Lezing en toelichting van de jaarrekening op 31 december 1998.
2. Goedkeuring van voornoemde stukken.
3. Kwijting van hun bestuur aan de leden van de raad van bestuur.
4. Toewijzing van het resultaat.
5. Rondvraag.

Om tot de vergadering toegelaten te worden dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (78027)

**Servia, naamloze vennootschap,
Grote Lijkstraat 5, 8900 Ieper**

H.R. Gent 161814 — BTW 437.429.715
—

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, op 3 juni 1999 om 14 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van Bestuur ingevolge art. 60 Venn.Wet; 2. Verslag raad van bestuur; 3. Goedkeuring jaarrekening en resultaatsbestemming; 4. Kwijting bestuurders; 5. Ontslagen en benoemingen; 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (78028)

**Servitec, naamloze vennootschap
Koningin Astridlaan 6, 2550 Kontich**

H.R. Antwerpen 165881 — BTW 403.689.254
—

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 2 juni 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening en toelichting, afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Eventuele ontslagen en benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78029)

**Setting, naamloze vennootschap,
Industrielaan 12, 9990 Maldegem**

H.R. Gent 131332 — BTW 422.277.127
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 31 mei 1999 om 11 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Decharge te verlenen aan de bestuurders. 5. Bepalingen art. 60. 6. Benoeming en herbenoeming bestuurders. 7. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (78030)

**Sevan, naamloze vennootschap,
Comedieplaats 4, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 300414 — NN 450.822.346

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel op 31 mei 1999 te 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
3. Herbenoeming bestuurders.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag. (78031)

**Severeyns Diepvriesprodukten, naamloze vennootschap
Bloemendaalstraat 116, 3545 Halen**

H.R. Hasselt 91230 — BTW 456.780.324

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 18 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten.

(78032) De raad van bestuur.

**Seyntex, naamloze vennootschap,
Seyntexlaan 1, 8700 Tielt**

H.R. Brugge 34200 — BTW 423.039.962

De jaarvergadering zal plaatsvinden op 1 juni 1999, op de zetel, om 14 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur en de commissaris-revisor.
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor.
5. Varia.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (78033)

**Studiebureel voor Fiduciaire Verrichtingen en Varia,
naamloze vennootschap**

H.R. Mechelen 49763 — BTW 416.327.859

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 20 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Ontslag en benoemingen. (78034)

**Shacon United, naamloze vennootschap,
Pelikaanstraat 62, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 225792

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel, Pelikaanstraat 62, 2018 Antwerpen.

Agenda :

1. Lezing van het jaarverslag.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Verwerking van de resultaten.

4. Kwijting bestuurders.
5. Bezoldigingen.
6. Rondvraag. (78035)

**Sida, naamloze vennootschap,
Heidedreef 37, 2970 Schilde**

H.R. Antwerpen 111950 — BTW 400.867.742

Jaarvergadering op dinsdag 1 juni 1999 om 11 uur ten zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag raad van Bestuur. 2. Bespreking en goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Kwijting aan bestuurders en aan accountants. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (78036)

**Sidem, naamloze vennootschap,
Kachtemstraat 295 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 38565 — BTW 424.622.844

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de gewone algemene vergadering op donderdag 3 juni 1999 op de maatschappelijke zetel om 14 uur, met volgende agenda :

- Mededeling ivm. art. 60.
- goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998
- Aanwending resultaat.
- Kwijting bestuurders
- Benoeming commissaris. (78037)

**Sila, naamloze vennootschap,
Zoot 68, 3202 Rillaar**

H.R. Leuven 90951 — BTW 454.845.965

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 2 juni 1999 om 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag. (78038)

**Sima, naamloze vennootschap,
Grote Markt 4, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 103219 — NN 424.340.158

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen op 1 juni 1999 om 14 uur op de zetel van de vennootschap, met de volgende agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
2. Kwijting aan de bestuurders.
3. Bezoldigingen.
4. Benoemingen.

(78039)

De raad van bestuur.

**Simcon, naamloze vennootschap,
Visserij 171b, 9000 Gent**

H.R. Gent 188067 — BTW 438.180.573

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 10.30 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78040)

**La Sirena, naamloze vennootschap,
Statiestraat 7-9, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 190599 — BTW 411.893.474

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel op 1 juni 1999 om 14.00 uur.

Agenda :

1. Art.60 Venn. wet.; 2. Verslag van de raad van bestuur; 3. Goedkeuring jaarrekening; 4. Kwijting bestuurders; 5. Bestemming resultaat; 6. Ontslagen en benoemingen; 7. Rondvraag.

De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de statuten en de wettelijke voorschriften ter zake. (78041)

De raad van bestuur.

**Siro Construct, naamloze vennootschap,
Rijksweg 15a, 2880 Bornem**

H.R. Mechelen 60111 — BTW 425.854.942

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 te 11 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur - jaarverslag.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Resultaatverwerking.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Herbenoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78042)

**SKB Trading, naamloze vennootschap,
Haven 48, Litouwenstraat 1, 2030 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 264043 — BTW 434.523.871

De gewone algemene vergadering op woensdag 2 juni 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

De aandelen dienen gedeponneerd te worden minstens 5 dagen voor de vergadering op de maatschappelijke zetel. (78043)

**S.K.B., naamloze vennootschap,
Royerssluis kaai 48, 2030 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 139665 — BTW 406.104.455

De jaarvergadering zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 te 15 uur op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Goedkeuring Verslagen van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
4. Rondvraag.

De aandelen dienen minstens 5 dagen voor de vergadering gedeponeerd te worden op de maatschappelijke zetel. (78044)

**S.K.B. Life Saving Equipment, naamloze vennootschap,
Royerssluis kaai 48, 2030 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 291906 — BTW 448.152.272

Gewone algemene vergadering van dinsdag 1 juni 1999 te 16 uur op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Goedkeuring verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening
3. Kwijting aan de bestuurders
4. Rondvraag

De aandelen dienen minstens 5 dagen voor de vergadering gedeponeerd te worden op de maatschappelijke zetel. (78045)

**S.K.B.Yard, naamloze vennootschap,
Hendrik Baelskaai 8A, 8400 Oostende**

H.R. Oostende 51839 — BTW 454.512.801

Gewone algemene vergadering op dinsdag 1 juni 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening
3. Kwijting aan de bestuurders
4. Rondvraag.

De aandelen dienen minstens 5 dagen voor de vergadering gedeponeerd te worden op de maatschappelijke zetel. (78046)

**Immo S.L.B., naamloze vennootschap,
Vredebergstraat 13, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 63111 — BTW 431.556.463

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78047)

Garage Smedts, naamloze vennootschap,
Leuvensesteenweg 171, 3200 Aarschot
 H.R. Leuven 80093 — BTW 444.697.290

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de gewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders.
5. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78048)

Installatiebedrijf Smeekens Johan, naamloze vennootschap,
Gierlestraat 21, 2387 Baarle-Hertog

H.R. Turnhout 67391 — BTW 444.658.589

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78049)

Immo Desmet-Degroote, naamloze vennootschap,
Geluwemolenstraat 14 8940 Wervik-Geluwe

H.R. Ieper 26942 — NN 417.466.818

Jaarvergadering op 1 juni 1999 om 10 uur in de zetel. — Agenda :
 1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 2. Resultaatsaanwending. 3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Rondvraag.

(78050)

De raad van bestuur.

Algemene Bouwonderneming Smits, naamloze vennootschap,
Everhoek 2, 2520 Ranst (Oelegem)

H.R. Antwerpen 189714 — BTW 411.680.668

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op maandag 31 mei 1999 te 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming der resultaten. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag en benoemingen. 6. Rondvraag.

Zich gedragen naar de statuten voor de toelating tot de vergadering. (78051)

Smits, naamloze vennootschap
Scheldeweg 2, 2850 Boom

H.R. Antwerpen 186066 — BTW 407.688.426

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 14 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (78052)

Socarim, naamloze vennootschap,
Damkaai 6, Kortrijk

H.R. Kortrijk 105581

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 3 juni 1999 te 9 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Lezing jaarverslag.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders. (78053)

Drukkerij Soenen, naamloze vennootschap,
Vaartstraat 16/20, 8500 Kortrijk

H.R. Brugge 62917 — BTW 405.366.463

Jaarvergadering op 1 juni 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel te 8500 Kortrijk, Vaartstraat, 16/20.

Agenda :

1) Verslag van de raad van bestuur. 2) Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998. 3) Bestemming van het resultaat. 4) Kwijting te verlenen aan bestuurders. 5) Benoemingen. (78054)

Soenens, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 78, 8780 Oostrozebeke

H.R. Kortrijk 97301 — BTW 419.978.128

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 2 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Mogelijke toepassing art.60 vennootschapswet.
 2. Jaarverslag raad van bestuur.
 3. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998 en bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting en bezoldiging aan de bestuurders.
 5. Varia.
- Gelieve zich te schikken naar de statuten. (78055)

Sogestim & Co, naamloze vennootschap,
Hoogbrugstraat 12, 3800 Sint-Truiden

H.R. Hasselt 77889

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 20 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet; 2. Verslag raad van bestuur; 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998; 4. Bestemming resultaat; 5. Ontlasting, ontslag en benoeming bestuurders; 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (78056)

**G & G Soontjens, naamloze vennootschap,
Eksterveldstraat 18, 2160 Wommelgem**

H.R. Antwerpen 294413 — BTW 449.159.290

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op dinsdag 1 juni 1999 te 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Resultaatverwerking.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoemingen.
6. Rondvraag.

Zich gedragen naar de statuten om toegelaten te worden tot de vergadering. (78057)

**Immo-Sover, naamloze vennootschap,
Vaartstraat 16/22, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 116712

Jaarvergadering op 1 juni 1999 om 16 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te geven aan de bestuurders. (78058)

**Verzekeringen en Leningen Soygenis, naamloze vennootschap,
Koolmijnlaan 84, 3550 Heusden-Zolder**

H.R. Hasselt 59302 — NN 423.211.295

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarlijkse algemene vergadering op 31 mei 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag raad van bestuur en commissaris-revisor.
2. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en de commissaris-revisor.
5. Besprekingen van diverse aard. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78059)

**Sparrenhof, naamloze vennootschap,
Sparrendreef 30B, 3668 Niel-bij-As**

H.R. Tongeren 80628 — BTW 452.378.603

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen welke zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 20.00 uur, met als agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998 met inbegrip van de bestemming van het resultaat;
3. Kwijting aan de bestuurders;
4. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78060)

**De Speyebeek, naamloze vennootschap,
Handzamestraat 87, 8610 Kortemark**

H.R. Oostende 44187 — BTW 435.019.066

Jaarvergadering op de vennootschappelijke zetel, op 2 juni 1999 te 10 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur en van de commissaris. 2. Goedkeuring der jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders en commissaris. 5. Rondvraag. (78061)

**Spionkop, naamloze vennootschap,
Lanceloot Blondeellaan 11, 8380 Brugge (Zeebrugge)**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 om 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (78062)

**Sport Line, naamloze vennootschap,
Koestraat 181, 8800 Rumbeke**

H.R. Kortrijk 110019 — BTW 428.805.425

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 11 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78063)

**Centrum voor Spraak en Taalpathologie, naamloze vennootschap,
Breeërsteenweg 401, 3640 Kinrooi**

H.R. Tongeren 54963

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78064)

Staeberg, naamloze vennootschap
Meetshovenstraat 11, 3130 Begijnendijk
 H.R. Leuven 65526

—
 Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 15 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.
 (78065) Namens de raad van bestuur

Stanislas H. Haine, naamloze vennootschap,
Amerikalei 106, te Antwerpen
 H.R. Antwerpen 6615

—
 Gewone algemene vergadering op maandag 31 mei 1999 te 11 u. op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. verslag van de raad van bestuur. 2. goedkeuring der jaarrekening per 31 december 1998. 3. kwijting aan de bestuurders. 4. diversen.

De aandelen dienen gedeponereerd te worden minstens vijf dagen vóór de vergadering op de maatschappelijke zetel.
 (78066)

Starfish, naamloze vennootschap,
Kolvestraat 11, 8000 Brugge
 H.R. Brugge 67434 — BTW 434.650.466

—
 De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 19 uur op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Beslissing inzake art. 60 S.W.H.V. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.
 (78067)

Starlac Paints, naamloze vennootschap
Titanstraat 4, 2620 Hemiksem
 H.R. Antwerpen 26167 — BTW 403.735.675

—
 De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 31 mei 1999, te 10 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur,
2. Goedkeuring van de jaarrekening,
3. Bestemming van het resultaat,
4. Kwijting aan bestuurders,
5. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen voor de vergadering.
 (78068)

Stas Kleding, naamloze vennootschap
Maastrichtersteenweg 145, bus 10, 3500 Hasselt
 H.R. Hasselt 77427 — BTW 442.323.562

—
 De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 19 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 januari 1999.
3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.
 (78069)

Steco, naamloze vennootschap,
Spinnersstraat 6, 8510 Marke

H.R. Kortrijk 122826

—
 De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 16.30 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Decharge te verlenen aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.
 (78070)

Stendic, naamloze vennootschap,
Kuipersweg 16, 3920 Lommel

H.R. Hasselt 88867 — BTW 454.471.625

—
 De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.
 (78071)

Stessens, naamloze vennootschap,
Leeuwerfstraat 9, 2370 Arendonk

H.R. Turnhout 57924 — BTW 431.236.858

—
 De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998
3. Bestemming van het resultaat
4. Kwijting aan de bestuurders
5. Allerlei

Zich richten naar de statuten.
 (78072)

Stesus, naamloze vennootschap,
Breeërweg 29, 3950 Bocholt

H.R. Tongeren 57731

—
 Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 17 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.
 (78073)

De raad van bestuur.

**Daniel Stevens, naamloze vennootschap,
Brusselsesteenweg 111, 9050 Gent (Ledeberg)**

H.R. Gent 58081 — BTW 400.107.974

De jaarvergadering zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 20 uur op de zetel.

Agenda :

1. Lezing van het jaarverslag.
2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Vergoeding aan de bestuurders. (78074)

**Stone N Stones, naamloze vennootschap,
Aarschotsesteenweg 316, 3111 Rotselaar**

H.R. Leuven 93942 — BTW 457.752.106

Jaarvergadering op 1 juni 1999 te 15 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (78075)

**Vanderstraeten, naamloze vennootschap,
Europaweg 11, 3560 Lummen**

H.R. Hasselt 3051 — BTW 400.983.152

De jaarlijkse algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, Europaweg 11, te 3560 Lummen, op dinsdag 1 juni 1999 om 9 uur. — Agenda : 1. Verslagen raad van bestuur en raad van toezicht. 2. Bespreking en goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders en commissarissen. 5. Statutaire benoemingen. 6. Rondvraag. Deelnemingsvoorwaarden volgens de bepalingen der statuten. (78076)

**Straetdorn, naamloze vennootschap
Grote Markt 19, 1500 Halle**

H.R. Brussel 518938 — NN 436.693.208

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 om 19 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78077)

De raad van bestuur.

**Strico, naamloze vennootschap,
Mandekensstraat 185, 9255 Buggenhout**

H.R. Dendermonde 32562

Gewone algemene vergadering op 2 juni 1999 om 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Statutaire benoemingen. 6. Varia. (78078)

**Stripes, naamloze vennootschap,
te 2930 Brasschaat, Voshollei 35**

H.R. Antwerpen 128655 — BTW 404.875.723

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op donderdag 3 juni 1999 op de maatschappelijke zetel te 20 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening 1998.
3. Aanwending van het resultaat 1998.
4. Kwijting aan bestuurders en afgevaardigde bestuurders.
5. Rondvraag. (78079)

**Immo Struyshoeve, naamloze vennootschap,
Lintsesteenweg 657, 2540 Hove**

H.R. Antwerpen 650

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de bestuursraad.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Ontlasting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen der statuten. (78080)

**Stubbe-Denoo, naamloze vennootschap,
Smedenstraat 21, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 61644 — BTW 427.414.266

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 te 16 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening.
 3. Bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting aan de bestuurders.
 5. Allerlei.
- De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (78081)

**Studimmo, naamloze vennootschap,
Koning Albertstraat 28, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 80565

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 10 uur.

Agendapunten: 1. Verslag van de bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending van de resultaten. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (78082)

**Subema, naamloze vennootschap,
Luikersteenweg 214, 3700 Tongeren**

H.R. Tongeren 5873

Jaarvergadering van 31 mei 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 2. Kwijting bestuurders. 3. Ontslagen en Benoemingen. (78083)

**Subemo, naamloze vennootschap,
De Maaskens 25, 2370 Arendonk**

H.R. Turnhout 60897 — BTW 435.528.812

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Benoemingen en varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78084)

**New Summit, naamloze vennootschap,
Transportstraat 6, 3980 Tessenderlo**

H.R. Hasselt 85495 — BTW 451.811.251

Jaarvergadering van 3 juni 1999 om 15 uur. — Agenda : 1. Verslag bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Toep. art. 103 der S.W.H.V. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Ontslagen en benoemingen. 7. Diversen. (78085)

**Sunclass Bungalows Belgium, naamloze vennootschap,
Gouverneur Roppesingel 83, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 62864

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 11 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (78086)

De raad van bestuur.

**Sur +, naamloze vennootschap,
Philip Romboutslaan 20, 2550 Kontich**

H.R. Antwerpen 272857 — BTW 438.659.239

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Het agenda luidt als volgt:

1. Verslag raad van bestuur.
2. Bestemming van de resultaten.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78087)

**Slachthuis Swaegers, naamloze vennootschap,
Industrieweg 5, 2320 Hoogstraten**

H.R. Turnhout 62643

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 3 juni 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekeningen per 31 december 1998.
3. Resultaatsbestemming.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Goedkeuring vergoeding bestuurders.
6. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering gelieve zich te schikken naar artikel 17 der statuten. (78088)

**Swijssen-Schepers, naamloze vennootschap,
Kuringersteenweg 510, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 63062 — BTW 426.558.983

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (78089)

**Swiss, naamloze vennootschap,
Kustlaan 133, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 81951 — BTW 454.799.742

De gewone Algemene Vergadering der aandeelhouders zal plaatsvinden op dinsdag 1 juni 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Aanwending van de resultaten.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen overeenkomstig de bepalingen van de statuten van de vennootschap. (78090)

**Synditex, naamloze vennootschap,
Oude Gentweg 70, 9240 De Pinte**

H.R. Gent 128594 — BTW 402.180.113

De jaarvergadering zal gehouden worden in de zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 om 11 uur.

Agenda :

1. Verslagen van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998 en aanwending van het resultaat
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldigingen bestuurders.

Aandelen te deponeren in de zetel van de vennootschap. (78091)

**T.A.C. Herentals, naamloze vennootschap,
Herentalsesteenweg 93, 2280 Grobbendonk**

H.R. Turnhout 55666 — BTW 428.727.528

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering die zal plaatsvinden op 31 mei 1999 te 17 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (78092)

**Tano, naamloze vennootschap,
Parklaan 26, 8450 Bredene**

H.R. Oostende 40723 — BTW 427.798.506

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 te 16 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (78093)

**Tasibel, naamloze vennootschap,
Koning Albertplein 3, 9220 Hamme**

H.R. Dendermonde 25 — BTW 405.028.250

De aandeelhouders worden verzocht deel te nemen aan de Gewone Algemene Vergadering, die zal gehouden worden te Hamme, Koning Albertplein 3, op dinsdag 1 juni 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur en commissaris-revisor;
2. Goedkeuring van de jaarrekening met afsluiting op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Beslissing in het kader van art. 60 ter;
5. Kwijting aan de bestuurders en commissaris-revisor;
6. Allerlei.

Neerlegging der titels, vijf volle dagen vóór de vergadering op de maatschappelijke zetel.

(78094)

De raad van bestuur.

**Taverly, naamloze vennootschap,
Damkaai 13, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 89127 — BTW 400.058.880

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 2 juni 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.

4. Bezoldigingen.

5. Allerlei.

Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (78095)

**Plastics Tavernier-Hubaux, naamloze vennootschap,
Spoorweglaan 2, 8740 Pittem**

H.R. Brugge 76360 — BTW 447.727.551

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op dinsdag 1 juni 1999 om 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998, inclusief de toewijzing van het resultaat. 2. Kwijting aan bestuurders. 3. Varia. De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de statuten en de wettelijke voorschriften ter zake.

(78096)

De raad van bestuur.

**Taverniers, naamloze vennootschap,
Pastorijstraat 35, 3320 Hoegaarden**

H.R. Leuven 71477 — BTW 433.577.528

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming raad van bestuur.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78097)

**Techni-Coat International, naamloze vennootschap,
Missiehuislei 11, 2920 Kalmthout**

H.R. Antwerpen 306943 — BTW 453.925.356

Bijeenroeping algemene vergadering aandeelhouders, op de maatschappelijke zetel d.d. 1 juni 1999 te 20 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur en zijn goedkeuring.
2. Bespreking jaarrekening per 31 december 1998.
3. Goedkeuring bestemming van het resultaat.
4. Kwijting bestuurders.
5. Goedkeuring van de bezoldigingen toegekend aan de bestuurders.
6. Rondvraag. (78098)

**Teco-Invest, naamloze vennootschap,
Diestersteenweg 36, 3545 Halen**

H.R. Hasselt 82393 — BTW 448.988.749

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering die zal doorgaan op de zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 om 20 uur, met als dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de raad van bestuur. 5. Goedkeuring van de bezoldigingen. 6. Ontslagen en benoemingen. 7. Rondvraag. (78099)

**Teddy, naamloze vennootschap,
Sasstraat 1, 3200 Aarschot**

H.R. Leuven 60715

—
Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 19 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet; 2. Verslag raad van bestuur; 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998; 4. Bestemming resultaat; 5. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders; 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (78100)

**Inter-Tegel-Immo, naamloze vennootschap,
Drieslaan 35, 8560 Gullegem**

H.R. Kortrijk 104433 — BTW 425.148.921

—
Jaarvergadering op 3 juni 1999 om 11 uur in de zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 2. Resultaatsaanwending. 3. Kwijting aan de bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Rondvraag. (78101) De raad van bestuur.

**Inter-Tegel, naamloze vennootschap,
Drieslaan 35, 8560 Wevelgem-Gullegem**

H.R. Kortrijk 94297 — BTW 417.937.762

—
Jaarvergadering op 3 juni 1999 om 10 uur in de zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag en verslag van commissaris-revisor. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Resultaatsaanwending. 4. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor en goedkeuring van hun vergoeding. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Rondvraag. (78102) De raad van bestuur.

**Immo Temi, naamloze vennootschap,
Steenbeek 7, 2590 Berlaar**

H.R. Mechelen 61403

—
De aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 31 mei 1999 te 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Ontslag en benoemingen.
6. Art. 103 SWHV.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de voorschriften van de statuten. (78103)

**Tennisdel, naamloze vennootschap,
Sledderloweg, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 54925 — BTW 423.063.916

—
Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, op 31 mei 1999, te 20 uur. — Agenda : 1. Toep. art 103 Venn.W.; 2. Verslag raad v. Bestuur; 3. Goedkeuring jaarrek. per 31/12/98; 4. Bestemming resultaat; 5. Kwijting bestuurders; 6. Herbenoemingen. (78104)

**Immo La Terrasse, naamloze vennootschap,
Koninklijke Baan 172, 8670 Koksijde**

H.R. Veurne 33028 — BTW 444.151.914

—
De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 om 14u00 op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (78105)

**Terraco, naamloze vennootschap,
Leuvensesteenweg 38, 3190 Boortmeerbeek**

H.R. Leuven 57918 — BTW 403.855.243

—
Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 18 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (78106)

**Thema Consult, naamloze vennootschap,
Zeedijk 232, bus 1002, 8430 Middelkerke**

H.R. Oostende 54375 — BTW 446.255.032

—
Jaarvergadering op 1 juni 1999 te 21 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (78107)

**Euro-Thermo, naamloze vennootschap,
Industrieterrein Vostert 1110, 3960 Bree**

H.R. Tongeren 44327 — BTW 401.297.413

—
Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Bespreking jaarrekening. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting bestuurders. 5. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 6. Varia. Zich richten naar de statuten.

(78108)

De raad van bestuur.

**Zakenkantoor Teunis G., naamloze vennootschap,
Diestersteenweg 86, 3510 Hasselt-Kermt**

H.R. Hasselt 57735 — BTW 422.278.018

—
De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen op 1 juni 1999 om 20 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan de bestuurders;
5. Rondvraag.

(78109)

**Theunissen, naamloze vennootschap,
Vaartstraat 14, 3600 Genk**
H.R. Tongeren 48812 — BTW 417.732.775

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring der jaarrekening afgesloten op 31 december 1998 met bestemming van het resultaat; 3. Kwijting aan de bestuurders; 4. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78110)

**Ruitersport G. Theuns, naamloze vennootschap,
Statiestraat 68, 2920 Kalmthout**

H.R. Antwerpen 313973 — BTW 456.812.590

Gewone algemene vergadering op donderdag 3 juni 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening
3. Kwijting aan de bestuurders
4. Rondvraag.

De aandelen dienen minstens 5 dagen voor de vergadering gedeponeerd te worden op de maatschappelijke zetel. (78111)

**Thierens Andre, naamloze vennootschap,
Mechelsesteenweg 330, 9200 Dendermonde**

H.R. Dendermonde 23550 — BTW 414.737.554

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78112)

**Bouwonderneming Thijs, naamloze vennootschap,
Hamonterweg 84, 3910 Neerpelt**

H.R. Hasselt 70128 — BTW 433.791.522

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 te 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (78113)

**Billiards Thissen, naamloze vennootschap,
Van Wesenbekerstraat 53, 2060 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 2563 — BTW 404.668.162

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Rondvraag.
6. Ontslagen en benoemingen raad van bestuur.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78114)

**Thys & Pieters Zakenkantoor, naamloze vennootschap,
J.E. Claeslaan 47, 2560 Nijlen**

H.R. Mechelen 69343

Jaarvergadering op 3 juni 1999 om 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening op 31 december 1998.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Art. 103 en 104 der SWHV.
6. Herbenoeming bestuurders.
7. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (78115)

**T & I, naamloze vennootschap,
Lange Rei 17, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 75651 — BTW BR 445.937.209

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Resultaatbestemming.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag. (78116)

**Tilcon Freight, naamloze vennootschap
Van Aerdstraat 31-33, 2060 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 306187 — BTW 440.566.080

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 11 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening op 30 december 1998;
3. Bestemming resultaat;
4. Kwijting bestuurders;
5. Rondvraag. (78117)

**Tipo, naamloze vennootschap,
Kerkstraat 40, 3990 Peer**H.R. Hasselt 81110 — NN 446.102.604
—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op woensdag 2 juni 1999 om 11 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de bestuurders over het boekjaar 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslagen en benoemingen.
6. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78118)

**T.M.A., naamloze vennootschap,
Molenveld 23, 3580 Beringen**H.R. Hasselt 72356 — BTW 436.616.202
—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 2 juni 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Varia. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78119)

**Tomtec, naamloze vennootschap,
Vogelkerslaan 18, 2950 Kapellen**H.R. Antwerpen 234847 — BTW 423.880.991
—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 2 juni 1999 te 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78120)

**Topdistributie, naamloze vennootschap,
Boeberg 35, 3700 Tongeren**H.R. Tongeren 47477 — BTW 416.560.857
—

Jaarvergadering van 31 mei 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 2. Kwijting bestuurders. 3. Ontslagen en Benoemingen. (78121)

**Toptours, naamloze vennootschap,
Herseltsesteenweg 137, 3200 Aarschot**H.R. Leuven 72993 — BTW 433.543.973
—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Verslagen van bestuurders en commissaris. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Aanwending van de resultaten. 4. Kwijting aan bestuurders en commissaris. 5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden op de jaarvergadering zich schikken naar de statuten. (78122)

**Houthandel R. Van Tornhout, naamloze vennootschap,
Landegemstraat 37, 9850 Nevele**H.R. Gent 153702 — BTW 436.895.918
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78123)

**Torremans, naamloze vennootschap
Zoerselsteenweg 27, 2980 Zoersel**H.R. Antwerpen 298353
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal doorgaan op dinsdag 1 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Aanwending van de resultaten.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Herbenoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (78124)

**Tova, naamloze vennootschap,
Gravendreef 11, 9120 Beveren**H.R. Sint-Niklaas 53565 — BTW 446.665.006
—

De aandeelhouders worden hierbij uitgenodigd tot het bijwonen van de Algemene vergadering op de Maatschappelijke zetel, Gravendreef 11 te 9120 Beveren op 3 juni 1999 te 18 uur.

Agenda :

1. Meldingen van tegenstrijdige belangen van een bestuurder ten opzichte van de vennootschap, zo deze zich voordoen;
2. Beraadslaging jaarverslag;
3. Bespreking van de Jaarrekening, afgesloten per 31 december 1998;
4. Goedkeuring van de Jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
5. Kwijting aan de Bestuurders;
6. Eventuele herbenoemingen;
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78125)

**TR Engineering, naamloze vennootschap,
Industrielaan 31, 3630 Maasmechelen**

H.R. Tongeren 65769 — BTW 437.073.486

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering 1 juni 1999 om 19 uur.

Dagorde :

1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de raad van bestuur.
4. Vergoeding bestuurders.
5. Diversen. (78126)

**Tradco, naamloze vennootschap,
Bosschaert de Bouwellei 32, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 290954 — BTW 447.848.703

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op vrijdag 4 juni 1999 te 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening 1998.
3. Aanwending van de resultaten.
4. Kwijting aan bestuurders en afgevaardigde bestuurder voor hun mandaat 1998.
5. Rondvraag. (78127)

**Transma, naamloze vennootschap,
Drie Bunder 25, 2630 Aartselaar**

H.R. Antwerpen 242685 — BTW 426.286.195

Jaarvergadering op 1 juni 1999 te 9 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

Verslag van de raad van bestuur; Goedkeuring jaarrekening; Kwijting; Ontslag en benoeming bestuurders; Rondvraag. (78128)

**Transmedia, naamloze vennootschap,
Cuylitstraat 39, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 219218 — BTW 419.825.403

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 11 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78129)

**Transpo Hellings Bree, naamloze vennootschap,
Kanaalkom 15B, 3960 Bree**

H.R. Tongeren 65076 — BTW 424.285.522

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 19 uur op de maatschappelijke zetel Agenda :1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet.2. Verslag raad van bestuur.3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders.6. Diverse.Zich schikken naar de statuten. (78130)

**Trapmann Dubbele Bedieningen, naamloze vennootschap,
Merksemsteenweg 183, 2100 Antwerpen (Deurne)**

H.R. Antwerpen 320987 — BTW 459.760.006

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 te 20 uur op de maatschappelijke zetel te Antwerpen.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening 1998.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders en afgevaardigde bestuurder mandaag 1998.
5. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78131)

**T.R.E., naamloze vennootschap,
Hoogbuul 23A, 2250 Olen**

H.R. Turnhout 40556 — BTW 415.141.885

De aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarlijkse algemene vergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Verslagen van bestuurders en commissaris.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Aanwending van de resultaten.
4. Kwijting aan bestuurders en commissaris.
5. Verlenging benoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (78132)

**J. Van Treeck, naamloze vennootschap,
Huidevetterstraat 53A, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 274433 — BTW 439.347.543

Jaarvergadering der aandeelhouders op dinsdag 1 juni 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming der resultaten.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Ontslag en benoemingen.
6. Rondvraag.

Zich gedragen naar statuten voor de toelating tot de vergadering. (78133)

**Trevi, naamloze vennootschap,
Leopold II laan 23, 1080 Brussel**

H.R. Brussel 394478 — BTW 415.341.726.

De gewone algemene vergadering zal plaatsvinden op 2 juni 1999 te 11 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Samenstelling bureau.
2. Verslagen.
3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Verlenen van kwijtingen.
6. Ontslagen, benoemingen en bezoldigingen.

7. Rondvraag.

Het bestuur vraagt de aandeelhouders zich te gedragen conform de statuten. De stukken bedoeld in art. 78 Venn. W. zijn voor de aandeelhouders beschikbaar in de zetel van de vennootschap. Indien de algemene vergadering besluit een dividend uit te keren zal dit betaalbaar gesteld worden bij de vestigingen van de KBC vanaf 2 augustus 1999. (78134)

**Trevis Immo, naamloze vennootschap,
te 2930 Brasschaat, Sion Kloosterlaan 4**

H.R. Antwerpen 250001

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd op de jaarvergadering die zal plaatsvinden op de zetel, op 31 mei 1999 om 11 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de raad van bestuur.
5. Rondvraag. (78135)

**Troonen David, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 2, 3350 Drieslinter**

H.R. Leuven 64471 — BTW 426.531.368

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 17 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Eventuele verklaringen m.b.t. art. 60 der Sw.H.V.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwitantie te verlenen aan de bestuurders.
6. Aanpassing kapitaal-Euro.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78136)

**Troonen L & N, naamloze vennootschap,
Grotestraat 17, 3380 Glabbeek**

H.R. Leuven 81160 — BTW 445.544.655

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 1 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Eventuele verklaringen m.b.t. art. 60 der S.W.H.V.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwitantie te verlenen aan de bestuurders
6. Aanpassing kapitaal-Euro.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (78137)

**Trouchau, naamloze vennootschap,
Dorpslaan 22, 1551 Buizingen**

H.R. Brussel 568088 — BTW 449.834.431

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999, om 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Ontslag & Benoeming bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.

(78138)

De raad van bestuur.

**Truck Service Station, naamloze vennootschap,
weg naar Meeuwen 54, 3660 Opglabbeek**

H.R. Tongeren 62665 — BTW 422.235.258

Jaarvergadering op 7 juni 1999 te 16 uur ten zetel. — Agenda :
1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Bezoldigingen bestuurders. 6. Ontslag en benoeming bestuurders. 7. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (78139)

**Het Tulderhof, naamloze vennootschap,
Mierdsedijk 87, 2382 Poppel**

H.R. Turnhout 59454 — BTW 433.486.862

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Ontlasting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78140)

**Bouwmaatschappij Turnhout, naamloze vennootschap,
Gouverneur Roppesingel 83, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 57564 — BTW 416.111.588

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 14 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(78141)

De raad van bestuur.

**Tuytelaers, naamloze vennootschap,
Klein Ravels 87, Ravels**

H.R. Turnhout 23147 — BTW 403.774.178

De Heren Aandeelhouders worden opgeroepen tot de Jaarvergadering welke zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 20 uur op de Zetel van de Vennootschap.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor;
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998;
3. Kwijting te verlenen aan de Bestuurders;
4. Rondvraag.

Om tot de Vergadering toegelaten te worden, dienen de Heren aandeelhouders zich te schikken naar de Statuten. (78142)

**Unic Evergem, naamloze vennootschap,
Elslo 73, 9940 Evergem**

—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening. 2. Kwijting van bestuur aan de bestuurders. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Samenstelling raad van bestuur. 5. Rondvraag. (78143)

**Unicell, naamloze vennootschap,
Potterstraat 202, 9170 Sint-Pauwels**

H.R. Sint-Niklaas 44684 — BTW 431.385.130

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarlijkse algemene vergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op dinsdag 1 juni 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998 met inbegrip van de resultaatverwerking.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Vaststelling van de bezoldiging van de bestuurders.
5. Rondvraag - allerlei.

De aandeelhouders die de vergadering wensen bij te wonen worden verzocht zich te schikken naar de statutaire bepalingen terzake. (78144)

**Unipress-Veereman, naamloze vennootschap,
Holle Weg 70, 2550 Kontich**

H.R. Antwerpen 177798 — BTW 406.299.544

—

De vergadering der aandeelhouders zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 te 15 uur.

Agenda :

1. Lezing en jaarverslag
2. Bespreking en goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998
3. Kwijting aan de bestuurders
4. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78145)

**Universal Association, naamloze vennootschap,
Appelmansstraat 26, bus 1, 2018 Antwerpen**

—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78146)

**U.T.U.C.O., naamloze vennootschap,
Anselmostraat 17, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 235914

—

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 3 juni 1999 te 19.30 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1998. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Benoemingen. 5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering zich schikken naar de statuten. (78147)

**Immo Vadelu, naamloze vennootschap,
Sint-Truidersteenweg 307, 3840 Borgloon**

H.R. Tongeren 73785

—

Jaarvergadering op maandag 31 mei 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet. Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. Kwijting aan de bestuurders. Benoeming/herbenoeming bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (78148)

**Bouwbedrijf Roger Vaes, naamloze vennootschap,
Keelstraat 22, 3800 Sint-Truiden**

H.R. Hasselt 57687 — BTW 422.199.527

—

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 18.30 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Beslissing voortzetting vennootschap. 6. Varia. Zich richten naar de statuten. (78149)

De raad van bestuur.

**VAG, naamloze vennootschap,
steenweg op Gierle 228, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 52128 — BTW 425.552.559

—

Uitnodiging tot de jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op maandag 31 mei 1999 om 17 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag.
2. Bespreking van de jaarrekening op 31 december 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998.
4. Kwijting aan de bestuurders.

Neerlegging der aandelen: zich schikken naar de statuten. (78150)

**Autobus- en Autocarbedrijf Reizen De Valk,
naamloze vennootschap,
Dijkstraat 4, 3550 Heusden-Zolder**

H.R. Hasselt 62817 — BTW 426.355.976

—

De dames en heren aandeelhouders worden uitgenodigd op de gewone algemene vergadering die op 3 juni 1999 zal worden gehouden op de maatschappelijke zetel te 17 uur en zal beraadslagen over volgende agenda :

1. Verslag raad van bestuur;

2. Jaarrekening 31 december 1998- Bestemming resultaat;
3. Decharge ontslag en benoemingbestuurders;
4. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen overeenkomstig de statutaire bepalingen. (78151)

**Valo, naamloze vennootschap,
Plantin en Moretuslei 295, 2140 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 300855

Bijeenroeping jaarvergadering

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

De aandeelhouders worden verzocht te handelen conform artikel 20 van de statuten.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening over het boekjaar van 1 januari 1998 tot en met 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Statutaire benoemingen;
6. Allerlei. (78152)

**J. & G. Valvekens, naamloze vennootschap,
Hasseltsestraat 50, 3290 Diest**

H.R. Leuven 47891

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 7 juni 1999 te 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78153)

**Guy Vanaerschot, naamloze vennootschap,
Slachterijstraat 45, 2390 Malle**

H.R. Antwerpen 271310 — BTW 437.859.879

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78154)

**Vanal, naamloze vennootschap,
Bredabaan 1027, 2930 Brasschaat**

H.R. Antwerpen 247697

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel op 1 juni 1999 te 19 uur.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Herbenoeming bestuurders.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen vóór de bijeenkomst. (78155)

**Immo Vanau, naamloze vennootschap,
Bierinkstraat 7, 9600 Ronse**

H.R. Oudenaarde 39085 — NN 450.393.269

Jaarvergadering ten zetel van de vennootschap op 7 juni 1999 ,om 19 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring jaarrekening per 31.12.1998; 3. Bestemming resultaat; 4. Kwijting bestuurders; 5. Benoeming bestuurders; 6. Rondvraag. (78156)

**M. Vandaele, naamloze vennootschap,
Adolf Buylstraat 36, 8400 Oostende**

H.R. Oostende 5447 — BTW 405.297.672

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 om 10 uur, ter maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Tegenstrijdige belangen.
2. Verslag bestuurders.
3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
4. Bestemming resultaat.
5. Kwijting bestuurders.
6. Benoemingen - ontslagen.
7. Diversen.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen de statuten. (78157)

**Electro Vanderstichelen, société anonyme,
avenue des Châteaux 117, 7780 Comines**

R.C. Tournai 63046 — T.V.A. 427.901.939

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale qui sera tenue au siège social de la société, le 2 juin 1999, à 10 heures.

Ordre du jour :

1. Discussion des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998;
2. Approbation des comptes annuels;
3. Décharge aux administrateurs;
4. Demission et nomination administrateurs;
5. Rémunérations;
6. Divers.

Les actionnaires sont priés de se tenir conformément les statuts. (78158)

**Vangeel, naamloze vennootschap,
Gierle Steenweg 228, 2300 Turnhout**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Turnhout, nr. 142
NN 439.477.405

Uitnodiging tot de jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op maandag 31 mei 1999 om 19 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag.
 2. Bespreking van de jaarrekening op 31 december 1998;
 3. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998;
 4. Kwijting aan de bestuurders.
- Neerlegging der aandelen : zich schikken naar de statuten. (78159)

**Euro-Vast, naamloze vennootschap,
Kabienstraat 12, 2275 Lille**

H.R. Turnhout 59238 — BTW 433.114.896

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van bestuurder.
2. Goedkeuring der jaarrekeningen.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Rondvraag. (78160)

**V.B. Center, naamloze vennootschap,
Rijmenamseweg 181, 2820 Bonheiden**

H.R. Mechelen 43649 — BTW 406.438.809

De jaarvergadering zal gehouden in de Kruishoevestraat 4 te 3140 Keerbergen op maandag 7 juni 1999 te 14 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring Verslagen van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening;
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

De aandelen dienen gedeponereerd te worden minstens 5 dagen vóór de vergadering op de maatschappelijke zetel. (78161)

**Immo V.D., naamloze vennootschap,
Naamsesteenweg 316, 3001 Leuven**

H.R. Leuven 65244 — NN 447.670.440

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die zal plaatshebben op 1 juni 1999 om 19 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. verslag van de raad van bestuur.
2. goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. bestemming van het resultaat.
4. kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. rondvraag. (78162)

**V.D.B. Drinks, naamloze vennootschap,
Guido Gezellestraat 18, 9050 Gent (Ledeberg)**

H.R. Gent 96469 — BTW 439.679.719

De gewone algemene vergadering van de, naamloze vennootschap, V.D.B. Drinks zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 20 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur
2. Voorlezen en goedkeuring jaarrekening van 31 december 1998
3. Toewijzing resultaat
4. Kwijting bestuurders

Neerlegging aandelen op 27 mei 1999 op de maatschappelijke zetel. (78163)

V.D.L., naamloze vennootschap,

Paulus Beyestraat 127, 2100 Antwerpen

H.R. Antwerpen 218601 — BTW 419.692.670

De Heren Aandeelhouders worden opgeroepen tot de Jaarvergadering welke zal gehouden worden 31 mei 1999 te 20 uur op de Zetel van de Vennootschap.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998;
3. Kwijting te verlenen aan de Bestuurders;
4. Rondvraag.

Om tot de Vergadering toegelaten te worden, dienen de Heren aandeelhouders zich te schikken naar de Statuten. (78164)

**Immo V.D.L., burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Europaweg 11, 3560 Lummen**

H.R. Hasselt 364

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 te 10 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda :
1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Statutaire benoemingen. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (78165)

**Carrosserie VDM, naamloze vennootschap,
Hogenakkerhoekstraat 13, 9150 Kruibeke**

De Heren aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999.

Agenda :

- Jaarverslag van de raad van bestuur.
Lezing van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
Goedkeuring van de jaarrekening.
Kwijting van hun bestuur verlenen aan de leden van de raad van bestuur.
Rondvraag. (78166)

**Vedeco, naamloze vennootschap,
Grote Baan 18, 3511 Hasselt (Kuringen)**

H.R. Hasselt 72891

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen op 31 mei 1999 om 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78167)

**Vedeom, naamloze vennootschap,
Mechelbaan 119, 2500 Lier
BTW 448837410**

De aandeelhouders worden uitgenodigd op 1 juni 1999 om 19.30 uur ten zetel.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998.
3. Goedkeuring bestemming resultaat per 31 december 1998.
4. Toeken. en betaalbaarstel. Intresten R/C.
5. Toeken. en betaalbaarstel. Dividenden.
6. Toeken. en betaalbaarstel. Tantièmes.
7. Eventuele maatregelen in het kader van de artikelen 103 & 104 van de vennootschappenwet.
8. Kwijting aan de bestuurders.
9. Ontslag en of benoeming bestuurder(s).
10. Rondvraag. (78168)

**Vegas, naamloze vennootschap,
Kraaienbosstraat 36, 2360 Turnhout
H.R. Turnhout 74424 — BTW 452.777.687**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad Van Bestuur
 2. Goedkeuring van de jaarrekeningen afgesloten op 31 december 1998
 3. Bestemming resultaat
 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders
 5. Rondvraag
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78169)

**Immo Veldenberg, commanditaire vennootschap op aandelen,
Grote Markt 27/1, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 72418 — BTW 450.678.529

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 om 16 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur
 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998
 3. Bestemming van het resultaat
 4. Kwijting aan de bestuurders
 5. Allerlei.
- Zich richten naar de statuten. (78170)

**Velma Fruit, naamloze vennootschap,
Zepperenweg 255, 3800 Sint-Truiden
H.R. Hasselt 62552 — BTW 426.330.341**

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 17 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art. 60 Ven. Wet.; 2. Verslag raad van bestuur; 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998; 4. Bestemming resultaat; 5. Ontlasting, ontslag en benoeming bestuurders; 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (78171)

**Venture Management Services, naamloze vennootschap,
Leenderdijk 33, 3930 Hamont-Achel**

H.R. Hasselt 71862 — BTW 401.826.458

Jaarvergadering op 2 juni 1999 om 10.00 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders en beslissing over de vergoedingen. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (78172)

**Verberk Landbouw en Pluimvee V.L.P., naamloze vennootschap,
Hulsel 7, 2382 Poppel**

H.R. Turnhout 40588 — BTW 418.136.217

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78173)

**V.N.H.P., naamloze vennootschap,
Hulsel 7, 2382 Poppel**

H.R. Turnhout 77084 — BTW 455.292.759

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 16 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78174)

**Verbert G., naamloze vennootschap,
Dendermondsesteenweg 135, 2830 Willebroek**

H.R. Mechelen 65934 — BTW 436.669.551

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op dinsdag 1 juni 1999 om 14 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (78175)

Verbovan, naamloze vennootschap,**Kapellei 29, 2980 Zoersel**

H.R. Antwerpen 292802

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 2 juni 1999 te 19.00 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78176)

Groep Verboven, naamloze vennootschap,**Vossendaal 13, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 17238 — NN 404.211.668

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag raad van bestuur
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998
3. Bestemming van het resultaat
4. Kwijting aan de bestuurders
5. Allerlei

Zich richten naar de statuten. (78177)

R. Verbruggen-Debbaut, naamloze vennootschap,**Prins Albertstraat 5, 9100 Sint-Niklaas**

H.R. Sint-Niklaas 10628 — BTW 412.105.389

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 om 19 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78178)

**Verde Marina, naamloze vennootschap,
Waregemseweg 129, 9790 Wortegem-Petegem**

H.R. Oudenaarde 32237 — BTW 432.716.208

Jaarvergadering op donderdag 3 juni 1999 te 16 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (78179)

Vere, naamloze vennootschap,**weg naar As 123, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 61470

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 15 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (78180)

Namens de raad van bestuur.

Garage Jos Verellen, naamloze vennootschap,**Antwerpseweg 24, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 33753 — BTW 414.334.111

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 op de zetel om 19 uur.

Agenda :

1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Aanwending resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering zich schikken naar de statuten. (78181)

Vergimmo, naamloze vennootschap,**Kouter 35, 2180 Ekeren**

H.R. Antwerpen 289903 — BTW 447.303.523

De heren aandeelhouders worden opgeroepen tot de jaarvergadering welke zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 20 uur op de maatschappelijke zetel der vennootschap.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

Om tot de vergadering toegelaten te worden dienen de heren aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (78182)

Drukkerij Verhaegen, naamloze vennootschap,**Wilrijkstraat 14, 2140 Antwerpen (Borgerhout)**

H.R. Antwerpen 160880 — BTW 404.114.767

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 1 juni 1999 te 16 uur.

Dagorde :

1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 4. Statuair benoemingen. 5. Rondvraag. (78183)

Verimo, naamloze vennootschap,**Diepestraat 13, 9820 Merelbeke**

H.R. Gent 156082

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.

3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (78184)

**Tabakshandel Verlaenen, naamloze vennootschap,
Drielindenstraat 25, 3110 Rotselaar**

H.R. Leuven 71667 — BTW 433.827.253

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering welke zal gehouden worden op 2 juni 1999 om 14 uur in de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (78185)

**Verlo Keukens, naamloze vennootschap,
Eeuwfeestlaan 56, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 73184 — BTW 448.552.348

Bijeenroeping jaarlijkse algemene vergadering op 31 mei 1999 om 14 uur te houden op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening en de resultaatrekening, afgesloten per 31 december 1998.
3. Bestemming te verlenen aan het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de raad van bestuur.
5. Diversen - Ontslag en benoeming bestuurders. (78186)

**Vermanic, naamloze vennootschap,
Kerkstraat 77, 9910 Knesselare**

H.R. Gent 136929 — BTW 425.475.652

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op maandag 7 juni 1999 om 18 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Verdeling resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders. 6. Varia. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (78187)

**Vermobil, naamloze vennootschap,
Blauwstraat 2, 2850 Boom**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarrekening te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 21 uur.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
2. Bestemming resultaat.
3. Kwijting bestuurders.
4. Rondvraag. (78188)

**Verrezen, naamloze vennootschap,
Hofkwartier 28, 2200 Herentals**

H.R. Turnhout 64795

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering van maandag 31 mei 1999 om 14.30 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

- Lezing jaarverslag.
Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
Kwijting te verlenen aan bestuurders.
Aanvaarding ontslag bestuurder.
Benoeming bestuurder.

Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering, deponeren de aandeelhouders hun aandelen, vijf dagen op voorhand op de maatschappelijke zetel. (78189)

**Versavel en Co, naamloze vennootschap,
Wiekstraat 71, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 80826

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 10 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (78190)

Namens de raad van bestuur.

**Vervi, naamloze vennootschap,
Nijverheidsweg 1, 2240 Zandhoven**

H.R. Antwerpen 317035 — BTW 458.151.883

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, welke zal gehouden worden op 3 juni 1999 te 14.30 uur.

Agenda :

1. Bespreking van jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking van de jaarrekening over het afgelopen boekjaar.
3. Goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur.
4. Goedkeuring van de jaarrekening over het afgelopen boekjaar en van de bestemming te geven aan het resultaat.
5. Decharge te geven aan de raad van bestuur.
6. Eventueel allerlei. (78191)

**Parking Vesting, naamloze vennootschap,
Vestingstraat 30, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 247535 — BTW 427.400.509

Gewone algemene vergadering van aandeelhouders 2 juni 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Ontlasting aan de bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat.
4. Benoeming bestuurders.
5. Diversen.

Voor deelname aan de vergadering dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de voorschriften in de statuten. (78192)

**Vetsaerts, naamloze vennootschap,
Euster 66, 2570 Duffel**

H.R. Mechelen 66287 — BTW 437.150.096

De aandeelhouders worden verzocht de algemene jaarvergadering te willen bijwonen op dinsdag 1 juni 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders; 2. Goedkeuring jaarrekening;
3. Aanwending van de resultaten; 4. Kwijting aan bestuurders;
5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (78193)

**V.F.B., naamloze vennootschap,
Lentelaan 26, 3000 Leuven**

H.R. Leuven 93773 — BTW 457.549.889

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (78194)

**Immo-Vi, naamloze vennootschap,
Waregemstraat 48, 8570 Vichte**

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden te Anzegem (Vichte) op 31 mei 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78195)

**Villarco, naamloze vennootschap,
Amazonedreef 5, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 270044

De jaarvergadering zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 11 uur op de zetel te Schoten.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Lezing van de jaarrekening per 31 december 1998;
3. Goedkeuring van de jaarrekening;
4. Kwijting aan de leden van de raad van bestuur; (78196)

**Immo Vilvo, naamloze vennootschap,
Plaskyalaan 140A, bus 12, 1030 Brussel**

H.R. Brussel 414841 — BTW 418.194.813

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 juni 1999.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan bestuurders;
5. Bekrachtiging van de benoeming van de bestuurders;
6. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf dagen vóór de vergadering. (78197)

**Vimmo, naamloze vennootschap,
Ferdinand Verbieststraat 12-14, 2030 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 224064 — BTW 421.212.305

De heren aandeelhouders worden opgeroepen tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 20 uur, op de zetel van de vennootschap.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
4. Rondvraag.

Om tot de vergadering toegelaten te worden, dienen de heren aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (78198)

**Vinespa, naamloze vennootschap,
Verheydenstraat 86, 1070 Brussel**

H.R. Brussel 397023 — BTW 415.960.447

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op dinsdag 1 juni 1999 om 14 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (78199)

**Virgul, naamloze vennootschap,
Aldestraat 21, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 48496 — BTW 415.478.219

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 15 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (78200)

Namens de raad van bestuur.

**Vision Partners, naamloze vennootschap
Frankrijklei 119, 200 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 291458 — BTW 447.962.925

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.

2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.

3. Bestemming van het resultaat.

4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

5. Rondvraag - Diversen.

6. Benoemingen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78201)

**Hof van Vlaenderen, naamloze vennootschap,
Kardinaal Mercierstraat 19, 3290 Diest**

H.R. Leuven 65476 — BTW 427.304.004

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de gewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 te 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders;
5. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78202)

**Vlamco, naamloze vennootschap,
Transvaalstraat 9, 2600 Berchem**

H.R. Antwerpen 238089 — BTW 425.369.051

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 11 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Eventuele verklaringen mbt art. 60 der SWHV.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Stemming in verband met art. 103 en 104 der vennootschaps-wetgeving.
6. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
7. Benoeming van een commissaris-revisor.
8. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78203)

**Vliegen, naamloze vennootschap
te 3960 Bree, Meeuwerkiezel 37**

H.R. Tongeren 43219 — BTW 412.817.449

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(78204)

De raad van bestuur.

**De Vlinder, naamloze vennootschap,
Ambachtstraat 32, 2340 Beerse**

H.R. Turnhout 55878 — BTW 428.938.057

Jaarvergadering op 1 juni 1999 te 17 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. . Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (78205)

**Vocan, naamloze vennootschap,
Wilgendreef 28, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 81479

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, op 1 juni 1999 om 15 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van Bestuur ingevolge art. 60 Venn.Wet; 2. Verslag raad van bestuur; 3. Goedkeuring jaarrekening en resultaatsbestemming; 4. Kwijting bestuurders; 5. Ontslagen en benoemingen; 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (78206)

**Electriciteit Vochten, naamloze vennootschap,
Kapelstraat 2A, 2960 Brecht**

H.R. Antwerpen 267647 — BTW 436.134.368

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Verlening van kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78207)

**Alarm en Veiligheid Vochten, naamloze vennootschap,
Bredabaan 424, 2930 Brasschaat**

H.R. Antwerpen 314072 — BTW 456.543.663

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Verlening van kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78208)

**Supermarkten Voeten, naamloze vennootschap,
Markt 18, 2470 Retie**

H.R. Turnhout 47262 — BTW 421.260.904

De gewone jaarvergadering zal worden gehouden op maandag 31 mei 1999 te 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag bestuurders.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de statuten om tot de vergadering toegelaten te worden. (78209)

**Vonel, naamloze vennootschap,
Antwerpsesteenweg 281/7, 2950 Kapellen**

BTW 443.583.572

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78210)

**De Voogt Bouwonderneming, naamloze vennootschap,
Hulststraat 1, 8301 Heist**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening.
2. Kwijting van hun bestuur aan de bestuurders.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Samenstelling raad van bestuur.
5. Rondvraag. (78211)

**Van De Vorst, naamloze vennootschap,
Boterlaarbaan 153, 2100 Deurne**

H.R. Antwerpen 231350 — BTW 420.616.447

Jaarvergadering op maandag 31 mei 1999 te 17 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening en resultatenrekening. 3. Bestemming resultaten. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Rondvraag. Titels neerleggen op de maatschappelijke zetel vijf dagen vóór de vergadering. (78212)

**Galerij Oscar De Vos, naamloze vennootschap,
Latemstraat 94, 9830 Sint-Martens-Latem**

H.R. Gent 160535 — BTW 442.765.606

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78213)

**Ets. Vos, naamloze vennootschap,
Industrielaan 14, 3730 Hoeselt**

H.R. Tongeren 60559 — BTW 419.541.430

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering te willen bijwonen, welke zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 19 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Besprekingen van diverse aard.

Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te richten naar de bepalingen van de statuten. (78214)

**Keukens Vossaert Interieur, naamloze vennootschap,
Broekstraat 189, 9700 Oudenaarde**

H.R. Oudenaarde 28047 — BTW 425.121.801

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarlijkse algemene vergadering die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 om 17 uur op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur;
2. Bespreking van de jaarrekening per 31 december 1998;
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998;
4. Kwijting aan de raad van bestuur.
5. Rondvraag.

Om aan de vergadering deel te nemen dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de wet en de statuten. (78215)

**Vrabecon, naamloze vennootschap,
Zennegatvaart 11, 2800 Mechelen**

H.R. Leuven 81411 — BTW 401.364.323

Jaarvergadering op 31 mei 1999 te 11 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Beraadslaging i.v.m. art 60 ven. wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Ontlasting, ontslag en benoeming bestuurders. 6. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (78216)

**Vrimo, naamloze vennootschap,
Casterstraat 72A, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 62649

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 17 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(78217)

De raad van bestuur.

**V.S.I., naamloze vennootschap,
Hulsel 7, 2382 Ravels (Poppel)**

H.R. Turnhout 069803 — BTW 447.772.586

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van Bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78218)

**V.T.I., naamloze vennootschap,
Fountain Business Park, gebouw 2,
Van Kerckhovenstraat 110, bus 212, 2880 Bornem**

H.R. Mechelen 81564 — BTW 435.668.273

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming resultaat.
4. Toepassing van Art. 103 van de vennootschapswetgeving.
5. Kwijting aan bestuurders.
6. Rondvraag - diversen. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78219)

**Constructie Vuegen, naamloze vennootschap,
Zillekestraat 12, 3980 Tessenderlo**

H.R. Hasselt 73660 — BTW 438.032.895

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 19 uur.

Agenda :

- Verslag van de raad van bestuur;
Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998
Kwijting van hun bestuur aan de leden van de raad van bestuur;
Benoeming bestuurder;
Bestemming van het resultaat;
Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78220)

**Lederwaren-Paardesport Vuylsteke, naamloze vennootschap,
Bruggestraat 34, 8770 Ingelmunster**

H.R. Kortrijk 125924

De algemene vergadering zal gehouden worden op 31 mei 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslagen van bestuurders.
2. Goedkeuring der jaarrekening 31 december 1998.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Rondvraag.

(78221)

De raad van bestuur.

**Vuylsteke, naamloze vennootschap,
Pannenhuisstraat 9, 1090 Jette**

H.R. Brussel 501061

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 3 juni 1999 op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78222)

**Wagcom, commanditaire vennootschap op aandelen,
Herentalsesteenweg 89, 2275 Lille**

H.R. Turnhout 401 — NN 442.346.625

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78223)

**Immo Waglas, naamloze vennootschap,
Industriepark Noord 31, 9100 Sint-Niklaas**

H.R. Sint-Niklaas 40967

De aandeelhouders worden uitgenodigd de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op donderdag 3 juni 1999 te 10 uur op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening, afgesloten per 31 december 1998;
2. Kwijting aan de bestuurders;
3. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78224)

**Wampenberg, naamloze vennootschap,
Wampenberg 72, 2370 Arendonk**

H.R. Turnhout 68614 — BTW 446.096.466

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 1 juni 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998
3. Bestemming van het resultaat
4. Ontlasting aan de bestuurders

Zich richten naar de statuten (78225)

**Molens Wastiels, naamloze vennootschap,
Koning Albertstraat 134, 1760 Roosdaal**

H.R. Brussel 455212 — BTW 424.887.516

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening verslag van de raad van bestuur.
- Bespreking van de jaarrekening over het afgelopen boekjaar.
Goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur;
Goedkeuring van de jaarrekening over het afgelopen boekjaar en van de bestemming te geven aan het resultaat.
Decharge te geven aan de raad van bestuur.
Eventueel allerlei. (78226)

**Waterville Properties, naamloze vennootschap,
Heidestraat-Noord 225, 2950 Kapellen**

H.R. Antwerpen 331455 — BTW 415.032.415

De heren aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarlijkse vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de accountant-revisor.
2. Goedkeuring van de balans en de resultatenrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Decharge te verlenen aan de bestuurders en aan de accountant-revisor.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78227)

**Mechanische Constructie Watteeuw, naamloze vennootschap,
Kampveldstraat 51, 8020 Oostkamp**

H.R. Brugge 25394 — BTW 405.155.934

Jaarvergadering op de zetel op 31 mei 1999 om 11 uur. — Agenda :
1. Verslag raad van bestuur en de commissaris-revisor. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor. 5. Herbenoeming commissaris-revisor. 6. Rondvraag. De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (78228)

**Flanders Weavers, naamloze vennootschap,
Plasstraat 45, 8790 Waregem**

H.R. Kortrijk 109473 — BTW 428.347.248

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen op 31 mei 1999 om 11 uur op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Lezing van de jaarrekening per 31 december 1998;
3. Goedkeuring van de voornoemde stukken;
4. Aanwending van het resultaat;
5. Kwijting van hun bestuur aan de leden van de raad van bestuur;
6. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78229)

**Voeders Weco, naamloze vennootschap,
Zuiderdijk 19, 9230 Wetteren**

H.R. Dendermonde 34575 — BTW 417.268.561

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Verslag van de commissaris-revisor.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
4. Goedkeuring en bestemming van het resultaat.
5. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor.
6. Benoeming commissaris-revisor.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (78230)

**Art Promotion Deweer, naamloze vennootschap,
Tiegemstraat 9, 8553 Otegem**

H.R. Kortrijk 95163 — BTW 418.611.220

Jaarvergadering op 3 juni 1999 om 18 uur op de zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998; 2. Resultaatsaanwending; 3. Kwijting bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding;
 4. Ontslagen en benoemingen; 5. Rondvraag.
- (78231) De raad van bestuur.

**Wefa, naamloze vennootschap,
Graven Egmont & Hoornlaan 9, 3090 Overijse**

H.R. Brussel 542112

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 1 juni 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur
2. Goedkeuring van de jaarrekening
3. Resultaatverwerking
4. Kwijting van de bestuurders
5. Ontslag en benoemingen
6. Rondvraag.

Zich gedragen naar de statuten om toegelaten te worden tot de vergadering. (78232)

**Wefra, naamloze vennootschap,
Botermelkbaan 28, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 310807 — BTW 455.350.464

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op de maatschappelijke zetel d.d. 2 juni 1999 om 20 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur en zijn goedkeuring.
2. Bespreking jaarrekening per 31 december 1998.
3. Goedkeuring bestemming van het resultaat.
4. Kwijting bestuurders.
5. Goedkeuring van de bezoldigingen toegekend aan de bestuurders;
6. Rondvraag. (78233)

**Weltens Consulting, naamloze vennootschap,
Leuvensesteenweg 194, 1830 Machelen**

H.R. Brussel 457291 — BTW 425.301.448

Jaarvergadering op 31 mei 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(78234)

De raad van bestuur.

**Werpel, naamloze vennootschap,
Doorniksewijk 8, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 125834

Gewone jaarvergadering der aandeelhouders op 31 mei 1999 om 20 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. (78235)

**West-Lease Rent, naamloze vennootschap,
Ringlaan 11, 8501 Kortrijk (Heule)**

H.R. Kortrijk 112720 — BTW 431.203.503

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Lezing jaarverslag.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders. (78236)

**West Lease, naamloze vennootschap,
Ringlaan 11, 8501 Heule**

H.R. Kortrijk 104742 — BTW 425.168.816

Gewone algemene vergadering op woensdag 2 juni 1999 om 18 uur, op de maatschappelijke zetel van West Lease te 8501 Kortrijk (Heule).

Agenda :

1. Lezing jaarverslag.
2. Lezing verslag commissaris-revisor.
3. Goedkeuring jaarrekening.
4. Bestemming resultaat.
5. Kwijting aan bestuurders en commissaris. (78237)

**Westport Investment, naamloze vennootschap,
Heidestraat-Noord 225, 2950 Kapellen**

H.R. Antwerpen 331454 — BTW 427.601.140

De heren aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarlijkse vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 17 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de accountant-revisor.
2. Goedkeuring van de balans en de resultatenrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Decharge te verlenen aan de bestuurders en aan de accountant-revisor.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78238)

**Westvee, naamloze vennootschap,
Fleriskotstraat 84, 8431 Middelkerke**

H.R. Oostende 23286 — BTW 405.258.278

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op 31 mei 1999 om 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998.
3. Bestemming van de resultaten.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.
6. Herbenoeming bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78239)

**Wezel, naamloze vennootschap,
Wezelsebaan 132, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 247347 — BTW 415.497.619

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

- Verslag van de raad van bestuur.
Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
Ontslag en benoemingen.
Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
Bestemming van het resultaat.
Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (78240)

**Wiann Invest, naamloze vennootschap,
Diestsesteenweg 126, Herk-de-Stad**

H.R. Hasselt 78048

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire bepalingen. (78241)

**Widi, naamloze vennootschap,
Dendermondsesteenweg 168A, 2830 Willebroek**

H.R. Mechelen 54254 — BTW 421.127.379

Jaarvergadering van 1 juni 1999 te 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Lezing van de jaarrekening afgesloten op 31 januari 1999.
3. Goedkeuring van de jaarrekening en van de verwerking van de resultaten.
4. Kwijting van hun bestuur aan de leden van de raad van bestuur.
5. Benoemingen.

Om toegelaten te worden tot de vergadering dienen de aandeelhouders zich te gedragen naar de statuten. (78242)

**Van De Wiele Gaston, naamloze vennootschap,
Berchemstraat 172, 9690 Kluisbergen**

H.R. Oudenaarde 1769 — BTW 405.713.386

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering op maandag 31 mei 1999 om 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Lezing jaarrekening per 31 december 1998.
3. Goedkeuring voornoemde stukken.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Bestemming van het resultaat.
6. Herbenoeming bestuurders.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht om, tot de vergadering toegelaten te worden, zich te schikken naar de statuten. (78243)

**Wielmarg, naamloze vennootschap,
Zwevegemstraat 144, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 120280 — NN 438.783.062

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal plaatshebben op 3 juni 1999 om 16 uur, ten zetel van de vennootschap, met volgende agenda :

1. Lezing van de jaarrekening per 31 december 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de leden van de raad van bestuur.
4. Goedkeuring van de toewijzing van het resultaat.
5. Statutaire benoemingen.

(78244)

De raad van bestuur.

**De Wieltjens, naamloze vennootschap,
Erfprinslaan 149, 1200 Brussel**

H.R. Brussel 624655

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering van dinsdag 1 juni 1999 om 16 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

Lezing jaarverslag.

Goedkeuring jaarrekening per 31.12.1998.

Kwijting te verlenen aan bestuurders.

In toepassing van art. 21 van de statuten en om toegelaten te worden tot de jaarvergadering, moeten de aandelen vijf dagen voor de jaarvergadering, neergelegd worden op de maatschappelijke zetel. (78245)

**Immo Wiero, naamloze vennootschap,
Oostveldkouter 9, 9920 Lovendegem**

H.R. Gent 148803

De aandeelhouders worden vriendelijk uitgenodigd de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 om 20 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Samenstelling bureau.
2. Verslagen.
3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998
4. Bestemming van het resultaat.
5. Verlenen van kwijtingen.
6. Ontslagen, benoemingen en bezoldigingen.
7. Rondvraag.

Het bestuur vraagt de aandeelhouders zich te gedragen conform de statuten. De stukken bedoeld in art. 78 Venn. W. zijn voor de aandeelhouders beschikbaar op de zetel van de vennootschap. Indien de algemene vergadering besluit een dividend uit te keren zal dit betaalbaar gesteld worden bij de vestigingen van de GENERALE BANK vanaf 31 juli 1999. (78246)

**De Wijngaard, naamloze vennootschap,
Ooigemstraat 19, Wielsbeke**

H.R. Kortrijk 126092

Gewone jaarvergadering op 1 juni 1999 te 16 uur op de maatschappelijke zetel te Wielsbeke, Ooigemstraat, 19.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te geven aan de bestuurders.
5. Varia. (78247)

**Dewil Immo, naamloze vennootschap,
Lange Leemstraat 212, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 263488

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering die zal gehouden worden op 2 juni 1999 te 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor.

2. Goedkeuring van de jaarrekening over het boekjaar van 1 januari 1998 tot en met 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris-revisor.
5. Statutaire benoemingen.
6. Rondvraag. (78248)

**Dewil Garage, naamloze vennootschap,
Boomsesteenweg 364, 2610 Wilrijk**

H.R. Antwerpen 264196 — BTW 434.034.616

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering die zal gehouden worden op 2 juni 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening over het boekjaar van 1 januari 1998 tot en met 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris-revisor.
5. Statutaire benoemingen.
6. Rondvraag. (78249)

**Dewil Immo Wilrijk, naamloze vennootschap,
Boomsesteenweg 364, 2610 Wilrijk**

H.R. Antwerpen 263489

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering die zal gehouden worden op 2 juni 1999 te 16 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening over het boekjaar van 1 januari 1998 tot en met 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris-revisor.
5. Statutaire benoemingen.
6. Rondvraag. (78250)

**Wilco, naamloze vennootschap,
Ronde van Vlaanderenstraat 12, 9690 Kluisbergen**

H.R. Oudenaarde 36264 — BTW 444.722.135

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 om 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998; 3. Goedkeuring van voornoemde stukken; 4. Kwijting aan de bestuurders; 5. Bestemming van het resultaat; 6. Rondvraag en varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten, om tot de vergadering toegelaten te worden. (78251)

**Willems, naamloze vennootschap,
steenweg op Asse 83, 1881 Merchtem**

H.R. Brussel 504472 — BTW 433.805.873

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslagen en benoemingen.
6. Rondvraag. (78252)

Supermarkt De Wolf, naamloze vennootschap, te 2530 Boechout

BTW 424.990.454

Jaarvergadering op 3 juni 1999 om 17 uur in de sociale zetel, A. Franckstraat 6, 2530 Boechout.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en de commissaris
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat
4. Kwijting aan bestuurders en commissaris
5. Ontslagen en benoemingen
6. Allerlei (78253)

**Wolnatie, naamloze vennootschap,
Vaartkaai 31, 2170 Merksem**

H.R. Antwerpen 21890 — NN 404.813.068

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

- Verslag van de raad van bestuur.
Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
Kwijting te verlenen aan de Bestuurders.
Bestemming van het resultaat.
Ontslagen en benoemingen.
Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (78254)

Wolprim, naamloze vennootschap, te 2530 Boechout

H.R. Antwerpen 271010

Jaarvergadering op donderdag 3 juni 1999 om 17u.30 op de maatschappelijke zetel, A. Franckstraat 6, 2530 Boechout.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoemingen.
6. Allerlei. (78255)

Wolpro, naamloze vennootschap, te 2530 Boechout

H.R. Antwerpen 255442

Jaarvergadering op 3 juni 1999 om 17 uur, in de sociale zetel, A. Frankstraat 6-8, 2530 Boechout.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Ontslagen en benoemingen.
6. Allerlei. (78256)

Woodworks, naamloze vennootschap, Kettingbrugweg 52, 3950 Bocholt

H.R. Hasselt 78756 — BTW 444.583.167

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 31 mei 1999 om 11 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor.
 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
 3. Bestemming resultaat.
 4. Kwijting bestuurders en commissaris-revisor.
 5. Benoemingen en ontslagen.
 6. Rondvraag.
- Zich schikken naar de statuten. (78257)

Magazijnen Wouters, naamloze vennootschap, te Antwerpen (Berchem)

H.R. Antwerpen 16577

De gewone algemene vergadering van de aandeelhouders zal gehouden worden op de maatschappelijke Berchem op maandag 31 mei 1999 om 15 uur.

Agenda :

- Verslag van de raad van bestuur.
Bespreking van de jaarrekening over het afgelopen boekjaar.
Goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur;
Goedkeuring van de jaarrekening over het afgelopen boekjaar en van de bestemming te geven aan het resultaat.
Decharge te geven aan de raad van bestuur.
Eventueel allerlei. (78258)

E. Wouters Traffic, naamloze vennootschap, Zevenbergenlaan 22, 2520 Ranst

H.R. Antwerpen 288139 — BTW 445.914.245

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op dinsdag 1 juni 1999 te 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Lezing jaarverslag.
 2. Bespreking en goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
 3. Kwijting aan de bestuurders.
 4. Rondvraag.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78259)

Plantenkwekerij WPK Duffel, naamloze vennootschap, Klokkestraat 32, 2570 Duffel

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 1 juni 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening.
2. Ontlasting van de bestuurders.
3. Dividenden.
4. Bestemming resultaat. (78260)

Ysebaert, naamloze vennootschap, Bisschoppenhoflaan 583, 2100 Deurne (Antwerpen)

H.R. Antwerpen 220114 — BTW 419.924.678

Gewone Algemene Vergadering van Aandeelhouders 31 mei 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998
2. Bestemming van het resultaat
3. Ontlasting aan de bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat
4. Herbenoeming bestuurders.
5. Diverse

Voor deelname aan de vergadering dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de voorschriften in de statuten. (78261)

Zaman, naamloze vennootschap, Dijkstraat 22, 9160 Lokeren

H.R. Sint-Niklaas 35466 — BTW 416.592.828

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
 3. Bestemming van het resultaat.
 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
 5. Rondvraag.
- De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78262)

Zandhotel, naamloze vennootschap, 't Zand 13-15, 8000 Brugge

H.R. Brugge 57430 — BTW 423.614.935

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 31 mei 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Tegenstrijdige belangen.
 2. Verslag bestuurders.
 3. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1998.
 4. Bestemming resultaat.
 5. Kwijting bestuurders.
 6. Benoemingen en Ontslagen.
 7. Diversen.
- De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (78263)

**Zandven, naamloze vennootschap,
Hortensiadreef 3, 2920 Kalmthout**

H.R. Antwerpen 249883 — NN 428.402.082

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 1 juni 1999 te 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Statutaire benoemingen.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar artikel 21 van de statuten. (78264)

**Zarina, naamloze vennootschap,
Schaafstraat 70, 2870 Puurs**

H.R. Mechelen 74323 — NN 450.344.769

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de algemene vergadering die zal gehouden worden op maandag 31 mei 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Benoemingen en ontslagnemingen.
6. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78265)

**Ets Zeebroek, société anonyme, en liquidation,
rue Rossini 16-18, 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 228251

Les actionnaires sont priés d'assister à l'Assemblée Générale Ordinaire, qui se tiendra le 31 mai 1999 à 15 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport du liquidateur.
2. Approbation du bilan annuel
3. Résultat à affecter
4. Décharge à donner au liquidateur
5. Décision de répartition des réserves immunisées.
6. Divers.

Pour assister à cette Assemblée, prière de se conformer aux statuts. (78266)

**Zeegalm, naamloze vennootschap,
Duinenweg 493, 8430 Middelkerke**

H.R. Oostende 41510 — BTW 429.092.465

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op maandag 31 mei 1999 om 10 uur. — Agenda : 1. Bespreking van de jaarrekening; 2. Goedkeuring van de jaarrekening; 3. Kwijting aan de bestuurders; 4. Ontslag en benoeming bestuurders; 5. Diverse. Zich schikken naar de statuten. (78267)

**De Zuiderkroon, naamloze vennootschap,
Vlaamsekaai 81, 2000 Antwerpen-1**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 1 juni 1999 te 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (78268)

**Centraal Kantoor voor Verzekeringen
en Leningen, naamloze vennootschap,
Koning Albertstraat 28, bus 6, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 53985 — NN 417.101.087

Vermits de buitengewone algemene vergadering van 10 mei 1999 niet geldig heeft kunnen beraadslagen en beslissen worden de aandeelhouders opnieuw uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Jozef Coppens te Vosselaar, Cingel 12 op 31 mei 1999 om 11 uur, met als agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur houdende een omstandige verantwoording van de voorgestelde wijziging van het maatschappelijk doel, waarbij gevoegd een samenvattende staat over de actieve en passieve toestand van de vennootschap afgesloten op 31 maart 1999.
2. Voorstel tot schrapping van de tweede alinea van artikel 4 van de statuten. (78269)

**Van Hool Engineering, naamloze vennootschap,
Bernard Van Hoolstraat 61, 2500 Lier (Koningshooikt)**

H.R. Mechelen 47645 — BTW 413.811.502

De aandeelhouders worden uitgenodigd een buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 31 mei 1999 om 16 uur met als enig agendapunt :

Benoeming van bestuurders.

Om toegelaten te worden tot deze vergadering worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de bepalingen van artikel 23 van de statuten. (78270)

De raad van bestuur.

**Immoroc, naamloze vennootschap,
Bernard Van Hoolstraat 61, 2500 Lier (Koningshooikt)**

H.R. Mechelen 41407 — BTW 404.027.764

De aandeelhouders worden uitgenodigd een buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 31 mei 1999 om 15 uur met als enig agendapunt :

Benoeming van bestuurders.

Om toegelaten te worden tot deze vergadering worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de bepalingen van artikel 24 van de statuten.

(78271)

De raad van bestuur.

**Joalfra, naamloze vennootschap,
Mechelsesteenweg 108, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 67642

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de Algemene vergadering en van de Buitengewone Algemene vergadering welke zal gehouden worden op het kantoor van notaris Luyten, Liersesteenweg 182 te 2800 Mechelen, op 1 juni 1999 om 14 uur.

Agenda :

Algemene vergadering :

1. Verslagen van de bestuurders.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

Agenda :

Buitengewone algemene vergadering :

1. Verhoging van het kapitaal.

Voorstel tot het verhogen van het kapitaal ten belope van vijftwintig miljoen frank door creatie van 2500 nieuwe toonder aandelen zonder vermelding van nominale waarde, om het te brengen van achtenveertig miljoen frank op drieënzeventig miljoen frank. Aanbidding van het voorkeurrecht.

2. Omzetting van het maatschappelijke kapitaal in euro.

Voorstel tot omzetten van het kapitaal van drieënzeventig miljoen frank in één miljoen achthonderdennegenduizend zeshonderdtweëntwintig euro en drieënzeventig cent en de tekst van de eerste alinea van artikel 5 van de statuten te vervangen door de volgende tekst :

'Het maatschappelijk kapitaal bedraagt één miljoen achthonderdennegenduizend en zeshonderdtweëntwintig euro en drieënzeventig cent (1.809.622,73 EURO) en is vertegenwoordigd door 7300 toonder aandelen zonder aanduiding nominale waarde.'

3. TOEGESTANE KAPITAAL

Voorstel tot het verlenen aan de raad van bestuur van een nieuwe machtiging voor een duur van vijf jaar om het kapitaal te verhogen met een maximum van zevenhonderd vijftigduizend euro en de tekst van de tweede alinea van artikel 5 als volgt te veranderen :

'Op de tijdstippen en de voorwaarden die hij zal bepalen, wordt de raad van bestuur gemachtigd om het maatschappelijk kapitaal in één of meerdere malen te verhogen met een maximum bedrag van zevenhonderdvijftigduizend euro (750.000 EURO). Deze machtiging is geldig voor een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de publikatie in de bijlage tot het *Belgisch Staatsblad* van de statutenwijziging besloten door de Buitengewone Algemene vergadering van 1 juni 1999. Deze machtiging kan één of meerdere malen hernieuwd worden voor een maximum duur van telkens vijf jaar door de Algemene vergadering die beslist zoals voor een statutenwijziging.'

Om de vergadering bij te wonen, worden de aandeelhouders verzocht hun titels neer te leggen vijf volle dagen voor de vergadering op het kantoor van notaris Luyten, Liersesteenweg 182 te 2800 Mechelen.

(78272)

De raad van bestuur.

**Trafinco, naamloze vennootschap,
Bernard Van Hoolstraat 61, 2500 Lier (Koningshooikt)**

H.R. Mechelen 43225 — BTW 406.026.756

De aandeelhouders worden uitgenodigd een buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 31 mei 1999 om 15 uur 30 met als enig agendapunt :

Benoeming van bestuurders.

Om toegelaten te worden tot deze vergadering worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de bepalingen van artikel 24 van de statuten.

(78273)

De raad van bestuur.

**Administrations publiques
et Enseignement technique**

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Ville de Bruxelles

Le collège des bourgmestre et échevins de la ville de Bruxelles porte à votre connaissance que plusieurs emplois d'enseignants seront à pourvoir et qu'une réserve de recrutement sera constituée à compter de la rentrée académique 1999-2000 à la Haute Ecole Francisco Ferrer.

1. dans la fonction de professeur invité.

Les professeurs invités sont appelés pour dispenser un cours déterminé ou une formation spécialisée.

L'engagement se fait sous contrat de travail à durée déterminée. Le mandat est limité à une année académique et est renouvelable.

- A. Dans la catégorie d'enseignement supérieur économique

Département d'enseignement supérieur économique de type court

Droit

2000 Assurances (50 heures/année)

2001 Assurances accidents du travail (50 heures/année)

2002 Assurances contre les accidents corporels (25 heures/année)

2003 Assurances de la responsabilité civile des véhicules automobiles (2x30 heures/année)

2004 Assurances techniques (25 heures/année)

2005 Assurances transport (50 heures/année)

2006 Droit et assurances de la responsabilité civile (50 heures/année)

2007 Droit pénal des affaires (3x25 heures/année)

2008 Droit pénal des affaires et droit de la faillite (2 x 25 heures/année)

2009 Interprétation des données du tarif des risques spéciaux (75 heures/année)

2010 Management du risque (2 x 30 heures/année)

2011 Pertes d'exploitation (2 x 25 heures/année)

2012 Séminaire pratique d'assurances (50 heures/année) Géographie	2040 Droit constitutionnel (y compris histoire parlementaire) 2 (30 heures/année-HD)
2013 Géographie des transports (25 heures/année) Informatique de Gestion	2041 Droit criminel des affaires (30 heures/année-HD)
2014 Logiciels spécifiques à la logistique (50 heures/année) Sciences économiques	2042 Droit de l'environnement (30 heures/année-HD)
2015 Comptes consolidés (25 heures/année)	2043 Droit de l'urbanisme (30 heures/année-HD)
2016 Comptes consolidés (30 heures/année)	2044 Droit international privé (30 heures/année-HD)
2017 Droit et technique des transports (25 heures/année)	2045 Droit public de l'économie (30 heures/année-HD)
2018 Economie des transports (25 heures/année)	2046 Enregistrement et successions (15 heures/année-HD)
2019 Gestion financière d'une entreprise de transports (25 heures/année)	2047 Environnement international et gestion de l'exportation (30 heures/année-J)
2020 Logistique industrielle et commerciale (25 heures/année)	2048 Fiscalité approfondie : études de cas et actualisation (75 heures/année-HD)
2021 Logistique industrielle et commerciale (60 heures/année)	2049 Fiscalité internationale (30 heures/année-J)
2022 Logistique industrielle et commerciale (50 heures/année)	2050 Fiscalité internationale (15 heures/année-HD)
2023 Marketing des produits financiers (25 heures/année)	2051 Impôts des sociétés (30 heures/année-HD)
2024 Normes et déontologie professionnelles (2 x 25 heures/année)	2052 Le contrat international et l'arbitrage (30 heures/année-J)
2025 Organisation du marché des transports (25 heures/année)	2053 Législation budgétaire (30 heures/année-HD)
2026 Révision comptable (2 x 50 heures/année)	2054 Législation et technique des assurances (30 heures/année-HD)
2027 Séminaire (transports-logistique) (25 heures/année) Sciences mathématiques	2055 Législation financière (15 heures/année-HD)
2028 Mathématique de l'assurance-vie (50 heures/année)	2056 Législation fiscale (impôts directs) (30 heures/année-J)
B. Dans la catégorie d'enseignement supérieur économique	2057 Législation fiscale (impôts indirects) (30 heures/année-HD)
Département d'enseignement supérieur économique de type long	2058 Problèmes et techniques de gestion publique (30 heures/ année-HD)
(J : enseignement de jour - HD : enseignement à horaire décalé)	2059 Procédure fiscale (15 heures/année-HD)
Droit	2060 Responsabilité de l'administration et des fonctionnaires (15 heures/année-HD)
2029 Contentieux administratif (30 heures/année-HD)	2061 Science fiscale (30 heures/année-HD)
2030 Matières spéciales approfondies de législation financière (30 heures/année-HD)	2062 Séminaire de fiscalité des entreprises (30 heures/année-HD)
2031 Divergences contre le droit comptable et le droit fiscal (30 heures/année-HD)	2063 Services publics à finalité économique (30 heures/année-HD)
2032 Question approfondie de droit fiscal a) impôts indirects - b) impôts directs (60 heures/année-HD)	2064 Statuts et droit des étrangers (30 heures/année-HD)
2033 Questions approfondies de procédure fiscale (30 heures/ année-HD)	2065 Technique des assurances et transports internationaux (30 heures/année-HD)
2034 Droit fiscal comparé (comparaison du régime fiscal des princi- aux pays de l'OCDE (30 heures/année-HD)	2066 Théorie des marchés de l'administration (30 heures/année-HD)
2035 Droit commercial (30 heures/année-HD)	2067 Théorie des services publics (45 heures/année-HD)
2036 Droit commercial (30 heures/année-J)	2068 Théorie des services publics (45 heures/année-J) Informatique de Gestion
2037 Droit comptable (45 heures/année-HD)	2069 Systèmes informatisés de comptabilisation et de gestion (15 heures/année-HD)
2038 Droit constitutionnel (30 heures/année-HD)	Psychologie
2039 Droit constitutionnel (y compris histoire parlementaire) 1 (30 heures/année-HD)	2070 Gestion des ressources humaines (30 heures/année-J)
	2071 Gestion des ressources humaines (30 heures/année-HD) Sciences économiques
	2072 Analyse décisionnelle d'investissements (30 heures/année-HD)
	2073 Matières spéciales de comptabilité (30 heures/année-HD)
	2074 Compléments de consolidation (30 heures/année-HD)

2075 Analyse et critique des comptes annuels (60 heures/année-HD)	2116 Révision comptable (30 heures/année-HD)
2076 Analyse financière et gestion de portefeuille (30 heures/année-HD)	2117 Séminaire de contrôle externe (30 heures/année-HD)
2077 Approche macro-économique du commerce international (15 heures/année-HD)	2118 Séminaire de contrôle interne (45 heures/année-HD)
2078 Banques et finance (30 heures/année-HD)	2119 Séminaire de sciences financières (30 heures/année-HD)
2079 Comptabilité analytique d'exploitation (60 heures/année-HD)	2120 Séminaires et études de cas : dossiers d'affaires d'exportation (30 heures/année-HD)
2080 Comptabilité analytique d'exploitation (60 heures/année-J)	2121 Séminaires et études de cas : évaluation des projets (30 heures/année-HD)
2081 Comptabilité des collectivités locales (30 heures/année-HD)	2122 Séminaires et études de cas : pénétration des marchés étrangers (30 heures/année-HD)
2082 Comptabilité publique (30 heures/année-HD)	2123 Stratégie d'Entreprise et mondialisation (30 heures/année-J)
2083 Consolidation des états financiers (30 heures/année-HD)	Sciences politiques
2084 Contrôle de gestion et budgets (30 heures/année-HD)	2124 Eléments de sociologie politique et leur application à la Belgique (30 heures/année-HD)
2085 Contrôle des comptabilités informatisées (15 heures/année-HD)	2125 Géopolitique et affaires internationales (15 heures/année-HD)
2086 Economie des pays en voie de développement (15 heures/année-HD)	2126 Régimes politiques contemporains (30 heures/année-HD)
2087 Economie financière (30 heures/année-HD)	C. Dans la catégorie d'enseignement supérieur paramédical
2088 Evaluation des projets à l'exportation (30 heures/année-J)	Département des soins de santé
2089 Expertises comptables et évaluation des entreprises (30 heures/année-HD)	Sciences biomédicales
2090 Financement du commerce extérieur (30 heures/année-HD)	2127 Analgésie - Anesthésie - Réanimation - Urgences médicales (25 heures/année)
2091 Finances des communautés et des régions (30 heures/année-HD)	2128 Anatomie - Physiologie - Embryologie et développement du fœtus (12,5 heures/année)
2092 Finances publiques (30 heures/année-HD)	2129 Anatomie - Physiologie - Embryologie et développement du fœtus 1 (6,25 heures/année)
2093 Gestion de trésorerie d'entreprises (30 heures/année-HD)	2130 Anatomie - Physiologie - Embryologie et développement du fœtus 2 (6,25 heures/année)
2094 Gestion des petites et moyennes entreprises (15 heures/année-HD)	2131 Anesthésie y compris pharmacologie - Urgences opératoires - Transfusion (15 heures/année)
2095 Gestion financière internationale (30 heures/année-HD)	2132 Anesthésie y compris pharmacologie - Urgences opératoires - Transfusion (7,5 heures/année)
2096 Le développement international des PME (15 heures/année-J)	2133 Anthropologie - Prévention sociale (12,5 heures/année)
2097 Les institutions financières internationales (15 heures/année-J)	2134 Anthropologie et ethnopsychiatrie - Philosophie (22,5 heures/année)
2098 Management interculturel (30 heures/année-J)	2135 Art-Thérapie (7,5 heures/année)
2099 Marchés financiers internationaux (30 heures/année-HD)	2136 Compléments de neurophysiologie (7,5 heures/année)
2100 Marchés monétaire et financier (30 heures/année-HD)	2137 Droit et législation spécialisée (15 heures/année)
2101 Marketing fondamental (30 heures/année-J)	2138 Grossesse accouchement et suites de couches (12,5 heures/année)
2102 Marketing fondamental (30 heures/année-HD)	2139 Imagerie médicale et techniques d'investigation (12,5 heures/année)
2103 Marketing industriel (30 heures/année-HD)	2140 Néonatalogie (37,5 heures/année)
2104 Marketing international (30 heures/année-J)	2141 Notions d'embryologie, de génétique et de physiologie de la grossesse - Puériculture (2 x 15 heures/année)
2105 Méthodologie de l'étude et de la pénétration des marchés étrangers (30 heures/année-HD)	2142 Notions de sexologie - Education sexuelle - Parenté responsable (12,5 heures/année)
2106 Opérations financières : titres et bourse (30 heures/année-HD)	2143 Nutrition et diététique infantiles (15 heures/année)
2107 Opérations financières : titres et bourse (30 heures/année-J)	2144 Pathologie : Anesthésie - Réanimation - Soins intensifs (12,5 heures/année)
2108 Organisation et gestion des services du commerce extérieur dans les entreprises (30 heures/année-HD)	2145 Pathologie : médecine d'urgence et de catastrophe (6,25 heures/année)
2109 Planification économique (30 heures/année-HD)	2146 Pathologie : neurochirurgie (6,25 heures/année)
2110 Politique générale de l'entreprise (30 heures/année-J)	
2111 Politique générale de l'entreprise (30 heures/année-HD)	
2112 Produits dérivés (15 heures/année-HD)	
2113 Publicité (30 heures/année-HD)	
2114 Publicité (30 heures/année-J)	
2115 Réglementation et normes professionnelles (15 heures/année-HD)	

- 2147 Pathologie : notions de réadaptation (6,25 heures/année)
- 2148 Pathologie : O.R.L. (6,25 heures/année)
- 2149 Pathologie : ophtalmologie (6,25 heures/année)
- 2150 Pathologie : rhumatologie (6,25 heures/année)
- 2151 Pathologie : stomatologie (6,25 heures/année)
- 2152 Pathologie : traumatologie (6,25 heures/année)
- 2153 Pathologie chirurgicale et spécialisée (et urologie) (25 heures/année)
- 2154 Pathologie chirurgicale et spécialisée (et urologie) (12,5 heures/année)
- 2155 Pathologie et pharmacologie : gériatrie - gérontologie (12,5 heures/année)
- 2156 Pathologie et pharmacologie : gynécologie - obstétrique (12,5 heures/année)
- 2157 Pathologie et pharmacologie : pédiatrie (12,5 heures/année)
- 2158 Pathologie et pharmacologie : psychopathologie générale (12,5 heures/année)
- 2159 Pathologie générale et spéciale : Physiopathologie et observation clinique (2 x 30 heures/année)
- 2160 Pathologie gynécologique, gravidique et obstétricale (y compris pharmacologie et manoeuvres obstétricales) (37,5 heures/année)
- 2161 Pathologie gynécologique, gravidique et obstétricale (y compris pharmacologie et manoeuvres obstétricales) 1 (12,5 heures/année)
- 2162 Pathologie gynécologique, gravidique et obstétricale (y compris pharmacologie et manoeuvres obstétricales) 2 (12,5 heures/année)
- 2163 Pathologie médicale et spécialisée : pathologie systématique (31,25 heures/année)
- 2164 Pathologie médicale et spécialisée : pathologie systématique (6,25 heures/année)
- 2165 Pathologie néonatale - Embryopathie et pathologie néonatale (12,5 heures/année)
- 2166 Pathologie psychiatrique (12,5 heures/année)
- 2167 Pathologies médicales, chirurgicales et spécialisées, y compris pharmacologie : Anesthésie - Algologie 1 (7,5 heures/année)
- 2168 Pathologies médicales, chirurgicales et spécialisées, y compris pharmacologie : Anesthésie - Algologie 2 (7,5 heures/année)
- 2169 Pathologies médicales, chirurgicales et spécialisées, y compris pharmacologie : ORL - Ophtalmologie - Dermatologie - Handicaps neuro-musculaires 1 (7,5 heures/année)
- 2170 Pathologies médicales, chirurgicales et spécialisées, y compris pharmacologie : ORL - Ophtalmologie - Dermatologie - Handicaps neuro-musculaires 2 (7,5 heures/année)
- 2171 Pathologies médicales, chirurgicales et spécialisées, y compris pharmacologie : ORL - Ophtalmologie - Dermatologie - Handicaps neuro-musculaires 3 (7,5 heures/année)
- 2172 Pathologies médicales, chirurgicales et spécialisées, y compris pharmacologie : ORL - Ophtalmologie - Dermatologie - Handicaps neuro-musculaires 4 (7,5 heures/année)
- 2173 Pathologies médicales, chirurgicales et spécialisées, y compris pharmacologie : Pathologie chirurgicale - Orthopédie - Neurochirurgie (22,5 heures/année)
- 2174 Pathologies médicales, chirurgicales et spécialisées, y compris pharmacologie : Pathologie chirurgicale - Orthopédie - Neurochirurgie 1 (7,5 heures/année)
- 2175 Pathologies médicales, chirurgicales et spécialisées, y compris pharmacologie : Pathologie chirurgicale - Orthopédie - Neurochirurgie 2 (7,5 heures/année)
- 2176 Pathologies médicales chirurgicales et spécialisées, y compris pharmacologie : Physiopathologie et thérapeutique - Oncologie 1 (37,5 heures/année)
- 2177 Pathologies médicales, chirurgicales et spécialisées, y compris pharmacologie : Physiopathologie et thérapeutique - Oncologie 2 (7,5 heures/année)
- 2178 Pathologies psychiatriques : Pathologies de l'adulte et de la personne âgée (30 heures/année)
- 2179 Pharmacologie (2 x 15 heures/année)
- 2180 Psychothérapies (15 heures/année)
- 2181 Santé publique - Epidémiologie (15 heures/année)
- 2182 Situations de crise et d'urgence (15 heures/année)
- 2183 Techniques opératoires par discipline : chirurgie digestive, urologique, glandulaire, néphrologique, gynécologique et mammaire (y compris coeliochirurgie) (7,5 heures/année)
- 2184 Techniques opératoires par discipline : chirurgie digestive, urologique, glandulaire, néphrologique, gynécologique et mammaire (y compris coeliochirurgie) 1 (15 heures/année)
- 2185 Techniques opératoires par discipline : chirurgie digestive, urologique, glandulaire, néphrologique, gynécologique et mammaire (y compris coeliochirurgie) 2 (15 heures/année)
- 2186 Techniques opératoires par discipline : chirurgie digestive, urologique, glandulaire, néphrologique, gynécologique et mammaire (y compris coeliochirurgie) 3 (15 heures/année)
- 2187 Techniques opératoires par discipline : chirurgie orthopédique et traumatologique de l'adulte - neurochirurgie (22,5 heures/année)
- 2188 Techniques opératoires par discipline : chirurgie orthopédique et traumatologique de l'adulte - neurochirurgie (7,5 heures/année)
- 2189 Techniques opératoires par discipline : chirurgie orthopédique, traumatologique, digestive et urologique pédiatrique (15 heures/année)
- 2190 Techniques opératoires par discipline : chirurgie orthopédique, traumatologique, digestive et urologique pédiatrique 1 (7,5 heures/année)
- 2191 Techniques opératoires par discipline : chirurgie orthopédique, traumatologique, digestive et urologique pédiatrique 2 (7,5 heures/année)
- 2192 Techniques opératoires par discipline : chirurgie plastique, ORL, stomatologie et maxillo-faciale, ophtalmologique chez l'adulte et l'enfant (y compris microchirurgie) (15 heures/année)
- 2193 Techniques opératoires par discipline : chirurgie plastique, ORL, stomatologie et maxillo-faciale, ophtalmologique chez l'adulte et l'enfant (y compris microchirurgie) 1 (7,5 heures/année)
- 2194 Techniques opératoires par discipline : chirurgie plastique, ORL, stomatologie et maxillo-faciale, ophtalmologique chez l'adulte et l'enfant (y compris microchirurgie) 2 (7,5 heures/année)
- 2195 Techniques opératoires par discipline : chirurgie plastique, ORL, stomatologie et maxillo-faciale, ophtalmologique chez l'adulte et l'enfant (y compris microchirurgie) 3 (7,5 heures/année)
- 2196 Techniques opératoires par discipline : chirurgie vasculaire, cardiaque et thoracique chez l'adulte et l'enfant (22,5 heures/année)
- 2197 Techniques opératoires par discipline : chirurgie vasculaire, cardiaque et thoracique chez l'adulte et l'enfant (15 heures/année)
- 2198 Techniques opératoires par discipline : chirurgie vasculaire, cardiaque et thoracique chez l'adulte et l'enfant (7,5 heures/année)
- Soins infirmiers (cours)
- 2199 Principes de soins en matière de : disciplines chirurgicales 1 (7,5 heures/année)
- 2200 Principes de soins en matière de : disciplines chirurgicales 2 (7,5 heures/année)

2201 Principes de soins en matière de : disciplines chirurgicales 1 (15 heures/année)	3024 Langue(s) étrangère(s) : russe
2202 Principes de soins en matière de : disciplines chirurgicales 2 (15 heures/année)	3025 Langues anciennes
2203 Principes de soins en matière de : disciplines chirurgicales (30 heures/année)	3026 Morale
<i>D. Dans la catégorie d'enseignement supérieur paramédical</i>	3027 Musique et éducation musicale
Département des techniques paramédicales	3028 Pédagogie et méthodologie
Biologie	3029 Philosophie
2204 Biologie de la reproduction (25 heures/année)	3030 Physique
2205 Biologie moléculaire et biotechnologie appliquée - laboratoire (2 x 50 heures/année)	3031 Psychologie
2206 Microbiologie - laboratoire (2 x 30 heures/année)	3032 Sciences biomédicales
Chimie	3033 Sciences économiques
2207 Chimie analytique - laboratoire (50 heures/année)	3034 Sciences mathématiques
Sciences biomédicales	3035 Sciences politiques
2208 Chimie clinique - laboratoire (50 heures/année)	3036 Sciences sociales
2209 Cytopathologie (15 heures/année)	3037 Soins infirmiers (cours)
2210 Cytopathologie - laboratoire (105 heures/année)	3038 Soins infirmiers (encadrement des stages)
2211 Cytopathologie - laboratoire (25 heures/année)	3039 Technique artistique
2212 Radioprotection et techniques in vivo (25 heures/année)	3040 industries graphiques
<i>E. Dans la catégorie d'enseignement supérieur technique</i>	Titres requis :
Electricité, électromécanique, mécanique, énergie nucléaire	Tout candidat devra être porteur d'un des titres de capacité pour la fonction à conférer, dans le respect de la réglementation en vigueur.
2213 Electronique générale et de puissance - pratique (2 x 50 heures/année)	En outre, pour les cours spécialisés, une expérience dans le secteur concerné est souhaitable et nécessaire pour les emplois de maître de formation pratique
<i>F. Dans la catégorie d'enseignement supérieur de traduction et interprétation</i>	Bibliothéconomie :
Droit	Bibliothécaire documentaliste
2214 Notions de droit public (30 heures/année)	Licencié et certificat d'aptitude (bibliothèque publique)
2. Constitution d'une réserve de recrutement	Biologie :
Une réserve de recrutement, dont la durée de validité sera limitée à l'année académique 1999-2000, sera constituée pour les spécialités suivantes :	Licencié en sciences biologiques
3001 Bibliothéconomie	Licencié en sciences biochimiques
3002 Biologie	Ingénieur industriel
3003 Bureautique	Ingénieur chimiste et des bio-industries
3004 Chimie	Ingénieur agronome
3005 Communication	Docteur en médecine
3006 Construction	Docteur en médecine vétérinaire
3007 Dessin et éducation plastique	Pharmacien
3008 Diététique et nutrition	
3009 Droit	
3010 Education physique	
3011 Electricité, électromécanique, mécanique, énergie nucléaire	
3012 Géographie	
3013 Histoire	
3014 Histoire de l'art	
3015 Informatique de gestion	
3016 Informatique industrielle	
3017 Langue française	
3018 Langue(s) étrangère(s) : allemand	
3019 Langue(s) étrangère(s) : anglais	
3020 Langue(s) étrangère(s) : arabe	
3021 Langue(s) étrangère(s) : espagnol	
3022 Langue(s) étrangère(s) : italien	
3023 Langue(s) étrangère(s) : néerlandais	

Bureautique :	Histoire :
Agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (secrétariat au commerce)	Licencié en histoire
Agrégé de l'enseignement secondaire inférieur complété par le diplôme de professeur de sténographie et de dactylographie dans les établissements d'enseignement moyen, technique ou normal de l'Etat, délivré par le jury institué par le Gouvernement	Histoire de l'art :
Instituteur primaire complété par le diplôme de professeur de sténographie et de dactylographie susvisé	Licencié en histoire de l'art et archéologie
Diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du premier degré (secrétariat ou commerce)	Industries graphiques :
Chimie :	Gradué en industries graphiques
Ingénieur industriel	Gradué en photomécanique couleurs
Ingénieur civil	Informatique de gestion :
Licencié en sciences chimiques	Ingénieur industriel
Pharmacien	Licencié en sciences physiques
Ingénieur chimiste et des bio-industries	Maître en sciences de gestion
Ingénieur agronome	Maître en informatique
Docteur en médecine vétérinaire	Ingénieur commercial
Docteur en médecine	Licencié en sciences commerciales et consulaires
Licencié en sciences biochimiques	Licencié en sciences commerciales et financières
Communication :	Licencié en sciences mathématiques
Licencié en communication appliquée	Licencié en informatique
Licencié en arts de diffusion et information	Ingénieur civil
Licencié en information et communication	Licencié en sciences économiques
Licencié en études théâtrales	Licencié en sciences de gestion
Licencié en linguistique	Ingénieur de gestion
Licencié en philosophie	Licencié en informatique et sciences humaines
Construction :	Maître en sciences économiques
Ingénieur industriel	Licencié en informatique et communication
Ingénieur civil	Informatique industrielle :
Architecte	Ingénieur civil
Dessin et éducation plastique :	Ingénieur industriel
AESI et dip. cap. (ens. dessin école norm. prim. AR. 28/4/1939)	Langue française :
Diplôme du 3e degré artistique supérieur "Arts visuels"	Licencié en langues et littératures romanes
AESI et dip. cap. (ens. dessin école norm. moy. AR. 28/4/1939)	Licencié en langue et littérature françaises (langue 2de)
Diététique et nutrition :	Licencié en langues et littératures classiques
Licencié en nutrition	Langue(s) étrangère(s) : allemand :
Infirmier gradué et licencié en science de la Santé publique	Licencié-interprète (allemand)
Pharmacien	Licencié en langues et littératures germaniques (allemand)
Gradué en diététique et licencié en sc. de la Santé publique	Licencié en linguistique (allemand)
Droit :	Licencié en langues et littératures modernes (allemand)
Licencié en sciences administratives	Licencié-traducteur (allemand)
Licencié en droit	Langue(s) étrangère(s) : anglais :
Licencié en criminologie	Licencié en langues et littératures modernes (anglais)
Licencié en administration publique	Licencié en langues et littératures germaniques (anglais)
Education physique :	Licencié-interprète (anglais)
Licencié en éducation physique	Licencié en linguistique (anglais)
Electricité, électromécanique, mécanique, énergie nucléaire :	Licencié-traducteur (anglais)
Ingénieur civil	Langue(s) étrangère(s) : arabe :
Licencié en sciences chimiques	Licencié en linguistique (arabe)
Ingénieur industriel	Licencié-interprète (arabe)
Licencié en sciences physiques	Licencié en langues et littératures modernes (arabe)
Géographie :	Licencié-traducteur (arabe)
Licencié en sciences géographiques	Langue(s) étrangère(s) : espagnol :
Licencié en sciences géologiques	Licencié en linguistique (espagnol)
	Licencié-interprète (espagnol)
	Licencié-traducteur (espagnol)
	Licencié en langues et littératures modernes (espagnol)

Langue(s) étrangère(s) : italien :
 Licencié-traducteur (italien)
 Licencié-interprète (italien)
 Licencié en langues et littératures modernes (italien)
 Licencié en linguistique (italien)
 Langue(s) étrangère(s) : néerlandais :
 Licencié-interprète (néerlandais)
 Licencié-traducteur (néerlandais)
 Licencié en langues et littératures germaniques (néerlandais)
 Licencié en langues et littératures modernes (néerlandais)
 Licencié en linguistique (néerlandais)
 Langue(s) étrangère(s) : russe :
 Licencié en langues et littératures modernes (russe)
 Licencié en linguistique (russe)
 Licencié-traducteur (russe)
 Licencié en langues et littératures slaves
 Licencié-interprète (russe)
 Langues anciennes :
 Licencié en langues et littératures classiques
 Morale :
 Licencié en philosophie (enseignement non confessionnel)
 Licencié en assistance en morale laïque
 Musique et éducation musicale :
 Diplôme de capacité (ens. musique vocale - 3e degré)
 Pédagogie et méthodologie :
 Licencié en sciences de l'éducation
 Philosophie :
 Licencié en philosophie
 Physique :
 Ingénieur industriel
 Ingénieur civil
 Licencié en sciences mathématiques
 Licencié en sciences physiques
 Psychologie :
 Licencié en sciences psychologiques
 Licencié en sciences de l'éducation
 Licencié en science de la famille et de la sexualité
 Sciences biomédicales :
 Licencié en kinésithérapie
 Licencié en sciences biomédicales
 Docteur en médecine
 Pharmacien
 Infirmier gradué et licencié en science de la Santé publique
 Licencié en kinésithérapie et réadaptation
 Sciences économiques :
 Licencié en sciences commerciales et financières
 Licencié en administration publique
 Maître en sciences de gestion
 Licencié en sciences économiques
 Licencié en sciences commerciales et consulaires
 Licencié en sciences administratives
 Ingénieur commercial
 Licencié en sciences de gestion
 Ingénieur de gestion

Maître en sciences économiques
 Sciences mathématiques :
 Ingénieur industriel
 Licencié en sciences physiques
 Ingénieur civil
 Licencié en sciences mathématiques
 Sciences politiques :
 Licencié en sciences politiques
 Licencié en sciences administratives
 Licencié en administration publique
 Sciences sociales :
 Licencié en sociologie
 Licencié en informatique et sciences humaines
 Licencié en sociologie et anthropologie
 Licencié en information et communication
 Licencié en sciences du travail
 Licencié en travail social
 Licencié en politique économique et sociale
 Licencié en communication appliquée
 Soins infirmiers (encadrement des stages) :
 Infirmier gradué
 Soins infirmiers (cours) :
 Accoucheuse et licencié en science de la Santé publique
 Infirmier gradué et licencié en science de la Santé publique
 Technique artistique :
 Diplôme d'enseignement supérieur artistique du premier degré
 Diplôme d'enseignement supérieur artistique de type court
 Titre du niveau supérieur artistique du deuxième degré
 Titre du niveau supérieur artistique du troisième degré
 Les candidatures, établies sur les annexes 1 et 2, seront adressées par pli recommandé à M. l'Échevin F. Thielemans, département de l'instruction publique, boulevard Anspach 6, 1000 Bruxelles.
 Date limite d'envoi : le 2 juin 1999 (cachet de la poste faisant foi).
 Attention :
 Doivent être joints :
 a) un dossier complet comprenant notamment les documents relatifs aux titres et à l'expérience utile épinglant tous les acquis ou réalisations et pratiques pédagogiques, les diplômes ou brevets complémentaires (en format A4), formations continuées, les publications, les productions de matériel, etc., spécialement en rapport avec l'activité pédagogique (les pièces justificatives sont à annexer);
 b) un projet pédagogique exprimant la façon d'envisager l'enseignement supérieur (annexe 2);
 c) une photo récente.
 Le dossier sera étudié conformément au statut de la Haute Ecole Francisco Ferrer et présenté à un jury dont la structure, déterminée par la commission paritaire locale, a été approuvée par le collège des bourgmestre et échevins.

VILLE DE BRUXELLES
Département Instruction
publique
Bld. Anspach 6
1000 Bruxelles

HAUTE COLE FRANCISCO FERRER

Acte de candidature

ANNEE ACADEMIQUE 1999-2000

PHOTO

La rédaction de cette feuille est très importante. Apportez-y tout le soin requis.

A. ETAT CIVIL

1. nom sexe féminin/masculin
2. prénom..... 3. épouse de
4. date de naissance 5. nationalité

6. adresse : rue n° bte

7. localité code postal

8. province contact téléphonique

B. DIPLOME(S) OBTENU(S) (en ce compris le(s) titre(s) pédagogique(s))

nature spécialité/groupe/option	délivré par	année d'obtention

C. Fonction principale exercée actuellement :

- dans l'enseignement :

* établissement :

* fonction / niveau :

* êtes-vous temporaire / définitif dans cette fonction ? OUI/NON

Le cas échéant, date d'entrée dans l'enseignement de la ville de Bruxelles :

- dans un autre secteur (voir également annexe 2)

D. Cours postulés

Je soussigné(e) ai l'honneur de poser ma candidature à l'emploi (ou aux emplois) portant le(s) numéro(s) * :

◆

* Veuillez indiquer votre choix en séparant clairement les numéros des cours ou, pour la réserve de recrutement, des groupes sélectionnés.

VILLE DE BRUXELLES
Département Instruction
publique

ANNEXE 2

HAUTE ECOLE FRANCISCO FERRER
RECRUTEMENT DE PERSONNEL ENSEIGNANT

Cette annexe ne doit pas être complétée par les personnes déjà en fonction à la Haute Ecole Francisco Ferrer en 1998-1999.

NOM, prénom :

Date de naissance :

1. PRECISION CONCERNANT VOTRE FONCTION PRINCIPALE

(nom de l'employeur, adresse, charge horaire,...)

2. FORMATION(S) COMPLEMENTAIRE(S) ET RECYCLAGE(S)

3. PARTICIPATION ACTIVE A DES CONGRES, COLLOQUES, STAGES, SYMPOSIUMS, SEMINAIRES, etc :

4. PARTICIPATION A DES ACTIVITES PARA ET POSTSCOLAIRES

5. PRIX, RECOMPENSE(S) ET SUBSIDE(S) OBTENUS

6. PUBLICATIONS

7. QUELLE EST VOTRE CONCEPTION DE LA FONCTION QUE VOUS AVEZ SOLLICITEE OU DE L'ENSEIGNEMENT DU COURS QUE VOUS AVEZ POSTULE ?

Note : des pièces justificatives doivent être jointes; elles seront restituées après l'examen des candidatures par le Jury.

Commune de Perwez

La commune de Perwez procède actuellement au recrutement d'un attaché spécifique administratif (H/F).

Conditions générales :

- 1° être Belge ou citoyen de l'Union européenne;
- 2° avoir une connaissance de la langue de la région linguistique jugée suffisante au regard de la fonction à exercer;
- 3° jouir des droits civils et politiques;
- 4° être porteur d'un certificat de bonnes vie et mœurs;
- 5° satisfaire aux lois sur la milice;
- 6° justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction à exercer;
- 7° être porteur du diplôme en rapport avec l'emploi à conférer, conformément aux conditions particulières de recrutement;
- 8° réussir un examen de recrutement;
- 9° tout dossier incomplet à la date de clôture de l'appel public sera considéré comme irrecevable;
- 10° les conditions de recrutement ou tout autre renseignement peuvent être demandés au service du personnel, rue Emile de Brabant s/n, à 1360 Perwez, tél. : 081/65 74 24.

Les candidatures devront être adressées à M. le bourgmestre, rue Emile de Brabant s/n, à 1360 Perwez, par pli recommandé déposé à la poste le 15 juin 1999 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

Elles seront accompagnées des documents ci-après :

- un *curriculum vitae*;
- un extrait d'acte de naissance;
- un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs sur papier libre, datant de mois de trois mois à partir de la date limite d'inscription des candidatures;

une copie certifiée conforme à l'original du certificat d'études exigé;
un certificat de milice pour les candidats masculins encore soumis aux obligations militaires;
un certificat de nationalité. (14128)

La commune de Perwez procède actuellement au recrutement d'un attaché technique (responsable des services techniques) (H/F).

Conditions générales :

- 1° être Belge ou citoyen de l'Union européenne;
- 2° avoir une connaissance de la langue de la région linguistique jugée suffisante au regard de la fonction à exercer;
- 3° jouir des droits civils et politiques;
- 4° être porteur d'un certificat de bonnes vie et mœurs;
- 5° satisfaire aux lois sur la milice;
- 6° justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction à exercer;
- 7° être porteur du diplôme en rapport avec l'emploi à conférer, conformément aux conditions particulières de recrutement;
- 8° réussir un examen de recrutement;
- 9° tout dossier incomplet à la date de clôture de l'appel public sera considéré comme irrecevable;
- 10° les conditions de recrutement ou tout autre renseignement peuvent être demandés au service du personnel, rue Emile de Brabant s/n, à 1360 Perwez, tél. : 081/65 74 24.

Les candidatures devront être adressées à M. le bourgmestre, rue Emile de Brabant s/n, à 1360 Perwez, par pli recommandé déposé à la poste le 15 juin 1999 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

Elles seront accompagnées des documents ci-après :

- un *curriculum vitae*;

- un extrait d'acte de naissance;
- un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs sur papier libre, datant de mois de trois mois à partir de la date limite d'inscription des candidatures;
- une copie certifiée conforme à l'original du certificat d'études exigé;
- un certificat de milice pour les candidats masculins encore soumis aux obligations militaires;
- un certificat de nationalité. (14129)

La commune de Perwez procède actuellement au recrutement d'un agent technique D7.

Conditions générales :

- 1° être Belge ou citoyen de l'Union européenne;
- 2° avoir une connaissance de la langue de la région linguistique jugée suffisante au regard de la fonction à exercer;
- 3° jouir des droits civils et politiques;
- 4° être porteur d'un certificat de bonnes vie et mœurs;
- 5° satisfaire aux lois sur la milice;
- 6° justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction à exercer;
- 7° être porteur du diplôme en rapport avec l'emploi à conférer, conformément aux conditions particulières de recrutement;
- 8° réussir un examen de recrutement;
- 9° tout dossier incomplet à la date de clôture de l'appel public sera considéré comme irrecevable;

10° les conditions de recrutement ou tout autre renseignement peuvent être demandés au service du personnel, rue Emile de Brabant s/n, à 1360 Perwez, tél. : 081/65 74 24.

Les candidatures devront être adressées à M. le bourgmestre, rue Emile de Brabant s/n, à 1360 Perwez, par pli recommandé déposé à la poste le 15 juin 1999 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

Elles seront accompagnées des documents ci-après :

- un *curriculum vitae*;
- un extrait d'acte de naissance;
- un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs sur papier libre, datant de mois de trois mois à partir de la date limite d'inscription des candidatures;
- une copie certifiée conforme à l'original du certificat d'études exigé;
- un certificat de milice pour les candidats masculins encore soumis aux obligations militaires;
- un certificat de nationalité. (14130)

La commune de Perwez procède actuellement au recrutement d'un agent technique D9.

Conditions générales :

- 1° être Belge ou citoyen de l'Union européenne;
- 2° avoir une connaissance de la langue de la région linguistique jugée suffisante au regard de la fonction à exercer;
- 3° jouir des droits civils et politiques;
- 4° être porteur d'un certificat de bonnes vie et mœurs;
- 5° satisfaire aux lois sur la milice;
- 6° justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction à exercer;
- 7° être porteur du diplôme en rapport avec l'emploi à conférer, conformément aux conditions particulières de recrutement;
- 8° réussir un examen de recrutement;
- 9° tout dossier incomplet à la date de clôture de l'appel public sera considéré comme irrecevable;

10° les conditions de recrutement ou tout autre renseignement peuvent être demandés au service du personnel, rue Emile de Brabant s/n, à 1360 Perwez, tél. : 081/65 74 24.

Les candidatures devront être adressées à M. le bourgmestre, rue Emile de Brabant s/n, à 1360 Perwez, par pli recommandé déposé à la poste le 15 juin 1999 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

Elles seront accompagnées des documents ci-après :

- un *curriculum vitae*;
- un extrait d'acte de naissance;
- un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs sur papier libre, datant de mois de trois mois à partir de la date limite d'inscription des candidatures;
- une copie certifiée conforme à l'original du certificat d'études exigé;
- un certificat de milice pour les candidats masculins encore soumis aux obligations militaires;
- un certificat de nationalité. (14131)

Stad Diksmuide

Het stadsbestuur van Diksmuide werft aan in het vast kader : 1 beroepsbrandweerman/vrouw.

U bent Belg en u woont uiterlijk zes maanden na het einde van uw stage in de onmiddellijke nabijheid van het brandweerstation. U bent op 10 juni 1999 ten minste 18 jaar oud. U bent ten minste 1,60 m groot en in orde met de dienstplichtwetten.

Onder begeleiding van de beroepsadjutant staat u in voor het onderhouden van het brandweermateriaal, de brandweerkazerne en al zijn toebehoren, het controleren en het onderhouden van het ondergrondse hydrantennet, het uitvoeren van administratief werk, de radio-bewaking en de « Vaste Post » bij interventies en tijdens de werken, het oproepen van het vrijwillige brandweerpersoneel en het doorgeven van specifieke gegevens aan de verantwoordelijken van de dienst.

U stelt zich kandidaat door uw sollicitatiebrief, met *curriculum vitae* en een getuigschrift van goed zedelijk gedrag, aangetekend te versturen naar het college van burgemeester en schepenen, Grote Markt 6, 8600 Diksmuide, of deze af te geven tegen ontvangstbewijs in het stadhuis, ten laatste op 8 juni 1999 (ontvangstbewijs of postdatum geldt als bewijs)! Indien u in het bezit bent van een rijbewijs C en/of D, geneeskundige schifting of een brevet eerste hulp, voeg deze dan toe aan uw brief.

Inlichtingen omtrent toelatings- en aanwervingsvoorwaarden, functieomschrijving en examenprogramma kunt u bekomen op de personeelsdienst, Van Pouckestraat 1, te 8600 Diksmuide, tel. 051/51 91 32. (14132)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Dendermonde

Het O.C.M.W. van Dendermonde gaat over tot de aanwerving in statutair verband van :

1 voltijds jurist(e)

Doel van de functie :

De functie heeft tot doel de eerstelijnsrechtshulp te verzekeren en juridische ondersteuning te bieden aan de verschillende diensten van het O.C.M.W.

Inhoud van de functie :

verantwoordelijke juridische dienst;
verlenen van eerstelijnsrechtshulp;
juridische ondersteuning van de O.C.M.W.-diensten;
vertegenwoordigen van het O.C.M.W. naar buiten toe;
diverse taken.

Een uitgebreide functiebeschrijving met functieprofiel wordt op aanvraag opgestuurd.

Aanwervingsvoorwaarden :

- 1. Algemene :
burger zijn van de Europese Unie;

een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;

de burgerlijke en politieke rechten genieten;
aan de dienstplichtwetten voldoen;
lichamelijk geschikt zijn.

2. Bijzondere :

houd(st)er zijn van het diploma van licentiaat of doctor in de rechten; beschikken over een nuttige beroepservaring van minstens drie jaar zoals voorzien in het decreet van 24 juli 1996 houdende regeling tot erkenning van de instellingen voor schuldbemiddeling in de Vlaamse Gemeenschap;

slagen voor een vergelijkend aanwervingsexamen.

Voor deze functie wordt een werfreserve aangelegd, geldig voor drie jaar.

1 voltijds dienstchef rusthuis Sint-Vincentius

Doel van de functie :

De dienstchef van het rustoord zorgt voor de uitbouw en de kwaliteit van de activiteiten van het rustoord. Alle personeelsleden in staat stellen het totale welzijn van de bewoners te behartigen door middel van een zo comfortabel en aangenaam mogelijk verblijf, een zo goed mogelijke zorg en een vertrouwensband met familie en bezoekers.

Inhoud van de functie :

verantwoordelijk voor dagelijkse leiding van het rustoord;
coördineren van diensten en activiteiten;

in samenwerking met de maatschappelijk assistent en het administratief personeel : opmaken en afhandelen van de formaliteiten en procedures i.v.m. betalingen van verblijfskosten van bewoners, uitbetalingen zakgeld en betalingen aan paramedici;

in samenspraak met de coördinator rustoorden externe contacten leggen;

toezicht houden op de kwaliteit van de werking van de diensten;
coördineren van kennismaking, onthaal, begeleiding, zorg, hulp, administratieve ondersteuning en de totale leef- en woonsfeer in het rustoord; contactpersoon voor de bewoners en hun familie;

in samenspraak met de coördinator rustoorden : verantwoordelijk voor nursing, wetgeving, RIZIV- en erkenningsdossiers van alle rustoorden; adviesfunctie naar bejaardenbeleid in het O.C.M.W. en naar andere woonvoorzieningen; actieve deelname aan overlegvergaderingen op niveau van de directie van de rusthuizen onder leiding van de coördinator rusthuizen.

Een uitgebreide functiebeschrijving met functieprofiel wordt op aanvraag opgestuurd.

Aanwervingsvoorwaarden :

1. Algemene : zie jurist(e).

2. Bijzondere :

houd(st)er zijn van een diploma van hoger onderwijs buiten de universiteit (HOBV) van het korte type, richting verpleegkunde, maatschappelijk werk of paramedische sector (kinesisten, ergotherapeuten, logopedisten);

houd(st)er zijn van een bijkomende opleiding leiding geven (b.v. kaderopleiding nursing);

minimum vier jaar ervaring hebben als gegradueerd verpleegkundige, maatschappelijk werk(st)er, kinesitherapeut(e), ergotherapeut(e) of logopedist(e);

slagen voor een vergelijkend aanwervingsexamen.

5 voltijds hoofdverpleegkundigen

Doel van de functie :

Organiseren van een professionele verpleging en verzorging binnen het rustoord. Het team van verplegend en verzorgend personeel in staat stellen een volwaardig thuismilieu te creëren voor de residenten, waar optimale hulp en verzorging gekoppeld is aan een zo comfortabel en aangenaam mogelijk verblijf.

Inhoud van de functie :

zorgenbeleid;
personeelsbeleid;
leiding geven en werkorganisatie.

Een uitgebreide functiebeschrijving met functieprofiel wordt op aanvraag opgestuurd.

Aanwervingsvoorwaarden :

1. Algemene : zie jurist(e).

2. Bijzondere :

houd(st)er zijn van het diploma van gegradueerd verpleegkundige; in het bezit zijn van het eindexamen van kaderopleiding nursing; minimum vier jaar ervaring hebben als gegradueerd verpleegkundige;

slagen voor een vergelijkend aanwervingsexamen.

voor de functie van dienstchef rusthuis en hoofdverpleegkundige wordt een wervingsreserve aangelegd geldig voor dertig maanden.

Kandidaturen worden uiterlijk op 4 juni 1999 bij aangetekend schrijven gericht aan het O.C.M.W., Kerkstraat 115, te 9200 Dendermonde, en dienen vergezeld te zijn van :

een afschrift van de diploma's.

Kandidaturen die niet vergezeld zijn van bovengenoemd stuk, zullen niet in aanmerking komen.

Inlichtingen zijn te bekomen op de personeelsdienst, Kerkstraat 115, te 9200 Dendermonde. (14133)

Gemeente Deerlijk

Het gemeentebestuur van Deerlijk werft aan een aspirant-politieagent (m/v).

De kandidaten moeten in de aanwervingsproeven, ingericht door de West-Vlaamse Politieacademie of de Oost-Vlaamse Politieacademie, geslaagd zijn uiterlijk binnen de drie jaar vóór het indienen van de kandidaturen.

De kandidaten worden onderworpen aan een mondeling onderhoud om hen op hun waarde te kunnen schatten.

Kandidaturen dienen aangetekend gericht te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Harelbekestraat 27, te 8540 Deerlijk, uiterlijk tegen 4 juni 1999.

Zij dienen vergezeld te zijn van :

geschreven *curriculum vitae*;

uittreksel geboorteakte;

getuigschrift nationaliteit;

bewijs van goed zedelijk gedrag;

militiegetuigschrift;

afschrift diploma's, getuigschriften;

in het bezit zijn van rijbewijs B.

Nadere inlichtingen kunnen bekomen worden bij het secretariaat van de politie Deerlijk, tel. 056/71 44 01. (14134)

KATHOLIEKE UNIVERSITEIT LEUVEN

Voor de reprovocatie van de Faculteit Letteren zoeken wij een reprovocatie (m/v).

Graad : 2.

Salarisschaal : 2.1.

Doel van de functie : verantwoordelijk zijn voor het beheer en de werking van de reprovocatiekamer.

Opdrachten :

Het aanmaken van fotokopieën.

Het beheren van de kopieertoestellen en het verzorgen van het kleine technische onderhoud ervan.

Het beheren van de voorraad papier, toners en kopiekaarten.

Het inbinden van cursussen.

Instaan voor de administratie van de printkamer.

Het opvolgen van het onderhoud en de vervanging van de apparatuur.

Profiel :

Kandidaten bezitten minstens een diploma lager secundair onderwijs.

Nauwgezet, precies en zelfstandig kunnen werken is essentieel.

Kandidaten beschikken over de nodige technische en administratieve vaardigheden om bovenvermelde opdrachten te kunnen uitvoeren.

Kandidaten zijn hulpvaardig en gebruikersgericht zodat vragen en opdrachten van de medewerkers van de Faculteit letteren accuraat beantwoord en uitgevoerd kunnen worden.

Het betreft een voltijdse tewerkstelling voor onbepaalde duur.

Selectieproeven :

Preselectie op basis van elementen uit het profiel.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Gemotiveerde sollicitaties met *curriculum vitae* dienen gericht aan de personeelsdienst ATP, ter attentie van Ann Schillemans, personeelsconsulent, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016/32 20 11, fax 016/32 29 98.

E-mail: ann.schillemans@pers.kuleuven.ac.be.

De kandidaturen moeten bij de personeelsdienst binnen zijn uiterlijk op 9 juni 1999. (14147)

Voor de Faculteit sociale wetenschappen zoeken wij een administratief secretaris (m/v).

Doel van de functie : u bent als administratief secretaris de eerste administratieve medewerker van de decaan. U staat de decaan bij in de algemene leiding van de faculteit en in de vertegenwoordiging naar buiten. U bent belast met de leiding van de centrale administratie van de faculteit en u bent verantwoordelijk voor het goede verloop van alle administratieve, logistieke en secretariële werkzaamheden voortvloeiend uit de academische, wetenschappelijke en dienstverlenende opdrachten van de faculteit.

Opdrachten :

Het leiden en coördineren van de diensten van de faculteit : secretariaat, studentenadministratie, informaticadienst, reprografie, bibliotheek...

Het beheren van de kredieten en het opstellen en opvolgen van de werkings- en personeelsmiddelenbegroting.

Het voorbereiden van dossiers inzake facultair beleid.

Het notuleren van de vergaderingen van het Bureau en de raad van de faculteit en andere ad hoc commissies en het uitvoeren en opvolgen van de genomen beslissingen.

Het toezicht houden op de uitvoering van decretale en reglementaire (interne en externe) beschikkingen.

Het voorbereiden en afhandelen van dossiers met betrekking tot programma-aanpassingen, vacatures en leeropdrachten; het opstellen van het organogram van de faculteit en de collegeroosters.

Het voorbereiden, notuleren en administratief verwerken van de deliberaties.

Het opvolgen en administratief verwerken van aanstellingen van het academisch, wetenschappelijk en administratief en technisch personeel.

Het organiseren van facultaire manifestaties en het verzorgen van facultaire publicaties.

Profiel :

U bezit een universitair diploma of u voldoet aan de voorwaarden vermeld in de C.A.O. (artikel 15).

Een uitgebreide administratieve ervaring, aangevuld met leidinggevende kwaliteiten is noodzakelijk.

U kunt zich, zowel mondeling als schriftelijk, vlot uitdrukken in het Nederlands, Frans en Engels en u bent vertrouwd met verschillende PC-toepassingen.

Zin voor initiatief en creativiteit, alsook verantwoordelijkheidszin, inzet en engagement zijn essentieel.

Het betreft een voltijdse tewerkstelling voor onbepaalde duur. Afhankelijk van uw kwalificaties en relevante ervaring zal u worden tewerkgesteld in graad 7 of 8.

Selectieproeven :

Preselectie op basis van elementen uit het profiel.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Assessment-center.

Gemotiveerde sollicitaties met *curriculum vitae* dienen gericht aan de personeelsdienst ATP, ter attentie van Ann Schillemans, personeelsconsulent, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016/32 20 11, fax 016/32 29 98.

E-mail: ann.schillemans@pers.kuleuven.ac.be.

De kandidaturen moeten bij de personeelsdienst binnen zijn uiterlijk op 11 juni 1999. (14148)

Actes judiciaires et extraits de jugements

Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek**

Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder

Justice de paix du canton d'Ath

Suite à la requête déposée le 21 avril 1999, par ordonnance du juge de paix du canton d'Ath, rendue le 6 mai 1999, Mme Herchuez, Denise, domiciliée Home Sûr Abri, rue du Sûr Abri 51, à 7810 Maffle, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de : Mme Rifaut, Denise, domiciliée résidence de la Baille 43, à 7870 Lens.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint-principal, (signé) Marbaix, Marie-Jeanne. (63301)

Justice de paix du canton de Florennes

Suite à la requête déposée le 22 mars 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Florennes, rendue le 4 mai 1999, Mme Dock, Claudine, née le 10 octobre 1943 à Mettet, femme au foyer, veuve, domiciliée rue Chambry 67, à 5620 Rosée, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de : M. Adam, Laurent, avocat, rue Ruisseau des Forges 7, 5620 Florennes.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Fourneau, Christian. (63302)

Justice de paix du canton de Gosselies

Par ordonnance du juge de paix du canton de Gosselies, en date du 27 avril 1999, la nommée Kaisin, Simone, née le 11 septembre 1922 à Saint-Quentin, domiciliée à 6210 Frasnes-lez-Gosselies, rue Albert 1^{er} 36, Institut Notre-Dame de Banneux, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Thierry L'Hoir, avocat, à 6210 Frasnes-lez-Gosselies, rue Reine Astrid 62.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Catherine Cleda. (63303)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Gosselies, en date du 5 mai 1999, la nommée Kaisin, Olga, née le 18 juin 1907 à Fleurus, domiciliée à Fleurus, rue du Berceau 21, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : M. Van Laer, Jean-Baptiste, domicilié à 6220 Fleurus, rue du Berceau 21.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Catherine Cleda. (63304)

Justice de paix du canton de Grivegnée

Suite à la requête déposée le 5 mai 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège), rendue le 10 mai 1999, M. Grandjean, Adolphe, célibataire, né le 13 mars 1921, domicilié à la Maison de Repos « Les Mésanges », voie de Liège 150, à 4053 Embourg, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de : Me Houben, Marcel, avocat, dont les bureaux sont sis rue Vinève 32, à 4030 Grivegnée (Liège).

Pour extrait conforme : le greffier adjoint-principal, (signé) Foges, Nicole. (63305)

Suite à la requête déposée le 5 mai 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège), rendue le 10 mai 1999, M. Bertrand, Louis, époux de Malherbe, Odette, né le 26 août 1926 à Clermont-sous-Huy, domicilié rue des Capucines 45/2, à 4102 Ougrée, résidant Centre hospitalier universitaire, Domaine du Sart Tilman, à 4031 Angleur, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de : Me Vossen, Philippe, avocat, dont les bureaux sont sis boulevard Frère Orban 9, à 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint-principal, (signé) Foges, Nicole. (63306)

Justice de paix du canton de Herve

Suite à la requête déposée le 1^{er} avril 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Herve, rendue le mercredi 12 mai 1999, Mme Coeymans, Gérardine, née le 4 juillet 1913, veuve, domiciliée Befve 5, 4890 Thimister, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de : Mme Mullenders, Josette, domiciliée avenue Elisabeth 110, 4800 Verviers.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Dumoulin, Patrick. (63307)

Justice de paix du premier canton de Huy

Suite à la requête déposée le 12 avril 1999, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Huy, rendue le 3 mai 1999, M. Liegeois, Fernand, né le 18 février 1908 à Tenneville, veuf, domicilié rue de la Station 27, à 4560 Terwagne, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de : Me Pintiaux, Gérald, dont les bureaux sont établis quai de la Batte 9, à 4500 Huy.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) L. Gendebien. (63308)

Justice de paix du canton de Jumet

Par ordonnance rendue le 1^{er} avril 1999, par M. le juge de paix du canton de Jumet, siégeant en chambre du conseil, M. Dufier, Louis, né le 20 août 1921, domicilié et résidant à Roux, rue de Courcelles 69B, a été déclaré hors d'état de gérer ses biens et pourvu de deux administrateurs provisoire, étant :

Me Jean-François Dizier, avocat à 6043 Ransart, rue Albert 1^{er} 73;

Mme Laure Hubert, domiciliée à 6044 Roux, rue de Courcelles 69B.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Jean-Marie Soupert. (63309)

Justice de paix du canton de Lens

Suite à la requête déposée le 22 avril 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Lens, rendue le 11 mai 1999, M. Marlier, Pascal, né le 19 août 1959 à Tournai, domicilié rue de Roncamp 31, à 7332 Saint-Ghislain (Sirault), a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de : Mme Wuilcot, Jeannine, domiciliée rue de Roncamp 31, à 7332 Saint-Ghislain (Sirault).

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Delavallée, Marcel. (63310)

Justice de paix du canton de Malmedy

Par ordonnance du juge de paix du canton de Malmedy, en date du 14 mai 1999, la nommée Noël, Marie-Hélène, veuve Bodeux, née à Malmedy le 14 octobre 1908, domiciliée à 4960 Malmedy, rue des Arsilliers 1 (Home « do Grand Fa »), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant :

Me Jean-Paul Jaspert, avocat, place Albert I^{er} 6, à 4960 Malmedy.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Léon Wintgens. (63311)

Justice de paix du canton de Virton

Par ordonnance du juge de paix du canton de Virton, en date du 6 mai 1999, le nommé Tock, Pierre, pensionné, né à Bonnert le 15 août 1914, domicilié à Musson, rue Palgé 35, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de Rocca, Frédy, employé, domicilié à Musson, rue Palgé 26, son petit-fils.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) P. Gonry. (63312)

Justice de paix du canton de Visé

Par ordonnance du juge de paix du canton de Visé, rendue le 25 mars 1999, sur requête déposée le 19 février 1999, Mme Magermans, Henriette, née le 9 mars 1923, domiciliée quai du Halage 5, 4681 Hermalle-sur-Argenteau, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de : Me Masset, Marc, avocat, rue Saint-Hadelin 11, à 4600 Visé.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Galasse, Roger. (63313)

Vrederecht van het kanton Diest

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Diest, verleend op 10 mei 1999, werd Frederickx, Denise, geboren te Diest op 14 juli 1922, verblijvende Algemeen Ziekenhuis Diest, Michel Theysstraat 18, te 3290 Diest, gedomicilieerd te 3290 Diest, Bruidstraat 8, niet in staat verklaard haar goederen te beheren of er over te beschikken zelfs bij testament of schenking, en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Reynders, Annita, advocaat, Statiestraat 11-13, te 3290 Diest.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Andrea Schoofs. (63314)

Vrederecht van het tweede kanton Leuven

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 10 mei 1999, werd Vandenplas, Vera, geboren te Leuven op 1 maart 1972, gedomicilieerd Vinaafstraat 31b, 3360 Bierbeek (Opvelp), verblijvende Ave Regina, Klein Park 1, 3360 Bierbeek, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : De Schryver, Andreas, advocaat, Sint-Lambertusstraat 16, 3001 Leuven (Heverlee).

Leuven, 12 mei 1999.

Voor eensluidend afschrift : de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (63315)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 10 mei 1999, werd Vanderborgh, Bertha, geboren te Herent op 18 januari 1914, gedomicilieerd Pleinstraat 3, 3001 Leuven (Heverlee), verblijvende U.Z. Sint-Pieter, Brusselsestraat 69, 3000 Leuven, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Brooks, Kenneth, advocaat, E. Gilbertstraat 2, 3000 Leuven.

Leuven, 12 mei 1999.

Voor eensluidend afschrift : de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (63316)

Vrederecht van het eerste kanton Oostende

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Oostende, verleend op 5 mei 1999, werd Deville, Claude, geboren te Nijvel op 28 december 1951, werkmans, wonende te 1050 Elsene, rue Kerckx 59ies, verblijvende te 8400 Oostende, H. Serruysziekenhuis, Kairostraat 84, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Deville, Chantal, wonende te 1080 Brussel, Maria van Hongarijelaan 67.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 5 mei 1999.

Oostende, 5 mei 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Wybo, Marleen. (63317)

Vrederecht van het eerste kanton Oostende

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Oostende, verleend op 4 mei 1999, werd Vinck, Patrique, geboren te Brussel op 2 oktober 1958, werkmans, wonende te 8400 Oostende, Vaartstraat 23, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Batsleer, Frank, advocaat te 8400 Oostende, Kemmelbergstraat 11.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 2 april 1999.

Oostende, 5 mei 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Wybo, Marleen. (63318)

Vrederecht van het kanton Tienen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Tienen, verleend op 10 mei 1999, werd Vertongen, Regina, geboren op 7 april 1929, wonende te 3380 Glabbeek (Zuurbemde), Residentie Arcadia, Zuurbemde 35, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Vertongen, Frans, wonende te 1083 Ganshoren, Negende Provincielaan 3/151.

Tienen, 12 mei 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Hilda Ronsmans. (63319)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Tienen, verleend op 10 mei 1999, werd Fobelets, Denis, geboren te Booischoot op 23 december 1953, wonende te 3300 Tienen, Kabbekvest 98/1, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Lauwereys, Pascale, advocaat met kantoor te 3320 Hoegaarden, sectie Hoxem, Ridderstraat 12.

Tienen, 12 mei 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Hilda Ronsmans. (63320)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Tienen, verleend op 10 mei 1999, werd Nelis, Juliette, geboren te Tienen op 14 november 1921, wonende te 3300 Tienen, Leuvenestraat 100, verblijvende Psychiatrische Kliniek der Broeders Alexianen, Liefdestraat 10, te 3300 Tienen, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Verbiest, Danielle, wonende te 3300 Tienen, Leuvenestraat 98.

Tienen, 12 mei 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Hilda Ronsmans. (63321)

Vrederecht van het kanton Vilvoorde

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Vilvoorde van 10 mei 1999, verleend op het verzoekschrift alhier neergelegd op 29 maart 1999, werd Mevr. Maria Luypaert, geboren te Vilvoorde op 28 september 1919, weduwe van wijlen de heer De Vinck, Maurice Frans, wonende te 1800 Vilvoorde, Olmstraat 75, doch verblijvende te Vilvoorde, in het R.V.T. Van Helmont, Vaartstraat 42, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mevr. Jeannine De Vinck, geboren te Vilvoorde op 14 maart 1948, wonende te 1800 Vilvoorde, Crocussenstraat 30.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Hendriks. (63322)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

Justice de paix du deuxième canton de Liège

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Liège, du 12 mai 1999, il a été constaté que la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 26 mars 1996, a pris fin suite au décès de Mme Foidart, Micheline, domiciliée place Xavier Neujean 13c/051, 4000 Liège, il a été mis fin, en conséquence, après dépôt d'un rapport de gestion, à la mission de son administrateur provisoire Mme de Lamotte, Marie-Thérèse, domiciliée place Xavier Neujean 13c/051, 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Gillis, Monique. (63323)

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Liège, du 12 mai 1999, il a été constaté que la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 24 mars 1998, a pris fin suite au décès de M. Mozin, Andrea, né le 7 janvier 1905 à Liège, célibataire, domicilié place Xavier Neujean 19A, 4000 Liège, il a été mis fin, en conséquence, après dépôt d'un rapport de gestion, à la mission de son administrateur provisoire M. l'avocat Wenric, Jean-Luc, avocat, domicilié boulevard Jules de Laminne 1, 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Gillis, Monique. (63324)

Vrederecht van het tweede kanton Leuven

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 18 januari 1999, werd bij nieuwe beschikking van 10 mei 1999 een einde gesteld aan het voorlopig bewind over de persoon van Buls, Rosalie, geboren te Haacht op 27 december 1915, gedomicilieerd te 3000 Leuven, Mechelsesteenweg 1027, verblijvende U.Z. Sint-Pieter, Brusselsestraat 69, 3000 Leuven (ambtshalve ingevolge van : overlijden te Herent op 17 april 1999).

Leuven, 14 mei 1999.

Voor eensluidend afschrift : de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (63325)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 22 maart 1999, werd bij nieuwe beschikking van 10 mei 1999 een einde gesteld aan het voorlopig bewind over de persoon van Roggen, Palmyre, geboren te Leuven op 13 januari 1914, gedomicilieerd Léon Schreursvest 73, 3000 Leuven, verblijvende P.G.C., Vlamingenstraat 3, 3000 Leuven (ambtshalve ingevolge van : overlijden te Leuven op 1 mei 1999).

Leuven, 14 mei 1999.

Voor eensluidend afschrift : de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (63326)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 2 december 1999, werd bij nieuwe beschikking van 10 mei 1999 een einde gesteld aan het voorlopig bewind over de persoon van Milis, Petrus, geboren te Herselt op 8 januari 1925, gedomicilieerd en verblijvende R.V.T., Gentsesteenweg 1050, 1082 Sint-Agatha-Berchem (ambtshalve ingevolge van : overlijden te Sint-Agatha-Berchem op 3 april 1999).

Leuven, 14 mei 1999.

Voor eensluidend afschrift : de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (63327)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 29 januari 1996, werd bij nieuwe beschikking van 10 mei 1999 een einde gesteld aan het voorlopig bewind over de persoon van Verheyden, Jozef, geboren te Winksele op 30 juni 1925, gedomicilieerd en verblijvende « Hof te Meeren », Wolfshaegen 186, 3040 Huldenberg (Neerijse) (ambtshalve ingevolge van : overlijden te Neerijse op 3 mei 1999).

Leuven, 14 mei 1999.

Voor eensluidend afschrift : de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (63328)

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, verleend op 15 februari 1999, werd bij nieuwe beschikking van 10 mei 1999 een einde gesteld aan het voorlopig bewind over de persoon van Billet, Stephania, geboren te Linden op 18 mei 1913, gedomicilieerd Kortrijksestraat 181, 3010 Leuven, verblijvende Rustoord E. Remy, Fr. Lintsstraat 33, 3000 Leuven (ambtshalve ingevolge van : overlijden te Leuven op 13 april 1999).

Leuven, 14 mei 1999.

Voor eensluidend afschrift : de adjunct-griffier, (get.) Veronique Verbist. (63329)

*Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder*

Vrederecht van het tweede kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Gent, verleend op 3 mei 1999, werd de heer Van den Bossche, Daniel, wonende te 9000 Gent, Jan Verspeyenstraat 14, op zijn verzoek ontslagen van zijn opdracht van voorlopige bewindvoerder over Copermans, Patrick, geboren te Gent op 3 mei 1958, wonende te 9000 Gent, Rooigemlaan 400.

De beschermde persoon kreeg als nieuwe voorlopige bewindvoerder met de algemene bevoegdheid zoals voorzien in art. 488bis f, § 1, § 3 en § 5 B.W., toegevoegd Mr. Van Vlaenderen, Frank, advocaat te 9000 Gent, Krijgslaan 47.

Gent, 11 mei 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Maes, Henri. (63330)

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

*Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

Rechtbank van eerste aanleg te Brugge

Bij akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, op 12 mei 1999, heeft De Groof, Daniëlla Françoise, geboren te Tongeren op 5 februari 1956, echtgenote van Vanderstraeten, Werner, wonende te 8450 Bredene, Violierenlaan 20, handelend in eigen naam en als gevolmachtigde van Hendrickx, Gilberte, geboren te Tienen op 20 september 1951, echtgenote van Borchers, Dale, wonende in de Verenigde Staten van Amerika, 17913 Angeline Ave. S., WA 98392 Suquamish, eveneens handelend in eigen naam,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen De Vos, Lodewijk Sidonie Marcel, geboren te Olen op 27 februari 1932, in leven weduwnaar van Hendrickx, Maria, laatst wonende te 8400 Oostende, Zuidstraat 20/73, en overleden te Lille (Noord-Frankrijk) op 24 september 1998.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. Ides Vander Heyde, notaris te 8400 Oostende, Prinses Clementinaplein 64.

Brugge, 12 mei 1999.

De hoofdgriffier, (get.) G. De Zutter. (14135)

**Publication faite en exécution de l'article 1253
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 1253
van het Burgerlijk Wetboek**

Benoeming van raadsman — Nomination de conseil

Rechtbank van eerste aanleg te Brugge

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, zevende kamer, in datum van 4 mei 1999, wordt bevolen dat het aan Van Kerckhove, Philippe Hubert Nelly, geboren te Aalst op 30 december 1979, wonende te Knokke, Lippenslaan 214/42, verboden is rechtsgedingen te voeren, dadingen te treffen, leningen aan te gaan, roerende kapitalen in ontvangst te nemen of daarvan kwijting te geven, zijn goederen om niet of onder bezwarende titel te vervreemden of ze met hypotheek te bezwaren, zonder de bijstand van een gerechtelijk raadsman.

Bij zelfde vonnis wordt als gerechtelijk raadsman aan Van Kerckhove, Philippe Hubert Nelly, voornoemd, toegevoegd :

Mr. Renée Verroken, advocaat te 8310 Assebroek, Engeldalelaan 92.

Brugge, 11 mei 1999.

De hoofdgriffier van de rechtbank, (get.) G. De Zutter. (19404)

Faillite – Faillissement

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis in datum van 10 december 1999 is Hatex Computer B.V.B.A., Paardenmarkt 71, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 298735, BTW 450.433.455, groothandel, import en export in confectie voor heren, dames en baby-uitzet, bij dagvaarding, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Valvekens, Leon.

Curator : Mr. Anckaerts, Paul, Plantin & Moretuslei 174/8, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 10 december 1998.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 11 januari 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 10 februari 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Anckaerts, Paul. (Pro deo) (14136)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven, d.d. 11 mei 1999, werd het faillissement uitgesproken van de heer Veulemans, Jan, wonende te 3300 Tienen, Torsinplein 22, geboren op 29 juni 1960, H.R. Leuven 60359, schoonheidsproducten en toiletartikelen, drukwerken, snuisterijen, drogisterij- en meubileringsartikelen, onderhoudsproducten, fantasie-artikelen, verven, enz., en dit na intrekking van de aan hem toegekende voorlopige opschorting.

De datum van staking der betalingen werd bepaald op 9 maart 1999.

Als curator werd aangesteld de heer J. Mommaerts, advocaat te 3000 Leuven, J.P. Minckelersstraat 19.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 4 juni 1999, ter griffie dezer rechtbank.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (14137)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

De heer Hoekx, Erik Johannes Franciscus, zelfstandige, geboren te Lommel op 2 juni 1962, en zijn echtgenote, Mevr. Bijnens, Daisy Anne-Marie Henny, huisvrouw, geboren te Lommel op 20 juni 1963, wonende te 3920 Lommel, Heide 98, hebben bij verzoekschrift d.d. 28 april 1999, de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt verzocht om de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Br. Indekeu, te Lommel, op 28 april 1999, en inhoudende een inbreng in de huwgemeenschap, te homologeren.

(Get.) Bruno Indekeu, notaris. (14138)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Tribunal de première instance d'Arlon

Par jugement prononcé le 14 mai 1999, la première chambre civile du tribunal de première instance d'Arlon a désigné en qualité de curateur à la succession vacante de feu Pascal Millard, né à Vincennes le 30 novembre 1957, décédé à Virton le 24 mai 1997, domicilié en son vivant rue des Martyrs 2, à Gomery, au centre d'hébergement « Le Soleil du Cœur » A.S.B.L., Me Lazzari, Angélique, avocat à Virton, rue des Combattants 30, laquelle administrera la succession et désintéressera les créanciers dans la mesure de l'actif réalisé.

Arlon, le 17 mai 1999.

Le greffier-chef de service, (signé) A. Louis. (14139)

Tribunal de première instance de Charleroi

Un jugement de la première chambre, rendu sur requête le 3 mai 1999 :

a déclaré vacante la succession de Bressy, Léontine Pauline, née à Marcinelle le 12 mai 1989, en son vivant domiciliée à Marcinelle, rue Basson 89, et décidée à Montigny-le-Tilleul le 17 avril 1979;

a désigné Me Herinne, Eric, avocat à Charleroi, rue Tumelaire 23/18, en qualité de curateur à ladite succession vacante.

Charleroi, le 10 mai 1999.

Pour extrait conforme : pour le greffier chef de service, le greffier adjoint principal, (signature illisible). (14140)

Tribunal de première instance de Namur

Rechtbank van eerste aanleg te Turnhout

La troisième chambre du tribunal de première instance de Namur a désigné en date du 10 mai 1999, Me Bonnet, Cécile, avocat à Gembloux, rue du Moulin 13/15, en qualité de curateur à la succession vacante de Eloy, Clarisse Augustine Ghislaine, née à Aisemont le 10 décembre 1959, de son vivant domiciliée à 5190 Ham-sur-Sambre, rue de la Gare 145, et décédée à Sambreville le 5 février 1997.

Namur, le 10 mai 1999.

Le greffier-chef de service, (signé) M. Delhamende. (14141)

Bij beschikking d.d. 12 mei 1999, op verzoekschrift verleend, heeft de rechtbank van eerste aanleg, zittinghoudende te Turnhout, eerste kamer, over de onbeheerde nalatenschap van wijlen de heer Van den Eynt, Nicky, geboren te Turnhout op 10 juli 1974, laatst wonende te Turnhout, Nieuwe Kaai 83, en overleden te Turnhout op 3 oktober 1997, als curator aangesteld : Mevr. Katrin Starckx, advocate te Turnhout, Leopoldstraat 20.

De griffier, (get.) J. Beliën. (14142)

ANNEXE au *Moniteur belge* du 21 mai 1999 – BIJLAGE tot het *Belgisch Staatsblad* van 21 mei 1999

**Publication faite en exécution de l'article 34bis
des lois coordonnées sur les sociétés commerciales**

**Bekendmaking gedaan in uitvoering van het artikel 34bis
van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen**

« Ion Beam Applications S.A. »,
en abrégé : « I.B.A. », société anonyme, chemin du Cyclotron 3,
à 1348 Ottignies-Louvain-la-Neuve (Louvain-la-Neuve)

R.C. Nivelles 54589 – T.V.A. 428.750.985

L'assemblée générale extraordinaire du 12 mai 1999 a décidé d'autoriser le conseil d'administration à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois à concurrence d'un montant maximum de € 25 000 000. Ces augmentations de capital pourront être réalisées par souscriptions en espèces, apports en nature ou incorporations de réserves. Dans des limites de cette autorisation, le conseil d'administration pourra émettre

des obligations convertibles en actions ou des droits de souscription, dans le respect des dispositions des articles 101bis à 101octies, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. A l'occasion de toute émission d'actions, d'obligations convertibles ou de droits de souscription, le conseil d'administration pourra limiter ou supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires, y compris en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées, selon les modalités qui seront arrêtées par le conseil et moyennant, le cas échéant, le respect des dispositions de l'article 34bis, § 3, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

(14143)

Le conseil d'administration.